UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

ÉCOLE DOCTORALE Humanités & Langues (H&L)

EA4709 - REMELICE

THÈSE présentée par :

Thomas JEANGIRARD

soutenue le : **13 décembre 2024**

pour obtenir le grade de : **Docteur de l'Université d'Orléans**

Discipline/ Spécialité : Études anglophones

Les nouvelles formes du socialisme aux États-Unis :

Enjeux idéologiques et stratégiques chez les *Democratic Socialists of America*

THÈSE dirigée par :

Mme FISCHER Karin	Professeure, Université d'Orléans
Mme MAGUIRE Lori	Professeure, Université de Reims

RAPPORTEURS :

Mme COSTE Françoise	Professeure, Université de Toulouse Jean Jaurès
M. RICHOMME Olivier	Professeur, Université Lyon 2

JURY :

M. RICHOMME Olivier	Professeur, Université Lyon 2, Président du jury
Mme COSTE Françoise	Professeure, Université de Toulouse Jean Jaurès
M. BONZOM Mathieu	Professeur, Université Paris 1
Mme MAGUIRE Lori	Professeure, Université de Reims
Mme FISCHER Karin	Professeure, Université d'Orléans

Remerciements

Mes remerciements s'adressent en premier lieu à mes deux directrices de thèse, pour leur soutien et leur accompagnement sans failles tout au long de mon parcours doctoral. Je remercie Lori Maguire pour m'avoir accompagné dès les premiers moments de ce projet, alors depuis son bureau de l'université Paris 8. Sa confiance, sa compréhension et son suivi scientifique exigeant et rigoureux ont été essentiels à la réalisation de cette thèse. Je remercie Karin Fischer pour m'avoir « récupéré » dès la seconde année de cette thèse, dans des conditions exceptionnelles. Ce travail n'aurait également pas vu le jour sans sa grande patience, son attention aux détails et son soutien continu tout au long de cette période.

J'adresse également mes remerciements les plus sincères aux membres du jury de cette thèse, Françoise Coste, Olivier Richomme et Mathieu Bonzom, qui me font l'honneur de discuter de mes travaux.

Je remercie chaleureusement l'ensemble des militantes et militants qui ont accepté de me rencontrer et de partager avec moi leurs histoires, leurs expériences d'activisme et parfois leurs doutes, dans une période d'effervescence politique qui, je l'espère, aboutira à une société plus juste et plus équitable. Je les remercie pour leur engagement, leur bienveillance et l'enthousiasme dont ils ont toujours pu faire preuve à l'égard de mon travail.

Ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien de l'université d'Orléans, qui a financé les trois premières années de cette thèse. Je remercie également les membres de son département d'anglais, pour leur accueil et la confiance qu'ils ont su m'accorder en me confiant des responsabilités d'enseignement.

Je tiens à remercier les membres des laboratoires POLEN et REMELICE, et particulièrement mes camarades doctorants, pour l'environnement stimulant, fraternel et bienveillant qu'ils ont su créer tout au long de ces années. Plus généralement, je remercie tous les étudiants, jeunes chercheurs et divers habitués de BU rencontrés durant cette période, pour leur camaraderie, leur bonne humeur et les échanges enrichissants qui ont accompagné mes recherches.

Enfin, je remercie profondément ma famille et mes ami·es de Blois, d'Orléans, de Rennes et d'ailleurs, pour avoir été à mes côtés tout au long de cette période. J'ai une pensée particulière pour celles et ceux qui ont accepté de corriger certaines parties de ce travail, et d'avoir bien souvent subi mon écriture laborieuse. Je vous remercie toutes et tous pour votre amour, votre présence et votre soutien inconditionnels. Merci, encore une fois, pour tout.

Table des matières

Index des figures et des tableaux..... v
Glossaire des sigles et abréviations..... vi
Introduction générale..... 1
. La croissance de DSA..... 3
. Construction de la question de recherche..... 6
. Présentation du cadre théorique principal..... 9
. Présentation du corpus et du cadre méthodologique..... 13
. Présentation du terrain..... 19
. Présentation du cadre chronologique..... 21
. Objectifs et apports de la thèse..... 22
. Structure de la thèse..... 25
Première partie. Dynamiques historiques et transformations politiques : évolutions du *liberalism* et réémergence du socialisme au 21e siècle..... 27
Chapitre 1. Le Parti démocrate après Reagan : mutations idéologiques et recomposition électorale..... 30
1.1. Déclin du *liberalism* d'État social et politiques de la « troisième voie »..... 31
. Un projet politique et intellectuel..... 32
. Après la coalition du New Deal, la recherche de la « classe ouvrière blanche »..... 37
. Le déclin des syndicats dans la coalition démocrate..... 40
1.2. Le Parti démocrate face à la stratégie sudiste..... 46
. La stratégie sudiste..... 47
. Dynamiques raciales..... 50
. Le développement d'un électorat blanc et péri-urbain..... 52
1.3. Le *liberalism* démocrate à l'ère des « guerres culturelles »..... 54
. Guerres culturelles et polarisation..... 54
. L'abandon de la « classe ouvrière blanche »..... 57
. Le réalignement des grands donateurs..... 58
. Une nouvelle hétérogénéité électorale..... 60
Conclusion du chapitre..... 62
Chapitre 2. Le moment Sanders : résurgence du socialisme états-unien et retour d'un ancien débat..... 65
2.1. La croissance socialiste de 2016 : un rejet du *liberalism* ?..... 67
. La campagne Sanders comme rejet d'un *liberalism* centriste..... 67
. Expliquer l'émergence du « socialisme millénial » : les conditions matérielles..... 69
. Expliquer l'émergence du « socialisme millénial » : *Occupy* et les nouvelles technologies de communication..... 71
. Le développement d'une sous-culture socialiste en ligne..... 74
2.2. Trois trajectoires militantes : vers un rejet du *liberalism*..... 75
. Sophia..... 76
. Steve..... 79
. Brianna..... 82
2.3. Le mouvement socialiste et les « politiques identitaires »..... 85
. La campagne Clinton et « l'angle mort racial » de Sanders..... 85
. La réaction de la « dirtbag left »..... 88
La ligne de *Jacobin*..... 91
2.4. DSA et les « politiques identitaires »..... 94
. Des militants plus modérés : une vision positive des luttes identitaires..... 95
. Des militants plus modérés : la critique d'un *liberalism* identitaire..... 97
. La position de DSA..... 101
Conclusion du chapitre..... 106
Conclusion de la première partie..... 107

Deuxième partie. Enjeux théoriques et clivages politiques : socialisme et *liberalism* sous l'angle des politiques de l'identité....109
Chapitre 3. Questions de définition et enjeux politiques....112
3.1. Libéralisme, *liberalism* et socialisme....113
. Le libéralisme : philosophie politique et « réalité du temps présent »....113
. Le *liberalism* : un identifiant politique mouvant....117
. Le socialisme comme critique du libéralisme....120
3.2. Les politiques identitaires : généalogie d'un concept....124
. Des « nouveaux mouvements sociaux » ?....125
. La politisation de la sphère privée et les politiques de la différence....126
. Les notions d'authenticité et de culture....129
. « Politiquement correct » et « cancel culture »....131
. Problématiser la notion d'identité....133
3.3. Critique des politiques identitaires : le point de vue marxiste....136
. « Culture » contre « structure »....136
. La critique des particularismes identitaires....137
. La centralité de la classe sociale....139
. Des difficultés théoriques....141
. « Affirmation » ou « déconstruction » identitaire ?....144
3.4. Critique des politiques identitaires : le point de vue constructiviste....145
. L'universalisme libéral en contradiction....146
. Les politiques identitaires et le discours des droits....148
. Critiques de l'essentialisme....151
. Essentialisme et pluralisme....153
3.5. Vers une catégorisation des politiques de l'identité....156
. Un idéal-type....156
. Les politiques de l'identité n'incluent pas toutes les luttes liées aux identités sociales....157
. Les politiques de l'identité sont essentialistes....159
. Les politiques de l'identité sont des luttes de « reconnaissance »....159
. Les politiques de l'identité sont culturalistes....160
. Les politiques de l'identité ne sont pas des politiques de classe....161
Conclusion du chapitre....161
Chapitre 4. Du « progressisme néolibéral » chez les démocrates....164
4.1. Un parti néolibéral ?....165
. Définir le néolibéralisme....165
. Le Parti républicain et le néolibéralisme....169
. La « gauche néolibérale » et la troisième voie....171
4.2. Gouvernementalités néolibérales, de la *National Performance Review* à l'*Obamacare*....173
. Repenser la gestion de l'État : la National Performance Review....173
. Repenser l'action de l'État : le PRWORA....176
. Le cas de l'*Obamacare*....179
4.3. Groupes d'intérêts et politique identitaire....186
. Le Parti démocrate à la recherche de sa « majorité émergente »....186
. La structure du parti....189
. Groupes d'intérêts et donations financières....190
4.4. L'évolution des positionnements « identitaires » à partir de la présidence Obama....196
. Analyse des programmes du DNC....196
. Codage thématique et idéal-type....199
. Le Parti démocrate et la représentation descriptive....203
. Le Parti démocrate et l'approche culturaliste....206
Conclusion du chapitre....208

Chapitre 5. Race, genre et classe dans la tradition radicale états-unienne....212
5.1. Un socialisme vernaculaire....213
. 19e siècle : socialisme rural et socialisme urbain....214
. 1880-1920 : Le *Socialist Party*, synthèse des luttes et tensions de son époque....216
. 1930-40 : CPUSA et CIO, nouvelles emphases sur les *Woman* et *National Questions*....218
5.2. La *New Left* et le paradigme identitaire....223
. Le Mouvement des droits civiques et la *New Left*....225
. Le Mouvement des droits civiques et le renouveau féministe....227
. La *New Left* comme socialisme....228
. Une origine des politiques identitaires ?....230
5.3. Après la *New Left* : les politiques identitaires et la tradition radicale....231
. Un nationalisme noir majoritairement pluraliste et ethniciste....232
. Socialisme et *Black Power*....236
. Le féminisme radical de la décennie 1970, entre ruptures et continuités....242
. L'émergence d'un féminisme essentialiste....245
. Nationalisme ou féminisme « culturels » et politiques identitaires....249
. Deux usages du terme de « politiques identitaires »....252
Conclusion du chapitre....254
Conclusion de la seconde partie....255
Troisième partie. L'ascension de DSA après 2016 : l'intrication des débats idéologiques et des enjeux stratégiques....259
Chapitre 6. DSA à l'épreuve de sa diversité : clivages politiques et enjeux stratégiques....262
6.1. Une organisation décentralisée et multi-tendancielle....263
. Structure de l'organisation....263
. Différents niveaux de hiérarchie....265
. Indépendance des sections locales....267
. Indépendance des groupes de travail....271
. L'importance des caucus....273
6.2. « Réductionnisme de classe » contre « réductionnisme de race »....278
. Quelques exemples de conflits internes....278
. Le caucus *Momentum* comme élément perturbateur....280
. Derrière les réductionnismes....284
. Le débat de la décentralisation....286
. Que faire de la classe ouvrière blanche ?....290
6.3. Une gauche et une droite de l'organisation ?....294
. De nouveaux conflits....295
. En fond, le rapport de DSA à son environnement politique....298
. La question du parti (démocrate): rupture ou réalignement....300
. Des ambiguïtés politiques....303
. Des débats contextuels....306
Conclusion du chapitre....309
Chapitre 7. Le socialisme démocratique de DSA : entre héritage militant et acte de langage....310
7.1. Variétés de socialisme démocratique....311
. Émergence du socialisme démocratique comme concept politique distinct....311
. Michael Harrington et le socialisme démocratique « de guerre froide »....314
. Bernie Sanders et le socialisme des « 99% »....319
7.2. Quel socialisme pour DSA ?....325
. Le socialisme démocratique comme idéologie majoritaire....326
. Un élargissement des anciennes conceptions ouvriéristes....331
. Une ambivalence fonctionnelle....333
7.3. Un concept ambigu....337

. Quelles ambiguïtés stratégiques chez DSA ? Les communications externes....339
. Quelles ambiguïtés stratégiques chez DSA ? Les communications internes....343
. Un signifiant ouvert dans une organisation décentralisée....348
Conclusion du chapitre....351
Chapitre 8. DSA et le *liberalism* : des relations dissonantes....353
8.1. Le contre-modèle des ONG : la question de la professionnalisation....354
. Qu'est-ce que « l'ONGisation » ?....355
. Professionnalisation et rémunération....358
. Une organisation d'*organizers* ?....360
. Décentralisation et division du travail militant....367
8.2. La stratégie électorale de DSA : volonté de rupture, stratégie de fait....372
. Le rapport aux élus fédéraux : l'exemple de Bowman....372
. Le rapport aux élus fédéraux : l'exemple d'Ocasio-Cortez....375
. Quelles formes de coordination politique ?....378
. Le « dirty stay » en question....383
. Vers une indépendance graduelle....385
8.3. DSA et le « raccourci populiste »....391
. L'engouement du populisme de gauche....391
. Un retour en biais du clivage identité/classe....393
. Deux types de stratégie électorale....396
. Quelle approche pour DSA ?....401
. À nouveau, la question du parti....404
Conclusion du chapitre....407
Conclusion de la troisième partie....409
Conclusion générale....411
. Retour sur le développement de la thèse et ses contributions à la recherche....413
. Limites de la thèse et perspectives de recherche....417
Bibliographie....421
Sources primaires....423
Documents institutionnels....423
Publications militantes....426
Articles de presse....438
Contenu audiovisuel....444
Données quantitatives....445
Sources secondaires....446
Annexes....475
. 1. Données démographiques de DSA....476
. 2. Composition de l'échantillon d'enquêtés....480
. 3. Formulaire de consentement éclairé....481
. 4. Guide d'entretien 1....483
. 5. Guide d'entretien 2....484
. 6. Exemple d'entretien individuel : entretien 1....485
. 7. Exemple d'entretien individuel : entretien 2....507

Index des figures et des tableaux

Index des figures

Figure 1. Évolution des donations financières de groupes d'intérêts économiques au Parti démocrate, en proportion du total....44
Figure 2. Évolution des donations financières de groupes d'intérêts économiques au Parti démocrate, en montants absolus....45
Figure 3. Évolution des donations financières de groupes d'intérêts variés au Parti démocrate, en proportion du total....191
Figure 4. Évolution des donations financières de groupes d'intérêts « idéologiques » et de « single-issue » au Parti démocrate, en proportion du total....192
Figure 5. Évolution des donations financières de groupes d'intérêts « idéologiques » et de « single-issue » au Parti démocrate, en proportion du sous-ensemble....195
Figure 6. Évolution du nombre d'adhérents au CPUSA et au SP, de 1904 à 1940....221
Figure 7. Évolution du nombre d'occurrences du terme de « politiques identitaires » (*identity politics*), de 1979 à 2022....253
Figure 8. Évolution du nombre d'occurrences de termes adjacents à celui de « politiques identitaires », de 1979 à 2022....254
Figure 9. Infographie représentant la structure nationale de DSA....267
Figure 10. Extraits d'un diaporama de formation à l'*organizing* de YDSA....366

Index des tableaux

Tableau 1. Nombre d'occurrences de termes désignant une identité sociale marginalisée dans les programmes quadriennaux du Parti démocrate....199
Tableau 2. Nombre d'occurrences par thèmes dégagés, dans les programmes quadriennaux du Parti démocrate....201
Tableau 3. Nombre d'occurrences liées aux caractéristiques idéal-typiques des politiques identitaires, dans les programmes quadriennaux du Parti démocrate....203
Tableau 4. Synthèse des caractéristiques idéal-typiques des politiques identitaires....251
Tableau 5. Liste exhaustive des groupes de travail de trois sections locales, en juin 2022....264
Tableau 6. Nombres d'adhérents à DSA par année, de 2015 à 2023....273
Tableau 7. Répartition des identifications politiques au sein de DSA, réalisée par sondage déclaratif interne 274
Tableau 8. Nombre de membres élus au Comité Politique National de DSA, par affiliation de caucus et/ou de listes électorales....277
Tableau 9. Présentation des caucus idéologiques majeurs au sein de DSA, en 2023....305
Table 10. Répartition des emplois de nature politique occupés par les membres élus du Comité Politique National de DSA, de 2017 à 2023....362

Glossaire des sigles et abréviations

ACA	Affordable Care Act
ACO	Accountable Care Organizations
ADA	Americans for Democratic Action
AFDC	Aid to Families with Dependent Children
AFFFHW	American Federation of Full-Fashioned Hosiery Workers
AFL	American Federation of Labor
AFL-CIO	American Federation of Labor – Congress of Industrial Organizations
AIM	American Indian Movement
ALENA	Accord de Libre-Échange Nord-Americain
AOC	Alexandria Ocasio-Cortez
BCG	Bargaining for the Common Good
BDS	Boycott, Divestment and Sanctions
BPP	Black Panther Party for Self-Defense
B&R	Bread & Roses [Caucus]
CAPAC	Congressional Asian Pacific American Caucus
CBC	Congressional Black Caucus
CIO	Congress of Industrial Organizations
COINTELPRO	Counter-Intelligence Program
CORE	Congress of Racial Equality
CPUSA	Communist Party USA
CWCP	Center for Working-Class Politics
CWLU	Chicago Women's Liberation Union

DLC	Democratic Leadership Council
DNC	Democratic National Committee
DOMA	Defense of Marriage Act
DSA	Democratic Socialists of America
DSOC	Democratic Socialist Organizing Committee
FEC	Federal Election Commission
FEN	Feminist Economic Network
FMI	Fonds Monétaire International
GND	Green New Deal
IC	Internationale Communiste
ISO	International Socialist Organization
IWO	Industrial Workers Order
IWW	Industrial Workers of the World
JD	Justice Democrats
LGBTQ	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers
LSC	Libertarian-Socialist Caucus
M4A	Medicare for All
NAM	New American Movement
NAACP	National Association for the Advancement of Colored People
NARAL	National Association for the Repeal of Abortion Laws
NEC	National Election Commission
NIYC	National Indian Youth Council
NLC	National Labor Commission

NOW	National Organisation for Women
NPC	National Political Committee
NYRW	New-York Radical Women
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PAC	Political Action Committee
PC	Politiquement correct (*politically correct)*
PMC	*Professional-Managerial Class*
PPI	Progressive Policy Institute
PRWORA	Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act
RAM	Revolutionary Action Movement
SEIU	Service Employees International Union
SiO	Socialists in Office [Committees]
SLP	Socialist Labor Party
SNCC	Student Nonviolent Coordinating Committee
SDS	Students for a Democratic Society
SMC	Socialist Majority Caucus
SP	Socialist Party of America
TANF	Temporary Assistance for Needy Families
UAW	United Auto Workers
VISTA	Volunteers in Service to America
WAP	Women Against Pornography
YDSA	Young Democratic Socialists of America

Introduction générale

La décennie 2010 a été marquée par l'avancée notable d'une gauche radicale ou « de rupture » en Europe de l'ouest et en Amérique du nord, critique des inégalités croissantes et d'une certaine hégémonie centriste et néolibérale en place depuis la fin du 20e siècle. Au cours de la première moitié de cette décennie, cette réémergence a avant tout pris la forme de mobilisations spontanées et « de masse », comme le mouvement *Occupy* aux États-Unis, les *Indignados* en Espagne ou Nuit Debout en France. Ces mobilisations, qui se sont avant tout présentées dans leur horizontalité, ont alors cherché à rejeter les structures traditionnelles du pouvoir et l'organisation économique capitaliste sans s'inscrire dans une logique institutionnelle, électorale ou même organisationnelle distincte. C'est à partir de la seconde moitié de la décennie que ces dynamiques ont progressivement pris une vocation institutionnelles, principalement sous la forme de partis.

En Europe continentale, des organisations comme *Podemos*, *Syriza* ou La France Insoumise ont cherché à traduire les revendications de cette nouvelle gauche de rupture, principalement au travers de certaines formes de « populisme de gauche » et d'un modèle organisationnel dit « flexible » ou « gazeux ». Au Royaume-Uni et aux États-Unis, cette contestation a principalement pris la forme d'un socialisme démocratique réémergeant. La direction du Parti travailliste par Jeremy Corbyn et son courant *Momentum*, de 2015 à 2020, a joué un rôle central dans cette dynamique, en mobilisant une large base électorale et militante autour d'un projet incluant par exemple la nationalisations d'industries clefs, l'augmentation du salaire minimum et plus généralement la lutte contre les politiques d'austérité ayant marqué le pays depuis le tournant du 21e siècle. Dans le contexte étatsunien, où le système politique institutionnel complique la formation d'un parti socialiste indépendant, cette réémergence d'une gauche de rupture s'est incarnée dans une organisation non-partidaire : les *Democratic Socialists of America* (DSA). La croissance de DSA, qui a particulièrement pris forme après la première campagne de primaires présidentielles de Bernie Sanders[1] et la victoire de Donald Trump en 2017, a alors offert une une structure politique privilégiée pour un socialisme longtemps écarté des institutions formelles du pays.

. La croissance de DSA

DSA a été fondée en 1982 après la fusion du *Democratic Socialist Organizing Committee* (DSOC), une organisation issue du Parti socialiste historique des États-Unis, et du *New American Movement* (NAM), issu quant à lui des milieux militants de la *New Left.* Elle s'est initialement concentrée sur des actions de pression interne au Parti démocrate, visant à déplacer ce dernier sur sa

1 Bernie Sanders est un élu indépendant du Sénat des États-Unis, s'identifiant comme « socialiste démocrate » et ayant créé la suprise en 2016, pour le succès inattendu de sa campagne de primaires présidentielles démocrates face à la favorite d'alors du parti, Hillary Clinton.

gauche, avant de perdre en influence dans les dernières décennies du 20e siècle et de devenir une organisation relativement mineure dans le champ militant du pays. Depuis les résultats de l'élection présidentielle de 2016, l'organisation a cependant été l'objet d'une importante transformation, et s'est rapidement établie comme un acteur important de la gauche et des milieux progressistes états-uniens. Jusqu'alors un groupe socialiste de petite taille, DSA a en effet vu son nombre d'adhérents augmenter de manière particulièrement importante, passant de 6 000 membres en 2015 à 32 000 en 2017 avant d'atteindre un pic à 95 000 adhérents en 2021[2]. L'âge médian de ses membres est quant à lui passé de 68 ans en 2013 à 33 ans en 2017 et 2021[3].

Dès 2017, un grand nombre de nouvelles sections locales se sont formées dans le pays, et l'organisation s'est rapidement mobilisée autour des manifestations massives liées à l'investiture de Donald Trump, dont la *Women's March on Washington* ayant rassemblé des centaines de milliers de personnes au mois de janvier. À la convention nationale de cette année, DSA a entrepris de poser les bases de son activité politique future. En adoptant une série de priorités incluant le projet d'assurance-santé universel *Medicare for All,* porté de la manière la plus célèbre par Sanders, l'organisation s'est positionnée dans la filiation de ce dernier et a cherché a développer un socialisme dont les orientations pourraient être partagées par le plus grand nombre. En se détachant de l'Internationale socialiste, elle a cherché à marquer son opposition à un socialisme considéré comme uniquement nominal ou « intégré à l'ordre néolibéral »[4], et à signaler sa volonté de développer une approche plus radicale que par le passé. Plus profondément, en structurant un comité national lié au militantisme électoral (*National Electoral Committee*, NEC), DSA a initié en 2017 les formes d'activisme qui lui assureront un certain nombre de succès dans les années suivantes.

C'est en effet le travail électoral qui a le mieux permis à l'organisation de se faire connaître auprès du grand public, et de développer son influence politique générale. Suivant l'expérience d'autres organisations du champ progressiste états-unien (comme les *Justice Democrats* ou le *Working Families Party*), DSA a développé une stratégie visant à présenter des candidats aux élections de primaires du Parti démocrate, à tous les niveaux de gouvernement. Si l'organisation a connu quelques succès dans la première année de mise en œuvre de cette stratégie, comme l'élection de Lee Carter à la chambre basse de l'État de Virginie, la victoire la plus importante pour elle a été celle d'Alexandria Ocasio-Cortez (AOC) à la Chambre des représentants des États-Unis, en 2018.

2 Voir plus bas, tableau 6.

3 Les informations démographiques dont nous disposons sur l'ensemble de l'organisation proviennent d'un rapport du *Growth and Development Committee* de DSA, publié en interne et transmis par l'un de nos enquêtés. Nous développons certaines de ses informations en annexe 1.

4 Neal Meyer, Sean Monahan et DSA-USA, « Resolution to leave the Socialist International and initiate a DSA-wide discussion on international work », 2017.

AOC, une jeune trentenaire latina issue des classes populaires de New York, est devenue à cette occasion le visage d'une nouvelle génération de socialistes et a permis à l'organisation d'attirer un nombre toujours plus important de membres. Son élection a alors précédé celle d'autres socialistes soutenus par DSA au congrès fédéral, comme Rashida Tlaib du Michigan, donnant naissance à un groupe d'élus connu sous le nom de « Squad », et qui a permis à l'organisation de se faire connaître dans tout le pays et de développer son influence au niveau national et dans certaines grandes municipalités. Ce développement a contribué à l'élection d'un grand nombre de socialistes aux niveaux des États (comme à New York, où DSA compte en 2024 huit élus aux chambres haute et basse) et des municipalités (comme à Chicago, où DSA compte en 2024 six élus au conseil municipal), qui se compteront généralement par dizaines à partir de cette période.

En parallèle, l'organisation a développé des formes d'action dans une diversité d'autres domaines, dont ceux des luttes syndicales et de l'aide mutelle (*mutual aid*). L'organisation a notamment joué un rôle clef dans l'important mouvement de grève nationale d'enseignants en 2018, et a soutenu activement les travailleurs lors des mobilisations plus ponctuelles, comme les grèves et les efforts de syndicalisation des travailleurs des hôtels *Marriott,* de *Stop & Shop* ou de *Starbucks*, respectivement en 2018, 2019 et 2021. DSA a également développé des initiatives de solidarité communautaire sous la forme de programmes d'aide mutuelle, organisant des ateliers de réparation automobile populaires, des distributions alimentaires et plus généralement des actions de soutien aux communautés plus vulnérables. Ces efforts ont contribué à ancrer DSA au sein des lieux de travail et des communautés locales, et à former une nouvelle génération de militants tout en élargissant son réseau d'adhérents et de sympathisants à travers le pays.

En l'espace de quelques années, DSA est donc passée d'une organisation marginale à une force incontournable de la gauche états-unienne, imposant sa présence non seulement dans les urnes mais également dans une diversité de luttes sociales. Si sa croissance (en termes de nombre d'adhérents) a commencé à stagner dans les premières années de la décennie 2020, l'organisation poursuit ses activités politiques et dispose d'une influence qu'elle n'avait jamais connue, particulièrement dans des grands centres urbains comme New York, Los Angeles ou Chicago. Le socialisme, jusqu'alors considéré comme une idéologie marginale aux États-Unis, a ainsi retrouvé une légitimité et une visibilité sans précédent. DSA fait pourtant face à un contexte institutionnel états-unien particulièrement difficile. Son bipartisme rigide et la nécessité liée, pour les mouvements de gauche à visée électorale, de s'institutionnaliser au travers d'un Parti démocrate souvent décrit comme « cimetière des mouvements sociaux », ainsi que l'impopularité historique du terme même de « socialisme » dans le pays, contribuent notamment à ces difficultés.

Les efforts (et les succès) continus de l'organisation illustrent néanmoins le potentiel du mouvement socialiste à gagner en importance dans le cadre politique états-unien, soulignant sa capacité à mobiliser le soutien populaire et à s'ancrer dans les luttes contemporaines, offrant une alternative aux politiques « de centre gauche » qui dominent l'espace institutionnel du progressisme états-unien.

. Construction de la question de recherche

Ces développements sont contemporains d'évolutions plus larges et plus anciennes au sein de l'électorat, que l'on retrouve à des degrés variables dans une part importante des démocraties libérales occidentales. Ces évolutions impliquent notamment des phénomènes de désalignement électoral[5], renvoyant à un déclin de l'influence de la classe sociale dans les comportements de votes et à une importance toujours forte mais « renversée » de l'influence du niveau d'éducation, les plus diplômés votant désormais graduellement plus pour des partis de gauche, et vice versa[6]. Cette polarisation de l'électorat états-unien autour de la variable éducative s'exprime également par des débats autour de questions dites « culturelles » ou « sociétales », nommées ainsi en opposition à des considérations décrites comme immédiatement « matérielles » ou ayant trait à des notions de redistribution économique. De telles dynamiques contribuent à l'émergence de nouveaux électorats, recomposant ceux qui étaient traditionnellement associés aux notions de « gauche » et de « droite » politiques. Il est dans ce cadre possible d'observer l'émergence démographique de ce que Thomas Piketty *et al.* ont nommé une « gauche brahmane »[7] : un groupe principalement urbain, fortement diplômé, occupant généralement des professions de cadres et porteur de valeurs progressistes d'un point de vue « socio-culturel ». À l'inverse, une partie de l'électorat traditionnellement associé aux partis de gauche, composé d'ouvriers et d'employés résidant principalement dans des zones rurales ou péri-urbaines, souvent désindustralisées, participe désormais, aux côtés de segments démographiques plus fortunés mais également peu diplômés, à un électorat de droite et d'extrême droite. Ce dernier est alors décrit comme mobilisé par des discours tout aussi « socio-culturels », en rapport notamment à l'immigration ou aux identités et aux rôles de genre traditionnels.

Au sein des grands partis de gauche institutionnels, ces questions ne sont pas nouvelles. L'idée de leurs éventuelles évolutions programmatiques, en rapport avec ces évolutions démographiques, est en effet le sujet de débats variés depuis le début du 21e siècle. Ceux-ci peuvent être notamment

5 Jeff Manza, Michael Hout et Clem Brooks, « Class Voting in Capitalist Democracies Since World War II: Dealignment, Realignment, or Trendless Fluctuation? », *Annual Review of Sociology*, 1 août 1995, vol. 21, 1995, p. 137-162.
6 Amory Gethin, Clara Martinez-Toledano et Thomas Piketty, « Brahmin Left Versus Merchant Right: Changing Political Cleavages in 21 Western Democracies, 1948-2020 », *The Quarterly Journal of Economics*, 2022, vol. 137, no 1, p. 1-48.
7 Amory Gethin, Clara Martinez-Toledano et Thomas Piketty, « Brahmin Left Versus Merchant Right ».

illustrés par des travaux souvent cités à cette occasion, comme *The Emerging Democratic Majority*, publié en 2002 par John Judis et Ruy Teixeira[8] ou le controversé rapport de 2011 du think-tank français Terra Nova[9]. Ayant trait respectivement au Parti démocrate états-unien et au Parti socialiste français, ces travaux ont effet suggéré à ces partis de centre-gauche de chercher à développer des coalitions électorales entre des groupes sociaux composés de minorités raciales, sexuelles et de genre et ces segments de l'électorat plus diplômés, en mettant l'accent sur des thématiques telles que les questions de genre ou l'écologie, tout en réduisant l'importance des politiques redistributives traditionnellement associées à la gauche.

Une décennie plus tôt et au sein de cercles militants ou universitaires de gauche, un débat théorique opposant des « politiques identitaires » à des « politiques de classe » est quant à lui venu refléter, entre autres, ces évolutions programmatiques et démographiques. Ce débat s'est intensifié en particulier dans certaines sphères universitaires, où la question de la hiérarchie des priorités entre les luttes dites « identitaires » et « de classe » s'est imposée comme centrale. D'un côté, certains théoriciens ont soutenu que les luttes pour les droits des minorités et la défense des identités marginalisées sont essentielles pour élargir la base électorale et militante de la gauche, tout en mettant en lumière certaines insuffisances passées de cette dernière. De l'autre côté, des critiques ont considéré que l'accent mis sur ces questions « identitaires » risquait d'occulter les enjeux économiques et les inégalités de classe, pensées comme les moteurs du changement social dans une perspective progressiste. Cette opposition théorique a alors créé des tensions au sein de la gauche militante, exacerbées par des visions divergentes sur la manière d'articuler et de défendre les intérêts des différentes strates sociales, ou les notions apparemment concurrentes de race, de classe sociale, de genre ou de sexualité.

Aux États-Unis, ce sujet a pris une dimension particulière lors de la primaire démocrate de 2016 opposant Hillary Clinton à Bernie Sanders. La campagne de Sanders, qui a mis en avant une approche « populiste de gauche », centrée sur les inégalités économiques et des mesures d'État social universalistes, a fait l'objet de critiques pour ce qui était perçu comme une insuffisante prise en compte des enjeux liés au racisme et au sexisme. Certains observateurs liés au camp *liberal*[10] lui ont de plus reproché une base électorale principalement blanche et masculine, marquée par des attitudes

8 John Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority,* New York, Simon and Schuster, 2002.
9 Romain Prudent, Bruno Jeanbart, et Olivier Ferrand, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? ». *Terra Nova*, Paris, 10 mai 2011.
10 Le *liberalism*, que nous faisons le choix de ne pas traduire ici, correspond aux marqueurs idéologiques communément associés au Parti démocrate et au « centre-gauche » états-unien. Le chapitre 1 visera à situer historiquement le *liberalism* dans ses évolutions de la fin du 20e siècle, tandis que le chapitre 3 reviendra plus en détail sur les délimitations idéologiques de ce concept.

sexistes ou racistes. À l'inverse, Clinton a été vivement critiquée par les partisans de Sanders pour son manque d'engagement en faveur de politiques redistributives et un alignement jugé trop étroit avec les élites économiques et politiques du « mainstream » démocrate. La défaite de Clinton face à Donald Trump lors de l'élection présidentielle a, par la suite, suscité des réflexions critiques au sein du camp *liberal*. Un certain nombre d'analystes et de publications ont attribué cet échec à un recours excessif aux « politiques identitaires » de la part du parti, considérant que cet usage avait occulté les préoccupations économiques majeures d'une partie de l'électorat, notamment de ce qui est désigné sous le nom de « classe ouvrière blanche » (*white working class*). Ces débat ont alimenté les réflexions internes au Parti sur sa stratégie électorale, mais ont surtout ravivé la notion même de « politiques identitaires » dans le pays et posé son irréductibilité par rapport à d'éventuelles politiques centrées sur la classe sociale et des programmes de redistribution économique universalistes. Rejouant d'une certaine manière les débats universitaires et militants des décennies 1990 et 2000, la campagne de primaires puis de présidentielles de 2016 a alors mis au centre des préoccupations politiques l'opposition entre « identité » et « classe » dans le débat public états-unien.

Ces débats idéologiques se sont, dans ce cadre, largement imbriqués au contexte de transformation démographique de l'électorat de gauche mentionné ici. Ainsi, l'une des hypothèses majeures de ce travail est que l'opposition théorique entre ces « politiques identitaires » et ces « politiques de classe » vient représenter d'un point de vue idéationnel ce clivage démographique plus profond. Ce débat n'est alors pas simplement une question de priorités stratégiques ou de philosophie politique abstraite : il reflète également des réalités socio-économiques concrètes liées à la polarisation de l'électorat autour de variables telles que le niveau d'éducation et les préférences « socio-culturelles ». Dès lors, il nous semble pertinent de nous interroger sur les implications de ces évolutions pour les nouvelles forme de socialisme mises en œuvre aux États-Unis et incarné par les *Democratic Socialists of America*. La question du rapport des luttes dites « identitaires » au socialisme, historiquement et théoriquement lié à la centralité de la classe sociale et aux luttes dites « matérielle », nous semble en effet pouvoir éclairer de manière privilégiée les formes mêmes de ce socialisme au 21e siècle, nécessairement sujet aux évolutions de la société dans son ensemble.

DSA, en tant qu'organisation socialiste ayant connu une résurgence spectaculaire dans la dernière décennie, peut être perçue comme vecteur d'un retour des politiques de classe dans la gauche états-unienne. Il est cependant légitime de se demander de quelle classe ce socialisme se fait-il le représentant, et sous quelles formes idéologiques. Est-il possible de parler d'une forme de socialisme « brahmane », principalement soutenu par des diplômés urbains, ou ce mouvement s'enracine-t-il réellement dans une base « ouvrière » et populaire ? DSA cherche-t-elle à articuler les revendica-

tions historiques du mouvement ouvrier avec celles d'une nouvelle génération plus diplômée et urbaine, dans le sens d'une réinvention du socialisme pour répondre aux évolutions contemporaines ?

Dans le contexte états-unien, ces considérations sont en lien ténu avec le représentant institutionnel majeur du « progressisme » dans le pays, qui constitue un partenaire ou un adversaire incontournable de tout mouvement contestataire évoluant dans le champ électoral : le Parti démocrate. On peut ainsi également se demander dans quelle mesure le socialisme de DSA est compatible avec les valeurs et les principes du *liberalism* démocrate. Existe-t-il un risque que les idées socialistes de DSA soient absorbées et diluées dans le *liberalism* démocrate, notamment à travers des compromis sur les questions « économiques » et « identitaires », ou DSA parvient-elle à maintenir une rupture idéologique claire ? DSA joue-t-elle un rôle « d'aile gauche » critique, à l'intérieur du Parti démocrate, contribuant à l'influencer sur sa gauche, ou s'agit-il d'une opposition extérieure cherchant à redéfinir la gauche en rupture avec le *liberalism* dominant ? Le socialisme de DSA peut-il élargir la coalition électorale du Parti démocrate en attirant les classes populaires et ouvrières, ou se heurte-t-il à une opposition *liberal* centrée sur les classes urbaines diplômées, sensibles aux « politiques identitaires » ? En se plaçant dans la dimension idéologique qui porte cette réflexion, il est possible de reformuler cet ensemble de questions ainsi : si les « politiques identitaires » cherchent à représenter idéellement la base électorale d'une gauche urbaine, diplômée et porteuse de valeurs « culturelles » progressistes, telles que représentées par la campagne de 2016 d'Hillary Clinton,

> quels sont les liens du socialisme de DSA avec le *liberalism* du Parti démocrate, et notamment dans son rapport aux « politiques identitaires » ?

Ces interrogations seront donc au cœur de notre recherche. Celle-ci cherchera à délimiter les contours idéologiques du socialisme réémergeant aux États-Unis, au travers de ses relations avec ce qui apparaît comme le représentant idéationnel d'un des clivages démographiques les plus saillants de la gauche au 21e siècle : le débat « identité / classe ». Par là, elle interrogera en premier lieu les liens de ce socialisme au *liberalism* hégémonique au sein de la gauche états-unienne et à son représentant institutionnel principal, le Parti démocrate.

. Présentation du cadre théorique principal

Ce travail se situe donc dans la perspective d'une analyse idéationelle du socialisme réémergeant dans le pays, à travers le cas des *Democratic Socialists of America* et dans son rapport au *liberalism* états-unien. Notre approche se situant à un niveau essentiellement conceptuel, les champs de la philosophie ou de la théorie politique seront particulièrement mobilisés afin d'éclairer les contours de cette nouvelle configuration politique. En particulier, nous nous interrogerons sur les

implications idéologiques du socialisme du DSA et comment il pourrait à la fois se démarquer de, et se rapprocher du discours *liberal* traditionnel.

La notion « d'idéologie » est donc ici un paramètre essentiel à prendre en compte. C'est pour ces raisons que notre travail se situera dans le cadre général des *Ideology Studies* ou des « analyses idéologiques » (*ideological analysis*), un sous-champ disciplinaire des sciences politiques visant, comme son nom l'indique, à l'analyse des idéologies en tant que telles. Celui-ci apparaît comme un champ de recherche vaste et fragmenté, marqué par une grande diversité méthodologique et théorique. Bien que ce champ soit intrinsèquement interdisciplinaire, ces dernières décennies ont été témoin d'une fragmentation disciplinaire accrue entre ses différentes approches, chacune offrant des perspectives distinctes sur la natures et les fonctions sociales de l'idéologie. Dans un travail de cartographie de ces différentes approches, Maynard souligne cette fragmentation et divise ces approches en trois tendances principales : les approches conceptuelles, discursives et quantitatives[11].

L'une des contributions les plus influentes dans ce domaine est l'approche morphologique de Michael Freeden, qui constitue un exemple clef d'analyse conceptuelle. Freeden analyse les idéologies en tant que configurations de concepts, dont les significations dépendent de leur position dans ces structures conceptuelles. Selon lui, les idéologies sont des systèmes dynamiques qui organisent et priorisent des concepts comme par exemple la liberté, l'égalité et la sécurité d'une manière spécifique pour influencer le discours politique[12]. Ce processus, qu'il nomme sous le terme de « décontestation » (en référence à l'idée des concepts politiques comme « essentiellement contestés », amenée par un article célèbre de Gallie en 1956[13]), illustre la manière dont les idéologies se disputent le contrôle du langage politique en offrant des interprétations différentes de concepts clefs. L'approche de Freeden est complétée par d'autres approches dites conceptuelles, notamment celle de Reinhart Koselleck[14], qui met l'accent sur l'évolution historique de notions politiques clefs. Si Koselleck ne se concentre pas explicitement sur l'idéologie, son travail fournit des outils essentiels pour comprendre l'évolution de la pensée politique à travers l'analyse de concepts. De même, l'École de Cambridge, représentée par des figures comme Quentin Skinner, lie l'étude de l'idéologie à l'histoire des idées, en insistant sur le rôle du pouvoir dans le façonnement de l'idéologie[15]. Dans une perspective complémentaire des approches conceptuelles, les approches discursives de l'analyse

11 Jonathan Leader Maynard, « A map of the field of ideological analysis », *Journal of Political Ideologies*, 1 octobre 2013, vol. 18, n° 3, p. 299-327.
12 Michael Freeden, *Ideology Studies: New Advances and Interpretations*, New York, Routledge, 2021.
13 Olivier Tinland, « Présentation du numéro », *Philosophie*, 5 juin 2014, vol. 122, n° 3, p. 3-8.
14 Reinhart Koselleck, *The Practice of Conceptual History: Timing History, Spacint Concepts*, Stanford, Stanford University Press, 2002.
15 Quentin Skinner, *Visions of Politics: Volume 1, Regarding Method*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

idéologique se concentrent sur les pratiques de communication par lesquelles les idéologies se constituent et se transmettent. Deux écoles s'imposent ici : la *Critical Discourse Analysis* (CDA) et les approches post-structuralistes. La CDA, illustrée par des penseurs comme Norman Fairclough et une approche théorique proche de celle initiée par Michel Foucault, affirme que le discours non seulement reflète mais renforce les relations de pouvoir. Fairclough examine par exemple comment le langage est utilisé pour légitimer des arrangements politiques et sociaux tout en masquant la présence du pouvoir et de la domination politique[16]. En parallèle, des théoriciens post-structuralistes comme Ernesto Laclau et Chantal Mouffe ont pu soutenir que les concepts idéologiques sont fluides et ouverts à la contestation permanente[17]. Leur travail met l'accent sur la manière dont les idéologies établissent des « mythes » politiques, qui permettent de stabiliser temporairement l'ordre social en créant des imaginaires hégémoniques. Enfin, les approches quantitatives de l'analyse idéologique, particulièrement mobilisées aux États-Unis, offrent une autre perspective théorique et méthodologique. Ces approches se concentrent souvent sur les attitudes et comportements politiques, au travers d'enquêtes à grande échelle et de méthodes statistiques. Un courant important de cette recherche met en évidence l'écart idéologique entre les élites et le grand public, comme a pu l'observer de manière célèbre Myron Jennings, en notant que les élites tendent à exprimer des croyances idéologiques plus cohérentes que celles du grand public[18]. Enfin, la psychologie politique, au travers d'auteurs comme John Jost, s'est penchée sur les fondements cognitifs et psychologiques de l'idéologie. La « théorie de la justification du système » (*system justification theory*) de Jost examine par exemple comment les individus développent des croyances idéologiques qui renforcent le *statu quo*, même lorsque celui-ci les désavantage[19].

C'est dans ce contexte que nous situerons notre analyse au sein de l'approche morphologique des idéologies, initiée par Freeden. Cette approche se révèlera pertinente dans la mesure où elle nous fournira des outils conceptuels flexibles et nuancés dans leur compréhension de la structure et de l'évolution des idéologies. En se concentrant sur la manière dont différentes idéologies organisent et réinterprètent certains de leurs concepts fondamentaux, ce cadre théorique nous permettra d'interpréter les dynamiques idéologiques ayant trait au socialisme de DSA et au *liberalism* démo-

16 Norman Fairclough, *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*, Harlow, Pearson, 2010.
17 Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, *Hégémonie et stratégie socialiste: Vers une radicalisation de la démocratie*, Paris, Fayard, 2019.
18 M. Kent Jennings, « Ideological Thinking Among Mass Publics and Political Elites », *The Public Opinion Quarterly*, 1992, vol. 56, n° 4, p. 419-441. Cette approche est tributaire des définitions classiques de l'idéologie, proposée par les courants behavioristes de la science politique états-unienne à partir de la décennie 1960. Voir par exemple Philip E. Converse, « The nature of belief systems in mass publics (1964) », *Critical Review*, 1 janvier 2006, vol. 18, n° 1-3, p. 1-74.
19 John T. Jost et Brenda Major, *The Psychology of Legitimacy: Emerging Perspectives on Ideology, Justice, and Intergroup Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

crate, à la fois du point de vue de leur contenu idéationnel et des tendances démographiques et politiques plus larges leur donnant forme. Dans ce contexte, cette approche nous aidera à mettre en lumière la façon dont différentes configurations idéologiques au sein de DSA reflètent, s'adaptent, ou résistent au débat « identité/classe » et à leurs contextes politiques plus larges.

Notre analyse du socialisme états-unien contemporain dans ses rapports au *liberalism* s'appuiera sur deux dimensions clefs de l'approche morphologique des idéologies. La conception des idéologies comme systèmes dynamiques et évolutifs de concepts interconnectés, en premier lieu, sera particulièrement pertinente à notre objet de recherche. Freeden définit la notion même d'idéologie comme représentant

> des configurations distinctives de concepts politiques [qui] créent des modèles conceptuels spécifiques, à partir d'un ensemble de combinaisons indéterminées et illimitées. Cette indétermination résulte de l'essentielle contestabilité des concepts politiques, à l'origine des diverses formes de flexibilité à partir desquelles les familles idéologiques et leurs sous-variantes sont construites[20].

Cette définition s'appuie sur un aspect central de la théorie de Freeden : la description « morphologique » des idéologies, en tant que composées d'un ensemble de « concepts fondamentaux » (*core concepts*) relativement stables, ainsi que de concepts périphériques (*peripheral concepts*), plus adaptables et pouvant évoluer en fonction de leur contexte social, culturel et politique. Les idéologies sont ici à comprendre comme des configurations de concepts, plutôt que comme des doctrines ou des systèmes de pensée rigides. Dans le cas de DSA, elle permettra de considérer son socialisme comme une configuration idéologique spécifique et d'évaluer l'éventualité d'une combinaison de certains concepts fondamentaux (la lutte des classes, la démocratie ou la justice économique…) avec des concepts plus périphériques, comme ceux liés à l'identité raciale ou de genre. De même, le *liberalism* du Parti démocrate peut être considéré comme une configuration idéologique qui met l'accent sur les droits individuels, la démocratie et l'égalité, tout en s'accommodant de concepts périphériques comme l'économie de marché et l'éventuel développement d'un « État-providence ». En utilisant l'analyse morphologique, notre étude pourra disséquer la manière dont ces idéologies utilisent des concepts qui se chevauchent ou qui sont contradictoires, et comment elles répondent à leur environnement politique actuel. De plus, elle permettra de fournir des éléments de compréhension vis-à-vis de la manière dont ces concepts évoluent et s'adaptent en réponse aux changements démographiques ou aux discours politiques émergents mentionnés plus haut. Alors que l'approche

20 Michael Freeden, *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 4. Notre traduction (*ideologies are distinctive configurations of political concepts, and they create specific conceptual patterns from a pool of indeterminate and unlimited combinations. That indeterminate range is the product of the essential contestability of political concepts, and essential contestability provides the manifold flexibility out of which ideological families and their subvariant are constructed*.)

de Freeden met l'accent sur la fluidité des idéologies, elle sera particulièrement utile pour comprendre le moment politique actuel, où les alignements politiques de longue durée apparaissent remodelés par des transformations sociales, culturelles et électorales.

Une seconde dimension clef de l'analyse morphologique réside dans la notion de « décontestation » évoquée plus haut, qui correspond dans ce cadre au mode de fonctionnement essentiel des idéologies. Celles-ci ont en effet pour fonction de décontester ou de figer les significations de concepts politiques importants, par essence polysémiques : « Les idéologies servent de mécanisme de transition entre la contestabilité et la certitude, convertissant l'inévitable variété d'options [sémantiques] en une certitude monolithique »[21] Nous verrons par exemple dans le chapitre 3, partie 3.1, la manière dont socialisme et libéralisme politique « décontestent » chacun à leur manière les notions d'égalité et de liberté, offrant différentes interprétations se situant au coeur de leur projet politique. Le débat portant sur « l'identité » et « la classe » est particulièrement approprié au cadre théorique de Freeden, parce que ce débat représente un lieu clé de contestation entre différents groupes idéologiques au sein de la gauche états-unienne. Les « politiques identitaires », par exemple, peuvent être considérées comme une remise en question des politiques centrées sur la classe sociale traditionnellement associée au socialisme et, par exemple, une contestation des significations liées au concept d'émancipation propre au socialisme. L'approche de Freeden nous permettra donc d'apprécier dans quelle mesure des concepts clefs du socialisme ou du *liberalism* sont éventuellement *décontestés* par différents acteurs au sein de DSA, et de la gauche états-unienne au sens large. Certaines factions de l'organisation pourront par exemple donner la priorité à la classe sociale en tant que concept central, tout en traitant les questions « d'identité » comme une préoccupation périphérique ; d'autres pourront intégrer celles-ci au cœur de leur socialisme, remodelant ainsi les délimitations traditionnelles de l'idéologie socialiste.

. Présentation du corpus et du cadre méthodologique

De par la nature de l'objet d'étude, de notre angle d'analyse et des conditions de réalisation de ce travail, notamment vis-à-vis du terrain (sur lequel nous revenons plus bas), il convient de souligner le caractère profondément interdisciplinaire de notre thèse. Cette interdisciplinarité a informé les méthodes et les outils d'analyses employés, dont la diversité correspond à celle des types de sources mobilisées. Nous diviserons celles-ci en trois larges catégories, présentées ici par ordre d'importance : des sources textuelles, contemporaines et historiques ; des transcriptions d'entre-

21 Michael Freeden, *Ideologies and Political Theory*, p. 76. Notre traduction (*Ideologies serve as the bridging mechanism between contestability and determinacy, converting the inevitable variety of options into the monolithic certainty*.)

tiens, biographiques et ethnographiques ; des données quantitatives, récupérées auprès d'organismes publics.

Ces sources textuelles correspondent à la partie la plus importante de notre corpus, constituent par là notre objet principal d'analyse et peuvent être divisées en plusieurs catégories. La première, et la plus importante, est celle des *publications militantes*. Ce sont des publications, le plus souvent socialistes, qui visent à intervenir politiquement au sein du mouvement, ou « idéologiquement » dans des textes pouvant être compris comme opérant (dans un cadre morphologique) des actions de contestation ou de décontestation idéologiques, en rapport avec les notion de socialisme de *liberalism* ou de « politiques identitaires ». Elles incluent alors des publications dans des livres, des billets de blog (le site *Medium* est dans ce cadre particulièrement utilisé par les acteurs du mouvement) ou des revues militantes. Parmi ces dernières, on pourra différencier celles liées directement à DSA des revues ou magazines « indépendants » du mouvement : *Democratic Left* et *Socialist Forum* correspondent alors aux revues « officielles » de l'organisation, ou encore aux revues publiées par ses différents caucus (*The Agitator* pour le *Socialist Majority Caucus* ou *The Call* pour *Bread & Roses*, par exemple). Les revues ou magazines indépendants de DSA incluent, par exemple, des publications liées à la réémergence actuelle du socialisme états-unien comme *Jacobin*, des revues « historiques » de la gauche intellectuelle états-unienne comme *Dissent*, ou liées plus généralement à la gauche radicale du pays, comme *Tempest*. Ces publications militantes incluent également des textes souvent publiés dans un contexte académique ou des auteurs par ailleurs universitaires, mais dont les visées politiques ou idéologiques sont similaires aux précédentes. Celles-ci incluent par exemple les productions « anti-identitaires » de *liberal* comme Mark Lilla ou de socialistes comme Adolph Reed, qui opèrent des actions de contestations ou de décontestations idéologiques au sein de leurs camps politiques respectifs. Enfin, ces publications militantes incluent également des productions audiovisuelles : certains podcasts ou contenus postés sur les sites *Youtube* ou *Twitter* seront ainsi mobilisés ponctuellement au cours de ce travail. Une seconde catégorie de sources textuelles provient *d'articles de presse* : notre travail se situant essentiellement dans une chronologie contemporaine, ces derniers nous fourniront une somme d'informations particulièrement riche qui nous permettra de situer en contexte les évolutions du socialisme actuel aux États-Unis. Des *documents institutionnels*, internes à DSA et plus ponctuellement au Parti démocrate, constituent une troisième catégorie de nos sources textuelles. Ces documents, accessibles au public ou fournis par certains de nos enquêtés, constitueront des éléments centraux de notre travail de définition idéologique du socialisme de DSA. Ils incluront par exemple des documents programmatiques, des comptes-rendus de convention nationales ou des rapports provenant de différents comités nationaux. Enfin, et de

manière plus ponctuelle, nous nous appuierons sur des documents d'archives, publiques, et le plus souvent récupérées en ligne, auprès d'organismes gouvernementaux états-uniens (comme le *US Government Publishing Office*, le *US Government Printing Office* ou la *Library of Congress*). Ces documents nous serviront le plus souvent à illustrer nos propos ou à trianguler certaines de nos thèses.

Le cadre méthodologique principalement mobilisé dans l'analyse de ces sources textuelles sera celui de l'analyse de contenu[22]. Cette méthode permet de dégager des tendances discursives et idéologiques à travers une approche systématique et rigoureuse d'extraction et de catégorisation des thématiques récurrentes, des structures narratives ainsi que des référentiels conceptuels traversant les textes en question. Cette approche implique pour certains documents principaux un travail de codage, afin d'identifier les références à des concepts centraux pouvant se rapporter aux grandes familles idéologiques considérées. À travers ce processus, nous chercherons à mettre en évidence la manière dont ces concepts sont définis, contestés ou redéfinis par les divers courants internes au DSA, ainsi que dans les publications qui entourent le mouvement. Le cadre de l'analyse de contenu sera également mobilisé pour explorer comment les évolutions du débat sur la relation entre classe sociale et « identités » sont reflétées dans ces documents. L'analyse de contenu sera particulièrement adaptée à la multiplicité des formats de nos sources, qu'il s'agisse de textes écrits ou de contenus audiovisuels. Elle nous permettra de suivre les évolutions sémantiques et idéologiques du discours socialiste aux États-Unis au cours de la dernière décennie, tout en étant attentif à la spécificité de chaque type de source. Cette méthode facilitera également la mise en relation des thématiques identitaires et des enjeux économiques, qui structurent le clivage entre « politiques identitaires » et « politiques de classe » au cœur de notre recherche. Plus généralement, elle nous permettra à la fois d'analyser les productions textuelles dans leur contenu manifeste mais également de saisir les non-dits, les sous-entendus et les contextes implicites qui sous-tendent les discours étudiés.

Une seconde catégorie de sources primaires aura trait aux entretiens réalisés au long de notre thèse, de 2020 à 2023. Initialement à vocation exploratoire, ceux-ci peuvent à leur tour être divisés en plusieurs catégories, qui correspondent à deux méthodes d'entretiens distinctes, mises en œuvre auprès de la majorité de nos enquêtés[23]. La première de ces méthodes est celle des *entretiens biographiques*, ou « à parcours de vie centrés ». Ces entretiens ont visé à explorer les processus de po-

22 Nos principales références méthodologiques pour l'analyse des sources textuelles sont ici Laurence Bardin, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013 ; André Désiré Robert et Annick Bouillaguet, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007.

23 Nos principales références méthodologiques pour la conduite des entretiens sont ici James P. Spradley, *The Ethnographic Interview*, New York, Wadsworth Publishing, 1979 ; Florence Weber et Stéphane Beaud, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2010; Irving Seidman, *Interviewing As Qualitative Research: A Guide for Researchers in Education and the Social Sciences*., New York, Teachers' College Press, 2013.

litisation socialiste de nos enquêtés, afin de mieux comprendre les trajectoires individuelles qui les ont amenés à rejoindre et à militer au sein de DSA. En retraçant leurs parcours de vie, ces entretiens ont permis d'identifier les événements, les influences idéologiques et les contextes socio-économiques qui ont pu jouer un rôle central dans leur engagement politique. Ce type d'entretien met l'accent sur les moments-clefs de la politisation des acteurs, que cela soit par exemple à travers des expériences professionnelles, la participation à des mouvements sociaux, certaines lectures ou la consommation de produits culturels « socialistes ». Ils fournissent dans ce cadre des informations précieuses sur la manière dont le socialisme de nos enquêtés est vécu et intériorisé au niveau individuel, et sur les formes spécifiques que ce dernier peut prendre d'un point de vue morphologique. Un second type d'entretiens mobilisé dans ce travail est celui des *entretiens ethnographiques*, visant à explorer, avec l'enquêté, le quotidien vécu de son engagement militant. Ce dernier est notamment invité à décrire ses pratiques militantes, les interactions sociales et organisationnelles qu'il entretient au sein de DSA, ainsi que les événements ou actions spécifiques auxquels il participe. L'objectif de ces entretiens ethnographiques est de saisir, au plus près de l'expérience de terrain, comment les dynamiques idéologiques et organisationnelles se traduisent concrètement dans l'activité militante du groupe. Ces entretiens permettent alors d'observer les formes de coordination entre militants, entre différentes sections locales ou nationales, les tensions éventuelles autour de questions stratégiques ou idéologiques ainsi que les modes de prise de décision au sein de l'organisation. Plus directement, ils permettent une forme d'observation directe des activités militantes au sein de DSA, par la mise en commun et la triangulation de l'expérience de la diversité de nos enquêtés. Un troisième type d'entretiens plus ponctuel a également pu être mis en œuvre dans les deux dernières années de notre thèse, entre 2022 et 2024. Moins formalisés, ces entretiens ont visé à échanger avec des acteurs précis du mouvement socialiste dans un cadre de collecte d'informations ciblées. Ceux-ci incluent par exemple certains membres des organisations *Ready for Warren* ou *People for Bernie* mentionnés dans le chapitre 2, ou des membres de DSA représentant formellement leurs caucus respectifs. Du fait du caractère non-systématique et très peu formalisé de ces entretiens, nous n'avons pas inclus ces enquêtés dans la présentation de notre échantillon, en annexe 2.

Chacun de nos enquêtés a accepté de réaliser deux entretiens semi-dirigés distincts, définis en amont pour une durée d'environ une heure, et séparés d'un délai allant de quelques jours à quelques semaines. Ces sessions ont été précédées d'échanges, le plus souvent par mail, visant à informer les enquêtés des enjeux de notre recherche et à nous assurer verbalement ou par écrit de leur consentement éclairé, en lien principalement avec les conditions d'anonymisation, l'accès aux données et les possibilité de retrait de la recherche (voir formulaire de consentement, en annexe 3). Les prises de

contact avec les militants ont le plus souvent été réalisées par mail. Afin d'éviter un éventuel filtrage de nos enquêtés par l'organisation nationale, nous avons initialement contacté plusieurs dizaines de sections locales, répartis dans l'ensemble du pays. Nous avons également pu, dans certains cas et à distance, participer à des réunions hebdomadaires de section afin de présenter directement aux membres notre projet de recherche. À partir de la base de militants initialement rencontrés, nous avons pu faire jouer l'effet « boule de neige » pour étendre notre échantillon aux réseaux amicaux et militants de certains de nos enquêtés. C'est ainsi que notre échantillon se répartit sur 6 États différents, et se concentre particulièrement sur 3 : la Floride (avec 7 enquêtés, ou 33,3 % du total), l'État de New York (avec 6 enquêtés, ou 28,5 % du total) et la Pennsylvanie (5 enquêtés, ou 23,8%). La Louisiane, la Californie et l'Arizona sont également représentés dans notre échantillon mais de manière moindre, avec seulement un enquêté par état.

Notre échantillonnage, composé de 21 personnes, est donc volontaire et non-probabiliste. Il se rapproche cependant, d'un point de vue démographique, de l'ensemble de l'organisation. Sur l'identité de genre, par exemple : alors que DSA rapportait en 2021 64 % d'adhérents s'identifiant au masculin, 27 % au féminin et 10 % à la non-binarité ou autre[24], cette répartition est respectivement de 62 %, 28,5 % et 9,5 % dans notre échantillon[25]. Sur les identités raciales, DSA rapportait en 2021 85 % de personnes blanches, 9 % de personnes hispaniques, 5 % de personnes asiatiques, 4 % de personnes noires et 2 % pour des personnes racisées sur une identité moyen-orientale ou native-américaine. Notre échantillon est quant lui composé de 57 % de personnes identifiées comme blanches, 24 % de personnes hispaniques et 19 % de personnes identifiées comme noires. Sur le niveau de diplômes du supérieur : DSA rapportait plus de 80 % de personnes titulaire d'au moins un diplôme universitaire (*BA* ou plus), quand notre échantillon en est composé à plus de 85 %. Pour finir[26], notre échantillon diverge de manière importante de l'ensemble de l'organisation sur un point : celui de la période initiale d'entrée dans l'organisation. Plus de 80 % des membres ont rejoint l'organisation après 2017 (correspondant donc à l'important accroissement mentionné plus haut), quand seulement 33,3 % de nos enquêtés font partie de ces « nouveaux arrivants ». Les « vétérans » de DSA, entrés dans l'organisation avant son importante croissance, sont donc sur-représentés dans

24 À nouveau, les informations démographiques dont nous disposons pour l'ensemble de l'organisation sont présentées en annexe 1.

25 Les informations anonymisées relatives à notre échantillon sont également présentées en annexe 2.

26 Les informations relatives à la tranche d'âge et à la catégorie socio-professionnelle sont difficilement comparables à postériori à celles fournies par DSA : alors que l'organisation a réparti ses variables d'âge par « cohortes » (correspondant aux « milleniaux », « générations X », « Z » et autres), nous avions initialement recueilli ces informations à partir de la catégorisation de l'INSEE en tranches d'âge, et ce par souci d'anonymisation. Pour les emplois, et pour ces mêmes raisons, nous nous étions appuyés sur les CSP françaises coutumières, quant DSA les a réparti relativement arbitrairement par domaine d'activité (« health care or social work », « non-profit organization », « tech worker » et autres). Ces informations apparaissent toutefois, et à nouveau, en annexes 1 et 2.

notre échantillon. Cette situation, dommageable sur le plan de la représentativité, nous aura cependant permis l'accès à une certaine forme de mémoire institutionnelle de DSA, et d'explorer avec certains de nos enquêtés les conditions particulières de l'expansion organisationnelle de la période ayant suivi immédiatement l'élection de Trump.

Ces entretiens ont été enregistrés par voie informatique, puis retranscrits. Ces données ont été systématiquement anonymisées du point de vue des noms des enquêtés, mais également de celui d'autres informations pouvant aider d'éventuels acteurs du mouvement à les identifier[27]. Nous avons utilisé pour l'analyse de ces transcriptions une méthode de codage descriptif puis axial, en lien avec nos thématiques de recherche. Pour ce faire, nous nous sommes appuyé sur les méthodes de l'analyse de contenu et sur celles liées à l'approche dite de « théorie ancrée » (*grounded theory methods*, GTM[28]), à laquelle nous avont été initié lors d'une formation s'inscrivant dans notre parcours doctoral[29]. Les méthodes de codage informées par les GTM permettent de développer des concepts et des théories à partir des données collectées, plutôt que de tester des hypothèses préexistantes. Le codage descriptif, dans ce contexte, consiste à identifier des segments décrivant directement l'expérience vécue des enquêtés, afin de faciliter la comparaison au sein de l'échantillon. Ensuite, le codage axial permet d'établir des catégories, puis des relations entre ces dernières afin d'analyser en profondeur les phénomènes étudiés. Ces étapes sont essentielles, dans le cadre des GTM, pour rendre compte de la complexité des données et permettent d'élaborer progressivement des hypothèses théoriques ancrées sur le terrain. L'usage des méthodes de codage issues de GTM est lié à une approche inductive, où la théorie émerge des données plutôt que d'être imposée a priori. Cette flexibilité a été particulièrement adaptée aux spécificités de notre terrain, et à la dimension exploratoire que nous avons souhaité assigner à ces entretiens qui correspondent, à nouveau, à un corpus « secondaire » dans ce travail de thèse. Si les sources textuelles évoquées plus haut constituent en effet notre objet d'étude principal, les résultats d'analyse de nos entretiens ont été principalement mobilisés dans une dimension exploratoire, mais aussi dans un objectif de triangulation de certains de nos résultats, et d'illustration de nos propos.

---

27 Notamment les localités, lorsque celles-ci correspondaient à des sections de taille trop petites pour garantir l'anonymat de l'enquêté. Nous avons également été intentionnellement vague sur des informations comme l'âge, le métier, ou les fonctions occupées au sein de l'organisation. Nous avons par exemple pris la décision, concernant un membre du Comité Politique National de 2021, de dédoubler son pseudonyme lorsque ses entretiens étaient mentionnés en tant que membre élu. Les informations que nous avons pu partager par ailleurs dans la thèse avec son « premier » pseudonyme, couplées à son statut d'élu national de premier plan, auraient en effet permis de trop simples identifications de la part de membres de l'organisation.

28 Virpi Timonen, Geraldine Foley et Catherine Conlon, « Challenges When Using Grounded Theory: A Pragmatic Introduction to Doing GT Research », *International Journal of Qualitative Methods*, 1 décembre 2018, vol. 17, n° 1 ; Ylona Chun Tie, Melanie Birks et Karen Francis, « Grounded theory research: A design framework for novice researchers », *SAGE Open Medicine*, 1er janvier 2019, vol. 7.

29 URFIST Rennes, « Retranscription d'entretiens et gestion de corpus audio avec SONAL », janvier 2022.

Enfin, un troisième type de sources mobilisées dans ce travail a trait à des données quantitatives, récupérées le plus souvent auprès d'organismes états-uniens. Ces derniers incluent par exemple le *Bureau of Labor Statistics* ou la *Federal Election Commission*, mais également des organismes privés comme le *Center for Responsive Politics* au travers de son site *Open Secrets*, ou des instituts de sondages comme le *Pew Research Center*. Traitées et mises en forme avec le logiciel *R*, ces données ont principalement été utilisées à des fins de triangulation et, à nouveau, d'illustration du propos. Si nous avons pu utiliser ponctuellement des méthodes quantitatives, comme celles de la lexicométrie dans le chapitre 4, la thèse ne s'inscrit pas dans un cadre de méthodes mixtes, combinant outils qualitatifs et quantitatifs. La nature de nos questions de recherche justifie ici un travail mobilisant principalement des méthodes qualitatives, adaptées à une analyse avant tout idéationnelle et idéologique.

. Présentation du terrain

Ce travail de thèse s'est déroulé dans un contexte particulier, qui a fortement influencé à la fois notre terrain et notre objet d'étude : celui de la pandémie de COVID-19.

Lorsque notre contrat doctoral a commencé en septembre 2019, l'objectif était de planifier un travail de terrain aux États-Unis, afin d'appuyer la recherche sur des méthodes d'observation participante et d'entretiens en personne. Dès 2019, nous avons donc candidaté à l'obtention d'un certain nombre de bourses de recherche et de postes de lecteur dans des universités états-uniennes, afin de financer un premier séjour de terrain et de bénéficier d'un appui universitaire sur place. Comme beaucoup d'autres alors, nos projets ont été rapidement et profondément modifiés par la pandémie qui a éclaté en mars 2020. La mise en place de confinements au niveau mondial et la fermeture de la majorité des frontières qui a suivi ont alors créé une période de grande incertitude. Alors que nous avions initialement espéré une levée rapide des restrictions, il est apparu dès le printemps 2020 que ces perturbations allaient se poursuivre. Cette situation a été d'autant plus compliquée par le caractère relativement imprévisible des mesures de santé publique à l'international. Si les frontières états-uniennes ont été officiellement rouvertes en novembre 2021, la période ayant précédé ces mesures a été marquée par des incertitudes constantes quant à l'éventuelle réouverture des frontières, les conditions d'accès et les modalités de quarantaines obligatoires à l'arrivée. À ces difficultés se sont ajoutées des obstacles financiers, car les bourses de recherche pour les voyages à l'étranger étaient alors suspendues, et les opportunités d'emploi dans les universités états-uniennes fortement limitées. Dans ces conditions, il était particulièrement difficile de planifier un voyage pour notre travail de terrain.

Face à cette réalité, nous avons dû prendre une décision critique : retarder notre recherche indéfiniment ou adapter la méthode aux circonstances. Ainsi, nous avons commencé dès l'été 2021, soit quelques mois avant la réouverture des frontières états-uniennes, à mener le travail de terrain *à distance*. Nous avons contacté des militants et des sections locales en ligne, initié des entretiens et observé un certain nombre de réunions de sections locales par visioconférence. Cette approche était alors en phase avec l'évolution des pratiques de DSA, puisque la majorité de son travail militant était également virtualisé.

L'adaptation nécessaire à cette situation unique a inévitablement modifié les conditions de la recherche, et ce de manière significative. Tout d'abord, nous n'avons pas pu accéder à d'éventuelles archives ni observer directement d'actions militantes « réelles », deux sources de données qui auraient été précieuses pour notre travail. De plus, la conduite d'entretiens et d'observations via des plateformes numériques a limité les connexions interpersonnelles que nous avons pu établir avec certains militants. Nouer des relations dans un environnement virtuel est souvent plus difficile, car il manque nécessairement la spontanéité et la présence physique des personnes, rendant plus complexe la mise en place d'un rapport de confiance sur le long terme. Ces contraintes ont donc influencé dans une large mesure la manière dont nous avons interagi avec notre sujet de recherche et le type de données que nous avons pu recueillir. Plus généralement, elles ont conditionné le cadre général de notre travail vers une plus grande mise en avant des sources textuelles contemporaines et donc des publications militantes dans notre corpus, ainsi qu'une plus forte emphase sur la dimension idéationnelle de notre analyse.

Malgré ces limites, il nous semble que l'intégrité scientifique de notre travail n'a pas été compromise. À l'inverse, mener nos recherches en ligne a apporté plusieurs avantages inattendus. Tout d'abord, cette méthode nous a permis de recruter plus facilement des participants, notamment ceux qui auraient été difficiles à rencontrer en personne, que cela soit à cause de contraintes géographiques ou d'emploi du temps[30]. La flexibilité des entretiens en ligne a permis à des activistes de différents états et provenant de sections locales de tailles variées de participer à notre étude. Cela a non seulement élargi la diversité des profils dans nos données, mais également enrichi notre analyse en intégrant des perspectives potentiellement plus variées. Ensuite, les outils numériques ont facilité une meilleure organisation du recueil de données. Les entretiens par visioconférence, par exemple, ont permis de maintenir un rythme régulier de travail et de limiter les interruptions liées à la logis-

30 Cet aspect a cependant, de façon non-intentionnelle, conditionné la répartition géographique de notre échantillon. Nos entretiens se déroulant le plus souvent après la journée de travail de nos enquêtés, et donc dans la nuit à l'heure française, nous nous sommes en effet rendu compte a postériori avoir concentré nos recherches sur les fuseaux horaires les plus à l'est du pays.

tique des déplacements. De plus, ces entretiens étaient automatiquement enregistrés, ce qui a grandement simplifié la transcription et l'analyse des données par la suite. Cette dimension technique a réduit le risque de pertes d'information et a contribué à un traitement plus rigoureux des données recueillies. Enfin, cette forme de terrain numérique nous a permis une certaine forme de continuité et de stabilité dans un contexte mondial instable, nous permettant de poursuivre cette recherche malgré les incertitudes liées à la pandémie. Cela a permis d'éviter des retards supplémentaires dans le calendrier de recherche, tout en restant en phase avec l'évolution des activités des militants eux-mêmes, qui, en grande partie, avaient également migré vers des espaces en ligne.

. Présentation du cadre chronologique

Le cadre chronologique retenu couvre une période de six ans de vie de DSA, allant de 2017 à 2023. Nous nous sommes appuyé ici sur le rythme interne de l'organisation, structuré autour de conventions bisannuelles élisant un Comité politique national (*National Political Committee*, NPC) et votant un certain nombre de résolutions et d'amendements participant à l'auto-définition idéologique de DSA. Ces conventions, s'étant déroulées en 2017, 2019, 2021 et 2023, marquent donc des périodes où un certain nombre de factions et de tendances programmatiques co-dirigent l'organisation nationale sur deux ans, et représentent l'unité temporelle de base sur laquelle nous avons appuyé notre analyse.

Cette période, de 2017 à 2023, correspond également aux années essentielles de développement militant, organisationnel et idéologique de DSA après son important accroissement de membres. Elle est centrale à notre analyse, car elle permet d'identifier les dynamiques de consolidation institutionnelle, de structuration idéologique et de prises de position stratégiques ayant pu s'affirmer à partir du « renouveau » initial de DSA. Cette période couvre aussi d'importants changements dans l'environnement politique plus général de l'organisation. En premier lieu, les présidences républicaines de Trump puis démocrates de Biden et les structurations parlementaires adjacentes, qui représentent deux contextes politiques très différents ayant eu des effets notables sur la stratégie et l'orientation de DSA, notamment dans son rapport au *liberalism*.

Ce cadre chronologique permet d'analyser la trajectoire de DSA dans un contexte d'évolutions organisationnelles rapides et de repositionnements stratégiques au gré des contingences politiques. Il met en évidence l'évolution d'une organisation jusqu'alors marginale dans la gauche états-unienne, devenue un acteur majeur de la définition et de la promotion idéologique du socialisme aux États-Unis. En adoptant une approche cyclique basée sur ces conventions bisannuelles, nous avons pu observer de quelle manière DSA a ajusté certaines orientations politiques ou organisation-

nelles à chaque étape de son développement, en fonction de contextes internes comme externes. L'importance de ce cadre chronologique réside également dans la manière dont il nous a permis d'analyser la capacité de DSA à intégrer des factions et des tendances variées, tout en maintenant une cohésion organisationnelle. Il met également en lumière des moments critiques, où DSA a dû adapter ses stratégies et ses orientations en fonction des mutations du paysage politique états-unien. La forte réponse de DSA au sujet de la Palestine en 2023, par exemple, lui a permis de se positionner clairement à « la gauche » du *liberalism* sur les questions de politique étrangère et de fédérer un certain nombre de nouveaux militants. De même, les débats sur la stratégie électorale, notamment après les premières victoires de candidats progressistes aux élections locales et nationales, ont incité l'organisation à réévaluer son rôle dans le cadre institutionnel états-unien tout en continuant à se poser en critique du bipartisme.

En définitive, ce cadre chronologique, s'étendant de 2017 à 2023, offre une perspective pertinente pour comprendre les manières dont une organisation socialiste peut évoluer, se structurer et répondre à des défis internes comme externes dans une période de bouleversements politiques majeurs. Il constitue une base solide pour l'analyse des transformations de DSA, tant sur le plan idéologique qu'organisationnel et permet de saisir les enjeux à long terme de son développement dans la scène politique états-unienne.

. Objectifs et apports de la thèse

Ce travail de thèse vise donc à fournir une analyse approfondie du socialisme réémergent aux États-Unis, en se concentrant sur le cas des *Democratic Socialists of America* et leurs rapports au *liberalism* dominant la gauche états-unienne et représenté institutionnellement par le Parti démocrate. En explorant les tensions entre « politiques identitaires » et « politiques de classe », ce travail ambitionne d'expliquer comment ces dynamiques idéologiques reflètent des changements démographiques profonds au sein de l'électorat de gauche. L'étude de DSA et de ses diverses factions idéologiques offre un cadre pertinent pour comprendre les réajustements de la gauche dans une période marquée par la rapide politisation d'une partie de la jeunesse du pays. Les objectifs de cette thèse sont ainsi multiples et peuvent se décliner en plusieurs points.

Par une analyse morphologique du socialisme contemporain, d'abord. Ce travail propose en effet d'analyser le socialisme réémergeant aux États-Unis dans sa configuration idéologique spécifique. En nous appuyant sur le cadre théorique de Michael Freeden, il s'agira d'examiner les concepts fondamentaux de ce socialisme tel qu'exprimé par ses acteurs « réels » au sein du mouvement. Par l'étude des rapports entre le socialisme de DSA et le *liberalism* démocrate, ensuite.

L'étude de la relation complexe entre DSA et le Parti démocrate représente une dimension essentielle de cette recherche. Cette analyse permettra de saisir le degré avec lequel le socialisme de DSA parvient à maintenir une rupture idéologique avec le *liberalism* ou, au contraire, est « dilué » d'un point de vue idéologique et pratique dans ce dernier. Il s'agit de voir dans quelle mesure DSA contribue à un redéploiement stratégique du socialisme au sein de la gauche américaine. L'examen approfondi des clivages « identité/classe » représente un troisième objectif central de ce travail. Cette thèse se penchera donc sur les tensions idéologiques entre les politiques de classe et les politiques identitaires, souvent perçues comme concurrentes. Il s'agira ici de voir si, et comment, DSA articule ces deux dimensions dans son projet socialiste et de quelle manière ce débat est représentatif de l'évolution démographique et culturelle de la gauche dans son ensemble. Nous ne viserons pas à nous positionner au sein des débats stratégiques ou éthiques entourant la notion de « politiques identitaires ». C'est au contraire la pertinence de ceux-ci et leur actualité dans une période de réémergence du socialisme aux États-Unis qui sera interrogée. Enfin, un dernier objectif majeur de cette thèse aura trait à l'analyse des stratégies militantes et électorales de l'organisation, dans une période clef de son développement. Cette dimension de notre travail permettra notamment de comprendre certains aspects des raisons pour lesquelles DSA s'est imposée sur la scène politique états-unienne, à la fois dans les urnes et au sein des milieux militants. L'analyse de ses stratégies électorales, ainsi que de ses actions militantes dans des domaines comme les luttes syndicales ou l'aide mutuelle, permettra d'évaluer le rôle de DSA dans la redéfinition des priorités de la gauche états-unienne.

Les apports de ce travail à l'étude de la politique états-unienne sont à la fois conceptuels et empiriques. Sur le plan empirique, la thèse prend pour objet une organisation encore peu explorée dans un contexte universitaire, et encore moins en France. DSA a en effet été jusqu'à maintenant très peu étudiée, mais son importante croissance et son statut d'organisation socialiste la plus importante du pays contribuent à la situer aujourd'hui comme un objet d'étude privilégié dans les champs de la sociologie politique, de la sociologie des mouvements sociaux et plus généralement des sciences politiques.

Lorsque ce travail de thèse a débuté fin 2019, très peu de travaux avaient alors pris l'organisation socialiste comme objet : le peu de références auxquelles nous avions accès correspondaient à des histoires générales de la gauche radicale ou du marxisme dans le pays, et mentionnaient DSA dans le cadre d'un chapitre ou de quelques pages, principalement dans son rôle « d'héritier » du *Socialist Party* historique ou au travers de la figure de son célèbre cofondateur, Michael Harrington. Au moment de la rédaction de cette introduction, fin 2024, un certain nombre de travaux ont été pu-

bliés sur DSA, et ce principalement dans le cadre d'études doctorales. Ainsi, et à notre connaissance, deux thèses distinctes prenant DSA comme objet d'étude principal ont pu être soutenues entre 2020 et 2022. Une thèse de l'Université du Tennessee en 2020 a notamment questionné les conditions de mobilisation du mouvement sous l'angle de la sociologie des mouvements sociaux[31]. Une thèse soutenue à Harvard en 2022 s'est quant à elle penchée sur l'émergence récente du socialisme états-unien en mobilisant à nouveau la sociologie des mouvements sociaux et un ensemble de méthodes qualitatives[32]. Toujours à notre connaissance, trois autres projets doctoraux prenant DSA comme objet d'étude principal sont également en cours : une thèse à l'université d'Oregon mobilisant un cadre de sociologie politique, une seconde à l'université de Pennsylvanie au travers des sciences de l'information et de la communication, et une troisième à l'université Lyon 2 mobilisant un cadre interdisciplinaire historique, sociologique et politologique. L'étude de la gauche et des mouvements sociaux états-uniens en général connaît également un regain d'intérêt en France depuis quelques années. L'organisation du séminaire « Du socialisme en Amérique »[33] à Paris, par un groupe d'universitaires spécialisés dans ce domaine, a notamment su fédérer un groupe croissant de chercheurs et participer au développement d'un riche corpus de travaux autour de ces questions.

Le présent travail s'inscrit donc dans ces évolutions récentes de la recherche portant sur la gauche et le socialisme états-uniens, en proposant une analyse approfondie de DSA par le biais d'une approche théorique originale et d'un corpus étendu, mêlant les résultats d'une enquête de terrain à un nombre important de sources textuelles contemporaines. En combinant une analyse de contenu rigoureuse de sources militantes et d'entretiens ethnographiques, dans le cadre d'une analyse idéationnelle du socialisme réémergeant aux États-Unis, cette recherche apporte une nouvelle perspective sur les dynamiques idéologiques et organisationnelles de DSA, et sur sa place dans le paysage politique états-unien.

Sur le plan conceptuel, notre travail propose une réflexion originale portant sur la nature de la contestation socialiste dans le contexte politique et institutionnel distinctif des États-Unis. En mettant en lumière les spécificités du socialisme de DSA, nous soulignerons comment ce mouvement s'adapte et se redéfinit dans un environnement traditionnellement hostile à la gauche radicale. L'histoire politique et et les structures institutionnelles du pays ont en effet mis en place un système bipartisan fort, capable de marginaliser le mouvement socialiste et de restreindre l'émergence de par-

31 Grady Lowery, *The Rise of the Democratic Socialists of America: A Qualitative Analysis of the Contributing Factors to Insurgent Mobilization*,University of Tennessee, Knoxville, 2020.
32 Nathan James Robinson, *Hostile Territory: Mobilizing Resources and Finding Opportunities in the Contemporary U.S. Democratic Socialist Movement*,Harvard University, 2022.
33 *Du socialisme en Amérique – Séminaire de recherche sur les Etats-Unis*, https://dsa.hypotheses.org/ , 3 septembre 2024, (consulté le 4 octobre 2024).

tis alternatifs, imposant des contraintes uniques qui obligent DSA à naviguer entre opposition radicale et compromis stratégique pour s'inscrire durablement dans le paysage politique. L'application de l'approche morphologique de Freeden au socialisme de DSA permettra également d'enrichir les *Ideology Studies* en proposant une analyse nuancée du socialisme états-unien au 21e siècle, et particulièrement dans ses applications concrètes, opérées par l'organisation socialiste la plus importante, en termes de membres, depuis près d'un siècle. Ce cadre théorique, rarement appliqué à des cas d'études contemporains, mettra en lumière la fluidité et la flexibilité des idéologies politiques, en particulier dans un terrain politique difficile et parfois même hostile, comme celui de DSA aux États-Unis. Notre étude approfondie du concept de « politiques identitaires » nous permettra également de proposer un travail de « clarification » et de définition de ce dernier, rarement établi dans la recherche. Elle permettra également de situer ce concept dans son contexte d'apparition, et de mettre en lumière certains des enjeux sous-jacents à la réémergence du débat « identité/classe » plusieurs décennies après ses premières itérations. Enfin, cette thèse permettra de mieux comprendre les évolutions idéologiques de la gauche au 21e siècle, en situant ces transformations dans un contexte de polarisation sociale et culturelle croissante. Elle contribuera à une meilleure compréhension des nouvelles formes de socialisme, de leurs tensions internes, et de leurs interactions avec des mouvements progressistes plus larges.

. Structure de la thèse

Cette thèse est structurée en 8 chapitres, divisées au sein de trois parties principales. Une première partie visera à introduire l'objet d'étude en profondeur, ainsi qu'à contextualiser nos questions de recherche principales. Le chapitre 1 analysera dans ce cadre les évolutions les plus récentes du *liberalism* états-unien, au travers de celles du Parti démocrate depuis la décennie 1990 et la prise de pouvoir de la faction « centriste » représentée par le président Clinton et ses alliés au sein du parti. Il visera a mettre en lumière la fin d'un « *liberalism* d'État social » ayant marqué jusqu'alors le parti, en parallèle d'évolutions profondes dans la composition de l'électorat démocrate. Le chapitre 2 reviendra sur le moment de la première campagne de primaires présidentielles opposant Sanders à Clinton, et sur les conditions de réémergence concomitantes du socialisme états-unien et du débat opposant « classe » et « identité ». Il montrera de quelle manière l'opposition au *liberalism* fut centrale à l'émergence de ce nouveau socialisme, et présentera les rapports du mouvement et de DSA à la notion de « politiques identitaires » prise en tant que telle.

La seconde partie de ce travail se concentrera sur cette dernière notion, dans l'objectif d'en proposer une définition la plus exhaustive possible et de déterminer, ceci fait, ses éventuelles affinités

avec le socialisme ou le *liberalism* états-uniens dans leurs pratiques politiques « réelles ». Le chapitre 3 proposera alors un travail d'exploration et de définition théorique exhaustive de certains concepts clefs de cette thèse, pour finir par présenter le concept de politiques identitaires sous une forme idéal typique, directement exploitables dans la suite de cette recherche. Le chapitre 4 explorera quant à lui la composition idéologique contemporaine du *liberalism* démocrate, sous un angle morphologique qui permettra de penser l'agencement particulier permettant à certains analystes de le présenter sous le terme de « progressisme néolibéral ». Le chapitre 5 proposera une brève synthèse historique du socialisme états-unien depuis la fin du 19e siècle sous l'angle de la question « identitaire » et au travers de ses liens aux luttes féministes et antiracistes.

À l'issue de cette seconde partie, la notion de « politiques identitaires » et son opposition théorique aux politiques socialistes apparaîtront comme insuffisantes pour appréhender le socialisme états-unien contemporain dans ses spécificités, et dans ses éventuelles ruptures ou affinités avec le *liberalism* démocrate. Pour ce faire, une troisième partie se concentra sur certaines dynamiques organisationnelles et idéologiques internes à DSA, ayant façonné sa trajectoire depuis son accroissement de membres initial. Le chapitre 6 analysera dans ce cadre la structure et la configuration politique de l'organisation en détail, de façon à mettre en lumière les enjeux stratégiques et idéologiques liés aux conflits internes à DSA. Nous verrons alors comment les uns structurent les autres, et le rôle central du contexte plus large immédiatement traversé par l'organisation dans leur définition générale. Le chapitre 7 proposera une étude du concept de « socialisme démocratique », et les modalités de ses divers usages au sein de l'organisation. Il apparaîtra sous une nature et des fonctions multiples, autant programmatiques qu'organisationnelles. Enfin, le chapitre 8 analysera trois dimensions clefs des risques de « cooptation » ou « d'isomorphisme » du socialisme de DSA vis-à-vis du *liberalism* démocrate : la professionnalisation de l'organisation, son rapport au Parti démocrate et ses stratégies électorales. Il montrera de quelle manière ces dimensions interdépendantes sont à la fois raison du succès de l'organisation et structurent certains de ses choix stratégiques tout en portant le risque, pour elle, d'une dilution idéologique de sa radicalité socialiste.

Première partie.

Dynamiques historiques et transformations politiques : évolutions du *liberalism* et réémergence du socialisme au 21e siècle

La réémergence du socialisme sur la scène politique américaine, impulsée par la campagne de Bernie Sanders en 2016 et renforcée par des événements comme l'élection de Donald Trump et l'arrivée d'Alexandria Ocasio-Cortez au Congrès en 2018, a redessiné les contours de la gauche[1] aux États-Unis. Ce regain d'intérêt pour le socialisme s'est accompagné d'une hausse importante des adhésions aux *Democratic Socialists of America* (DSA) et d'une prolifération de productions culturelles socialistes, en ligne et particulièrement dans des centres urbains comme New York et Los Angeles. Parallèlement, cette nouvelle gauche socialiste s'est retrouvée en confrontation directe avec le *liberalism* dominant du Parti démocrate, qui représente un courant plus « centriste » et modéré au sein de ce dernier. La primaire présidentielle démocrate de 2016 a été particulièrement représentative de ces tensions en opposant Sanders et Hillary Clinton, dans des débats qui se sont rapidement cristallisés autour d'une opposition entre un socialisme accusé de minimiser l'importance de la lutte contre des oppressions racistes ou sexistes et un *liberalism* attaqué sur son incapacité à mettre en œuvre des politiques de classe sociale. Ce débat a alors révélé un clivage profond au sein de la gauche états-unienne, qui continue en partie de structurer les dynamiques politiques actuelles.

Dans cette première partie, nous nous proposons d'analyser les conditions historiques et idéologiques ayant permis l'émergence de cette nouvelle opposition entre *liberalism* et socialisme. Tout d'abord, nous retracerons les évolutions du *liberalism* états-unien depuis son tournant centriste sous l'administration de Bill Clinton, une période d'importants changements pour le Parti démocrate qui a vu se poursuivre un long processus de réalignement politique initié lors de l'après-guerre. Ensuite, nous aborderons le conflit « identitaire » qui a éclaté lors de la primaire démocrate de 2016, en examinant les discours et les positions des deux camps à travers une analyse d'articles de presse, de publications militantes et d'entretiens avec des acteurs engagés. Ces analyses permettront de mieux comprendre la manière dont les revendications liées à diverses identités sociales sont devenues centrales au sein du *liberalism* dominant, et comment cette orientation a alimenté l'émergence d'un socialisme opposé à cette vision, centré sur une approche des questions de classe et d'identité qui lui est propre.

L'objectif de cette partie est donc de mettre en lumière les conditions d'émergence et les dynamiques propres à cette opposition politique. Elle introduira notre sujet et ses principales forces en présence, et servira par là à contextualiser en profondeur certaines de nos questions de recherche principales. À son terme, cette partie permettra de mieux comprendre comment le clivage entre luttes identitaires et luttes de classe s'est cristallisé dans le débat politique états-unien à ce moment précis de son histoire, tout en fournissant une base concrète pour analyser ces transformations idéo-

1 Nous préciserons nos usages des termes de « gauche » et de « droite » politiques dans notre chapitre 3, partie 3.1.

logiques. Elle offrira ainsi des clefs d'interprétation indispensables pour saisir les tensions contemporaines entre *liberalism* et socialisme, et préparera le terrain pour une réflexion plus approfondie sur les implications théoriques et pratiques de cette opposition.

Chapitre 1. Le Parti démocrate après Reagan : mutations idéologiques et recomposition électorale

Le système politique états-unien, unique à de nombreux égards, a produit deux grands partis dont le degré de stabilité dans le temps est égal à l'importante fluctuation idéologique ayant marqué presque deux siècles de leur existence. Le Parti démocrate, *liberal* depuis la période du New Deal, a connu un certain nombre de changements majeurs dans ses positionnements partisans à la fin du 20e siècle, marquant le déclin d'une forme consacrée de *liberalism* « centriste » et ouvrant la voie à un renouveau idéologique du parti. Si le Parti démocrate se présente comme celui du « centre gauche » de l'échiquier politique états-unien, les caractéristiques d'un tel positionnement ont évolué dans son histoire récente. Cette évolution s'est manifesté de manière visible aux primaires présidentielles de 2016 qui ont vu la candidate Clinton s'opposer, sur des questions de politiques redistributives, à un adversaire identifié comme « socialiste démocratique » mais se réclamant tout autant de l'héritage du *liberalism* du *New Deal* et de sa figure tutélaire, Franklin Delano Roosevelt[2]. Témoignant d'une interaction complexe entre de larges évolutions démographiques, politiques et sociales, le *liberalism* démocrate des premières décennies du 21e siècle se présente sur de nombreux points comme en rupture vis-à-vis de ses caractéristiques idéologiques passées et, selon un certain nombre de commentateurs, indissociable des formes consacrées de « politiques identitaires »[3]. Afin de pouvoir analyser ces éventuels liens, il est nécessaire d'interroger l'histoire complexe de cette recomposition du parti et du *liberalism* états-unien à la fin du 20e siècle et au tournant du 21e.

Ce chapitre a donc pour objectif d'analyser les évolutions récentes du *liberalism* du Parti démocrate, tel qu'il a pu s'exprimer lors de l'investiture d'Hillary Clinton en 2016. Pour ce faire, nous analyserons dans un premier temps le déclin de l'approche d'inspiration keynesienne, dite « d'État social » (ou « d'État providence ») au sein du parti, à la faveur de la prise de pouvoir de celui-ci par une faction « centriste » représentée par Bill Clinton et certains de ses alliés idéologiques à la fin du

2 Nous reviendrons sur le rapport de Sanders au socialisme démocratique et à l'héritage du *New Deal* dans notre troisième partie. Voir chapitre 7, partie 7.1.

3 Voir par exemple Mark Lilla, « Opinion | The End of Identity Liberalism », *The New York Times*, 18 novembre 2016 ; Zack Beauchamp, « Identity politics isn't hurting liberalism. It's saving it. », *Vox*, 20 février 2020. Nous reviendrons en détail sur les délimitations théoriques de la notion de « politiques identitaires » dans notre chapitre 3. Lorsque nous utiliserons ce terme dans cette première partie, ce sera donc uniquement en référence à ses usages médiatiques ou militants et sera alors marqué par des guillemets.

20e siècle, liée à un déclin de l'influence des syndicats au sein de la coalition démocrate. Dans une seconde sous-partie, nous passerons en revue le plus large réalignement politique s'étant produit dans la seconde moitié du 20e siècle dans une dimension la plus souvent racialisée, témoin d'une éventuelle « perte du Sud » et de la « classe ouvrière blanche » par le Parti démocrate. Dans un troisième temps, nous analyserons les résultats de ces dynamiques à l'époque dite des « guerres culturelles », installant certaines des caractéristiques actuelles de la coalition démocrate, du point de vue démographique, idéologique et de ses sources de financement.

1.1. Déclin du *liberalism* d'État social et politiques de la « troisième voie »

La présidence de Ronald Reagan et la « révolution conservatrice » qui lui est associée ont profondément marqué la société états-unienne et son paysage politique. Elles sont souvent considérées comme ayant remis en cause l'ordre politique et économique hérité du *New Deal* et de la *Great Society* et comme ayant plus généralement déplacé « à droite » les valeurs politiques du pays[4]. C'est également à cette période que le Parti démocrate a subi un grand nombre de défaites électorales et politiques, perdant notamment pied dans certaines de ses circonscriptions historiques du sud du pays. Cette situation[5] a donné lieu à une période d'importantes dissensions dans le parti sur les raisons de son statut minoritaire et aux possibles stratégies de reconquête du pouvoir[6]. C'est dans ce contexte d'importantes remises en question qu'apparaît en 1985 le *Democratic Leadership Council* (DLC), une association politique visant, d'après les mots de son fondateur, à amener le Parti démocrate « à défendre des idées et des convictions que le peuple américain voudra soutenir »[7]. Rapidement appuyé par un grand nombre d'élus et de cadres du parti, le DLC milita alors pour une rupture vis-à-vis du *liberalism* d'État social (*welfare liberalism*) historiquement associé au parti, en lui proposant une approche résolument plus conservatrice. C'est en 1992, lorsque Bill Clinton, alors président de l'association, fut élu à la présidence du pays[8], que le DLC connut une rapide ascension et

4 Ruxandra Pavelchievici, « La "Révolution conservatrice" dans l'ordre socio-économique américain : mécanismes, trajectoire et forces en présence » dans Didier Aubert et Hélène Quanquin (eds.), *Refaire l'Amérique : Imaginaire et histoire des États-Unis*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2018, p. 143-164.

5 Pour une analyse détaillée de ces facteurs causaux et leur interprétation par les partis démocrates et travaillistes, voir Lori Maguire, « The Search for a "New" Rhetoric of the Left: A Look at Strategies of the Democrats and Labour » dans Lori Maguire (ed.), *Domestic Policy Discourse in the US and the UK in the 'New World Order'*, Newcastle-Upon-Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2010, p. 57-86..

6 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, New York, Cambridge University Press, 2009, p. 146.

7 Al From, « Recruiting Bill Clinton », *The Atlantic*, 3 décembre 2013, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2013/12/recruiting-bill-clinton/281946/. Notre traduction (*if Democrats wanted to begin winning national elections again, we needed to stand for ideas and beliefs that the American people would support.*)

8 Son choix de nommer Al Gore à la vice-présidence, en rupture avec la « tradition » démocrate d'équilibrer les rapports de force idéologiques au sein du parti par la nomination d'un vice-président issu d'une faction différente de celle du président, marque d'autant plus la prise de pouvoir du parti par le DLC.

put imposer son projet à l'ensemble du parti. L'élection de Clinton marque en effet la naissance de la large coalition d'élus baptisés « Nouveaux démocrates » (*New Democrats*) et le début de l'hégémonie de leur approche dite « centriste » ou « modérée » sur le parti[9]. Si le DLC a progressivement perdu en influence au cours des deux décennies suivantes, il a durablement marqué la direction idéologique du parti, ouvrant la voie à la création d'influents caucus comme la *New Democrats Coalition* (1997) ou de think-tanks comme le *New Democrat Network* (1996) et *Third Way* (2005). En marquant la présidence de Clinton mais aussi d'Obama, cette domination d'un *liberalism* plus conservateur sur le parti fut profonde et put se ressentir jusqu'au milieu de la décennie 2010. Elle fut associée par ses auteurs principaux à la première condition de possibilité d'un réel « retour au pouvoir »[10] du Parti démocrate et bénéficia d'une proximité affichée avec les travaillistes britanniques. Comme ces derniers, elle plaida initialement pour l'avènement d'une « troisième voie » (*Third Way*) politique, entre le conservatisme et la social-démocratie.

. Un projet politique et intellectuel

Ces politiques dites de la troisième voie se sont en effet pensées comme un mouvement international et avant tout transatlantique. Les représentants de ce courant ont eu pour ambition de mettre en place une « marque » politique et idéologique internationale, dont les *New Democrats* seraient l'émanation états-unienne[11]. C'est leur succès national, marqué par l'élection de Bill Clinton et l'hégémonie grandissante de leur idéologie chez les cadres démocrates de l'époque, qui a en effet permis au DLC de se penser comme l'avant-garde d'un mouvement international de la troisième voie[12]. La décennie 1990 et le début de la décennie 2000 furent alors l'occasion d'un grand nombre d'échanges transatlantiques. Ces derniers permirent un certain nombre de rencontres entre délégations états-uniennes, principalement représentées par des membres du DLC et de son think-tank le *Progressive Policy Institute* (PPI), et britanniques, représentées par des membres du *New Labour* et certains de ses intellectuels les plus éminents, comme le sociologue Anthony Giddens[13]. De l'aveu même de leurs protagonistes principaux, les similitudes entre les projets intellectuels et politiques des deux pays sont importantes[14]. Elles permettent de comprendre une partie des particularités de ce projet au-delà des contingences et des spécificités nationales.

9 Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats: The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, Lawrence, University Press of Kansas, 2000.
10 Al From, *The New Democrats and the Return to Power*, New York, St. Martin's Publishing Group, 2013, 290.
11 Alison Holmes, *The Third Way: Globalisation's Legacy*, Leicester, Troubador Publishing Ltd, 2009, p. 220.
12 Stephen K. Medvic, « Old Democrats in New Clothing?: An Ideological Analysis of a Democratic Party Faction », *Party Politics*, septembre 2007, vol. 13, n° 5, p. 587-609, p. 594.
13 Alison Holmes, *The Third Way: Globalisation's Legacy*, p. 220.
14 Thomas B. Edsall, « Clinton and Blair Envision a 'Third Way' International Movement », *Washington Post*, 28 juin 1998.

Lié à l'annonce de l'avènement d'un ensemble de valeurs « post-matérielles »[15], ce projet part de la constatation d'une nouvelle période des sociétés industrielles modernes (« l'ère globale »[16] de Giddens ou « l'âge de l'information » des intellectuels affiliés au DLC[17]) déstabilisant les notions traditionnelles de « gauche » et de « droite ». La mondialisation, la chute du bloc soviétique, une série d'importantes défaites électorales[18] et un ensemble de nouveaux enjeux politiques furent alors compris comme remettant en cause la pertinence des distinctions politiques traditionnelles[19]. C'est autour de ce diagnostic que les politiques de la troisième voie se sont présentées comme une « nouvelle synthèse » ou une « transcendance »[20] des anciennes divisions politiques. Il s'agissait alors, pour Bill Clinton, de « pleinement rejeter les vieilles idéologies et les faux choix qu'elles imposent » dans un projet « qui n'est ni *liberal* ni conservateur, [qui] contient les deux termes et s'en distingue »[21]. Ce rejet a notamment impliqué l'affirmation d'un « capitalisme démocratique »[22], représenté par les concepts clefs « d'opportunité » et de « responsabilité »[23]. Dans le cas des États-Unis, ces termes se sont construits en opposition directe aux anciennes formes de politique du Parti démocrate. La notion d'opportunité, rejouant certaines connotations associées au mythe du rêve américain, articula avec succès une certaine forme d'optimisme entrepreneurial aux critiques conservatrices des mesures d'aides sociales promues jusqu'alors par le *liberalism* démocrate. On lit notamment dans *The New Orleans Declaration*, manifeste du DLC pour l'année 1990 :

> Nous pensons que la promesse de l'Amérique réside dans l'égalité des chances et non dans l'égalité des résultats [*equality of opportunity* / *equality of outcomes*]. Nous pensons que la mission fondamentale du Parti démocrate est d'élargir les opportunités et non pas d'élargir le gouvernement … Nous pensons que la croissance économique est la condition préalable à l'élargissement des opportunités pour tous. Le marché libre, régulé dans l'intérêt public, est le meilleur moteur de la prospérité générale[24].

15 Liées au corpus théorique mentionné chapitre 1, partie 1.1.
16 Anthony Giddens, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Londres, Polity Press, 1998, p. 40.
17 David E. Osborne, Robert Silverberg et Ted A. Gaebler, *Reinventing Government: How The Entrepreneurial Spirit Is Transforming The Public Sector*, New York, Basic Books, 1992.
18 En se limitant seulement aux élections présidentielles, il convient de mentionner l'importante défaite de George McGovern en 1972 et celle de Walter Mondale en 1984 pour les États-Unis, ou les trois victoires successives de Margaret Thatcher et celle, inattendue, de John Major en 1992.
19 Anthony Giddens, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, p. 27.
20 Al From, « The New Democrat Decade », *New Democrat*, janvier 1999.
21 Cité dans Al From, « Hey Mom – What's a New Democrat? », *Washington Post*, 6 juin 1993. Notre traduction (*our New Choice plainly rejects the old ideologies and the false choices they impose. Our agenda isn't liberal or conservative. It is both, and it is different.*)
22 Democratic Leadership Council, « The New Orleans Declaration: A Democratic Agenda for the 1990s », *Mainstream Democrat*, mai 1990, vol. 2, n° 2.
23 Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*, p. 265.
24 Democratic Leadership Council, « The New Orleans Declaration: A Democratic Agenda for the 1990s », *Mainstream Democrat*, mai 1990, vol. 2, n° 2. Notre traduction (*we believe the promise of America is equal opportunity, not equal outcomes. We believe the Democratic Party's fundamental mission is to expand opportunity, not government … We believe that economic growth is the prerequisite to expanding opportunity for everyone. The free market, regulated in the public interest, is the best engine of general prosperity.*)

Au-delà d'une rhétorique conservatrice observable jusque là dans les rangs du Parti républicain et des démocrates les plus conservateurs, le discours opposant « l'égalité des chances » et « l'égalité des résultats » s'inscrit dans la continuité d'un ensemble de changements relatifs aux politiques d'aides sociales initiés dans la décennie 1980. Ces changements ont acté un arrêt de l'expansion de la plupart des programmes sociaux états-uniens et britannique en faveur d'une « stagnation » de la portée de ces derniers[25]. Alors que les États ont cherché à réduire leurs dépenses, « les bénéficiaires d'aide sociale sont passés du statut de clients passifs à celui de maximisateurs d'intérêts actifs ... au lieu de recevoir de simples compensations, on a attendu d'eux qu'ils exploitent les opportunités qui s'offraient à eux »[26]. Si la promotion de « l'égalité des chances » est associée à une volonté de s'assurer que chacun puisse avoir l'opportunité d'accéder à une certaine mobilité sociale, « l'égalité des résultats » est quant à elle associée dans ce discours à une volonté « d'égalisation sociale », de garantir l'accès à certains avantages à des personnes défavorisées, ayant en quelque sorte déjà « manqué leurs chances »[27]. Le discours de l'opportunité ou de l'égalité des chances s'est alors présenté de manière abstraite comme un fort contrepoids aux politiques redistributives héritées du New Deal, associées à cette ancienne « égalité des résultats ». La notion de « responsabilité » s'y est quant à elle opposée de façon plus directe. Cette dernière s'est en effet articulée à deux arguments majeurs en faveur de l'abandon des politiques d'État social jusque-là associées au *liberalism* du Parti démocrate. En premier lieu, la responsabilité du gouvernement, « responsabilité fiscale » obligeant ce dernier à adopter un « budget équilibré » et donc à réduire la portée de ses actions. Dans un second temps, la responsabilité des gouvernés, et principalement celle des bénéficiaires d'aides sociales vis-à-vis de la société dans son ensemble[28]. Ces arguments, qui réarticulent également certains anciens discours conservateurs vis-à-vis de l'État social, ont motivé une baisse significative de sa portée dans les pays respectifs de Tony Blair et de Bill Clinton[29]. Ces réformes transatlantiques n'ont cependant pas consisté en un simple arrêt ou une privatisation des programmes sociaux. Elles ont plutôt signalé le déplacement d'une conception du *welfare* marquée par des interventions directes de l'État vers une indistinction de l'État et du capital, au travers d'une approche entrepreneuriale gui-

25 Wendelin Reich et Dimitris Michailakis, « The Notion of Equal Opportunity in Political Communication. A Theoretical Analysis », *Revue française des affaires sociales*, 2005, n° 2, p. 49-60.
26 Wendelin Reich et Dimitris Michailakis, « The Notion of Equal Opportunity in Political Communication ».
27 Sur ce sujet voir notamment Anne Phillips, « Defending Equality of Outcome », *Journal of Political Philosophy*, 2004, vol. 12, n° 1, p. 1-19.
28 On trouvera par exemple ces deux approches dès le discours d'annonce de Bill Clinton à la candidature de la présidence des États-Unis, en 1991 (*Bill Clinton Presidential Campaign Announcement*, C-SPAN, Little Rock, 1992, https://www.c-span.org/video/?21803-1/governor-bill-clinton-d-ar-presidential-campaign-announcement). On les trouvera également de façon récurrente chez Giddens (*The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, p. 38).
29 La forme de l'État social d'après-guerre fut alors radicalement remise en question : pour Giddens, « l'État social, vu par beaucoup comme central aux politiques sociales-démocrates, crée aujourd'hui presque autant de problèmes qu'il en résout » (*The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, p. 16, Notre traduction (*the welfare state, seen by most as the core of social democratic politics, today creates almost as many problems as it resolves*)).

dée par des mécanismes de marché et des partenariats public-privé[30]. Les exemples de cette forme de politique sont nombreux sous la présidence de Clinton et impliquent un ensemble complexe d'incitations fiscales et de financements directs du secteur privé. Ils incluent notamment, dans le cadre des politiques urbaines, la mise en place de « zones d'empouvoirement » (*empowerment zones*) dans des quartiers à fort taux de chômage[31] ou dans le cas des politiques éducatives, le large développement de *charter schools* ayant été favorisé par l'administration fédérale[32].

Beaucoup a déjà été écrit sur les politiques de la troisième voie et sur les conséquences sociales négatives parfois importantes des réformes qu'elles ont en partie engendrées[33]. Nous souhaitons toutefois insister ici sur leur place historique et politique à la fin du 20e siècle, où la gauche traditionnelle du Parti démocrate, représentée par des *liberals* se considérant comme héritiers du *New Deal* et de la *Great Society,* a perdu de sa force et de son influence institutionnelle. Tout comme son homologue britannique, la « troisième voie » états-unienne a mis en œuvre un projet idéologique précis, cherchant entre autres à marginaliser et à discréditer la pertinence des contestations de l'économie de marché dans le monde de l'après guerre-froide. Au-delà des théories de la « fin de l'histoire[34] » ayant en partie marqué cette période, c'est la rhétorique d'une avancée naturelle et inéluctable de la mondialisation qui justifia à la fois une posture d'adaptation et de réponse positive à cette dernière, disqualifiant de fait ses éventuelles remises en question[35]. La mondialisation fut pré-

30 Pour une analyse du cas britannique, voir Stuart Hall, « The Neo-Liberal Revolution », *Cultural Studies*, 1 novembre 2011, vol. 25, no 6, p. 705-728 ; pour les États-Unis, Lily Geismer, *Left Behind: The Democrats' Failed Attempt to Solve Inequality*, New York, PublicAffairs, 2022.

31 Les « empowerment zones » ont consisté en la mise en place de zones partiellement défiscalisées, visant à encourager l'entreprenariat dans certains quartiers urbains défavorisés. L'idée fut alors de lutter contre la pauvreté au travers d'une action indirecte de l'État et d'une certaine philosophie de l'entreprise privée. Sur leur développement conjoint aux États-Unis et en Angleterre, voir Graham Squires et Stephen Hall, « Lesson (un)learning in spatially targeted fiscal incentive policy: Enterprise Zones (England) and Empowerment Zones (United States) », *Land Use Policy*, 1 juillet 2013, vol. 33, p. 81-89.

32 Les « charter schools » ont également été pensées comme une solution aux problèmes de pauvreté transgénérationnelles dans certaines zones urbaines défavorisées, et consistent en la mise en place d'écoles ouvertes à tous, financées par l'État et librement administrées par des organismes privés, parfois a but lucratif. Introduisant des logiques de rentabilité privée dans le domaine de l'éducation publique, ces écoles ont participé à l'indistinction croissante des domaines publics et privés sous la présidence Clinton. Voir notamment Julie F. Mead, « Devilish Details: Exploring Features of Charter School Statutes That Blur the Public/Private Distinction », *Harvard Journal on Legislation*, 2003, vol. 40, p. 349.

33 Voir notamment David Jacobs, *Rising income inequality in the U.S. was fuelled by Ronald Reagan's attacks on union strength, and continued by Bill Clinton's financial deregulation*, http://blogs.lse.ac.uk/usappblog/ , 12 août 2014, (consulté le 11 mars 2023) ; Tom Sefton et Holly Sutherland, « Inequality and poverty under New Labour » dans John Hills et Kitty Stewart (eds.), *A more equal society?*, Bristol, Policy Press, 2005, p. 231-250.

34 La théorie de la « fin de l'histoire », qui fut popularisée par l'universitaire états-unien Francis Fukuyama dans la décennie 1990, postule dans une forme hegelienne et néoconservatrice que la fin de la Guerre froide, couplée à la dissémination mondiale du capitalisme et des démocraties libérales signale la fin de « l'évolution » politique et socio-culturelle de l'humanité. Marquant la « fin » des luttes idéologiques et politiques, cette « fin de l'histoire » était alors sensé marquer une ère « post-idéologique » dont les affinités avec la théorie de la « troisième voie » sont ici notables.

35 On retrouve cette posture dans un certain nombre de déclarations du président Clinton, qu'elles soient publiques ou privées. Voir par exemple Administration of William J. Clinton, *Remarks at a Democratic Leadership Council Gala, October 13, 1999*, https://www.govinfo.gov/content/pkg/PPP-1999-book2/pdf/PPP-1999-book2-doc-pg1770.pdf. Elle est également fondamentale à la pensée de Giddens (*The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, p. 36-37).

sentée comme un fait majeur de la modernité[36], amenant avec elle un ensemble de nouveaux enjeux ne pouvant être pensés au travers d'anciennes conceptualisations politiques[37]. Ces anciennes conceptualisations englobèrent les politiques keynésiennes associées jusque-là au *liberalism* anglo-saxon mais aussi plus généralement, et comme mentionné plus haut, les distinctions mêmes de « gauche » et de « droite » politiques, et par extension de la gauche comprise comme remise en question de la naturalité du marché et des possibilités politiques lui étant extérieures[38]. À l'inverse, le marché en général et les partenariats public-privé en particulier furent présentés comme représentants privilégiés des formes les plus modernes et souhaitables de politiques publiques[39]. Ces derniers furent présentées comme outils de mise en œuvre d'un ensemble de mécanismes de décisions publiques « non-partisanes », et étendus à un ensemble de domaines jusque-là associés au service public et à la délibération collective[40].

L'utilisation stratégique des thèmes du nouveau et de l'ancien fut essentielle à la prise de pouvoir des Nouveaux démocrates sur le parti. Bruce Reed, membre historique du DLC, conseiller de campagne de Bill Clinton et haut fonctionnaire sous les administrations Clinton, Obama et Biden, résuma alors la stratégie en ces termes :

> Je n'aurais pas aimé l'étiquette de [démocrate] 'conservateur' … Nous étions arrivés à la conclusion que nous ne pouvions pas gagner la bataille pour l'âme du parti si l'on cherchait à la définir en termes de lutte entre conservateurs et *liberals,* ou entre modérés et *liberals*. Nous devions en faire un combat entre l'ancien et le nouveau[41].

Cette rhétorique permit d'écarter du projet présidentiel un certain nombre d'oppositions au sein du parti. L'exclusion du révérend Jesse Jackson de la convention de 1991 du DLC, justifiée par la caractérisation de ce dernier comme un « représentant de l'ancien style de politique », fut une de ses manifestations les plus médiatisées[42]. Principal représentant de la gauche du parti et fortement cri-

36 Et parfois même comparée, par l'ampleur de ses transformations, à la révolution industrielle du 18e siècle. Dans une conversation privée avec son homologue britannique, Bill Clinton déclarera notamment : « l'augmentation des inégalités est une partie des changements structuraux que nous vivons. Notre époque est similaire à celle de la Révolution industrielle, où de grandes fortunes se sont faites pendant que les immigrés vivaient dans l'indolence ». National Security Council et Records Management Office, « Declassified documents concerning Tony Blair - ID 2009-0816-M », p. 3. Notre traduction (*the increasing inequity is part of the structural change. Our era is similar to the Industrial Revolution when great fortunes were made but immigrants lived in squalor.*)

37 Anthony Giddens, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, p. 37.

38 On citera à nouveau Giddens, pour qui « l'équation entre être de gauche et être radical ne tient plus, si cela a jamais été le cas ». Anthony Giddens, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, p. 29.

39 Democratic Party Platform Committee, *1992 Democratic Party Platform - A New Covenant with the American People*, Washington D.C., Democratic National Committee, 1992.

40 Wendy Brown, *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*, Cambridge, MIT Press, 2015, p. 294 ; Peter Mair, *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy*, Londres, Verso Books, 2023, p. 61.

41 Bruce Reed, *Bruce Reed Oral History - William J. Clinton Presidential History Project*, Miller Center, University of Virginia, 2004. Notre traduction (*I wouldn't have liked the label 'conservative' ... We came to the conclusion that we couldn't win this battle for the soul of the party if we tried to define it as conservative vs. liberal or moderate vs. liberal fight. We had to make it a fight between new and old.*)

42 Cité par Lily Geismer, *Left Behind*, p. 155. Notre traduction (*representative of old-style politics.*)

tique des politiques de la troisième voie à cette période, Jackson fut en effet progressivement mis à l'écart, avant de s'allier à la présidence Clinton lors de la campagne de 1996. Certaines oppositions « d'anciens » *liberals* cherchèrent également à faire entendre leur voix lors de la campagne de 1991 du candidat Clinton[43]. Elles n'arrivèrent toutefois pas à enrayer l'important succès de ce dernier et de sa campagne menée au travers d'éléments de langage forgés par le DLC. Le premier mandat de Clinton vit également naître une opposition *liberal* au sein du congrès : le *Congressional Progressive Caucus* (CPC), dont le but était de réaffirmer les valeurs du Parti démocrate associées aux époques du *New Deal* et de la *Great Society*. Celui-ci resta cependant extrêmement marginal durant la plus grande partie des décennies 1990 et 2000, à l'inverse du caucus associé à la troisième voie clintonienne : celui des *New Democrats*[44]. Le succès électoral de Bill Clinton et son « sauvetage » du Parti démocrate au début de la décennie 1990 participèrent donc grandement à la progression de ces conceptions dans les institutions politiques états-uniennes[45]. En délégitimant le *liberalism* d'État social jusque-là associé au parti, le fond idéologique des Nouveaux démocrates accompagna trois décennies d'hégémonie « centriste » sur ce dernier. En parallèle, cette hégémonie fut accompagnée et expliquée par un ensemble d'évolutions politiques et démographiques au long terme, concernant la composition de la coalition électorale du parti.

. Après la coalition du New Deal, la recherche de la « classe ouvrière blanche »

La présidence de Bill Clinton et la période l'ayant immédiatement précédée sont en effet marquées par la décomposition de la fameuse « coalition du New Deal » du parti, composée d'un ensemble de travailleurs syndiqués, de noir-américains, de classes moyennes urbaines, d'intellectuels *liberal* mais surtout de la fameuse « classe ouvrière blanche » (*white working class*)[46] des États du

43 David S. Broder, « Hill Liberals Launch Democratic Coalition », *Washington Post*, 14 mai 1990.
44 Sam Brodey, « How Keith Ellison made the Congressional Progressive Caucus into a political force that matters », *MinnPost*, 21 juillet 2015.
45 Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*, p. 265.
46 La traduction en français du terme de *working class* nous semble particulièrement complexe du fait de la diversité de ses contextes d'élocution et du caractère relativement désuet du terme de « classe ouvrière », le plus souvent utilisé dans ce cadre. Nous prendrons alors le parti d'employer tout au long de ce travail trois traductions distinctes, en contexte et de manière différenciée, chacune liée aux connotations principales du terme états-unien. Ainsi, le terme de « classes populaires » sera utilisé dans le cadre d'un emploi large et inclusif du terme de *working-class*, ou dans le cadre d'une description de cette classe principalement en termes de faibles niveaux de revenus. Le terme de « classe ouvrière » sera utilisé dans le cadre d'un emploi « ouvriériste » ou « passéiste » du terme, ou dans le cadre d'une description de cette classe principalement en termes de travail manuel ou de faibles niveaux de diplôme. Enfin, les termes de « prolétariat » ou de « classe laborieuse » seront utilisés dans le cadre d'un emploi exclusivement marxiste, décrivant cette classe au travers de sa position structurelle dans le champ de la production capitaliste ou en tant qu'agent privilégié du changement social. Dans le discours politique et journalistique états-unien, le terme de *white working class* nous semble quant à lui se référer aux connotations ouvriéristes de celui de *working class*. Tour à tour associé à une réelle notion de prolétariat, à une « majorité silencieuse », voire à une classe moyenne basse, blanche et rurale (Christopher Cimaglio, « Contested Majority: The Representation of the White Working Class in Us Politics from the 1930s to the 1990s »), le terme semble en dernière analyse s'appliquer au très large groupe des « [adultes] blancs sans diplôme du supérieur » aux États-Unis (Asma Khalid, « Republicans' White Working-Class Trap: A Growing Reliance », *NPR*, 18 janvier 2016). Nous traduirons alors ce terme par celui de « classe ouvrière blanche » afin de conserver la connotation ouvrié-

sud et de l'ouest du pays. Comme mentionné plus haut, la seconde moitié du 20e siècle vit le Parti démocrate perdre un grand nombre d'élections majeures et de ses circonscriptions historiques dans le sud du pays, donnant lieu à d'importants débats au sein du parti. Ces défaites furent considérées comme résultant de défections électorales massives de la part de cette classe ouvrière blanche, essentielle au Parti démocrate lors de la plus grande partie du 20e siècle[47]. Dans la décennie 1980, les analyses de politologues et de cadres du parti penchèrent alors majoritairement vers la conclusion d'une base aliénée par les politiques « socio-culturelles » menées par le parti : droits des femmes, des noir-américains ou des homosexuels[48]. En parallèle, les analyses présentant les sociétés de la seconde moitié du 20e siècle comme « post-industrielles » ou « post-matérielles » gagnèrent en popularité. Du fait de la croissance économique et de la montée générale du niveau de vie à cette époque, les aspirations liées aux sujets économiques ou aux conflits de classe étaient alors analysées comme graduellement moins pertinentes dans la vie politique contemporaine[49]. Ces dernières furent notamment pensées comme laissant la place à des questions de *valeurs :* politiques et culturelles, traditionnelles ou cosmopolites[50]. Le Parti démocrate était donc de plus en plus considéré comme « trop *liberal* », dans un contexte où les questions matérielles semblaient avoir perdu de leur importance. Son électorat aurait subi des transformations au cours de ce processus, devenant progressivement un parti d'élites économiques et non plus un grand parti populaire[51]. La « classe ouvrière blanche », de fait associée à la classe moyenne des banlieues péri-urbaines, devait alors être reconquise pour que le parti puisse regagner le pouvoir de manière pérenne.

Nous avons brièvement présenté plus haut les idées générales défendues par le DLC au tournant de la décennie 1990. Il convient de noter que ces dernières étaient initialement conçues par leurs auteurs comme essentielles à la reconquête de cet électorat précis. Un document fondateur à cet égard est le rapport de septembre 1989 du PPI nommé *The Politics of Evasion*. Dans ce dernier, les auteurs prennent acte de la récente défaite démocrate aux présidentielles pour affirmer un ensemble de principes jugés essentiels à la survie future du parti. Le rapport critique alors ce qu'il nomme un « fondamentalisme *liberal* » en vigueur dans le parti et diagnostique un « réalignement politique » profond dans l'électorat[52], incitant par là les cadres du parti à axer leur stratégie sur un électorat spé-

riste apparemment recherchée par les locuteurs du terme pour dénoter l'absence de diplôme universitaire.
47 Brewer et Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 150.
48 Brewer et Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 153.
49 Voir par exemple Daniel Bell, *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*, New York, Basic Books, 1976 ; Ronald Inglehart, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1989 ; Seymour Martin Lipset, *Political Man: The Social Bases of Politics - Expanded and Updated Edition*, Baltimore, Johns Hopkins University, 1985.
50 Brewer et Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 152.
51 Brewer et Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 152.
52 William Galston et Elaine Cuilla Kamarck, *The Politics of Evasion: Democrats and the Presidency*, Progressive Policy Institute, 1989.

cifique qui lui permettrait de redevenir majoritaire : principalement les électeurs « blancs ethniques » des États du nord et les hommes blancs protestants des États du sud. Les priorités politiques de cet électorat crucial sont alors présentées comme devant motiver un changement radical du parti vis-à-vis des « valeurs morales et culturelles dominantes » du pays[53]. Les questions de durcissement des sanctions pénales face au crime et la délinquance, du financement accru de la défense nationale ou de la remise en question des procédures de discrimination positive sont notamment mises en avant dans le rapport. Plus généralement, la promotion d'une attitude bienveillante vis-à-vis des valeurs conservatrices de cet électorat doit être, pour les auteurs, remise à l'ordre du jour. Enfin, le rapport préconise la mise en avant d'une stratégie de conservatisme culturel qui s'accompagne de l'affirmation d'une baisse de pertinence des questions directement économiques pour cet électorat[54]. Ce rapport eut une importante influence au sein du Parti démocrate dans les années qui suivirent immédiatement sa publication[55]. Il joua également un rôle important dans la première campagne présidentielle de Clinton, en 1992. À de nombreux égards, cette campagne refléta en effet la stratégie esquissée dans *The Politics of Evasion* et plus généralement par le DLC lors de cette période. Il s'agissait de mettre en place une stratégie de confrontation et d'aliénation délibérée vis-à-vis de certaines parties de la coalition historique du parti, afin de signifier à un électorat plus large une rupture vis-à-vis de ces dernières. L'équipe de campagne de 1992 fit de cette approche une de ses marques de fabrique et lui donna le nom de « contre-programmation » (*counter-scheduling*)[56]. Robert Boorstin, alors important cadre en communication de la campagne, en décrit ici un exemple :

> Rien n'était alors plus important pour notre victoire dans le Michigan que notre contre-programmation. Nous sommes allés à un meeting de l'AFL-CIO à Flint et avons dit que nous étions pour l'ALENA. Hérétiques. Nous sommes allés à Macomb County et nous avons parlé de questions raciales. Hérétiques. Le matin suivant, nous sommes allés à l'église noire et avons donné le même discours.[57]

Ces contre-programmations inclurent la mise en avant de postures conservatrices vis-à-vis de questions raciales. Les diverses attaques menées contre Jesse Jackson et sa « Rainbow Coalition », symbolisant alors l'aile « progressiste » du parti, furent notamment l'occasion pour la campagne de

53 William Galston et Elaine Cuilla Kamarck*, The Politics of Evasion*, p. 3.
54 William Galston et Elaine Cuilla Kamarck*, The Politics of Evasion*, p. 15.
55 Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats.*
56 John Brummett, *Highwire: From the Backroads to the Beltway-The Education of Bill Clinton*, Westport, Hyperion, 1995, p. 28.
57 Diane D. Blair, *Interview with Robert O. (Bob) Boorstin*, Diane D. Blair Papers (MC 1632), University of Arkansas, 1992. Notre traduction (*nothing was more important to our success in Michigan than our counterscheduling. We went to an AFL-CIO hall in Flint and we said we are for NAFTA. Heretical. We went to Macomb County and we talked race. Heretical. Then the next morning we went to the black church and we gave the exact same talk*). L'AFL-CIO est la plus importante fédération syndicale du pays et l'ALENA le traité de libre-échange vigoureusement opposé par ces derniers. Macomb County était à l'époque une circonscription particulièrement blanche et conservatrice.

mettre en œuvre ce projet[58]. À travers cette campagne victorieuse, le parti chercha à se démarquer de son image de *liberalism* traditionnel et à assurer à un électorat plus large (la « classe ouvrière blanche ») que les groupes d'intérêts traditionnellement associés au parti n'auraient pas ou peu d'influence sur une présidence démocrate. Au sein de ces groupes d'intérêts délaissés et ouvertement aliénés par les Nouveaux démocrates, les syndicats occupèrent une place centrale. Nous retrouvons cette posture également en Grande-Bretagne, où le « Manifeste du *New Labour* » indiquait alors vouloir « mettre [ses] relations avec les syndicats sur une base moderne, où ceux-ci pourront obtenir d'un gouvernement travailliste de la justice, mais aucun droit à des faveurs spéciales »[59]. Aux États-Unis, l'exemple cité par Boorstin nous présente une des scènes de cette rupture. La signature de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui fut au centre d'un certain nombre de débats pendant la campagne, fut en effet l'occasion pour le parti de se démarquer des syndicats vis-à-vis de l'opinion publique. La position de la campagne en faveur du traité, puis le travail de l'exécutif en vue d'un accord parlementaire en 1993 permit en effet aux Nouveaux démocrates de démontrer la perte d'influence de ses anciens alliés syndicaux. Il démontra ainsi la position de faiblesse politique des grands syndicats vis-à-vis du parti. Ces derniers, bien conscients de l'hostilité de la nouvelle direction à leur égard, et malgré un grand nombre de désaccords de fond[60], n'eurent en effet d'autre choix que de continuer à soutenir le parti[61]. La mise en retrait des syndicats au sein de la nouvelle coalition démocrate de 1992 fut le point d'arrivée d'un long processus historique[62], symbolisant l'éventuelle fin du *liberalism* d'État social et de redistribution économique ayant marqué l'image du parti depuis le New Deal.

. <u>Le déclin des syndicats dans la coalition démocrate</u>

Cette mise en retrait fut le résultat de causes idéologiques, déjà brièvement mentionnées. Comme le souligne Thomas Frank, la campagne de Clinton, du DLC et des Nouveaux démocrates

58 On pensera par exemple au fameux discours de Clinton lors d'une convention de la Rainbow Coalition en juin 1992, où il accusa vigoureusement une artiste noir-américaine invitée à l'évènement de « racisme inversé ». Cette prise de position aliéna une partie des sympathisants *liberal* noir-américains et provoqua la colère du révérend Jackson. Anthony Lewis, « Opinion | Abroad at Home; Black and White », *The New York Times*, 18 juin 1992.

59 Labour Party, *New Labour, New Life for Britain : Labour Party Manifesto - General Election 1997*, London, 1997. Notre traduction (… *put our relations with the trade unions on a modern footing where they accept they can get fairness but no favours from a Labour government*).

60 Sur la signature de l'ALENA donc, mais également sur les positions des Nouveaux démocrates liées aux programmes d'aides sociales, qui se matérialiseront par le fameux *Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act* de 1996 (et dont on notera le vocabulaire inspiré par la rhétorique du DLC). La campagne de Clinton opéra également un certain nombre de « contre-programmations » en direction des syndicats, notamment en envisageant de réductions massives d'effectifs de fonctionnaires (Mike Causey, « Yep, He Really Said It », *Washington Post*, 19 juin 1992).

61 Thomas B. Edsall, « Show of Party Unity Masks Scar of Ideological Battle », *Washington Post*, 13 juillet 1992.

62 Certains historiens font notamment remonter l'éviction progressive des syndicats au sein de la coalition démocrate aux réformes de 1972 de la commission McGovern. Voir par exemple Byron E. Shafer, *Quiet Revolution: Struggle for the Democratic Party and the Shaping of Post-Reform Politics*, New York, Russell Sage Foundation, 1983.

« réussit là où d'autres avaient échoué grâce aux contradictions avec lesquelles ils surent jongler »[63]. Ils portèrent en effet un projet de reconquête des classes populaires (dont la perte d'influence dans le parti était assimilée à « la montée concomitante de celle des démocrates à statut socio-économique plus élevé »[64]) à travers un programme significativement plus conservateur sur les plan culturels mais aussi économiques. Les Nouveaux démocrates adoptèrent simultanément une posture de représentation et de défense des classes moyennes inférieures de zones rurales et « d'adaptation aux nouvelles réalités d'une économie globale et post-industrielle »[65] , structurellement opposée aux intérêts de l'électorat en question. Les effets délétères de la mondialisation et des politiques économiques de l'ère Clinton sur la fameuse classe ouvrière blanche, rurale et peu diplômée, ont notamment été largement documentés[66], amenant les auteurs de *Politics of Evasion* à écrire quelques années plus tard que « la nouvelle économie favorise une 'classe apprenante' (*learning class*) qui monte au détriment d'une classe ouvrière déclinante »[67].

Dans cette perspective, directement inspirée de la philosophie de la troisième voie, les syndicats étaient pensés comme un obstacle majeur à ce nouveau paradigme économique. Structurellement protectionnistes, ils étaient considérés comme inadaptés à une époque d'ouverture à la mondialisation et à ses délocalisations industrielles[68] ; fondamentalement orientés vers des questions de redistribution économique, ils ne pouvaient assurer un consensus majoritaire dans une société marquée par un nouveau paradigme de valeurs « post-matérielles »[69]. Cet ensemble de raisons a permis aux Nouveaux démocrates de justifier leur relative mise à l'écart des syndicats au tournant de la décennie 1990 et de renforcer de nouvelles alliances avec le monde de l'entreprise. Ces alliances nouvelles se manifestèrent principalement par des soutiens financiers graduellement plus importants, au DLC d'abord, à la campagne de Clinton ensuite et finalement à la branche « modérée » du parti dans son ensemble[70].

La perte d'influence des organisations syndicales au sein de la coalition démocrate fut pourtant plus sûrement le résultat de tendances démographiques et historiques profondes, voyant le nombre

63 Thomas Frank, *Listen, Liberal: Or, What Ever Happened to the Party of the People?*, New York, Metropolitan Books, 2016, p. 44.
64 William Galston et Elaine Cuilla Kamarck, *The Politics of Evasion*, p. 17.
65 Democratic Leadership Council, « The New Orleans Declaration ».
66 Voir par exemple Arlie Russell Hochschild, *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*, New York, The New Press, 2018.
67 William A. Galston et Elaine C. Kamarck, « Five Realities that Will Shape 21st Century Politics », *Blueprint Magazine*, septembre 1998. Notre traduction (*the New Economy favors a rising Learning Class over a declining working class*).
68 Stephen K. Medvic, « Old Democrats in New Clothing? », p. 593.
69 Dans ce sens, les syndicats sont à associer à la « vieille gauche » critiquée par Giddens dans *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, p. 10-20.
70 Lily Geismer, *Left Behind*.

de travailleurs syndiqués chuter radicalement lors de la seconde moitié du 20e siècle, que des raisons idéologiques mentionnées plus haut. Les taux de syndicalisation aux États-Unis ont en effet été marqués par une baisse continue depuis plus de soixante ans, et particulièrement depuis 1975. Du milieu des années 1950 (lorsque ce taux a atteint son maximum) à nos jours, la part de travailleurs syndiqués a chuté de 32,5 % à 10,1 %[71]. Les raisons de ce déclin sont profondes et ne semblent pas pouvoir être analysées au travers d'un unique facteur. La désindustrialisation, la mondialisation[72], un certain nombre de déplacements sectoriels et régionaux[73], le déclin de certaines formes de sociabilité et d'organisation collectives[74] ou les remises en question de droits syndicaux opérées par les employeurs et les gouvernements conservateurs[75] ont tour à tour été présentés comme d'importants facteurs expliquant la baisse historique du taux de syndicalisation.

Si cette importante transformation dans les modes d'organisation du travail a eu un certain nombre de conséquences sociales[76] et économiques[77] pour les employés du pays, elle est également à l'origine d'une baisse de pouvoir, tout aussi importante, des organisations syndicales dans le rapport de force politique national. Les syndicats furent en effet autrefois des acteurs majeurs du Parti démocrate, pour un certain nombre de raisons. En premier lieu, les membres de ces syndicats ont toujours représenté une importante partie de l'électorat états-unien et donc de l'électorat potentiel du parti[78]. Leur grande fidélité électorale au Parti démocrate a donc été, et dans une certaine mesure continue à être, un atout majeur pour ce dernier. Dans un second temps, et du fait de leur grande capacité de mobilisation, ils permettent de fournir aux campagnes électorales démocrates une importante main d'œuvre militante[79]. Enfin, leurs importantes donations ont historiquement été cruciales au parti et, en contrebalançant les donations d'entreprises privées, ont permis à ce dernier de maintenir une politique sociale relativement substantielle[80].

---

71 Bureau of Labor Statistics, *Union membership rate declines in 2021, returns to 2019 rate of 10.3 percent*, https://www.bls.gov/opub/ted/2022/union-membership-rate-declines-in-2021-returns-to-2019-rate-of-10-3-percent.htm, (consulté le 7 février 2023).

72 Nelson Lichtenstein, *State of the Union: A Century of American Labor*, Princeton, Princeton University Press, 2013.

73 Zachary Schaller, « Decomposing the Decline of Unions: Revisiting Sectoral and Regional Shifts », *ILR Review*, 1 mars 2023, vol. 76, no 2, p. 387-411.

74 Robert D. Putnam, *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000, p. 84-98.

75 Michael Goldfield et Amy Bromsen, « The Changing Landscape of US Unions in Historical and Theoretical Perspective », *Annual Review of Political Science*, 2013, vol. 16, no 1, p. 231-257.

76 Robert D. Putnam, *Bowling Alone*, p. 84-98.

77 Henry S Farber *et al.*, « Unions and Inequality over the Twentieth Century: New Evidence from Survey Data* », *The Quarterly Journal of Economics*, 1er août 2021, vol. 136, no 3, p. 1325-1385.

78 Le nombre de travailleurs syndiqués était à son maximum de 21 millions en 1979. Malgré l'augmentation substantielle de la population états-unienne depuis, ce chiffre était de 14,5 millions en 2019. Bureau of Labor Statistics, *Union membership rate declines.*

79 Peter L. Francia, « Assessing the Labor-Democratic Party Alliance: A One-Sided Relationship? », *Polity*, 31 mai 2010.

En dernière analyse, il semble bien que ce facteur financier soit des plus influents sur la politique du parti et sa relation au monde syndical[81]. Les donations de ces organisations, plus importantes en proportion au niveau des États et des élections locales, permettent en effet de maintenir dans ces localités une relative centralité des priorités syndicales au sein de la coalition démocrate. La diminution des membres de ces syndicats et la baisse concomitante de leur source de revenus a pourtant forcé ces derniers à repenser l'allocation de leur ressources, humaines et financières, donnant lieu à une situation d'alliance avec le parti toujours plus unilatérale[82].

La disparité croissante des contributions financières des mondes syndicaux et patronaux au sein de la coalition démocrate depuis la décennie 1990 est finalement bien plus visible au niveau national. Pour illustrer cette tendance, nous avons comparé pour la période 1990-2022 l'ensemble des contributions financières des groupes syndicaux à celles des groupes d'intérêts pouvant être considérés comme « économiques » (excluant donc les groupes de pression *liberal*, les groupes se dévouant à une cause particulière (dits de « *single-issue »*), les ONGs, les organismes philantropiques et autres). Nous avons ensuite calculé la proportion globale de chacun de ces groupes vis-à-vis de l'ensemble cumulé. On observe alors un renversement radical du pouvoir d'influence financier des syndicats au cours de cette période. Si le total des contributions syndicales au parti était le plus important de l'ensemble des groupes d'intérêts « économiques » en 1990 (ses 38,3 millions de dollars représentant 20,9 % des contributions totales), ce total est rapidement dépassé par le secteur financier dans le courant de la décennie 1990. Dépassé par l'augmentation des donations de l'ensemble des autres secteurs d'activités dans le courant de la décennie suivante, il finira dernier des groupes d'intérêts « économiques » à partir de l'élection présidentielle de Barack Obama (où il aura donné 69,2 millions de dollars, c'est-à-dire 7,12 % des contributions). Finalement, lors de l'élection présidentielle de Joe Biden, le secteur syndical aura contribué de 71,06 millions de dollars, pour représenter 3,65 % des donations totales des groupes d'intérêts économiques[83].

80 Laura C Bucci et Kevin Reuning, « The state of labor in the Democratic Party coalition », *Party Politics*, 1 novembre 2021, vol. 27, n^{o} 6, p. 1243-1253.
81 Laura C Bucci et Kevin Reuning, « The state of labor in the Democratic Party coalition ».
82 Peter L. Francia, « Assessing the Labor-Democratic Party Alliance ».
83 Nous avons fait le choix d'exclure les groupes d'intérêts « politiques » pour des raisons de clarté graphique et pour mieux appuyer notre argumentation. Si nous prenons toutefois en compte l'ensemble des groupes d'intérêts, les contributions syndicales ont représenté 20,05 % du total en 1990, 4,72 % en 2008 et 1,87 % en 2020. Dans ce cadre, les syndicats sont toujours les premiers contributeurs en 1990, et les derniers en 2022.

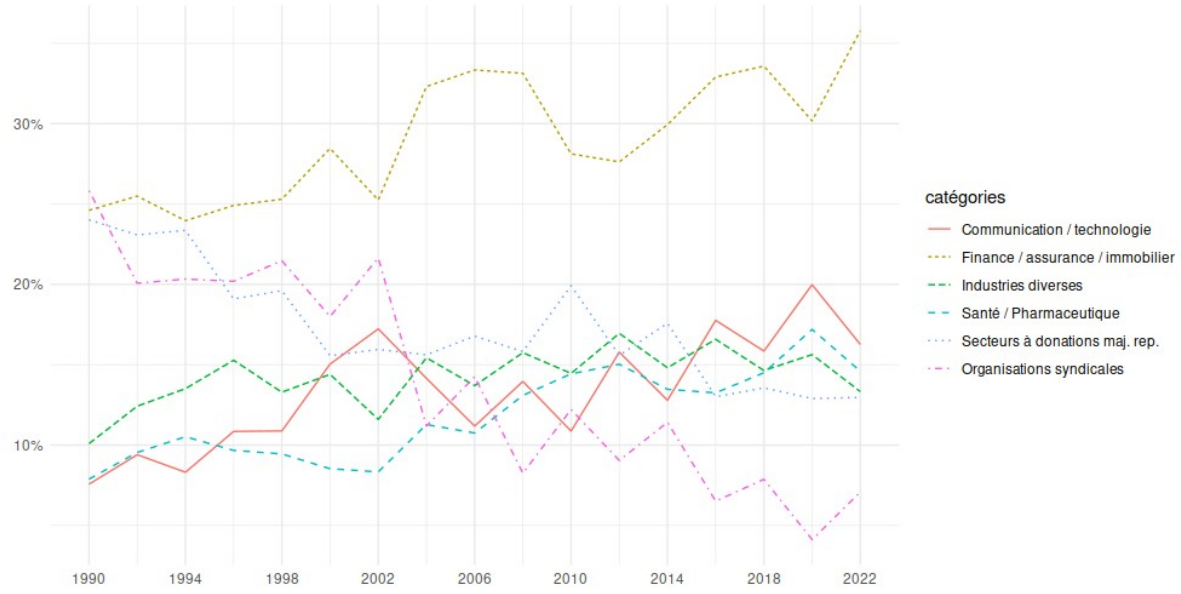

Figure 1: Évolution des proportions de donations financières aux campagnes électorales du Parti démocrate (à l'exception des contributions dites de « soft money »), par groupe d'intérêt économique. En pourcentage du total, de 1990 à 2022. Source: Center For Responsive Politics, Interest Groups, https://www.opensecrets.org/industries/, (consulté le 2 février 2023).

Nous pouvons donc observer au travers de ce graphique[84] une baisse radicale de l'influence financière des groupes syndicaux au sein du Parti démocrate. Si ce déclin est dû aux raisons évoquées plus haut, l'étude de ces chiffres nous en révèle un autre cause majeure, à savoir l'augmentation massive des donations faites aux grands partis politiques. En effet, et au-delà des dérégulations liées au fameux arrêt *Citizens United* de la Cour Suprême[85], les sommes totales d'argent engagées dans les élections ont fortement augmenté tout au long de la fin du 20e siècle et de façon soudaine à l'orée du 21e. Un rapport du think-tank *Bipartisan Policy Center* publié en 2018 estimait notamment que, pour la période 1980 à 2016 et en ajustant les sommes à l'inflation, la somme totale d'argent circulant dans le cadre des élections parlementaires avait augmenté de 600 %, et de 1200 %

84 Compilé à partir de données assemblées par le *Center For Responsive Politics*. Center For Responsive Politics, *Interest Groups*, https://www.opensecrets.org/industries/, (consulté le 2 février 2023). Toujours pour des raisons de clarté graphique, nous avons additionné les contributions des secteurs économiques dont les donations sont dirigées majoritairement (plus de 80%) vers le Parti républicain en une unique catégorie.

85 Les arrêts *Buckley v. Valeo* (1976) et *Citizens United v. FEC* (2010) de la Cour suprême des États-Unis ont modifié en profondeur le financement des campagnes électorales. *Buckley v. Valeo* a statué que limiter les dépenses des candidats pour leurs propres campagnes viole leur liberté d'expression, mais que les contributions directes à ces dernières peuvent être réglementées. *Citizens United v. FEC* a ensuite élargi ces protections en permettant à diverses institutions de dépenser sans limite pour soutenir des candidats, considérant ces dépenses comme une forme de liberté d'expression protégée par le 1er Amendement.

dans celui des élections présidentielles[86]. À cette période et malgré la baisse continue de leur nombre d'affiliés, les organisations syndicales semblent avoir tant bien que mal maintenu les sommes engagées dans les campagnes démocrates. Elles n'ont toutefois pas pu faire face à une augmentation massive des sommes d'argent cédées aux partis politiques en général, perdant de fait leur place privilégiée au sein de la coalition démocrate.

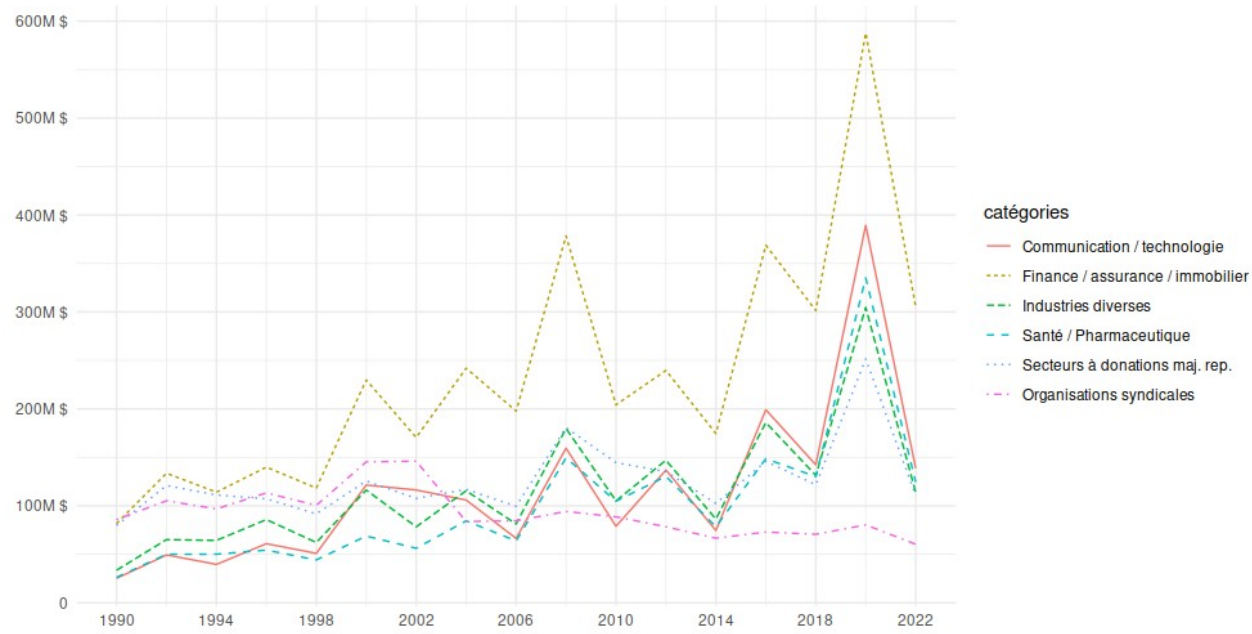

Figure 2: Évolution du montant des donations financières aux campagnes électorales du Parti démocrate (à l'exception des contributions dites de « soft money »), par groupe d'intérêt économique. En millions de dollars, de 1990 à 2022.

On observe donc l'importante position de faiblesse des organisations syndicales au sein du Parti démocrate, correspondant à l'arrivée à la présidence de Bill Clinton et de ses alliés cruciaux du DLC. Ces derniers se sont en effet démarqués de leurs prédécesseurs *liberal* par une approche résolument plus « pro-business » et favorable aux grands donateurs du secteur privé[87]. En proposant un ensemble de réformes systématiquement favorisées par ces nouveaux donateurs et combattus par les syndicats (et notamment les *charter schools*, la réforme des aides sociales de 1996 ou la signature de l'ALENA[88]), les Nouveaux démocrates ouvrirent la voie à une redéfinition du rapport de force entre syndicats et grandes entreprises au sein du parti. Les nombreuses décennies de déclin des or-

86 Nathaniel Persily, Robert Bauer et Benjamin Ginsberg, *Campaign Finance in the United States: Assessing an Era of Fundamental Change*, Washington D.C., Bipartisan Policy Center, 2018.

87 Jon F. Hale, « The Making of the New Democrats », *Political Science Quarterly*, 1995, vol. 110, n° 2, p. 207-232, p. 224 ; Stephen K. Medvic, « Old Democrats in New Clothing?: An Ideological Analysis of a Democratic Party Faction », *Party Politics*, septembre 2007, vol. 13, n° 5, p. 587-609, p. 603.

88 Lily Geismer, *Left Behind.*

ganisations syndicales, accompagnées d'un certain nombre d'évolutions structurelles dans les politiques institutionnelles du pays[89], ont donc eu pour conséquence de diminuer leur pouvoir politique et de permettre en partie la fin d'un *liberalism* d'État social associé jusque-là au parti.

Cette évolution s'inscrit ainsi dans un contexte d'affaiblissement structurel des organisations syndicales et de renforcement simultané des liens du monde de l'entreprise avec le parti. À cet égard, le tournant du 20e siècle représente bien un tournant essentiel dans la définition du parti, qui se fit ressentir jusqu'au milieu des années 2010 lors de la présidence Obama[90]. L'affaiblissement du pouvoir des syndicats et du *liberalism* du New Deal ne représente toutefois pas la seule dimension de cette évolution profonde du Parti démocrate au tournant du 20e siècle. Un certain nombre de mutations démographiques, politiques et culturelles produisit en parallèle un effet profond sur le parti, qui se concrétisa lors de cette période cruciale de la décennie 1990.

1.2. Le Parti démocrate face à la stratégie sudiste

Le projet du DLC et de ses alliés « modérés » au sein du Parti démocrate s'est construit, comme nous l'avons vu, au travers d'un programme à la fois économiquement et socialement conservateur. Armée des travaux du *Progressive Policy Institute*, cette faction argumenta en faveur d'une reconquête des classes moyennes et « ouvrières » blanches, rurales et péri-urbaines. Cette stratégie se matérialisa par une posture conservatrice sur des questions aussi variées que les interventions militaires à l'étranger, la dureté des sanctions pénales, ou certaines attaques envers les programmes de discrimination positive. Nous avons brièvement présenté plus haut comment la campagne Clinton de 1992 utilisa certains de ces principes pour faire élire son candidat. Pourtant, ces positions initialement associées aux Nouveaux démocrates et à l'élection de 1992 semblent aujourd'hui plus proches du caucus sudiste et conservateur de la *Blue Dog Coalition* que des démocrates « modérés » de l'ère Obama. Les Nouveaux démocrates, au départ fortement associés à ce conservatisme social, se déplacèrent en effet au cours de la décennie 1990 vers une posture plus classique, « socialement *liberal* et fiscalement conservatrice » selon l'expression consacrée. Ce changement est en partie dû à un ensemble de processus historiques ayant déplacé le centre de gravité électoral démocrate des États

89 En premier lieu et comme nous l'avons vu, l'augmentation substantielle des sommes d'argents engagées en politique et la montée en puissance institutionnelle des grandes entreprises. Ce développement est dû en partie au « réveil politique » des entreprises ayant débuté dans la décennie 1970 et à leur importante « expansion politique » engagée deux décennies plus tard. Lee Drutman, *The Business of America is Lobbying: How Corporations Became Politicized and Politics Became More Corporate*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 67-94.
90 Carol Lee et Jonathan Martin, « Obama: "I am a New Democrat" », *POLITICO*, 10 mars 2009 ; Curtis Gene Atkins, *Forging a New Democratic Party: The Politics of the Third Way From Clinton to Obama*, Thèse de doctorat, York University, Toronto, 2015.

du sud vers le nord-est et la côte californienne. Cette évolution complexe s'est manifestée de manière brutale en 1994, lors des élections de mi-mandat : elles virent le Parti républicain obtenir une majorité dans les deux chambres du congrès pour la première fois depuis 1952, en gagnant 8 sièges au Sénat et 54 à la Chambre des représentants. Surnommée la « révolution républicaine » ou la « révolution de Gingrich », cette élection transforma la composition politique des États du Sud[91], les rendant jusqu'à aujourd'hui, pour la plupart, fidèles au Parti républicain. Les raisons de ce réalignement sont complexes et multiples ; l'élection de 1994 le matérialisa pourtant de manière soudaine et déplaça le Parti démocrate vers ce à quoi il ressemblera en partie jusqu'à nos jours : un parti fortement dominé par des habitants de zones urbaines, des minorités ethniques ou sexuelles et des *liberals* idéologiques.

. La stratégie sudiste

Les États du Sud furent en effet un bastion historique du Parti démocrate, longtemps considérés comme une région possédant un système politique « de parti unique »[92]. Celle-ci évolua donc lentement vers un rapport de force graduel entre les deux partis, avant de basculer sous domination républicaine à la fin du siècle. Si en 1960 tous les sénateurs de ces États étaient démocrates, on n'en comptait plus que 4 sur 22 en 2018[93]. Ce grand réalignement politique est souvent attribué à la signature par le président Johnson du *Civil Rights Act* de 1964 ayant mis fin à la ségrégation raciale qui marquait cette région[94]. Jusque-là, cette période fut en effet le témoin d'intenses oppositions d'élus démocrates du Sud vis-à-vis de la question des droits civiques au sein du parti. Alors que le Parti républicain était majoritairement favorable au passage de la loi de 1964, c'est en effet une opposition interne au Parti démocrate qui s'y opposa à la Chambre des représentants, avant de mettre en place une procédure d'obstruction parlementaire (*filibuster*) qui dura 60 jours au Sénat. Ces oppositions représentèrent une dernière tentative de la faction sudiste du parti de dominer l'appareil législatif démocrate. Le mouvement des droits civiques, ainsi que le déplacement progressif d'élus démocrates du Nord vers une posture plus socialement *liberal,* a en effet permis d'inspirer un climat politique national nouveau dans lequel les élus démocrates du Sud n'ont plus pu empêcher une alliance de démocrates et de républicains du Nord de voter la fin de la ségrégation[95]. Dans un

91 Par « le Sud », nous entendons ici ces états, issus de l'ancienne Confédération, caractérisés par une identité politique et culturelle distincte. Voir sur ce sujet Christopher A. Cooper et H. Gibbs Knotts, « Defining Dixie: A State-Level Measure of the Modern Political South », *American Review of Politics*, 1 avril 2004, vol. 25, p. 25-39.
92 Earl Black et Merle Black, *The Rise of Southern Republicans*, Cambridge, Harvard University Press, 2002, p. 3.
93 Ilyana Kuziemko et Ebonya Washington, « Why Did the Democrats Lose the South? Bringing New Data to an Old Debate », *American Economic Review*, octobre 2018, vol. 108, n° 10, p. 2830-2867, p. 2831.
94 On rappellera la citation célèbre de Lyndon Johnson, pour qui cette signature aura faire perdre le Sud au parti « pour une génération ».
95 Earl Black et Merle Black, *The Rise of Southern Republicans*, p. 3.

contexte politique local très fortement racialisé[96], ce vote historique signala donc avant tout une baisse d'influence des électeurs blancs du Sud et de leurs élus au sein du Parti démocrate. Il marqua une prise de pouvoir progressive des factions liées aux États du Nord et un éloignement du parti de son image socialement conservatrice, blanche et masculine. Si la signature du *Civil Rights Act* est souvent présentée comme le premier symptôme de la déstabilisation du « parti unique » dans les États du Sud, elle est également présentée comme sa cause principale par une importante partie de la littérature universitaire sur le sujet[97]. Dans ce cadre, la longue défection des électeurs du Sud est analysée comme liée principalement à des marqueurs d'identification raciale et à la nostalgie d'un Parti démocrate sudiste dont l'identité fut solidaire des formes de « suprématie blanche » ayant sévi dans la région. Un second ensemble de chercheurs analyse quant à lui ce réalignement au travers d'un ensemble de facteurs non directement liés au mouvement des droits civiques[98]. Des ensembles d'évolutions économiques ayant réduit l'attrait des politiques redistributives du New Deal pour ces électeurs, des changements démographiques et la polarisation des partis à la fin du 20e siècle sont principalement cités comme cause de ces grands changements politiques. Qu'il soit lié principalement à des ressentiments racialisés ou à des changements socio-économiques plus profonds, le mouvement de désertion des électeurs blancs du Sud vis-à-vis du Parti démocrate est, comme nous l'avons vu, généralement daté du courant des années 1960 et 1970.

Cette désertion ne fut évidemment pas soudaine et ne se traduisit pas immédiatement par une solide majorité républicaine dans la région. Il fallut également que le Parti républicain s'engage dans une démarche délibérée de conquête au long terme de la région à partir de la présidence Nixon. Cette démarche du Parti républicain a depuis été nommée la « stratégie sudiste » (*Southern Strategy*) : un ensemble de tentatives de la part de cadres du Parti républicain de gagner le soutien des électeurs blancs du Sud par le développement concomitant d'une certaine forme de discours conservateur. Cette stratégie s'esquisse dès 1964 avec la candidature présidentielle de Barry Goldwater, sénateur de l'Arizona, qui représenta alors la première tentative électorale sérieuse d'un mouvement conservateur naissant dans ses formes contemporaines, et de plus en plus organisé au sein du parti[99]. Goldwater se présenta comme le porte-parole principal d'une idéologie conservatrice qui cherchait a réémerger dans le pays : rectitude morale, bien-fondé d'une économie libre et non faussée, prééminence des droits individuels et nécessité d'affirmer le droit des États à s'opposer à l'expansion du gouvernement fédéral. Si cette élection présidentielle fut gagnée de loin par le Parti démocrate,

96 Ilyana Kuziemko et Ebonya Washington, « Why Did the Democrats Lose the South? ».
97 Ilyana Kuziemko et Ebonya Washington, « Why Did the Democrats Lose the South? ».p. 2932.
98 Ilyana Kuziemko et Ebonya Washington, « Why Did the Democrats Lose the South? ».p. 2932.
99 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, New York, Cambridge University Press, 2009, p. 110.

elle démontra toutefois un certain attrait des électeurs du Sud pour la posture conservatrice. Pour la première fois de son histoire, le Parti républicain décrocha plus de votes du collège électoral dans le Sud que dans les autres États (à 37 contre 15)[100]. Cet espoir d'ouverture républicaine et conservatrice dans les États du Sud fut appuyé aux élections suivantes, lors des élections de mi-mandat de 1966. Ce n'est cependant que lors des élections présidentielles de 1968 que la « stratégie sudiste » put pleinement prendre forme, sur deux candidatures distinctes. Richard Nixon, ayant appris de sa défaite 8 ans plus tôt et désormais conquis à cette approche électorale, s'opposa en effet sur ce terrain à la candidature indépendante du gouverneur de l'Alabama George Wallace, profondément conservateur et ouvertement ségrégationniste. Quatre ans après la signature du *Civil Rights Act*, ce dernier prôna en effet un message fortement racialisé d'opposition à l'intrusion du gouvernement fédéral dans la vie locale des citoyens et de défense des valeurs traditionnelles. Le défi de la campagne républicaine fut alors de réussir à tirer avantage de ces sentiments dans l'électorat sudiste sans toutefois se positionner comme ouvertement raciste ou en faveur de la ségrégation, pour ne pas aliéner les électeurs du nord et de l'est du pays. Concurrencé par la campagne Wallace, Nixon fit pourtant le choix de développer un discours conservateur visant à séduire les États du Sud, qui tendaient alors vers une augmentation du nombre de ses électeurs et de ses habitants de banlieues péri-urbaines (les *suburbs*) : c'est l'origine de sa fameuse « majorité silencieuse » (*silent majority*), envisagée principalement au travers des États du Sud[101]. Dues ou non à cette stratégie consciente, sa victoire en 1968 et sa réélection en 1972 témoignèrent d'un progrès toujours continu dans ces états, avec un Sud votant presque en majorité pour le Parti républicain. Après la débâcle du Watergate, les républicains ont brièvement semblé revenir à un statut de parti minoritaire dans le pays. La faction conservatrice, galvanisée par un ensemble de changements sociaux ayant débuté dans la décennie 1970 (comme la naissance des mouvements pour les droits des homosexuels, la légalisation fédérale de l'avortement ou l'abolition de la prière à l'école) chercha alors à développer son influence dans un parti républicain où elle n'était pas encore majoritaire. C'est en 1980 qu'arriva sur la scène nationale Ronald Reagan, qui au travers de son charisme donna une image nouvelle, dynamique et optimiste aux conservatismes de Barry Goldwater et de George Wallace en promouvant un individualisme passionné, une lutte contre le « *big government* » et une forme de nostalgie de l'ère patriarcale de l'immédiate après-guerre. La stratégie reaganienne était alors axée autour de cinq groupes principaux, coïncidant éventuellement entre eux : les électeurs blancs du Sud, les conservateurs « fiscaux » et « culturels », les habitants péri-urbains et les hommes blancs[102]. Son impressionnante victoire à l'élection de 1981 signala la nouvelle hégémonie électorale des électeurs blancs péri-urbains

100 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 112.
101 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 117.
102 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 126.

et non pas simplement du Sud, mais de la ceinture méridionale (la *Sunbelt*) en général[103]. Un des succès les plus importants de Reagan vis-à-vis du Parti républicain fut d'avoir réussi à unir les conservateurs religieux et « culturels » aux conservateurs « fiscaux », malgré le nombre important de contradictions entre les deux systèmes de pensée[104]. Par là, il mit véritablement en place le mouvement conservateur contemporain du Parti républicain, créant les conditions de possibilité pour qu'un ensemble d'élus conservateurs très militants, menés par le Georgien New Gingrich, remplacent une décennie plus tard le leadership alors modéré du parti. C'est cette dernière période qui scella une unité idéologique profonde dans le Parti républicain et qui représenta le réel aboutissement d'une « stratégie sudiste » vieille d'une trentaine d'années. Cette dernière trouva en effet son accomplissement dans le courant de la décennie 1990, où le Parti républicain, autrefois virtuellement absent des États du Sud, se trouva dirigé par un duo d'élus sudistes et conservateurs : Trent Lott au Sénat, Newt Gingrich à la Chambre des représentants.

. Dynamiques raciales

Cette « stratégie sudiste » fut évidemment fortement racialisée. Les cadres du Parti républicain souhaitaient dès les années 1960 capitaliser sur le mouvement d'électeurs blancs aliénés par la posture anti-ségrégationniste du Parti démocrate, en ayant recours à des messages politiques racistes, souvent « codés »[105] mais parfois manifestes. Ce « codage » se matérialisa autour d'un ensemble de thèmes propres au discours conservateur, dans son articulation « culturelle » (la nostalgie ou le désir d'un retour vers des valeurs traditionnelles) mais surtout économique. L'attaque d'un certain nombre de programmes d'aides sociales, perçus comme bénéficiant majoritairement à des minorités raciales, fut notamment menée au nom du droit des États à s'auto-déterminer le plus largement possible et corrélativement, à l'encontre de l'expansion du gouvernement fédéral. En 1981, Lee Atwater, figure du Parti républicain de l'ère Bush et Reagan et l'un des architectes de la « stratégie sudiste » fit notamment cette déclaration qui devint célèbre :

> La clef réside dans votre degré d'abstraction et votre façon de gérer la question de la race. Pour ainsi dire, vous commencez en 1954 par dire 'négro, négro, négro'. En 1968, vous ne pouvez plus dire 'négro' – ça vous nuit. Ça se retourne contre vous. Alors vous dites des choses comme 'le *busing* forcé', 'les droits des États' et tout le reste. A ce moment là, vous devenez tellement abstrait que vous parlez de réduire les impôts, et toutes ces choses dont vous parlez sont totalement économiques mais ont pour conséquence que les noirs sont plus touchés que les blancs. Et inconsciemment, cela en fait peut-être partie. Je ne dis pas cela. Mais je dis que si les choses deviennent aussi abstraites et codées, nous sommes en train d'éliminer le problème racial

103 Lyman A. Kellstedt, « From Bible Belt to Sunbelt: Plain-Folk Religion, Grassroots Politics, and the Rise of Evangelical Conservatism », *Political Science Quarterly*, 22 mars 2012, vol. 127, n° 1, p. 162-164.
104 Sur ce sujet, voir Marcus M. Witcher, *Getting Right with Reagan: The Struggle for True Conservatism, 1980-2016*, Lawrence, University Press of Kansas, 2019.
105 Voir Ian Haney Lopez, *Dog Whistle Politics: How Coded Racial Appeals Have Reinvented Racism and Wrecked the Middle Class*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

> d'une manière ou d'une autre. Vous me suivez - parce qu'il est évident que le fait de s'asseoir autour d'une table et de dire 'nous voulons baisser les impôts' est beaucoup plus abstrait que le *busing*, et encore bien plus abstrait que de dire 'négro', négro'. Alors quel que soit le point de vue que l'on adopte, la race passe au second plan[106].

Ces appels du pied à certains ressentiments racialisés et leur expression en termes économiques ont alors permis au Parti républicain de mettre en place les conditions d'une alliance électorale entre une classe ouvrière blanche et un électorat plus aisé dans la région. Cette période vit en effet se développer un discours conservateur remettant fortement en cause le rôle et la portée du gouvernement fédéral, principalement à travers ses programmes sociaux. Le cas de la dénonciation des « reines de l'aide sociale » (*welfare queens*), thème conservateur récurrent depuis la première campagne présidentielle de Reagan, en est un exemple classique. Ce personnage fantasmé est celui d'une femme, souvent mère célibataire, profitant indûment (et parfois illégalement) d'un maximum d'aides sociales, lui permettant un niveau de vie bien supérieur à celui d'un grand nombre de travailleurs du pays. Dans le discours conservateur, la *welfare queen* est présentée comme le symbole de la défaillance d'imposantes bureaucraties fédérales mais aussi, et du fait de l'existence même de ces aides sociales, de certaines défaillances morales chez des personnes n'ayant pu intégrer l'idéal politique et économique de la méritocratie[107]. Elle représente par là l'antithèse d'un ensemble de valeurs liées à la théorie conservatrice d'un État minimum[108], dont l'absence d'emprise sur la vie économique est censée garantir une égalité des chances et une volonté d'entreprendre dans la population au sens large. L'image de la *welfare queen* est également fortement racialisée[109], sa construction jouant en premier lieu sur un ensemble de thèmes stéréotypiques vis-à-vis des populations noir-américaines en général et des femmes noires en particulier. Ces thèmes incluent ceux des pères absents, des mères « hyper-fertiles » et des pratiques culturelles « pathologiques » influant autant sur

106 Andrew Rosenthal, « Lee Atwater's "Southern Strategy" Interview », *The New York Times*, 14 novembre 2012. Notre traduction (*You start out in 1954 by saying 'nigger, nigger, nigger'. By 1968 you can't say 'nigger' – that hurts you, backfires. So you say stuff like, 'forced busing', 'states' rights', and all that stuff, and you get so abstract. Now you talk about cutting taxes and these things you're talking about are totally economic things and a byproduct of them is, blacks get hurt worse than whites. And subconsciously maybe that's part of it. I'm not saying that. But I'm saying that if it is getting that abstract and that coded, we are doing away with the racial problem one way or the other. Obviously sitting around saying we want to cut taxes and we want this, is a lot more abstract than even the busing thing and a hell of a lot more abstract than nigger nigger. So anyway you look at it, race is coming on the back burner*).

107 Massimo Cuono, « Bureaucratiser l'inégal, l'extraordinaire, le particulier. Paternalisme et dépolitisation à l'époque néolibérale » dans Béatrice Hibou (ed.), *La bureaucratisation néolibérale*, Paris, La Découverte, 2013, p. 177-202.

108 Il convient cependant de distinguer la rhétorique d'un État minimum et ses éventuelles applications pratiques. Si le Parti républicain pré-Trump a largement pu mettre en avant sa vision d'un « conservatisme fiscal », il a par exemple toujours défendu avec beaucoup de vigueur la taille imposante du budget de la défense états-unien, permettant de subventionner de grandes entreprises du pays comme *Lockheed Martin* ou *Raytheon*. L'armée états-unienne peut également être considérée comme délivrant un certain nombre de services sociaux, de la couverture en assurance-santé jusqu'au financement des études supérieures, en passant par la formation professionnelle. L'ancien représentant démocrate Barney Frank parlera notamment de « weaponized keynesianism » pour décrire la politique républicaine.

109 Mais également bien sûr empreinte de stéréotypes sexistes. Sur l'anti-féminisme reaganien, voir notamment Françoise Coste, « "Women, Ladies, Girls, Gals…": Ronald Reagan and the Evolution of Gender Roles in the United States », *Miranda. Revue Pluridisciplinaire Du Monde Anglophone* n° 12, 24 février 2016.

le nombre de mères célibataires noires recevant des aides sociales que sur leur désir d'obtenir ou de conserver un travail « normal »[110]. On voit donc bien dans le cas de la *welfare queen* comment l'articulation entre des ordres de discours économiques et raciaux a eu pour objectif de mettre en avant un ensemble d'intérêts propres aux classes blanches les plus aisées tout en faisant appel aux ressentiments racialisés des plus précaires[111].

. Le développement d'un électorat blanc et péri-urbain

Comme un certain nombre d'observateurs ont pu le remarquer, cette coalition idéale de blancs pauvres et aisés ne s'est toutefois pas matérialisée dans les États du Sud avant le courant de la décennie 1990. Le Parti démocrate a en effet continué à bénéficier, pendant la plus grande partie de la seconde moitié du 20e siècle, d'une assise profonde au sein des électeurs blancs de classe populaire, soutenue dans des coalitions électorales par les électeurs noirs bénéficiant du *Voting Rights Act*[112]. Au contraire d'un scénario décrivant des électeurs blancs de classe populaire votant pour des mesures conservatrices allant à l'encontre de leurs intérêts matériels directs, il semble bien que ces derniers aient voté en fonction de leur situation de classe, provoquant une situation d'intense compétition bipartisane dans le Sud où le Parti républicain était soutenu par les électeurs blancs péri-urbains. Le brusque virage républicain de ces classes populaires s'est produit en 1994, lors des élections de mi-mandat ayant donné lieu à la « révolution de Gingrich ». Ce virage peut être attribué à de nombreux facteurs, mais il semblerait que les mesures de libéralisation de l'économie entreprises au début du mandat Clinton, en particulier la signature de l'ALENA et l'abandon progressif d'accords ayant protégé les industries du textile et de l'habillement pendant des décennies, ont été déterminantes pour ces électeurs populaires, mettant fin aux « bases structurelles » soutenant les coalitions multiraciales évoquées plus haut[113]. En effet, bien qu'au départ « sudiste », la stratégie républicaine s'est étendue de la façon la plus importante dans les banlieues péri-urbaines du nord et de l'ouest du pays, territoires « refuges » d'une population blanche ayant souhaité s'éloigner de zones urbaines qui, au cours du long processus de déségrégation, ont de plus en plus été habitées par des populations noires[114].

110 Voir Ange-Marie Hancock, *The Politics of Disgust: The Public Identity of the Welfare Queen*, New York, NYU Press, 2004.
111 Joshua F.J. Inwood, « Neoliberal racism: the 'Southern Strategy' and the expanding geographies of white supremacy », *Social & Cultural Geography*, 19 mai 2015, vol. 16, no 4, p. 407-423, p. 414.
112 Gavin Wright, « Voting Rights, Deindustrialization, and Republican Ascendancy in the South », *Working Papers Series, Institute for New Economic Thinking*, 15 septembre 2020.
113 Gavin Wright, « Voting Rights, Deindustrialization, and Republican Ascendancy in the South », p. 29.
114 Michelle Ferranti, « Review Essay: Race and the Politics of Suburbanization », *Journal of Urban History*, 1 mars 2009, vol. 35, no 3, p. 449-456, p. 453.

Un certain nombre d'historiens ont en effet mis en lien ces trois grandes tendances politiques et démographiques de la seconde moitié du 20e siècle aux États-Unis : le mouvement des droits civiques, la grande migration d'une classe moyenne blanche des villes vers les banlieues péri-urbaines (*suburbanization*) et le développement du mouvement conservateur contemporain. Le déplacement d'une population blanche et de classe moyenne vers ces nouveaux territoires, en réaction aux processus d'intégration raciale ayant débuté dans les années 1960, permet de comprendre aux niveaux les plus locaux cette articulation d'arguments économiques conservateurs et d'appels racialisés à un ressentiment « blanc ». À travers une étude du cas de la ville d'Atlanta, Kruse montre notamment comment le désinvestissement de citoyens blancs d'espaces municipaux devenus « intégrés » a donné lieu à un ensemble de protestations et de résistances fiscales préfigurant l'opposition conservatrice au *big government* et à sa politique fiscale[115]. Ces phénomènes variés, mais aussi l'ensemble d'oppositions ouvertes et voilées à la déségrégation des écoles publiques, ont présagé la mise en avant des politiques de privatisation de services publics, tout aussi constitutives de l'idéologie conservatrice de cette seconde moitié du 20e siècle.

De plus, si le Sud fut essentiel à la conquête électorale du mouvement conservateur depuis Nixon, l'électorat de cette lente « révolution conservatrice » fut avant tout péri-urbain[116]. La « majorité silencieuse » de Nixon était en effet majoritairement blanche et péri-urbaine : l'élection de 1968 fut d'ailleurs la première de l'histoire états-unienne où les votes péri-urbains dépassèrent en nombre les votes urbains et ruraux cumulés. Les fameux « démocrates reaganiens » (*Reagan Democrats*), ayant grandement participé a ses écrasantes victoires présidentielles, étaient quant à eux également composés majoritairement de « blancs ethniques » ayant fui les villes du Nord et de l'Ouest pour rejoindre les grands ensembles péri-urbains suite à la migration massive de populations noires du Sud. On s'aperçoit de la mesure à travers laquelle la révolution conservatrice, alimentée par un ensemble de ressentiments racialisés et par la « fuite des blancs » (*white flight*) à l'ère de la déségrégation, a traversé les frontières des États et ne s'est pas arrêtée au Sud, éternel symbole du racisme états-unien. C'est pour ces raisons que Lassiter a proposé de remplacer le terme de « stratégie sudiste » par celui de « stratégie péri-urbaine »[117]. La montée du conservatisme contemporain, qui trouve son corrélat dans le rejet du *liberalism* d'État social, s'est donc exprimé dans un contexte véritablement national et essentiellement péri-urbain.

115 Michelle Ferranti, « Review Essay: Race and the Politics of Suburbanization », p. 451.
116 Michelle Ferranti, « Review Essay: Race and the Politics of Suburbanization », p. 452-455.
117 Matthew Lassiter, *The Silent Majority: Suburban Politics in the Sunbelt South*, Princeton, Princeton University Press, 2013.

1.3. Le *liberalism* démocrate à l'ère des « guerres culturelles »

. Guerres culturelles et polarisation

A la fin du 20e siècle, l'opposition de ces électeurs conservateurs s'exprima majoritairement en termes de « valeurs », pas toujours à caractère racial : les questions de l'avortement, des droits des personnes homosexuelles ou du port d'armes à feu seront en effet systématiquement mises en avant par cet électorat, s'opposant à un Parti démocrate jugé trop éloigné de ces « convictions fondamentales »[118]. Cet ensemble d'attitudes marqua l'apparition des fameuses « guerres culturelles » brièvement mentionnées plus haut. Lancé dans le débat public par le sociologue James David Hunter en 1991 et par la figure conservatrice Patrick Buchanan un an plus tard, le terme de guerre culturelle viendra alors signifier une grande diversité de conflits culturels autonomes, liés à des sujets aussi divers que les droits des femmes, ceux des minorités raciales, la pornographie ou les prières à l'école. Ces débats furent associés à un ensemble de valeurs jugées essentielles à l'identité du pays, dans les termes de Buchanan « aussi essentielles à notre définition future en tant que nation que l'a été la Guerre froide elle même », relatives à « une guerre pour l'âme de l'Amérique »[119]. La littérature politologique états-unienne analyse depuis majoritairement ces guerres culturelles en termes de « polarisation »[120] : la tendance vers une intensification des conflits politiques dans le pays, cristallisés autour des deux camps, conservateur et *liberal*. Cette polarisation est pensée comme s'exprimant principalement en termes de conflits culturels, liés à un ensemble de valeurs « orthodoxes » contre « progressistes »[121]. Elle a été densément documentée et mesurée par des chercheurs de départements de science politique et semble en effet correspondre à l'émergence nette, à partir de la décennie 1980, d'un ensemble de questions assignées à la « culture », comme celles de l'avortement ou du droit des homosexuels[122]. Depuis un certain nombre d'années, cette polarisation est cependant analysée en termes d'*asymétrie* : on observe en effet un virage idéologique bien plus prononcé du côté républicain que du côté démocrate, autant au niveau de l'électorat que des élus des branches législatives ou exécutives. En ne prenant en compte que le congrès, on observe par exemple que, si le Parti républicain s'est effectivement déplacé de manière très prononcée vers le pôle conservateur depuis la fin de la décennie 1970, le déplacement à gauche du Parti démocrate s'explique presque entièrement par la disparition de la faction sudiste du parti. Collectivement, les élus démocrates

118 Peter Applebome, « The Rising G.O.P. Tide Overwhelms the Democratic Levees in the South », *The New York Times*, 11 novembre 1994.
119 Andrew Hartman, *A War for the Soul of America,* p. 1.
120 Donald Gooch, « From Consensus to Conflict: Political Polarization, the Culture War, and Gay Rights » dans Chapman Rackaway et Laurie L. Rice (eds.), *American Political Parties Under Pressure: Strategic Adaptations for a Changing Electorate*, New York, Springer, 2017, p. 77-121, p. 78.
121 Donald Gooch, « From Consensus to Conflict ».
122 Donald Gooch, « From Consensus to Conflict ».

« du Nord » ont maintenu une grande stabilité idéologique depuis la décennie 1970[123]. Par sa politique agressive de conquête du Sud et des électeurs blancs péri-urbains, le Parti républicain s'est donc fortement déplacé à droite sur ces questions « culturelles », de défense des valeurs relatives aux mœurs traditionnelles et à la religion chrétienne. Il a poursuivi une stratégie parfois caractérisée de « populiste », dans la mesure où il a cherché à représenter l'image d'un peuple constamment attaqué par une « élite culturelle » éloignée de ses réalités quotidiennes[124]. Il mit également en œuvre, dans une certaine mesure, un ensemble de messages définis comme « économiquement populistes », bien que toujours fortement partisans de l'économie de marché. En cherchant notamment à s'éloigner de l'image des élites financières corrompues par les marchés publics et internationaux, le Parti républicain prôna une philosophie relativement hostile à l'ouverture totale du marché états-unien dans le monde, particulièrement vis-à-vis de la Chine, et même à l'intrusion du Fond Monétaire International dans la politique économique du pays[125]. Par là, les républicains cherchèrent à séduire les électeurs des classes économiques les moins aisées, souvent compris comme plus généralement attachés aux valeurs traditionnelles et opposés aux « élites » financières et « culturelles »[126]. Cette stratégie a eu pour objectif de saper le soutien de ces électeurs au Parti démocrate, ayant constitué traditionnellement sa base électorale, tout en conservant la base électorale plus aisée des républicains par une défense d'allégements fiscaux aux plus riches[127].

Cette stratégie n'a toutefois pas eu les résultat escomptés. Le taux de soutien des électeurs les moins riches au Parti démocrate n'a en effet pas décliné depuis la présidence de Reagan et continue a être considérable[128]. De façon peut-être plus importante, le soutien des électeurs les plus aisés au Parti démocrate s'est accentué de manière continue depuis la décennie 1980[129], époque de naissance des guerres culturelles dans le débat public états-unien. Cet important problème pour le Parti républicain signale la portée d'une variable toujours plus cruciale dans les luttes électorales du pays à

123 Matthew Grossmann et David A. Hopkins, *Asymmetric Politics: Ideological Republicans and Group Interest Democrats*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 258.
124 Michael Kazin, *The Populist Persuasion: An American History*, New York, Basic Books, 1995, p. 245-269.
125 Cliff Schecter, « Extremely Motivated: The Republican Party's March to the Right », *Fordham Urban Law Journal*, 1er janvier 2002, vol. 29, no 4, p. 1663-1679, p. 1669.
126 Ce style d'opposition aux élites culturelles et économiques du pays peut se compléter par une demande d'opposition aux élites *politiques* par l'électorat républicain. S'est ainsi développé tout au long du 21e siècle un attrait volontaire pour des candidats perçus comme politiquement « incompétents », fournissant pour ces électeurs une assurance vis-à-vis d'éventuelles trahisons idéologiques ou proximités technocratiques. On notera par exemple les cas, graduellement plus exacerbés, du président George W. Bush, de la gouverneure Sarah Palin et du président Donald Trump. Voir également Rafael Di Tella et Julio J. Rotemberg, « Populism and the return of the "Paranoid Style": Some evidence and a simple model of demand for incompetence as insurance against elite betrayal », *Journal of Comparative Economics*, 1 décembre 2018, vol. 46, no 4, p. 988-1005.
127 Thomas Frank, *What's the Matter with Kansas?: How Conservatives Won the Heart of America*, New York, Metropolitan Books, 2004.
128 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 188.
129 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 188.

partir de cette période : celle du niveau d'éducation. Si le niveau de richesse des électeurs, pris isolément, est toujours corrélé à un soutien républicain, bien que faiblement[130] le niveau d'éducation (du diplôme d'études secondaires aux diplômes du supérieur) lui est fortement corrélé négativement[131]. Parce que le niveau de richesse tend à suivre celui du niveau d'éducation, le Parti républicain a progressivement perdu, depuis la fin du 20e siècle, un grand nombre de ses électeurs les plus aisés. Pour certains analystes, cette perte est due principalement à l'emphase du parti, au niveau national, sur les questions de guerres culturelles et de valeurs traditionnelles. Les électeurs les plus éduqués, et donc les plus riches, ayant majoritairement tendance à être plus tolérants sur cet ensemble de sujets[132], apparaissent donc comme graduellement aliénés du Parti républicain, occupé par sa conquête électorale des « conservateurs sociaux » (*social conservatives*, en opposition aux *fiscal conservatives*). Les élus républicains modérés (et les fameux « *Rockefeller Republicans* »), traditionnellement situés au Nord-Est, dans certaines parties du Midwest et sur la côte Ouest, ont toutefois pu conserver une assise relativement forte sur le parti jusqu'à la fin du 20e siècle. C'est, à nouveau, l'élection de 1994 et le fort activisme de la faction conservatrice de Newt Gingrich, soutenu par l'ensemble de tendances que nous avons mentionné, qui mettra fin à leur longue prééminence au sein du parti. Une grande partie de ces élus modérés quittera alors le parti, pour s'inscrire comme indépendants ou rejoindre la toute nouvelle faction des Nouveaux démocrates[133]. Cette élection signala la désaffection presque définitive des élus et électeurs conservateurs modérés du Nord et des côtes et consolida le statut des régions du sud et du mid-ouest comme bastions électoraux du Parti républicain[134]. Les deux principaux partis états-unien ont donc été le sujet d'un important mouvement de « réalignement » qui s'est produit tout au long de la seconde moitié du 20e siècle. A la fois géographique et idéologique, ce réalignement à vu le Parti républicain abandonner ses bastions électoraux du Nord-Est pour se déplacer au Sud et au Midwest, et d'un électorat riche et édu-

130 Andrew Gelman, Lane Kenworthy et Yu-Sung Su, « Income Inequality and Partisan Voting in the United States », *Social Science Quarterly*, 2010, vol. 91, no 5, p. 1203-1219.
131 Bradley Jones, *Trends in party affiliation among demographic groups*, Pew Research Center, https://www.pewresearch.org/politics/2018/03/20/1-trends-in-party-affiliation-among-demographic-groups/ , 20 mars 2018, (consulté le 2 mars 2023).
132 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 190.
133 Cliff Schecter, « Extremely Motivated », p. 1673.
134 Comme le signale Schecter, la transformation politique de la famille Bush sur trois générations permet de tracer très précisément l'évolution du Parti républicain « d'un parti de gentlement du Nord-Est au sang bleu vers un parti de populiste agraires du Sud » (Cliff Schecter, « Extremely Motivated », p. 1670). Le sénateur Prescott Bush, élu du Connecticut et héritier d'une grande fortune industrielle, fut un « républicain Rockefeller » classique du Nord-Est : « fiscalement conservateur et socialement *liberal* ». Son fils, George H.W. Bush, lui aussi produit de l'élite politique et économique du Nord-Est, s'opposa comme républicain modéré à Ronald Reagan, avant de devenir son vice-président. Il commença a cette période à se présenter comme texan et a renier ses anciennes positions pro-avortement. Enfin, George W. Bush, élevé au Texas et témoin des attaques conservatrices opérées contre son père au sein du parti, fut élu gouverneur lors de la vague conservatrice de 1994. Au-delà de son importante image de républicain du Sud, se démarqua de la présidence de son père lors de ses mandats de gouverneur et de président par une politique nettement plus conservatrice, notamment sur les plans du port d'armes, de l'avortement ou de la religion.

qué vers les électeurs d'une Amérique péri-urbaine toujours plus importante. Le Parti démocrate s'est quant à lui déplacé de son ancien bastion du Sud vers le Nord-Est et les côtes, pour devenir une coalition complexe d'électeurs riches et diplômés, d'électeurs à bas revenus et de minorités raciales et sexuelles. À nouveau, c'est bien la décennie 1990 qui fut cruciale pour la transformation de ces partis. Les deux campagnes présidentielles de Bill Clinton, en 1992 et 1996, témoignent en effet de l'importante transition qui donna au parti la forme qu'il prendra jusqu'à nos jours.

. L'abandon de la « classe ouvrière blanche »

La première campagne présidentielle de Bill Clinton en 1992 fut, comme nous avons pu le mentionner plus haut, le résultat d'un long travail d'institutionnalisation d'une faction du Parti démocrate représentée par le *Democratic Leadership Council* et son think tank du *Progressive Policy Institute*. fondée au cœur de l'ère reaganienne par un groupe d'élus démocrates du Sud, le DLC chercha à cette époque à expliquer les nombreuses défaites électorales du parti par un « *liberalism* culturel » trop prononcé au sein du parti. L'objectif de cette faction consista donc à remettre en cause l'hégémonie *liberal* du parti au travers d'une approche conservatrice sur les plans sociaux et culturels et « novatrice » sur le plan économique (par la mise en avant d'une « nouvelle économie » ou d'une « économie des connaissances » présentée comme relevant du passage du pays au 21e siècle). Il s'agissait de reconquérir les « démocrates reaganiens », électeurs blancs péri-urbains perdus depuis plusieurs cycles électoraux à la « stratégie sudiste » républicaine. Il s'agissait également de renverser la tendance, pas encore achevée, du basculement républicain des circonscriptions autrefois démocrates du Sud[135]. Bill Clinton, alors élu d'Arkansas et directeur du DLC, assisté de son candidat à la vice-présidence Al Gore (autre élu démocrate du Sud et membre historique du DLC), mena une campagne reflétant point par point la stratégie visant à marcher sur les plates-bandes du Parti républicain[136]. Les élections de mi-mandat de 1994 modifièrent évidemment cette stratégie et la direction générale du parti. Alors que la perspective d'une reconquête du Sud et des « conservateurs culturels » par le parti s'éloignait avec d'autant plus de force que la victoire républicaine fut écrasante sur ces points, le Parti démocrate gagnait en parallèle en diversité, au travers d'élus et électeurs issus de minorités ethniques et sexuelles. Un certain nombre de redécoupages électoraux ayant fait suite au recensement de 1990 et la concentration des pertes démocrates de 1994 sur des circonscriptions en majorité blanches et péri-urbaines ont en effet permis un important gain de re-

135 Jon F. Hale, « The Making of the New Democrats », p. 214.

136 Au-delà des éléments déjà mentionnés, nous pourrons également citer l'important « codage » racial des propositions de la campagne Clinton et du DLC relatives à la réforme d'aides sociales et à la politique pénale. Sur ce plan, on pensera également à l'importante utilisation de la rhétorique raciale des jeunes délinquants qualifiés de « superprédateurs » par le président Clinton et sa première dame lors de la campagne suivante. Voir Ange-Marie Hancock, *The Politics of Disgust* ; Monte Piliawsky, « Racism or Realpolitik? The Clinton Administration and African-Americans », *The Black Scholar*, 1994, vol. 24, no 2, p. 2-10.

présentation de certaines minorités, notamment les noir-américains, modifiant les rapports de forces au sein du parti[137]. La campagne de 1996 de Clinton, axée non plus cette fois autour des méthodes de « contre-programmation » mais autour du concept de « triangulation » (visant à s'approprier des éléments de langage de ses adversaires les plus variés), ne chercha pas comme la précédente à attaquer ouvertement les groupes d'intérêts les plus *liberal* de sa coalition. Ces derniers, dont l'AFL-CIO de George Sweeney, la *Rainbow Coalition* de Jesse Jackson ou la NOW de Patricia Ireland, étaient généralement hostiles à la politique des Nouveaux démocrates. La toute récente réforme des aides sociales fut notamment l'occasion pour ces derniers de mesurer l'ampleur de leurs différences avec l'administration Clinton[138]. Le traumatisme de 1994 et la peur d'éventuels assauts de la part de la faction conservatrice menée par Newt Gingrich les poussa cependant à soutenir Clinton sans réserve, se retenant même de mettre en avant des propositions qui leur seraient propres au sein de la coalition présidentielle[139]. C'est donc dans un climat de volonté de non-agression politique mutuelle que la campagne de réélection de Clinton et les différents groupes *liberal* évoluèrent en 1996. La réélection de Clinton confirma l'arrêt de la stratégie inspirée par le DLC et mise en œuvre lors de la campagne précédente. Contrairement à 1992, les gains électoraux les plus importants furent en effet attribués aux femmes, aux latinos, aux *liberals* et aux jeunes. La perte de soutien la plus importante fut quant à elle concentrée sur les hommes blancs, les personnes âgées et les électeurs religieux[140].

. Le réalignement des grands donateurs

L'année 1996 consolida également l'alliance, toujours forte deux décennies plus tard, entre les grands donateurs de la Silicon Valley et de Wall Street et le Parti démocrate[141]. Frustrés par le brusque virage conservateur du Parti républicain et par ses positions sur des sujets comme l'avortement ou le droit des homosexuels mais aussi séduits par les positions nouvelles du Parti démocrate clintonien concernant la réduction du gouvernement fédéral et de ses éventuels déficits, ces deux grands groupes de donateurs se tournèrent donc vers le parti et son administration à Washington. Les grands entrepreneurs de la Silicon Valley s'aventurèrent pour la première fois en politique, sous l'impulsion notable du vice-président Al Gore et de celui qui deviendra l'un de ses conseillers, John Doerr, très important investisseur d'un grand nombre d'entreprises de technologies et figure de la

137 Matthew Grossmann et David A. Hopkins, *Asymmetric Politics*, p. 277.
138 Lily Geismer, *Left Behind*, p. 216.
139 Lily Geismer, *Left Behind*, p. 239.
140 Michael Nelson, « Redividing Government: National Elections in the Clinton Years and Beyond » dans Barbara A. Perry, Russell L. Riley et Michael Nelson (eds.), *42: Inside the Presidency of Bill Clinton*, s.l., Cornell University Press, 2016, p. 25-46, p. 34.
141 Voir sur ce sujet Sara Miles, *How to Hack a Party Line: The Democrats and Silicon Valley*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2015, 309 p. ; Daniel Gross, *Bull Run: Wall Street, The Democrats And The New Politics Of Personal Finance*, New York, PublicAffairs, 2000 ; James K. Galbraith, *The Predator State: How Conservatives Abandoned the Free Market and Why Liberals Should Too*, New York, Simon and Schuster, 2008, p. 155.

Vallée[142]. Ces entreprises participèrent alors de façon très importante à l'effort financier pour la campagne de réélection de Clinton. Elles participèrent par la suite, tout au long de l'administration Clinton, à un grand nombre de réunions mensuelles visant à informer et conseiller la politique du gouvernement sur les questions technologiques[143]. Comme le souligne Geismer, cette alliance des Nouveaux démocrates et de la Silicon Valley ne fut pas un simple mariage d'intérêts : elle mit au jour une véritable affinité idéologique entre les principes fondamentaux de la nouvelle faction dominante du parti et ceux d'une industrie hostile à la bureaucratie fédérale et aux syndicats et favorables à une croissance économique stimulée par l'entreprenariat et la « nouvelle économie » de « l'ère informationnelle »[144].

Au cours de l'administration Clinton, c'est pourtant dans le domaine de l'éducation que les entrepreneurs californiens exercèrent la plus grande influence. Ils jouèrent en effet un rôle important dans le développement et la mise en place des *charter schools* tout au long de la décennie 1990, à travers un ensemble d'opérations de philanthropie, d'investissements directs et de lobbying politique[145]. Tout aussi « socialement *liberal* » et « économiquement conservateurs », les financiers de Wall Street ont exercé également une importante influence sur la branche exécutive et le Parti démocrate à partir de l'ère Clinton. Cette influence s'exerça particulièrement à partir de 1992, cycle électoral qui a vu le secteur de la finance atteindre la première place des donations démocrates en termes de groupes d'intérêts (voir figure 2). Au sein de l'administration Clinton, les intérêts de Wall Street furent représentés principalement par Robert Rubin, nommé directeur du National Economic Council (NEC), Lloyd Bentsen, secrétaire au Trésor et Leon Pannetta, directeur du Bureau de la Gestion et du Budget. Tout au long des deux administrations Clinton, les trois hommes et leurs alliés arrivèrent à systématiquement mettre en avant les intérêts de Wall Street dans la politique économique de la présidence[146], voire même dans sa politique étrangère[147]. Plus généralement, la décennie 1990 fut formatrice pour une toute nouvelle génération d'élus démocrates de premier plan, liés au monde de la finance et mettant en avant des politiques de privatisation de services publics et de promotion de « l'innovation » économique, dans la droite ligne des grandes idées de la « troisième voie ». Parmi ces élus, on compte notamment l'ancienne gouverneure de Rhode Island Gina Raimondo, l'ancien conseiller du président Clinton, ancien directeur de cabinet du président Obama

142 Lily Geismer, *Left Behind*, p. 281.
143 Lily Geismer, *Left Behind*, p. 311.
144 Lily Geismer, *Left Behind*, p. 311.
145 Lily Geismer, *Left Behind*, p. 305-343.
146 Robert B. Reich, *Locked in the Cabinet*, New York, Alfred A. Knopf, 1997.
147 Thomas L. Friedman, « Stock Market Diplomacy; Clinton's Foreign Policy Includes a Regard For How a Move Plays in Global Trading », *The New York Times*, 6 avril 1994.

et ancien maire de Chicago Rahm Emanuel ou l'ancien gouverneur de New York Andrew Cuomo[148].

. Une nouvelle hétérogénéité électorale

Le déplacement sectoriel des grands donateurs du Parti démocrate, allant des organisations syndicales vers la finance et la technologie, accompagna l'évolution de l'électorat du parti au sens large. Comme nous avons pu le mentionner, celui-ci se déplaça du Sud et de l'Ouest du pays vers les États du Nord-Est et des côtes, régions plus riches et diplômées, abritant effectivement les secteurs économiques en question. Comme le soulignent Lewis-Beck et ses collègues, la fameuse « coalition du New Deal » du parti ne s'est pas, au 21e siècle, entièrement désagrégée : le parti conserva en effet une importante assise dans tous les groupes clefs de la coalition, à l'exception des électeurs blancs du Sud : électeurs noirs, juifs, catholiques, syndiqués et à bas revenus[149]. En termes de proportions, la composition de la coalition démocrate s'est pourtant profondément modifiée, suivant en négatif les tendances républicaines déjà mentionnées. Le parti devint en effet progressivement un rassemblement à la fois d'électeurs fortement diplômés[150] et racisés[151]. Cette division implique toutefois une forte corrélation entre race et classe au sein de la coalition démocrate, les électeurs diplômés ayant fortement tendance à être plus blancs et riches[152]. En termes de diversité économique, le Parti démocrate au 21e siècle se présente alors comme une coalition des plus riches et des plus pauvres : composé d'un ensemble d'électeurs possédant un statut socio-économique très élevé[153] (les électeurs blancs urbains et diplômés) mais aussi très bas (les électeurs urbains racisés) et dominé par une classe de donateurs provenant d'industries technologiques et financières de pointe[154]. Pour Michael Lind,

> Cela a produit un Parti démocrate qui, en termes économiques, peut être décrit comme une coalition de couches supérieures et inférieures, prenant la forme d'un sablier. Le populisme économique effraie les donateurs milliardaires du parti tandis que le populisme social, qui a

148 Thomas Frank, *Listen, Liberal: Or, What Ever Happened to the Party of the People?*, New York, Metropolitan Books, 2016, p. 151.
149 Michael S. Lewis-Beck *et al*., *The American Voter Revisited*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2008, p. 333.
150 En 1994, 42 % des électeurs diplômés du supérieur s'identifiaient au Parti démocrate ; en 2020 ce chiffre est de 57 %. (Pew Research Center, *In Changing U.S. Electorate, Race and Education Remain Stark Dividing Lines*, 2020.)
151 En 1994, les électeurs « non-blancs » représentaient 23 % de la coalition démocrate ; ils en représentaient 40 % en 2020 (*Pew Research Center, In Changing U.S. Electorate, Race and Education Remain Stark Dividing Lines.*)
152 Pew Research Center, *In Changing U.S. Electorate, Race and Education Remain Stark Dividing Lines*
153 Tous les électeurs états-uniens aisés n'ont évidemment pas basculé vers le Parti démocrate : c'est le niveau d'éducation, déterminant à son tour le niveau de revenus, qui correspondra fortement à la possibilité d'une identification démocrate. Les électeurs aisés à bas niveau d'éducation restent eux fidèles au Parti républicain, bien qu'en nombre toujours plus réduit depuis l'élection de Donald Trump. C'est pour ces raisons que Piketty parle désormais d'un système politique à « multi-élites » pour décrire le clivage bipartisan états-unien au 21e siècle. Voir Thomas Piketty, « Brahmin Left vs Merchant Right: Rising Inequality & the Changing Structure of Political Conflict », *PSE Working Papers*, 2018.
154 James K. Galbraith, *The Predator State*, p. 130.

souvent été associé à la xénophobie, au racisme et à la religiosité de la classe ouvrière blanche, effraie les électeurs noirs, latinos, immigrés ainsi que les *liberals* sociaux blancs[155].

La coalition démocrate est donc loin d'être homogène démographiquement. De plus, et à l'inverse de sa concurrente républicaine, elle se trouve tout aussi hétérogène idéologiquement. Cela est dû en partie à une importante différence de nature entre les deux partis. Si le Parti républicain peut être décrit comme un parti « idéologique », relativement homogène dans ses valeurs[156], sa conceptualisation du monde et ses prescriptions politiques, le Parti démocrate peut quant à lui se concevoir comme un parti de « groupes d'intérêts » ne partageant pas nécessairement des affinités idéologiques. Un certain nombre de mesures réalisées par Grossman et Hopkins abondent dans ce sens : alors qu'une majorité des sympathisants républicains s'identifient comme « conservateurs » (75 % en 2012), une minorité des démocrates s'identifient comme « *liberal* » (45 % la même année) ; quand la majorité des électeurs républicains conceptualisent leurs choix politiques en termes idéologiques, la majorité des électeurs démocrates les pensent à travers les intérêts de leurs groupes sociaux particuliers ; lorsque les militants républicains interprètent la division partisane comme fondée sur une lutte entre grands principes abstraits, les démocrates la conceptualisent via un affrontement entre coalitions de groupes sociaux[157]. Les uns seraient plus idéologiquement motivés, les autres plus conscients de la réalité de leur appartenance sociale, agissant politiquement en conséquence.

Le Parti démocrate n'est donc pas à proprement parler un parti « idéologique » mais bien plutôt le rassemblement hétérogène d'une diversité de groupes sociaux, dont les intérêts et positionnements politiques ne sont pas toujours harmonisés. Les politologues et sondeurs pourront alors identifier un certain nombre de divergences politiques parfois importantes au sein de la coalition. C'est par exemple le cas de l'institut de sondage de l'association *Democracy Fund*, qui identifie de profonds antagonismes sur la question de la priorisation des différents sujets politiques entre une « élite *liberal* démocrate ou indépendante », significativement plus jeune, blanche, diplômée et aisée et une « classe populaire à tendance démocrate » plus nombreuse, racialement diverse, moins aisée et moins diplômée[158]. Le premier groupe est alors décrit comme bien moins religieux et bien plus

155 Michael Lind, « Obama: Last of the "New Democrats"? », *Salon*, 30 octobre 2012. Notre traduction (*this has produced a Democratic Party that, in economic terms, is an hourglass coalition of the top and the bottom. Economic populism frightens the party's billionaire donors, while social populism, which has often been associated with white working-class xenophobia, racism and religiosity, frightens blacks, Latinos, immigrants and white social liberals.*)
156 L'homogénéité idéologique du Parti républicain est à nuancer : ce dernier abrite une coalition diverse, où les marqueurs idéologiques de donateurs majeurs comme les frères Koch peuvent entrer en conflit avec ceux de chrétiens fondamentalistes, ou même de néoconservateurs ayant pour certains quitté le parti des suites de l'arrivée de Donald Trump.
157 Matthew Grossmann et David A. Hopkins, *Asymmetric Politics*, p. 70-129.
158 David Winston, *Placing Priority: How Issues Mattered More than Demographics in the 2016 Election*, Democracy Fund Voter Study Group, décembre 2017.

« socialement *liberal* » que le deuxième. Il est également dépeint comme bien moins intéressé par les questions économiques en général, et de façon moindre par la réduction de la pauvreté, que le second groupe. La divergence entre une « élite » économique socialement *liberal* et une « base » populaire plus conservatrice sur les questions culturelles n'est évidemment pas la seule existant au sein de la coalition démocrate. Un certain nombre d'analystes ont cependant pu faire remarquer que cette coalition est largement menée, en termes de choix politiques, par les couches économiques les plus aisées et donc par les électeurs blancs diplômés du Nord-Est et des côtes[159]. La fidélité sans failles des groupes raciaux minoritaires et particulièrement des noir-américains au Parti démocrate semble aller dans le sens de ces analyses. Si les électeurs blancs ont toujours inclu un nombre important d'électeurs indécis (*swing voters*) pouvant changer d'allégeance partisane selon l'élection, les noir-américains ont soutenu le parti de manière persistante depuis le milieu des années 1960. On compte notamment un soutien de plus de 85 % de ce groupe électoral aux candidats présidentiels démocrates de 1990 à 2020, peu importe leur niveau de sensibilité vis-à-vis des questions raciales[160]. L'enjeu est alors pour ces électeurs, souvent qualifiés de « pragmatiques »[161], d'éviter une élection républicaine perçue comme activement hostile à leurs intérêts de groupe. Il semble par là que les électeurs démocrates racisés aient été « capturés » par un Parti démocrate n'ayant de ce fait que peu d'incitations à faire fortement campagne en leur faveur en tant que groupe racial ou économique[162]. Ce n'est évidemment pas le cas des électeurs indécis blancs, qui ont été la cible des stratégies électorales démocrates et en premier lieu dans le cadre des campagnes présidentielles de Bill Clinton déjà mentionnées.

Conclusion du chapitre

Les changements politiques de la décennie 1990 furent donc décisifs dans l'évolution du Parti démocrate et dans son « réalignement » de l'après New-Deal. À la suite de la courte hégémonie républicaine de l'ère Reagan et au tournant du grand virage républicain des électeurs blancs du Sud, les Nouveaux démocrates, représentés par Bill Clinton et ses alliés du DLC, ont cherché à reconquérir une Amérique blanche, péri-urbaine et conservatrice perdue au Parti républicain. Leur analyse dite de la « troisième voie », qui déclara l'inévitabilité d'une économie de marché mondialisée

159 Voir par exemple Nate Cohn, « How Educational Differences Are Widening America's Political Rift », *The New York Times*, 8 septembre 2021 ; Eric Levitz, « How the Diploma Divide Is Remaking American Politics », *New York Magazine*, 19 octobre 2022.

160 Christopher T. Stout, *The Case for Identity Politics: Polarization, Demographic Change, and Racial Appeals*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2020, p. 126.

161 Voir par exemple Jonathan Chait, « The Pragmatic Tradition of African-American Voters », *New York Magazine*, 6 avril 2016.

162 Paul Frymer, *Uneasy Alliances: Race and Party Competition in America*, Princeton University Press, 1999 ; Maxine Burkett, « Strategic Voting and African-Americans: True Vote, True Representation, True Power for the Black Community », *Michigan Journal of Race and Law*, 1er janvier 2003, vol. 8, no 2, p. 425-469.

et la nécessaire adaptation des partis progressistes à une ère « post-matérielle » directement opposée aux distinctions traditionnelles de « droite » et de « gauche », justifia paradoxalement ce premier revirement stratégique et, plus profondément, la recomposition idéologique d'un *liberalism* historiquement associé à de fortes interventions de l'État dans les domaines économique et social. L'arrivée des Nouveaux démocrates coïncida également avec l'affaiblissement progressif des syndicats comme force politique majeure au sein de la coalition démocrate, et avec la montée corollaire d'une classe de grands donateurs associés avec d'importants secteurs du patronat états-unien, en premier lieu la finance et les nouvelles technologies. Tributaire du long réalignement politique de l'électorat blanc et péri-urbain des États du sud et du mid-ouest du pays, la lourde secousse des élections de mi-mandat de 1994 mit un terme à cette première stratégie de conquête de la « classe ouvrière blanche » et lança le parti dans la direction qui l'amènera à sa forme actuelle : une coalition complexe d'électeurs blancs fortement diplômés et d'électeurs identifiés principalement au travers d'identités sociales marginalisées.

Si la profession de foi de 1989 du DLC *The Politics of Evasion* peut être considérée comme le manifeste du Parti démocrate lors de la première stratégie clintonienne, c'est un autre ouvrage, le très influent *The Emerging Democratic Majority* publié en 2002 par Ruy Teixeira et John B. Judis, qui servit de modèle de référence au parti au début du 21e siècle. Dans ce livre, les auteurs analysèrent un certain nombre de développements démographiques, économiques et socio-culturels allant dans le sens, selon eux, d'un nombre croissant d'électeurs mécaniquement favorables au Parti démocrate. Ces tendances inclurent notamment des changements économiques produisant un nombre toujours plus grand de cadres supérieurs diplômés dans la technologie ou la finance et de professions libérales, l'accroissement du nombre de personnes issues de minorités raciales, le « verrouillage » des noir-américains au parti, ainsi que la tendance générale vers une sécularisation amenant des attitudes plus progressistes sur un certain nombre de questions « culturelles »[163]. Les multiples interprétations qui furent faites de ce livre et surtout de la stratégie qui le sous tend eurent une influence profonde sur le Parti démocrate au début du 21e siècle, et particulièrement sous l'ère Obama[164]. Le Parti démocrate continua donc une stratégie plus ou moins volontaire de séduction des électeurs blancs fortement diplômés et d'appels, sinon substantiels, au moins symboliques[165], aux

163 John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, New York, Simon and Schuster, 2002.
164 John Kenneth White, *Barack Obama's America: How New Conceptions of Race, Family, and Religion Ended the Reagan Era*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2009.
165 L'approche trop souvent « symbolique » et peu substantielle du parti en termes, par exemple, de justice raciale, est une critique commune de certains militants progressistes et ce même au sein du parti (voir par exemple Daniel Bush, « "Symbolism isn't enough." Black Democrats in Milwaukee question whether Biden victory would bring real change », *PBS NewsHour*, 30 octobre 2020.) Cette critique est également fortement présente au sein du mouvement socialiste. Nous reviendrons sur cet aspect dans le chapitre suivant, partie 2.3, 2.4.

minorités racisées, sexuelles et de genre. Jusqu'à l'élection de Donald Trump, le Parti démocrate fut donc un parti profondément confiant dans son avenir, fort d'un « destin démographique » lui assurant une majorité solide au moins en termes de nombre absolu d'électeurs.

L'apport idéologique de la phase de conquête clintonienne et de sa philosophie de la « troisième voie » marqua donc durablement le Parti démocrate dans sa conception même du *liberalism*. Jointe à la nouvelle configuration stratégique et électorale que nous venons d'évoquer, elle donna lieu à une situation idéologique particulière pour le parti à l'entrée du 21e siècle, mêlant un ensemble d'approches résolument plus conservatrices que par le passé sur le plan économique et plus *liberal* dans le domaine des questions « identitaires ». Par là, il est possible de se demander de quelle manière ce *liberalism* à première vue paradoxal, « à gauche » sur les questions liées entre autres aux oppressions raciales, de genre ou sexuelles et « à droite » sur les questions directement « économiques », s'organise en tant qu'idéologie politique ou en tant que pratique de gouvernement cohérente. Cette dimension sera traitée en profondeur dans notre chapitre 4, où nous l'analyserons par le biais des qualifications de « progressisme néolibéral » parfois faites à son égard. Il est également possible de se demander de quelle manière un tel *liberalism*, qui problématise les notions mêmes de « droite » et de « gauche » telles qu'elles peuvent être conceptualisées dans le débat public états-unien, exprime t-il son opposition à des conceptualisations concurrentes au sein même de la gauche du pays. C'est notamment cet aspect que nous allons explorer dans le chapitre suivant, dans son analyse de la forte opposition entre *liberalism* et socialism exprimée par la primaire présidentielle démocrate de 2016.

Chapitre 2. Le moment Sanders : résurgence du socialisme états-unien et retour d'un ancien débat

Le socialisme a réapparu dans la politique nationale états-unienne en 2016, à la faveur de la candidature de Bernie Sanders, s'opposant dans une campagne désormais célèbre à la favorite de l'appareil du Parti démocrate, Hillary Clinton. Cette campagne à mis en scène une forte opposition entre un socialisme émergent, représenté par le sénateur du Vermont, et un liberalism « mainstream » représentée par l'ancienne première dame, mais surtout sénatrice et secrétaire d'État de l'administration Obama. Comme nous le verrons en détail dans ce chapitre, cette forte opposition s'est alors rapidement cristallisée autour d'une opposition présupposée entre des luttes centrées contre diverses oppressions liées par exemple au genre, à la race ou à la sexualité, et des luttes centrées autour d'enjeux de classes sociales. Par là, la campagne de primaires de 2016 mais plus généralement l'émergence de ce nouveau mouvement socialiste a réactivé un débat ancien au sein de certains milieux militants : celui opposant des politiques de classe à des « politiques identitaires ».

Le débat opposant des politiques dites « identitaires » et « de classe » n'est effectivement pas nouveau au sein des milieux de gauche états-unien. Si les éléments d'opposition entre une gauche socialiste et « identitaire » ont occupé une place relativement importante dans les milieux militants et universitaires à partir de la fin du 20e siècle[166], il semble cependant que ces divisions n'aient pas ou peu pris d'ampleur réellement conséquente lors d'une période marquée par un « assouplissement de la séparation entre radicalisme et *liberalism* »[167] et par un affaiblissement net de la gauche militante dans le pays. La réapparition, dans le courant de la décennie 2010, d'un important mouvement militant se déclarant ouvertement socialiste a cependant modifié cet état de fait. L'important accroissement du nombre d'adhérents au sein des DSA, les initiatives faisant suite ou adjacentes à la candidature de Bernie Sanders à la primaire démocrate de 2016[168], le gain de popularité du magazine socialiste *Jacobin*[169] ou de productions audiovisuelles ouvertement socialistes[170], voire même

166 Nous reviendrons en détail sur ce point dans notre chapitre suivant.
167 James N. Gregory, « Remapping the American Left », p. 33. Notre traduction (*the major development of the era was the softening of the boundary between radicalism and liberalism*).
168 Alexander Burns, « There Is a Revolution on the Left. Democrats Are Bracing. », *The New York Times*, 21 juillet 2018.
169 Dylan Matthews, « Inside Jacobin », *Vox*, 21 mars 2016.
170 Et notamment à travers des podcasts, des productions vidéos sur le site *Youtube* ou des diffusions en direct sur le site de streaming *Twitch*. Voir par exemple Alex Thompson, « Podcasts are becoming the left's right-wing talk radio », *Vice News*, 31 août 2017 ; Condé Nast, « Chapo Trap House: Socialism for the Extremely Online », *Vanity Fair*, 10 septembre 2018 ; Christina Wurst, « Bread and Plots: Conspiracy Theories and the Rhetorical Style of Political Influencer Communities on YouTube », *Media and Communication*, 29 novembre 2022, vol. 10, no 4, p. 213-223.

le développement d'une « mode » et d'une sous-culture socialiste dans certains grands centres urbains du pays[171] nous amènent en effet à reconsidérer la place minoritaire jusqu'alors tenue par la pensée et la pratique socialistes aux États-Unis. Par là, elles nous amènent à interroger ses rapports avec les « politiques identitaires » au moment même de sa réapparition dans l'échiquier politique.

Ce chapitre se donne pour objectif d'évaluer les caractéristiques de l'opposition socialiste au *liberalism* dominant la gauche états-unienne au moment de son émergence. Pour ce faire, nous situerons le « socialisme émergent » du 21e siècle états-unien à partir de l'élection de Donald Trump en 2016 et des importantes réactions politiques qu'elle a pu susciter, à travers certaines de ses manifestations les plus visibles dans l'espace public. Ces dernières comprennent des organisations politiques (nous nous concentrerons ici sur DSA en particulier et sur l'expérience de certains de ses militants), journalistiques et intellectuelles (et particulièrement *Jacobin*), mais également des productions culturelles et audiovisuelles (comme le podcast à succès *Chapo Trap House* et l'émission d'actualités *The Young Turks*, ou des « producteurs de contenus » comme *Hasanabi* ou *Vaush*). Bien que ne représentant pas l'intégralité de cette « nouvelle gauche » socialiste du 21e siècle, ces acteurs, qui ont compté parmi les plus vocaux et les plus populaires du mouvement dans les premières années de son développement, nous renseigneront sur certaines de ses positions clefs au moment précis de sa réemergence. Ils nous amèneront donc vers une définition partielle de ce socialisme post-Sanders du milieu de la décennie 2010 dans ses rapports aux « politiques de l'identité », alors principal point d'opposition avec ses adversaires *liberal*.

Avant cela, il conviendra d'interroger le rapport de ce socialisme émergent au *liberalism* l'ayant précédé et d'identifier dans son discours d'éventuels points de rupture. Ainsi, nous introduirons d'abord ce socialisme au travers des facteurs explicatifs les plus fréquemment avancés pour traiter de son émergence, à savoir son rapport à la campagne de Sanders de 2015 et 2016, le contexte économique et social résultant notamment de la crise des *subprimes*, l'héritage des mouvements sociaux du début de la décennie 2010 et le développement de nouvelles formes de communication numérique. Nous confronterons alors ces analyses aux trajectoires politiques de trois militants de DSA que nous avons pu interroger dans le cadre de cette thèse. Nous analyserons ensuite les relations d'antagonisme ayant pris forme entre ce socialisme émergent au sens large et une certaine rhétorique « identitaire » mise en œuvre par le *liberalism* démocrate, au travers du cas de l'affrontement Clinton/Sanders de 2015 et 2016, des productions audiovisuelles socialistes développées à cette période et du magazine socialiste *Jacobin*. Enfin, nous analyserons ce même antagonisme, du point de vue de l'organisation de DSA en elle-même, à travers une synthèse d'entretiens que nous avons me-

171 Simon van Zuylen-Wood, « When Did Everyone Become a Socialist? », *Intelligencer*, 3 mars 2019.

né avec certains de ses militants, puis de certains textes officiels de l'organisation, dont un programme politique rédigé lors de la convention nationale de 2021.

2.1. La croissance socialiste de 2016 : un rejet du *liberalism* ?

L'importante croissance du socialisme états-unien à partir de la seconde moitié de la décennie 2010 a souvent été liée, dans la presse[172] et certaines revues universitaires[173] mais aussi par certains membres de DSA eux-mêmes[174] à la campagne de primaires présidentielles démocrates de 2015-16, opposant Bernie Sanders à Hillary Clinton. Cette campagne a permis un succès électoral inattendu pour Bernie Sanders, un homme politique se déclarant ouvertement « socialiste démocratique » tout en s'opposant à la candidate jusqu'alors favorite du parti, Hillary Clinton. La radicalité même d'une candidature « socialiste » lors d'une primaire nationale aux États-Unis a alors pu surprendre. Le programme de M. Sanders, qui a trouvé un écho auprès d'une grande partie de l'électorat démocrate, n'a pourtant pas cherché à mettre en avant des mesures fortement socialistes et s'est cantonné à des positions proches de la social-démocratie[175]. Des mesures populaires dans l'électorat, comme le projet d'une assurance maladie universelle ou des réformes pour réduire l'influence des grands donateurs dans les élections politiques, ont effet participé à son succès. Le socialisme de Sanders s'est davantage manifesté dans sa stratégie de campagne, cherchant à mobiliser autour de questions liées à la classe sociale et visant à rassembler les électeurs autour de leur position de classe[176]. Cependant, le succès de ce dernier a également été alimenté par un rejet plus large du *liberalism* « centriste » représenté par Mme Clinton.

. La campagne Sanders comme rejet d'un *liberalism* centriste

Le message principal du programme de Sanders, représenté par un déplacement vers une plus grande volonté de redistribution économique, des soins de santé universels et des réformes du financement des campagnes électorales, a en effet touché une corde sensible chez une partie de l'électorat qui se sentait désillusionnée par le *statu quo*. Reformulant un ethos marqué par les mobilisations

172 Anna Heyward, « Since Trump's Victory, Democratic Socialists of America Has Become a Budding Political Force », *The Nation*, 21 déc. 2017 ; Amie Parnes, « Bernie Sanders socialism moves to Democratic mainstream », *The Hill*, 17 août 2018 ; Gregory Krieg, « "We want to democratize everything": Inside DSA's rise with its leader », *CNN*, 17 juillet 2018.

173 Robert Shaffer, « Socialism in the United States: Hidden in Plain Sight », *Social Education*, 1 janvier 2016, vol. 80, n° 1, p. 31-35 ; Jonah Birch, « The Rise of Socialism in the United States: American "Exceptionalism" and the Left After 2016 » dans Claes Brundenius (ed.), *Reflections on Socialism in the Twenty-First Century: Facing Market Liberalism, Rising Inequalities and the Environmental Imperative*, Cham, Springer International Publishing, 2020, p. 103-130.

174 Jeremy Gong *et al*., « America's New Left », *New Left Review*, 24 mai 2019, n° 116/117, p. 119-135.

175 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism: Holding Utopia Accountable*, Gewerbestrasse, Springer Nature, 2021, p. 234.

176 Holly Otterbein, « Bernie's pollster dishes on the path to beat Trump », *Politico*, 19 février 2019.

du début de cette décennie (dont en premier lieu, *Occupy*)[177], la campagne Sanders a accordé de l'importance à une forme d'organisation partant « de la base » (*bottom up*) et donc à l'engagement direct des électeurs, cherchant à répondre a un désir pour une plus grande participation démocratique de l'ensemble de l'électorat. À l'inverse, la campagne de Mme Clinton a été perçue comme plus traditionnelle et orientée vers « l'establishment », s'appuyant sur l'appui de l'appareil du parti et sur des donations de grands donateurs fortunés. Cette perception a été renforcée par la longue expérience de la candidate à Washington et plus généralement par son alignement politique marqué « au centre »[178]. Si les partisans de Mme Clinton ont cherché à mettre en avant son expérience et son approche « pragmatique », de nombreux électeurs ont rejeté à la fois sa personne et la forme de politique qu'elle a pu représenter par le passé, à travers son rôle de première dame ainsi qu'au sein de l'administration Obama. Le succès de la campagne Sanders, malgré son échec en dernier lieu, peut être attribué à une convergence de facteurs. Ses politiques progressistes ont trouvé un écho dans un désir croissant de changement, en particulier chez les jeunes électeurs et ceux qui se sentaient laissés pour compte par la reprise économique de l'ère Obama[179]. Son statut « d'outsider » et sa volonté de remettre en cause le *statu quo* ont séduit ceux qui étaient frustrés par une complaisance perçue du Parti démocrate vis-à-vis des grandes entreprises et des individus les plus fortunés. En outre, ses efforts d'organisation au niveau local et son style de campagne énergique ont suscité l'enthousiasme d'une partie de l'électorat à la recherche d'un candidat plus « authentique » et plus passionné[180]. Le succès de Sanders a également représenté un rejet du *liberalism* « mainstream » démocrate, initié lors du tournant de la « troisième voie » du président Clinton et à nouveau représenté par celle qui fut sa première dame. Sa proximité perçue avec Wall Street, sa dépendance à l'égard des figures de « l'establishment » et sa prudence sur certaines questions économiques ont aliéné une partie de la base démocrate à la recherche d'un programme plus radical et transformateur. Ce rejet du *liberalism* de Mme Clinton s'est manifesté par un rejet plus large d'une culture politique « élitiste »[181] s'appuyant en partie sur le déplacement de l'électorat démocrate vers les couches les plus diplômées de la population[182].

L'augmentation importante du nombre de produits culturels « socialistes », d'élus (locaux ou nationaux) se considérant comme tels et finalement de membres de l'organisation de DSA a souvent

177 Nous reviendrons sur cet aspect du socialisme de Sanders dans notre chapitre 7, partie 7.1.
178 Edward Luce, « Clinton v Sanders: an authentic confrontation », *Financial Times*, 12 oct. 2015 ; George Packer, « Hillary Clinton and the Populist Revolt », *The New Yorker*, 24 oct. 2016.
179 Wall Street Journal Graphics, *How Hillary Clinton Won the Democratic Nomination Over Bernie Sanders*, http://graphics.wsj.com/elections/2016/how-clinton-won/ , 7 juin 2016, (consulté le 11 octobre 2023).
180 Edward Luce, « Clinton v Sanders: an authentic confrontation ».
181 Ryan Grim, « It's Not Just White People: Democrats Are Losing Normal Voters of All Races », *The Intercept*, 15 nov. 2021.
182 Voir plus haut, chapitre 1, partie 1.3.

été liée à la campagne de Sanders, qui permit d'ouvrir une nouvelle perspective politique au-delà du *liberalism* « centriste » et « identitaire » démocrate, et du conservatisme « populiste » et réactionnaire du Parti républicain à l'ère de la présidence Trump[183]. Les jeunes socialistes de cette période se sont alors politisés en opposition à ce choix binaire, mais avant tout contre le « mainstream » démocrate, considéré comme une importante force de co-optation de la gauche du pays[184]. Dans un article paru dans l'hebdomadaire *The Nation* en 2017 et traitant de l'accroissement du nombre de membres de l'organisation, Bhaskar Sunkara, éditeur de *The Jacobin* et lui-même membre de DSA, expliquait notamment que ces nouveaux membres « tendent désormais à savoir 'contre qui ils se positionnent', parce qu'ils sont insatisfaits du *statu quo* et que désormais, 'l'un de nos ennemis principaux est le centre' »[185]. La couverture du numéro 20 du magazine, publié en hiver 2016 et nommé « Up From Liberalism », représentant Sanders et Corbyn s'opposant aux images de Tony Blair et de Bill Clinton, constitue un autre exemple de cette dynamique politique. La campagne de Sanders de 2015 fut donc certainement d'une grande influence pour définir politiquement le mouvement socialiste émergeant une année plus tard. Les causes de son succès dans un électorat se définissant avant tout par sa tranche d'âge[186] ont de plus été liées à un certain nombre de facteurs, participant à l'opposition grandissante de ce que la presse appelle les « milléniaux » (*millenials*)[187] envers le *liberalism* de leurs aînés.

. Expliquer l'émergence du « socialisme millénial » : les conditions matérielles

Le premier de ces facteurs explicatifs a trait au contexte économique et social ayant vu entrer dans le marché du travail la plupart des membres de cette « génération »[188] (comprenant donc les personnes nées entre le début de la décennie 1980 et le milieu de la décennie suivante). En effet, si

183 Mais pouvant également être qualifié « d'identitaire » par son maniement d'une rhétorique nativiste fortement imprégnée de provocations racistes. Sur ce sujet, voir Olivier Richomme, « It's the identity, stupid », *Pouvoirs* 172, n° 1, 16 janvier 2020, p. 99-110.

184 Jeremy Gong *et al.*, « America's New Left », p. 119.

185Anna Heyward, « Since Trump's Victory, DSA Has Become a Budding Political Force ». Notre traduction (*many of the people joining DSA now tend to "know what they're against" because they're unhappy with the status quo, and that, today, "one of our main enemies is the center."*)

186 Ruth Milkman, « A New Political Generation: Millennials and the Post-2008 Wave of Protest », *American Sociological Review*, 1 février 2017, vol. 82, n° 1, p. 1-31, p. 6.

187 Le terme de « socialisme millénial » (*millennial socialism*) a abondamment été utilisé par la presse états-unienne pour décrire la réemergence du socialisme dans le pays après l'élection de 2016. Voir par exemple Michelle Goldberg, « The Millennial Socialists Are Coming », *The New York Times*, 30 juin 2018.

188 Il convient toutefois de rappeller ici l'aspect très peu scientifique de ces formes de découpages générationnels par « cohortes » d'âge, souvent utilisés par de grands médias et certains instituts de sondage. Ces « générations » (de la « silencieuse » aux « gen-Z ») déterminées arbitrairement par année de naissance, ne s'appuient en effet sur aucun paradigme scientifique réel, qu'il soit démographique, sociologique ou anthropologique. Lorsque nous mentionnons ces catégories dans le cadre de ce travail, c'est donc uniquement par référence à ces usages médiatiques divers, sans prétention de scientificité quant à ce que ces termes cherchent concrètement à désigner.

l'individuation politique repose sur un certain nombre « d'années formatrices »[189], ces dernières auront été marquées par deux importantes récessions économiques (liées à la « bulle internet » et à la crise des *subprimes*), qui ont ponctué une économie marquée de façon générale par une hausse de la volatilité des revenus[190], une hausse du chômage, une baisse générale de la croissance des salaires[191] et un affaiblissement continu de l'État social[192]. Alors que les « générations » précédentes, prises collectivement, ont réussi à maintenir un certain niveau de revenus grace à l'augmentation générale des revenus de rentes immobilières et actionnariales (liées aux politiques « d'assouplissement quantitatif » de la Réserve fédérale)[193], les moins de 40 ans ont d'autant plus souffert de la situation qu'elle a provoqué dans le pays une crise du logement et une détérioration des conditions de travail[194]. En 2020, ceux que le *Washington Post* a surnommé « la génération la moins chanceuse de l'histoire du pays »[195] possèdent alors à peu près 3 % des richesses du pays, quand les « baby boomers » en possédaient un peu plus de 20 % à leur âge (et un peu plus de 60 % en 2020)[196]. Les États-uniens de moins de 40 ans sont alors « en retard » vis-à-vis de leurs aînés dans le domaine de l'accumulation des richesses et sont significativement plus pauvres et précaires[197]. Paradoxalement, cette cohorte d'âge se trouve également être bien plus diplomée que les précédentes, permettant à certains d'observer le déploiement d'une forme de « sous-classe internationale », surnommée les « diplômés sans avenir »[198]. Aggravées par la crise états-unienne de la dette étudiante, ces conditions ont ainsi donné lieu à une tranche d'âge se définissant avant tout par une importante augmentation des taux de diplômés du supérieur, couplée à une baisse des revenus réels et des perspectives d'ascension sociale[199]. On retrouvera ces profils dans certains des premiers mouvements sociaux « de masse » de la décennie 2010 aux États-Unis, à l'instar d'*Occupy Wall Street*[200], ainsi que dans

189 Olivier Fillieule, « Political Socialization and Social Movements » dans *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2022, p. 1-7.
190 Karen Dynan, Douglas Elmendorf et Daniel Sichel, « The Evolution of Household Income Volatility », *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, 18 décembre 2012, vol. 12, n° 2.
191 M. Ayhan Kose, Naotaka Sugawara et Marco E. Terrones, « Global Recessions », *CAMA Working Paper*, 10 février 2020, n° 10/2020.
192 Voir plus haut, chapitre 1.
193 Ce qui donnera l'idée au *Financial Times* de se demander, à sa manière, si les politiques néolibérales de la Fed ne seraient pas à l'origine du « socialisme millénial ». David McWilliams, « Quantitative easing was the father of millennial socialism », *Financial Times*, 1 mars 2019.
194 John P. Watkins, « Quantitative Easing as a Means of Reducing Unemployment: A New Version of Trickle-Down Economics », *Journal of Economic Issues*, 1er juin 2014, vol. 48, n° 2, p. 431-440 ; John H. Huston et Roger W. Spencer, « The Wealth Effects of Quantitative Easing », *Atlantic Economic Journal*, 1er décembre 2016, vol. 44, n° 4, p. 471-486.
195 Andrew Van Dam, « The unluckiest generation in U.S. history », *Washington Post*, 5 juin 2020.
196 Andrew Van Dam, « The unluckiest generation in U.S. history ».
197 Ruth Milkman, « A New Political Generation », p. 9-10.
198 Paul Mason, *Why It's Kicking Off Everywhere: The New Global Revolutions*, Londres, Verso Books, 2012, p. 69. Notre traduction (*an international sub-class … graduates with no future*).
199 Ruth Milkman, « A New Political Generation », p. 9-10.
200 L'anthropologue David Graeber décrira notamment ses participants comme « un mouvement de jeunes tourné vers l'avenir, … qui ont été stoppés net dans leur élan ; issus de classes sociales diverses mais avec une part importante d'ori-

un grand nombre de catégorisations ultérieures des membres de DSA, se décrivant souvent eux-mêmes comme en trajectoire de « régression sociale » (*downwardly mobile*)[201]. Ces conditions difficiles permettent alors d'expliquer partiellement le rejet par ces jeunes précaires diplômés du *liberalism* centriste de leurs aînés, souvent perçu comme se satisfaisant aisément du *statu quo* et comme s'appuyant sur un incrémentalisme trop marqué.

. Expliquer l'émergence du « socialisme millénial » : *Occupy* et les nouvelles technologies de communication

Les conditions matérielles et psychologiques d'une tranche d'âge de jeunes États-uniens politisés sont donc souvent invoquées pour expliquer l'apparition d'un « socialisme de milléniaux » dans le pays. Un autre facteur souvent avancé[202] réside dans le développement, dans le courant de la décennie 2010, de nouvelles technologies de communication et de l'apparition liée d'un ethos politique « populiste » et décentralisateur, souvent associé aux Printemps arabes et au mouvement *Occupy Wall Street*. Comme le mentionne Emily Willis dans son article pour *Vox*, le mouvement *Occupy* peut en effet être lié à une réémergence de contestations de gauche dans le pays et à une rhétorique « populiste » opposant la majorité des citoyens à une élite de donateurs fortunés[203]. Comme indiqué plus haut, la campagne de Sanders de 2015-16 a repris à son compte certains des éléments les plus importants du discours d'*Occupy* (notamment son slogan sur les « 99 % » des citoyens s'opposant aux « 1 % » les plus fortunés) ainsi que certaines de ses méthodes d'*organizing*[204] (l'accent porté sur la décentralisation, l'autonomie des branches locales et plus généralement sur un mouvement « par le bas »). Également mentionnée dans *Vox* est la relative continuité, en termes de ressources humaines, des personnes ayant initialement milité pour Occupy et ayant fini, quelques années plus tard, par travailler parfois directement pour la campagne Sanders ou dans le mouvement socialiste renaissant en général. Les entretiens que nous avons pu réaliser auprès de militants de DSA confirment cette information : un certain nombre de ses *organizers* les plus expérimentés ont effet connu leurs premières expériences d'activisme lors de la période d'*Occupy.*

Nous avons également pu réaliser des entretiens avec des personnes proches ou ayant travaillé pour l'organisation *People for Bernie*, qui fut en partie à l'origine de la candidature de Sanders en 2015. Ces personnes nous ont confirmé avoir vécu *Occupy* comme un fort tournant dans leur trajec-

gine ouvrière ; leur seul point commun étant un niveau d'éducation remarquablement élevé ». David Graeber, *David Graeber: On Playing By The Rules – The Strange Success Of #OccupyWallStreet*, https://www.nakedcapitalism.com/2011/10/david-graeber-on-playing-by-the-rules-—-the-strange-success-of-occupy-wall-street.html , 19 octobre 2011, (consulté le 15 octobre 2023). Notre traduction (*OWS, by contrast, is at core forwards-looking youth movement, just a group of forward-looking people who have been stopped dead in their tracks; of mixed class backgrounds but with a significant element of working class origins; their one strongest common feature being a remarkably high level of education.*)

toire intellectuelle, militante et parfois professionnelle, s'inspirant des échecs et des succès du mouvement dans leurs activités politiques ultérieures. Les médias numériques, qui furent au centre de la mobilisation d'*Occupy* et de ses stratégies contestataires, furent particulièrement importants pour ces derniers. Liam, diplômé en communications en 2010 et très impliqué dans le mouvement *Occupy* de New York dès ses débuts, a notamment rejoint *Ready for Warren* en 2014, l'organisation qui deviendra *People for Bernie* après le refus de la sénatrice Elizabeth Warren de se présenter contre Hillary Clinton. Il nous explique alors les raisons du choix de Warren puis de Sanders, en lien ténu avec son utilisation militante des médias numériques :

> Quelques années plus tard, je me suis retrouvé à soutenir les efforts numériques d'*Occupy Wall Street* et j'ai vu que les mèmes internet, en particulier de Bernie Sanders et d'Elizabeth Warren, obtenaient un succès disproportionné et qu'il y avait ces importantes pages Facebook, ces comptes Twitter qui étaient créés et qui utilisaient beaucoup de ces contenus. C'est là que j'ai su, disons à partir de l'automne 2014, qu'il y avait un certain appétit à gauche et dans le Parti démocrate en général pour une contestation de primaire contre Hillary Clinton, donc … nous avons fondé un groupe appelé *Ready for Warren* qui avait pour but de préparer Elizabeth Warren à se présenter à l'élection présidentielle et tu vois, un tout petit groupe d'*organizers* futés s'est attaqué à bien plus fort que soi et a attiré une énorme attention[205].

Il explique par la suite :

> J'ai effectué une transition professionnelle de ce travail au travers d'une entreprise … qui a décollée en tandem avec Facebook et avec le pivot de Facebook vers des formats vidéos où ils ont encouragé algorithmiquement les formats courts. J'ai vu à ce moment-là que, si tu prenais une petite séquence de Bernie Sanders et la mettais sur Facebook, ça fonctionnait comme une astuce de croissance [*growth hack*] très efficace pour lancer des pages Facebook, pour lancer des entreprises de médias, et donc c'est aussi là que j'ai été en mesure de me dire, 'oh quelque chose est train de se passer' … Avant même que Bernie Sanders lui-même ne commence réellement à y croire[206].

---

201 Voir par exemple Jeremy Gong *et al*., « America's New Left », p. 129 ; Jack L et Isaac KD, « Stuck in a Loop? », *Socialist Forum*, Printemps 2022 [en ligne], https://socialistforum.dsausa.org/issues/spring-2022/stuck-in-a-loop/ (consulté le 15 octobre 2023).

202 Voir par exemple Emily Stewart, « We are (still) the 99 percent », *Vox*, 23 avr. 2019.

203 Emily Stewart, « We are (still) the 99 percent ».

204 Sur ce concept propre aux milieux militants états-uniens et sur les ensembles de pratiques qui lui sont liées, voir Clément Petitjean, *Occupation: Organizer: A Critical History of Community Organizing in America*, Chicago, Haymarket Books, 2023.

205 Liam, New York, communication personnelle, 7 décembre 2023. Notre traduction (*Fast forward another few years, I found myself like supporting Occupy Wall Street's digital effort and I saw that image memes, in particular of Bernie Sanders and Elizabeth Warren would disproportionately perform well and uh, there were these large scale Facebook pages, Twitter accounts, that were being created like, cranking out a lot of that content and that's where I knew, starting with say fall 2014 that there was the appetite on the left and in the Democratic party at large for a primary battle against Hillary Clinton so … we founded a group called Ready for Warren which was designed to draft Elizabeth Warren to run for president and you know, a very small group of Savvy organizers punched far above our weight and got huge attention*.)

206 Liam, New York, communication personnelle, notre traduction (*I transitioned my work professionally into a company … which got off the ground in tandem with Facebook and uh, Facebook's pivot to video where they were incentivizing short form videos algorithmically and I saw that, if you take like a little bit of footage of Bernie Sanders and put it on Facebook, it was this huge growth hack to launch Facebook pages, to launch media companies, so that's also where I was able to get like, 'oh there's something happening here' … before Bernie Sanders himself even really believed it.*)

Le récit de l'expérience de Liam illustre le rôle important joué par les médias numériques dans les choix politiques réalisés lors de cette période, et notamment par un certain nombre d'anciens participants à *Occupy*. Il est également possible de relever la proximité de certains de ces *organizers* avec les réseaux progressistes de cette période, évoluant autour d'organisations fortement présentes en ligne comme *MoveOn*, de médias internet comme *Daily Kos* ou de réseaux de blogueurs politiques (parfois appelés « Netroots »)[207]. Les stratégies utilisées par *People for Bernie*, puis par la campagne de Sanders en 2015, reflètent également les apports récents d'*Occupy* et de la mouvance progressiste « en ligne » de cette période, pour construire un mouvement tirant profit des nouvelles formes de communication numérique. Pour Liam,

> Occupy Wall Street est un hashtag, et ce hashtag pouvait être divisé par lieu, par sujet, c'était très utile, comme *Occupy Wisconsin* ou *Occupy Our Homes*, *Occupy*- tu sais, n'importe quel objectif spécifique sur lequel les gens travaillaient. *People for Bernie* a lancé le hashtag *Feel the Bern* ... c'est la première fois qu'il a été utilisé et .... je pense qu'une grande partie de la façon dont *People for Bernie* s'est construit, en particulier sur *Facebook*, s'est appuyée sur la segmentation de démographies particulières ou d'États particuliers, de façon similaire à ce qu'*Occupy Wall Street* a fait, où n'importe qui pouvait créer une page *Facebook* ou un compte *Twitter* pour son État ou pour son problème et essayer de rendre ces canaux de communication proéminents sans avoir besoin de demander la permission. Tu pouvais simplement le faire, et ça a été un énorme changement … C'est aussi, je pense, une partie de ce que la campagne de Bernie Sanders n'a pas compris en 2016, parce que ça peut facilement conduire à une couverture médiatique défavorable et aux malentendus qu'on peut voir maintenant ... mais parce que c'est un mouvement, c'est facile de confondre, en particulier avec des acteurs politiques et des médias qui ne sont pas de notre côté, qui, tu sais, cherchent à créer intentionnellement de la confusion[208].

La qualification de « mouvement », souvent mentionnée à partir du début de la décennie 2010 et cherchant à mettre en avant des formes organisationnelles « souples » s'opposant aux formes « solides » de partis ou d'organisations clairement définies et organisées[209] est ici invoquée pour caractériser les stratégies digitales s'appuyant sur une forte tendance à la décentralisation ayant défini à

---

207 Charles Lenchner, « Bernie versus Hillary: Building an Outsider Left Inside the Democratic Party », *New Labor Forum*, 1 septembre 2015, vol. 24, n° 3, p. 62-67. Charles Lenchner est le co-fondateur de *Ready for Warren*, puis de *People for Bernie* et est également membre de DSA.

208 Liam, New York, communication personnelle, 7 décembre 2023. Notre traduction (*Occupy Wall Street is a hashtag, um, and that hashtag could be split up by location, by topics, it was you know, very very useful, like occupy Wisconsin or Occupy Our Homes, occupy uh, you know, any particular effort people were working on, um, People for Bernie launched with the hashtag called Feel the Bern ... it's the first time that that was ever used and ... I think a lot of how people for Bernie built out, particularly on Facebook, was based on segmenting off particular demographics or particular States, similar ways to what Occupy Wall Street did where like anybody could make a Facebook page or a Twitter account for their state or for their issue and try to make those communication channels being prominent and they didn't need to ask permission, you could just do it and that was a huge change ... And that was also I think part of what in 2016 the Bernie Sanders campaign didn't understand because uh, it can easily lead to terrible media coverage and misunderstandings which we're seeing now ... but because it's like a movement thing, it's easy for it to get confused, especially with political operatives and media outlets that are not on our side, that like you know are looking to intentionally create confusion*.)

209 Sont alors souvent mentionnés dans ce contexte les « partis-mouvements » comme Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, M5S en Italie et la France Insoumise, en France. Voir notamment Donatella della Porta *et al*., *Movement Parties Against Austerity*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2017.

la fois *Occupy* et la première campagne présidentielle de Sanders. Cette flexibilité organisationnelle et le « populisme de gauche » l'accompagnant bien souvent sont alors particulièrement cités pour expliquer le succès de Sanders en 2015-16 et le regain d'intérêt pour le socialisme l'ayant suivi[210].

. Le développement d'une sous-culture socialiste en ligne

L'importante croissance de DSA, souvent liée au succès de la campagne Sanders, peut donc être associée indirectement aux stratégies numériques ayant rendu celui-ci possible. Cette croissance peut également être plus directement liée à ces médias numérique par le développement, dans le courant de la décennie 2010, d'importantes communautés d'affinités « de gauche » en ligne[211], particulièrement sur le site *Twitter*. Dans un travail s'appuyant sur un nombre important d'entretiens qualitatifs avec des militants du groupe, Christopher Barnes développe cette idée[212]. Tout en soulignant les risques d'insularité et de fragmentation propres au développement de « sous-cultures » socialistes en ligne, il montre notamment comment la notion même de socialisme a initialement pris forme pour un nombre important de militants par la consommation de contenu « de gauche » sur les médias numériques[213]. L'appareillage technique de plateformes comme *Twitter* ou *Facebook*, favorisant le développement de « chambres de résonance » et de polarisation politique sur leurs espaces[214], participe potentiellement de cet état de fait. C'est cependant la recherche de communalités politiques, le développement d'un « langage », d'un humour et d'une « culture » commune qui apparaît motiver en premier lieu ces militants dans leurs utilisations des médias numériques[215]. Pour Barnes, en « encourageant des liens affectifs » au sein des membres de DSA, « la circulation de points de vue socialistes dans les réseaux sociaux, incluant des critiques des médias, de l'humour et la mise en avant de discours socialistes, sert une importante fonction pour l'organisation alors qu'elle continue à croître »[216].

210 Voir par exemple Nick Dyer-Witheford, « Left Populism and Platform Capitalism », *tripleC: Communication, Capitalism & Critique. Open Access Journal for a Global Sustainable Information Society*, 13 janvier 2020, vol. 18, n° 1, p. 116-131.
211 Sur le développement plus général de ces communautés d'affinités en ligne et les enjeux propres à cette question, voir notamment Zeynep Tufekci, *Twitter and Tear Gas: The Power and Fragility of Networked Protest*, New Haven, Yale University Press, 2017.
212 Christopher C. Barnes, « Democratic Socialists on Social Media: Cohesion, Fragmentation, and Normative Strategies », *tripleC: Communication, Capitalism & Critique. Open Access Journal for a Global Sustainable Information Society*, 13 janvier 2020, vol. 18, n° 1, p. 32-47.
213 Christopher C. Barnes, « Democratic Socialists on Social Media », p. 35-36.
214 Ludovic Terren et Rosa Borge, « Echo chambers on social media: a systematic review of the literature », *Review of Communication Research*, 15 mars 2021, vol. 9, p. 99-118.
215 Christopher C. Barnes, « Democratic Socialists on Social Media », p. 35-38.
216 Christopher C. Barnes, « Democratic Socialists on Social Media », p. 37. Notre traduction (*stimulate affective bonds … The circulation of socialist perspectives through social media, including media criticism, humour, and the promotion of socialist narratives, certainly serve important functions for the DSA as the organisation continues to grow.*)

L'importance des médias numériques et des communautés d'affinités en ligne dans le développement de ce mouvement de gauche aux États-Unis et de DSA en particulier peut également être liée au désaveu croissant de ces militants vis-à-vis du *liberalism* de leurs aînés. Alors que Barnes analyse comment l'humour développé sur ces plateformes permet à la fois le développement de liens affectifs entre socialistes et une forte différentiation de ces derniers vis-à-vis des *liberals* et des membres du Parti démocrate[217], Tim Jelfs, en considérant le développement de cette « sous-culture socialiste » en ligne, analyse quant à lui la « constance avec laquelle la distinction entre *liberalism* et socialisme en tant qu'idéologies rivales fournit la principale ligne de fracture sur laquelle se négocie la définition de ce qu'est un socialiste dans les États-Unis du 21e siècle »[218]. Il montre notamment comment l'image de Marx, au travers de références théoriques et humoristiques sur internet, permet à ces jeunes socialistes de s'identifier politiquement en termes de déviation vis-à-vis d'un « centrisme *liberal* »[219]. Il identifie également, comme nous le ferons nous-mêmes plus loin, des stratégies de « désambiguïsation de la culture de la gauche contemporaine vis-à-vis de celle du *liberalism* » au sein des productions audiovisuelles socialistes apparues à partir du milieu de la décennie 2010, et particulièrement des podcasts[220]. Une forte distinction de la gauche en général et du socialisme en particulier vis-à-vis du *liberalism* souvent associé au Parti démocrate fonctionne comme un important moteur de la « sous-culture socialiste » de cette période, rendue possible par le développement de ces formes de communication numériques les plus communément trouvées sur des plateformes comme *Twitter* ou *Facebook*.

2.2. Trois trajectoires militantes : vers un rejet du *liberalism*

On voit donc ici comment les facteurs les plus communément avancés pour analyser la croissance du socialisme états-unien à partir de 2016 (campagne de Sanders, contexte économique, héritage d'*Occupy* et influence des médias numériques) vont dans le sens d'un rejet constitutif du *liberalism* dominant le Parti démocrate par ce mouvement « de gauche » naissant. Les entretiens biographiques que nous avons pu réaliser dans le cadre de cette thèse vont également dans ce sens, en soulignant bien souvent des trajectoires d'éloignement, voire d'opposition de ces militants au *liberalism* de leurs premières socialisations politiques. Nous présenterons dans ce cadre les parcours de

217 Christopher C. Barnes, « Democratic Socialists on Social Media », p. 38.
218 Tim Jelfs, « Will the revolution be podcast?: Marxism and the culture of "millennial socialism" in the United States » dans *Marxism and America*, Manchester, Manchester University Press, 2021, p. 241-263, p. 247. Notre traduction (*How consistently the distinction between liberalism and socialism as rival ideologies provides the key fault line across which negotiations of what it means to be a socialist in the United States in the twenty-frst century take place.*)
219 Tim Jelfs, « Will the revolution be podcast? », p. 250.
220 Tim Jelfs, « Will the revolution be podcast? », p. 254. Notre traduction (*the characteristic performative disambiguation of contemporary left culture from that of liberalism.*)

trois de ces militants : Sophia, Brianna et Steve qui pour chacun, et bien loin de l'image du « red-diaper baby »[221], ont développé leur identité politique socialiste à la suite d'un parcours d'opposition graduelle à une socialisation *liberal* initiale. Si les caractéristiques présentées dans la section précédente peuvent être observées chez une majorité des enquêtés, Sophia, Brianna et Steve se distinguent par leur capacité à incarner de manière particulièrement représentative ces dynamiques. Leurs parcours illustrent avec une clarté particulière les traits communs de rupture avec un *liberalism* initial, tout en reflétant une diversité d'expériences individuelles. C'est donc pour cela que nous avons choisi de nous concentrer sur leurs trajectoires dans cette section. En étudiant leurs parcours biographiques, nous obtiendrons un aperçu privilégié des facteurs sociaux, politiques et personnels qui alimentent cette opposition croissante au *liberalism* au sein du mouvement socialiste contemporain.

. Sophia

Sophia nous raconte avoir grandi dans une famille de classe moyenne supérieure (*upper middle class*), d'origine mexicaine et dans un quartier (elle insistera plusieurs fois sur ce point) aisé et « assez *liberal* »[222] de Boston, Massachusetts. Si son intérêt pour les questions politiques a pu croître naturellement dans un contexte familial encourageant le développement d'un fort capital scolaire et culturel, c'est certaines rencontres effectuées au cours de son enfance et de son adolescence, et notamment de deux professeurs de lycée, qui l'amèneront par exemple à questionner « Obama, en tant que pas forcément infaillible ou parfait » (dans un environnement qu'elle décrit à nouveau comme « une zone type 'Obama-ne-peut-rien-faire-de-mal' »)[223]. Elle imputera toutefois en partie à son environnement aisé et *liberal* le manque d'intérêt et de connaissances, au cours de son développement, pour les mouvements sociaux du débuts de la décennie 2010[224]. C'est au cours de sa jeune vie d'adulte et de ses premières années d'études supérieures que Sophia s'intéressera réellement aux questions politiques, enthousiasmée par la première campagne présidentielle de Sanders (elle avait alors 20 ans) et désenchantée par certaines difficultés matérielles et financières rencontrées en dépit

221 Cette expression désigne aux États-Unis les enfants de membres du CPUSA, ou de personnes proches des milieux radicaux marxistes, et ce particulièrement pendant la période de la Guerre Froide. Par extension, elle est désormais utilisée pour désigner plus largement les personnes ayant grandi dans des foyers particulièrement marqués « à gauche », par exemple aux côtés de parents ayant participé de près ou de loin à certaines activités de la *New Left*.
222 Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*pretty liberal*).
223 Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*he was the first person that got me to question like Obama, as not being like, infallible or perfect … Where I grew up and the sort of like environment I grew up, it was definitely … and I would say it still is, a kind of Obama-can-do-no-wrong area* [rires])
224 « Je n'étais qu'une enfant et je grandissais dans une communauté plutôt aisée, donc penser à ces choses n'était pas au premier plan de mon esprit ». Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*I was like, a child, and I was growing up in a pretty well off community so thinking about those things was not like, at the forefront of my mind*).

de sa position de classe. Elle mentionne notamment les difficultés liées au logement et à l'accès à la propriété foncière, qu'elle lie à un contexte économique et social plus général :

> L'idée de posséder une maison est hors de portée de la plupart des gens en dessous de 40 ans, et pour moi, qui viens pourtant de la classe moyenne supérieure, ce n'est pas envisageable avant au moins 20 ans alors que tu vois, la génération de mes parents aurait pu avoir une maison bien plus tôt. Tout ça fait que plus de gens louent leur logement, ce qui fait monter le prix des loyers … Je veux dire, je considère que mon loyer ici [à Pittsburgh] n'est pas si terrible que ça, mais quand j'habitais à New York, l'appartement faisait 500 pieds carrés [46,5 mètres carrés] … c'était très petit, divisé en deux pièces … et nous payions chacun 1300$ pour ça[225].

Si les questions militantes liées au logement sont importantes pour Sophia et un grand nombre d'autres socialistes de sa génération, elle mentionne par ailleurs un autre important sujet politique du « socialisme millénial », à savoir l'accès aux soins de santé. En particulier, elle décrit un moment qu'elle considère comme crucial dans sa socialisation politique :

> Ca semble idiot à dire, mais j'ai étudié à l'étranger en Allemagne et je suis tombée très malade pendant que j'étais là-bas. C'était un peu mon expérience de radicalisation en ce qui concerne l'accès aux soins médicaux. Même si je ne parlais pas la langue et que les médecins ne pouvaient pas me dire ce qui n'allait pas, parce que je n'avais pas de traducteur tout le temps, c'était de loin la meilleure expérience que j'aie jamais eue dans un hôpital. Ca s'est passé de façon fluide, je pouvais aller [à l'hopital] où je voulais et la seule fois où j'ai dû payer de ma poche, c'était 50€, ce qui était genre, wow. J'ai été remboursée et j'aurais pu pleurer parce qu'une visite normale chez le médecin ici coûte environ 100$ [rires] … C'est à ce moment-là que je me suis dit : non, l'Amérique n'est pas très performante sur les questions d'économie, de soins de santé ou d'accès à ces soins, et si on va plus loin et qu'on commence à penser à des choses comme [le fait que] je n'avais pas seulement des difficultés aux États-Unis en tant que personne de classe moyenne supérieure pour le logement ou l'accès à la nourriture ou ce genre de choses, une fois qu'on se rend compte que ça peut être mieux pour moi, ça peut être mieux pour tout le monde aussi[226].

Si Sophia souligne tout au long de son récit et lie à son engagement politique l'écart existant entre sa position de classe initiale et les difficultés matérielles rencontrées au cours de sa vie, elle considère également ses opinions socialistes comme liées à un fait générationnel (« Je veux dire, je parle

225 Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 12 septembre 2021. Notre traduction (*the idea of owning a house is like out of reach for most people under 40, like it is not within a reasonable scope for me, coming from a upper middle class background, for probably at least 20 years. Whereas you know my parents' generation would have been able to get a house sooner and like, that results in like, more people renting which then drives up rent prices ... I mean here I consider my rent not that bad but my rent when I lived in New York, it was probably 500 square feet ... very small, it was like broken up into two rooms ... and um, each of us paid thirteen hundred dollars for that*).

226 Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*I mentioned studying abroad in Germany which sounds, I think it's so silly to talk about, but I studied abroad in Germany and I got really sick while I was there, and hm, that was kind of, my like, really radicalizing experience as far as like, medical access goes. Despite not speaking the language and the doctors couldn't tell me what was wrong, cause I didn't have a translator all the time, it was easily the best experience I ever had in a hospital, it was like, the most seamless, I could go wherever I wanted and like, the only time I had to pay out of my pocket it was like 50 euro which was like wow, and I got reimbursed and like I could have cried cause like, just a normal visit to the doctor here is like, a hundred dollars (rires) ... Like that was the moment where I was like, no, America is like not doing well as far as like, economic stuff, like medicine and, or medical access and like, if you go further and start thinking about stuff that like – I was not just having difficulty within the US as like somebody who was upper middle class for like, housing or food access or that sort of stuff, once you realize that like, it can be better for even me, it can be better for everybody too.*).

souvent de politique avec mes amis mais … C'est assez fréquent dans mon groupe d'âge d'être, tu sais, pro-Bernie et pro-ce genre de choses »[227]). De plus, elle explique travailler dans le domaine de la recherche à l'université et évoluer dans un milieu professionnel et interpersonnel marqué « à gauche ». C'est dans ce contexte qu'elle a cherché à rejoindre DSA, dans un processus d'engagement « ralenti » par certaines contraintes de disponibilité biographique et par la crise du COVID[228]. Tout au long de son récit, la trajectoire de Sophia apparaît alors comme marquée par un certain effet de « naturel » et de continuité. Se considérant comme membre à part entière de la génération des « socialistes milléniaux », vivant des difficultés économiques et sociales propres à cette dernière et évoluant dans un champ social traditionnellement « progressiste », elle considère en effet d'elle-même sa « conversion » socialiste comme ne relevant pas d'un cas particulier. En opérant un certain nombre de retours réflexifs sur son propre milieu, elle développe de plus comme nous l'avons vu l'idée d'une socialisation politique sans ruptures profondes avec les valeurs *liberal* de ses origines :

> Il y a certaines opinions de gauche qui se recoupent avec ce type d'éducation … et il y a cette idée d'aller aider les gens dans le besoin. Je ne m'avance donc pas tant que ça, ou plutôt je ne me jette pas directement dans des choses qui seraient, disons, de la pensée de gauche plus avancée (rires). Ce n'est pas un grand saut en avant[229] .

L'idée de cette absence de rupture biographique s'exprime également dans ses évocations de son milieu professionnel et amical, fortement doté en termes de capital scolaire et culturel et donc de compétences statutaires dans le champ politique. Si elle utilise d'ailleurs peu internet et les réseaux sociaux dans ses engagements politiques quotidiens, elle lie cette situation à ses relations amicales « dans la vraie vie », déjà particulièrement marquées « à gauche »[230]. Si les engagements politiques

227 Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*I mean, I talk about politics with my friends a lot but … it's pretty commonplace to like, for my age group, to be like, you know, pro-Bernie and pro-that sort of stuff)*.

228 « Je fais partie de DSA depuis le début de l'année [2021], je me suis inscrite le 1er janvier. J'avais l'intention de m'inscrire avant ça mais c'était un peu disons... j'étais encore étudiante, j'ai été diplômée au printemps 2019 donc ce n'était pas quelque chose pour lequel j'avais le temps, en tant que non diplômée, hm c'était en quelque sorte sur ma liste, c'était une résolution parfaite à prendre pour le nouvel an. Oh et puis [rire] j'avais pensé le faire en 2020, mais euh, 2020 était un peu une année folle, alors je ne l'ai pas fait [rires] avant 2021 ». Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*I've been in the DSA since beginning of this year, like January first I signed up. Ive been meaning to sign up before that but it was kinda like hmm, I was still in school, I graduated in the spring of 2019 so it was like, not something I had time for, as an undegraduate, hm it was just like on my list, it was a perfect new years resolution to do. Oh and then so [rire] I had been thinking about doing it in 2020, but uh, 2020 was just kind of crazy, so I didn't [rires] until 2021.*)

229 Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*there's certain leftist opinions that overlap with that kind of upbringing so like, you know, more social areas rather than like economic but even some economic stuff like, there is some expectation that you would, you know, help people in need. So I'm not pushing that much or rather like, jumping into stuff like, that is more advanced leftist beliefs (rires). That is not like a huge leap.*)

230 « Comme je l'ai déjà dit, beaucoup de mes amis 'dans la vraie vie' sont aussi, disons… Pas nécessairement engagés mais clairement convaincus par les mêmes choses politiques que moi donc je ne vis pas dans un contexte où j'ai besoin d'échanger avec des gens sur internet pour avoir ça. » Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*like I said before a lot of my like, 'in real life' friends are also uh, like, pretty … not necessarily involved but definitely like, believe in these political things that I believe in so I don't live in a space where I need to reach out to people on the internet to have that*).

et intellectuels de Sophia rompent résolument avec la pensée et les politiques concrètes du *liberalism* de ses aînés[231], ils n'apparaîssent donc pas dans sa trajectoire biographique comme exprimant une réelle rupture. Les cas des deux militants que nous souhaitons présenter maintenant démontrent des similitudes essentielles avec la trajectoire de Sophia mais, par certaines de leurs différences, mettent également en lumière d'autres points importants de la politisation de ces « socialistes millé-niaux ».

. Steve

Steve, âgé de 32 ans au moment de nos entretiens, a quant à lui grandi dans une famille qu'il décrit comme de « classe moyenne », de parents immigrés jamaïcains occupant, après une longue trajectoire de re-formation professionnelle aux États-Unis, des emplois de cadres moyens dans le secteur privé. Ayant bénéficié d'une éducation « privilégiée » et de certaines stratégies d'ascension sociale de la part de ses parents[232], Steve a évolué dans un environnement social et familial relative-ment peu politisé[233] à Tampa, Floride, une ville dont la culture politique ne se démarque pas de ma-nière particulièrement *liberal* ou conservatrice. Il nous raconte alors s'être intéressé pour la pre-mière fois à la politique à l'occasion de la première élection présidentielle de Barack Obama, l'an-née de ses 18 ans. C'est à cette occasion au cours de l'entretien, et à la lumière de sa politisation so-cialiste subséquente, qu'il opère un retour réflexif sur cette période. La question des médias d'infor-mation apparaît alors comme essentielle dans cette réflexion :

231 Lorsqu'interrogée sur des exemples internationaux de politiques socialistes ayant pu l'inspirer, elle répond par exemple : « si je devais répondre à cette question pour quelqu'un des États-Unis, je commencerais certainement par évoquer des pays européens, parce que c'est plus facile de se rallier à ça. Je ne considère pas ces choses comme réelle-ment socialistes mais le NHS britannique est vraiment bien … Beaucoup de politiques dans les pays scandinaves sont géniales … Personnellement si je parlais à une autre personne de gauche, je serait plus enthousiaste a l'égard des choses plus ou moins communistes d'Amérique du Sud … Cuba est passionnant, le Venezuela est passionnant, évidemment il y a des problèmes mais beaucoup d'entre eux viennent des US… » Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*if I was answering that question for somebody in the US I would definitely start poin-ting towards European countries, just because it's easier to get on board with that, um like, I wouldn't consider these things socialist but ... the NHS in the UK is really great ... Also like a lot of the policies in like Scandinavian countries are fantastic ... I think personally like if I was talking to another leftist, I'm really excited more about um, South-Ameri-can kind of like communist stuff ... Cuba is exciting, Venezuela is exciting , obviously there's issues but a lot of them stem from the US but ... those are things that I would be more interested in talking about*).

232 « Même si mes parents ont eu des difficultés financières, je n'y ai jamais pensé de cette façon, j'ai toujours eu tout ce dont j'avais besoin … J'ai fréquenté des écoles privées toute ma vie, ils voulaient vraiment mettre l'accent sur l'édu-cation et vraiment sur l'idée de se trouver une bonne place dans la société … Ils m'ont même envoyé dans une école ca-tholique, nous ne sommes pas vraiment catholiques mais c'est juste qu'ils voulaient que je sois dans ce genre d'environ-nement, je suppose ». Steve, Tampa, communication personnelle, 19 septembre 2021. Notre traduction (*even if my pa-rents did have any financial struggles, it never occurred to me that way, you know, I always had, you know, um, whate-ver i needed, ... i went to private schools you know, my whole life so ... they really, you know, were wanting to stress upon me um, education and um, really making sure that, you know, you secure your, your place in society ... they even sent me to a Catholic school, we're not really like catholic but it was just, they wanted me like, in that kind of environ-ment i guess*,).

233 Si le champ politique n'a pas ou peu été évoqué durant son enfance, il décrit toutefois ses parents comme « cen-tristes, même s'ils voteraient à 100 % du temps pour un démocrate plutot que pour un républicain ». Steve, Tampa, communication personnelle, 19 septembre 2021. Notre traduction (*I would consider them centrists, even though they would 100 % of the time vote for a Democrat over a Republican*).

> J'étais enthousiaste [à propos de l'élection d'Obama] et, mais tu sais, j'étais... je pense que mes opinions étaient très limitées, je puisais mes informations auprès d'une ou deux sources et, bien sûr, comme la plupart des gens, la télévision ou les médias que je consommais reflétaient les éléments de discours que je voulais entendre et, tu vois, ce qui te fait te sentir bien et te sentir justifié dans la façon dont tu penses…
>
> -Pardon, quelles sources d'information ?
>
> MSNBC, CNN, hum... même NBC... sur Internet, tu sais, leurs sites web ... même par exemple le *Guardian*, *Slate*, ou *Vox*, hum... ce genre de sites où, tu sais, on peut se dire, non pas que ce qu'ils rapportent est nécessairement faux, mais on peut se dire que.. oui, bien sûr, il y a un biais[234].

Les médias cités, pour la plupart fortement associés au discours *liberal* dans le débat public états-unien[235], sont alors rejetés par Steve non pas sur la base d'un biais supposé « de gauche » mais au contraire « centriste » et « bipartisan ». Évoquant la constance du soutien bipartisan de certaines législations au Congrès, comme des réductions d'impôts aux sociétés ou des augmentations du budget de la défense[236], il déclare notamment :

> On voit qu'il y a pour ce genre de choses une coopération des deux côtés, que l'on soit démocrate ou républicain, mais quand ... tu regardes ce qu'ils te disent et parfois même ce que tu vois à la télévision, hum avec [des discours comme] ... "Oh, cette législation est tellement progressiste" ou, tu sais, même si l'on regarde la dernière élection dans le pays, hum ... "Joe Biden est le président le plus progressiste que nous ayons eu" et, tu sais, "il va faire toutes ces grandes choses" et ... tu peux voir que dans les premiers mois, il a augmenté le budget militaire, il ... a soutenu l'envoi de plus d'argent dans la police qui, elle, est déjà sur-budgétisée ... toutes les choses ... qu'il a pu promettre, tu vois qu'il s'éloigne plus de cela et se dirige vers ... son opposition, si l'on veut[237].

---

234 Steve, Tampa, communication personnelle, 19 septembre 2021. Notre traduction (*I was into it [Obama's election] and, but, you know, I was… I think my views were very limited, I was you know, getting my information from, you know, one or two sources and you know, of course like most people, you know, the TV or the media that I would consume was the talking points that I kind of wanted to hear and what I wanted to, you know, what what makes you feel good and what makes you feel justified in the way that you think..*
-Sorry, what was the, what were the sources of information?
So, you know, um… MSNBC, CNN, um … you know, even NBC, um… on the internet, you know, um, their websites ... even like, you know, The Guardian, you know, Slate, or Vox um … those kind of websites where, you know, you can tell, not that what they're reporting isn't necessarily true but you can tell that there's … yeah of course there's a slant to it).

235 Voir par exemple Eunji Kim, Yphtach Lelkes et Joshua McCrain, « Measuring dynamic media bias », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 9 août 2022, vol. 119, n° 32 [en ligne].

236 Deux formes de mesures qui, lorsqu'associées dans un projet politique commun, correspondent aux pratiques de ce que des autrices comme Wendy Brown désignent sous le nom de « néolibéralisme » (Wendy Brown, « American Nightmare ».)

237 Steve, Tampa, communication personnelle, 19 septembre 2021. Notre traduction (*you see that there's cooperation from, you know, both sides whether you're a Democrat or a Republican for those kinds of things but when ... you look at what they're telling you and sometimes even what you see on TV, um with ... "oh this policy is so progressive" or, you know, even if you look at this last election in America, um ... "Joe Biden is the most progressive president that we've had" and, you know, "oh he's going to do all these great things" and … you can see that within the first few months he increased the military budget, he … supported more money going to to police which, they already are over-budgeted, um … all the things that … he said he was going to do, you see that it's kind of more moving away from that and moving towards ... the opposition you could say*).

La critique « de gauche » du *liberalism* dominant le Parti démocrate, associant ce dernier à un « centrisme » tout aussi assimilable à certaines parties du Parti républicain apparaît alors dans le discours de Steve comme le résultat de sa politisation socialiste. C'est à nouveau à sa propre consommation médiatique qu'il attribue cette dernière, et à la découverte de contenus informatifs « de gauche », en particulier sur la plate-forme *Youtube*[238]. Commercial dans le domaine de la technologie et ayant évolué dans un milieu familial et interpersonnel peu politisé, Steve fait de plus état tout au long de notre premier entretien de son relatif isolement politique et idéologique dans sa vie quotidienne. Il se rappelle notamment :

> J'ai ces opinions depuis très longtemps, mais je n'ai jamais vraiment cherché d'autres esprits similaires ou des gens qui pensaient la même chose parce que tout le monde, tu sais, quand tu évoques la politique ici en Amérique, c'est soit tu es un républicain ou un démocrate et si tu tombes en dehors de ça, c'est comme… Tu sais, quand j'ai dit aux gens que, pendant les élections de 2016, Trump et Hillary, je leur ai dit que je n'avais voté pour aucun des deux, j'ai voté pour Jill Stein et tu sais, tout le monde me disait, , "pourquoi as-tu fait ça, tu as gaspillé ton vote, tu as gaspillé ton vote" … Les gens me disaient, "voilà, tu as juste voté pour Trump" … et je répondais, c'est pas la question[239]…

C'est finalement cette question du vote « utile » ou du vote « du moindre mal » qui amènera Steve à rejoindre DSA cinq ans plus tard, à l'été 2021. Peu séduit par la candidature Biden en 2020 mais à la fois effrayé par la possibilité d'un second mandat de Donald Trump et convaincu par les appels de pied de la campagne Biden à l'électorat de Bernie Sanders, il décide de voter pour le ticket démocrate lors de cette élection. C'est des suites des résultats politiques de la première année de la présidence Biden qu'il cherchera alors à rejoindre un groupe militant organisé :

> je me dis, d'accord, tu sais quoi, c'est la dernière fois qu'on profite de moi comme ça … Je me suis dit, il doit forcément y avoir d'autres personnes qui, tu sais, si je lis des articles [socialistes] et que je vois tout ce bavardage sur Twitter et ce que les gens disent là dessus, il doit il y avoir une sorte de mouvement organisé, et c'est comme ça que j'ai découvert DSA[240]

Tout au long de notre premier entretien avec Steve, il ressort que c'est donc sa désillusion croissante vis-à-vis du *liberalism* dominant le Parti démocrate, et finalement son rejet radical de ce dernier, qui

238 Qu'il décrira notamment à travers le fait « d'élargir le nombre de sources et [de types] d'information que je pouvais obtenir ». Steve, Tampa, communication personnelle, 19 septembre 2021. Notre traduction (*expand the number of sources and the information that I was getting*).

239 Steve, Tampa, communication personnelle, 19 septembre 2021. Notre traduction (*I've had these views for a very long time but I never really sought out any other familiar minds or people who thought the same because, uh, everybody, you know, you bring up politics here in America and it's either you're a republican or a democrat and if you fall outside of those it's like well, you know, when I told people that, you know, during the 2016 election, Trump and Hillary, I told them I didn't vote for either of them, I voted for Jill Stein and you know, everybody was like, well, "why did you do that, you wasted your vote, you wasted your vote" ... people said "oh well you just voted for Trump" ... and I'm like, that's not the point.*)

240 Steve, Tampa, communication personnelle, 19 septembre 2021. Notre traduction (*I'm like okay, you know what, this is the last time I'm going to be like taken advantage of … I felt like, okay there has to be other people that, you know, if I'm reading articles and I'm, you know, seeing the chatter on Twitter and what people are saying there has to be some kind of organized movement, and that's when I discovered DSA.*)

l'amènera à rompre avec ses premières identifications politiques[241]. Il développera notamment dans cet entretien un certain nombre de thèmes parfois considérés comme « populistes » : le peu de différentiations politiques réelles entre les deux grands partis états-uniens, le manque de considération et la distance des hommes et femmes politiques vis-à-vis du « peuple » pris dans son ensemble (« tu vois la déconnection entre les gens qui sont censés nous représenter, la vie qu'ils mènent et la vie de leurs électeurs…[242] ») et en dernière analyse, les promesses démocratiques manquées du paradigme libéral (mais ici aussi et particulièrement, *liberal*).

. Brianna

Brianna, notre dernière militante, nous décrit également avoir grandi dans une famille de « classe moyenne », de parents ayant émigré de Jamaïque[243], commerçants et entrepreneurs, avec un parcours familial marqué par des périodes d'aisance financière et de revers de fortune. Ayant passé son enfance dans une petite ville du Connecticut et dans un environnement familial peu politisé, mais marqué du côté *liberal* (elle décrira respectivement sa ville de naissance comme « plutôt Démocrate, à la Hillary Clinton »[244] et son père comme « Démocrate pro-business, type MSNBC »[245]), elle nous raconte avoir commencé à développer un intérêt pour le champ politique à son entrée à l'université. Se considérant alors comme une « démocrate progressiste »[246], elle rejoindra à ce moment-là une association étudiante nommée les *College Democrats,* non affiliée au parti. C'est au cours de ses études que ses identifications politiques se déplaceront progressivement « à gauche » : d'abord au travers d'une modification de son projet professionnel (s'orientant dans le do-

241 Sur la présidence Obama par exemple : « Pour moi, en particulier, voir Obama élu comme le premier président noir, c'était significatif, impactant et je sais que c'était aussi le cas pour beaucoup d'autres Noirs américains ... donc tu pensais vraiment, tu y croyais vraiment, qu'il allait y avoir une sorte de changement significatif et impactant et ... quand on examine la situation, on se rend compte que telles législations ont été mises en place sous ce président et qu'en fin de compte, elles vont à l'encontre de la majorité des personnes qui ont voté pour lui. » Steve, Tampa, communication personnelle, 19 septembre 2021. Notre traduction (*For me, particularly, seeing Obama elected as the first black president, that was meaningful, impactful for me and I know for a lot of other Black Americans, um ... so you really did think that, you know, you really did buy into it that there was going to be some kind of, you know, meaningful and impactful change and ... when you actually examine it's just kind of like well, you know, under this president these policies were, were put in place and at the end of the day it's like, well, these policies go against the majority of the people that voted for you*).

242 Steve, Tampa, communication personnelle, 19 septembre 2021. Notre traduction (*You see the disconnect between the people that are supposed to represent us and the lives that they live, and the lives of their constituents…*).

243 Si ces trois militants proviennent ici de familles immigrées, cela est principalement dû à la concentration de notre échantillon d'enquêtés en Floride, un État où réside une proportion relativement importante de personnes provenant des Caraïbes. L'organisation dans son ensemble ne rassemble cependant qu'une faible proportion de personnes immigrées et racisées. Sur cette question, voir notamment chapitre 6 et annexe 1.

244 Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021. Notre traduction (*they're more, like, Hillary Clinton Democrats, kind of*).

245 Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021. Notre traduction (*corporate, MSNBC Democrats*).

246 Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021. Notre traduction (*comparatively in like, American politics stuff I was on the left, um, I was a progressive Democrat*).

maine du travail social, vers une profession qu'elle considère comme « politique par nature »[247]), mais également au travers de la découverte de certains médias socialistes sur internet, et particulièrement sur *Youtube*. En mentionnant alors l'émission en ligne *The Young Turks* (TYT), elle lie son intérêt pour cette dernière à une critique plus générale des médias « mainstreams » :

> Les médias d'actualités américains sont tellement détenus par les entreprises et ne montrent qu'un très petit ensemble de perspectives, même si l'on va du plus entre guillemets *liberal* au plus conservateur, cela ne donne pas accès à un large spectre d'idées, en particulier à gauche. Je pense que TYT a été important parce qu'ils n'avaient pas à dire "oh, ne parlons pas trop de cette entreprise ou de ce politicien, parce que nous voulons y avoir accès à nouveau", c'est quelque chose d'important dans le journalisme, tu sais, "si je suis trop dur avec ce politicien il pourrait ne plus m'accorder d'interview", alors tu ne vas pas lui demander, par exemple, "pourquoi vous recevez de l'argent de cette société, pourquoi vous ne soutenez pas ce projet de loi ?", et c'est le genre de choses que j'ai apprises de TYT[248].

Tout comme pour Steve, c'est pour Brianna la découverte de ces médias alternatifs socialistes sur internet (associée à une forte critique des médias « dominants », de la presse écrite ou de la télévision) et un ensemble de recherches personnelles[249] sur internet qui a permis de lui fournir les éléments « intellectuels » de son rejet grandissant du *liberalism*. De même que pour Steve, elle n'a pas ou peu été en contact avec d'autres personnes « de gauche » ou socialistes dans ses relations amicales. N'hésitant pas à revendiquer son socialisme dans ses relations privées, elle nous exprimera pourtant une certaine forme de soulagement lors de son engagement dans DSA :

> Je savais qu'il y avait des gens qui voyaient les choses de la même manière que moi, mais je n'étais pas en contact avec eux, alors... Je parlais avec les gens et en leur parlant la plupart du temps ils sont d'accord avec ce que j'ai à dire, mais c'est comme si j'étais en train de les éduquer, je pense que c'est la raison pour laquelle j'ai aimé être impliqué dans DSA, parce que je n'ai pas à tout expliquer .... C'est un peu comme s'il y avait une base commune, même si bien sûr il y a de l'éducation politique à DSA parce qu'il y a clairement des gens qui en savent beaucoup plus que moi sur certaines choses, mais c'est aussi une bonne chose parce qu'il y a d'autres personnes à qui je peux poser des questions, et nous pouvons apprendre les uns des autres[250].

247 Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021. Notre traduction (*being in social work it's, for me at least, it's an inherently political profession*).

248 Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021.Notre traduction (*The news in America is so corporately owned and kind of only really shows like, a very small set of perspectives, even if you go from the very most quote-unquote liberal to the most conservative, it doesn't give you a broad spectrum of ideas, especially on the left. I think that TYT was important because they didn't have to say 'oh let's not talk too much about this corporation' or something like 'this politician, because we want access' , that's a big thing in journalism, if, you know, 'if I am too rough with this politician they might not give get me an interview again' so you're not going to ask them, you know, 'why are you taking money from this corporation, why don't you support this bill' and those are the type of things that I learned from TYT*).

249 « faire mon propre apprentissage sur beaucoup de sujet », Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021, notre traduction (*doing my own learning on a lot of topics*) ; « j'ai vraiment commencé à examiner les choses et … à faire les recherches », Steve, 19 septembre 2021, notre traduction (*I really started to look at things and ... do the research*).

250 Brianna, 26 septembre 2021. Notre traduction (*I knew that there were people that viewed things the way I did, I just was not in contact with those people so ... I would speak with people and when you talk to people most of the time they would agree with what I have to say but it's like me educating them, I think that's why I've loved being involved with DSA, because I don't have to explain everything ... it's kind of like there's a baseline, even though like there's of course there's like um a political education that goes on in DSA because there's definitely people that know a lot more about*

À l'inverse de Steve, cependant, DSA n'a pas été sa première expérience d'activisme « à gauche ». Au-delà de son fort engagement dans l'association des *College Democrats* à l'université (dont elle deviendra vice-présidente lors de sa dernière année), elle s'engagea notamment après une période d'installation professionnelle à Miami dans la campagne de primaire en Floride de Bernie Sanders, en 2019 et 2020. C'est la déception causée par la défaite de Sanders cette année-là, ainsi qu'un certain espoir vis-à-vis des progrès du mouvement socialiste et « progressiste » en Floride qui l'amena alors à rejoindre DSA :

> Après la défaite de Bernie … j'étais tellement bouleversée et en colère que je me suis dit qu'il fallait que je transfère tout ça vers quelque chose d'autre, alors j'ai commencé à payer mes cotisations [à DSA] … la raison pour laquelle j'ai rejoint DSA était que je me suis dit que c'était une bonne organisation pour commencer à construire un ancrage d'*organizing* local … surtout après avoir travaillé avec la campagne de Bernie je voulais continuer à essayer de construire une sorte de coalition de gauche[251].

Les critiques de Brianna envers le Parti démocrate et sa forme particulière de *liberalism*, tout aussi sévères que chez Steve, ne portent cependant pas sur les mêmes sujets. Elle exprimera tout au long de notre premier entretien de fortes réserves vis-à-vis d'un *liberalism* « performatif » peu soutenu par de réels projets législatifs ambitieux et mis en œuvre par des Démocrates « pro-business » au projet « drastiquement différent » de celui de leurs opposants socialistes[252]. Elle décrira notamment son attrait pour la candidature Sanders dans des termes s'opposant directement à ces points : « [sa première campagne] concentrait beaucoup des idées que j'avais à ce moment-là, comme, tu sais, un système de soins de santé universel, une préoccupation pour les gens ordinaires qui n'est pas simplement performatrice et une campagne axée autour de politiques précises »[253].

On voit donc au travers de ces trois militants, ayant tous rejoint l'organisation après l'élection présidentielle de 2020, comment une opposition graduelle et continue au *liberalism* de leur premières socialisations politiques a pu les amener à un engagement socialiste au sein de DSA. On retrouve également au sein des trajectoires la majorité des facteurs souvent avancés pour expliquer la naissance du « socialisme millénial » post-2016 : les conditions économiques dégradées d'une

---

certain things than I do but that's also a good thing like that there's other people I could ask questions too um, and we could learn from each other).

251 Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021. Notre traduction (*after Bernie's loss ... I was just so upset and angry and I was like okay, like, I should transfer this to another avenue, you know, so then I started just paying my dues ... so the reason why I joined DSA was um, I thought it was a good organization to start building more of like a ground game organizing ... especially after working with the Bernie campaign, I wanted to continue trying to build some sort of left coalition*).

252 Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021. Notre traduction (*performative … corporate Democrats ... The differences are so drastic*).

253 Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021. Notre traduction (*it was like, a lot of the ideas that I had at that point in time like universal health care, and caring about regular people not in a way that's just like, performative, and like a policy focused campaign*).

classe moyenne diplômée après la crise de 2008, l'héritage d'*Occupy* (et de façon liée, des nouvelles technologies de communication), ainsi que le développement d'une « sous-culture » socialiste, construite en opposition au *liberalism* de l'ère Obama et fortement liée à ces nouvelles technologies de communication. Chez ces trois militants entre autres, l'enthousiasme et l'espoir initalement soulevés par la première élection de Barack Obama, suivis par les désillusions liées à ses deux mandats (les insuffisances de l'ACA et sa politique étrangère et militaire au Moyen-Orient étant les raisons les plus souvent citées) semblent de plus avoir joué un rôle majeur. Les analyses socialistes rencontrées au travers de contenus audiovisuels sur internet, de magazines comme *Jacobin* et de rencontres interpersonnelles sont alors venues donner corps à un certain malaise politique partagé par ces militants au cours de leurs années universitaires. Si une forte opposition au *liberalism* en général et au Parti démocrate en particulier a donc pu animer la politisation « à gauche » de ces militants et le développement du mouvement socialiste dans son ensemble, nous allons voir désormais comment cette opposition s'est partiellement concrétisée autour de la question des « politiques identitaires », dès les premières années de ce « renouveau » socialiste.

2.3. Le mouvement socialiste et les « politiques identitaires »

. La campagne Clinton et « l'angle mort racial » de Sanders

Le succès de la campagne de Sanders, en réintroduisant la notion de « socialisme » dans le débat public états-unien[254], fut en effet l'occasion d'une rapide cristallisation des dissensions entre « liberals » et « socialistes » autour de questions identitaires. En effet, et tout d'abord, l'accent porté par la campagne de Sanders sur les notions de « justice économique » ou de « populisme économique » fut l'occasion pour un certain nombre de journalistes et de commentateurs politiques *liberal*, et ce dès les premiers mois de sa campagne, de critiquer ses insuffisances programmatiques vis-à-vis des questions de justice raciale[255]. Cet « angle mort racial »[256] de la campagne de Sanders a alors été analysé à la fois en termes de faute morale et politique : l'importance des électeurs racisés au sein de la coalition démocrate a par exemple été particulièrement mentionnée au sein de ces analyses, ainsi que l'insuffisance des mesures strictement économiques dans la gestion du « racisme structurel » aux États-Unis. Ce désintérêt supposé de la campagne de Sanders pour ces questions a

254 Paul Starr, « Why Democrats Should Beware Sanders' Socialism », *POLITICO Magazine*, 22 février 2016 ; Max Ehrenfreund, « Democratic socialism might be inevitable in America, even if Bernie Sanders loses », *Washington Post*, 1 février 2016 ; Jason Horowitz, « Bernie Sanders May Hear the Word "Socialist" More, From Democrats », *The New York Times*, 8 avril 2016.

255 Voir par exemple Joan Walsh, « White progressives' racial myopia: Why their colorblindness fails minorities -- and the left », *Salon*, 1 juin 2015 ; Dara Lind, « Why Bernie Sanders doesn't talk about race », *Vox*, 27 mai 2015 ; Conor Friedersdorf, « A Conversation About Black Lives Matter and Bernie Sanders », *The Atlantic*, 21 août 2015.

256 Joan Walsh, « White progressives' racial myopia ». Notre traduction (*racial blind spots*).

également été analysé au travers du socialisme démocratique déclaré par le candidat lui même. Joan Walsh écrit notamment dans *Salon :*

> En observant l'événement organisé par Bernie Sanders la semaine dernière, je l'ai constaté une fois de plus : la rhétorique et la mise en scène adoptées par les progressistes blancs, que j'admire par ailleurs, laissent trop souvent de côté - involontairement, je pense - les personnes qui ne sont pas blanches ... Dara Lind souligne l'analyse socialiste de Sanders pour expliquer sa réticence à se concentrer sur les questions raciales : pour lui, il s'agit d'abord de questions de classe ... Cependant, de plus en plus d'universitaires, noirs ou non, nous montrent que les inégalités raciales ne seront pas éliminées sans que l'on accorde de l'attention à la race en tant que telle, et que l'on en parle[257].

L'analyse socialiste, comme nous avons eu l'occasion de le voir plus haut, a en effet majoritairement traité la question du racisme au travers du prisme de la classe sociale. Cette analyse s'oppose donc à celle de ces journalistes, présentant les diverses formes de discrimination comme indépendantes de leur contexte économique immédiat. Cette dernière approche a également été celle de la campagne d'Hillary Clinton, s'opposant directement à la posture « économiste » de Sanders. Elle déclara par exemple de manière célèbre lors d'un meeting dans la banlieue de Las Vegas :

> Tout ne se résume pas à la théorie économique, n'est-ce pas ? … Si nous démantelons les grandes banques demain - et je le ferai, si elles le méritent, si elles présentent un risque systémique, je le ferai - cela mettrait-il fin au racisme ? Cela mettrait-il fin au sexisme ? Cela mettrait-il fin à la discrimination à l'encontre de la communauté LGBT ? Les gens se sentiraient-ils plus favorables à l'accueil des immigrés du jour au lendemain ? Cela résoudrait-il notre problème d'accès au droit de vote et des républicains qui tentent de le dérober aux personnes de couleur, aux personnes âgées et aux jeunes[258] ?

Les critiques *liberal* de l'approche politique de Sanders (d'inspiration socialiste mais résolument plus proche de la social-démocratie[259]) se sont donc concentrées en partie sur sa focalisation économique, opposée par elles à une forme de politique plus marquée autour de questions identitaires. L'opposition « politiques de classe/politiques de l'identité » se trouve alors exprimée non plus au sein de travaux théoriques ou universitaires marxistes, mais par la classe politique *liberal* elle-même dans ses efforts électoraux. Les inégalités raciales ou de genre de la société états-unienne sont alors sous-entendues comme indépendantes de son organisation économique et de ses modalités de redis-

257 Joan Walsh, « White progressives' racial myopia ». Notre traduction (*looking at the overwhelmingly white Bernie Sanders event last week, I saw it again: the rhetoric and stagecraft employed by white progressives whom I admire too often –inadvertently, I think -- leaves out people who aren't white ... Dara Lind points to Sanders' socialist analysis as a reason he's reluctant to focus on issues of race: he thinks they're mainly issues of class ... Increasingly, though, black and other scholars are showing us that racial disadvantage won't be undone without paying attention to, and talking about, race*).

258 Citée dans David Weigel, « Clinton in Nevada: 'Not everything is about an economic theory' », *Washington Post*, 26 novembre 2021. Notre traduction (*Not everything is about an economic theory, right ? ... If we broke up the big banks tomorrow — and I will, if they deserve it, if they pose a systemic risk, I will — would that end racism ? Would that end sexism ? Would that end discrimination against the LGBT community ? Would that make people feel more welcoming to immigrants overnight ? Would that solve our problem with voting rights, and Republicans who are trying to strip them away from people of color, the elderly, and the young?*).

259 Eric Blanc, « The Fall and Future of Social Democracy », *Labour / Le Travail*, 2021, vol. 88, p. 128-142, p. 128.

tribution des richesses. L'importance du succès électoral de Sanders et de ses propositions politiques majeures ont été minimisées pour ces mêmes raisons, dans un argumentaire alléguant de l'importance première des questions identitaires pour l'électorat démocrate. On retrouvera par exemple cette posture dans une déclaration de de Jennifer Palmieri, directrice de la communication de la campagne de Clinton en 2016, à MSNBC, expliquant à son interlocuteur qu'il « a tort de voir ces foules [de manifestants opposés à l'investiture de Donald Trump] et de penser que cela veut dire que tout le monde veut faire passer le salaire minimum à 15$ [une importante demande politique de la gauche du Parti démocrate] … Dans notre camp, il s'agit avant tout de questions d'identité désormais »[260].

L'opposition d'un argumentaire « identitaire » aux demandes « économiques » de la faction démocrate représentée par Sanders en 2016 s'est également cristallisée autour de la rhétorique politique et médiatique des « Bernie Bros », une partie représentée comme importante de l'électorat de Sanders[261]. Le terme de « Bernie Bro », d'abord apparu dans un article satirique pour *The Atlantic* en octobre 2015[262], s'est en effet rapidement propagé dans les milieux journalistiques *liberal* de la période pour désigner à la fois d'autres auteurs de gauche, critiques d'Hillary Clinton dans des termes ouvertement ou implicitement sexistes[263] et une frange particulièrement active de l'électorat de Sanders sur internet, maniant attaques misogynes et parfois racistes pour réduire au silence ses adversaires politiques[264]. Plus généralement, le terme a été principalement utilisé pour dénoter la perception d'un électorat de Sanders majoritairement blanc et masculin, guidé par sa position identitaire dominante dans son rejet de la candidature Clinton[265]. Le « populisme » de la campagne Sanders, parfois mis en parallèle avec celui de la campagne ouvertement xénophobe et misogyne de la campagne de Donald Trump, fut également l'occasion de présenter l'électorat de Sanders comme

260 Citée dans Zachary D. Carter, « Clinton Aide: Protesters Don't Want $15 An Hour », *HuffPost*, 13 févr. 2017. Notre traduction (*You are wrong to look at these crowds and think that means everyone wants $15 an hour … It's all about identity on our side now*).
261 Voir par exemple Dara Lind, « The "Bernie Bro" debate in the 2016 primary, explained », *Vox*, 4 févr. 2016 ; Jessica Lussenhop, « Bernie Sanders supporters get a bad reputation online », *BBC News*, 28 janv. 2016 ou, pour la campagne de primaires de 2020, Matt Flegenheimer, Rebecca R. Ruiz et Nellie Bowles, « Bernie Sanders and His Internet Army », *The New York Times*, 27 janv. 2020.
262 Robinson Meyer, « Here Comes the Berniebro », *The Atlantic*, 17 oct. 2015.
263 Rebecca Traister, « The Bernie Bros vs. the Hillarybots », *The Cut*, 6 nov. 2015.
264 Emily Cahn, « The bros who love Bernie Sanders have become a sexist mob », *Mashable*, 29 janv. 2016.
265 Amanda Marcotte, « Let's storm the Sanders' he-man women-haters club: Hillary plays the gender card, while Bernie fans rage », *Salon*, 26 oct. 2015 ; Courtney Enlow, « An All-Caps Explosion of Feelings Regarding the Liberal Backlash Against Hillary Clinton », *Pajiba*, 18 mai 2016.

implicitement réactionnaire[266]. Désormais largement acceptée comme fausse[267], l'idée d'un électorat de Sanders globalement blanc, masculin et donc réactionnaire dans son opposition à la candidate Clinton s'est cependant imposée au cours de la campagne des primaires de 2016 opposant Clinton à Sanders. Elle a permis de rejouer sur le plan de l'électorat l'idée d'une opposition fondamentale entre les politiques de classe et des « politiques identitaires », représentées idéellement par chaque faction du Parti. La campagne des primaires démocrates de 2016 a donc été l'occasion pour l'appareil du Parti démocrate, à travers sa candidate de choix[268], de s'opposer à la résurgence d'un *liberalism* « économiste » en mettant en avant la dichotomie opposant politiques de classe et politiques de l'identité[269], et ce d'un point de vue *liberal* et identitaire. La longue évolution néolibérale et surtout identitaire du parti, telle que documentée dans nos chapitres deux et trois, exprimée en pleine force par la campagne de Clinton[270] et empêchée dans sa progression par le succès inattendu de la campagne de son adversaire, a donc fait le choix de réactiver un ancien débat, initialement réservé à une gauche intellectuelle et anti-identitaire que nous avons pu citer dans notre premier chapitre. Mais ce débat a également été réapproprié par des militants se réclamant de la gauche du parti elle-même, et dans ses manifestations les plus visibles par les créateurs de contenus en ligne appartenant à ce qui a été appelé la « dirtbag left ».

. La réaction de la « dirtbag left »

Bien que ne représentant évidemment pas l'entièreté du mouvement socialiste naissant en 2015 et 2016, un ensemble de productions culturelles ont en effet émergé sur internet au cours de cette période et ont bénéficié d'un important succès[271], participant au développement d'une « sous-

266 Voir par exemple Stephen Marche, « The white man pathology: inside the fandom of Sanders and Trump », *The Guardian*, 10 janvier 2016 : « Le même spectre de Blancs en colère hante le meeting de Saunders [sic], le même sentiment de nostalgie pour un pays qui fut, pour un pays qui leur a été confisqué » (notre traduction, *the same specter of angry white people haunts Saunders's rally, the same sense of longing for a country that was, the country that has been taken away.*)

267 Zeeshan Aleem, « The myth of the white Bernie bro has quietly vanished », *MSNBC*, 9 août 2021p.

268 Bien que la campagne de primaires n'ait pas été « truquée » en faveur de Clinton et que les biais de l'appareil du parti ne semblent pas avoir eu d'influence majeure sur le résultat de l'élection, il semble clair que les cadres élus du parti, les salariés d'institutions comme le *Democratic National Committee,* les grands donateurs et les « superdélégués » ont très majoritairement exprimé une préférence marquée pour la candidature de Clinton. Voir notamment Anthony J Gaughan, « Was the Democratic Nominations Rigged? A Reexamination of the Clinton-Sanders Presidential Race », *University of Florida Journal of Law & Public Policy*, 2019, vol. 29, n° 3, p. 309-537, p. 337-338.

269 Il va sans dire que cet argument n'a pas été le seul mis en avant par la campagne de Clinton. Celui de « l'électabilité » et du pragmatisme fut, notamment et entre autres, particulièrement mis en avant lors de la campagne. Voir par exemple Steven Shepard, « Bernie Sanders might have an electability problem », *POLITICO*, 29 janv. 2016.

270 Voir plus haut, chapitre 4, tableau 3.

271 Souvent financées au travers de plateformes de financement participatif comme *Patreon*, ces productions, pour les plus prospères, sont rapidement devenues très lucratives pour leurs créateurs. Par exemple, si le podcast Chapo Trap House dégageait en 2020 plus de 168 000 dollars de donations par mois (Nellie Bowles, « The Pied Pipers of the Dirtbag Left Want to Lead Everyone to Bernie Sanders », *The New York Times*, 29 févr. 2020), le créateur de contenu Hasan Piker (« Hasanabi ») avait reçu, en 2021, plus de 2 800 000 dollars de la plateforme *Twitch* (Nathan Grayson, « The Twitch hack revealed much more than streamer salaries. Here are 4 new takeaways. », *Washington Post*, 11 oct. 2021).

culture » socialiste sur internet, principalement dirigée vers un public jeune et se définissant sinon comme socialiste, au moins à la gauche du Parti démocrate. De ces productions, on compte notamment les podcasts *Chapo Trap House*, *Cum Town* ou *Red Scare,* ou celles des vidéastes *Vaush*, *Hasanabi* ou *Destiny*[272]. Parfois comparées aux émissions de radios provocatrices (*shock jock*) ayant participé au développement du mouvement conservateur contemporain, et notamment du mouvement du Tea Party[273], ces productions culturelles socialistes se sont en effet démarquées par un humour parfois vulgaire et une certaine agressivité vis-à-vis de leurs adversaires politiques, dont se réclament ouvertement certains acteurs majeurs de cette scène culturelle[274]. Comme certains commentateurs[275] et militants[276] ont pu le remarquer, cette « sous-culture » socialiste en ligne, parfois donc appelée la « dirtbag left », n'est pas sortie de nulle part : elle est notamment tributaire de l'accroissement d'un ensemble de communautés d'affinités sur internet, et particulièrement sur le site *Twitter*, ayant développé une sensibilité esthétique et politique commune. A nouveau, la campagne de Sanders en 2016 et l'apparition des premiers podcasts a succès comme *Chapo Trap House* ont permis de mettre au jour cette sous-culture et de lui permettre des modes d'expression au-delà des plateformes de réseaux sociaux dont elle est issue. Le rapport de ces premières productions culturelles aux campagnes respectives de Sanders et de Clinton lors des primaires démocrates est alors éclairant pour comprendre les rapports de cette gauche socialiste au *liberalism* identitaire de cette période.

Mêlant humour satirique et analyses politiques plus sérieuses, ces productions ont en effet, dès leur premières itérations sur internet, abondemment attaqué le « *liberalism* centriste »[277] des démocrates ou le « féminisme néolibéral »[278] lui étant associé. Entre diverses moqueries vis-à-vis des attaques du camp Clinton envers celui de Sanders[279] ou vis-à-vis de l'ethos politique du « mains-

272 Christina Wurst, « Bread and Plots: Conspiracy Theories and the Rhetorical Style of Political Influencer Communities on YouTube », *Media and Communication*, 29 novembre 2022, vol. 10, n° 4, p. 213-223, p. 216.

273Andrew Marantz, « The Post-Dirtbag Left », *The New Yorker*, 26 juill. 2021 ; Nellie Bowles, « The Pied Pipers of the Dirtbag Left ».

274 Voir notamment Amber A'Lee Frost, « The Necessity of Political Vulgarity », *Current Affairs*, 25 août 2016.

275 Keith A. Spencer, « "Chapo Guide to Revolution" hints at a burgeoning leftist culture going mainstream », *Salon*, 6 août 2018.

276 Ethan, militant de DSA à Los Angeles, nous racontera notamment lors d'un entretien le développement au début de la décennie 2010 de « 'Weird Twitter' … Ce côté humoristique d'utilisateurs de Twitter qui se radicalisaient et exprimaient ce qui était, à la base, des critiques marxistes appliquées de façon ironique et créative », qu'il liera à des podcasts comme *Chapo Trap House*. Ethan, Los Angeles, communication personnelle, 22 septembre 2021. Notre traduction (*Weird Twitter … this comedic side of Twitter users that were growing radical and expressing, you know, what were, at the root, you know, ironically and creatively applied Marxist critiques*).

277 Felix Biederman, Matt Christman et Will Menaker, « Episode 1 – Tha Saga Begins », *Chapo Trap House* [podcast], 12 mars 2016.

278 Dasha Nekrasova, Anna Khachiyan et Meg Murnane, « Episode 2 – No Man's Land », *Red Scare* [podcast], 5 avril 2018,.

279 « S'il y a une chose qui va faire honte à Bernie, c'est le fait qu'il possède encore des esclaves ... Il va avoir beaucoup de problèmes avec les électeurs des minorités, comme en Louisiane quand il a dit qu'il était en accord avec l'avancée de l'ouragan Katrina… Ouais, nous devrions engager un débat national là dessus ». Felix Biederman, Matt Christman et

tream » démocrate en général[280], on entendra notamment dans le premier épisode de *Chapo Trap House*, le podcast le plus suivi de cette scène culturelle, un certain nombre de critiques plus sérieuses liées à l'approche politique du parti :

> Leur grande attaque contre Bernie consiste à dire qu'il se concentre trop sur la classe sociale, qu'il ne fait pas assez contre le racisme et le sexisme, mais bien sûr elle [Clinton] n'a pas de solution politique spécifique qu'elle puisse montrer et qui soit d'une certaine manière plus convaincante sur ces questions. Ce qu'elle a, c'est ce discours sur la nécessité d'avoir un débat national sur le racisme, sur la nécessité de parler et de reconnaître nos privilèges, et toutes ces postures de rhétorique … Je ne pense pas que le Parti démocrate puisse être sauvé, je ne pense pas qu'il [Sanders] puisse le réparer, parce que structurellement, la manière dont le parti existe et la raison pour laquelle il existe rend impossible à quelque chose comme le genre de politiques sociales-démocrates que Bernie défend de réellement s'enraciner dans le parti … et je pense que ce qu'ils vont faire en réponse à cela, c'est … encore une fois, ce que nous avons vu de la part d'Hillary, c'est-à-dire dire des choses du genre « je suis votre *abuela* », des appels à l'intersectionnalité et tous ces micro-ajustements à toutes les identités et à tous les groupes imaginables, et ces expressions symboliques de respect et d'affirmation de toutes ces personnes et de tous ces groupes[281].

Bien qu'exprimées au travers d'un format médiatique se présentant avant tout comme humoristique, satirique[282] et ne favorisant pas les analyses politiques au long cours, les attaques des producteurs de ces podcasts envers le *liberalism* du Parti démocrate se sont donc rapidement dirigées vers ses aspects les plus « identitaires » et ce en plein coeur de l'élection ayant opposé Bernie Sanders à Hillary Clinton. Cette opposition directe s'est perpétuée dans la période ayant immédiatement suivi cette élection, voyant la « dirtbag left » graduellement plus présentée dans certains médias comme avant tout opposée au *liberalism* dominant, et identitaire, du Parti démocrate[283]. Amber A'Lee Frost, l'une des figures de cette scène culturelle naissante et co-animatrice du podcast *Chapo Trap House*, déclara notamment dans l'un de ces articles :

Will Menaker, « Episode 1 », 01:08:10. Notre traduction (*If there's anything that's gonna shame Bernie it's gonna be the fact the he still owns slaves … you're gonna see a lot of his problems with minority voters like in Louisana when he said that he agrees with the advance of Hurricane Katrina … Yeah, let's start a national conversation about that*).

280 « Je pense vraiment qu'Erdoğan est le responsable politique le plus intersectionnel du monde ». Felix Biederman, Matt Christman et Will Menaker, « Episode 1 », 01:12:05. Notre traduction (*I really think Erdogan is the most intersectional leader in the world*).

281 Felix Biederman, Matt Christman et Will Menaker, « Episode 1 », 00:20:30, 00:42:40. Notre traduction (*their big attack on Bernie is, you know, he's too focused on class, he's not doing enough about racism and sexism, but of course she doesn't have any kind of specific policies that she can point to that are in some way more cogently pointed toward those issues. What she has is this thing about how we need to have a national conversation about racism, how we need to be talking about and acknowledging our privilege and all this rhetorical stance stuff … I don't think there's any saving the Democratic party, I don't think he can fix the Democratic party, I mean, because structurally like, how it exists and why it exists makes it impossible for something like the kind of, sort of broadly speaking like social democratic policies that he stands for, ever really taking root there, I don't think it can be fixed and I think what they're going to do in response to this is more of… again, what we've seen from Hillary which is sort of like, 'I'm your abuela and like you know, intersectionality and kind of like, this micro-tailoring to every conceivable identity and group constituency and like sort of these symbolic expressions of respect and affirmation of those people and groups*).

282 Andrew Marantz, « The Post-Dirtbag Left ».

283 Voir par exemple Andrew Hartman, « The millennial left's war against liberalism », *Washington Post*, 20 juillet 2017 ; Edward Helmore, « 'Dirtbag left' takes aim at Clinton supporters », *The Guardian*, 22 juillet 2017 ; Fraser Myers, « Meet the anti-woke left », *Spiked*, 6 juillet 2019.

> Le clivage le plus important dans la société états-unienne est celui de la classe sociale, c'est tout. Je considère la classe sociale comme la priorité politique … Pendant les élections, on entends dire combien il est nécessaire de faire élire une femme ou une femme de couleur. Mais le candidat le plus à gauche est un vieil homme blanc hétérosexuel [Sanders] et je veux qu'il gagne… Je suis une « Bernie Bro ». J'étais une « Bernie Bro » en 2016 et je le suis encore aujourd'hui[284].

Les productions culturelles associées à la « dirtbag left » en particulier et au mouvement socialiste naissant après 2015 en général ne représentent évidemment pas l'entièreté des positions politiques de ce mouvement. Le succès de ces productions témoigne néanmoins de leur importance au sein de ces milieux et de la relative acceptation de leurs idées en leur sein. Tout comme les attaques *liberal* dirigées vers la campagne de Sanders en 2016, ce succès permet également d'apprécier la manière dont la réemergence à cette période d'un discours et d'un activisme socialiste s'est accompagnée presque immédiatement de la réactivation du débat opposant politiques de l'identité et politiques de classe. Les critiques socialistes d'un *liberalism* identitaire représenté par le Parti démocrate ne sont cependant pas entièrement nées avec la campagne de Sanders, comme en témoigne la ligne éditoriale du magazine et site d'information en ligne *Jacobin*.

La ligne de *Jacobin*

Né en 2010, le magazine trimestriel et site d'informations en ligne *Jacobin* est désormais considéré comme la publication la plus populaire de ce courant politique, en plus de bénéficier d'une certaine influence dans les milieux *liberal* les plus « à gauche » du pays[285]. Depuis ses bureaux de Brooklyn, le magazine a en effet accompagné le développement du mouvement socialiste contemporain dans tout le pays, au travers d'un ensemble d'articles développant une analyse marxiste et socialiste sur des sujets aussi divers que les relations internationales, les politiques intérieures d'une grande diversité de pays, mais aussi sur des sujets de culture populaire ou d'histoire sociale et politique. *Jacobin* a également développé une importante présence en ligne et un certain nombre de projets audiovisuels, comme à travers sa chaine *Youtube* ou le lancement de podcasts proposant une analyse socialiste sur un grand nombre de sujets d'actualité. Se différenciant d'autres publications de la gauche socialiste états-unienne par son design travaillé, un langage volontairement non-universitaire et son humour, *Jacobin* s'est également démarqué par son éclectisme politique et sa volonté d'accueillir une diversité de courants socialistes en son sein[286]. Au travers de ses publications,

284 Citée dans Fraser Myers, « Meet the anti-woke left ». Notre traduction (*the biggest divide in American society is class and that's it. I'm a class-first person ... You're hearing in the election how much we need to elect a woman or we need to elect a woman of colour. But the most left-wing candidate is an old, white, heterosexual man and I want him to win… I'm a Bernie bro. I was a Bernie bro in 2016 and I am now*).

285 Robert P. Baird, « The ABCs of Jacobin », *Columbia Journalism Review*, 2 janvier 2019 ; Jennifer Schuessler, « A Young Publisher Takes Marx Into the Mainstream », *The New York Times*, 20 janvier 2013.

286 Alice Béja et Mathieu Bonzom, « Jacobin, projet intellectuel et politique. Entretien avec Mathieu Bonzom », *Transatlantica* [en ligne], 27 novembre 2021, n° 2.

mais aussi par exemple des activités de son fondateur Bhaskar Sunkara, le magazine a de plus cherché à mettre en avant une stratégie « d'opportunisme revendiqué », visant à ouvrir un dialogue et a créer des interactions entre le socialisme dont le magazine se revendique et divers intellectuels, publics et publications *liberal*[287]. Au-delà de son oecumenisme et de ses tentatives de dialogues avec la mouvance *liberal* au sens large, Jacobin dégage au fil de ses numéros une ligne politique et éditoriale parfois identifiable, et notamment sur certains sujets clefs dans le débat politique socialiste états-unien. Ici, c'est sa critique des formes de « politiques identitaires » *liberal* et sa mise en avant d'une analyse de classe dépassant les questions de genre ou de race qui a permis au magazine de se positionner relativement ouvertement dans le débat opposant « politiques de classe » et « politiques identitaires » au sein de la gauche du pays.

Le magazine a en effet mis en avant de manière constante, et ce dès ses premières années de publication[288], une analyse marxiste des concepts de classe sociale et d'identité dans les luttes politiques. Se positionnant parfois clairement dans le débat intellectuel et militant opposant « identité » et « classe »[289], la majorité des articles du magazine traitant du sujet ont alors mis en avant une analyse marxiste de la classe sociale comme fondée par une position de sujet dans les rapports de production, et donc d'exploitation, structurant les autres formes de domination sociale[290]. À l'inverse, les catégories identitaires sont le plus souvent analysées comme médiées par ces relations de classe[291] et donc non indépendantes de ces dernières. Le paradigme identitaire est alors présenté comme supposant une abstraction des conditions historiques d'émergence et d'articulation des marqueurs de classe sociale, mais aussi de ceux des catégories identitaires provoquant une diversité de discriminations et d'oppressions sociales. Classiquement, les « politiques identitaires » sont également présentées comme essentialistes et comme réifiant ces diverses catégories identitaires. Si ces formes de politiques sont reconnues comme ayant permis de réduire certaines formes de discriminations, et donc d'améliorer la vie d'un grand nombre de citoyens états-uniens, elles sont dans le même temps présentées comme insuffisantes pour s'attaquer durablement et substantiellement aux afflictions sociales touchant notamment les femmes, les personnes racisées ou LBGTQ[292]. Dans son

287 Alice Béja et Mathieu Bonzom, « Jacobin, projet intellectuel et politique ».
288 Voir par exemple Bhaskar Sunkara et Walter Benn Michaels, « Let Them Eat Diversity », *Jacobin Magazine*, 1 janv. 2011.
289 Comme par exemple dans un article de Nicole Aschoff daté de 2014 (Nicole Aschoff, « Class Brought to Life », *Jacobin Magazine*, 11 juill. 2014), répondant à un article précédemment publié dans *Jacobin* (Peter Frase, « Stay Classy », *Jacobin Magazine*, 26 juin 2014, le seul article « pro-identitaire » publié par le magazine à notre connaissance), citant un grand nombre de textes, d'auteurs et de militants ayant pris part à ce débat.
290 Paul Heideman, « Class Rules Everything Around Me », *Jacobin Magazine*, 3 mai 2019 ; Roger Lancaster, « Identity Politics Can Only Get Us So Far », *Jacobin Magazine*, 3 août 2017.
291 Touré Reed, « Why Liberals Separate Race from Class », *Jacobin Magazine*, 22 août 2015 ; Daniel Denvir, Barbara J. Fields et Karen E. Fields, « Beyond "Race Relations" », *Jacobin Magazine*, 17 janv. 2018.
292 Roger Lancaster, « Identity Politics Can Only Get Us So Far ».

maniement politique du paradigme identitaire, le *liberalism* contemporain, représenté notamment par les élus les plus « progressistes » du Parti démocrate, est de son côté tour à tour présenté comme cynique et opportuniste[293] ou comme reflétant l'évolution des intérêts matériels de la classe capitaliste au 21e siècle, ou de celle de la « professional managerial class » (*PMC*, potentiellement traduisible par celle des cadres et des professions intellectuelles supérieures)[294]. De ce point de vue, et comme l'argumentent la grande majorité des articles déjà cités, seul un projet politique « économique » et universaliste (mais restant attentif aux questions de genre, de race et de sexualité) est alors capable de générer de réels changements dans la vie matérielle de la population en général et des personnes subissant au quotidien des discriminations « identitaires » en particulier[295]. Plus généralement, les « politiques identitaires » sont à la fois pensées comme faisant erreur sur les moyens stratégiques de remédier sur le long terme au racisme, au sexisme ou à l'hétéronormativité[296], et sur les moyens tactiques pour développer et faire gagner un mouvement progressiste et « de gauche » aux États-Unis[297].

Les attaques de *Jacobin* envers les politiques de l'identité sont d'autant plus visibles et fréquentes sur la page *Youtube* du magazine. S'associant notamment à des acteurs de la scène culturelle socialiste évoquée plus haut[298] ou à des intellectuels socialistes célèbres pour leur opposition aux « politiques identitaires »[299] , ces vidéos s'attaquent en effet sur un ton parfois acerbe aux formes politiques et intellectuelles considérées comme « identitaires » ou comme leur étant adjacentes[300]. Par ces vidéos, mais surtout par l'ensemble d'articles publiés par le magazine et plus gé-

293 Branco Marcetic, « Actually, the Democrats Don't Care About Identity », *Jacobin Magazine*, 9 mars 2019 ; Branco Marcetic, « Only When It Suits Them », *Jacobin Magazine*, 2 févr. 2018.
294 Bhaskar Sunkara et Walter Benn Michaels, « Let Them Eat Diversity » ; John-Baptiste Oduor, « Did Elites Really Take Over Identity Politics? », *Jacobin Magazine*, 27 mai 2022 ; Dustin Guastella, « White-Collar Populism », *Jacobin Magazine*, 25 nov. 2019.
295 Comme mentionné, cet argument se trouve explicitement mentionné dans la majorité des articles cités. On le retrouvera également dans une forme plus développée dans un certain nombre d'autres articles du magazine. Voir par exemple Ali Taj et Malik Kenan, « To Fight Racism, the Left Should Revive Its Universalist Tradition », *Jacobin Magazine*, 25 juill. 2023 ; Nancy Fraser et Liza Featherstone, « Why Bernie Is the True Feminist Choice », *Jacobin Magazine*, 10 févr. 2020.
296 Pour un article synthétisant ce point de vue, voir par exemple Nick French, « Marxism Doesn't Equal "Wokeness." But If You Oppose Oppression, You Should Be a Marxist. », *Jacobin Magazine*, 25 avr. 2023.
297 Pour un article synthétisant ce point de vue, voir Jared Abbott et Bhaskar Sunkara, « Commonsense Solidarity: How a Working-Class Coalition Can Be Built, and Maintained », *Jacobin Magazine*, 9 nov. 2021.
298 Jacobin, « Amber Frost and Matt Christman on Cancel Culture », *Youtube*, 21 juin 2020. https://www.youtube.com/watch?v=R2WG4mbm5w0 (consulté le 2 septembre 2023).
299 Jacobin, « Antiracism Can't Overcome Capitalism — Adolph Reed & Walter Benn Michaels », Youtube, 5 aout 2021. https://www.youtube.com/watch?v=QYuzFZfsxEY (consulté le 2 septembre 2023) ; Jacobin, « Rescuing the Left From Its Obsession With Culture — Vivek Chibber », *Youtube*, 13 février 2022. https://www.youtube.com/watch?v=EQ5gLuk06TU (consulté le 2 septembre 2023).
300 Voir par exemple Jacobin, « Wokeness is Hurting Democrats », *Youtube*, 3 mai 2021. https://www.youtube.com/watch?v=bgVCGjIj4xo (consulté le 2 septembre 2023) ; Jacobin, « Stop Calling Picnics 'Racist'. Please. », *Youtube*, 16 juillet 2021. https://www.youtube.com/watch?v=09d9fu-BBXU (consulté le 2 septembre 2023) ; Jacobin, « The Trouble with Equity », *Youtube*, 24 décembre 2021. https://www.youtube.com/watch?v=KzOFARjsJOo (consulté le 2 septembre 2023) ; Jacobin, « The Absurdity of 'White Supremacy Culture' », *Youtube*, 2 juillet 2021. https://www.youtube.com/

néralement par la constance de sa ligne éditoriale sur le sujet, *Jacobin* s'inscrit dans une traduction marxiste ou socialiste d'opposition directe aux « politiques identitaires », lui préférant une analyse centrée autour des relations de classes sociales. On peut considérer que cette ligne éditoriale est importante au sein du mouvement socialiste aux États-Unis car elle contribue, à son niveau, à définir le projet politique de ce mouvement. De par son importante audience au sein du mouvement (le magazine revendiquait 75 000 abonnées et trois millions de visites uniques par mois sur son site en 2021, dépassant la revue historique de la gauche états-unienne *Dissent*[301]), mais aussi par son intérêt pour le « travail idéologique … pour le fait d'essayer de connecter, de manière concrète, un ensemble de principes à un programme politique et à un langage précis »[302], *Jacobin* bénéficie en effet d'une influence certaine sur le mouvement. Tout comme pour les productions audiovisuelles mentionnées plus haut, les positionnements politiques et éditoriaux du magazine ne peuvent être assimilés à ceux du mouvement socialiste dont il est issu dans son ensemble, mais son succès critique et commercial au sein du mouvement reflète à la fois son influence intellectuelle et l'acceptation relative de ses présupposés les plus fondamentaux. La constance de son positionnement au sein du débat portant sur les « politiques identitaires », bien antérieure à l'expansion socialiste de 2016, témoigne quant à elle d'une certaine continuité de l'analyse socialiste centrée autour du concept de classe, et de son opposition à une approche identitaire identifiée comme relevant presque exclusivement du domaine du *liberalism* contemporain.

2.4. DSA et les « politiques identitaires »

S'ils partagent la critique et l'opposition politique de ces intellectuels et « producteurs de contenus » au *liberalism* contemporain, les militants des *Democratic Socialists of America* que nous avons pu interroger dans le cadre de ce travail composent quant à eux une image plus modérée de l'opposition socialiste aux politiques de l'identité. Les positionnements de ces derniers vis-à-vis du débat portant sur cette question apparaissent en effet comme plus diversifiés que ceux que l'on trouvera dans le magazine *Jacobin* et plus nuancés qu'au sein des productions audiovisuelles socialistes que nous avons pu mentionner. S'il est alors difficile de résumer en quelques pages la diversité de ces points de vue, il est cependant possible de dégager un certain nombre de thématiques communes à nos interviewés, lorsqu'interrogés sur la question des « politiques identitaires » dans leur parcours intellectuel et militant.

watch?v=vqV3ARvuymY (consulté le 2 septembre 2023).

301 Alice Béja et Mathieu Bonzom, « Jacobin, projet intellectuel et politique ».

302 Seth Ackerman, éditeur du magazine, cité dans Dylan Matthews, « Inside Jacobin », *Vox*, 21 mars 2016. Notre traduction (*ideological work … of trying to connect, in a concrete way, a set of principles with a program and a language*).

. Des militants plus modérés : une vision positive des luttes identitaires

À l'échelle de notre échantillon, une première de ces thématiques est liée à la définition des politiques de l'identité en termes d'outil analytique ou de principe de mobilisation politique et s'exprime à travers l'idée générale d'un apport positif aux conceptions « de gauche » de la lutte et de l'émancipation politique. Les politiques de l'identité, en tant que focalisation sur les oppressions « identitaires » et sur l'expérience vécue des personnes les plus marginalisées, apparaissent alors comme une extension nécessaire à l'analyse socialiste traditionnelle. Nous pouvons retrouver ce point de vue dans le discours de Leo, un militant particulièrement actif au sein de la section DSA du comté de Pinellas en Floride :

> Selon moi, l'un des aspects les plus intéressants des politiques identitaires est l'accent mis sur l'intersectionnalité. Je pense que c'est un outil très puissant dans le cadre d'une analyse de gauche … Même si je suis entièrement attaché à l'idée d'une classe populaire unie et aux faits que la race a été utilisée pour séparer les choses, que le genre a été utilisé pour diviser la classe ouvrière dans le passé … Il est important de comprendre comment l'oppression liée au fait d'être une femme, au fait d'être noir, d'être un travailleur aux États-Unis, comment, quand quelqu'un rassemble toutes ces identités à la fois, [son oppression] est certainement amplifiée par rapport à quelqu'un qui, tu sais, est ouvrier, blanc et un homme, donc je pense que c'est [un outil] certainement puissant[303].

La deuxième partie de cet entretien, sur laquelle nous reviendrons, viendra nuancer les aspects positifs des « politiques identitaires » identifiés ici par ce militant. Si l'on voit apparaître dans ce court extrait un certain nombre d'éléments de discours assimilables à une analyse marxiste, proche de celle du magazine *Jacobin* (la nécessité d'un mouvement unifié du prolétariat en tant que tel, mise à mal par le racisme et le sexisme compris ici dans une telle fonction historique), il est intéressant de remarquer la manière dont l'interviewé nuance ses propos en opposant ce point de vue au reste de son discours (« même si… »). La complexité des rapports pouvant exister entre les notions de classe et par exemple, de race, est alors appréhendée par la coexistence possible de ces deux niveaux d'analyse. Brianna, membre de la section de Tampa en Floride de DSA, remarque notamment :

> Je pense que [les politiques identitaires] peuvent être utilisées parce que, tu sais, il y a des groupes qui sont ciblés sur la base de leur identité … Ca ne serait pas très intelligent d'ignorer le fait qu'il existe bien des groupes qui sont spécifiquement ciblés pour ça. Les rallier autour de cette question, pour tout type d'action collective ou pour essayer d'apporter un changement dans cette communauté est une bonne chose … Ca n'a simplement pas de sens de se concentrer uniquement sur la race ou de se concentrer uniquement sur la classe sociale … Il y a des

303 Leo, Saint Petersburg, communication personnelle, 14 septembre 2021. Notre traduction (*In my view like, a really great thing about it, is a focus on intersectionality. I think that's a very powerful tool to have in a leftist analysis ... as much as I'm all about, you know, the working class getting together and how race has been used to separate things, gender has been used to separate the working class in the past ... it's important to understand how the oppression of being a woman, the oppression of being black, the oppression of being working class in America like, when someone holds all those identities at once, it's definitely magnified versus, you know, someone who's working class and white and male so, um, I think that is certainly powerful.*)

> moments où les conversations qu'il est possible d'avoir s'appuient seulement sur la race mais on ne peut pas oublier la partie liée à la classe sociale car il y a aussi des moments où les personnes veulent parler de la classe et ne sont pas intéressées par la dimension raciale[304].

L'aspect pragmatique de l'utilisation (ou non) des « politiques identitaires » dans un cadre d'activisme et d'*organizing* socialiste ressort particulièrement de ces deux extraits, où la notion de politique identitaire est saisie en tant qu'outil, tour à tour pour penser les différentes formes d'oppressions frappant la classe populaire dans son ensemble et pour mobiliser politiquement les membres de cette classe. Si le terme « d'outil » (*tool*) est directement utilisé par Leo dans notre premier extrait, il est également fortement sous-entendu par Brianna dans le second, considérant dès le départ les « politiques identitaires » à travers la possibilité ou non de leur utilisation. La dimension théorique de l'opposition entre les notions de « politiques identitaires » et de « politiques de classe » est alors évacuée au profit d'une appréciation personnelle de l'efficacité respective de ces concepts, dans le contexte d'une activité politique effective.

L'appréciation « pragmatique » de ces militants du concept de « politiques identitaires » s'accompagne de plus fréquemment d'une seconde thématique, s'organisant autour d'une forme de suspicion et de rejet des critiques « de gauche » ou socialistes du paradigme identitaire. Lorsqu'évoquées, ces critiques sont souvent pressenties comme motivées par des affects réactionnaires ou par une conception erronée et anachronique du prolétariat du 21e siècle. Charlotte, militante active de la section de DSA de Tucson en Arizona, développe notamment sur ce sujet :

> Je ne suis pas intéressée par cette sorte de faction qui s'est développée autour de choses comme le podcast *Red Scare* … Je ne pense pas que ça soit une pilule que les personnes de gauche aux États-Unis aient besoin d'avaler, du tout … Je veux éviter d'aller dans le sens de cet sorte d'élément toxique de droite qui s'est développé là … Il y a beaucoup de gens, au moins sur internet, qui semblent vraiment penser que DSA est souillée par les politiques de l'identité, par exemple à travers le fait que nous communiquons nos pronoms [de préférence] au début des réunions … Ils pensent, pour une raison ou une autre, que le fait de communiquer ses pronoms au début d'une réunion va immédiatement repousser les personnes issues de la classe ouvrière voulant rejoindre l'organisation, mais je me dis, c'est une façon incroyablement stupide de voir les choses, car elle me semble s'appuyer sur une conception étroite du travailleur, tu sais comme quand on imagine un ouvrier d'usine blanc de classe moyenne inférieure … C'est évident que des personnes de toutes les couleurs et de tous les genres sont des travailleurs, il y a des chauffeurs *Lyft* [une entreprise de VTC au modèle économique proche de celui d'Uber] et des travailleurs indépendants et… nous n'avons plus ce genre de base industrielle désormais. Ca

304 Brianna, Miami, communication personnelle, 26 septembre 2021. Notre traduction (*I think it could be used because, you know, there are groups that are targeted based on their identity … it wouldn't be very, you know, smart to kind of ignore that there's groups that are specifically targeted for that and to rally them around that, for any type of collective action, or trying to make a change in that community … if you're only going to focus on race or if you're only going to focus on class um, it just doesn't make sense … there are times when there are discussions that could be had that are just based in race like, but um, you just can't forget the class part because there are also times where people want to talk about class and they don't want to talk about race…*)

> n'existe simplement plus aux États-Unis comme ça a pu être le cas et je pense que les politiques anti-identitaires… Ce mouvement n'arrive pas vraiment à comprendre ça[305].

Tout comme Leo, Charlotte s'identifie comme plus proche d'un point de vue politique des analyses proposées par *Jacobin* ou par certaines factions lui étant adjacentes au sein de l'organisation (à l'instar du caucus *Bread & Roses* que nous aurons l'occasion de mentionner plus bas). Tout comme Leo, elle ne souhaite cependant pas rejeter entièrement les éventuels apports de ces formes de politique dans la construction d'un mouvement « de gauche » aux États-Unis et considère le prolétariat (évidemment pensée d'un point de vue marxiste comme agent privilégié du changement social) dans ses dimensions notamment raciales, sexuelles et de genre. Les dimensions identitaires des individus sont à nouveau pensées dans leurs interactions concrètes avec les position de classe de ces derniers, et les interventions « anti-identitaires » de certains membres du mouvement socialiste comme devant être nécessairement nuancées. Le cas des pronoms de préférence, souvent donnés comme exemple « d'excès » des « politiques identitaires » par leurs détracteurs, qu'ils soient socialistes ou conservateurs, est ici utilisé pour souligner la nécessité d'une conception dynamique et historicisée du prolétariat au sein du mouvement socialiste états-unien.

. Des militants plus modérés : la critique d'un *liberalism* identitaire

Si l'essentiel des militants rencontrés dans le cadre de ces entretiens témoignent d'une vision relativement positive des apports des « politiques identitaires » au sein de la pensée socialiste états-unienne, ainsi que d'une certaine mise en retrait vis-à-vis des critiques « de gauche » de ces formes de politique, ces derniers expriment toutefois le sentiment d'une certaine inadéquation entre les activités militantes focalisées sur la classe sociale et celles s'appuyant sur des notions identitaires. En particulier, la critique traditionnellement liée au point de vue marxiste associant les « politiques identitaires » aux difficultés pour un mouvement social états-unien de développer un mouvement de masse dans le pays (voire « d'unir le prolétariat » dans son ensemble) est fréquemment apparue au cours de ces entretiens. La position socialiste favorisant une approche en termes de classe est alors

305 Charlotte, Tucson, communication personnelle, 3 octobre 2021. Notre traduction (*I'm not interested in this sort of wing that's developed, like around stuff like the Red Scare podcast, .. I don't, I don't think that is a pill that US leftists need to take, at all, um … I want to avoid playing into the sort of like, toxic right-wing element that's evolved... because there's a lot of people at least on the internet um, who really seem to think that DSA is tainted by identity politics like the fact that we give our pronouns at the start of meetings … They for some reason think that like, giving your pronouns at the start of a meeting is going to be immediately unattractive to working class people who want to join the organization but I'm like, you know, that's, to me it's an incredibly stupid way to look at things because it's like, they, there seems to be like a narrow conception of a worker that that definition relies on, you know, like you're imagining a white, lower middle-class factory worker … Obviously people of every color and gender are workers, you know, they're Lyft drivers and gig workers and... and you know, just like, we don't have this kind of industrial base anymore, that just doesn't exist in the US in the way it once did and I think that anti-identity politics, uh... That movement really kind of fails to recognize that*).

souvent exprimée en termes de choix ou de préférences, qu'ils soient stratégiques ou intellectuels. Nous retrouvons ces aspects dans les discours de Charlotte et de Leo, que nous avons eu l'occasion de citer plus haut.

> Extrait 1 : Il y a quelque chose avec [les politiques identitaires] qui bloque clairement le concept de politique de masse, et avec les politiques identitaires *liberal* en particulier… Ce qu'elles mettent avant c'est l'expérience d'un petit nombre d'opprimés, ce qui évidemment est bien à un niveau, ce sont les personnes les plus touchées tu sais, comme les femmes de couleur transgenres par exemple, mais ma préférence politique consiste a me focaliser sur les masses, et les masses sont ce qu'elles sont en Amérique, elles incluent tout le monde. Je ne cherche pas nécessairement à mobiliser la personne la plus opprimée … Oui, je pense que je… Je veux plutôt me concentrer sur les solutions de masse pour le moment[306].

> Extrait 2 : Je pense quand même que les politiques identitaires, même venant de quelqu'un qui se considère de gauche, peuvent finir par… Peuvent certainement diviser le prolétariat et je crois que la position que j'adopte est parfois qualifiée de 'réductionnisme de classe' par ses détracteurs, alors que je pourrais qualifier les gens qui sont, tu sais, très focalisés sur les politiques identitaires, de 'séparatistes' ou de 'nationalistes noirs' ou quelque chose de ce genre. Et je veux dire, il y a probablement des gens avec cette étiquette qui font de l'excellent travail militant, ça a pu être le cas dans le passé également, donc ce n'est pas comme si je rejetais entièrement tout ça. Mais… oui, j'ai l'impression que c'est un peu la polémique, il y a les personnes qui privilégient la classe sociale d'abord contre ceux qui privilégient l'identité d'abord[307].

Si l'antagonisme classique entre « identité » et « classe » est ici clairement exprimé, on s'aperçoit qu'il est moins pensé en termes de ligne politique totalisante que de point de vue ou de choix politique conscient. La décision, pour la majorité des personnes interrogées, de militer au sein de DSA est assimilée dans ce cadre au choix de favoriser la dimension de classe sociale dans le contexte de leur parcours intellectuel et militant. Cette vision spécifique de l'antagonisme entre « politiques de classe » et « politiques identitaires » dénote alors une conception de ces dernières non plus seulement comme un simple « outil » politique mais également comme un parti pris analytique, s'oppo-

306 Charlotte, 3 octobre 2021. Notre traduction (*there's something about it that just obviously blocks um... the concept of mass politics and with I think especially liberal identity politics … what it puts the magnifying glass on is the experience of a particularly oppressed few, which is okay on a level right, they're the people that are getting hit the most um you know, like trans women of color but I, it is still my political preference to put the magnifying glass on the masses and so the masses are what they are in America, they're everybody, I'm not necessarily seeking out the most oppressed person to appeal to … Yeah I think like, I just, I just kind of want to focus on mass solutions, right now*).

307 Leo, 14 septembre 2021. Notre traduction (*however I certainly think that identity politics, even from the place of someone who considers himself on the left can end up being– can definitely be like divisive uh, within the working class, um, and I think the kind of position I'm espousing is sometimes called like, class-reductionism by its dissidents um, whereas I might call people that are, you know too focused on identity politics as being more like, separatists or like, black nationalists or um, something along those lines, um, and I mean there's people that you know, probably have that label that have done pretty like, great work I think too in the past so it's not like I'm shooing that at all um, and so... yeah I feel like that's kind of the polemic there a little bit, is kind of the class-first people versus like the identity-first people…*)

sant à la préférence « de classe » de ces militants, mais ne lui étant pas nécessairement subordonnée en termes absolus.

Enfin, la majorité des personnes interviewées évoquent les « politiques identitaires » dans le cadre de leur utilisation, considérée comme « performatrice » et superficielle, par la classe politique *liberal* en général et par le Parti démocrate en particulier. Les « politiques identitaires » dans leur ensemble sont dans ce contexte assimilées à des pratiques de représentation descriptive dans un cadre électoral et considérées comme relevant essentiellement du maniement d'une stratégie politique ainsi que d'une rhétorique militante de la part des Démocrates. Max, jeune militant au sein de la section de Miami de DSA, exprime cette idée en ces termes :

> Les politiques identitaires, c'est juste quand les gens votent pour ceux qui les font se sentir bien, tu sais qui utilisent cette rhétorique pour attirer les gens dans leur camp. Comme dans mon comté, il y a beaucoup de zones où par exemple, s'il y a une forte concentration de personnes hispaniques tu as plus de chances d'y voir un politicien élu hispanique, ou s'il y a une forte concentration de personnes noires, il y a plus de chances d'y voir un politicien noir et les politiques mises en œuvre ne vont pas au-delà de ça[308].

Ce constat, partagé par l'essentiel des membres de notre échantillon, donne alors lieu à un ensemble de jugements normatifs considérant les « politiques identitaires » comme maniées cyniquement par un Parti démocrate ayant abandonné ses ambitions les plus sociales et redistributives. Cet élément de discours apparaît notamment dans les extraits d'entretiens réalisés avec Chris et Aiden, respectivement membres des sections de Pittsburgh et de Miami de DSA :

> Extrait 1 : Peut-être au moins du côté des Démocrates, peut-être que c'est l'idée de cette mascarade du multiculturalisme ou de la représentation diverse où … tu sais, ils peuvent montrer du doigt quelques personnes issues des minorités dans des postes gouvernementaux et dire 'hé, regardez nous, nous sommes formidables' mais … qui se fiche de savoir si c'est bien une personne issue des minorités qui reste au service du *statu quo*[309].

> Extrait 2 : [Les politiques identitaires] sont un stratagème du Parti démocrate pour rester pertinent alors que ses politiques ne profitent à personne de manière tangible, à l'exception des très riches et des entreprises. C'est une façon de dire 'nous n'allons pas arranger les choses mais regardez, maintenant un noir vous opprime, regardez, maintenant il y a quelques femmes à ces postes de pouvoir'… Je n'y suis pas favorable mais tu sais, j'admets que c'est une tactique intelligente. C'est un moyen de générer du soutien parce qu'une grande partie de la population est composée de femmes, une grande partie de la population est noire ou hispanique ou autre, et

308 Max, Miami, communication personnelle, 2 septembre 2021. Notre traduction (*identity politics is just people will vote for those that will make them feel good, you know, that use that rhetoric to coax people into their camp, like in my county there are a lot of areas where you know, if there's a high concentration of Hispanic people you're more likely to get a Hispanic politician from there or there's a high concentration of Black people there's more likely to be a Black politician there and their policies just doesn't go beyond that.*)

309 Chris, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*maybe at least on the side of the Democrats, maybe it's this idea of this bullshit multicultural, multi-representation thing where … you know, they can point to a couple minorities that are in government positions and say, "hey look at us we're great" but …. who cares if it's still a minority person serving the powers that be.*).

> après des siècles à voir des hommes blancs riches diriger les choses, penser que 'bon, au moins quelqu'un de mon groupe est dans ces postes de pouvoir', c'est un moyen d'amener les masses opprimées à se dire 'peut-être que je ne serai pas opprimé pour toujours', au lieu de se demander 'mais pourquoi y a-t-il des gens dans ces positions de pouvoir, pourquoi y a-t-il ces gens avec ces ressources, ce pouvoir et cette autorité sur moi ?'[310]

Cet aspect du discours de ces deux activistes, qui reconnaissent par ailleurs dans ces entretiens l'importance morale et stratégique des apports « identitaires » au socialisme états-unien et à leur propre parcours militant, rejoint les critiques adressées aux « politiques identitaires » et au Parti démocrate par les producteurs de contenus audiovisuels et de podcasts évoqués plus haut, ainsi que par le magazine *Jacobin*. Les « politiques identitaires » sont ici assimilées au *liberalism* contemporain et à une stratégie consciente du Parti démocrate, visant à la fois à s'assurer un succès électoral pérenne et à attaquer ses adversaires politiques. Pour la plupart fortement marqués par la première campagne de primaire présidentielle de Sanders, ces militants prennent acte des attaques politiques précedemment menées contre ce dernier et son électorat, y associant souvent les éléments de discours adjacents au paradigme identitaire. Gabriel, membre de la section de Central Brooklyn de DSA et proche des cercles amicaux liés au magazine *Jacobin*, déclare par exemple :

> Je pense à la manière dont l'identité raciale, pas seulement elle mais tout de même elle en particulier, est utilisée comme une arme contre des revendications qui ne sont même pas nécessairement socialistes mais qui sont universalistes, sur la redistribution ou sur, je ne sais pas, quelque chose comme l'accès aux soins de santé … Je pense que dans ce pays il est très difficile d'avoir une conversation sur la politique qui, pour être honnête, porte sur des choses réelles, et souvent le genre de discussions sur l'identité y fait obstacle, c'est une façon de… En fait, c'est souvent utilisé comme une façon de discréditer la gauche, qui est accusée d'être trop blanche ou trop masculine, ou trop ceci ou trop cela, alors que ce n'est souvent honnêtement pas du tout le cas[311].

---

310 Aiden, Miami, communication personnelle, 3 septembre 2021. Notre traduction (*It's … a ploy by the democratic party to remain relevant when their policies don't benefit anyone tangibly except for the extremely rich and corporations. It's a way of saying "well we're not going to fix things but hey look, now a black guy is oppressing you, hey look now there's some women in these positions of power" ... it's like ... and, you know I don't support it but it's a fairly clever tactic, I will give it to them, it's a way of galvanizing support because, you know, a huge portion of the population is women, a huge portion of the population is Black or Hispanic or whatever, and you know, after centuries of rich white men being who runs things to think that "well at least someone from my group is in those positions of power", it makes it, you know, it's a way of getting the the oppressed masses to think "well maybe I won't be oppressed forever" as opposed to having them think, "well why are there even people in these positions of power, why are there these people with these resources and power and authority over me"*).

311 Gabriel, Brooklyn, communication personnelle, 13 décembre 2021. Notre traduction (*I think of the way in which um, especially like racial identity but not only that you know, but especially racial identity is used as a cudgel against claims that aren't even necessarily socialists but just claims that are like universalist um, about uh redistribution or about um, you know a right to uh you know, I don't know anything like healthcare … I think in this country it's very hard to have a conversation about politics that to be honest is like about real things and often the sort of identity discussion gets in the way of that, it's a way of um, of actually… it's often used as a way of discrediting the left, which is accused of being like, too white or too male or to this or to that when it's often honestly not true at all*).

Cette analyse fait notamment écho aux attaques politiques mentionnées au début de cette section, provenant du camp *liberal* et dirigées contre ses adversaires socialistes. Ces derniers, attaqués en termes moraux et d'un point de vue identitaire (et particulièrement dans l'État de New York, où DSA a atteint son plus grand nombre de succès électoraux[312]), sont par exemple considérés comme les acteurs privilégiés de processus de gentrification opérant dans certaines circonscriptions *liberal* et comme coupés des souffrances et des aspirations des franges les plus défavorisées (et racisées) de la population. La plupart des militants interrogés, ainsi que l'organisation de DSA en général, reconnaissent la propension de ses membres à être majoritairement blancs et masculins[313]. Ils rejettent cependant fortement le cadrage politique opéré par leurs adversaires *liberal*, considérant ce dernier comme moraliste, superficiel et abstrait, et considérant la nécessité du développement d'une organisation « diverse » comme avant tout motivée par le besoin de représenter le prolétariat dans son ensemble[314]. Dans ce cadre, les « politiques identitaires » sont considérées par ces militants comme l'arme privilégiée de leurs adversaires politiques, symbolisant à la fois les excès rhétoriques et les insuffisances politiques du *liberalism* contemporain, ainsi que leur opposition fondamentale à ce dernier.

. La position de DSA

L'organisation des *Democratic Socialists of America* en elle-même ne s'est jamais positionnée officiellement dans le débat théorique portant sur l'opposition entre « politiques identitaires » et « politiques de classe ». Comme nous le verrons plus bas[315], son mode d'organisation, qui cherche à inclure une grande diversité de tendances en son sein (l'organisation se décrit comme « big tent », « multi-tendances »), participe notamment à sa relative aversion pour les prises de positions pouvant être sujettes à de forts clivages au sein du mouvement socialiste. Il est cependant possible d'inférer certaines de ses positions sur ce sujet au travers de son programme politique déclaré et de certains textes officiels, présentés par l'organisation comme essentiels à une introduction à son socialisme démocratique. Ces documents témoignent alors d'une conception marxiste de l'entrelacement des oppressions « identitaires » et de classe, telle que mentionnée dans notre chapitre 1. Ainsi, sur la question des inégalités raciales, le programme de DSA (voté lors de la convention nationale de 2021) déclare notamment :

312 Voir par exemple Zach Williams, « The party of gentrifiers is moving into Brooklyn », *City & State NY*, 11 oct. 2019 ; Stephen Witt, « The Art of White Privilege », *PoliticsNY*, 23 juin 2020.
313 Voir par exemple la résolution 31 (« Making DSA a Multiracial and Anti-Racist Organization »), votée lors de la convention nationale de 2021 de DSA. Democratic Socialists of America (DSA), *2021 DSA Convention Resolutions*, https://convention2021.dsausa.org/2021-dsa-convention-resolutions/, (consulté le 14 juillet 2023).
314 Democratic Socialists of America (DSA), *2021 DSA Convention Resolutions* ; Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising: Socialist Strategy in the Age of Political Revolution*, https://www.dsausa.org/strategy/resistance_rising_socialist_strategy_in_the_age_of_political_revolution/ , 25 juin 2016, (consulté le 8 juillet 2023).
315 Chapitre 6, partie 6.1.

> Nous luttons pour une abolition de la suprémacie blanche et de l'oppression raciale, parce éngque leur destruction est dans l'intérêt de tous les travailleurs, y compris les travailleurs blancs. La blanchité est une construction sociale moderne … liée au développement du capitalisme dans les premières colonies européennes. Les fictions de la blanchité et l'idéologie raciale peuvent être assimilés à un cadeau empoisonné [pour la classe ouvrière blanche][316].

Cette analyse des oppressions racistes est directement inspirée de certains travaux universitaires et militants marxistes que nous avons pu mentionner dans notre chapitre 1, partie 1.2. Si certains termes utilisés renvoient directement à certains de ces auteurs[317], la conception du racialisme comme idéologie moderne, née des conditions matérielles et des relations de production des colonies négrières du 17e siècle, peut être ramenée à des ouvrages comme *The Invention of the White Race* de Theodore W. Allen ou *Racecraft* de Karen et Barbara Fields. Ces derniers se sont en effet opposés à l'idée d'une idéologie raciale découplée des processus matériels de son temps, « comme si l'objectif principal de l'esclavage avait été la production de la suprématie blanche plutôt que la production de coton, de sucre, de riz et de tabac »[318]. Tirant les conséquences de cette analyse, il suit, pour DSA, qu'il est impossible de « combattre significativement le capitalisme sans combattre la suprématie blanche, et vice versa »[319]. Si l'organisation rejette alors une conception du racisme comme entièrement isolé des dynamiques de classe dans la société états-unienne, elle rejette dans le même temps une vision naïvement « classiste » de la lutte socialiste, et cherche à promouvoir la politisation d'une « classe ouvrière multi-raciale » pour lutter à la fois contre les dynamiques d'exploitation capitaliste et d'oppression raciale[320].

316 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 juillet 2023). Notre traduction (*We fight to abolish white supremacy and racial oppression because its destruction is in the interest of all workers, including white workers. Whiteness is a modern sociological construction … linked to the development of capitalism in the original European colonies. The fictions of whiteness and the ideology of race amount to a barbed offering*).

317 Le terme de « barbed offering », que nous avons traduit par « cadeau empoisonné » pour plus de clarté, fait ici directement référence au texte rédigé par Noël Ignatiev en 1969 lors des conflits internes de l'organisation SDS, décrivant le « privilège blanc » comme un piège tendu par le capital à la classe ouvrière blanche et comme un moyen privilégié pour diviser le prolétariat dans son ensemble : « la suprématie blanche est le secret de la domination bourgeoise et la raison cachée de l'échec du mouvement ouvrier dans ce pays … Suggérer que l'acceptation du privilège lié à la peau blanche est dans l'intérêt des travailleurs blancs revient à suggérer qu'avaler l'hameçon avec le ver est dans l'intérêt du poisson. Considérer le rejet de ces privilèges comme un 'sacrifice' revient à dire que le poisson commet un sacrifice lorsqu'il saute à la surface de l'eau, remue sa queue, agite sa tête furieusement et se débarrasse de cette offrande barbelée ». Noel Ignatiev et Chicago Revolutionary League, « Without a Science of Navigation », notre traduction (*white supremacy is the real secret of the rule of the bourgeoisie and the hidden cause behind the failure of the labor movement in this country … To suggest that the acceptance of white-skin privilege is in the interests of white workers is equivalent to suggesting that swallowing the worm with the hook in it is in the interests of the fish. To argue that repudiating these privileges is a "sacrifice" is to argue that the fish is making a sacrifice when it leaps from the water, flips its tail, shakes its head furiously in every direction and throws the barbed offering.*)

318 Barbara J. Fields et Karen E. Fields, *Racecraft: The Soul of Inequality in American Life*, Londres, Verso Books, 2022, p. 85. Notre traduction (*as though the chief business of slavery were the production of white supremacy rather than the production of cotton, sugar, rice, and tobacco.*)

319 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform.* Notre traduction (*We cannot meaningfully combat capitalism without combating white supremacy and vice versa*).

320 Voir par exemple Ramsin Canon and Diego Morales, *Building a Multiracial Working Class Organization in Chicago and Beyond*, https://midwestsocialist.com/2019/09/25/building-a-multiracial-working-class-organization-in-chicago-

Dans le cadre de sa conception des oppressions de genre et des luttes correspondantes, DSA se positionne sur une ligne similaire, déclarant dans ce même programme :

> DSA est une organisation féministe socialiste. Nous militons avec des personnes s'identifiant de tous genres pour lutter contre les systèmes d'oppression et d'exploitation comme le patriarcat, le capitalisme et la suprématie blanche. Le féminisme *liberal* axé autour de la représentation se contente d'augmenter le nombre de visages féminins existant au sein des structures d'oppression. La mise en place de quelques femmes au sein de postes de pouvoir ne correspond cependant pas à une libération. Une telle libération implique pour les personnes de tous les genres une liberté et une autonomie sur la conduite de leur vie et sur leur corps qui n'est possible qu'à travers la fin de l'exploitation [capitaliste] … Le capitalisme impacte de manière spécifique les travailleuses à travers la dévalorisation du travail féminisé, les violences sexuelles sur les lieux de travail, le travail domestique gratuit et les diverses formes de travail émotionnel attendues des femmes[321].

Cette analyse est en effet cohérente avec la tradition du féminisme socialiste qui affirme la centralité du travail, et plus généralement des relations d'exploitation induites par le système capitaliste dans les diverses formes d'oppressions subies par les femmes. La campagne de défense du droit à l'avortement menée par DSA, à la suite de l'annulation par la Cour suprême de l'arrêt *Roe v. Wade* en 2022, marque également cette approche « de classe » de l'émancipation féministe. Les questions d'accès à l'avortement sont alors placées dans des dimensions économique et matérielle et analysées dans le contexte d'une lutte des classes (*class war*) plus large[322]. L'organisation met donc à nouveau en avant une analyse des oppressions « identitaires » comme liées à leurs conditions matérielles d'existence et donc à la division de la société en classes, *in fine* au mode de production capitaliste. La présentation et la critique d'un « féminisme *liberal* axé autour de la représentation » s'attaque de plus à un point essentiel du maniement démocrate des politiques de l'identité, au travers de sa focalisation sur la représentation descriptive et du pluralisme libéral qui la sous-tend[323].

---

and-beyond/ , 25 septembre 2019, (consulté le 8 juillet 2023). *Midwest Socialist* est une publication de la section de Chicago de DSA et ne vient cependant pas représenter l'organisation dans son ensemble.

321 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform.* Notre traduction (*DSA is a socialist feminist organization. We organize people of all genders to fight against systems of oppression and exploitation including patriarchy, capitalism, and white supremacy. Liberal representation feminism is content with increasing the number of female faces in oppressive structures. A few women in positions of power, however, is not liberation. Liberation means all genders having freedom and control over their own lives and bodies through ending exploitation … Capitalism specifically impacts women workers through devaluing of feminized labor, sexual violence in the workplace, unpaid housework, and the expectation of emotional labor.*).

322 @DemSocialists, « DSA sur Twitter: Abortion is wrongly classified... », *Twitter*, 5 mai 2022, https://twitter.com/DemSocialists/status/1527733805158645760 (consulté le 8 juillet 2023) ; Emily Mikhail and Waleeta Canon, *The Fight For Abortion Is Class Struggle*, https://midwestsocialist.com/2022/06/22/abortion-is-class-struggle/ , 22 juin 2022, (consulté le 8 juillet 2023).

323 Voir plus bas, chapitre 3, partie 3.4 ; chapitre 5, partie 5.4.

On voit donc, au travers des exemples des luttes féministes et anti-racistes[324], comment DSA s'oppose aux conceptions « identitaires » et *liberal* des oppressions liées à la race et au genre. Si les demandes politiques concrètes du programme incluent un ensemble de demandes d'élargissement de « droits démocratiques » souvent associées aux « politiques identitaires » par la tradition marxiste[325] (durcissement des lois anti-discrimination sur les lieux de travail, limitation des barrières administratives pour les transitions de genre…[326]) et de demandes plus traditionnellement redistributives et « matérielles » (augmentation de salaires pour les travailleurs domestiques et dans les domaines du « care », meilleure intégration des travailleurs immigrés dans le système éducatif et le marché du travail…[327]), le programme s'oppose clairement aux analyses et propositions *liberal* vis-à-vis des diverses formes d'oppressions existant sur le sol états-unien. Il fait toutefois attention à ne pas déprécier l'apport distinct des luttes « identitaires » au projet socialiste, reconnaissant la spécificité de ces dernières et la complexité du rapport d'interdépendance des oppressions sociales et de l'exploitation économique.

Cette approche plus modérée est également reflétée dans certains textes mis en avant par DSA, dont la profession de foi *Resistance Rising : Socialist Strategy in the Age of Political Revolution*[328], publiée en juin 2016, lors de l'importante augmentation de membres de l'organisation. Ce texte, qui cherche à représenter « un mouvement socialiste-démocratique mettant en avant l'interrelation de toutes les luttes »[329] modère ainsi l'assertion d'une dépendance totale des formes d'oppressions « identitaires » à l'exploitation capitaliste :

> Bien que DSA affirme que l'exploitation économique traverse toutes les autres formes d'oppressions … nous ne pensons pas que les oppressions raciales, de genre, sexuelles ou autres sont réductibles à l'exploitation économique. La solidarité entre tous les travailleurs pris au piège du système capitaliste est un prérequis essentiel au développement d'un mouvement socialiste fort, mais le socialisme compris en tant que démocratie radicale représente bien plus que l'émancipation d'une simple classe économique[330].

324 Mais également des luttes pour les droits des personnes LGBTQ : « nous militons pour la libération des personnes queers, comprenant que cette libération … dépend de l'accession à une justice économique pour la classe populaire multi-raciale et pour toutes les personnes opprimées … Nous nous opposons fortement au 'capitalisme arc-en-ciel' … et rejetons tout autant 'l'homo-nationalisme' [respectivement, la co-optation des luttes LGBTQ par divers grandes entreprises et le complexe militaro-industriel] ». Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform.* Notre traduction (*We organize for the liberation of queer people, understanding that liberation ... depends on achieving economic justice for the multiracial working class, and all oppressed people ... We strongly oppose "rainbow capitalism," ... We likewise reject "homonationalism,"*).

325 Voir plus bas, chapitre 3, partie 3.3. Voir également Karsten Schubert, « Identity politics and the democratization of democracy: Oscillations between power and reason in radical democratic and standpoint theory », *Constellations*, 29 septembre 2023 [en ligne].

326 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform.*

327 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform.*

328 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising.*

329 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising.* Notre traduction (*a democratic socialist movement that emphasizes the interconnectedness of all of the struggles)*.

330 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising.* Notre traduction (*while DSA believes that economic exploitation cuts across all other forms of oppression ... we do not believe that racial, gender, sexual and other forms of*

Nuançant les analyses marxistes attribuant uniquement au capitalisme les manifestations d'oppressions liées aux identités sociales, *Resistance Rising* s'incrit toutefois dans une analyse de classe de ces dernières, considérant par exemple le racisme[331] ou le sexisme[332] comme manipulés par une classe possédante afin de diviser la classe ouvrière et d'empêcher toute forme de prise de pouvoir politique par celle-ci. Ainsi, et à nouveau, ce texte considère la politisation d'une classe ouvrière multi-raciale comme essentielle au démantèlement du capitalisme, mais également des autres systèmes de domination sociale. L'argument n'est pas alors proposé en termes moraux mais stratégiques :

> La seule stratégie socialiste-démocratique capable d'une résistance effective au capitalisme est celle qui lie ensemble les mouvements antiracistes, féministes, LGBTQ, syndicaux, anti-validistes et anti-agistes (entre autres) en assimilant les connexions existant entre ces derniers. Nous considérons que ces luttes se renforcent mutuellement et que le succès de l'une dépend en dernière analyse de celui des autres[333].

Reconnaissant les liens intimes unissant luttes anticapitalistes et combats liés aux identités sociales, ce document d'introduction au socialisme-démocratique cherche donc à proposer un point de vue nuancé et modéré au sein du débat portant sur l'opposition entre « politiques de classe » et « politiques identitaires ». Rejetant à la fois les assertions d'une indépendance complète, par exemple du racisme, vis-à-vis des conditions matérielles de la société états-unienne et celles d'une subordination totale des oppressions « identitaires » aux relations capitalistes, le texte propose en effet l'idée d'une interdépendance complexe entre ces deux pôles.

Au travers de ses militants mais également de certaines de ses positions officielles, DSA se présente comme une force relativement nuancée dans le mouvement socialiste contemporain des États-Unis, vis-à-vis du débat séparant théoriquement politiques de l'identité et politiques de classe. On

oppression are reducible to economic exploitation. Solidarity among all working people who are ensnared in the capitalist system may be a prerequisite for a strong socialist movement, but socialism as radical democracy is much more than the emancipation of a single economic class).

331 « Les politiques racistes ou dirigées contre les immigrés ne représentent pas seulement une attaque directe contre les droits civiques de millions de personnes … elles servent également comme outil, de la part des élites économiques, pour diviser le prolétariat (qui, en se focalisant sur des peurs et haines raciales ou ethniques, sont incapables de former des liens de solidarité autour de luttes économiques communes contre la classe capitaliste) ». Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising,* notre traduction (*racist and anti-immigrant politics not only represent a direct assault on the civil rights of millions ... but also serve as an effective tool that economic elites can employ to divide sections of the working class (who, by focusing on racial/ethnic fear and hatred, are unable to forge ties of solidarity around shared economic struggles against the capitalist class).*)

332 « Nous devons … confronter une large gamme d'inéquités de genre persistante dans notre société dominée par les hommes, alors même que le néolibéralisme divise toujours plus les travailleuses par la rhétorique de la méritocratie et du féminisme 'lean-in' [une forme de féminisme libéral valorisant les femmes de pouvoir au sein de la structure capitaliste] ». Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising,* notre traduction (*we must ... confront a wide range of gender inequities that persist in our male dominant society, even as neoliberalism increasingly divides working and professional women through the rhetoric of meritocracy and 'leaning-in'.*)

333 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising.* Notre traduction (*the only democratic socialist strategy capable of effective resistance to capitalism is one that links together antiracist, feminist, LGBTQ, labor, anti-ableist, and anti-ageist (as well as other) movements by 'connecting the dots' between them)*.

s'aperçoit dans le même temps que l'organisation et ses militants, tout comme le magazine *Jacobin* et les producteurs de contenus audiovisuels mentionnés dans cette section, représentent un socialisme idéologiquement ferme et fortement opposé au *liberalism* jusqu'alors hégémonique dans les rangs de la gauche politique états-unienne. Ces acteurs majeurs du socialisme états-unien ont alors associé de manière constante les « politiques identitaires » à un tel *liberalism*, présentant tour à tour sa rhétorique et ses politiques antiracistes, féministes ou autres comme cyniques, superficielles et informées par une conception erronée de la nature de ces oppressions et des enjeux politiques qui leur sont liés. Malgré les différences politiques existant entre les acteurs du mouvement mentionnés ici, la critique du Parti démocrate et de son maniement d'une rhétorique « identitaire » les unit dans une analyse socialiste commune, proposant ses propres interprétations et solutions aux questions liées notamment au genre, à la race ou à la sexualité traversant la société états-unienne.

Conclusion du chapitre

Si les relations historiques entre socialisme et *liberalism* dans la tradition radicale états-unienne sont complexes et changeantes, faites de cycles d'alliances et d'oppositions frontales, nous avons vu comment l'émergence du socialisme états-unien à partir du milieu de la décennie 2010 s'est accompagnée d'un rejet constitutif de la forme spécifique prise par le *liberalism* à l'ère Obama, amorcée lors de la présidence Clinton. Si nous avons pu analyser en premier lieu ce clivage dans des termes généraux, opposant un « socialisme émergent » aux politiques et discours du Parti démocrate, nous avons pu également voir comment, dans un certain nombre d'itérations concrètes, le discours et les propositions socialistes se sont opposées directement à certaines formes de politiques constitutives du *liberalism* démocrate au 21e siècle. L'organisation des DSA, bien que plus nuancée sur ces questions que certains acteurs culturels ou intellectuels de la scène socialiste naissante, s'est également positionnée de cette manière, malgré sa grande décentralisation et l'important nombre de courants existant en son sein.

Le débat opposant des formes de politiques centrées sur la lutte contre des oppressions dites « identitaires » et des formes de politiques centrées sur la notion de classe sociale a donc été important dans la construction contemporaine de l'opposition entre socialisme et *liberalism*, dès la première campagne de primaires présidentielles de Bernie Sanders. Cette opposition, qui a été centrale dans la constitution de ce socialisme émergent au 21e siècle, remet donc au premier plan un ancien clivage au sein de la gauche états-unienne, ayant trait à la nature de formes d'oppressions comme le sexisme ou le racisme et aux meilleurs moyens de lutter contre. Ce clivage, qui fut jusqu'alors principalement cantonné à des débats intellectuels, a alors pris une forme concrète, pouvant informer à

la fois des stratégies électorales et des mesures matérielles pouvant éventuellement être mises en œuvre par des socialistes désormais élus à divers niveaux de gouvernement. Il convient cependant à ce point de notre analyse de revenir sur la dimension théorique de l'opposition entre « politiques de classe » et « politiques identitaires », que nous analyserons en profondeur dans le chapitre suivant.

Conclusion de la première partie

Dans cette partie, nous avons cherché à clarifier et à contextualiser les conditions d'émergence et les dynamiques ayant conduit à une opposition renouvelée entre *liberalism* et socialisme dans la gauche contemporaine des États-Unis. Dans un premier chapitre, nous avons remis en contexte le *liberalism* du Parti démocrate, tel qu'il a pu s'exprimer en 2016 lors de la campagnes de primaires opposant Sanders à Clinton. Pour ce faire, nous avons analysé les évolutions récentes du *liberalism* états-unien et de son représentant institutionnel majeur, le Parti démocrate. Nous avons vu de quelle manière ce *liberalism* s'est déplacé d'une approche redistributrice et keynesienne, appuyée en partie sur le mouvement syndical, à une approche centriste d'un point de vue économique et plus propice, par le biais des sensibilités politiques de sa « nouvelle » coalition électorale, à mettre en œuvre une rhétorique centrée autour de la question des luttes contre les oppressions « identitaires », dans le contexte plus large d'un conflit bipartisan s'organisant davantage autour de questions « culturelles ». Dans un second chapitre, nous avons cherché à évaluer les caractéristiques de l'opposition socialiste à un tel *liberalism*, par une analyse de ses conditions d'émergence à la seconde moitié de la décennie 2010 et dans son rapport aux questions « identitaires » qui ont pu émailler la campagne de 2016. Dans ce cadre, nous avons montré de quelle manière l'opposition au *liberalism* a pu être centrale dans la constitution de ce « nouveau » socialisme, et l'importance du débat opposant des « politiques identitaires » à des politiques centrées autour de la notion de classe sociale dans la construction contemporaine de cette opposition.

L'analyse menée dans cette partie met donc en évidence l'importance du clivage « identité/ classe » dans la structuration du conflit entre *liberalism* et socialisme états-uniens. Ce constat vient renforcer la pertinence de l'orientation de nos questions de recherches, ayant trait à la question de l'importance d'un tel clivage dans l'évolution générale de la gauche états-unienne. Plus encore, il ouvre la voie à une réflexion théorique approfondie sur le concept se trouvant au centre de cette opposition : celui de « politiques identitaires ». Nous allons ainsi, dans la prochaine partie, interroger ce concept sous l'angle de la philosophie politique, en examinant sa validité théorique et ses possibles affinités avec les pratiques politiques « réelles » du socialisme et du *liberalism* états-uniens.

Deuxième partie.

Enjeux théoriques et clivages politiques : socialisme et *liberalism* sous l'angle des politiques de l'identité

Volontairement ou non, la campagne de Sanders en 2016 a relancé la controverse autour de la primauté des enjeux de classe par rapport aux questions « identitaires ». Dans ce cadre, les membres d'un mouvement socialiste émergent se sont opposés à ce qu'ils considéraient comme une rhétorique démocrate superficielle trop focalisée sur des discours « identitaires », en insistant sur la nécessité de remettre la lutte des classes au centre du débat politique. De leur côté, les membres du Parti démocrate et d'un certain nombre de magazines ou journaux *liberal* ont mis en avant ce qui a été perçu comme un « angle mort racial » de Sanders, ainsi que les attitudes misogynes d'une partie de sa base électorale (les « Bernie Bros »). La première partie de ce travail a permis de replacer ce débat dans son contexte et de l'associer au réalignement récent de la coalition démocrate, d'un point de vue à la fois démographique et pragmatique, ainsi qu'à une thématique d'opposition au *liberalism* qui a accompagné la résurgence socialiste post-Sanders, elle-même représentée par des organisations telles que les *Democratic Socialists of America* et des médias comme *Jacobin*.

Sur le plan théorique, et malgré son utilisation fréquente, la notion « d'identity politics » reste relativement peu étudiée. Rares sont les travaux scientifiques à en avoir proposé une définition opératoire précise, et ses emplois concrets dans le champ politique demeurent largement à appréhender. La présente partie s'interroge alors sur la nature exacte de ce concept, et sur ses affinités éventuelles avec des acteurs identifiables de la scène politique états-unienne. Pour y répondre, le chapitre 3 est consacré à une entreprise de définition théorique des concepts-clefs de notre travail, notamment celui de « politiques identitaires » que nous avons cherché à délimiter sous la forme d'un type idéal. Partant de ces définitions, cette partie s'attachera ensuite à explorer les pratiques politiques des deux principaux acteurs considérés, et leurs affinités éventuelles avec les caractéristiques idéales-typiques dégagées. Dans le chapitre 4, les positionnements idéologiques du Parti démocrate au 21e siècle sont analysés sous cet angle, et en regard de l'étiquette de « progressisme libéral » que lui attribuent certains auteurs et universitaires. En parallèle, le chapitre 5 passe en revue les rapports entretenus par le mouvement socialiste états-unien, dans ses pratiques tout au long du 20e siècle, avec les notions de « race », de « genre » et de « classe ».

Ainsi, cette deuxième partie, qui vise à analyser les clivages idéologiques entre socialisme et *liberalism* à l'aune des « politiques identitaires », s'occupe au premier chef de questions de définition en mobilisant une méthode et des concepts propres à la philosophie politique. Par là, il s'agira de souligner la pertinence (et la possibilité) d'étudier la notion de « politiques identitaires » de manière substantielle, et de mesurer son intérêt dans la mise au jour de clivages, qu'ils soient théoriques ou

non, existant au sein de ce qui apparaît comme les deux composantes essentielles de la gauche états-unienne contemporaine.

Chapitre 3. Questions de définition et enjeux politiques

Dans ce chapitre, nous nous proposons de clarifier et de définir les notions théoriques cardinales de notre analyse des clivages idéologiques entre socialisme et *liberalism* états-uniens. L'objectif poursuivi ici consiste à poser un cadre conceptuel destiné à structurer notre réflexion et à fournir les outils nécessaires à la compréhension des dynamiques politiques étudiées dans cette thèse. En premier lieu, le concept de « politiques identitaires », bien qu'omniprésent dans certains discours militants et universitaires, demeure particulièrement problématique sur le plan théorique. Il fait l'objet d'une diversité d'interprétations, et aucun consensus clair n'a été établi quant à sa définition. En conséquence, il sera placé au cœur de ce chapitre qui vise à en circonscrire une forme idéale-typique.

Par ailleurs, d'autres concepts s'avèrent cruciaux pour comprendre les enjeux à la fois théoriques et politiques abordés dans ce travail. Ainsi, il sera indispensable d'examiner les notions de libéralisme, de *liberalism* et, bien sûr, de socialisme. S'ils semblent bien établis dans le champ de la philosophie politique, ces concepts revêtent néanmoins des significations multiples et évolutives selon les contextes historiques et politiques. Le libéralisme, tel qu'il est théorisé en philosophie politique ou en droit constitutionnel, diffère substantiellement de l'acception états-unienne du *liberalism* dont la définition précise, en termes de pensée politique distincte, ne va à son tour pas forcément de soi. Alors que les modes de conceptualisation politique du premier terme intègrent le second, celui-ci renvoie davantage à un marqueur partisan contextuel qu'à un corpus théorique ou idéologique donné. De son côté, le socialisme apparaît également difficile à délimiter conceptuellement. Il s'agira alors de proposer une définition minimale de la notion en la présentant avant tout sous le rapport de ses affinités et de ses antagonismes avec les régimes politiques libéraux.

Ce chapitre servira donc de fondation théorique à l’ensemble de notre analyse, permettant de structurer les débats conceptuels et de mieux comprendre les clivages idéologiques au cœur des dynamiques étudiées. En clarifiant ces notions essentielles, il nous sera possible de traiter avec plus de précision les pratiques et discours des acteurs, tout en identifiant les points de convergence et de divergence entre socialisme et *liberalism* dans le contexte états-unien contemporain.

3.1. Libéralisme, *liberalism* et socialisme

. Le libéralisme : philosophie politique et « réalité du temps présent »

Le premier concept que nous souhaitons aborder ici est celui du libéralisme. Si dans le langage courant et en France, il est le plus souvent employé dans un sens économique restreint (correspondant à une vision plus ou moins laissez-fairiste ou généralement élogieuse de l'économie de marché[1]), il est utilisé dans un sens immédiatement partisan aux États-Unis (sur lequel nous reviendrons plus bas). Au-delà de ces usages, nous recourrons à ce terme comme concept de philosophie politique plus large dans ce travail, informant le cadre général de ce qui est communément désigné sous le nom de « démocraties libérales ». En tant que tel, il doit autant être compris comme « un phénomène historique et politique que comme une théorie normative »[2], délimitant les imaginaires politiques et les pratiques institutionnelles qui sous-tendent la majorité des régimes démocratiques occidentaux[3]. Afin de préciser cette courte définition, il convient de présenter brièvement la pensée et la pratique libérale telles qu'elles se sont développées historiquement.

Le libéralisme a initialement été constitué en tant que pensée contestataire. Influencé par la pensée des Lumières (et notamment des « Lumières écossaises », de Hume à Smith en passant par Ferguson[4]), le libéralisme a en effet entrepris, dès ses origines, de mener une forte critique de l'Ancien Régime, de ses dominations de classe arbitraires (absolutisme royal, pouvoir de l'Église) jusqu'à son mode d'organisation économique et social, en premier lieu la féodalité[5]. Ce projet d'une nouvelle société (né avec la notion même de « société »[6] ou de « société civile »[7]) s'est appuyé sur une philosophie et une anthropologie distincte, touchant à une représentation spécifique de l'homme, de la société et de l'histoire. Pour la majorité de ses théoriciens, et suivant l'influence majeure d'auteurs comme Locke ou Smith, l'homme est alors défini au travers de ses intérêts individuels. Rejetant les anciens idéalismes chrétiens ou les conceptions antiques du « Bien » souverain, l'homme est pensé comme mû par la recherche de son intérêt ou par la satisfaction de ses désirs : « l'intérêt et la passion, que les morales et les religions traitaient comme des faiblesses, désignent désormais les

1 À laquelle nous ferons référence dans ce travail sous le terme de « libéralisme économique ».
2 Catherine Audard, *Qu'est-ce que le libéralisme ?: éthique, politique, société*, Paris, Gallimard, 2009, p. 20.
3 Duncan Bell parle par exemple de « méta-catégorie du discours politique occidental ». Duncan Bell, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 2014, vol. 42, n° 6, p. 682-715, p. 633. Notre traduction (*liberalism has become the metacategory of Western political discourse*).
4 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde : Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2020, p. 27.
5 Pierre Manent, *Les libéraux*, Paris, Gallimard, 2001, p. 11-16 ; Wendy Brown et Janet Halley, « Introduction » dans *Left Legalism/Left Critique*, Durham, Duke University Press, 2002, p. I-38, p. 5.
6 Pierre Manent, *Les libéraux*, p. 14.
7 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique: cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard, 2004, p. 304-310.

moteurs de l'action »[8]. Animée par les intérêts de chacun, cette action humaine doit alors se comprendre en termes de réponse à un « manque »[9], action variée selon chaque individu. La conception libérale de la société dérive ensuite de cette anthropologie des intérêts. L'interdépendance harmonieuse de ceux-ci est affirmée[10] et pensée comme soutenue par une organisation sociale qui se fonde sur la division du travail. Interdépendance des intérêts et division du travail concourent par là à un ordre économique et social de « l'utilité réciproque dans l'échange »[11]. Dans ce cadre, l'individu libéral n'est « ni antisocial ni immoral », car le libéralisme conçoit le lien social « comme lieu de négociations et de consensus »[12], et la société en elle-même (au travers des mécanismes de marché) comme résultat de ces négociations et comme équilibre du jeu différentiel des intérêts individuels. La notion de société est donc à comprendre au travers de celles d'échange et du champ de l'économie, correspondant historiquement à un développement conjoint de la pensée libérale et de l'économie politique comme discipline scientifique[13]. Enfin, le libéralisme s'est développé par l'intermédiaire d'une théorie de l'histoire marquée par une notion de « progrès », illustrée notamment par la théorie des « quatre stades » de l'humanité, qui correspondent à différents modes de subsistance : chasse, pastoralisme, agriculture et commerce[14]. La progression historique, intimement liée à la notion de « société civile »[15], est elle aussi rattachée à la recherche individuelle de la satisfaction des intérêts. Le jeu de l'intérêt, au centre de l'action des individus et donc de la société, apparaît en effet comme « le moteur de l'histoire dans la société civile »[16].

Lié à l'ascendance politique et économique de la bourgeoisie au sein des anciens régimes[17], cette pensée libérale a été au coeur des révolutions états-uniennes et françaises du 18e siècle, avant de se diffuser en Europe au cours du siècle suivant, puis dans le monde au début du 20e siècle[18]. Fondamentalement conçue comme une pensée juridique, le libéralisme s'est avant tout occupé d'imaginer les limites de la souveraineté ou des pouvoirs publics. La notion de *droits* occupe alors

8 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, p. 28.
9 Ludwig Von Mises, *Le libéralisme*, [en ligne], Catallaxia, p. 12.
10 Ce qui n'implique pas nécessairement une absence totale d'intervention publique sur les marchés économiques. Le droit, au travers de la puissance publique, est alors particulièrement mobilisé pour harmoniser ces intérêts ou, plus fondamentalement, garantir la mise en œuvre des contrats. À nouveau, il convient de différencier le libéralisme comme philosophie politique générale et le « libéralisme économique » compris en termes de radicalité laissez-fairiste, peu soutenue par la majorité des penseurs et gouvernants libéraux.
11 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, p. 36.
12 Catherine Audard, *Qu'est-ce que le libéralisme?*, p. 79-80.
13 Jean-Yves Grenier et André Orléan, « Michel Foucault, l'économie politique et le libéralisme », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1 octobre 2007, vol. 62, no 5, p. 1155-1182.
14 Robert Meek, cité dans Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, p. 50.
15 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, p. 310.
16 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, p. 57.
17 Stéphane Bonnet, « Florence Hulak, L'Histoire libérale de la modernité. Race, nation, classe », *La Pensée*, 18 juin 2024, vol. 418, no 2, p. 171-173.
18 Serge Bernstein (ed.), *La démocratie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.

une place centrale dans la théorie et la pratique libérales. Qu'ils soient pensés en termes d'expression de la volonté générale (dans une variante « juridico-déductive ») ou en termes de transaction entre gouvernants et gouvernés (dans une variante « radicale-utilitariste »[19]), « naturels » ou non, ce sont en effet les droits des individus qui fondent, dans le libéralisme, à la fois l'association politique des hommes et les limites de leur gouvernement. Manent explicite notamment cette démarche dans un paragraphe synthétique :

> Le droit naturel de l'individu à la vie a trois aspects inséparables et cependant distincts : le droit à la *sécurité*, c'est-à-dire à l'intégrité ; le droit à la *propriété*, c'est-à-dire aux moyens qui permettent de vivre ; le droit à la *liberté*, c'est-à-dire à la libre détermination des moyens de se conserver, dont chacun est pour lui-même le meilleur juge. L'institution politique a pour raison d'être de garantir ces trois droits qui sans elle seraient continuellement précaires : elle est un artifice, ou un instrument, indispensable. Elle n'est légitime que si elle remplit cette fin. Elle remplit cette fin si les lois qu'elle promulgue et qui règlent les relations des sociétaires entre eux expriment le désir de conservation des propriétaires. Comme chacun est le meilleur juge de ce qui lui est bon, les lois n'expriment fidèlement ce désir que si chacun à consenti à leur obéir, par lui-même ou par ses représentants. L'unanimité étant impossible à obtenir, et le vote de l'ensemble du peuple étant irréalisable dans de grands États comme le sont les États modernes, les lois légitimes sont, en pratique, celles qui ont été votées par la majorité des représentants du peuple[20].

Fondé sur la nécessité de garantir les droits des individus, et en premier lieu ceux évoqués par Manent[21], l'État est donc organisé autour d'un système de représentation politique et de lois permettant de concilier la liberté individuelle avec l'autorité publique. La notion d'*État de droit* est ici importante : elle implique que l'autorité de l'État est soumise à des règles juridiques claires et prévisibles, qui protègent les individus contre l'arbitraire du pouvoir. Dans un tel système, la loi prime sur la volonté des gouvernants et elle garantit le respect des droits fondamentaux. L'État de droit assure ainsi un pouvoir politique limité, contrôlé par des mécanismes constitutionnels et judiciaires permettant aux citoyens de contester les décisions gouvernementales lorsqu'elles violent leurs droits. Ce principe est également à l'origine de la *hiérarchie des normes* et de la *séparation des pouvoirs*, deux autres composantes essentielle du libéralisme. En répartissant les fonctions législative, exécutive et judiciaire entre différentes institutions, la séparation des pouvoirs vise à prévenir les éventuels abus autoritaires et à instaurer un équilibre garantissant que chaque branche de l'État reste dans son rôle. Enfin, il convient de mentionner ici un aspect supplémentaire du droit dans le li-

19 Ces deux « écoles », analysées par Foucault et rapportées ici par Dardot et Laval, correspondent en termes généraux aux variantes françaises et anglaises des premiers libéralismes. Il faut comprendre le libéralisme tel que présenté ici comme résultant de « connexions incessantes entre les deux », « série de 'mixtes' » informant la théorie et la pratique générale des démocraties libérales. Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, p. 69.

20 Pierre Manent, *Les libéraux*, p. 13-14.

21 Des penseurs libéraux comme Halévy ou Von Mises parleront également de « la paix, la garantie de la propriété et la liberté de l'échange » (Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, Paris, Gallimard, 1974, p. 25) ou du fait qu'« il convient d'inscrire dans le programme du libéralisme, à côté du mot propriété, ceux de liberté et de paix » (Ludwig Von Mises, *Le libéralisme*, p. 10).

béralisme, important pour notre travail dans la suite de ce chapitre : celui de sa *neutralité* ou de son *formalisme*. Comme le souligne Michéa,

> Pour les libéraux … la fonction première du Droit est de garantir un « ordre juste », c'est-à-dire d'assurer la coexistence pacifique de libertés inévitablement rivales, puisque vouées chacune, par hypothèse, à poursuivre leur seul intérêt particulier. De là, sa neutralité axiologique fondamentale. Alors que les différents Droits traditionnels prenaient toujours soin d'articuler leur travail normatif à une référence morale fondatrice (qu'elle relève d'une parole divine, du dévouement au bien commun, des coutumes populaires ou de l'ordre naturel), le Droit libéral entend, à l'inverse, formuler ses décisions sans jamais prendre appui sur le moindre jugement de valeur. S'il prétendait dire ce qui est « bien » ou « mal », c'est-à-dire, s'il prétendait juger au sens ancien du terme, ce Droit réintroduirait dans l'existence collective les partis pris idéologiques qui ont toujours porté les individus et les groupes à s'affronter violemment[22].

Cette axiologie du droit libéral impose donc de n'édicter que des normes « neutres », imposées par une conception essentiellement formelle des droits fondamentaux. C'est là une des sources de la différence souvent évoquée entre droits « réels » et « formels », notamment en ce qui concerne ceux de liberté et d'égalité[23]. *L'égalité devant la loi*, autre notion constitutive du libéralisme, est alors pensée et mise en pratique de manière abstraite, indépendamment « des forces sociales qui produisent l'inégalité »[24]. Ce formalisme, qui privilégie l'uniformité des principes au détriment d'une prise en compte de la complexité des rapports sociaux et, par exemple, des inégalités « réelles », révèle finalement une tension entre l'idéal libéral d'un « ordre juste » et les disparités sociales qu'il laisse subsister.

La pensée libérale articule ainsi une vision de l'homme et de la société appréhendés à l'aune de la notion d''intérêt', faisant du marché l'espace privilégié des rapports sociaux, avec une conception du droit comme fondement et comme contrôle de la puissance publique. Le marché et le droit apparaissent comme deux piliers régulateurs de l'ordre social, chacun jouant un rôle complémentaire dans l'organisation (ou l'harmonisation) des interactions humaines. L'Etat libéral, grâce à un appareil constitutionnel intégrant les notions-clefs d'Etat de droit, de séparation des pouvoirs et d'égalité devant la loi, se fait le garant de cette harmonie en recourant principalement à un droit pensé comme axiologiquement neutre. C'est bien dans ce contexte que nous utiliserons la notion de libé-

22 Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*, Paris, Flammarion, 2016, p. 92.
23 Voir par exemple Jean-Christophe Merle, « Libéralisme, égalitarisme et droits sociaux. De l'égalité des revenus à une réelle égalité des chances » dans *Questions au libéralisme*, Bruxelles, Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles, 1998, p. 87-107. Pour un exemple concret dans le droit français contemporain, Elsa Fondimare, « La mobilisation de l'égalité formelle contre les mesures tendant à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes : le droit de la non-discrimination contre les femmes ? », *La Revue des droits de l'homme. Revue du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux*, 18 janvier 2017, n° 11.
24 Wendy Brown et Janet Halley, « Introduction », p. 6. Notre traduction (*liberalism's dearest treasure, equality before the law … is regarded … as too abstract to produce substantive egalitarianism without transformation of the social powers that produce inequality*).

ralisme : comme philosophie et cadre institutionnel des démocraties libérales, y compris celle des États-Unis, « tout à la fois une réalité du temps présent et un projet pour l'avenir »[25].

. Le *liberalism* : un identifiant politique mouvant

Aux États-Unis, le terme de *liberalism* est utilisé dans un contexte différent mais toutefois lié. S'il correspond généralement à un usage partisan, associé à la « gauche » par opposition au « conservatisme », le *liberalism* états-unien ne diverge cependant pas des catégories conceptuelles propres au libéralisme tel qu'évoqué jusqu'ici. Comme le souligne Galston, « la plupart des *liberals* et des conservateurs aux États-Unis partagent leur attachement aux principes du libéralisme historique. La contestation politique américaine ressemble davantage à une querelle de famille [au sein du libéralisme] qu'à une lutte à mort »[26]. Associé à la fois à une idéologie cohérente, liée au réalignement politique du début du 20e siècle. qui a vu le Parti démocrate mettre des réformes sociales en oeuvre, et à la notion de « gauche », essentiellement mouvante et définie par son contraire (la « droite », ou les « conservateurs »), le *liberalism* se présente comme une entité ambiguë et difficile à définir avec précision. De là, nous employons le terme dans le sens qui se dégage de ces deux approches, comme identifiant politique associé aux positions les plus distinctives du Parti démocrate : moins lié à un corpus théorique ou militant précis qu'aux évolutions politiques, démographiques et électorales de la coalition démocrate de la période du *New Deal* à nos jours.

Dans son émergence comme concept politique distinct, le *liberalism* états-unien est en effet le plus souvent associé au début du 20e siècle, et plus particulièrement à certaines réactions, intellectuelles[27] et politiques, à la Grande dépression de 1929. Les deux *New Deal* de Roosevelt correspondent en effet à une restructuration de la coalition démocrate et à un déplacement significatif des politiques mises en œuvre par le parti dans une direction plus sociale[28]. D'une certaine manière, cette période a inauguré la division partisane que l'on connaît et dont les signifiants majeurs persistent aujourd'hui. Le Parti démocrate est dans ce cadre celui qui favorise un rôle plus important du gouvernement fédéral dans la société, plus de dépenses de l'État pour les politiques sociales et, plus

25 Francis-Paul Bénoit, *La démocratie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978, p. 5.

26 William A. Galston, « Two Concepts of Liberalism », *Ethics*, avril 1995, vol. 105, no 3, p. 516-534, p. 517. Notre traduction (*most liberals and conservatives share a commitment to the tenets of historical liberalism. American political contestation more resembles a family quarrel than a struggle to the death*.)

27 L'essayiste libéral Alain Laurent créditera notamment à des auteurs comme Mill ou Dewey les premières théories du « libéralisme moderne » états-unien. Alain Laurent, *Le libéralisme américain: histoire d'un détournement*, Paris, Belles Lettres, 2006.

28 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, New York, Cambridge University Press, 2009, p. 73-6 ; Everett Carl Jr. Ladd et Charles D. Hadley, *Transformations of the American Party System*, New York, Norton, 1978, p. 31-87.

généralement, une défense des travailleurs et des citoyens les plus pauvres et marginalisés[29]. Si la référence à « l'âge d'or » démocrate du *New Deal* est alors le plus souvent employée pour qualifier la nature du *liberalism* états-unien en tant qu'idéologie distincte, un certain nombre de chercheurs[30] soulignent cependant le caractère mouvant d'une telle idéologie, qui a naturellement évolué au cours de son siècle d'existence. À cet égard, la typologie présentée par Christophe Cloutier-Roy dans son analyse historique des politiques démocrates au sénat est particulièrement éclairante. Il y présente des courants distincts, coexistant et se succédant tout au long des 20e et 21e siècles : notamment celui qu'il nomme le « libéral classique » et qui correspond aux *New Dealers* et aux « *liberals* de Guerre froide », influencés par le keynesianisme et l'anticommunisme ; le courant « révisionniste », qui correspond aux disciples de George McGovern et à la *Rainbow Coalition* de Jesse Jackson ; le courant « progressiste néolibéral » qui correspond aux *Atari Democrats* et aux *New Democrats* de la « troisième voie », ou encore celui de la « Pax Obama » résultant de la synthèse de ces courants opérée, selon l'auteur, par le candidat et président de la décennie 2010[31]. Ces travaux, mais aussi l'analyse présentée dans notre premier chapitre, concourent à voir le *liberalism* états-unien comme une idéologie dont la signification est particulièrement mouvante et contextuelle. Le problème auquel nous sommes alors confronté réside dans la définition conceptuelle d'une telle pensée et d'une telle pratique politiques, d'autant plus qu'elle est très peu théorisée voire même revendiquée par la public états-unien[32]. Circonscrire le *liberalism* en fonction du couple binaire qu'il forme avec le conservatisme, c'est-à-dire en fonction de l'axe « gauche-droite », complique cette entreprise en l'indexant sur une opposition relative et contextuelle, qui dépend autant des dynamiques historiques et sociales que des interprétations fluctuantes de ce que serait la « gauche » et la « droite » dans le pays.

Dans son histoire contemporaine des « partis de gauche » transatlantiques, l'historienne et sociologue Stephanie Mudge présente en effet l'apparition du terme de *liberalism* aux États-Unis de la façon suivante :

> Dans les années 1920 encore, les termes « gauche » et « droite » n'avaient que peu de rapport avec les grands partis politiques. Mais à la fin des années 1930 est apparue une image de la politique partisane américaine dans laquelle les catégories « gauche » et « droite » s'alignaient,

29 Inter-university consortium for political and social research (ISPR), *The New Deal Realignment*, https://www.icpsr.umich.edu/web/pages/instructors/setups/notes/new-deal.html, (consulté le 9 septembre 2024).
30 Par exemple Constantin Brissaud, « Du social au 'sociétal'. Les indicateurs sociaux et le renouveau du liberalism aux États-Unis (1965-1975) », *Genèses*, 2023, vol. 133, no 4, p. 94-112 ; Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties* ; Christophe Cloutier-Roy, *De Ted Kennedy à Bernie Sanders: l'évolution du libéralisme au sénat des États-Unis et le développement politique américain, 1969-2018*,Université du Québec, Montréal, 2020.
31 Christophe Cloutier-Roy, *De Ted Kennedy à Bernie Sanders*, p. 37.
32 Matthew Grossmann et David A. Hopkins, *Asymmetric Politics: Ideological Republicans and Group Interest Democrats*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

> bien qu'imparfaitement, sur la distinction entre démocrates et républicains. Dans ce nouveau paysage, les « démocrates de Roosevelt » étaient indubitablement de gauche et le terme « libéral », qui était autrefois un cadre linguistique trans-partisan, portait désormais l'imprimatur du *New Deal*, de la gauche démocratique et économiste[33].

Si l'analyse de Mudge fait sienne celle de l'apparition du terme de *liberalism* dans le contexte du *New Deal*, elle le lie également à l'émergence du clivage « gauche-droite » sur l'échiquier politique états-unien, ne résolvant pas le problème de définition d'un tel clivage. Si un certain nombre de chercheurs se sont attelés à cette tâche sans pouvoir proposer de solution définitive[34] et si, dans ce travail, nous sommes amenés à employer les termes de « gauche » et de « droite » comme concepts essentiellement relatifs et définis en opposition l'un à l'autre dans des contextes localisés[35], il convient de préciser que le *liberalism* correspond à une gauche *institutionnelle*, représentée exclusivement au gouvernement par le Parti démocrate. Ne désignant donc pas « la » gauche des États-Unis mais celle de son système bipartisan, le *liberalism* est moins ici à comprendre comme une idéologie politique que comme un marqueur partisan, correspondant aux électeurs les plus alignés avec les positions les plus distinctes du Parti démocrate. C'est finalement dans ce cadre que le terme de *liberalism* est le plus souvent manié dans la littérature académique états-unienne : au sein de travaux de science politique d'orientation quantitative[36], mesurant les identifications *liberal* au travers de questions politiques amenées et cadrées par les discours des deux grands partis[37].

---

33 Stephanie L. Mudge, *Leftism Reinvented: Western Parties from Socialism to Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2018, p. 188. Notre traduction (*as recently as the 1920s, the terms "left" and "right" had little connection to the major political parties. But in the late 1930s there emerged an image of American party politics in which the categories "left" and "right" aligned, albeit imperfectly, with a Democratic-Republican distinction. In this new landscape the "Roosevelt Democrats" were, unmistakably, left and the term "liberal," once a cross-party linguistic frame, now had the imprimatur of New Deal, democratic, economistic leftism.*)

34 Devin K. Joshi, « A New Conceptualization of the Political Left and Right: One Dimension, Multiple Domains », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, septembre 2021, vol. 54, n° 3, p. 534-554 ; Marius S. Ostrowski, « The ideological morphology of left–centre–right », *Journal of Political Ideologies*, 2 janvier 2023, vol. 28, n° 1, p. 1-15 ; J. A. Laponce, *Left and Right: The Topography of Political Perceptions*, Toronto, University of Toronto Press, 1981 ; Christopher Cochrane, *Left and Right: The Small World of Political Ideas*, Kingston, McGill-Queen's Press, 2015 ; Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite: un débat sans frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010 ; Ronald Inglehart, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

35 La « gauche » du Parti démocrate ne sera ainsi pas la même que « la gauche » de DSA qui, comme nous le verrons dans le chapitre 6, est elle-même mouvante selon les périodes et les questions politiques envisagées. Plus généralement, nous souhaitons invoquer ici la formule de Brown et Halley, pour qui « cela serait présomptueux et contraire à nos impulsions politiques de présenter … un exposé exhaustif de ce que l'on entend par 'la gauche'». Wendy Brown et Janet Halley, « Introduction », p. 5. Notre traduction (*it would be hubristic as well as contrary to our political impulses to offer ... a definitive account of what counts as "the left" here*).

36 Michael S. Lewis-Beck, « Forty years of publishing in quantitative methodology » dans J.M. Box-Steffensmeier, H.E. Brady et D. Collier (eds.), *The Oxford Handbook of Political Methodology*, New York, Oxford University Press, 2008, p. 814-827.

37 Comme par exemple dans le cas de la régulation des armes à feu (*gun control*), où le degré de *liberalism* est mesuré par le soutien éventuel aux mesures de rachat d'armes (*buybacks*) ou de contrôles renforcés sur les acheteurs, toutes deux favorisées par le Parti démocrate au cours de la dernière décennie**.** Voir par exemple Alan I. Abramowitz, « It's Only You and Me and We Just Disagree: The Ideological Foundations of Affective Polarization », *The Forum*, 1 décembre 2021, vol. 19, n° 3, p. 349-364.

Il n'en va pas tout à fait de même pour le terme de « progressisme », souvent présenté comme synonyme de *liberalism*. Cloutier-Roy souligne avec justesse l'origine commune des deux termes et la proximité de leurs significations, notamment dans leurs références au mouvement progressiste du 19e siècle et dans leur usage synonymique du substantif « gauche » par opposition au conservatisme[38]. Son emploi contemporain, paradoxalement inauguré par le *Progressive Policy Institute* des « centristes » de la « troisième voie »[39] et généralisé à la fin de la décennie 2010[40], semble cependant lié à une volonté d'identification politique en dehors de l'étiquette *liberal* , étiquette rejetée en raison de l'impopularité des élus de « l'establishment » démocrate auprès du grand public et plus largement en raison de son ambiguïté sémantique, qui ne l'assimile pas directement aux identifiants du Parti démocrate[41]. Si, dans ses usages, le terme de *liberalism* est proche de celui de « progressisme », il perd cependant une partie importante de ses connotations immédiatement partisanes. C'est la raison pour laquelle la forme anglaise est employée telle quelle dans ce travail.

Le *liberalism* états-unien est donc une notion complexe et évolutive, qui se distingue à la fois par son enracinement historique et ses ambiguïtés conceptuelles. Bien qu'associé à la notion de gauche et au Parti démocrate, il n'en constitue pas pour autant une idéologie fixe, mais plutôt un marqueur partisan dépendant de contextes historiques, sociaux et politiques spécifiques. Son émergence au cours de la période du *New Deal* et son rôle dans la restructuration du paysage politique états-unien illustrent un processus continu de transformation, où le *liberalism* s'adapte aux dynamiques du système bipartisan. La distinction entre *liberalism* et progressisme ajoute une dimension supplémentaire à cette complexité, et renforce l'idée d'une gauche institutionnelle en perpétuelle redéfinition.

. Le socialisme comme critique du libéralisme

Enfin, il convient d'évoquer la définition du terme de « socialisme », qui occupe une place centrale dans ce travail. Une telle définition n'est cependant pas aisée : comme le remarquent un certain nombre d'auteurs, ses frontières « ont toujours été floues et évolutives »[42] et englobent un nombre extrêmement varié de courants portant des projets politiques divers, de la tradition libertaire jusqu'à

38 Christophe Cloutier-Roy, *De Ted Kennedy à Bernie Sanders*, p. 35-36.
39 Mark D. Brewer et Jeffrey M. Stonecash, *Dynamics of American Political Parties*, p. 154.
40 Danielle Kurtzleben, « More And More Democrats Embrace The "Progressive" Label. Here's Why », *NPR*, 13 septembre 2021.
41 Joe Simonson, « It's Time to Retire the 'Progressive' Label », *National Review*, 28 juillet 2017 ; David Montgomery, *How Americans label their own political identities | YouGov*, https://today.yougov.com/politics/articles/47575-how-americans-label-their-political-identities-poll , 12 octobre 2023, (consulté le 21 septembre 2024) ; Natasha Fernández, « Why We're Socialists, Not "Progressives" », *Jacobin Magazine*, 7 janvier 2019.
42 Razmig Keucheyan, Jean-Numa Ducange et Stéphanie Roza, « Introduction » dans Razmig Keucheyan, Jean-Numa Ducange et Stéphanie Roza (eds.), *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, p. 11-23.

la social-démocratie. Ces tendances peuvent diverger tant sur l'identification des systèmes d'oppression ou de domination à combattre que sur la vision de la société à construire, ou encore sur les stratégies à adopter pour atteindre ces objectifs politiques, à l'instar de l'ancienne opposition entre courants réformistes et révolutionnaires. En parallèle, la plupart des définitions classiques du socialisme rendent compte de ce dernier par le prisme économique : Mill le décrit par exemple sous l'angle de l'abolition de la propriété privée[43], et Weber ou Durkheim sous celui de la planification de l'économie[44]. Au cours de ce travail, nous nous situerons dans la continuité des travaux universitaires les plus récents[45], en nous refusant à définir de manière trop précise le socialisme compris *en général*. Une telle approche risquerait en effet de ne pas rendre suffisamment compte de la diversité des approches socialistes, amenant certains à parler de « socialismes » au pluriel[46] pour décrire le mouvement dans toute sa richesse historique, intellectuelle et militante. Il nous semble alors plus pertinent d'analyser un ou plusieurs socialismes *en particulier*, au travers d'études de mouvements politiques « réels » et « réellement » exprimés par des pratiques militantes ou des productions intellectuelles directes. Une telle analyse est précisément l'un des objectifs fixés par ce travail de thèse, pour le cas du socialisme états-unien en général et de DSA en particulier. Nous visons dans cette optique à construire une définition, forcément partielle, du socialisme contemporain aux États-Unis, définition qui prendra forme en particulier dans la dernière partie de cette thèse. Avant cela, il nous semble judicieux du point de vue de notre argumentation générale, de développer une ébauche de définition « des » socialismes en regard du libéralisme tel que présenté précédemment.

Socialisme et libéralisme possèdent en effet un certain nombre de caractéristiques et d'origines communes, qui les lient dans certains principes fondamentaux tout en les distinguant profondément dans leurs finalités et leurs approches des structures sociales et politiques. Le « socialisme moderne », né au début du 19e siècle (les premiers usages du terme en tant que tel sont d'ailleurs datés du premier tiers de ce siècle[47]), est en effet en partie tributaire de l'effervescence des idées libérales

43 John Stuart Mill, *Sur le socialisme*, Paris, Les Belles Lettres, 2016, p. 30.

44 Alan Milchman, « Max Weber on capitalism, socialism and democracy », *Socialism and Democracy*, 1er juillet 1988, vol. 4, no 2, p. 97-119 ; Bruno Karsenti et Cyril Lemieux, *Socialisme et sociologie*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2019, p. 255.

45 Razmig Keucheyan, Jean-Numa Ducange et Stéphanie Roza (eds.), *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe siècles*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021 ; Jonah Birch, « The Rise of Socialism in the United States: American "Exceptionalism" and the Left After 2016 » dans Claes Brundenius (ed.), *Reflections on Socialism in the Twenty-First Century: Facing Market Liberalism, Rising Inequalities and the Environmental Imperative*, Cham, Springer International Publishing, 2020, p. 103-130 ; Stephanie L. Mudge, *Leftism Reinvented: Western Parties from Socialism to Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2018 ; Grady Lowery, *The Rise of the Democratic Socialists of America: A Qualitative Analysis of the Contributing Factors to Insurgent Mobilization*, University of Tennessee, Knoxville, 2020 ; Nathan James Robinson, *Hostile Territory: Mobilizing Resources and Finding Opportunities in the Contemporary U.S. Democratic Socialist Movement*, Harvard University.

46 Notamment dans Razmig Keucheyan, Jean-Numa Ducange et Stéphanie Roza (eds.), *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe siècles.*

47 Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, p. 21-4

à la fin du 18e siècle, du rationalisme anglais aux thèses de Saint-Simon et à la politique jacobine et babouviste en France[48]. C'est donc dans le contexte de la révolution industrielle que le socialisme se développera pleinement, l'éloignant des « communismes primitifs »[49] : alors que ceux-ci exaltaient une « vie simple », les socialismes modernes mettront la production des richesses au centre de la vie sociale, à l'instar du libéralisme qui se trouve lui aussi en plein essor à ce moment-là[50]. Les deux mouvances partageront également un certain nombre de valeurs centrales : le rationalisme, la notion de progrès, l'autonomie individuelle et la constitution de la liberté et de l'égalité comme droits fondamentaux, en premier lieu[51]. Il est pourtant possible de voir le socialisme, suivant Durkheim ou Halévy, comme une idéologie « réactive »[52] : face aux drames et aux inégalités de l'essor industriel, mais aussi à certains points constitutifs de l'idéologie et des régimes libéraux.

Tout d'abord, la critique progressive d'un individualisme bourgeois amènera le mouvement socialiste à associer les inégalités violentes de la société industrielle à l'exaltation libérale de l'initiative individuelle, mise en avant juridiquement par la préeminence du droit de propriété sur celui, par exemple, d'égalité[53]. La vision libérale d'une société dont l'économie est menée par le déplacement spontané des intérêts individuels commencera alors à être fortement critiquée par les socialistes. Cessant par là d'être uniquement « réactif », le socialisme propose une société dont l'économie pourrait être guidée par l'action concertée et donc consciente de la collectivité. Opposant une action *consciente* et *collective* à un mouvement *spontané* d'actions *individuelles*, le socialisme offre donc une théorie concurrente à celle du libéralisme vis-à-vis du champ, essentiel, de l'économie. C'est également, et plus largement, une critique de la conception libérale de l'économie comme champ séparé du politique qui fut menée par le mouvement socialiste[54]. Si l'économie est pensée comme indissociable des rapports de pouvoir et des structures de domination politique, les choix économiques d'une société sont alors appréhendés comme des choix intrinsèquement politiques, décidés par la collectivité et devant être orientés vers le bien commun. De plus, cette remise en cause s'est accompagnée d'une critique de la conception « neutre » et abstraite des droits de l'individu adoptée par le libéralisme. Pour Karsenti et Lemieux,

> l'erreur intellectuelle que le socialisme reproche au libéralisme réside dans la croyance illusoire en une supposée autonomie naturelle de l'économie, ainsi que dans le fait de se restreindre à une

48 Jean-Paul Thomas, « Socialisme » dans Philippe Raynaud et Stéphane Rials (eds.), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, Presses universitaires de France, 2005, p. 718-724, p. 718.
49 Jean-Paul Thomas, « Socialisme », p. 721.
50 Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, p. 24.
51 Stéphanie Roza, « Lumières » dans Razmig Keucheyan, Jean-Numa Ducange et Stéphanie Roza (eds.), *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021, p. 318-327.
52 Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, p. 28 ; Bruno Karsenti et Cyril Lemieux, *Socialisme et sociologie*, p. 96.
53 Jean-Paul Thomas, « Socialisme », p. 721.
54 Bruno Karsenti et Cyril Lemieux, *Socialisme et sociologie*, p. 96.

> conception seulement abstraite de l'individu, conduisant, entre autres, à se satisfaire de l'octroi de droits formels (plutôt que réels) et à couper artificiellement les travailleurs de leur travail[55].

Cette approche du socialisme, que l'on peut percevoir depuis Jaurès[56] jusqu'aux mouvements états-uniens du tournant du 21e siècle[57], se concentre alors sur des notions de « liberté » et « d'égalité » dites « réelles », en opposition directe à la conception juridique abstraite du libéralisme. Pour Freeden, cette différence se rapporte à une décontestation de la notion de liberté par le socialisme, vis-à-vis de l'interprétation libérale. Quand le libéralisme concentre sa vision de la liberté comme concept central à, principalement, une dimension de droits « légaux-politiques », le socialisme entend cette notion comme constituée par l'émancipation des formes d'oppression[58]. À nouveau, c'est sur les forces sociales responsables du décalage entre la réalité formelle de ces droits et leur absence concrète que le socialisme mettra l'accent, dans sa diversité et tout au long de son histoire. Comme nous le verrons dans la suite de ce travail, c'est le capital qui sera la force sociale la plus mise en avant par les mouvements socialistes. Ceux-ci s'empareront néanmoins, et à des degrés variables, des sujets de la domination masculine, de l'idéologie raciale ou de l'hétéronormativité pour enrichir leur analyse des inégalités et des barrières entravant la liberté humaine, ainsi que pour nourrir leur projets d'une société à la hauteur des idéaux partagés par le libéralisme. Dans ses rapports au libéralisme, le socialisme peut donc se définir comme un ensemble de courants contestataires nés de conditions historiques similaires et partageant un certain nombre de prémices théoriques[59]. Cherchant à dépasser ses contradictions internes sur une base plus égalitaire, le socialisme propose une vision alternative qui privilégie la justice « réelle » dans la production et la distribution des ressources, au travers de l'accent mis sur la coopération et l'action concertée de la collectivité. En remettant en question les fondements de l'individualisme libéral, il aspire à créer des structures sociales et économiques qui garantissent une égalité concrète et l'émancipation collective, ainsi que la libération d'un « potentiel humain »[60] tout en intégrant une critique des formes d'oppression qui exacerbent les inégalités.

Après avoir exploré les fondements théoriques de concepts clefs pour notre travail, en relation avec nos perspectives de recherche, la section abordera une notion plus complexe, car peu théorisée

55 Bruno Karsenti et Cyril Lemieux, *Socialisme et sociologie*, p. 96.
56 « Le socialisme intégral, tracé par Benoït Malon, est retenu par Jaurès à titre de dépassement de la mise en avant, par les socialistes français, de la liberté séparée et de la Justice abstraite ». Jean-Paul Thomas, « Socialisme », p. 723.
57 Wendy Brown et Janet Halley, « Introduction », p. 5-7.
58 Michael Freeden, « Liberalisms and Socialisms: Recalibrating Some Analytical Criteria », dans *Liberalism and Socialism since the Nineteenth Century - Tensions, Exchanges, and Convergences*, Stéphane Guy et al. (éds.), Cham: Palgrave Macmillan, 2023, 17-36, p. 20. Notre traduction (*the liberal legal-political rights*).
59 Michael Freeden, « Liberalisms and Socialisms ».
60 Valentine Brunet, « John Stuart Mill et les révolutions françaises, 1789-1848 », *La Révolution française*, 28 novembre 2023, no 25 [en ligne] ; Stéphanie Roza, « Lumières », p. 322.

et généralement utilisée dans une acceptation péjorative et militante : celle des politiques de l'identité. Ce sujet, qui suscite des débats passionnés autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des milieux académiques, exige une exploration approfondie en raison de sa place dans l'économie générale de notre thèse et des enjeux qu'il soulève. En examinant ce concept, nous chercherons à montrer l'intérêt de son analyse dans un cadre de philosophie politique, ainsi qu'à dégager une définition la plus exhaustive possible, qui pourra guider la suite du développement.

3.2. Les politiques identitaires : généalogie d'un concept

Le concept de « politique de l'identité » ou de « politique identitaire » (*identity politics*) a été et continue à être intensément débattu dans des milieux aussi bien militants qu'universitaires aux États-Unis. Si Bernstein[61] situe la première occurrence du terme en contexte académique en 1979, c'est à partir de la fin de la décennie suivante que son utilisation s'est généralisée (voir plus bas, figure 7). Il a pu depuis décrire des réalités aussi variées que, par exemple, le féminisme de troisième vague, les mouvements LGBTQ et les luttes antiracistes[62], des mouvements à caractères ethniques et nationalistes[63], le conservatisme hétérodoxe de l'ancien président Trump aux États-Unis et certaines formes de « suprématisme blanc » aux États-Unis[64]. Il est toutefois clair que, comme un certain nombre d'auteurs[65] et de militants[66] aient pu le remarquer, le terme est généralement utilisé, en contexte universitaire ou non, de manière péjorative pour qualifier un ensemble flou de mouvements sociaux féministes, LGBTQ et antiracistes. Cette utilisation péjorative semble en partie et depuis peu remplacée par celle du terme de « wokisme » (*wokeness*), régulièrement utilisé autant en France[67] qu'aux États-Unis pour rassembler en un bloc tout aussi ambigu le même ensemble hétérogène de points de vues contestataires. Principalement invoqué par des auteurs associés à des mouvements conservateurs, le wokisme est successivement associé à une pathologie[68], une nouvelle mani-

61 Mary Bernstein, « Identity Politics », *Annual Review of Sociology*, 2005, vol. 31, p. 47-74, p. 47.
62 R. Anthony Slagle, « In defense of queer nation : From identity politics to a politics of difference », *Western Journal of Communication*, 1er juin 1995, vol. 59, no 2, p. 85-102.
63 Eric Hobsbawm, « Identity Politics and the Left », *New Left Review*, 1 juin 1996, I/217, p. 38-47.
64 Ashley Jardina, *White Identity Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.
65 Mary Bernsteain, « Identity Politics », p. 48.
66 Voir plus bas, chapitre 2, partie 2.4. ; plus haut, chapitre 6, partie 6.2.
67 « L'importation » française de ces débats états-uniens n'est cependant pas nouvelle. Fassin décrivait déjà en 2001 la manière dont les polémistes libéraux français se préoccupaient de la « tyrannie des minorités » dans le *liberalism* états-unien, où « le 'PC' du 'politiquement correct' a remplacé le PC du parti communiste ». Éric Fassin, « Good Cop, Bad Cop Modèle et contre-modèle américains dans le discours libéral français depuis les années 1980 », *Raisons politiques*, 2001, vol. 1, no 1, p. 77-87, p. 82.
68 Jean-François Braunstein, *La religion woke*, Paris, Grasset, 2022 ; Gad Saad, *Les nouveaux virus de la pensée. Wokisme, cancel culture, racialisme... et autres idéologies qui tuent le bon sens*, Limoges, FYP Editions, 2022 ; Mathieu Bock-Cote, *La Révolution racialiste, et autres virus idéologiques*, Paris, Presses de la Cité, 2021.

festation de « l'esprit protestant » états-unien[69] ou, plus largement, à une crise morale de la modernité[70]. Il semble toutefois résister à toute tentative de définition exhaustive de la part de ces analystes et s'apparente bien plus à l'expression désormais courante d'une « panique morale »[71] qu'à un concept mobilisable efficacement en contexte universitaire. Par là, il synthétise et incarne la plus grande part d'équivoques liées à la diversité d'utilisations du terme de « politiques de l'identité ».

Au-delà et au travers de ces controverses, nous souhaiterons toutefois démontrer qu'une fois éclaircie, la notion de politique de l'identité peut quant à elle posséder une cohérence conceptuelle certaine. Elle serait par utile pour éclairer plusieurs questions animant les mouvements de gauche contemporains aux États-Unis et avant tout la question de recherche motivant notre travail de thèse. Ainsi, nous chercherons dans ce chapitre à délimiter ce concept au travers des différentes discussions l'ayant pris pour objet depuis la fin de la décennie 1980, aux États-Unis. Pour ce faire, nous passerons en revue les approches universitaires majeures définissant les politiques de l'identité en tant que telles, en cherchant à dénouer les diverses contradictions et ambiguïtés qui caractérisent cette littérature. Nous procéderons dans une première section à une brève analyse historique, en problématisant ces formes de politiques dans leur contexte socio-culturel. Nous mobiliserons la philosophie politique dans les deux sections suivantes, à travers deux des courants ayant principalement traité de notre sujet, des années 1990 à nos jours : le marxisme et le « post-structuralisme » états-unien. Nous proposerons finalement une définition exhaustive des politiques de l'identité sous la forme d'un type idéal dans une dernière section, en illustrant dans les chapitres suivants notre propos par des exemples liés au Parti démocrate et à l'histoire des luttes sociales états-uniennes.

. Des « nouveaux mouvements sociaux » ?

Si les politiques de l'identité ont été et continuent à être comprises de manières parfois très différentes, ces multiples interprétations conservent un noyau commun les situant à partir de la décennie 1970 dans la majorité des pays occidentaux. Souvent associées à ce qui a été appelé les « nouveaux mouvements sociaux » (*New Social Movements*) et à leur théorisation par un certain nombre de sociologues en Europe et aux États-Unis[72], elles ont été décrites au travers d'un certain nombre

69 Jean-François Braunstein, *La religion woke* ; Olivier Moos, « The Great Awokening : Réveil militant, Justice Sociale et Religion », *Études et Analyses*, 2020, n° 43.
70 Bradley Campbell et Jason Manning, *The Rise of Victimhood Culture: Microaggressions, Safe Spaces, and the New Culture Wars*, Berlin, Springer, 2018.
71 Alex Mahoudeau, *La Panique woke*, Paris, Textuel, 2022 ; Bart Cammaerts, « The abnormalisation of social justice: The 'anti-woke culture war' discourse in the UK », *Discourse & Society*, 1er novembre 2022, vol. 33, n° 6, p. 730-743.
72 On pourra notamment citer Alain Touraine, *La voix et le regard : Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Seuil, 1978 ; Jürgen Habermas, « New Social Movements », *Telos*, 21 septembre 1981, vol. 1981, n° 49, p. 33-37 ou Jean L. Cohen, « Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements », *Social Research: An International Quarterly*, 1985, vol. 52, n° 4, p. 184-187.

de nouveautés, relatives aux formes d'organisation et aux types de revendications d'un ensemble disparate de mouvements contestataires[73]. Ces nouveaux mouvements sociaux ont été analysés dans le cadre de l'avènement d'un ensemble de valeurs « post-matérielles » censées acter la fin d'anciennes modalités de contestation politique, liées à une phase antérieure de développement économique. A l'inverse d'une phase dite « industrielle » ou « fordiste » du capitalisme, à laquelle correspondraient des mouvements ouvriers et syndicalistes, le contrôle étatique dans les sociétés contemporaines en serait venu à se développer au-delà de la sphère productive, dans les domaines de la consommation, des services et des relations sociales, provoquant de nouvelles formes de contestations. Ce courant théorique et la pertinence même de son objet d'étude ont depuis été largement contestées, notamment sur les plans historiques[74] et sociologiques[75]. Il a toutefois été pionnier dans la problématisation de l'émergence des formes de militantisme de « l'après-68 » et de leur éventuelle rupture vis-à-vis des politiques de classe plus traditionnelles. Ces recherches, ainsi que leurs critiques, permettent alors de questionner l'éventuelle *nouveauté* des politiques identitaires. Si cette dernière est souvent présentée comme allant de soi, la remise en cause historique de la théorie des nouveaux mouvements sociaux montre les ambiguïtés de cette affirmation, qui nécessite donc de plus amples justifications. L'existence de mouvements contestataires liés à diverses identités sociales comme le féminisme ou l'antiracisme est évidemment bien antérieure à la seconde moitié du 20e siècle : c'est en explorant les évolutions militantes et intellectuelles de ces derniers que l'on pourra commencer à appréhender les politiques identitaires dans leur historicité.

. La politisation de la sphère privée et les politiques de la différence

Au-delà du courant théorique des « nouveaux mouvements sociaux », les formes de politiques en question ont été majoritairement appréhendées vis-à-vis d'évolutions internes aux mouvements féministes et antiracistes, dans leur rapport à la sphère politique et à sa délimitation historique. Dans cette description générale, ces formes nouvelles de militantisme se sont initialement appuyées sur une politisation de zones jusque-là ignorées de la vie sociale, illustrée par le fameux slogan féministe des années 1970 : « le privé est politique » (*personal is political*). Cette problématisation des frontières jusque-là rigide entre les sphères privées et publiques ou personnelles et collectives, en est venue à légitimer certaines irruptions contestataires dans les sphères de la « vie civile » et à politiser ce que les pratiques et philosophies libérales avaient jusque-là considérées comme extérieur au

73 Incluant par exemple des mouvements féministes, écologistes, de droits des homosexuels ou relatifs à la consommation.

74 Paul D'Anieri, Claire Ernst et Elizabeth Kier, « New Social Movements in Historical Perspective », *Comparative Politics*, 1990, vol. 22, no 4, p. 445-458 ; Nelson A. Pichardo, « New Social Movements: A Critical Review », *Annual Review of Sociology*, 1997, vol. 23, p. 411-430 ; Craig Calhoun, « "New Social Movements" of the Early Nineteenth Century », *Social Science History*, 1993, vol. 17, no 3, p. 385-427.

75 Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 61-69.

politique dans son ensemble[76]. On citera par exemple les remises en cause de la cellule familiale hétérosexuelle et de ses valeurs patriarcales, les luttes pour l'autonomie sexuelle des femmes ou pour l'accès libre aux contraceptions et à l'avortement. Aux États-Unis, cette politisation s'est notamment développée au travers de groupes de paroles exclusivement composés de femmes, dits de « groupes de prise de conscience » (*consciousness raising groups*), où les participantes échangeaient sur leur expérience personnelle, découvrant que leurs maux quotidiens étaient moins le résultat de problèmes individuels que de structures collectives et sociales. Pour Carol Hanisch, militante féministe et participante à ces groupes de parole :

> Je ne participe pas à ces réunions pour régler un problème personnel quelconque. Une des premières choses que nous découvrons dans ces groupes est que les problèmes personnels sont en réalité politiques. Il n'y a actuellement pas de solutions personnelles, seulement des actions collectives pour une solution collective[77].

La problématisation du « personnel » a donc remis en question l'autonomie supposée de la vie privée vis-à-vis des relations de pouvoir qui constituent le politique. Développée par ces groupes se réunissant autour de la politisation d'une expérience commune, elle est considérée comme centrale dans le développement des politiques de l'identité[78]. Pour Loss, les politiques de l'identité constituent par là des « politiques du personnel », exprimées par des « communautés d'expérience »[79]. Ces communautés sont constituées par les groupes identitaires en question, moins liés par une détermination biologique que par une réalité ou des oppressions vécues en commun[80]. Leur objectif est de remettre en question les termes mêmes de ces oppressions et de se constituer au travers de leur expérience partagée comme sujets politiques à part entière. Les politiques du personnel et leurs communautés d'expérience permettent ainsi de comprendre une partie de ce que l'irruption du terme de politiques identitaires a pu signifier, en décrivant un certain nombre de « nouveautés » dans les milieux militants des années 1970 aux États-Unis. Ces pratiques ont cependant subi un certain nombre de déplacements au cours de la décennie suivante, période à laquelle le terme d'*identity politics* est lui même apparu dans le champ politique états-unien.

76 Christopher P. Loss, « "Women's studies is in a lot of ways—consciousness raising": The educational origins of identity politics », *History of Psychology*, 2011, vol. 14, p. 287-310.
77 Carol Hanisch, « The personal is political » dans Shulamith Firestone (ed.), *Notes from the Second Year: Women's Liberation: Major Writings of the Radical Feminists*, 1970. Notre traduction (*the reason I participate in these meetings is not to solve any personal problem. One of the first things we discover in these groups is that personal problems are political problems. There are no personal solutions at this time. There is only collective action for a collective solution.*)
78 Craig Calhoun, « Social Theory and the Politics of Identity » dans Craig Calhoun (ed.), *Social Theory and the Politics of Identity*, Oxford, Blackwell, 1994, p. 20 ; Christopher P. Loss, « "Women's studies is in a lot of ways—consciousness raising" »
79 Christopher P. Loss, « "Women's studies is in a lot of ways—consciousness raising" », p. 292.
80 Linda Nicholson, *Identity Before Identity Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Nous pouvons trouver des traces de ces déplacements dans un certain nombre de travaux reprenant l'idée de formes politiques fondées par une série d'expériences communes, puis opérant un certain nombre de changements dans la compréhension de la spécificité de ces groupes. Dans un premier temps, ces politiques sont bien décrites comme toujours constituées par l'exploration d'une identité de groupe, elle-même fondée par la compréhension collective d'une oppression partagée[81]. Cependant, si elles sont comprises comme mobilisant *depuis* une position de sujet assimilée à une identité de groupe « subalterne », elle le sont également comme mobilisant *en vertu* de cette dernière[82]. Cet aspect précis assimile les politiques identitaires à une optique de « reconnaissance »[83] (sociale, culturelle ou juridique) s'axant autour du concept clef de *différence*. Pour Kruks, citée par Heyes,

> Ce qui sépare radicalement les politiques de l'identité des formes antérieures et pré-identitaires de politique de reconnaissance, c'est une demande d'inclusion qui s'appuie sur les motifs mêmes pour lesquels l'exclusion a précédemment eu lieu : c'est *en tant* que femmes, *en tant* que noirs, *en tant* que lesbiennes que ces groupes demandent à être reconnus. La demande ne porte pas sur une inclusion au sein d'une « humanité universelle », s'appuyant sur des attributs partagés de tous ; il ne s'agit pas non plus d'être respecté « en dépit » de ses différences. Ce qui est demandé, c'est plutôt le respect de soi *comme* différence[84].

Le concept de différence et ses perceptions sociales sont dans ce cadre compris comme constitutifs des identités et des manifestations politiques qui en découlent. Ces ensembles de différences sont pensés comme fondant à la fois une identité de groupe et son exclusion de la communauté au sens large[85]. La finalité politique de la « reconnaissance » permet alors d'admettre la nature fondamentalement dialogique des identités de groupe en exprimant les souffrances causées par diverses formes de « méconnaissance » ou de dénis d'existence. Taylor identifie par exemple le cas des femmes dans les sociétés patriarcales ou des noirs dans les sociétés blanches, ayant intériorisé « l'image de leur propre infériorité », ce qui à la fois justifie et perpétue leur subordination[86]. Les politiques de

81 Cressida Heyes, « Identity Politics » dans Edward N. Zalta (ed.), *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, Fall 2020, Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2020.
82 Cressida Heyes, « Identity Politics ».
83 Nancy Fraser et Axel Honneth, *Redistribution or Recognition?: A Political-Philosophical Exchange*, New York, Verso, 2004 ; Richard Thompson Ford, « Beyond "Difference": A Reluctant Critique of Legal Identity Politics » dans Wendy Brown et Janet Halley (eds.), *Left Legalism/Left Critique*, Durham, Duke University Press, 2002, p. 38-79, p. 53.
84 Sonia Kruks, citée dans Cressida Heyes, « Identity Politics ». Notre traduction (*What makes identity politics a significant departure from earlier, pre-identitarian forms of the politics of recognition is its demands for recognition on the basis of the very grounds on which recognition has previously been denied : it is* qua *women,* qua *blacks,* qua *lesbians that groups demand recognition. The demand is not for inclusion within the fold of 'universal humankind' on the basis of shared human attributes ; nor is it for respect 'in spite of' one's differences. Rather, what is demanded is respected for oneself* as *different*.)
85 Le philosophe William Connolly, abondamment cité dans la littérature sur le sujet, définit « l'identité » comme « établie en relation à une série de différences reconnues socialement ». William E. Connolly, *Identity/Difference: Democratic Negotiations of Political Paradox,* Ithaca, Cornell University Press, 2002. p. 64. Notre traduction (*an identity is established in relation to a series of differences that have become socially recognized.*)
86 Charles Taylor, « The Politics of Recognition » dans Amy Gutmann (ed.), *Multiculturalism: Examining the Politics of Recognition*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 25-75, p. 26.

reconnaissance et la valorisation de leurs différences en tant que telles sont alors comprises comme un « besoin vital » et une étape nécessaire à toute tentative d'émancipation de ces groupes[87].

. Les notions d'authenticité et de culture

Cette approche mobilise la notion « d'identité » à travers celle, connexe, « d'authenticité »[88] : l'identité de groupe est toujours liée à une expérience de soi et des oppressions vécues, mais également à la possibilité d'accès à une « vérité » culturelle ou ontologique, relative à un soi antérieur à l'oppression subie[89]. Cette notion d'authenticité, et donc d'une certaine forme de « contact intime avec soi », de « vérité de soi »[90], s'exprimera alors par l'introduction de la notion de culture[91] dans la constitution de ces groupes : non plus seulement communautés d'expérience mais également communautés culturelles. Si l'expérience partagée des sujets reste cruciale à l'identité des ces groupes et que la détermination biologique reste écartée, c'est désormais un ensemble de traits et de pratiques culturelles données qui serviront en partie d'assise aux revendications politiques. Ces traits et ces pratiques culturelles sont ainsi définis comme essentiels à l'identité d'une personne et d'un groupe identitaire donné, et ce principalement par le biais de demandes de protection juridique[92].

Ce déplacement de l'expérience à la culture a posé un certain nombre de problèmes dans les mouvements féministes[93] et y est resté relativement minoritaire ; il a toutefois été central dans les revendications de mouvements antiracistes, régionalistes, de droits des homosexuels ou de peuples autochtones depuis le début de la décennie 1980[94]. C'est dans ce sens, celui du respect, de la protection et de la valorisation de la différence *en tant que telle*, que les politiques identitaires ont été associées aux objectifs sociaux de « diversité » et de « multiculturalisme » à partir de cette même époque[95].

87 Charles Taylor, « The Politics of Recognition ».
88 Charles Taylor, « The Politics of Recognition ».
89 Et dans certains cas à un « avant » de l'oppression, du colonialisme ou de l'impérialisme. Cressida Heyes, « Identity Politics ».
90 Charles Taylor, « The Politics of Recognition », p. 45.
91 Comprise comme un ensemble de « normes, de traditions, d'épistémologies ou de standards d'évaluation esthétique » propre à un groupe donné. Richard Thompson Ford, « Beyond "Difference" », p. 48.
92 On citera par exemple les débats relatifs aux tresses de type *cornrows* pour les noir-américains dans l'affaire *Rogers v. American Airlines* en 1981 ou à certaines pratiques de chasse et de pêches pour les populations inuits et makah dans le courant de la décennie 1990.
93 Voir plus bas, chapitre 5, partie 5.3. Voir également Linda Alcoff, « Cultural Feminism versus Post-Structuralism: The Identity Crisis in Feminist Theory », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, avril 1988, vol. 13, n° 3, p. 405-436.
94 Camille Kapoor, « Defining diversity: the evolution of diversity », *Worldwide Hospitality and Tourism Themes*, 1er janvier 2011, vol. 3, n° 4, p. 284-293.
95 Amy Gutmann, *Identity in Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

La notion de diversité, qui s'est particulièrement développée à la suite du délibéré de 1978 de la Cour Suprême des États-Unis concernant l'affaire *Bakke v. Board of Regents*[96], implique cependant un important déplacement dans les finalités de ces politiques de la différence. Des mesures comme celles de discrimination positive (*affirmative action*) ont été initialement comprises comme des procédures à travers lesquelles des personnes issues de groupes subalternes pourraient être inclues dans des espaces historiquement dominants. Elles ont été par là pensées comme manières de remédier à des discriminations passées et d'intégrer différentes cultures et subjectivités opprimées dans la communauté civile et politique au sens large. Modifiant cette conception, le jugement de *Bakke* est célèbre pour avoir introduit le concept de *diversité*[97], faisant de l'objectif de sa promotion un impératif juridique unique dans les procédures de discrimination positive. Ces dernières n'ont alors plus eu pour finalité d'admettre et de remédier à une institutionnalisation historique du racisme aux États-Unis, mais de mettre en avant un cadre où une pluralité d'identités de groupes sociaux pourront enrichir culturellement, par l'affirmation de leur différence, la société états-unienne[98]. Les identités de groupes comme celles liées à la notion de « race »[99] ont été alors intégrées par le discours juridique en terme « d'ethnie »[100] : non plus en tant que conséquences de rapports sociaux plus larges, immédiatement traduisibles en termes politiques, mais en termes culturels et intrinsèquement substituables[101]. Le discours de la diversité amené par *Bakke*, malgré ses origines conservatrices, a par là contribué à diffuser le déplacement culturaliste des politiques de l'identité dans les universités et au-delà, participant à la diffusion de l'ethos « multiculturaliste » dans la décennie 1980.

Ce dernier terme, très utilisé au Canada et en Australie à partie des années 1970, est apparu massivement aux États-Unis vingt ans plus tard[102] avant de s'évanouir progressivement dans le courant de la décennie 2000[103]. S'il a pu correspondre à un ensemble de politiques publiques précises dans les deux premiers pays cités, le terme est apparu aux États-Unis pour désigner à la fois un idéal

96 Camille Kapoor, « Defining diversity », p. 285 ; Richard Thompson Ford, « Beyond "Difference" », p. 45.
97 Comprise comme « l'enrichissement » d'une institution ou d'un lieu de travail par une « pluralité de perspectives » liée aux origines sociales ou ethniques de ses membres. Richard Thompson Ford, « Beyond "Difference" », p. 45.
98 Richard Thompson Ford, « Beyond "Difference" », p. 45 ; Walter Benn Michaels, *The Trouble With Diversity: How We Learned to Love Identity and Ignore Inequality*, New York, Holt McDougal, 2007, p. 8.
99 Le terme de « race » doit ici être compris comme le résultat des diverses formes de production, sociale et historiquement située, de groupes sociaux racisés.
100 Le concept de groupe ethnique se définit comme « un ensemble d'individus qui partagent un même patrimoine culturel », et s'est imposé majoritairement à cette époque dans l'ensemble des sciences sociales états-uniennes. Geneviève Vinsonneau, « Le développement des notions de culture et d'identité : un itinéraire ambigu », *Carrefours de l'éducation*, 2002, vol. 14, n° 2, p. 2-20.
101 Sur les difficultés inhérentes à la classification ethnique mais aussi raciale dans la mise en œuvre des statistiques démographiques du pays, voir Olivier Richomme, « La classification « ethno-raciale » des Statistiques démographiques aux États-Unis », *Annales de démographie historique* 113, n° 1, 1er août 2007, p. 177-202.
102 Nathan Glazer, *We are All Multiculturalists Now*, Harvard University Press, 1998, p. 8.
103 Geoffrey Brahm Levey, « What is living and what is dead in multiculturalism », *Ethnicities*, 1 mars 2009, vol. 9, n° 1, p. 75-93.

de société et un ensemble de mouvements évoluant au sein du *liberalism* états-unien. Ces derniers cherchaient alors à affirmer la faiblesse des politiques antiracistes de l'époque et à valoriser les spécificités et les différences culturelles du pays[104]. De même que dans le cadre de la valorisation de la diversité post-*Bakke*, le multiculturalisme a été mobilisé durant cette période par une partie des mouvements assimilables aux politiques de la différence, intégrées aux mécanismes de la démocratie libérale états-unienne[105]. Les courants multiculturalistes se sont principalement concentrés dans le domaine de l'éducation et ont donné lieu à un ensemble de débats médiatiques, correspondant en partie à la fameuse « guerre culturelle », baptisée par l'homme politique Pat Buchanan[106]. C'est dans ce cadre que les termes de « politiques identitaires » et de « multiculturalisme » se sont liés, entre autres et pêle-mêle, à ceux de « politiquement correct », de « postmodernisme » ou de « relativisme culturel » dans le discours public[107]. Cette période importante dans le développement et la conceptualisation contemporaine des politiques de l'identité a ainsi fortement participé à l'ambiguïté entourant jusqu'à aujourd'hui les définitions de ces termes.

. <u>« Politiquement correct » et « cancel culture »</u>

La notion d'un « politiquement correct » et de sa « culture » (*PC culture*) est en effet indissociable des débats publics entourant les politiques de l'identité à partir de la décennie 1990. Au travers de ces critiques, cette notion fut alors présentée sous la forme d'un ensemble de pratiques de régulation et de censure du langage, voire d'exclusion et d'ostracisation, mis en œuvre majoritairement dans les campus états-uniens par une « élite intellectuelle » de professeurs et d'étudiants[108]. Ces pratiques auraient concerné des termes ou expressions jugées offensantes ou oppressives, provoquant un certain nombre de critiques de la part d'auteurs conservateurs mais aussi se réclamant de la gauche socialiste[109]. Si le terme de *PC culture* ne semble plus être couramment utilisé aujourd'hui, la notion, dans le débat public, d'une surveillance et d'un contrôle accru du langage par des activistes se réclamant d'un mouvement « identitaire » a été largement remplacée par les termes de *call-out* et de *cancel culture*[110]. Ce dernier terme trouve son origine dans un ensemble de pratiques discursives mobilisées par une communauté d'utilisateurs noir-américaine du site *Twitter*[111]. Son

104 Geoffrey Brahm Levey, « What is living and what is dead in multiculturalism », p. 76.
105 Geoffrey Brahm Levey, « What is living and what is dead in multiculturalism », p. 76.
106 Andrew Hartman, *A War for the Soul of America: A History of the Culture Wars*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
107 Andrew Hartman*, A War for the Soul of America*, p. 248.
108Andrew Hartman, *A War for the Soul of America,* p. 242.
109 Todd Gitlin, *The Twilight of Common Dreams: Why America Is Wracked by Culture Wars*, New York, Holt Paperbacks, 1996.
110 Voir par exemple Emily S. Rueb et Derrick Bryson Taylor, « Obama on Call-Out Culture: 'That's Not Activism' », *The New York Times*, 31 octobre 2019. Voir également plus bas, chapitre 4, figure 7.
111 Meredith D. Clark, « DRAG THEM: A brief etymology of so-called "cancel culture" », *Communication and the Public*, septembre 2020, vol. 5, n° 3-4, p. 88-92, p. 89.

utilisation a depuis largement dépassé ce contexte et a fini par incarner, dans le débat public, la continuité du rôle joué autrefois par celui de *PC culture* à l'ère des réseaux sociaux numériques.

Au-delà de ce rôle, on peut cependant considérer que ces termes correspondent à un réel ensemble de pratiques sociales sur les espaces numériques. Ces derniers se rapportent à un ensemble d'actions de désignation ou d'interpellation (*call-out*), pouvant éventuellement donner lieu à des phénomènes d'ostracisation ou d'annulations, par exemple, d'évènements universitaires ou culturels. Dénoncée par ses détracteurs comme « un nouvel ensemble d'attitudes morales et politiques visant à affaiblir les normes du débat ouvert … en faveur d'une conformité idéologique »[112], la pratique du *call-out* est défendue par ses partisans comme un outil permettant la critique d'inégalités systémiques à travers des dénonciations individuelles. Elle est aussi défendue comme une forme d'activisme permettant à des groupes marginalisés de s'engager dans un processus collectif d'évaluation et de prescription relatives aux souffrances reçues[113]. Les pratiques de *call-out* sont par là pensées comme outils de défense d'un groupe marginalisé et de transformation sociale à travers la mise en responsabilité des personnes incriminées. Leur objectif est d'attirer publiquement l'attention sur des comportements ou des paroles considérées comme injurieuses, afin d'en forcer l'auteur à en assumer la responsabilité (*taking accountability*). Depuis les « guerres culturelles » de la décennie 1990, l'association entre *PC culture*, puis *call-out*/*cancel culture* et politiques de l'identité a souvent été présupposée dans le débat public. En prenant en compte une forme restreinte de ces modes d'interpellation, il est effectivement possible de percevoir un rapport de correspondance avec les caractéristiques jusque-là citées des politiques identitaires. Lorsque ces pratiques sont portées par des groupes sociaux liés intimement aux méconduites perçues (la communauté noire pour des injures racistes, LGBTQ pour des injures hétéronormatives, etc.), elles sont souvent présentées comme liées au positionnement social de leur auteur. L'emphase sur l'expérience vécue des politiques de l'identité se complète en effet d'une démarche épistémologique proche de la théorie féministe du positionnement[114], où « seuls ceux qui ont vécu une souffrance sont considérés comme capables de la comprendre, de l'analyser ou d'en parler »[115]. Il s'ensuit, pour Moran,

---

112 *A Letter on Justice and Open Debate | Harper's Magazine*, https://harpers.org/a-letter-on-justice-and-open-debate/ , 7 juillet 2020, (consulté le 13 janvier 2023). Notre traduction (*a new set of moral attitudes and political commitments that tend to weaken our norms of open debate … in favor of ideological conformity*).

113 Meredith D. Clark, « DRAG THEM », p. 89.

114 Ou *standpoint theory*. Voir Sarah Bracke et María Puig de la Bellacasa, « Le féminisme du positionnement. Héritages et perspectives contemporaines », *Cahiers du Genre*, 2013, vol. 54, n° 1, p. 45-66.

115 Marie Moran, « (Un)troubling identity politics: A cultural materialist intervention », *European Journal of Social Theory*, 1er mai 2020, vol. 23, n° 2, p. 258-277, p. 272. Notre traduction *(there is an affinity between both modes of political practice, because within identity politics, people are incentivized to valorize a specifically defined group according to their collective self-understandings and experiences, so the impetus is to challenge people (politically and morally) for a misconstrual here, on the understanding that this is not just offensive, but the very source of their oppression.*)

> Qu'il existe bien une affinité entre les deux modes de pratique politique. Dans le cadre des politiques identitaires, les personnes sont incitées à valoriser un groupe défini selon ses représentations et expériences collectives propres. La démarche consiste donc à interpeller politiquement et moralement vis-à-vis d'une interprétation erronée [de ces représentations et expériences], étant entendu qu'il ne s'agit pas seulement d'une injure mais de la source même de leur oppression[116].

Il est donc possible de concevoir une affinité élective entre politiques de l'identité et une forme restreinte de ce qui a été appelé la *call-out culture*, au travers de leur emphase respective sur l'expérience et les savoirs propres aux groupes subalternes. La définition élargie des *call-out* et *cancel culture*, comprises comme pratiques d'interpellation et d'exclusion systématique d'individus dans un cadre politique, voire tout simplement de boycotts, n'est cependant pas propre aux formes spécifiques des politiques de l'identité, ni même à leur contemporanéité. On peut en effet considérer que les pratiques en question n'ont en elles-mêmes rien de nouveau, mais que leur forme actuelle a partie liée avec le développement des politiques de l'identité. Cette forme est cependant fortement tributaire d'évolutions technologiques et sociales plus larges, où des modes de médiation et de régulation techniques toujours plus complexes déterminent en grande partie les échanges entre militants[117].

. Problématiser la notion d'identité

C'est donc à travers l'évolution de certains champs militants, liés notamment aux luttes féministes et antiracistes de la seconde moitié du vingtième siècle aux États-Unis, que l'on peut commencer à appréhender la notion de politique identitaire dans sa spécificité conceptuelle et historique. Nées du développement des politiques dites « du personnel » et de leurs « communautés d'expérience » des années 1970, ces formes de contestation ont évolué vers ce qui a été appelé les politiques de « la différence » et ses communautés culturelles lors de la période d'hégémonie du discours de la diversité et du multiculturalisme des cercles 'libéraux' de la fin du siècle. C'est dans ce contexte, et dans celui des « guerres culturelles » de la décennie 1990, que l'usage du terme même de politique identitaire s'est accru dans le débat public états-unien[118]. Les politiques de l'identité se démarquent alors des mouvements féministes ou antiracistes plus anciens par leur mobilisation spécifique et historiquement située du champ « identitaire », compris comme articulation d'un ensemble d'expériences et de cultures partagées.

116 Marie Moran, « (Un)troubling identity politics », p. 271.
117 Voir notamment Gwen Bouvier, « Racist call-outs and cancel culture on Twitter: The limitations of the platform's ability to define issues of social justice », *Discourse, Context & Media*, 1er décembre 2020, vol. 38, p. 100431 ; Zeynep Tufekci, *Twitter and Tear Gas: The Power and Fragility of Networked Protest*, New Haven, Yale University Press, 2017, p. 138.
118 Voir plus bas, chapitre 5, figure 7.

C'est en effet l'utilisation contemporaine du terme même d'identité (*identity*) aux États-Unis qui permet de penser avec le plus de précision la réelle « nouveauté » et l'historicité des politiques lui étant liées. Si, comme ont pu le faire remarquer certains auteurs[119], le terme n'a commencé à être utilisé aux États-Unis, par le grand public et certains chercheurs, qu'à partir des années 1960, le contexte de son emploi nécessite un certain nombre de clarifications. Alors que le terme d'« identité » était utilisé jusque-là uniquement dans des contextes techniques et philosophiques, dans le sens d'une conformité entre deux ou plusieurs choses (par exemple dans le fameux « principe d'identité » en philosophie), Moran identifie son apparition contemporaine à deux contextes d'utilisation, liés à deux sens distincts[120]. D'abord, l'arrivée d'une culture populaire accompagnant le nouveau « consumérisme » des sociétés occidentales, où l'utilisation du terme d'identité se développe dans un sens « personnel » : le sentiment d'être une personne unique, dotée de caractéristiques distinctes (représentées par un ensemble de goûts, d'attitudes, ou autres). Ensuite, l'apport des mouvements sociaux liés à la race ou au genre des décennies 1960 et 1970, où le terme acquiert son sens « social » , c'est-à-dire l'adhésion, volontaire ou non, à un groupe social spécifique (celui des « femmes », des « noirs », des « évangélistes », etc). C'est bien ce deuxième sens, social et non personnel, qui constitue l'« identité » des politiques en question. Émergeant au travers de ces luttes, ce qui est désormais communément conceptualisé aux États-Unis comme « l'identité sociale » a été initialement développé par certains groupes militants comme une manière nouvelle de comprendre son oppression et d'agir vis-à-vis d'elle[121]. Ces derniers étant représentés par les communautés d'expérience mentionnées plus haut, ou par les groupes militants du mouvement des droits civiques états-unien. Le terme d'identité doit alors être distingué en deux sens distincts : social et personnel. Certains auteurs ont pu noter certaines interactions entre les deux dans certaines manifestations de politique identitaire (le plus souvent à l'initiative de professionnels du marketing)[122]. C'est pourtant bien un sens précis et isolé, celui de l'identification à des groupes sociaux, qui a historiquement et très majoritairement permis la diversité de mobilisations en question[123]. Cette précision est importante car elle permet, d'une part, d'atténuer certaines ambiguïtés et généralités propres au terme même de « politique de l'identité ». D'autre part, elle permet d'éviter certains écueils interprétatifs associant régulièrement ces politiques à une forme d'individualisme radical, voir d'égoïsme politisé, où des individus chercheraient à affirmer des identités personnelles multiples par leur militan-

119 Eric Hobsbawm, « Identity Politics and the Left » ; Marie Moran, « (Un)troubling identity politics ».
120 Marie Moran, « (Un)troubling identity politics », p. 4.
121 Marie Moran, « (Un)troubling identity politics », p. 5.
122 Alexandra Chasin, *Selling Out: The Gay and Lesbian Movement Goes to Market*, New York, Palgrave, 2000 ; Francesca Sobande, « Woke-washing: "intersectional" femvertising and branding "woke" bravery », *European Journal of Marketing*, 1er janvier 2019, vol. 54, no 11, p. 2723-2745.
123 Marie Moran, « (Un)troubling identity politics », p. 5.

tisme[124]. De plus, cette distinction permet de problématiser l'utilisation du terme de « politiques du personnel » pour décrire ces formes de mobilisation en replaçant en leur centre la dimension sociale qui les anime.

L'analyse de Moran, qui suit la méthode du matérialisme culturel développée par Raymond Williams, permet également de mettre au jour un autre aspect de l'usage contemporain du concept d'identité : la persistance de sa signification philosophique plus ancienne, venant s'articuler à ces nouveaux contextes d'utilisation. L'apparition au milieu du 20e siècle du terme d'« identité », avec ses connotations plus anciennes de « conformité » ou d'« unité », pour décrire une série d'expériences néanmoins banales a en effet modifié nos manières de conceptualiser ces dernières. En signifiant implicitement un « principe d'identité » entre une appartenance à un groupe ou une personnalité distincte et l'individu concerné, l'évolution du terme signale le déplacement de ces expériences d'une propriété formelle à une propriété substantive de ce dernier[125]. Ainsi,

> [Cette évolution] a permis ou même dicté la classification d'individus ou de groupes comme relevant d'un type particulier ou spécifique, rendant possible une façon de dire 'je suis vraiment ce type de personne' ou 'tu appartiens réellement à ce groupe'. Ce type d'affirmations correspond bien sûr à ce que les philosophes appellent l'essentialisme … Ce qu'une analyse matérialiste-culturelle permet de démontrer est que l'identité doit se comprendre comme un outil de classification moderne, opérant selon ce qui est considéré comme essentiel à une personne particulière ou à un groupe[126].

L'utilisation du concept d'identité comme mécanisme essentialisant, construisant de manière spécifique l'expérience de soi et l'appartenance à un groupe, doit donc se comprendre comme un phénomène historique dont l'émergence ne date que de la décennie 1960. Cette historicisation de la notion d'identité aux États-Unis permet de situer, tout aussi historiquement, les formes de politiques qui s'en réclament. Cela disqualifie de fait certaines catégorisations incluant comme « politique de l'identité » des formes de mobilisations antérieures à la seconde moitié du 20e siècle, à l'instar des mouvements de droits des femmes ou des nationalismes européens du 19e siècle[127]. Ces mouvements, antérieurs au concept d'identité sociale tel qu'il est employé ici, c'est-à-dire comme une manière spécifique et contemporaine de conceptualiser l'appartenance à un groupe, ne peuvent mobiliser autour de ce dernier.

---

124 Ce point de vue est particulièrement prégnant dans Mark Lilla, *The Once and Future Liberal: After Identity Politics*, New York, Harper, 2017.

125 Marie Moran, *Identity and Capitalism*, Los Angeles, SAGE Publications Ltd, 2014, p. 92.

126 Marie Moran, « (Un)troubling identity politics », p. 5. Notre traduction (*it allowed or even prompted the classification of individuals or groups as of a particular, singular type, offering a way of saying 'I really am this kind of person', or 'you really do belong to that group'. This, of course, is what philosophers refer to as essentialism … what a cultural material analysis shows is that 'identity' is better understood as a modern classificatory device, that classifies according to what is considered essential to a particular person, type of person or group.*)

127 Voir par exemple Craig Calhoun, « Social Theory and the Politics of Identity » ; Axel Honneth, « Recognition or Redistribution? », *Theory, Culture & Society*, 1 juin 2001, vol. 18, no 2-3, p. 43-55.

3.3. Critique des politiques identitaires : le point de vue marxiste

Les politiques de l'identité se définissent donc en premier lieu à travers la politisation et l'exploration de l'aspect « social » du concept contemporain d'identité, où des groupes partageant une expérience et une culture commune façonnent une identité leur permettant d'agir politiquement. Moran, à la suite de son exploration critique mentionnée plus haut, délimite alors les politiques de l'identité comme « toute forme de politique qui mobilise de manière spécifique et significative autour du concept d'identité »[128]. Si ces dernières sont définies ici positivement, elles ont été le plus souvent analysées en termes d'absence et de faiblesse de mobilisation. Cela a été le cas d'une grande partie de la littérature sur le sujet, s'appliquant à les définir en premier lieu comme des formes de politiques évoluant en dehors du concept de classe sociale.

. <u>« Culture » contre « structure »</u>

Comme le précise Bernstein, ces travaux sont ceux ayant majoritairement mobilisé un cadre d'analyse marxiste ou adjacent au marxisme, s'appuyant sur un certain nombre de présupposés lui étant associé[129]. De ces présupposés théoriques, on compte en premier lieu une conception où la structuration en classes sociales est pensée comme la source première des inégalités et des relations de pouvoir en société. Ces travaux présupposent également une vision du changement social guidé par diverses formes plus ou moins directes de lutte de classes, représentées par des courants activistes luttant contre les inégalités économiques. Du fait de ces présupposés, les formes de politique contestataires s'appuyant sur une analyse de l'oppression divergeant de la classe sociale, et à plus forte raison s'appuyant sur une conception de l'identité telle qu'énoncée plus haut, sont souvent comprises en termes de luttes « culturelles », conceptuellement séparées des dimensions « matérielles » ou socio-économiques des sociétés humaines[130]. Cette distinction entre le « culturel » et le « matériel »[131] ou entre la « culture » et la « structure »[132] est en effet au cœur des débats théoriques et universitaires opposant les politiques de classe aux politiques de l'identité. Elle est également centrale au fameux « tournant culturel » (*cultural turn*, aussi parfois désigné comme « tournant discursif ») des humanités et des sciences sociales états-unienne de la fin du 20e siècle, souvent associé au développement des politiques identitaires sur les campus états-uniens de cette même période[133]. Il faut comprendre ici ce concept de sphère culturelle comme lieu majeur d'élaboration, d'interpré-

128 Marie Moran, « (Un)troubling identity politics », p. 6. Notre traduction (*any form of politics that mobilizes specifically and meaningfully around the concept of identity.)*

129 Bernstein, « Identity Politics », p.49.

130 Bernstein, « Identity Politics », p.49 ; Judith Butler, « Merely Cultural », *Social Text*, 1997, no 52/53, p. 265-277.

131 Judith Butler, « Merely Cultural », p. 265.

132 Vivek Chibber, *The Class Matrix: Social Theory After the Cultural Turn*, Cambridge, Harvard University Press, 2022. p. 14.

tation et de communication des identités mises en jeu par ces formes nouvelles de politique, rôles de ce fait séparés de la dimension socio-économique et « matérielle » de la société. S'appuyant sur ces distinctions, les travaux d'inspiration marxiste proposent un certain nombre de critiques et d'évaluations normatives des politiques de l'identité. La première et la plus récurrente de ces critiques soutient que ces formes de politiques, en insistant sur les injustices liées aux identités marginalisées et à leurs représentations culturelles, délaissent les luttes liées aux classes sociales, à l'exploitation économique, à la domination du néolibéralisme dans le monde et plus généralement à la dimension économique des injustices sociales[134]. Ces analystes insistent donc sur un éloignement de ces nouveaux militantismes vis-à-vis de formes d'injustices considérées pourtant comme fondamentales. Du fait de l'hégémonie supposée de ces formes de politiques dans les milieux de gauche états-uniens, il s'ensuit que cette focalisation représente un danger non seulement pour l'évolution des mouvements contestataires dans le pays, mais également pour le bien-être matériel des classes sociales les plus fragiles. Pour ces raisons, mais aussi parce que ces politiques de l'identité se concentrent majoritairement sur des questions de langage et de représentation culturelle, elles sont considérées comme impuissantes face aux souffrances socio-économiques parfois intenses des catégories identitaires qu'elles cherchent pourtant à défendre[135].

. La critique des particularismes identitaires

Ces travaux formulent également un ensemble de critiques attribuant à la forme particulière des politiques de l'identité l'impossibilité pour la gauche états-unienne de former un mouvement de grande ampleur dans le pays. Parce que ces politiques se définissent autour de demandes liées à des groupes sociaux distincts, leurs principes de mobilisation ainsi que leurs finalités sont considérées comme essentiellement particularistes. Ne pouvant dépasser des demandes spécifiques à un groupe, les politiques identitaires sont donc comprises comme relevant essentiellement du domaine du particulier. Par là, elles sont directement opposées aux mouvements sociaux « de masse » du passé[136], voire même à la catégorie politique de « gauche » comprise historiquement. Pour le célèbre historien marxiste Eric Hobsbawm,

> Les mouvements sociaux et politiques de masse de la Gauche, c'est-à-dire ceux inspirés par les révolutions françaises, américaines et par le socialisme, étaient en effet des coalitions ou des alliances de groupes distincts. Ils n'étaient cependant pas maintenus par des finalités propres à

133 Christopher P. Loss, « "Women's studies is in a lot of ways—consciousness raising" » ; Todd Gitlin, *The Twilight of Common Dreams*.
134 Todd Gitlin, *The Twilight of Common Dreams ;* Michael Walzer, « Minority Rites », *Dissent Magazine*, 1996 ; Adolph Reed Jr, *Class Notes: Posing As Politics and Other Thoughts on the American Scene*, New York, The New Press, 2001 ; Walter Benn Michaels, *The Trouble With Diversity.*
135 Alan Wolfe et Jytte Klausen, « Identity Politics and the Welfare State », *Social Philosophy and Policy*, 1997, vol. 14, n° 2, p. 231-255.
136 Todd Gitlin, *The Twilight of Common Dreams*, p. 39-107.

> chaque groupe mais par de grandes causes universelles à travers lesquelles chaque groupe pensait que ses objectifs spécifiques pouvaient être réalisés : la démocratie, la République, le socialisme, le communisme ou autre … Qu'est-ce que les politiques de l'identité ont à voir avec la Gauche ? Permettez-moi de réaffirmer ce qui ne devrait pas avoir à l'être. Le projet politique de la Gauche est universaliste : il s'applique à *tous* les êtres humains … Et les politiques de l'identité ne sont par essence pas pour tout le monde, mais seulement pour les membres d'un groupe distinct[137].

Cette opposition entre un particularisme associé aux politiques de l'identité et un universalisme supposé aux mouvements de gauche historiques traverse un grand nombre de ces critiques, jusque dans leurs manifestations les plus récentes[138]. Certains mouvements contestataires associés aux politiques de l'identité depuis les années 1960 se sont en effet distingués par une certaine défiance vis-à-vis des prétentions à l'universalité de leurs prédécesseurs, où le sujet supposé neutre et universel du politique est pensé comme un mythe, représentant une forme particulièrement insidieuse de domination blanche, masculine et bourgeoise[139]. Pour beaucoup, cette opposition abstraite entre particularisme et universalisme se traduit par une impossibilité concrète à former de plus larges coalitions politiques et donc à poser les conditions de possibilité d'un mouvement contestataire qui unirait différents groupes sociaux dans le pays, voire la « working class »[140] entendue de façon générale. Par là, les politiques de l'identité sont tour à tour pensées comme la cause et la conséquence des défaites successives de la gauche politique depuis l'ère Reagan et de son incapacité à mobiliser des classes populaires aliénées du mouvement socialiste depuis des décennies[141].

---

137 Eric Hobsbawm, *«* Identity Politics and the Left *»*, p. 42-43. Notre traduction (*the mass social and political movements of the Left, that is, those inspired by the American and French revolutions and socialism, were indeed coalitions or group alliances, but held together not by aims that were specific to the group, but by great, universal causes through which each group believed its particular aims could be realized : democracy, the Republic, socialism, communism or whatever … So what does identity politics have to do with the Left ? Let me state firmly what should not need restating. The political project of the Left is universalist : it is for* all *human beings … And identity politics is essentially not for everybody but for the members of a specific group only.*)

138 Salar Mohandesi, « Identity Crisis », *Viewpoint Magazine*, 2017 ; Touré Reed, *Toward Freedom: The Case Against Race Reductionism*, New York, Verso, 2020 ; Asad Haider, *Mistaken Identity: Race and Class in the Age of Trump*, New York, Verso, 2018.

139 Marie Moran, *«* (Un)troubling identity politics *»*, p. 11.

140 La traduction en français du terme de « working class » nous semble particulièrement complexe du fait de la diversité de ses contextes d'élocutions et du caractère relativement désuet du terme de « classe ouvrière », le plus souvent utilisé dans ce cadre. Nous prendrons alors le parti au cours de ce travail d'employer en contexte et de manière différenciée trois traductions distinctes, chacunes liées aux connotations principales du terme états-unien. Ainsi, le terme de « classes populaires » sera utilisé dans le cadre d'un emploi large et inclusif du terme de *working-class*, ou dans le cadre d'une description de cette classe principalement en termes de faibles niveaux de revenus. Le terme de « classe ouvrière » sera utilisé dans le cadre d'un emploi « ouvriériste » ou « passéiste » du terme, ou dans le cadre d'une description de cette classe principalement en termes de travail manuel ou de faibles niveaux de diplôme. Enfin, les termes de « prolétariat » ou de « classe laborieuse » seront utilisés dans le cadre d'un emploi exclusivement marxiste du terme, décrivant cette classe au travers de sa position structurelle dans le champ de la production capitaliste ou en tant qu'agent privilégié du changement social.

141 Vivek Chibber, *The Class Matrix*, p. 16-18 ; Todd Gitlin, *The Twilight of Common Dreams*, p. 159 ; Asad Haider, *Mistaken Identity*, p. 101 ; Adolph Reed Jr., *Class Notes*, p. xxvi.

. La centralité de la classe sociale

Cette inaptitude des politiques de l'identité à inspirer un mouvement social conséquent dans le pays est pour ces auteurs due à d'autres raisons, à nouveau justifiées par le cadre théorique qui les anime. Le principe de mobilisation du prolétariat et du développement de ce dernier d'une « classe en soi » vers une « classe pour soi » est d'abord pensé comme une étape cruciale dans la construction d'un mouvement social qui pourrait mettre en œuvre d'importants changements dans le pays[142]. Les politiques de l'identité, ne pouvant mobiliser autour du concept de classe, sont par là à nouveau vues comme faisant obstacle à ce processus. Le développement d'une conscience de classe ne peut en effet pour ces auteurs être comparé à celui d'une « communauté d'expérience » cherchant à affirmer sa différence, et donc à une manifestation particulière de politiques de l'identité. L'appartenance au prolétariat ne peut être considérée comme une identité à défendre dans un cadre multiculturel : son objectif dernier étant, d'un point de vue marxiste, de viser à son auto-abolition *en tant que* classe[143]. La classe sociale, comprise comme attribut structurel de l'économie de marché et des inégalités qui lui sont propres, n'est pas une identité qu'un mouvement socialiste chercherait à célébrer mais bien à détruire. Les politiques de l'identité, telles qu'elles ont été définies jusqu'à présent, ne peuvent donc mobiliser sur sa base[144]. C'est pour cela que la classe sociale n'est pas pensée comme une identité ordinaire, à part égale avec d'autres dans une théorie générale de l'intersection de différentes formes d'oppression[145]. De par sa position fonctionnelle dans le système de reproduction sociale, elle est théorisée comme la forme de relation sociale à travers laquelle les identités, « subalternes » ou non, sont à la fois constituées et vécues[146].

Les relations de classes sont donc considérées comme centrales à la reproduction du fonctionnement capitaliste, lui-même essentiel à la reproduction de diverses formes d'oppressions « identitaires » telles que le racisme ou l'hétérosexisme[147]. Ces dernières, ne sont toutefois pas simplement omises par ce cadre théorique. Elles sont au contraire décrites comme consubstantielles au développement et au maintien du capitalisme et donc essentielles à son fonctionnement[148]. Ce fonctionnement est décrit comme multiple. Les identités sociales subalternes facilitent d'abord l'accroissement

142 Vivek Chibber, *The Class Matrix*, p. 12.
143 Renzo Llorente, « Marx's Concept of "Universal Class": A Rehabilitation », *Science & Society*, octobre 2013, vol. 77, n° 4, p. 536-560.
144 Marie Moran, « (Un)troubling Identity Politics », p. 10.
145 Paul Heideman, « Class Rules Everything Around Me », *Jacobin Magazine*, 2019. https://jacobin.com/2019/05/working-class-structure-oppression-capitalist-identity
146 Adolph Reed Jr, *Class Notes*, p. xxvii.
147 Paul Heideman, *« Class Rules Everything Around Me ».*
148 Dans le cas du racisme, ces auteurs se sont notamment appuyés sur Theodore W. Allen, *The Invention of the White Race*, New York, Verso, 1994 ; pour le sexisme, l'ouvrage de Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éditions sociales, 1971.

initial des forces productives du capitalisme[149], puis rationalisent les inégalités objectives produites par le système, ces dernières étant ainsi naturalisées sur la base de la race, du genre ou de la sexualité. Enfin, elles empêchent toute forme de solidarité de classe par la division du prolétariat sur ces fondements « subjectifs, mais néanmoins réels »[150]. Rappelant par là le fameux concept de « salaire psychologique » de W.E.B. DuBois, le racisme, le sexisme ou d'autres formes de domination sociale sont alors pensés comme des barrières supplémentaires à la constitution d'une réelle conscience de classe aux États-Unis et dans le monde. Cela ne signifie pas, pour la majorité de ces auteurs, que ces formes d'oppressions peuvent être simplement réduites à la domination de classe[151]. Cependant, seule une mobilisation en termes de classe est pensée comme capable de produire des changements significatifs dans une société capitaliste et donc de s'opposer avec succès aux injustices dites « identitaires »[152]. Cela n'est pourtant pas dû à un intérêt étroit porté aux questions économiques. C'est parce que le prolétariat bénéficie d'une place « stratégique » dans l'ordre capitaliste : central à la reproduction de l'ordre social, lui seul peut se confronter efficacement aux pouvoirs du capital ou de l'État, et donc produire de réels changements pour tous les segments de la société[153]. Les interactions entre les luttes s'appuyant sur la classe et celles s'appuyant sur les identités sociales sont alors présentées comme particulièrement complexes, car le développement de cette conscience de classe fait face à une épreuve double : à la fois pré-requis pour lutter efficacement contre ces diverses oppressions, et barré par ces dernières.

La littérature universitaire d'inspiration marxiste s'appuie donc principalement sur trois grandes oppositions conceptuelles afin de guider sa critique des politiques de l'identité, opposées à une certaine conception du projet socialiste : la séparation entre le culturel et l'économique, entre particularisme et universalisme et entre la position de classe et l'identité sociale. Ces analyses sont importantes pour un certain nombre de raisons, en premier lieu pour leur insistance sur la centralité des relations de classe dans la reproduction de diverses formes d'oppressions. Par là, elles ne devraient pas être comprises comme subordonnant toute forme de lutte sociale au prisme économique, mais comme outil stratégique permettant de penser les conditions de possibilité de mise en place de plus larges coalitions pouvant atteindre une pluralité d'objectifs sociaux. Pour autant, cette conception

149 Par exemple, à travers l'institution de l'esclavage aux États-Unis ou par la division sexuelle du travail social dans les familles ouvrières.

150 Keeanga-Yamahtta Taylor, « What about racism? » dans Bhaskar Sunkara (ed.), *The ABCs of Socialism*, London, Verso, 2016, p. 61-69, p. 65. Notre traduction (*subjective –but nevertheless real- racist and nationalist ideas.*)

151 A la suite du théoricien britannique Stuart Hall et de ses collègues, elles ont souvent été comprises en termes d'*articulation*, où une analyse de classe présupposera nécessairement une analyse, par exemple, de « race ». On pensera ici à la fameuse phrase de Hall, pour qui la race est une « modalité à travers laquelle la classe est vécue » (Stuart Hall *et al*., *Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order*, London, Palgrave, 1978, p. 394).

152 Vivek Chibber, *Capitalism and Class Struggle*, New York, Jacobin Foundation, 2018, p. 33.

153 Ce point de vue n'est évidemment pas nouveau dans la tradition marxiste. On le retrouve par exemple chez Marx ou Lénine, s'attaquant aux conceptions « économistes » de ses contemporains dans son célèbre *Que Faire ?*

soulève un certain nombre de questions et de difficultés, liées à la fois à la pertinence de certaines de ces distinctions et à la théorisation générale des politiques de l'identité par ces auteurs.

. Des difficultés théoriques

En premier lieu, une critique qu'il est possible d'adresser à ces analyses concerne la définition même des politiques identitaires. Comme rappelé plus haut, si les politiques de l'identité sont rarement définies explicitement par ces analyses, elles le sont toujours vis-à-vis de leur opposition aux politiques de classe et sont par là associées implicitement aux militantismes luttant contre les discriminations de genre, de race ou de sexualité. Cette association présuppose à son tour une incompatibilité de principe entre ces formes de politiques et la mobilisation en termes de classe sociale. Elle est cependant mise à mal par la délimitation théorique de Marie Moran présentée plus haut. Cette dernière, en présentant les politiques de l'identité comme mobilisant de façon significative autour de la notion contemporaine d'identité, permet de dénouer l'association rarement questionnée entre politiques de l'identité et politiques antiracistes, féministes ou LGBTQ prises *en général*. Par là, elle permet de repenser ces formes de mobilisation dans leur diversité et de pouvoir apprécier les dimensions « matérielles » ou « de classe » que leurs luttes ont souvent pu prendre dans le passé. Beaucoup de ces mouvements ont en effet mobilisé autour d'injustices économiques liées par exemple à la race ou au genre, déstabilisant l'opposition trop souvent énoncée entre différentes formes d'oppressions. Ces exemples sont nombreux dans l'histoire sociale des États-Unis et incluent par exemple les campagnes féministes de luttes contre les inégalités salariales (*Equal Pay for Equal Work*) culminant en 1963, la grande manifestation du mouvement des droits civiques états-unien, organisée sous le nom de « marche sur Washington pour des emplois et la liberté » (*March on Washington for Jobs and Freedom*) la même année ou les mouvements de travailleurs agricoles immigrés dans la Californie de la fin du 20e siècle[154]. Certaines formes de politiques contestataires liées à la race, au genre ou à la sexualité peuvent ainsi s'appuyer sur une mobilisation de classe, mettant à mal les distinctions parfois trop rapides opérées entre ces deux types de mouvements. Au-delà d'une dimension simplement « identitaire » ou « économique », ces quelques exemples démontrent à la fois la diversité de ces mouvements et les relations complexes entre identité sociale et position de classe.

Une seconde critique qu'il est possible d'adresser aux conceptions d'orientations marxistes sur ce sujet concerne la séparation nette entre le « culturel », représenté ici par les politiques de l'identité, et le « matériel », souvent incarné par les mouvements socialistes du passé. Tout comme l'oppo-

154 Marshall Ganz, *Why David Sometimes Wins: Leadership, Organization, and Strategy in the California Farm Worker Movement*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

sition entre la classe et l'identité sociale, et comme les exemples mentionnés le soulignent, la distinction opérée entre des luttes définies comme uniquement liées à des questions de « domination » culturelle et d'autres à des questions d'« exploitation » économique n'est pas sans poser problème. Comme le souligne Butler, les diverses oppressions considérées comme relevant « seulement » du culturel peuvent avoir des conséquences « matérielles » et trouver leur source dans l'économie politique[155]. Si ce fait est désormais largement reconnu dans le cas du racisme et en partie dans le cas du sexisme, cette reconnaissance ne s'est pas traduite dans le cas de l'hétérosexisme : les luttes LGBTQ étant bien souvent considérées comme prototype de la nature « culturelle » de ces mouvements sociaux[156]. Cette perspective semble toutefois largement ignorer l'apport du féminisme socialiste des décennies 1970 et 1980, qui a théorisé la régulation de la sexualité comme fonction centrale de l'économie politique et donc des fameuses « conditions matérielles d'existence ». Enrichissant la théorie marxiste, ces autrices ont en effet établi la sphère de la reproduction sexuelle comme intrinsèquement liée au mode de production d'une société donnée, à travers la reproduction normative du genre et par là, de l'hétérosexualité et de la famille[157]. Pour Butler, cela signifierait avant tout que les mouvements sociaux luttant contre cette régulation du genre menacent directement la fonctionnalité du système capitaliste[158]. Si cette conclusion semble déshistoriciser le concept de structure économique et ignorer la spécificité du capitalisme comme mode d'organisation contemporain[159], ses prémisses permettent cependant de déstabiliser la division théorique entre les sphères « matérielle » et « culturelles » du monde social. De là, il semblerait plus pertinent de remplacer la distinction entre luttes culturelles et matérielles par celle proposée par Nancy Fraser, entre politiques de « redistribution » et de « reconnaissance ». Dans ce cadre, les premières sont pensées comme visant à redresser des injustices inscrites dans les structures économiques de la société mais incluent les souffrances économiques liées, par exemple, au genre ou à la race. Les secondes sont décrites comme s'attaquant aux injustices dites culturelles, s'inscrivant dans des schémas sociaux de représentation mais incluent de ce fait certains aspects de lutte de classe, exigeant entre autre des gains en termes de considération sociale. Ces catégories ne visent alors pas à décrire deux registres exclusifs de contestation politique mais différentes dimensions de la justice sociale, pouvant se retrouver en principe dans tout mouvement contestataire[160] . Cette distinction n'a alors pas chez Fra-

155 Judith Butler, « Merely Cultural ».
156 Judith Butler, « Merely Cultural ».
157 Gayle Rubin, « The Traffic in Women: Notes on the "Political Economy" of Sex » dans Rayna R. Reiter (ed.), *Toward an Anthropology of Women*, New York, Monthly Review Press, 1975, p. 157-210.
158 Judith Butler, « Merely Cultural », p. 274.
159 Où les structures économiques et les systèmes de parenté ont été en effet, majoritairement découplés. Nancy Fraser, « Heterosexism, Misrecognition, and Capitalism: A Response to Judith Butler », *Social Text*, 1997, n° 52/53, p. 279-289, p. 284.
160 Nancy Fraser, *Redistribution or Recognition?*, p. 11-12.

ser une visée normative : revendiquant une perspective wéberienne, elle identifie ces deux paradigmes à des type idéaux représentant une multitude de revendications coexistant dans l'espace public[161]. Si le cadre proposé par Fraser n'est pas sans critiques[162], il a ici le mérite d'admettre la matérialité de la culture et de permettre une certaine souplesse quant à la description de ces différentes formes de luttes sociales.

Finalement, l'association des politiques de l'identité prises dans leur globalité à un particularisme radical, opposé à un universalisme soutenu par une « gauche » historique, pose à son tour un certain nombre de problèmes. En premier lieu, les critiques de l'universalisme des mouvements passés, conçu selon les points de vue comme une promesse difficile à atteindre[163] ou comme masquant un point de vue en réalité blanc, masculin et aisé[164], ne sont ni exclusives aux tenants des politiques identitaires ni tout à fait infondées[165]. Parallèlement, on peut considérer que les échecs répétés d'un certain nombre de mouvements contestataires se réclamant d'une position universaliste à mettre en œuvre cette dernière (et donc à transcender les barrières de race, de genre ou de sexualité dans leur projet émancipateur) sont en partie liés à l'émergence des politiques de l'identité dans leur forme contemporaine[166]. Ce point de vue renverse la chaîne causale des critiques mentionnées plus haut, qui attribue à l'émergence de ces formes de politique les échecs récents des mouvements redistributifs de gauche en Europe de l'ouest et aux États-Unis. De façon plus importante, l'opposition conceptuelle opérée entre l'universalisme associé aux politiques de classe et le particularisme des politiques de l'identité témoigne d'un important contresens quant à la définition de ces dernières. En effet, l'attribution de formes particularistes aux politiques de l'identité est souvent associée à l'influence du post-structuralisme (ou plus largement du constructivisme social) sur ces dernières[167]. La plupart des représentants de ce courant en philosophie politique ont pourtant très largement critiqué ces formes de politique, les considérant comme opérant à travers certains aspects insidieux du libéralisme politique et de son universalisme abstrait[168]. La littérature universitaire portant sur les

161 Nancy Fraser, *Redistribution or Recognition?*, p. 11.
162 Voir par exemple Christian Lazzeri, « Reconnaissance et redistribution ? : Repenser le modèle dualiste de Nancy Fraser » dans Alain Caillé (ed.), *La reconnaissance aujourd'hui*, Paris, CNRS Éditions, 2016, p. 171-225.
163 Jeffrey N. Wasserstrom, « The Chinese Revolution and Contemporary Paradoxes » dans Jeffrey N. Wasserstrom, Greg Grandin et Lynn Hunt (eds.), *Human Rights and Revolutions*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2007, p. 21-45.
164 Amy Allen, *The End of Progress: Decolonizing the Normative Foundations of Critical Theory*, New York, Columbia University Press, 2016.
165 On pourra penser, par exemple, aux révolutions libérales françaises et états-uniennes du 18e siècle se fondant sur un universalisme exclusif. Leurs critiques contemporaines les plus souvent citées étant, respectivement, la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* d'Olympe de Gouges et la *Déclaration de sentiments* des signataires de la convention de Seneca Falls. Pour une période plus récente, on pourra penser par exemple à l'exclusion systématique des noirs américains de projets majeurs du New Deal et, dans une certaine mesure, au slogan conservateur *All Lives Matter* s'opposant aux mouvements antiracistes contemporains.
166 Eric Lott, « Boomer Liberalism », *Transition*, 1998, no 78, p. 24-44 ; Bernstein, « Identity Politics », p. 52.
167 Bernstein, « Identity Politics », p. 56.
168 Wendy Brown, « Wounded Attachments », *Political Theory*, 1993, vol. 21, no 3, p. 390-410.

politiques identitaires, déjà relativement confuse, fait ici face à une importante contradiction : ces dernières sont condamnées à la fois pour leur particularisme « identitaire » et pour leur sujétion à un universalisme idéalisé.

. « Affirmation » ou « déconstruction » identitaire ?

Cette confusion est à nouveau due à l'inclusion, dans la définition de ces politiques, de tout mouvement contestataire portant sur des questions liées en premier lieu au genre, à la sexualité ou à la race. Si beaucoup de ces mouvements ont pu questionner les prétentions universalistes des mouvements passés, tous n'ont cependant pas développé la même relation à ce concept. A nouveau, la distinction de Fraser, couplée à celle de Moran, permet de penser la diversité de ces mouvements avec une plus grande clarté : si l'on considère qu'il est possible de concevoir une opposition entre des formes de politiques redistributives et des formes de politiques de reconnaissance, ces larges catégories contiennent également des oppositions internes. Dans le cas du paradigme de la reconnaissance, Fraser distingue en effet deux perspectives. En premier lieu, des politiques axées autour de *l'affirmation identitaire*, qui visent à réévaluer des identités sociales injustement dévaluées, dans la culture, mais aussi dans la loi. Dans un second temps, des politiques qui s'organisent autour de la *déconstruction identitaire* (et qui peuvent elles être associées au constructivisme social)[169]. Si la première inclut aux États-Unis des courants comme le féminisme culturel (*cultural feminism*) des années 1970, certains courants du féminisme libéral ou le nationalisme noir (et plus récemment la doctrine de l'« afro-pessimisme »), la seconde perspective intègre quant à elle les mouvements queers, les féminismes constructivistes et les mouvements antiracistes inspirés de la théorie critique de la race (*critical race theory*)[170]. Ces deux perspectives visent à défaire des injustices s'inscrivant dans divers schémas sociaux de représentation et toutes deux cherchent *in fine* à affirmer une différence : elles ne peuvent toutefois être catégorisées ensemble comme politiques de l'identité. Les politiques d'affirmation identitaire présupposent un sujet représenté par l'appartenance à un groupe social spécifique et par diverses caractéristiques témoignant d'une « essence » de ce groupe. En cherchant à réaffirmer, dans la loi ou dans les mœurs, une position de sujet spécifique, ces formes de politiques témoignent d'une unité de principe entre cette position et les individus représentés. Ainsi, elles opèrent au cœur même de la notion d'identité dans sa conceptualisation contemporaine (l'articulation entre un « principe d'identité » et l'appartenance à un groupe social) et représentent bien ce qu'il est possible d'appeler des « politiques de l'identité ». La seconde perspective, exprimée par les tendances « déconstructrices », rejette l'essentialisme de la première. En mettant l'accent sur la contingence des identités sociales et leur production par un certain nombre de formations

169 Nancy Fraser, *Redistribution or Recognition?*, p. 12.
170 Nancy Fraser, *Redistribution or Recognition?*, p. 12.

sociales et d'institutions disciplinaires[171], cette tendance déstabilise et dans une certaine mesure rejette la notion d'identité. Par là, elle ne peut être comprise comme mobilisant autour de cette dernière. Si la première perspective perçoit le sujet de la politique contestataire comme *positionné* socialement, la seconde y ajoute qu'il est socialement *construit*[172]. C'est cette deuxième forme de politiques de reconnaissance, non assimilable aux politiques de l'identité, qui a pourtant développé la suspicion la plus radicale des universalismes passés[173].

Au travers de leur critique du « particularisme » des politiques de l'identité, les analyses d'inspiration marxiste englobent dans une même catégorie conceptuelle les formes de politique mobilisant autour de la notion d'identité et celles cherchant à la remettre en cause. Elles témoignent par là d'un important contresens vis-à-vis de ces dernières. Qu'en est-il cependant du rapport à l'universalisme des politiques dites d'affirmation identitaire ? Certains travaux explorant leur lien avec la structure idéologique des démocraties libérales permettent en partie d'éclairer la question.

3.4. Critique des politiques identitaires : le point de vue constructiviste

La politisation des identités sociales, propre aux mouvements d'affirmations identitaires de la seconde moitié du 20e siècle, semble en effet mettre en tension une partie de la conception libérale de la citoyenneté, comprise au travers de son orientation universaliste. Cette tension s'inscrit dans la nature « double » de l'homme ou de la femme en démocratie libérale : membre de la société civile, individu privé et particulier, il est également citoyen, membre d'une communauté politique abstraite qui présuppose un individu générique et isolé des conditions spécifiques de son existence sociale (raciales, religieuses, économiques ou sexuelles). L'universalisme libéral, représenté par l'État, ignore volontairement ces distinctions pour affirmer un partage à part égale de la souveraineté populaire. C'est en s'éloignant des particularismes collectifs de ses citoyens, en les *dépolitisant*, que l'État atteint son universalité. L'abstraction par le libéralisme des particularités sociales des citoyens est alors problématisée par les politiques de l'identité, qui attribuent une valeur politique à ce qui

171 Au sens foucaldien du terme (voir par exemple Pierre Sauvêtre, « Michel Foucault : problématisation et transformation des institutions », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 1 novembre 2009, no 17, p. 165-177).

172 Et ce, intégralement : pas de sujet « noir » sans histoire du racisme ni de « femme » sans hétéronormativité. C'est en partie dans le cadre d'un certain nombre de débats ayant eu pour sujet la place du sujet féminin dans les luttes féministes qu'une œuvre comme *Gender Trouble* a pu voir le jour (Judith Butler, *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*, Routledge, 1999)..

173 Une autrice comme Judith Butler ne rejette cependant pas toute prétention à l'universalisme, et d'autant moins lorsqu'il est déployé « stratégiquement » par des coalitions de mouvements sociaux. L'universalisme est pourtant rejeté lorsqu'il est compris comme « falsifiant et territorialisant, abstrait de la compréhension de sa place au sein de relations de pouvoir ». Judith Butler, « Merely Cultural », p. 269. Notre traduction (*this is not to say that universals are impossible, but only that one abstracted from its location in power will always be falsifying and territorializing, and calls to be resisted at every level.*)

était jusque-là conçu comme en-dehors des considérations de l'État. De ce point de vue, la tension entre « particularismes » et « universalisme » est pensée comme un conflit entre le libéralisme et son extérieur, c'est-à-dire les politiques d'affirmation identitaire. Cette tension est cependant posée par certains analystes comme antérieure à leur apparition.

. L'universalisme libéral en contradiction

Pour Brown, le conflit entre les particularismes du « moi » et l'universalisme du « nous » au sein du discours libéral lui est en effet inhérent. Se résolvant alternativement par une abstraction de soi des individus dans la représentation politique ou par un aveu de leur extériorité, ce conflit est analysé comme toujours latent dans le discours libéral et seulement *révélé* par la politisation contemporaine des identités[174]. À rebours du récit présenté plus haut, c'est de la perception collective de la « fiction » universaliste et de la construction politique des identités sociales, toujours plus accrue à la fin du 20e siècle, qu'émerge leur politisation, et non l'inverse[175]. Les politiques identitaires sont donc pensées comme résultantes de contradictions internes au libéralisme, comme leur « enfant illégitime » et ce malgré leur caractère à première vue opposé[176]. De manière similaire, Connolly analyse cette tension vis-a-vis des exigences imposées au sujet de la doctrine libérale de l'individualisme. Cette dernière présuppose le modèle d'un individu générique « ferme et inaltérable », autonome dans sa construction identitaire, en face de qui les conduites et vies intérieures des individus particuliers sont mesurées[177]. Le sujet de l'individualisme libéral est par là « compris comme *moi désengagé* des significations sociales et des fins constitutives de son identité »[178]. C'est cette formulation particulière du sujet politique[179] qui constitue le fondement de la théorie des droits, de la justice, de la liberté et des intérêts dans la construction libérale. Par l'accent mis sur l'indépendance du sujet, la doctrine individualiste présuppose un ensemble de responsabilités à l'individu, et notamment vis-à-vis de sa formation identitaire. Elle apparaît à la fois comme un standard normatif et comme le désaveu du caractère construit ou situé des identités sociales, s'opposant à première vue à la politisation des identités et de leur différence. C'est pourtant pour Connolly de la tension entre ce modèle normatif et la réalité vécue, par les individus, de leurs « anormalités » iden-

174 Wendy Brown, « Wounded Attachments », p. 391.
175 Wendy Brown, « Wounded Attachments », p. 393.
176 Wendy Brown, « Wounded Attachments », p. 396.
177 Wendy Brown, « Wounded Attachments », p. 74.
178 Alfredo Gomez-Muller, « Les communautariens et la critique de l'individualisme libéral, Alasdair MacIntyre, Charles Taylor, Michael Walzer » dans *Histoire raisonnée de la philosophie morale et politique*, Paris, La Découverte, 2001, p. 672-681.
179 Souvent assimilé à l'agent rationnel et indépendant, incluant partiellement le concept « d'*homo oeconomicus* », que l'on retrouve par exemple dans l'économie néoclassique ou le béhaviorisme en science politiques.

titaires[180], que naissent les formes de politique en question[181]. En occultant les conditions substantives de la vie des individus qu'elle représente, la doctrine individualiste qui sous-tend le sujet politique de l'universalisme libéral problématise ses propres standards d'individuation. En mettant l'accent sur l'autonomie et la responsabilité des personnes, elle crée une souffrance pour ces identités dont le caractère situé ou construit ne peut trouver à s'exprimer. L'émergence des politiques de l'identité apparaît alors à Connolly comme une forme réactionnelle s'exprimant à l'intérieur de ce cadre[182]. C'est en tant que sujet libéral, cherchant à justifier sa différence dans le discours universaliste, que l'identité politisée s'exprime avant tout. On comprend donc au travers de ces deux angles d'analyse dans quelle mesure la politisation des identités prend forme à l'intérieur même du discours universaliste. Nées des tensions inhérentes à la construction paradoxale des individus en régime libéral, exclues de la communauté politique abstraite et de sa conception de l'individu générique, les identités politisées à la fois problématisent leur exclusion et se constituent vis-a-vis d'elle.

C'est en partie pour ces raisons que certains analystes, souvent associés au post-structuralisme états-unien, ont mis l'accent sur l'impossibilité des politiques d'affirmation identitaire à évoluer en dehors du discours universaliste. C'est en effet en ayant recours à leur exclusion de la communauté politique abstraite que ces dernières peuvent articuler leurs souffrances et les demandes politiques qui en découlent. Orientées par le discours libéral vers la contestation de leur exclusion, elles re-légitiment ce dernier en cherchant à s'y inclure :

> Les identités politisées naissent et obtiennent leur cohérence interne de la politisation de leur exclusion d'un universel apparent. En tant que contestation d'une exclusion s'appuyant sur la fiction d'une communauté inclusive/universelle, elles rétablissent l'idéal humaniste dans son expression spécifiquement blanche, masculine et de classe moyenne … Inversement, dans la mesure ou elles se présupposent comme exclues d'un idéal universel, les identités politisées provenant des sociétés libérales et disciplinaires nécessitent cet idéal, ainsi que leur exclusion, pour se perpétuer en tant qu'identités[183].

Par homologie, cet idéal prend corps dans la représentation fantasmée d'une classe moyenne blanche et masculine, représentant ce à quoi les identités politisées n'ont pas eu accès : la mobilité sociale, l'accès à l'éducation ou la protection contre diverses formes de violence. Cette identifica-

180 C'est-à-dire les formations identitaires niées par ce modèle générique, excluant le sujet de la pleine jouissance de son appartenance à la communauté politique. On pourrait par exemple penser aux difficultés à trouver un emploi ou un logement pour des personnes racisées ou à l'absence relative de protection contre certaines formes de violence arbitraire pour les femmes et les personnes homosexuelles.

181 William E. Connolly, *Identity/Difference,* p. 80.

182 William E. Connolly, *Identity/Difference,* p. 80.

183 Wendy Brown, « Wounded Attachments », p. 398. Notre traduction (*politicized identity emerges and obtains its unifying coherence through the politicization of exclusion from an ostensible universal, as a protest against exclusion, a protest premised on the fiction of an inclusive/universal community, a protest that reinstalls the humanist ideal -and a specific white, middle-class, masculinist expression of this ideal … Put the other way around, politicized identities generated out of liberal, disciplinary societies, insofar as they are premised on exclusion from an universalist ideal, require*

tion limitée à une classe sociale ne signifie toutefois pas que ces politiques énoncent des demandes « de classe ». La classe moyenne est ici un idéal dépolitisé, servant de référence aux revendications exprimées. Réitérant la distinction entre politiques de classe et politiques identitaires, Brown identifie le recours à cet idéal à la manifestation simultanée de ressentiments de classe et de l'absence d'une réelle analyse de classe[184]. Les politiques identitaires sont alors conçues comme résultant de contradictions internes au libéralisme, participant au déploiement contemporain de ses catégories opératoires. De plus, ces formes de politiques entretiennent une relation particulière à la forme majeure d'expression politique dans les démocraties libérales : la conquête de droits privés.

. Les politiques identitaires et le discours des droits

Le paradigme législatif a en effet été largement adopté par divers mouvements contestataires à partir des années 1980 aux États-Unis, suite à la perte de dynamisme de la majorité des mouvements radicaux contestataires, qu'ils soient féministes, antiracistes ou socialistes[185]. Ce déplacement s'explique également par un aspect propre à la sphère législative, conçue comme essentielle à toute réforme « minoritaire » en démocratie libérale. Pour le juriste Duncan Kennedy, la croyance générale au bien-fondé social des droits, mais plus encore la foi parallèlement accordée au raisonnement juridique en général, soutient dans leurs démarches des élites politiques ou des « avant-gardes » militantes ne croyant plus représenter une majorité de la population[186]. Cela est renforcé dans le cas des politiques identitaires états-uniennes, où la suspicion des milieux militants envers une classe ouvrière perçue comme principalement blanche et masculine a donné lieu à l'abandon de toute prétention à la représentation de cette « majorité »[187]. Plus généralement, ce paradigme à travers lequel un groupe d'intérêt milite en faveur d'un ou de plusieurs droits définis en rapport à des traits identitaires, est considéré malgré ses éventuelles limites comme la condition préalable pour que ce groupe obtienne une visibilité quelconque dans le champ politique institutionnel états-unien[188]. Le discours des droits est en effet considéré comme essentiel au libéralisme, du fait de sa tendance structurelle à réduire la catégorie de politique à celle du juridique[189]. L'analyse et la critique du lien unissant les

that ideal, as well as their exclusion from it, for their own perpetuity as identities.)

184 La classe moyenne étant ici comprise comme formation discursive particulière dans les sociétés occidentales de la fin du 20e siècle, représentant « la normalisation du capitalisme … Le déni de ses effets de pouvoir dans la structuration de la vie sociale … [et] la prétention du capitalisme à subvenir aux besoins de tous. » Wendy Brown, « Wounded Attachments », p. 395.

185 Johanna Brenner, « There Was No Such Thing as "Progressive Neoliberalism" » dans Johanna Brenner et Nancy Fraser, « What Is Progressive Neoliberalism?: A Debate », *Dissent*, 2017, vol. 64, no 2, p. 130-130.

186 David W. Kennedy, « The Critique of Rights in Critical Legal Studies » dans Wendy Brown et Janet Halley (eds.), *Left Legalism/Left Critique*, Durham, NC, Duke University Press, 2002, p. 178-229. p. 190.

187 David W. Kennedy, « The Critique of Rights », p. 190. David W. Kennedy, « The Critique of Rights », p. 188.

188 Elizabeth Schneider, « The Dialectic of Rights and Politics: Perspectives from the Women's movement », *New York University Law Review*, 1er octobre 1986, vol. 61, no 4, p. 589-653.

189 William E. Connolly, *Identity/Difference*, p. 74.

politiques identitaires à cette tendance du libéralisme a ainsi animé une partie de la littérature sur le sujet et permet de définir plus précisément la nature de ces modes d'engagement.

L'accent mis par les tenants des politiques d'affirmation identitaire sur la question législative éclaire en premier lieu la question de leur rapport à la communauté politique. Réaffirmant le lien unissant les politiques identitaires à l'universalisme libéral, Kennedy associe la démarche militante de création de droits a un élément clef des « projets d'universalisation » d'intelligentsias idéologiques de tous bords politiques[190]. Dans ce cadre, les intérêts d'un groupe particulier sont, au travers du discours juridique, associés aux intérêts de la communauté politique dans son entièreté[191]. Ce « réformisme » de l'universalisme libéral, particulièrement mis en œuvre aux premiers jours des politiques identitaires[192], n'est toutefois pas sans risques pour les groupes considérés. Comme un certain nombre d'analystes de cette époque ont pu le démontrer, notamment dans les cas des luttes féministes[193] et antiracistes[194], les conquêtes de droits se voulant neutres ou de portée universelle ont trop souvent eu pour conséquence de fonctionner en défaveur des groupes défendus en augmentant les privilèges des hommes ou des citoyens blancs[195]. Cette analyse rejoint les critiques d'inspiration marxiste du libéralisme, où la nature formelle des catégories du droit s'abstrait des conditions réelles d'existence des citoyens et favorise différents groupes selon leur position dans le champ social[196]. La démarche opposée aux projets d'universalisation décrits par Kennedy impliquerait alors une énonciation du sujet de droit particulière et concrète, permettant aux dispositifs juridiques de reconnaître la spécificité de certaines subordinations et certaines formes de pouvoir social. Cette perspective vise à écrire les expériences de subordination d'un groupe dans la loi, définissant en partie sa spécificité juridique.

Cette seconde démarche n'est toutefois pas sans problèmes non plus : en définissant ainsi un groupe à travers sa subordination et en enracinant cette définition dans la loi, elle prend le risque de réitérer cette identité, construite comme souffrance partagée[197]. Cette critique rejoint cette fois un

190 David W. Kennedy, « The Critique of Rights », p. 188.
191 Où par exemple et dans le cas états-unien, l'intérêt des personnes homosexuelles à la légalisation de la sodomie à pu être reformulé comme un droit général et universel à l'autonomie sexuelle. David W. Kennedy, « The Critique of Rights », p. 188.
192 Notamment dans le cas de l'antiracisme « indifférent à la couleur » (color-blind) dans les décennies 1970 et 1980. Richard Thompson Ford, « Beyond "Difference" », p. 42.
193 Catharine A. MacKinnon, *Feminism Unmodified: Discourses on Life and Law*, Cambridge, Harvard University Press, 1988, p. 73.
194 Cheryl Harris, « Whiteness as Property » dans Kimberlé Crenshaw *et al.* (eds.), *Critical Race Theory: The Key Writings that Formed the Movement*, New York, The New Press, 1995, p. 276-291.
195 On pensera notamment au cas déjà cité de *Bakke v. Regents of California*, qui a vu un homme blanc plaider avec succès une accusation de discrimination raciale à son encontre.
196 Asad Haider, *Mistaken Identity*, p. 104.
197 Wendy Brown, *States of Injury: Power and Freedom in Late Modernity*, Princeton, Princeton University Press, 2020, p. 191.

cadre d'analyse d'inspiration foucaldienne : jouir de droits en vertu d'une catégorie identitaire donnée réinscrit cette désignation normative dans la société et dans les mœurs. En protégeant les personnes, elle participe dans le même temps aux mécanismes de régulation disciplinaires ayant initialement « produit » ces identités subalternes. Parce que la loi et l'État ne sont pas neutres mais des lieux de régulation et de production subjective, codifier légalement un ensemble d'identités sociales comme liés à des subordinations données risque de réifier des combinaisons normatives pourtant historiquement situées[198].

Depuis leur apparition dans le courant des années 1970, les politiques identitaires d'orientation légaliste ont majoritairement alterné entre ces deux démarches. A la suite des travaux de Brown et de ses collègues, elles ont été pensées par une partie de la littérature comme constituant une forme d'aporie spécifique aux politiques de l'identité. Si les droits se voulant spécifiques vis-à-vis des injustices qu'ils opposent enracinent la régulation des identités par des normes régulatrices, les droits se voulant neutres et potentiellement universels enracinent le statut des subordonnées en augmentant le pouvoir des catégories dominantes. Alors que le sujet générique de l'universalisme libéral, par son caractère abstrait, masque les pouvoirs de stratification sociale, les spécifications de l'identité dans le discours des droits re-naturalise les pouvoirs sociaux qu'elles cherchent à décrire. Ce premier paradoxe en implique un deuxième, plus général, pour les tenants des politiques d'affirmation identitaire. La conquête des droits est à la fois une nécessité : pour la protection évidente et concrète qu'elle offre aux groupes subordonnées vis-à-vis de diverses formes de violence, d'arbitraire et de non-reconnaissance, pour l'important moyen d'émancipation qu'elle a pu représenter historiquement et pour l'accès partiel à la souveraineté qu'elle permet en démocratie libérale. Les droits sont alors, dans les termes de Spivak, bien consciente des limites déjà énoncées, « ce que nous ne pouvons pas ne pas vouloir »[199]. Parallèlement, ils renforcent le pouvoir de ceux qui en ont déjà en s'abritant derrière un égalitarisme seulement formel, servent de mécanismes de régulation identitaire et enferment à nouveau les identités défendues dans les constructions disciplinaires les ayant produites. Ils peuvent également obstruer, voire coopter des demandes politiques potentiellement plus radicales. Ce second paradoxe se résume alors ainsi par Brown, reprenant Spivak : « ce que nous ne pouvons pas ne pas vouloir est aussi ce qui nous enserre dans les termes propres de notre domination »[200].

198 Wendy Brown, *States of Injury*, p. 191.
199 Citée dans Wendy Brown, « Suffering the Paradoxes of Rights » dans Janet Halley (ed.), *Left Legalism/Left Critique*, Durham, NC, Duke University Press, 2002, p. 420-434, p. 421. Notre traduction (*that which we cannot not want*).
200 Wendy Brown, « Suffering the Paradoxes of Rights », p. 430. Notre traduction (*that which we cannot not want is also that which ensnares us in the terms of our domination.*)

Les politiques identitaires sont donc comprises comme endogènes au libéralisme et à certaines de ses catégories opératoires : universalisme, individualisme et formalisme juridique. Tirant en partie leurs origines des tensions propres à la constitution du sujet politique en démocratie libérale, leur séparation conceptuelle d'un « universalisme » de principe commet de ce fait une importante erreur de définition. Ces analyses, importantes pour la délimitation conceptuelle des politiques identitaires, se sont donc majoritairement développées autour de la critique post-structuraliste aux États-Unis. Pourtant souvent associées à ces formes contestataires, elles les conçoivent en termes généralement critiques, et ce principalement à travers la description de mécanismes d'essentialisation et de réification des identités sociales défendues.

. Critiques de l'essentialisme

La notion d'essentialisme se trouve en effet au cœur de l'analyse post-structuraliste des politiques identitaires. L'argument majeur est le suivant : en réifiant les identités sociales qu'elles défendent, ces politiques sont analysées comme reproduisant les structures de domination qu'elles cherchent à défaire. Cela est dû avant tout, pour ces analystes, à une méconnaissance des structures de domination agissant dans les sphères du langage et de la culture[201]. Cette perspective est évidemment informée par une théorie générale du pouvoir et du sujet bien différente de celle des critiques marxistes présentées plus haut. Évoluant ici dans un cadre foucaldien, ces analyses conçoivent les identités sociales comme le résultat de mécanismes discursifs de régulation, à travers lesquels un certain nombre de comportements et de signifiants sociaux hétérogènes sont classifiés, nommés et normalisés[202]. Constamment « jouées » par des régimes de discours et des actes performatifs, les identités sociales se caractérisent donc par une certaine forme de contingence et de non-fixité. Elles ne sont pas conçues comme des positions à défendre contre un pouvoir qui leur serait extérieur, mais déjà comme effets de ce dernier. Ces identités et le sujet qui les porte ne préexistent pas aux diverses formes d'injustices qui leur sont imposées mais sont constituées par elles.

Le point de vue inverse, incarné par les politiques de l'identité, est alors notamment dénoncé par Butler comme une « métaphysique de la substance », qui suppose un sujet cohérent et identique à soi, ontologiquement antérieur à toute forme de régulation sociale[203]. La critique de cette métaphysique sous-tend l'analyse post-structuraliste des politiques de l'identité et permet de décrire leur « paradoxe interne »: si une formation identitaire donnée est construite par le régime discursif qui

201 Cela permet notamment à Bernstein d'affirmer que, si les analyses d'inspiration marxiste ont décrit les politiques identitaires comme excessivement tournées vers la sphère culturelle, les analyses post-structuralistes les décrivent comme insuffisamment tournées elle. Bernstein, « Identity Politics », p. 56.
202 Wendy Brown, « Wounded Attachments », p.393.
203 Judith Butler, *Gender Trouble*, p. 31.

l'oppresse (le genre et l'hétérosexisme, la race et le racisme), toute forme de politique mobilisant essentiellement au travers de ces identités prend le risque de naturaliser à la fois ces oppressions et les positions de sujet produites par elles[204] . En d'autres termes, parce qu'une catégorie normative telle que celle de « femme » est imposée par une structure de pouvoir, le but d'une politique émancipatrice est de la défier et non pas de l'affirmer. Comme mentionné plus haut, c'est en partie ce que l'apparition du terme « queer » a pu signifier dans les mouvements féministes et LGBT : le déplacement vers un modèle où ces identités sont historicisées et comprises comme produits contingents de généalogies particulières[205]. En mettant l'accent sur les déplacements et la non-fixité de toute forme d'identité sociale, la théorie et les politiques *queers* ont ainsi pour ambition de déstabiliser la binarité du genre et les formes d'oppressions qui en découlent. À rebours des formes de politiques auxquelles il est pourtant souvent associé, le terme *queer* signifie alors « moins une identité qu'une *critique* de l'identité »[206].

Les catégories identitaires de ces formes de politiques sont donc critiquées par ces auteurs pour leur conception fondamentalement « pré-politique »[207] et ses conséquences essentialistes. L'essentialisme des politiques de l'identité est également pensé à travers une critique de leur mode de représentation. L'accent porté sur les questions de visibilité et de représentation peut en effet, de ce point de vue, réifier une catégorie identitaire à l'intérieur même du groupe en question : renforçant par là l'idée d'une homogénéité de ces groupes et obscurcissant l'hétérogénéité des expériences et perspectives en leur sein. Cela est évidemment critiqué en raison de son caractère limitant et restrictif. L'emphase sur la représentation des politiques de l'identité initie un nouveau paradoxe : en ignorant la diversité identitaire et politique inhérente à chaque groupe, elle devient excluante et ne représente plus qu'une partie de son groupe. Cette forme de représentation a alors pour effet de gommer les différences, favorisant des formes de hiérarchies à l'intérieur des groupes représentés, où certaines identités seront mises en avant comme plus importantes ou légitimes que d'autres. Au cours de la décennie 1990, ces questions ont principalement traversé les mouvements féministes, antiracistes[208] et LGBT[209] du pays.

C'est en partie dans le cadre de ces débats, internes aux mouvements, que le terme d'« intersectionnalité » a connu le succès qu'on lui sait aujourd'hui. Ce concept, à l'origine développé pour un

204 Judith Butler, *Gender Trouble*, p. 189.
205 Cressida Heyes, « Identity Politics » ; Jonathan Alexander, « Beyond identity: Queer values and community », *Journal of Gay, Lesbian, & Bisexual Identity*, 1999, vol. 4, p. 293-314.
206 Jonathan Alexander, « Beyond identity », p. 301. Notre traduction (*less an identity than a* critique *of identity.*)
207 Margaret R. Somers, « The Narrative Constitution of Identity: A Relational and Network Approach », *Theory and Society*, 1994, vol. 23, n° 5, p. 605-649, p. 605.
208Margaret R. Somers, « The Narrative Constitution of Identity », p. 610.
209 Jonathan Alexander, « Beyond identity », p. 295.

cadre juridique, a en effet été adapté et largement utilisé par de nombreux militants de ces mouvements, cherchant à mettre en lumière la diversité et la complexité des catégories identitaires représentées[210]. Si le recours à ce concept a de ce point de vue atteint le but recherché, il n'a toutefois pas permis de désamorcer les tendances fondamentalement essentialistes des formes de mobilisation identitaire. En cherchant à résoudre les accusations de réduction d'un groupe identitaire à une « voix unique », le recours à l'intersectionnalité aurait en effet selon Moran eu tendance à rechercher la mise au jour de catégories identitaires toujours plus complexes, rigidifiant la catégorie même d'identité et par là, l'essentialisme inhérent à sa conceptualisation contemporaine[211].

. Essentialisme et pluralisme

Enfin, le mode de représentation essentialiste des politiques identitaires est pensé à travers son affinité vis-a-vis du modèle de revendication politique des « groupes d'intérêts » en démocratie pluraliste. La perspective pluraliste, comprise à la fois comme une théorie descriptive et un idéal politique, décrit une distribution du pouvoir théoriquement égale entre différents groupes d'intérêts (définis en termes économiques ou non) et évoluant en compétition au sein d'un ordre politique neutre[212]. Cette notion a marqué une partie du *liberalism* Démocrate depuis la présidence Kennedy[213] et est plus généralement associée aux conceptions libérales de l'État et de la souveraineté populaire aux États-Unis[214]. Développée au milieu du 20e siècle dans les départements de science politique états-uniens, la théorie du pluralisme n'est aujourd'hui plus mobilisée directement par ces chercheurs. Elle a cependant inspiré une partie du développement des mouvements contestataires antiracistes du début des années 1970[215], des mouvements LGBT de la décennie 1990[216] et a été plus généralement liée aux débats relatifs aux politiques de l'identité depuis cette même période[217]. Les mobilisations « identitaires » inspirées du modèle des groupes d'intérêts ont en effet cherché depuis la fin du 20e siècle à influencer les pouvoirs publics de diverses manières, notamment à travers des activités de lobbying et de conquête électorale. Ces mouvements ont donné lieu à un certain nombre de résultats, comme l'élection de maires noires dans plusieurs municipalités des années

210 Marie Moran, « (Un)troubling identity politics », p. 15.
211 Marie Moran, « (Un)troubling identity politics », p. 15.
212 William E. Connolly, *Pluralism in Political Analysis*, New Brunswick, Routledge, 2010, p. 214.
213 William E. Connolly, *Pluralism in Political Analysis*, p. 101-107.
214 La notion « d'intérêt » dans la théorie pluraliste est en elle même fortement tributaire de la conception libérale de l'*homo oeconomicus* mentionnée à la note 115.
215 Cedric Johnson, « The Panthers Can't Save Us Now », *Catalyst*, vol. 1, no 1, 2017 ; Touré Reed, *Toward Freedom,* p. 65-72.
216 Craig A. Rimmerman, *The Lesbian and Gay Movements: Assimilation or Liberation?*, Boulder, Westview Press, 2007, p. 15.
217 Jean L. Cohen, « Does Voluntary Association Make Democracy Work? » dans Neil J. Smelser et Jeffrey C. Alexander (eds.), *Diversity and Its Discontents: Cultural Conflict and Common Ground in Contemporary American Society*, Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 263-292, p. 264.

1980 ou la progression du débat portant sur le mariage homosexuel deux décennies plus tard. Pour ses critiques, l'essentialisme de ces formes d'organisation présuppose une unité de principe dans les intérêts des membres du groupe représenté, distinguant radicalement chaque groupe d'intérêt ainsi formé vis-à-vis de ses éventuels homologues. Dans ce cadre, tous les noir-américains ou tous les hommes homosexuels évoluant ou non au sein d'un mouvement militant donné, seraient pensés comme partageant un ensemble de besoins et d'attentes politiques uniques et communes[218]. Cette caractérisation du modèle identitaire des groupes d'intérêts donne alors lieu à trois critiques distinctes. Dans un premier temps, ces modes de mobilisation mettent en avant un caractère distinct et unique des intérêts de l'identité représentée[219]. Par là, ils l'isolent du reste de la communauté politique, en empêchant l'articulation potentielle de ses intérêts à ceux d'autres groupes, et de façon liée, bloquent la constitution de plus larges coalitions. Dans un second temps, la présupposition d'une homogénéité de ces groupes justifie diverses dynamiques de marchandages entre un certain nombre d'institutions et les élites politiques ou économiques du groupe représenté[220]. Ces présuppositions légitiment la capture d'un mouvement par ses propres élites, dont les finalités politiques ne seraient pas toujours à l'avantage de l'ensemble du groupe. Finalement, ces modes de mobilisation ont été critiqués au travers d'un argument majeur adressé à la théorie pluraliste en général : l'idée que les structures étatiques et délibératives en démocratie libérale ne sont pas neutres et privilégient systématiquement certains groupes au détriment d'autres[221]. Les groupes d'intérêts liés à des identités ou à des classes sociales subalternes ne bénéficient effectivement ni d'un accès égal aux institutions politiques, ni d'un pouvoir de lobbying pouvant se mesurer à d'autres groupes de pression. Aussi, loin de participer à un travail d'émancipation profonde des identités représentées, ces groupes d'intérêts sont considérés comme bien souvent contre-productifs, « harmonisés aux priorités d'élites gouvernementales »[222] ou assimilés à une simple « diversification des classe gouvernantes du pays »[223].

C'est en partie dans ces derniers points que se rejoignent les analyses d'inspirations marxiste et post-structuraliste. L'essentialisme des politiques de l'identité est pensé comme masquant à la fois les processus de formations disciplinaires et les divergences de classe au sein d'un groupe identi-

218 Craig A. Rimmerman, *The Lesbian and Gay Movements*, p. 134.
219 Cedric Johnson, « The Panthers Can't Save Us Now ».
220 Adolph Reed Jr, *Class Notes,* p. xxi.
221 Susan Bickford, « Reconfiguring Pluralism: Identity and Institutions in the Inegalitarian Polity », *American Journal of Political Science*, 1999, vol. 43, n° 1, p. 86-108, p. 89.
222 Adolph Reed Jr, *Class Notes,* p. xxi. Notre traduction (*the heart of the relation is negotiation of policies, programs, and patterns of distribution of resources that presumably protects and advances the interests of the pertinent groups, but safely -in ways that harmonize them with the governing elite's priorities.*)
223 Cedric Johnson, « The Panthers Can't Save Us Now », p. 13. Notre traduction (*black popular discontent diversified the nation's governing class.*)

taire donné. En échouant à reconnaître les forces sociales opérant au delà des catégories formelles de la théorie pluraliste, ces formes de contestation sont considérées comme héritières d'une conception de la justice trop abstraite pour produire une égalité substantive[224]. Cet héritage est bien sûr celui du libéralisme et de son égalité formelle devant la loi. Dans une critique initiée par Marx en 1844[225] et développée par certains représentants du post-structuralisme états-unien[226], l'État libéral est vu comme le lieu de la négation politique des diverses formes de domination, qu'elles soient liées aux pouvoirs du sexisme, du racisme ou du capital.

Ces deux approches théoriques se rejoignent donc dans leur critique du libéralisme et de ses affinités profondes avec les politiques de l'identité. En permettant de penser les liens unissant ces derniers, ces considérations permettent également de tempérer les déclarations de « nouveauté » mises en avant au début de ce chapitre. L'analyse de l'évolution des champs militants liés aux luttes féministes et antiracistes de la seconde moitié du 20e siècle nous a permis de mettre au jour les discontinuités entre politiques identitaires et anciennes formes de « politiques de reconnaissance » ; la réflexion théorique présentée plus haut permet quant à elle de souligner certaines de leurs continuités avec certains courants du *liberalism* états-unien de la seconde moitié du 20e siècle. Aussi, bien que « nouvelles » dans leur mode de conceptualisation et dans leurs finalités politiques, ces formes de contestation ne constituent pas pour autant une rupture profonde avec un ordre politique profondément ancré dans la tradition états-unienne.

La confrontation de ces diverses perspectives analytiques nous a donc permis d'apprécier ce que l'apparition du terme d'*identity politics* a pu signifier dans le débat public et universitaire de la fin du 20e siècle aux États-Unis. Malgré l'existence d'un grand nombre de contradictions et de divergences au sein de cette littérature, nous avons cherché à montrer dans quelle mesure ces débats, toujours actuels, peuvent aider à mesurer et à délimiter analytiquement la présence de ces formes politiques dans le champ militant du pays. En synthétisant cet ensemble théorique disparate, nous chercherons dans la partie qui suit à proposer une définition exhaustive du concept de politiques de l'identité, compris comme ensemble de « pratiques politiques distinctes »[227] aux États-Unis.

224 Asad Haider, *Mistaken Identity*, p. 104.
225 Karl Marx, *Sur la question juive*, Paris, La Fabrique, 2006.
226 Voir par exemple Wendy Brown, *States of Injury*, p. 148-203.
227 Mary Bernstein, « Identity Politics », p. 48.

3.5. Vers une catégorisation des politiques de l'identité

. Un idéal-type

Au terme d'une généalogie critique des discours, universitaires ou non, les ayant pris pour sujet depuis la fin de la décennie 1980, nous cherchons donc à définir ici les politiques de l'identité en tant que pratique politique distincte. Elles apparaîtront au terme de cette section comme une forme spécifique de contestation sociale, liée à un ensemble de caractéristiques précises, présentes à des niveaux variables dans un certain nombre de mouvements militants propres à l'histoire sociale des États-Unis, de la seconde moitié du 20e siècle à nos jours. Il convient toutefois de rappeler que les mouvements sociaux sont des phénomènes complexes et multivoques qui résistent à une classification facile dans les cadres politiques traditionnels. Cette nature complexe, qui peut englober une large gamme d'acteurs, de questions et de stratégies différentes, remet toujours en question les cadres dichotomiques qui dominent une grande partie de la philosophie politique. Par le choix d'inclure un ensemble spécifique de mouvements dans une forme politique donnée, celle des « politiques de l'identité », et donc par la production d'une typologie précise, nous chercherons du mieux que possible à rendre intelligible cette complexité[228]. La notion de politiques de l'identité telle que décrite dans ce travail doit par là être comprise comme un type idéal, servant de référence d'intelligibilité aux mouvements sociaux dans leur réalité observable[229]. L'utilisation de cet instrument de recherche nous permettra de mettre en évidence les caractéristiques et les traits essentiels du phénomène en question, tout en fournissant un cadre pour comprendre les variations pouvant exister dans le monde réel. Nous pourrons alors constater que les caractéristiques exposées comme essentielles aux politiques identitaires peuvent être trouvées, à intensité variable, dans une grande diversité de mouvements. C'est l'observation et l'examen des écarts, des divergences et des similitudes vis-à-vis des caractères idéal-typiques présentés qui nous permettront de justifier les analyses des différentes formes de politiques en question.

Partant de ces considérations, nous pourrons alors définir les politiques identitaires comme suit : *toute forme de politique contestataire mobilisant autour de la notion d'identité sociale, dans le but d'affirmer ou de valoriser un ensemble de différences considérées comme essentielles au groupe représenté*. Cette définition, bien que synthétique, implique un certain nombre de points qui nécessitent d'être à nouveau explicités.

228 Didier Demazière, « Typologie et description. À propos de l'intelligibilité des expériences vécues », *Sociologie*, 2013, vol. 4, no 3, p. 333-347.
229 Jacques Coenen-Huther, « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », *Revue française de sociologie*, 2003, vol. 44, no 3, p. 531-547.

. Les politiques de l'identité n'incluent pas toutes les luttes liées aux identités sociales

Dans un premier temps, et à rebours d'un grand nombre de travaux portant sur le sujet, il convient de défaire la stricte équivalence trop souvent supposée entre politiques liées au genre, à la race ou à la sexualité et politiques identitaires. Définir ces dernières à travers leur utilisation des concepts d'identité et de différence permet en effet de rappeler la diversité de leurs formes possibles. S'il existe évidemment une affinité profonde entre politiques de genre, de race, de sexualité et politiques identitaires, ces dernières incluent finalement toute forme d'identité sociale comprise en termes d'expérience et de culture, exprimable par un ensemble signifiant de différences. Certains mouvements régionalistes, liés au droits des natifs-américains[230], ou certains mouvements liés au handicap[231] peuvent alors constituer des exemples significatifs de politiques de l'identité. De plus, si ces dernières ne sont pas limitées aux politiques de genre, de race et de sexualité, elles n'épuisent pas la grande diversité de ces mouvements. Ces derniers ne mobilisent en effet pas nécessairement de manière significative au travers de catégories identitaires. On citera par exemple le cas de mouvements féministes mobilisant au travers de notions propres au libéralisme politique[232], au socialisme[233] ou plus généralement les contestations d'injustices économiques liées au genre ou à la race mentionnées plus haut. La contestation de diverses formes d'exclusions liées à ces identités sociales n'est donc pas épuisée par les formes de mobilisation identitaires.

A l'inverse, on peut considérer que les politiques de l'identité sont *toujours contestataires,* car elles sont toujours liées à une différence, à un extérieur exclu de l'universalisme libéral. C'est de là que vient leur position ambigu vis-à-vis de ce dernier : contestataires, elles n'en évoluent pas moins dans un ordre de discours dominant et ne peuvent avoir pour ambition de le révoquer radicalement. C'est pour cet ensemble de raisons que nous souhaitons à la fois rejeter le terme de « politiques identitaires blanches » (*white identity politics*)[234] et différencier la catégorie de politiques de l'iden-

230 On mentionnera par exemple certaines activités du National Congress of American Indians (NCAI), de l'American Indian Movement (AIM) ou du National Indian Youth Council (NIYC).

231 Où le handicap est compris à la fois en termes d'identité et de culture. Cette théorisation est dans une certaine mesure parallèle au développement des *disability studies* aux États-Unis. Sur ce sujet, voir Simi Linton, *Claiming Disability: Knowledge and Identity*, New York, New York University Press, 1998 ou Tobin Siebers, « Disability Studies and the Future of Identity Politics » dans Linda Martín Alcoff *et al*. (eds.), *Identity Politics Reconsidered*, New York, Palgrave Macmillan US, 2006, p. 10-30.

232 Comme « l'égalité des chances » et « la liberté de choix » défendues par la National Organisation for Women (NOW) des années 1960 à nos jours. National Organization for Women, Inc., *National Organization for Women (N.O.W.) Bill of Rights, 1968*, https://web.archive.org/web/20121114091603/http://coursesa.matrix.msu.edu/~hst306/documents/nowrights.html, (consulté le 27 janvier 2023).

233 Comme « l'auto-détermination » et « l'émancipation humaine » prônées par la Chicago Women's Liberation Union (Chicago Women's Liberation Union, *Socialist Feminism: A Strategy for the Women's Movement*, Chicago, Hyde Park Chapter, CWLU, 1972.). On pourra citer plus généralement les riches traditions du féminisme socialiste et du socialisme noir aux États-Unis.

234 Ashley Jardina, *White Identity Politics* ; Kenan Malik, « L'émergence d'une politique des identités blanche », *Revue du MAUSS*, 2022, vol. 59, n° 1, p. 27-38.

tité des « mouvances identitaires », comprises dans leurs sens français et européen. Les formes de mobilisation auxquelles ces termes font référence ne mobilisent pas au travers d'identités locales ou régionales mais d'une « identité blanche ». Par là, elles ne peuvent s'appuyer sur un ensemble de référents culturels et expérientiels précis pouvant ancrer des demandes d'affirmation identitaire. L'identité blanche dans les pays occidentaux (et son corrélat conceptuel, la « blanchité »[235]) n'est en effet pas construite comme une différence mais comme la catégorie neutre au travers de laquelle ces différences sont construites[236]. À l'inverse d'une identité bretonne, alsacienne ou appalachienne, elle représente le sujet initial de l'universalisme libéral : une identité sans contenu spécifique, caractérisant une forme essentiellement non-particulariste et non-ethnique[237] de positionnement identitaire. Lorsqu'elle est invoquée en tant que telle, son référent principal est celui de la nation, s'exprimant avant tout par les notions d'unité et d'assimilation[238]. Le nationalisme, même lorsqu'il ne mobilise pas en termes de couleur de peau, ne peut pourtant lui non plus se comprendre comme une « variété » de politique identitaire. Au travers de son formalisme juridique et de sa portée universaliste, le concept de nation dans les démocraties libérales n'est en effet pas porteur d'une culture ou d'une identité substantielle. Ces dernières sont conçues comme extérieures à lui-même et appartenant essentiellement à la sphère privée.

Il convient alors de différencier les « politiques identitaires » en tant que pratiques politiques distinctes et certains ensembles complexes de ressentiments racialisés, de xénophobie ou de nationalisme. Ces mouvements peuvent parfois se constituer comme communautés d'expérience à travers la perception de discriminations raciales « anti-blancs » ou d'un « déclin civilisationnel ». Ils ne peuvent toutefois signaler aucun élément culturel propre à cette civilisation (comprise en termes de couleur de peau ou de citoyenneté). Témoignant de l'impossibilité d'affirmer et de valoriser l'identité blanche en tant que telle, leurs demandes politiques ne peuvent donc s'exprimer qu'en termes réactionnels, comme demandes d'exclusion d'un extérieur perçu vis-à-vis d'une communauté politique pourtant aculturelle[239] .

---

235 Maxime Cervulle, « La conscience dominante. Rapports sociaux de race et subjectivation », *Cahiers du Genre*, 2012, vol. 53, n° 2, p. 37-54.

236 Ashley Jardina, *White Identity Politics,* p. 118.

237 L'utilisation états-unienne du terme d'ethnicité est de ce point de vue particulièrement éclairante. Si l'ethnicité est définie en termes de communauté socio-culturelle tout en étant fortement associée aux différences de couleur de peau, la catégorie de *white ethnics* ne rassemble que les immigrés européens (et leur descendants) tardivement assimilés à la communauté nationale : majoritairement italiens, irlandais et polonais.

238 Le travail considérable de Jardina dans le chapitre 5 de *White Identity Politics* renforce d'autant plus cette idée. Alors qu'elle cherche pourtant à démontrer que l'identité blanche porte un contenu substantiel, elle présente « le contenu et les contours de la blanchité » comme constitués exhaustivement par (1) une conception exclusive de l'identité nationale et par (2) une ambivalence de ressentiments et de culpabilité raciale vis-a-vis de minorités ethniques. Ashley Jardina, *White Identity Politics*, pp. 118-155.

239 Ces demandes incluent typiquement des restrictions totales ou partielles de l'immigration et de programmes sociaux perçus comme bénéficiant à des populations non-blanches, ou des durcissements de sanctions pénales compris en

. Les politiques de l'identité sont essentialistes

Comme le souligne Moran, l'apparition relativement récente du terme d'identité pour désigner des positions sociales liées au genre, à la race ou à la sexualité ne signifie pas pour autant que tout mouvement portant sur ces questions doit être désigné comme relevant d'une « politique identitaire »[240]. C'est parce qu'elles sont liées à un mode de conceptualisation spécifique de la notion d'identité aux 20e et 21e siècles que ces formes de politique doivent être considérées dans leurs spécificités. Du fait de cette mobilisation spécifique de la notion d'identité, ces formes de politiques doivent être de plus considérées comme *toujours essentialistes,* toujours liées à une « essence » de la catégorie représentée. Au travers de la notion d'identité, ces formes de politique articulent un « principe d'identité » et une position sociale spécifique vis-à-vis de la conception de soi d'un individu. Par ailleurs, en cherchant à affirmer et à revaloriser une identité sociale comprise comme prépolitique, elles la présupposent comme informée par une « métaphysique de la substance », s'opposant directement à une analyse constructiviste de ces identités. Les politiques identitaires sont de ce point de vue incompatibles aux analyses dites « post-structuralistes », « post-marxistes » ou « post-modernes » auxquelles elles sont pourtant régulièrement associées.

. Les politiques de l'identité sont des luttes de « reconnaissance »

Cet essentialisme a partie liée avec les finalités politiques de ces mouvements. En effet, les politiques de l'identité sont *toujours des politiques de reconnaissance*, bien qu'elles n'épuisent pas la diversité de leurs formes[241]. Comme évoqué plus haut, le concept de reconnaissance désigne les processus fondamentaux de constitution subjective des individus : chaque personne s'individualise et accède à la collectivité en « reconnaissant » ses semblables et en « étant reconnue » par eux. Certaines formes historiques de subordination sociale sont alors comprises en termes de méconnaissance ou de déni, en face de quoi les politiques identitaires vont chercher à lutter. Ces luttes pour être « reconnus » prennent dans ce cadre la forme d'une valorisation et d'une affirmation d'un certain nombre de différences, comprises comme irréductibles aux identités défendues. L'accent mis sur ces objectifs de reconnaissance porte également en lui deux conséquences, importantes dans la définition des politiques de l'identité.

termes racialisés.

240 Marie Moran, « (Un)troubling Identity Politics », p. 7.

241 Nous rappellerons la distinction opérée par Fraser entre politiques de reconnaissance « d'affirmation identitaire » et de « déconstruction identitaire ». Seule la première catégorie permet de décrire les politiques identitaires, notamment du fait de son essentialisme.

. Les politiques de l'identité sont culturalistes

Les politiques identitaires sont donc des formes de contestation qui s'attachent à une identité sociale et la perpétuent en mobilisant autour de caractéristiques lui étant considérées comme essentielles. C'est leur aspect essentialiste, qui fait de la reconnaissance de ces caractéristiques à la fois un point de départ et d'arrivée : un principe de mobilisation, où les groupes identitaires se forment sur la base de la reconnaissance de traits partagés et une finalité politique, où la reconnaissance de ces traits par la société dans son ensemble travaille à défaire des subordinations historiques. Ces traits forment l'« essence » des identités politisées, elle-même définie par un ensemble d'expériences et de cultures partagées[242]. Parce que leurs finalités de reconnaissance sont tournées autour de l'affirmation des identités sociales politisées, ces dernières sont légitimées par une « authenticité » pré-politique et propre aux sujets représentés. On peut alors considérer que les politiques de l'identité sont *toujours culturalistes.* Du fait de la disqualification progressive des schémas « biologisants » dans le courant du 20e siècle, la culture prise dans son sens large en est en effet venue à assumer le rôle de fondation de l'authenticité des identités défendues[243]. Par leur appel à la culture, ces politiques s'opposent aux modes de construction identitaire liés à des caractères biologiques, mais également économiques ou « matériels ».

Il est vrai que les sujets de contestation politique liés aux identités sociales démontrent l'entrelacement des sphères « culturelles » et « économiques » dans la construction de ces dernières. Nous avons pu voir également une partie des difficultés théoriques liées à une séparation trop nette entre ces deux sphères. Les modes de mobilisations caractéristiques des politiques de l'identité ne peuvent cependant se départir d'appels répétés à certaines formes culturelles précises pour fonder le sujet identitaire qu'elles cherchent à représenter[244].

242 Cette essence culturelle peut être articulée de différentes manières, par exemple au travers d'une nature spirituelle. C'est le cas de la théologie du nationalisme noir de Louis Farrakhan, où l'homme noir est pensé à la fois comme « réelle » et première création divine et comme créateur par des processus scientifiques des autres « races » peuplant la Terre. Nous pourrons également citer des courants féministes spirituels, incluant le « Mouvement de la déesse » (*Goddess Movement*) et certaines mouvances en appelant à une notion de « féminin sacré », dont certains courants écoféministes. Voir notamment plus bas, chapitre 4, partie 4.3.

243 C'est notamment pour cela que les politiques identitaires antiracistes ne sont jamais liées à la « race » mais toujours à « l'ethnie ». Alors que le premier concept renvoie à une identité immédiatement constituée par des rapports politiques, résultat de processus dépréciatifs de « racisation », celui d'ethnie est lié à un ensemble socio-culturel neutre et éventuellement objectif, pouvant être compris comme antérieur à tout rapport de pouvoir. Ce n'est jamais la race mais bien l'ethnie qui est valorisée, par exemple dans un cadre de promotion de la diversité.

244 Les exemples sont donc nombreux dans l'histoire militante récente des États-Unis. On pourra notamment penser à l'appropriation d'un certain nombre de formes culturelles africaines par un grand nombre de courants du nationalisme noir à partir de la décennie 1970, et ce dans une volonté de fonder le sujet politisé noir-américain par son africanité. On pourra également penser aux liens ténus existant entre pratiques culturelles communautaires et identité politique dans les mouvements de libération gays et lesbiens post-*Stonewall* (voir par exemple Daniel Harris, *The Rise and Fall of Gay Culture*, New York, Hyperion, 1999).

. Les politiques de l'identité ne sont pas des politiques de classe

C'est de plus parce que ces identités sont considérées comme authentiques et pré-politiques que leurs finalités de valorisation et d'auto-perpétuation vont de pair. Seul un cadre culturaliste permet cette position, car seule une identité subalterne conçue en termes culturels peut à la fois s'organiser en vue d'un gain de reconnaissance et « survivre » à sa réalisation politique. Ce point est lié à la deuxième conséquence de l'accent mis par les politiques identitaires sur les finalités de « reconnaissance » et d'affirmation identitaire : leur nature *toujours séparée des politiques de classe sociale*, comprises dans leur dimension socialiste[245]. Bien que complexes et porteuses d'une diversité de cultures, d'histoires et de valeurs partagées, les identités subalternes construites en termes de classe (et donc de pauvreté relative) ne peuvent en effet chercher à se perpétuer en tant que telles. Le prolétariat, peu importe ses attributs culturels, ne peut être comprise comme pré-politique : elle se définit fondamentalement par une relation d'exploitation[246] et donc par une position fonctionnelle au sein des économies de marché contemporaines.

La classe n'est pas ici un statut ou une identité « socio-économique » mais une forme de relation sociale, participant à la production et à la reproduction d'un ordre économique précis. À nouveau, nous pouvons rappeler la conception marxiste de la finalité de la lutte de classe, où le prolétariat se libère en tant que tel par l'abolition de la société de classes. Une identité sociale dérivée d'une position de classe subalterne peut de ce point de vue être comparée à une identité sociale construite en termes de « race » (et non pas « d'ethnie ») : résultat de processus sociaux infamants, toujours immédiatement constituée par des rapports de pouvoir, elle ne peut subsister en dehors des forces sociales lui ayant donné naissance.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre, nous avons donc cherché à cadrer théoriquement les principaux concepts de philosophie politique mobilisés par ce travail. Nous avons vu dans un premier temps les concepts fondamentaux de libéralisme, de *liberalism* et de socialisme comme liés, et structurant les conceptualisations politiques états-uniennes. Dans un second temps, nous avons vu de quelles manières le concept de « politique identitaire » peut être retracé historiquement et philosophiquement, par le biais de certaines évolutions de la contestation de gauche aux États-Unis et de la notion même « d'identité » dans les sociétés contemporaines. Dans les deux sous-chapitres suivants, nous avons

245 Nous retenons ici la conception socialiste ou marxiste de la classe sociale, car c'est bien les formes de politiques liées à cette dernière qui ont été théoriquement et historiquement opposées aux politiques identitaires.
246 Erik Olin Wright, « Foundations of a neo-Marxist class analysis » dans Erik Olin Wright (ed.), *Approaches to Class Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 4-30.

vu comment les politiques identitaires sont critiquées par une partie de la tradition marxiste, malgré certains problèmes théoriques, et de la tradition constructiviste, les liant à des modes de conceptualisation et de mobilisations politiques libérales. Enfin, nous avons délimité conceptuellement la notion de « politiques identitaires » sous la forme d'un type idéal, au travers d'un certain nombre de caractéristiques majeures. Les politiques de l'identité constituent donc une forme idéal-typique de contestation politique, appuyée sur l'émergence du concept contemporain d'identité dans l'après-guerre états-unienne. Elles se définissent principalement par un rapport complexe à l'universalisme libéral, des finalités politiques de « reconnaissance » ainsi qu'une mobilisation de l'identité sociale essentialiste et culturaliste. Séparées théoriquement des formes de contestation « identitaire » non-essentialistes dans le courant des décennies 1970 et 1980, elles se sont manifestées par un ensemble de projets légalistes et de conquête de droits juridiques, témoignant de leur affinité élémentaire avec les catégories opératoires de la philosophie et des régimes libéraux.

Après avoir délimité d'un point de vue conceptuel la notion de « politiques identitaires », il convient d'évaluer la manière dont ses modalités politiques s'expriment ou non dans les courants majeurs de la gauche états-unienne considérés ici : le socialisme et le *liberalism*. Si cette forme particulière de contestation politique s'est développée au sein des conceptions et des pratiques politiques propres aux démocraties libérales, et donc au libéralisme politique, il convient cependant d'également explorer ses liens avec le *liberalism* états-unien tel qu'il s'est développé à la fin du 20e siècle et dans les premières décennies du 21e. Au-delà des éventuelles attaques du camp conservateur envers une société civile, des institutions d'enseignement supérieurs et même un capitalisme « woke »[247], il semble en effet que les manifestations les plus importantes de ces formes de politique, depuis leur émergence à la fin du 20e siècle, se soient exprimées au travers du représentant institutionnel majeur du *liberalism* états-unien : le Parti démocrate. Souvent considérés comme représentant la gauche du débat politique national, les démocrates se sont en effet depuis cette période graduellement plus présentés comme les représentants et les défenseurs privilégiés des minorités ethniques, sexuelles et de genre.

On trouvera notamment la trace de cette évolution du parti dans la mise en avant d'efforts de représentation descriptive dans les branches législatives et même exécutives du gouvernement[248],

247 Voir par exemple, et respectivement : Hannah Ray Lambert, « Woke culture, victim mentality present danger to American society, retired Navy SEAL says », *Fox News*, 14 février 2023 ; William L. Anderson, « How Identity Politics Is Changing Universities », *Mises Institute*, https://mises.org/wire/how-identity-politics-changing-universities , 18 mai 2018, (consulté le 29 avril 2023) ; Tim Doescher, « Woke Corporate Capitalism », *The Heritage Foundation*, https://www.heritage.org/progressivism/heritage-explains/woke-corporate-capitalism , 12 avril 2021, (consulté le 29 avril 2023).

248 Voir plus bas, chapitre 4, partie 4.4.

dans sa relation privilégiée avec un certain nombre d'organisations émanant de la société civile et luttant pour les droits de certaines minorités[249], ou dans l'expression toujours plus fréquente de formes idéal-typiques des politiques identitaires par les candidats du parti dans des campagnes nationales majeures[250].

Afin de délimiter le concept de politiques identitaires dans ses expressions politiques réelles, il convient alors d'explorer son lien avec le Parti démocrate tel qu'il en est venu à se définir jusqu'aux premières décennies du 21e siècle, et donc d'interroger la réelle pertinence de la proximité souvent annoncée entre les politiques de l'identité et ce parti. Pour ce faire, nous analyserons dans le chapitre suivant les formes idéologiques prises concrètement par le Parti démocrate au 21e siècle, au travers d'une exploration critique du concept de « progressisme néolibéral », souvent utilisé pour décrire ce dernier.

249 Voir plus bas, chapitre 4, partie 4.3.
250 Voir plus bas, chapitre 4, partie 4.4.

Chapitre 4. Du « progressisme néolibéral » chez les démocrates

Le Parti démocrate a, comme nous l'avons vu plus haut, profondément évolué à la fin du 20e siècle, achevant sa transformation du parti du *New Deal* et des classes populaires vers un parti mêlant politiques économiques conservatrices et de défense des minorités ethniques, sexuelles et de genre. Du fait de la nature de ses approches en matière de politique économique, sociale et étrangère depuis cette période, le parti a depuis souvent été qualifié de « néolibéral » par ses critiques et par un grand nombre de chercheurs. Il est également régulièrement critiqué, ou encensé, pour son important dévouement aux politiques anti-racistes, féministes ou pro-LGBTQ, souvent qualifiées de « woke » par leurs détracteurs. Certains ont cherché à théoriser cet agencement particulier faisant des démocrates un parti à la fois néolibéral et dévoué, à sa manière, à certaines formes de justice sociale[251]. Socialement *liberal* et économiquement libéral, « progressiste néolibéral » ou « néolibéral de gauche », le Parti démocrate est alors présenté comme le représentant d'une apparente contradiction idéologique qui dépasse de loin l'idée initiale de Bill Clinton de « trianguler » les horizons de gauche et de droite politique dans un projet gouvernemental commun. La combinaison d'un programme économique « expropriateur et ploutocrate … déterminé à libérer les forces du marché des griffes de l'État »[252] avec des objectifs sociaux visant à « affronter les inégalités les plus profondes de la société, du racisme structurel à la misogynie jusqu'aux discriminations envers les personnes handicapées »[253] semble en effet, à première vue, antithétique. Il est désormais admis que les politiques gouvernementales associées au néolibéralisme ont souvent eu pour résultat d'accroître les inégalités sociales en termes de revenus, de participation démocratique ou d'accès à des services de soin, d'éducation et de transports publics[254]. Il semble également clair que l'accroissement de ces inégalités traverse les frontières de classe, de race, de genre, de sexualité ou de validité pour toucher

251 Voir par exemple, de manière non-exhaustive: Nancy Fraser, « From Progressive Neoliberalism to Trump – and Beyond » dans Marc James Léger (ed.), *Identity Trumps Socialism*, Londres, Routledge, 2023, p. 99-114 ; Walter Benn Michaels, « Against Diversity », *New Left Review*, 1er août 2008, no 52, p. 33-36 ; Adolph Reed, « Antiracism: a neoliberal alternative to a left », *Dialectical Anthropology*, 2018, vol. 42, no 2, p. 105-115 ; Jared Kennedy Clemons, *The Privatization of Racial Responsibility: A Materialist Analysis of Contemporary White Antiracism Under Neoliberal Capitalism*, Duke University, Durham, 2022 ; Jonathan Anomaly et Filipe Nobre Faria, « Can Liberalism Last? Demographic Demise and the Future of Liberalism », *Social Philosophy and Policy*, à paraître ; Mike Conczal, *Towards a Liberal Critique of Left Neo-Liberalism Policy*, https://rortybomb.wordpress.com/2011/07/20/towards-a-liberal-critique-of-left-neo-liberalisms-policy-objectives/ , 20 juillet 2011, (consulté le 25 février 2023).

252 Nancy Fraser, « From Progressive Neoliberalism to Trump – and Beyond », p. 101. Notre traduction (*an expropriative, plutocratic economic program … Determined to unshackle market forces from the heavy hand of the state*).

253 Democratic Party, *Where We Stand – The Democratic Platform*, https://democrats.org/where-we-stand/party-platform/, (consulté le 25 février 2023). Notre traduction (*facing up to the deepest inequities in our society, from structural racism to misogyny to discrimination against people with disabilities*).

254 Wendy Brown, *Undoing the Demos.*

d'autant plus durement les communautés les plus initialement marginalisées[255]. Les politiques néolibérales semblent donc tout à fait incompatibles à des politiques mettant en avant une forme « progressiste » de justice sociale. La question se pose donc de savoir comment le Parti démocrate pourrait, de ce point de vue, allier ces deux perspectives.

Ce chapitre se donne pour objectif de délimiter la tendance idéologique du Parti démocrate au 21e siècle, dans ses éventuelles articulations « progressistes » et « néolibérales », et dans ses possibles affinités avec la notion de politiques identitaires définie dans le chapitre précédent. Il convient selon nous d'explorer la mesure à travers laquelle la nature « non-idéologique »[256] du parti lui permet de composer avec les contradictions apparentes de son projet politique. L'équilibre que le parti a atteint au cours du 21e siècle entre sa base de donateurs et ses différentes bases électorales permettra alors de résoudre une partie des paradoxes inhérents à ce « progressisme néolibéral » que nous venons d'esquisser. Avant cela, il convient toutefois de démontrer, une fois la notion de néolibéralisme clairement précisée, de quelle manière le Parti démocrate correspond à ses éventuelles manifestations politique, mais aussi aux caractères idéal-typiques des politiques identitaires telles que nous les avons dégagés dans notre premier chapitre. Nous passerons donc en revue dans une première section la notion de néolibéralisme, la définissant conceptuellement et dans ses rapports avec les deux grands partis états-uniens. Dans un second temps, et à la lumière de ce travail préliminaire, nous analyserons certaines des réformes majeurs du Parti démocrate au sein des gouvernements Clinton et Obama. Le caractère « néolibéral » des politiques mises en œuvre par le parti ainsi établi, nous explorerons dans les sous-chapitres suivants leur affinité avec notre idéal type des politiques identitaires, par une analyse de la structure interne du parti et des programmes quadriennaux dégagés par les Conventions nationales démocrates, de la première élection de Barack Obama à la présidence jusqu'à celle de Joe Biden.

4.1. Un parti néolibéral ?

. Définir le néolibéralisme

Le terme de « néolibéralisme » a en effet été abondamment utilisé, dans une grande diversité de contextes et de manières parfois relativement contradictoires. Comme le rappelle Brown[257], le terme tend à signifier dans son usage courant un ensemble de politiques économiques nées à la fois du re-

255 E. Wesley F. Peterson, « Is Economic Inequality Really a Problem? A Review of the Arguments », *Social Sciences*, décembre 2017, vol. 6, no 4, p. 147.
256 Voir plus haut, chapitre 1, partie 1.3.
257 Wendy Brown, « Neo-liberalism and the End of Liberal Democracy », *Theory & Event*, 2003, vol. 7, no 1, p. 38.

jet du keynésianisme à la fin des années 1970 et de l'ascension d'une école de pensée économique dite monétariste, liée aux penseurs de la fameuse « école de Chicago ». Ces politiques économiques sont alors souvent associées à une radicalisation du libéralisme économique classique et de sa politique du « laisser-faire », à la mondialisation économique, à une financiarisation et une dérégulation aiguë de l'économie, voire à l'accroissement de la pauvreté et des inégalités mondiales. Le terme est de ce fait très largement utilisé de manière péjorative par des locuteurs s'opposant à cet ensemble de politiques et ne semble plus, ou peu, réclamé par ses éventuels héritiers politiques. Nous souhaitons cependant invoquer ici le terme de néolibéralisme dans sa conception foucaldienne, c'est-à-dire non pas seulement comme ensemble de techniques de gouvernement, de politiques économiques ou comme idéologie mais comme *mode de gouvernementalité*, amenant une manière spécifique « de conduire la conduite des hommes »[258]. Si certaines des qualifications brièvement présentées dépeignent certains importants effets du néolibéralisme, elles peinent à le définir en tant que tel, dans sa forme de rationalité plus large et dans sa réelle « nouveauté » vis-à-vis du libéralisme économique classique. Dans son cours au Collège de France de 1978-79, Foucault présente alors cette nouvelle rationalité au travers de l'étude de deux groupes d'économistes influents : les « néolibéraux allemands », ou les ordo-libéraux de l'Allemagne d'après-guerre et les « néolibéraux américains », représentés principalement par des économistes de l'école de Chicago comme Milton Friedman ou Gary Becker. Ce sont ces deux sources théoriques principales, à divers degrés, qui furent à l'origine de l'analyse sociale, politique et économique informant le néolibéralisme en tant que mode de gouvernementalité que nous souhaitons brièvement définir ici. Ce dernier se démarque alors de la théorie économique libérale classique d'une diversité de manières : nous souhaitons nous pencher ici sur deux d'entre elles, à savoir d'une part sa conception fondamentalement économiciste de l'homme et de l'ensemble de ses activités, d'autre part sa vision constructiviste du marché et des mécanismes économiques.

De ce premier aspect, la théorie du « capital humain » de Gary Becker fut cruciale. Elle décrit l'investissement d'une diversité de capitaux « humains » (études, compétences professionnelles, relationnelles, linguistiques, habitudes de travail…) par l'homme en lui-même, en vue d'un retour sur investissement prenant généralement la forme d'un salaire, plus ou moins élevé selon le volume de son stock de capital. Le salaire devient le résultat d'une opération de spéculation liée à un investissement antérieur en capital humain. Le libéralisme économique classique concevait l'homme comme « économique » : c'est la fameuse notion de l'*homo œconomicus*, partenaire de l'échange

258 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique: cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard, 2004, p. 192.

économique à partir d'une problématique des besoins[259]. Cette nouvelle conception signale non plus l'homme comme économique à travers sa participation à une série d'échanges mais, par la valorisation du capital humain lui constituant un actif, l'homme comme « économique » car fondamentalement « un entrepreneur et un entrepreneur de lui-même »[260]. La logique de l'entreprise est en effet centrale à la rationalité néolibérale. Elle est liée à une théorie de l'action essentiellement proche de la théorie du choix rationnel, posant l'individu comme instinctivement calculateur, tourné vers la recherche de profits sous une diversité de formes, par l'exploitation de ses connaissances, de ses expériences de vie ou de ses capacités d'adaptation, à l'instar d'une entreprise en situation de marché concurrentiel[261]. Si la notion d'utilité, propre à l'analyse économique, fut autrefois circonscrite à la situation d'échange, la rationalité néolibérale l'étend à toutes les sphères de l'activité humaine au travers de sa notion « d'entrepreneurialité ». Toute activité humaine devient dans ce contexte sujette à une analyse économique, dont l'homme est au centre en tant qu'entreprise : « une économie faite d'unités-entreprises, une société faite d'unités-entreprises »[262]. La sphère politique, comme toute autre sphère de l'activité humaine, doit alors être analysée en termes de rationalité économique et de mécanismes de marché[263]. La science économique est également élargie, devant désormais se comprendre comme la logique interne de ces activités humaines dans leur diversité (et non plus comme la simple analyse d'activités d'échanges).

Les mécanismes de marché, l'ensemble de règles régissant ces activités humaines, ne doivent toutefois pas se comprendre comme des données naturelles. Les néolibéraux rompent en effet avec la « naïveté naturaliste »[264] de leurs prédécesseurs libéraux en considérant ces mécanismes comme une réalité construite, un « principe de formalisation » : « jeu formel » et non pas « jeu naturel »[265] possédant une logique interne devant être respectée pour que ses effets bénéfiques se produisent. C'est en ce sens que le néolibéralisme est pour Brown un « projet constructiviste »[266]. La situation de marché, dont les bénéfices sont principalement dus aux effets de la concurrence, n'est pas pensée comme un état spontané, naturellement vertueux, mais comme une création délibérée de l'homme. Cette création lui échappe cependant car elle est pour ces penseurs impossible à totaliser, fondamentalement et favorablement inconnaissable. Entre le « naturel » et « l'artificiel », l'ordre de marché

259 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique,* p. 232.
260 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique,* p. 232.
261 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde: Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2020, p. 230-235.
262 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, p. 231.
263 Wendy Brown, « Neo-liberalism and the End of Liberal Democracy », p. 40.
264 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, p. 123.
265 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, p. 124.
266 Wendy Brown, « Neo-liberalism and the End of Liberal Democracy », p. 40.

est donc pensé comme une catégorie intermédiaire, « ordre spontané » à la fois provenant de l'action humaine et ne résultant pas de la volonté humaine dans ses structures de fonctionnement[267].

Ces conceptions joueront un rôle fondamental dans la redéfinition des relations entre l'État et l'économie. À l'inverse des anciennes conceptions libérales du rôle de l'État, le néolibéralisme ne se prononce plus par principe contre les interventions de l'État dans l'économie. Il ne cherche pas non plus à prôner un ensemble d'interventions directes sur les effets du marché, à se poser comme le défenseur d'une société civile face aux processus économiques. Il va profondément modifier la question de la pertinence de ces interventions étatiques (« intervention ou non-intervention ») pour poser la question de la nature même de ces interventions[268]. L'État néolibéral ne reviendra pas au « laissez-faire » caractéristique du libéralisme économique classique ; il ne cherchera pas non plus à s'interposer dans les mécanismes de marché et de concurrence pour altérer l'économie selon son bon vouloir. Il cherchera plutôt à « garantir l'environnement »[269] propice au bon fonctionnement des processus économiques par un ensemble d'interventions de type environnementales. Le néolibéralisme ne consiste donc pas en des interventions *sur* l'économie mais en des interventions *pour* l'économie. Parce que la rationalité néolibérale rejette l'ontologie libérale classique d'un ordre de marché naturel, il s'agit de développer un ensemble de cadres juridiques mais aussi de politiques et de pratiques publiques visant à développer, disséminer et institutionnaliser la rationalité de ses mécanismes[270]. L'État n'agit donc pas directement sur l'économie pour protéger la société : il utilise au contraire les mécanismes propres aux processus économiques pour intervenir *sur* la société, pour « introduire la régulation du marché comme principe régulateur de la société »[271]. Au-delà de l'échange, la conduite des hommes doit alors se fonder sur les mécanismes de la concurrence, compris comme la forme économique fondamentale des relations sociales. Le marché, et donc la concurrence, devient le principe régulateur et organisateur de la société mais aussi de l'État. Ce dernier tirera non seulement sa légitimité du bon fonctionnement du marché, mais il fonctionnera aussi essentiellement à travers la rationalité propre à ce dernier.

Annoncés notamment par l'introduction massive des concepts de « gouvernance » et de « bonnes pratiques » pour désigner l'action des États[272], les modes de fonctionnements entrepreneuriaux sont mis au cœur des pratiques gouvernementales. L'État néolibéral ne doit plus seulement

267 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 246.
268 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 243.
269 Monica Loyola Stival, « Le sujet du (néo)libéralisme », *Le foucaldien*, 16 novembre 2018, vol. 4, n° 1, p. 1-16, p. 7.
270 Wendy Brown, « Neo-liberalism and the End of Liberal Democracy », p. 41.
271 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, p. 152.
272 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 392.

s'occuper du bon fonctionnement du marché mais agir comme l'un de ses acteur, à travers des calculs de profitabilité mais aussi de coûts et de bénéfices, ou par l'évaluation comparée de son efficacité vis-à-vis d'autres agents du champ économique[273]. Le néolibéralisme ne constitue donc pas une « radicalisation » du libéralisme économique classique et de son insistance sur le laisser-faire. L'objet de la gouvernementalité néolibérale ne se situe pas fondamentalement au niveau des relations entre l'État et le marché, mais à celui des relations entre un gouvernement et ses gouvernés et entre ces gouvernés eux-mêmes. Les principes du marché et de la concurrence étant compris comme intrinsèques aux individus, il s'agit d'*interpeller,* au sens althussérien du terme[274] , ces derniers comme agents économiques (et fondamentalement entrepreneuriaux) dans toutes les sphères de la vie sociale[275]. C'est en ce sens que le néolibéralisme n'est pas, ou plus, une simple idéologie politique et économique mais une « gouvernementalité » à part entière, une « normativité générale » et une forme d'exercice du pouvoir[276]. À travers un ensemble de techniques et de stratégies parfois conscientes, sa rationalité s'est partiellement étendue aux entreprises, aux États et chez les individus, visant à structurer leurs actions et à organiser, à « guider » leurs conduites.

. Le Parti républicain et le néolibéralisme

Le néolibéralisme tel que nous l'avons défini ici ne relève pas de la prérogative exclusive d'un parti politique ou d'une alliance quelconque d'intérêts économiques et sociaux qui viseraient à établir un projet conscient de « néolibéralisation » du monde. Comme le souligne Dardot et Laval, ce projet « s'est imposé aux acteurs eux-mêmes, et c'est en s'imposant à eux qu'il a produit son propre sujet »[277]. Pour autant, par leur position structurelle dans les rapports de force du champ politique, certains acteurs ont joué un rôle plus important que d'autres dans la mise en place de cette gouvernementalité. Aux États-Unis, c'est le Parti républicain qui fut le plus souvent associé à l'avènement du néolibéralisme : la présidence de Reagan est régulièrement citée comme l'initiatrice principale de ces formes de politique, à travers ses initiatives bien connues d'affaiblissement du pouvoir des syndicats, de dérégulation des secteurs de la finance, de l'industrie, de l'agriculture et des extractions minières ou pétrolières[278]. Les politiques reaganiennes, axées sur un projet économique de l'offre (*supply-side economics*) et donc d'une part sur une réduction des impôts, des cotisations et

273 Wendy Brown, « Neo-liberalism and the End of Liberal Democracy », p. 42 ; Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 356.
274 L'interpellation peut se comprendre comme le processus à travers lequel des appareils idéologiques divers reproduisent une forme sociale donnée, comme une forme d'acte de langage qui fonctionne comme commandement et qui permet aux sujets de se « reconnaître » comme sujets sociaux. Voir notamment Jacques Bidet, « Le Sujet Interpellé: Au-Delà D'althusser Et De Butler », *Actuel Marx*, 2017, n° 61, p. 184-201.
275 Wendy Brown, « Neo-liberalism and the End of Liberal Democracy », p. 42
276 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 18.
277 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 465.
278 David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 9.

des dépenses sociales, ainsi que sur une dérégulation du marché intérieur et d'autre part sur une augmentation des dépenses de l'État en matière de défense, eurent évidemment d'importantes conséquences économiques et sociales dans le pays. Cette période vit un important accroissement des inégalités sociales, notamment en termes de différences absolues de revenus entre les segments les plus riches et les plus pauvres de la population. La portée de l'État social et de son « filet de sécurité » fut également réduite pendant cette période, malgré une très forte augmentation du déficit budgétaire de l' État fédéral et du déficit commercial du pays.

Nous souhaiterions toutefois séparer conceptuellement la notion de néolibéralisme, tel qu'elle a été délimitée jusque-là, de l'apologie du capitalisme portée par les courants conservateurs depuis l'ère reaganienne en général et du projet politique spécifique ayant visé à restaurer un certain pouvoir économique à des classes dominantes, réunies sous la bannière républicaine lors de la décennie 1980[279] en particulier. Les élites politiques et économiques reaganiennes ne sont évidemment pas étrangères à l'introduction des politiques néolibérales aux États-Unis et dans le monde : elles sont toutefois contemporaines d'une « période militante »[280] de ce projet, d'une « première vague »[281] n'ayant pas pu déployer la rationalité néolibérale dans l'étendue qu'on lui connaît aujourd'hui. De plus, et comme nous avons pu le mentionner plus haut, le Parti républicain s'est fortement radicalisé depuis la « révolution de Gingrich » du milieu des années 1990. Faisant appel à des identifications idéologiques fortes de la part de leurs électeurs, les républicains ont fait coexister une certaine forme de « populisme économique » à leur célébration du marché qui, couplée à leur emphase sur la défense des valeurs traditionnelles et chrétiennes, est régulièrement entrée en conflit avec un grand nombre de points d'inflexions de la rationalité néolibérale[282]. La politique économique de l'offre systématiquement mise en avant par le parti s'est de plus parfois accompagnée d'un radicalisme proche du laissez-faire total en termes de portée et de rôle de l'État dans l'économie, incompatible comme nous l'avons vu avec le cœur de la gouvernementalité néolibérale. Cette tendance anti-néolibérale mais pro-capitaliste de la base républicaine a particulièrement été exacerbée par l'arrivée sur la scène politique du mouvement du Tea Party et de ses émules électorales[283] . C'est cependant la première campagne présidentielle de Donald Trump, poussé par son conseiller Steve Bannon à s'attaquer au « globalisme », aux traités de libre-échange et au technocratisme d'un supposé « État

279 David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, p. 28.
280 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 326.
281 Manfred B. Steger et Ravi K. Roy, « First-wave neoliberalism in the 1980s: Reaganomics and Thatcherism » dans Manfred B. Steger et Ravi K. Roy (eds.), *Neoliberalism: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 21-50.
282 Wendy Brown, « American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization », *Political Theory*, 2006, vol. 34, n° 6, p. 690-714.
283 Jan Rehmann, « Bernie Sanders and the Hegemonic Crisis of Neoliberal Capitalism: What Next? », *Socialism and Democracy*, 1er septembre 2016, vol. 30, n° 3, p. 1-11.

profond » qui a servi à la fois de confirmation et de paroxysme à cette direction, autrefois discrète mais désormais très vive, qu'a pris le conservatisme états-unien depuis la décennie 1990. La défaite, dans les premiers mois de l'administration Trump, de la faction « populiste » représentée par Bannon vis-à-vis de la faction « new-yorkaise » représentée par Jared Kushner et Gary Cohn[284] a signalé le retour aux affaires d'un Parti républicain plus « modéré » et par conséquent plus adapté aux canons de la gouvernementalité néolibérale. La relative continuité de la domination des intérêts des « élites économiques »[285] dans les positions de pouvoir non-électives ne doit cependant pas obscurcir la situation d'un Parti républicain dont les candidats à des postes électifs sont toujours plus graduellement tenus de manifester une opposition à la fois tacite et vigoureuse aux signifiants d'une rationalité néolibérale faisant l'objet d'une forte crise hégémonique. Si le Parti républicain est toujours aussi résolument « pro-business »[286] et zélateur de l'économie de marché, ses inflexions « populistes », initiées à la fin du 20e siècle et couronnées par la première campagne de Donald Trump, démontrent une incompatibilité partielle avec la grammaire essentielle de la gouvernementalité néolibérale. On observe à l'inverse une affinité certaine entre cette dernière et une importante partie de la politique démocrate « centriste », ainsi qu'une histoire commune, liant l'ascension du néolibéralisme au sein des élites politiques et économiques états-uniennes avec le « réalignement » marqué par la présidence Clinton.

. La « gauche néolibérale » et la troisième voie

Il est en effet relativement convenu d'admettre que la majorité des grands partis occidentaux de centre-gauche se sont convertis aux principes et aux politiques néolibérales au moins depuis la décennie 1990[287]. Ces partis de « gauche néolibérale », dont le Parti démocrate, se démarquent de leurs homologues conservateurs (et de ce qu'ils appellent eux-mêmes parfois à tort le « néolibéralisme ») en rejetant, qu'elle soit réelle ou fantasmée, cette forme particulière de politique de l'offre radicalisée jusqu'au laisser-fairisme évoquée plus haut[288]. Bien qu'attaquant leurs adversaires au

284 Maggie Haberman, Jeremy W. Peters et Peter Baker, « In Battle for Trump's Heart and Mind, It's Bannon vs. Kushner », *The New York Times*, 7 avril 2017 ; Andrew Prokop, « The White House power struggle between Steve Bannon and the "globalists," explained », *Vox*, 14 avril 2017.

285 Paul Pierson, « American hybrid: Donald Trump and the strange merger of populism and plutocracy », *The British Journal of Sociology*, 2017, vol. 68, no S1, p. S105-S119.

286 La relation privilégiée entretenue par le parti avec un grand nombre de secteurs économiques importants semble cependant être remise en question, à la suite de mouvements de radicalisation idéologique d'un certain nombre d'élus de premier plan post-Trump. On mentionnera notamment le *Public Affairs Council* se demandant si le Parti républicain est « toujours pro-business » ou un certain nombre de publications spéculant sur un un éventuel divorce du parti et de ces grands acteurs économiques. Voir Doug Pinkham, *Is the Republican Party Still Pro-Business?*, https://pac.org/impact/democrats-more-pro-business, (consulté le 5 mars 2023) ; David A. Hopkins, « Analysis | Are Republicans and Big Business Headed for a Breakup? », *Washington Post*, 20 octobre 2022.

287 Voir par exemple Stephanie L. Mudge, *Leftism Reinvented: Western Parties from Socialism to Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2018.

288 On rappellera la différence entre la posture quasi laisser-fairiste représentée par les conservateurs et l'approche néolibérale du rôle de l'État dans l'économie. Comme le rappellent Osborne *et al,* eux-mêmes zélateurs de cette rationalité

travers de la confusion souvent entretenue entre néolibéralisme et théorie libérale classique, ils ont été au premier rang de l'extension de la rationalité néolibérale dans le champ politique institutionnel dont il font partie. Comme le soulignent Dardot et Laval[289],

> Cette « gauche moderne » … accepte, assume, reproduit une forme de pensée, une manière de poser les problèmes et, par là, un système de réponses qui constituent une rationalité enveloppante, c'est-à-dire un type de discours normatif dans lequel la réalité entière est rendue intelligible et par lequel sont prescrites comme « allant de soi » un certain nombre de politiques déterminées … tout discours « responsable », « moderne » et « réaliste », c'est-à-dire participant de cette rationalité, se caractérise par l'acceptation préalable de l'économie de marché, des vertus de la concurrence, des avantages de la mondialisation des marchés, des contraintes incontournables introduites par la « modernisation » financière et technologique. La pratique disciplinaire du néolibéralisme s'est imposée comme une donnée de fait, une réalité face à laquelle on ne peut rien faire d'autre que s'adapter.

On trouve ici un certain nombre de parallèles entre la présentation faite de cette « gauche néolibérale » et la rhétorique de la « troisième voie » analysée au chapitre précédent. Les discours clintonien ou blairiste du début de la décennie 1990 portent en effet un appareillage conceptuel extrêmement proche des catégories néolibérales analysées par Dardot et Laval. On notera par exemple les thèmes de l'opposition d'une gauche « jeune » ou « moderne » à une « vieille gauche » politique jugée obsolète[290] ; l'acceptation sans compromis du cadre général de la mondialisation[291] s'accompagnant d'une injonction pour la population à s'y adapter[292] ; l'introduction de catégories conceptuelles propres au schéma concurrentiel pour définir le lien social (« égalité des chances », « responsabilité individuelle »…)[293] ou la présentation d'un projet précis comme un en-dehors idéologique, transcendant les notions de gauche et de droite politique[294].

Ce dernier point, amené par les démocrates au moment où leurs homologues républicains vivaient une période de profonde radicalisation rhétorique et idéologique, est particulièrement important. Il témoigne d'abord d'une période de développement et de maturité du néolibéralisme, pouvant désormais « se nier comme idéologie puisqu'il est la raison même »[295]. Il témoigne également de la conception entrepreneuriale du rôle de l'État propre à cette rationalité : un État maximisateur, fonctionnant essentiellement selon les règles de l'économie de marché, *managé* non plus par des déci-

néolibérale : « structurer le marché dans le but de réaliser un objectif de politique publique s'oppose fondamentalement au fait de laisser régler ce problème à un 'libre marché'. Il s'agit bien d'une forme d'intervention sur le marché » David E. Osborne, Robert Silverberg et Ted A. Gaebler, *Reinventing Government*, p. 284. Notre traduction (*structuring the market to achieve a public purpose is in fact the opposite of leaving matters to the 'free market' – it is a form of intervention in the market.*)

289 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 317-18.
290 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 318.
291 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 320.
292 Barbara Stiegler, '*Il faut s'adapter'. Sur un nouvel impératif politique*, Paris, Gallimard, 2019.
293 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 322.
294 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 326.
295 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 326.

sionnaires partisans mais par des gestionnaires, se posant au-delà des clivages politiques comme héraut du « pragmatisme » et de l'« efficacité ». Les élus démocrates « modérés » ou « centristes » se sont en effet présentés principalement comme extérieurs à toute éventuelle dogmatique partisane, en opposition à des candidats considérés comme plus fortement marqués idéologiquement[296]. Au-delà des préoccupations électorales directes, c'est également dans ce sens que l'on peut lire la préoccupation clintonienne pour le dépassement des clivages *liberal*-conservateur, notamment reprise par le candidat et président Obama[297] ou l'importance toujours accordée par la majorité des démocrates « modérés » aux vertus du « pragmatisme » et du compromis bipartisan dans l'exercice du pouvoir[298].

4.2. Gouvernementalités néolibérales, de la *National Performance Review* à l'*Obamacare*

. Repenser la gestion de l'État : la National Performance Review

Le Parti démocrate a donc dès la fin du 20e siècle participé de l'expansion du discours néolibéral et de ses formes normatives dans le débat public états-unien. Il convient en premier lieu de rappeler l'accession de Paul Volcker à la présidence de la Réserve fédérale en 1979, sous la nomination du président démocrate Jimmy Carter. La politique économique ayant suivi, surnommée le « choc Volcker », a souvent été qualifiée « d'acte de naissance du néolibéralisme » aux États-Unis[299]. Elle marque dans tous les cas l'application à grande échelle des théories économiques monétaristes sou-

296 Stephen M. Utych, « Man Bites Blue Dog: Are Moderates Really More Electable than Ideologues? », *The Journal of Politics*, janvier 2020, vol. 82, no 1, p. 392-396.

297 On se rappellera le style marqué de Barack Obama tendant vers une attitude « pragmatique » et dépassant les éventuels clivages partisans, tant sur les questions sociales qu'économiques. Dans son livre publié en 2006, il déclarait par exemple : « Cela a été une contribution singulière de Bill Clinton de reconnaître que les catégories même de 'conservateur' et de '*liberal*' jouaient finalement en faveur des républicains et étaient inadéquates à résoudre nos problèmes politiques … Il comprit instinctivement la fausseté des choix proposés aux américains. Il vit que les dépenses publiques et la régulation pouvaient être tout aussi vitaux et n'étaient pas des obstacles à la croissance. Il vit également comment les marchés et la responsabilité fiscale pouvaient amener plus de justice sociale. Il reconnut que la lutte contre la pauvreté impliquait non seulement une responsabilité sociale, mais aussi une responsabilité individuelle … La troisième voie de Clinton est allée au-delà de la spéculation sur les différences politiques, elle a puisé dans l'attitude pragmatique et non-idéologique des Américains ». Barack Obama, *The Audacity of Hope*, New York, Vintage Books, 2006, p. 47. Notre traduction (*It was Bill Clinton's singular contribution that he tried to transcend this ideological deadlock, recognizing not only that what had come to be meant by the labels of "conservative" and "liberal" played to Republican advantage, but that the categories were inadequate to address the problems we faced … he instinctively understood the falseness of the choices being presented to the American people. He saw that government spending and regulation could, if properly designed, serve as vital ingredients and not inhibitors to economic growth, and how markets and fiscal discipline could help promote social justice. He recognized that not only societal responsibility but personal responsibility was needed to combat poverty … Clinton's Third Way went beyond splitting the difference. It tapped into the pragmatic, nonideological attitude of the majority of Americans.*)

298 Voir par exemple Carl Hulse, « The Pelosi Era Comes to a Close », *The New York Times*, 3 janvier 2023.

299 André Orléan, « Le néolibéralisme entre théorie et pratique. Entretien avec André Orléan », *Cahiers philosophiques*, 2013, vol. 133, no 2, p. 9-20 ; David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism.*

vent associées à la pensée néolibérale. Au-delà de cet acte fondateur, le Parti démocrate a surtout été un artisan majeur de l'application de cette rationalité dans la conduite du gouvernement fédéral, et ce à partir de l'administration Clinton. La conception entrepreneuriale de l'État dans son mode de fonctionnement interne, empruntant les méthodes de gestion et de management privé, s'est en effet développée graduellement au niveau local dans le courant de la décennie 1980 avant de prendre forme au niveau fédéral à partir de la décennie suivante.

Le projet de la *National Performance Review*, commandé par Clinton et mis en œuvre par Al Gore, fut notamment l'occasion d'appliquer certains de ses principes dans une forme d'audit général du gouvernement fédéral. Nommée en référence à l'ouvrage déjà cité *Reinventing Government* de David Osborne et de ses collègues, l'initiative avait alors pour objectif d'aider à « créer un gouvernement qui fonctionne mieux et qui coûte moins »[300]. Fut alors mise en place une consultation à grande échelle des agences fédérales ainsi qu'un certain nombre d'efforts de communication de la part de l'administration Clinton, qui donna lieu à la suppression de près de 377 000 postes de fonctionnaires (c'est-à-dire 19 % du nombre total d'employés fédéraux)[301]. Cette forme particulière d'audit général est en elle même évocatrice d'un certain nombre de méthodes entrepreneuriales issues des domaines de la gestion et du management. Un simple regard au contenu du premier rapport confirme le choix pris par ses rédacteurs de s'orienter vers un modèle d'entreprise dans leur projet de « réinvention du gouvernement ». Certains choix de vocabulaire d'abord : l'introduction du terme de « gouvernance », issu du monde de l'entreprise pour définir l'action gouvernementale[302] ; la description exclusive des citoyens comme « consommateurs »[303] ; l'emploi du terme de *streamlining*, issu du *lean management*, pour décrire la réduction de régulations et de procédures internes et la réduction de la masse salariale[304] ; la description répétée d'un certain nombre d'agences fédérales comme monopolistiques dans l'octroi d'un certain nombre de services publics[305]. Les rapports de la *National Performance Review* ont surtout proposé, et par la suite permis d'appliquer, un certain nombre de recommandations visant, selon leurs auteurs, à apporter au problème de l'inadéquation « des bureaucraties de l'ère industrielle à l'âge de l'information » la solution de « la création d'or-

300 Al Gore, *From Red Tape to Results : Creating a Government that Works better and Costs less*, Washington D.C., Government Printing Office, 1993.
301 Donald F. Kettl, *Has Government been « reinvented »?*, Washington D.C., Center for Public Management, The Brookings Institution, 2000.
302 On citera notamment cette phrase éloquente : « le gouvernement ne peut créer un nouveau programme pour chaque problème auquel la nation fait face. Il ne peut pas simplement augmenter les impôts et dépenser plus d'argent. Nous avons besoin de plus que de programmes gouvernementaux pour régler nos problèmes. Nous avons besoin de *gouvernance* ». Al Gore, *From Red Tape to Results*, p. 62. Notre traduction (*government cannot create a program for every problem facing the nation. It cannot simply raise taxes and spend more money. We need more than government programs to solve our problems. We need* governance.)
303 Al Gore, *From Red Tape to Results*, p. 43-54.
304 Al Gore, *From Red Tape to Results*, p. 11-31.
305 Al Gore, *From Red Tape to Results*, p. 11-31.

ganisations entrepreneuriales »[306]. Quatre grands principes guidèrent les objectifs de cette réforme de la gestion des services publics : « la nécessité de la décentralisation, l'instauration d'un processus de régulation par le consommateur, la privatisation et la mise en compétition »[307]. Ces recommandations impliquèrent notamment une plus grande ouverture des agences fédérales à la compétition et au marché, en termes de marché public mais aussi d'organisation et d'octroi des services publics ; la création de « services clients » (*customer services*) pour les citoyens-consommateurs de services publics ; la mise en place de fonds dans chaque agence fédérale permettant à ces dernières des investissements en capital dans le domaine des « innovations » fonctionnelles ou encore la possibilité de « franchiser » des services internes entre diverses agences, leur permettant de sous-traiter entre elles ou à des entreprises extérieures, de manière compétitive, un certain nombre de tâches administratives[308].

Si le rapport de 1993 de la *National Performance Review* a introduit en plein les méthodes de management entrepreneuriales pour « réinventer » le fonctionnement de l'État, celui de 1996 fut avant tout l'occasion pour le vice-président et ses équipes de se féliciter du succès de ces mesures. Ouvrant sur la fameuse citation du président Clinton déclarant que « l'ère du *big government* est terminée », le rapport s'empressa alors d'ajouter :

> Lorsque le président Clinton déclara que l'ère du *big government* était terminée, il ne s'agissait pas d'une promesse mais d'un rapport sur l'avancement de son projet. L'administration Clinton-Gore a réduit la taille du gouvernement fédéral de près d'un quart de millions d'emplois. Il s'agit de la réduction salariale la plus importante et la plus vigoureuse de l'histoire des États-Unis … Pendant des années, les candidats présidentiels n'ont eu de cesse de promettre une réduction de la taille du gouvernement. Avant Bill Clinton, personne ne l'avait fait[309].

Au-delà des réductions de masse salariale et du gain d'efficacité leur étant présupposé tout au long du rapport, ce dernier décrit les conséquences d'un ensemble de mesures prises par l'administration démocrate dans le cadre de la mission de réinvention du gouvernement fédéral. La section 4 du rapport détaille par exemple les partenariats effectués par le gouvernement avec « les communautés », et donc la délégation par ce dernier d'un ensemble de missions de régulation et de services publics aux collectivités locales et à des acteurs privés, comme des ONGs ou des entreprises[310]. Ces déléga-

306 Al Gore, *From Red Tape to Results*, p. 10.
307 Lynne Bernier et Lelan McLemore, « "Reinventing government". Une réforme de l'État à la mode américaine », *Sciences de la Société*, 1998, vol. 43, n° 1, p. 111-130.
308 Al Gore*, From Red Tape to Results*, p. 133-159.
309 Al Gore, *The Best Kept Secrets in Government*, Washington D.C., Government Printing Office, 1996. Notre traduction (*When President Clinton said the era of big government is over, he wasn't just making a promise, he was reporting on his progress. The Clinton-Gore Administration has made the federal government smaller by nearly a quarter of a million jobs. This is the largest, swiftest government-wide cut in the history of the United States … For years, presidential candidates have been promising to make government smaller. But until Bill Clinton, none delivered.*)
310 Al Gore, *The Best Kept Secrets in Government*, p. 53-65.

tions (et ces « partenariats de performance »[311]) sont alors décrites comme intervenant dans des domaines aussi variés que l'urbanisme, la protection de l'environnement, les aides sociales, la lutte contre la délinquance ou l'enseignement. La section 3 du rapport s'occupe quant à elle du « gouvernement en partenariat avec le monde de l'entreprise » : elle décrit en effet un relation essentiellement coopérative et bienveillante entre ces deux catégories, l'État laissant aux entreprises une plus grande autonomie dans la définition et l'application des régulations fédérales aux niveaux industriel et commercial[312]. Ce nouveau modèle d'association entre l'État et les entreprises n'est pas sans rappeler celui des fameux « partenariats public-privé » déjà mentionnés, ayant émaillé les réformes de l'administration Clinton. Ces derniers composent une partie de l'ensemble de mesures ayant visé à appliquer la conception entrepreneuriale de l'État dans ses modes d'action. Introduisant le principe régulateur de la concurrence dans l'action de l'État, ces mesures inclurent également des procédures d'externalisation (partielles ou totales) de services publics vers le secteur privé ou des projets de sous-traitance entre agences fédérales et entreprises privées. Conduisant son action à l'instar des agents économiques décrits par les théoriciens de l'école de Chicago, l'État-entrepreneur chercha alors à maximiser l'efficacité de son action tout en réduisant les coûts de cette dernière. Il s'appuya sur une compréhension du secteur privé comme fondamentalement « plus réactif, plus souple, plus innovant, techniquement plus efficace … moins soumis à des règles statutaires que le secteur public »[313].

. Repenser l'action de l'État : le PRWORA

C'est sur la question des aides sociales (*welfare*) que l'administration Clinton se montrera la plus apte à mettre en application la conception néolibérale de l'action de l'État et des processus disciplinaires visant à normaliser une certaine forme de conduite « économique » au sein de la population. La grande réforme de l'aide sociale de l'administration Clinton, également connue sous le nom de *Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act* (PRWORA) de 1996[314], a en effet représenté un important changement dans la manière dont le gouvernement états-unien a abor-

311 Al Gore, *The Best Kept Secrets in Government*, p. 57.
312 Al Gore, *The Best Kept Secrets in Government*, p. 41-53
313 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 372.
314 Le PRWORA fut introduit par des parlementaires républicains lors d'une brève période de domination de leur parti sur les deux chambres du parlement. Il correspond cependant à un projet politique annoncé par les Nouveaux démocrates, représentés par un président ayant fait campagne sur le projet de « briser le cycle de la dépendance aux aides sociales » (*break the cycle of welfare dependency*) et de « mettre fin aux aides sociales telles que nous les connaissons » (*end welfare as we know it*) ou par un DLC ayant fait des attaques sur le *welfare liberalism* un de ses premiers marqueurs identitaires. L'administration Clinton tout comme le DLC ont d'ailleurs régulièrement favorisé publiquement l'approche nommée à l'époque « welfare to work », ou « workfare » qui caractérise la réforme de 1996. Enfin, l'intitulé même de la réforme n'est pas rappeller les éléments de langage majeurs mis en avant lors de la première campagne présidentielle de Clinton et évoqués plus haut. Cette réforme fut avant tout le résultat d'un long travail de coopération bipartisane, coopération dont le président se félicitera notamment une dizaine d'années plus tard (Bill Clinton, « Opinion | How We Ended Welfare, Together », *The New York Times*, 22 août 2006).

dé sa politique d'aides sociales. Elle s'est concentrée sur le programme nommé *Aid to Families with Dependent Children* (AFDC), symbolisant jusque-là la notion générale de « welfare » et fournissant une assistance financière aux familles avec enfants possédant de faibles revenus. L'AFDC fut remplacé par le *Temporary Assistance for Needy Families* (TANF), provoquant de nombreuses conséquences pour ses bénéficiaires. Elle les obligea notamment à obtenir un travail ou à suivre une formation professionnelle pour avoir accès aux aides financières, imposa une limite stricte en termes de durée pour recevoir ces aides, mit en place un certain nombre d'incitations vis-a-vis des États pour réduire leur nombre de bénéficiaires respectifs et rendit plus difficile d'accès ces aides aux immigrants légaux. Dans le domaine du rôle de l'État, le PRWORA mit en place un certain nombre de mesures évoquant les démarches d'externalisation de services publics vers le secteur privé déjà évoquées. Ces mesures ont constitué une des évolutions majeures du passage de l'AFDC au TANF : si le premier programme dépensait 70 % de ses fonds en transferts d'argent direct vers ses bénéficiaires, le second a inversé la tendance, allouant 70 % de ses ressources en subventions diverses, allouées aux bénéficiaires ou à des organismes privés (dans le cadre de garde d'enfants, de services de transport, de subvention aux employeurs, à des organismes de formations, etc)[315]. Au-delà des considérations déjà développées sur la maximisation de son efficacité et de la réduction des coûts, voire sur l'indistinction croissante entre organismes privés et publics, l'approche dite du « welfare to work » qui caractérisa la réforme marque une conception nouvelle de l'État comme un « investisseur social »[316]. Dans cette perspective, l'action d'un État sur sa population est considérée par le prisme des mécanismes économiques : il investit au travers d'aides sociales des capitaux financiers dans sa population et, en conditionnant l'obtention de ces aides à la possession d'un emploi ou à l'inscription dans une formation professionnelle, s'assure du développement en capital humain de ses bénéficiaires[317]. En favorisant l'accroissement général du capital humain et donc de la productivité de sa population, l'État-investisseur assure un accroissement de revenu général, pour lui et sa population, maximisant ses ressources politiques et financières.

La réforme du PRWORA fut également l'occasion d'une application majeure de la conception néolibérale des conduites individuelles, mettant en place les conditions de possibilité d'un ensemble de processus disciplinaires assurant l'application de ces conceptions dans les conduites réelles de ses bénéficiaires. Cette réforme fit en effet suite à plusieurs décennies d'attaques intellectuelles et

315 James P. Ziliak, « Temporary Assistance for Needy Families » dans Robert A. Moffitt (ed.), *Economics of Means-Tested Transfer Programs in the United States, Volume I*, Chicago, University of Chicago Press, 2016, p. 303-393, p. 305.
316 Pour un compte-rendu positif et « européen » de cette notion, voir Bruno Palier, « Vers un État d'investissement social. Pistes pour une redéfinition de la protection sociale », *Informations sociales*, 2005, vol. 128, n° 8, p. 118-128.
317 On retrouve également cette idée d'un État « investisseur social » chez Giddens, *The Third Way*, p. 60.

politiques profondes sur le concept des aides sociales en général et contre l'AFDC en particulier[318]. Certaines de ces critiques les plus influentes émanèrent d'intellectuels associés à l'école de Chicago, à l'instar de Gary Becker dans son *Traité de la famille*[319]. Ces critiques articulaient un cadre théorique économiste proche de la théorie du choix rationnel déjà évoquée, estimant essentiellement que les individus bénéficiant d'aides sociales font le choix rationnel et maximisateur de maintenir leurs demandes d'aides sociales sans rechercher d'emploi, les avantages d'un retour à l'emploi n'excédant pas son coût. Le rôle de la réforme de 1996 fut alors d'inverser les incitations économiques produites par l'État social, faisant jouer les prédispositions maximisatrices du citoyen bénéficiaire compris dans sa dimension d'agent économique principalement à travers les mécanismes du *welfare to work* et de l'obligation à trouver un emploi pour percevoir les allocations. Ces incitations et ces contraintes au retour à l'emploi s'accompagnèrent de mesures fortes visant à discipliner la conduite de ces bénéficiaires dans le sens de leur intérêt ainsi compris. Dans le cadre de « plans de responsabilité individuelle », un ensemble de mesures incitatives et parfois punitives furent en effet mises en place pour développer le capital humain des bénéficiaires du TANF, à travers un ensemble de compétences professionnelles, relationnelles ou simplement liées à la vie courante (stages de parentalité, de gestion de budget personnel, etc)[320]. La critique de l'établissement de mesures spécifiques de programmes d'aide sociale visant à mettre en œuvre diverses formes de « contrôle social », sur d'éventuels fonds de conflits de classe ou de race, n'est pas nouvelle[321]. Les mesures spécifiques au TANF ont cependant constitué de nouvelles méthodes disciplinaires visant à diriger la conduite des couches les plus modestes, et donc des citoyens les plus éventuellement rétifs à la sensibilité néolibérale, vers une extension de la rationalité économiste dans la sphère des choix individuels. La situation de pauvreté initiale des bénéficiaires d'aides sociales était considérée par les réformateurs comme liée à des « handicaps »[322] ou des « échecs »[323] individuels, et non à des causes structurelles ou à des effets plus larges de reproduction sociale. La rhétorique et les programmes de responsabilité individuelle qui suivirent mirent alors en œuvre un intense travail d'interpellation disciplinaire, lié selon Randles et Woodward[324] à

> trois éléments majeurs de la bonne citoyenneté néolibérale : (1) l'auto-suffisance permise par une activité salariale intensive au sein du marché du travail formel ; (2) la capacité de mettre en

318 Amy Zanoni, « Remembering Welfare as We Knew It: Understanding Neoliberalism through Histories of Welfare », *Journal of Policy History*, janvier 2023, vol. 35, n° 1, p. 118-158.
319 Voir Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 295.
320 James P. Ziliak, « Temporary Assistance for Needy Families », p. 341 ; Jennifer Randles et Kerry Woodward, « Learning to Labor, Love, and Live: Shaping the Good Neoliberal Citizen in State Work and Marriage Programs », *Sociological Perspectives*, 2018, vol. 61, n° 1, p. 39-56.
321 Sur ce sujet, voir le compte rendu réalisé par Amy Zanoni, « Remembering Welfare as We Knew It ».
322 Amy Zanoni, « Remembering Welfare as We Knew It », p. 134.
323 Jennifer Randles et Kerry Woodward, « Learning to Labor, Love, and Live », p. 42.
324 Jennifer Randles et Kerry Woodward, « Learning to Labor, Love, and Live », p. 45.

> œuvre une forme de pensée, des modes d'anticipation et de prise de décision rationnelles ; (3) une auto-régulation émotionnelle et une présentation de soi stratégiquement adaptée.

Le travail ethnographique minutieux de ces deux autrices à l'intérieur même d'organismes de formations liées au TANF a bien démontré comment ces programmes fonctionnent au-delà de leur rôle avoué de développement de compétences pour une population défavorisée. En redirigeant les « valeurs, comportements et sentiments »[325] de cette dernière vers une configuration économiciste et maximisatrice, ces programmes fonctionnent bien à la manière des « technologies de gouvernement » analysées par Foucault, amenant les citoyens vers ce « point abstrait, idéal et purement économique »[326] constituant le sujet type de l'auto-gouvernementalité néolibérale. La réforme du PRWORA de 1996 fut donc l'occasion pour l'administration Clinton et le congrès républicain de modifier radicalement la conception des aides sociales dans le pays, leur mode d'application et leurs conséquences sociales. Elle permit l'application de la gouvernementalité néolibérale dans le domaine des aides sociales, au travers de sa conception particulière de la nature de l'État, de son rôle et des nécessités de son action.

La décennie 1990 fut donc cruciale pour la redéfinition du Parti démocrate. Ce dernier, à travers l'administration Clinton et ses alliés des Nouveaux démocrates, a représenté une forme d'avant-garde néolibérale dans le système bipartisan états-unien, à une période où le Parti républicain accélérait sa transition d'un parti dominé par des « républicains Rockefeller », fondamentalement plus proche de la rationalité néolibérale, vers une hégémonie grandissante de « populisme économique » et de laisser-fairisme radical. Nous conviendrons bien sûr d'un ralentissement du virage conservateur pris par le Parti démocrate, et d'un relatif retour aux politiques *liberal* du parti vers le milieu des années 2000, d'autant plus lors de la désormais consacrée « ère Obama »[327]. Le parti s'adapta en effet lors de cette période aux changements démographiques et électoraux analysés plus haut, prenant une forme toujours plus assurée au tournant du 21e siècle. L'héritage néolibéral de la décennie 1990 ne fut cependant pas en reste et se manifesta jusque dans les réformes les plus célébrées par les cercles *liberal* de l'époque.

. Le cas de l'*Obamacare*

L'emblématique réforme de l'assurance santé réalisée par l'administration Obama au prix d'un grand nombre d'attaques politiques de la droite conservatrice, fut l'une de ces dernières. L'*Affordable Care Act* (ACA), ou « Obamacare », promulguée en 2010, se présenta comme une ambitieuse

325 Jennifer Randles et Kerry Woodward, « Learning to Labor, Love, and Live », p. 53.
326 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, p. 300.
327 John Kenneth White, *Barack Obama's America.*

réforme du système d'assurance-santé états-unien, très largement dominé par le secteur privé et étant à l'origine d'un grand nombre d'inégalités en termes d'accès aux soins. La campagne Obama de 2008 et son administration quelques années plus tard présentèrent alors la future réforme de l'assurance santé à travers deux enjeux principaux : l'amélioration de l'accès aux assurances santé et donc l'élimination des inégalités d'accès aux soins médicaux, ainsi que la réduction des coûts de fonctionnement du système de santé, aggravés par la crise économique de 2008[328]. Pour ce faire, l'ACA oriente son action autour de l'élargissement de l'accès aux assurances santé d'une part, de l'amélioration et de la réorganisation des services de soins d'autre part[329]. Ce dernier aspect implique un ensemble d'importants investissements et de systèmes d'incitations financières au sein même des services de soins, ainsi que la création d'entités administratives, les *Accountable Care Organizations* (ACOs), censés favoriser la coordination et la bonne intégration des différents acteurs du parcours médical. C'est cependant le premier axe d'action de l'ACA, l'élargissement de l'accès aux assurances santé, qui représente la partie la plus importante de la réforme. La réforme introduit d'abord dans un ensemble de mesures de régulation du marché de l'assurance privée, notamment en interdisant aux entreprises de prendre en compte les antécédents médicaux de leurs clients lors d'une nouvelle souscription d'assurance. La réforme a également mis en place un ensemble complexe de mesures d'incitation (*incentives*) pour les particuliers et les entreprises, cherchant à mettre en avant la responsabilité des uns et des autres[330] : un ensemble composé de pénalités financières et de crédits d'impôts pour amener les entreprises à proposer une assurance à leurs employés ou la fameuse « obligation individuelle » (*individual mandate*) prévoyant une pénalité fiscale pour les contribuables n'ayant pas souscrit à une assurance privée.

En termes d'accès concret aux assurances santé, l'ACA a mis en place deux programmes majeurs. D'abord, l'expansion du programme d'assurance-santé publique *Medicaid* aux contribuables dont les revenus n'excèdent pas jusqu'à 138 % du seuil de pauvreté fédéral. Ensuite, et avec une portée bien plus large, la création de plate-formes d'achat et de comparaison d'assurances-santé subventionnées par l'État, nommées pour l'occasion des « places de marché ». Ces plate-formes, centrales à la réforme, ont pour but à la fois d'évaluer la santé financière des plans d'assurance privés, de permettre aux citoyens de pouvoir choisir plus simplement et efficacement entre différents plans d'assurance dont les taux de couverture minimums sont garantis par l'État, et de faciliter la subvention de certaines souscriptions par ce dernier. Les plans d'assurance proposés sur les places de marché sont divisés en plusieurs « paliers », correspondant à des taux de couverture minimum.

328 Thomas Rapp, « Obamacare : genèse, bilan, futur », *Politique étrangère*, 2017, Automne, n° 3, p. 139-151.
329 Thomas Rapp, « Obamacare : genèse, bilan, futur ».
330 Thomas Rapp, « Obamacare : genèse, bilan, futur ».

Ainsi, les assurances « bronze » couvrent 60 % des frais médicaux, les « argent » 70 %, 80 % pour les « or » et 90 % pour les assurances « platine » (les plans d'assurance « bronze » et « argent » sont généralement à bas pris mais impliquent de très fortes franchises médicales (*deductibles*) et coûts additionnels de la part des assurés). Afin de défendre son intégrité et la totalité de ses mesures, la réforme a abondamment été décrite par des commentateurs *liberal* comme un « tabouret à trois pieds »[331] . Elle repose selon ces derniers sur la « responsabilité des assureurs (privés) », à travers les régulations gouvernementales dont ils font l'objet et en premier lieu la garantie de couverture sans prise en compte d'antécédents médicaux ; la « responsabilité des assurés », principalement à travers la mesure d'obligation individuelle et la « responsabilité du gouvernement », à travers l'ensemble de ses activités de subventions au secteur privé et d'aides financières aux contribuables individuels.

L'ACA ne correspond évidemment pas à l'introduction d'un système d'assurance-santé universel aux États-Unis, ni même à une extension considérable de la couverture de l'assurance-santé publique. La loi a toutefois été l'occasion d'une importante transformation du système de soins et d'assurance santé états-unien, axé autour du système d'assurances privées déjà existant. Elle a également permis à un grand nombre de citoyens du pays d'accéder à une couverture santé dans un système profondément inégalitaire[332]. Cette réforme majeure du Parti démocrate et de l'administration Obama est cependant fortement tributaire de plusieurs décennies de consensus néolibéral vis-à-vis des politiques publiques d'assurance santé ainsi que d'un certain nombre de projets de réformes l'ayant précédée. Parmi eux, la tentative de réforme d'assurance santé menée par l'administration Clinton en 1993, la réforme du président colombien César Gaviria en 1994 ou la réforme menée par le gouverneur du Massachusetts Mitt Romney dans son État en 2006, sont parmi les plus célèbres[333]. Ces réformes, dont l'ACA, ont en effet en commun d'avoir cherché à mettre en œuvre les principes de la « concurrence dirigée » (*managed competition*), principalement théorisée par l'économiste Alain Enthoven et les membres du « groupe de Jackson Hole »[334], un réseau d'analystes et de représentants du monde de l'entreprise évoluant dans le domaine de l'assurance-santé. Cette ap-

331 Jonathan Gruber, *Health Care Reform Is a "Three-Legged Stool"*, Center for American Progress, 2010, https://www.americanprogress.org/article/health-care-reform-is-a-three-legged-stool/

332 Il a notamment été estimé, 5 ans après la promulgation de la loi, que cette dernière avait permis au travers de l'ensemble de ces mesures à près de 30 millions d'Américains d'accéder à une assurance santé. David Blumenthal, Melinda Abrams et Rachel Nuzum, « The Affordable Care Act at 5 Years », *New England Journal of Medicine*, 18 juin 2015, vol. 372, n° 25, p. 2451-2458.

333 Howard Waitzkin et Ida Hellander, « The History and Future of Neoliberal Health Reform: Obamacare and Its Predecessors », *International Journal of Health Services*, 1 octobre 2016, vol. 46, n° 4, p. 747-766.

334 Voir notamment P. M. Ellwood et A. C. Enthoven, « "Responsible choices": the Jackson Hole Group plan for health reform », *Health Affairs (Project Hope)*, 1995, vol. 14, n° 2, p. 24-39.

proche, fondamentalement « orientée vers le marché » (*market-based*)[335], présuppose une supériorité du secteur privé sur le public, notamment en termes de maîtrise des coûts et d'efficacité générale, et prône une forme d'encadrement institutionnel de la concurrence pour exploiter ces avantages. Soutenus tout au long de leur développement par des institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou le FMI[336], historiquement fortes partisanes des réformes structurelles associées au néolibéralisme[337], ces projets portent alors un certain nombre de caractères communs, tous fortement présents au sein de l'ACA. On compte notamment la création de grandes organisations de prestataires de soins sous contrôle privé (Pour l'ACA, les ACOs) ; la mise en place de larges structures permettant d'acheter ou de faciliter l'achat d'une assurance-santé privée (les « places de marché ») ; un accroissement de la vulnérabilité du « filet de sécurité sociale » (pour l'ACA, certaines importantes conséquences financières négatives sur les hôpitaux publics) ; la mise en place de prestations par « paliers », correspondant à des « forfaits de prestation minimale » (les fameux paliers de l'ACA, de bronze à platine) ; enfin, un système de financement complexe et un ensemble de modifications portant sur le code fiscal[338].

Il est également possible de lier cette approche à un ensemble de conceptions constitutives de la rationalité néolibérale, ainsi qu'à certaines interventions intellectuelles directes de ses partisans les plus célèbres, membres de l'école de Chicago. Le choix fait par l'administration Obama d'orienter sa réforme majeure de l'assurance-santé vers un système de concurrence dirigée, au-delà d'un attachement aux « traditions des États-Unis »[339], du poids des grands donateurs issus du secteur de l'assurance-santé dans la campagne de 2008 du candidat Obama[340] ou d'une certaine perception stratégique des possibilités politiques de l'époque[341], témoigne en effet d'une forme de logique propre à un mode de gouvernementalité dominant le Parti démocrate depuis au moins deux décennies. Ce système de soutien par la puissance publique d'un important pan du secteur privé afin de mettre en place les conditions de possibilité d'une situation de concurrence perçue comme bénéfique, en d'autres termes la création d'une forme particulière de *situation de marché*, accompagnée d'un système d'incitations diverses poussant les citoyens à opérer des choix économiques rationnels, correspond tout à fait au fond idéologique de la rationalité néolibérale et à ses modes de gouvernance.

335 John P. Geyman, « A five-year assessment of the affordable care act: market forces still trump the common good in U.S. Health care », *International Journal of Health Services: Planning, Administration, Evaluation*, 2015, vol. 45, n° 2, p. 209-225.
336 Howard Waitzkin et Ida Hellander, « The History and Future of Neoliberal Health Reform »
337 David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism.*
338 Howard Waitzkin et Ida Hellander, « The History and Future of Neoliberal Health Reform », p. 7-14.
339 Barack Obama, *Remarks by the President to the Annual Conference of the American Medical Association*, The White House - Office of the Press Secretary, 15 juin 2009.
340 Howard Waitzkin et Ida Hellander, « The History and Future of Neoliberal Health Reform », p. 6.
341 Voir sur ce sujet Brian Abrams, *Obama: An Oral History*, Seattle, Little A, 2018.

Comme le rappellent Dardot et Laval, le système disciplinaire propre à la gouvernementalité néolibérale se caractérise par

> l'horizon des stratégies néolibérales de promotion de la « liberté de choisir ». On ne voit pas toujours la dimension normative qui leur appartient nécessairement : la « liberté de choisir » s'identifie en fait à l'obligation d'obéir à une conduite maximisatrice dans un cadre légal, institutionnel, réglementaire, architectural, relationnel, qui doit précisément être construit pour que l'individu choisisse « en toute liberté » ce qu'il doit obligatoirement choisir dans son propre intérêt … Des dispositifs de récompenses et de punitions, des systèmes d'incitations et de « désincitations » se substitueront enfin aux sanctions du marché pour guider les choix et la conduite des individus là où les situations marchandes ou quasi marchandes ne sont pas entièrement réalisables … En d'autres termes, il s'agit de mettre les individus dans des situations qui les obligent à la « liberté de choisir », c'est-à-dire à manifester pratiquement leurs capacités de calcul et à se gouverner eux-mêmes comme des individus « responsables »[342].

La réforme de l'ACA pose en effet une telle « liberté de choisir » à travers l'ensemble de ses mesures d'encadrement et de valorisation de la concurrence, censées garantir à l'ensemble des citoyens états-uniens une couverture fonctionnelle en assurance-santé. Les obligations individuelles prévues par la loi et plus largement l'ensemble de son système d'incitations (subventions, avantages fiscaux) servent par la suite à amener ces citoyens au cœur de la situation de marché ainsi crée. Amenés à réaliser un *choix* économique rationnel et maximisateur qui leur sera propre au sein de ces places de marché, ils sont ainsi interpellés en tant qu'agents économiques dans le cadre plus général de l'accès aux soins de santé. Cette emphase sur les choix du citoyen, compris comme agent économique dans un tel contexte, est de fait propre à la critique néolibérale des politiques publiques d'assurance-santé depuis la seconde moitié du 20e siècle. On citera notamment Hayek, qui développera dès 1960 dans sa *Constitution de la liberté* un argument majeur de la conception néolibérale de l'accès aux soins de santé : l'idée que les besoins médicaux de chaque individu ne possèdent pas un caractère « objectivement déterminable »[343]. Cette conception soutient ainsi l'idée d'une hétérogénéité fondamentale dans les préférences « économiques » des hommes et femmes du point de vue de l'accès aux soins. Pour Hayek et ses élèves, chaque être humain est porteur d'un ensemble de choix économiques qui lui sont propres, et chacun préférera donc un degré différent de dépenses médicales en proportion à d'autres types de dépenses matérielles[344]. Les services publics d'assurance-santé universels sont donc critiqués sur la base du postulat d'une absence de désir universel pour de telles couvertures sociales (et pour les coûts leur étant associés), provoquant une violation fondamentale de la liberté de choix des citoyens et donc, pour Hayek, de leur liberté économique.

342 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde,* p. 300-302.
343 Friedrich Hayek, *The Constitution of Liberty*, Chicago, University of Chicago Press, 1978, p. 298.
344 Friedrich Hayek, *The Constitution of Liberty*, p. 298-299.

L'analyse des politiques d'assurance-santé en termes de choix économiques s'est principalement poursuivie dans les décennies suivantes[345] à travers la notion économique « d'aléa moral » (*moral hazard*)[346]. Pour les chercheurs responsables de ces travaux, cet aléa moral s'exprimerait dans le cadre d'un système d'assurance-santé public et universel par l'utilisation excessive de soins médicaux, de la part de citoyens n'ayant pas à les payer. Ces travaux cherchèrent à démontrer que cet effet négatif était toujours, dans ce cadre, le résultat de choix économiques rationnels de la part des assurés. La conclusion de ces chercheurs, se diffusant par la suite dans le débat public états-unien[347], fut donc la suivante : c'est bien le système d'assurance-santé public, universel et obligatoire qui se trouve à l'origine de ces comportements économiques défavorables à la société dans son ensemble[348]. Parce que les demandes et les choix possibles en termes de soins médicaux sont différents pour chaque individu, l'équilibre possible entre les coûts dus à une utilisation éventuellement excessive et l'utilité d'une assurance se voulant exhaustive doit également différer pour chacun[349]. Ces problèmes se résolvent évidemment au travers des mécanismes de marché et d'une emphase sur les choix individuels des assurés. Il s'en suit que les politiques publiques d'assurance-santé doivent pour ces auteurs favoriser un modèle orienté vers le marché, accordant les mécanismes de la concurrence avec les inclinaisons individuelles de chaque citoyen et leur permettant ainsi de maximiser leurs intérêts économiques dans le domaine des soins médicaux. Ces auteurs, favorisèrent alors des contrats d'assurances à bas prix de souscription et à fort reste à charge (les *deductibles* et *copays*), considérés comme plus raisonnables économiquement et plus à même de lutter contre les phénomènes d'aléa moral[350].

Les tendances du marché ont depuis suivi la préférence de ces auteurs pour ces types de contrats. Représentant la grande majorité des contrats « bronze » et « argent » de l'ACA, ils sont désormais souscrits par 40 % des contribuables états-uniens[351] et notamment les plus modestes, devant choisir entre le prix de la pénalité fiscale prévue par l'obligation individuelle de l'ACA et celui de la souscription mensuelle des assurances privées. Par définition, ces programmes incitent à une plus

345 Voir notamment Mark V. Pauly, « The Economics of Moral Hazard: Comment », *The American Economic Review*, 1968, vol. 58, n° 3, p. 531-537 ; Martin S. Feldstein, « The Welfare Loss of Excess Health Insurance », *Journal of Political Economy*, 1973, vol. 81, n° 2, p. 251-280 ; Joseph P. Newhouse et Rand Corporation Insurance Experiment Group, *Free for All?: Lessons from the Rand Health Insurance Experiment*, Cambridge, Harvard University Press, 1993.
346 Comprise comme le résultat d'un choix de maximisation individuel de la part d'un agent économique, portant des conséquences négatives sur l'ensemble des contractants.
347 Adam Gaffney, « The Neoliberal Turn in American Health Care », *International Journal of Health Services*, 1er janvier 2015, vol. 45, n° 1, p. 33-52, p. 42.
348 John A. Nyman, « American health policy: cracks in the foundation », *Journal of Health Politics, Policy and Law*, octobre 2007, vol. 32, n° 5, p. 759-783.
349 John A. Nyman, « American health policy: cracks in the foundation ».
350 John A. Nyman, « American health policy: cracks in the foundation », p. 46.
351 Olena Mazurenko, Melinda J.B. Buntin et Nir Menachemi, « High-Deductible Health Plans and Prevention », *Annual Review of Public Health*, 2019, vol. 40, n° 1, p. 411-421.

grande auto-restriction en termes d'accès aux soins médicaux, et sont par là associés à une réduction significative de l'accès à une diversité de soins, peu importe leur degré de nécessité[352]. Au-delà de ces conséquences sociales et malgré les bénéfices sociaux qu'elle a pu engendrer par ailleurs, on voit donc dans quelle mesure l'*Affordable Care Act*, réforme emblématique du *liberalism* de l'ère Obama, est héritière d'une longue progression de la rationalité néolibérale dans la prise en charge des politiques publiques d'assurance-santé. Encadrant un système d'assurances privées par l'État, qui vient de plus *garantir* le marché par un ensemble d'incitations diverses (subventions et aides financières, obligations individuelles[353]) ; mettant en œuvre à travers ses « places de marché » l'idéal pensé par les intellectuels néolibéraux d'une situation de marché permettant aux citoyens de choisir rigoureusement l'offre qui correspond à leurs préférences individuelles de risque et de couverture médicale, l'ACA s'avère en effet profondément représentative du « tournant néolibéral du système de santé »[354] ayant touché les États-Unis et une partie du monde.

À travers la transition essentielle des « Nouveaux démocrates » lors de la décennie 1990, puis lors de la période de politique « pragmatique » ayant défini la majeure partie de l'ère Obama, le Parti démocrate a donc été un fer de lance de la rationalité néolibérale dans le système bipartisan états-unien. Revenant au questionnement ayant initié ce chapitre, il convient alors d'analyser dans quelle mesure un mode de gouvernementalité conduisant en partie à un accroissement majeur des inégalités sociales, une mise en avant des responsabilités individuelles dans la gestion de ces dernières et une mise en retrait des politiques redistributives liées à l'État social peuvent se marier avec un « progressisme » et une dévotion à la justice sociale souvent associée au parti, notamment sur les questions de race, de genre et de sexualité. Un certain équilibre politique émanant de tensions inhérentes à la coexistence d'électorats spécifiques au sein du parti, conjugué à la nature particulière de ses formes de positionnements partisans, explique partiellement pour nous la situation idéologique distinctive des Démocrates au cours des deux premières décennies du 21^{e} siècle.

352 Rajender Agarwal, Olena Mazurenko et Nir Menachemi, « High-Deductible Health Plans Reduce Health Care Cost And Utilization, Including Use Of Needed Preventive Services », *Health Affairs*, octobre 2017, vol. 36, n^{o} 10, p. 1762-1768.

353 On notera également l'origine du projet d'obligation individuelle, pourtant sujet principal de crispation du camp conservateur vis-à-vis de l'*Obamacare.* Initialement proposé par la fameuse *Heritage Foundation*, think-tank conservateur et souvent associé au néolibéralisme, il fut également proposé deux ans plus tard par Mark V. Pauly, qui fut le premier à remettre au jour la notion d'aléa moral sur le sujet des politiques d'assurance-santé (voir Stuart M. Butler, *Assuring Affordable Health Care for All Americans*, Washington D.C., The Heritage Foundation, 1989 ; Ezra Klein, « An Interview with Mark Pauly, Father of the Individual Mandate », *Washington Post*, 1 février 2011). La mesure apparut par la suite dans un projet de loi républicain en 1993, dans le projet de réforme de l'administration Clinton la même année et finit par être appliquée par le gouverneur républicain Mitt Romney en 2006. Elle fut finalement appliquée au sein de la réforme d'Obama en partie sous la pression de l'*American's Health Insurance Plans* (AHIP), un groupe de lobbyistes de l'industrie des assurances-santé (Paul Starr, *Remedy and Reaction: The Peculiar American Struggle over Health Care Reform*, New Haven, Yale University Press, 2011).

354 Adam Gaffney, « The Neoliberal Turn in American Health Care ».

4.3. Groupes d'intérêts et politique identitaire

. Le Parti démocrate à la recherche de sa « majorité émergente »

Lors de sa campagne à l'élection présidentielle de 2016, l'ancienne première dame, sénatrice et secrétaire d'État Hillary Clinton mentionna bien plus les questions raciales que n'importe quel candidat du parti l'ayant précédée. Elle invoqua des concepts propres aux mouvements sociaux anti-racistes comme ceux de « privilège blanc » ou de « racisme systémique » et prit vigoureusement la défense des populations LGBTQ, des femmes et des personnes handicapées[355]. L'apparente radicalité de ces prises de position pourrait éventuellement surprendre de la part de la candidate qui fut présentée comme largement choisie par les instances dirigeantes du parti, dans un contexte de plus marqué par la mise en avant d'une « électabilité » des candidats assurée par leur fidélité au centrisme politique[356]. Cette prise de position traduit cependant une étape dans le long processus de transformation du Parti démocrate, enclenché au tournant du 21e siècle. Comme nous avons pu le mentionner plus haut, le Parti démocrate s'est tourné dès les premières années du 21e siècle vers une stratégie d'expansion de son électorat, confiant dans un « destin démographique » lui étant promis par une « majorité démocrate émergente »[357]. Le croisement électoral d'un nombre grandissant de *liberals* blancs et diplômés du supérieur avec un nombre encore plus important de minorités ethniques, sexuelles et de genre permit en effet aux élus et candidats démocrates de bénéficier d'importants avantages politiques et électoraux en signalant systématiquement auprès de leur électorat un *liberalism* soutenu sur les questions de discrimination[358].

Cette attention et ces sollicitations nouvelles, venant d'un parti ayant pourtant historiquement cédé à « la tentation électorale du silence »[359] sur ces questions, eut également pour conséquence de s'aliéner ses électeurs blancs les plus conservateurs[360]. Nous avons déjà vu que le grand réalignement politique qui trouva son achèvement aux élections de mi-mandat de 1994 amena une majorité des électeurs blancs, conservateurs et sujets à des phénomènes de ressentiments racialisés vers le Parti républicain. Ce processus de « fuite des blancs » du Parti démocrate, principalement de la part d'électeurs non diplômés du supérieur, s'intensifia à la mesure des stratégies de sollicitations « so-

355 Voir par exemple « Transcript: Hillary Clinton's Speech at the Democratic Convention », *The New York Times*, 29 juillet 2016.
356 Stephen M. Utych, « Man Bites Blue Dog ».
357 John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority.*
358 Maneesh Arora, *Which Race Card? Understanding Racial Appeals in U.S. Politics*,UC Irvine, 2019, p. 35-43.
359 Maneesh Arora, *Which Race Card?*, p. 43.
360 Mara Cecilia Ostfeld, « The New White Flight?: The Effects of Political Appeals to Latinos on White Democrats », *Political Behavior*, 1 septembre 2019, vol. 41, no 3, p. 561-582.

cialement *liberal* » des Démocrates et d'autant plus à partir de l'élection de Barack Obama en 2008[361]. Ce phénomène eut pour le parti la conséquence d'affiner sa nouvelle coalition d'électeurs diplômés et issus de minorités. Depuis, comme le souligne Arora, « les Démocrates, au moins au niveau national, n'ont désormais plus peur de s'aliéner des électeurs blancs racialement conservateurs car ces derniers ont déjà abandonné le parti »[362].

Le Parti démocrate s'est donc engagé dans une stratégie de sollicitations rhétoriques suivies, dirigées vers un certain nombre de segments de population historiquement discriminés. Comme nous l'avons déjà souligné, le soutien des électeurs noirs au parti s'est montré particulièrement important et durable au cours de nombreuses décennies, malgré les variations de chaque candidat et de chaque période en termes de prises de position en leur faveur. Cet électorat « capturé » par le parti incita les élus et candidats démocrates à modérer pendant longtemps leurs appels de pied aux populations noires, sauf dans certaines circonscriptions clefs et fortement racialisées. La campagne d'Obama et son élection en 2008 a marqué un pic dans le soutien des noir-américains au Parti démocrate. Ces pourcentages n'ont pourtant cessé de diminuer par la suite, amenant les démocrates à renforcer leur rhétorique de parti privilégiant la défense des populations noires[363]. Les populations latino-américaines, immigrées ou non, furent quant à elles fortement courtisées par un parti les considérant comme essentielles à sa stratégie. Qualifié de « géant qui dort » du fait des nombreuses prédictions d'explosion démographique le concernant, l'électorat latino-américain fut grandement sollicité politiquement à travers un grand nombre de communications bilingues, de spots télévisés en espagnol ou de propositions de loi comprises comme favorables à ses intérêts de groupe[364].

La communauté LGBTQ en est également venue à occuper une place graduellement plus importante dans les programmes et professions de foi démocrates depuis le courant de la décennie 1990[365]. La présidence Clinton fut la première à reconnaître la communauté LGBTQ comme une importante potentielle réserve électorale et elle chercha à mettre en œuvre un certain nombre de mesures pour la séduire. La tentative qui fut faite de mettre fin à l'interdiction des personnes homosexuelles dans l'armée aboutit au fameux compromis du « Don't Ask, Don't Tell » qui déçut un grand nombre d'activistes de ces mouvements sociaux. La signature du *Defense of Marriage Act* (DOMA) par le président Clinton, qui inscrivit dans la loi la nature hétérosexuelle du mariage, fut

361 Maneesh Arora, *Which Race Card?*, p. 18.
362 Maneesh Arora, *Which Race Card?*, p. 18.
363 Tomasz Płudowski, « Gender and race in American presidential campaign spots in 1952–2020 » dans *Gender and LGBTQ Issues in Election Processes*, London, Routledge, 2022, p. 78-96.
364 Tomasz Płudowski, « Gender and race in American presidential campaign spots in 1952–2020 ».
365 Jason Pierceson, « Democratic Party » dans Jason Pierceson (ed.), *LGBTQ Americans in the U.S. Political System: An Encyclopedia of Activists, Voters, Candidates, and Officeholders*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2019, p. 128-130.

une autre de ces occasions ratées. La tendance vers un soutien mutuel de la communauté LGBTQ et du Parti démocrate ne fit cependant que s'accroître à partir de cette période[366], soutenue par l'évolution des mœurs et des opinions générales de l'électorat démocrate sur ces questions, allant dans le sens d'un plus grand *liberalism* social[367]. L'ouverture du mariage aux personnes homosexuelles fit grandement débat au sein du parti dans la décennie 2000 et fut finalement soutenue par le parti dans son ensemble à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012 et incluse dans le programme démocrate. La question des droits des personnes transgenres fut également l'occasion d'un certain nombre de divisions au sein du parti, et ce dès 2006 à l'occasion de débats parlementaires portant sur l'inclusion des identités de genre dans un projet de protection contre les discriminations au travail[368]. L'inclusion des personnes transgenres au sein des divers projets de loi anti-discrimination n'est plus discutée au sein du parti depuis le courant de la décennie 2010. Cependant, l'augmentation radicale du nombre d'attaques législatives du camp conservateur envers la communauté LGBTQ en général et les personnes transgenres en particulier, notamment au travers des malheureux débats portant sur l'accès aux toilettes publiques[369], fut l'occasion pour le Parti démocrate de faire de son soutien aux membres de cette communauté une importante question dans ses campagnes nationales[370].

L'engagement du parti pour les droits des femmes commença également à être particulièrement mis en avant à partir de la décennie 1990. Les candidats et présidents Clinton mais surtout Obama mirent notamment en avant dans leurs spots télévisés leur soutien au droit à l'avortement, leur volonté de mettre fin aux écarts salariaux ou la présentation de l'accès des femmes aux droits de vote comme un moment essentiel de l'histoire politique états-unienne[371]. L'élection présidentielle de 2016 et la candidature d'Hillary Clinton fut évidemment l'occasion d'un important déploiement de discours en faveur des droits des femmes du côté démocrate. La possibilité de l'élection de la première femme présidente du pays fut grandement mise en avant par la campagne démocrate, qui en fit l'un de ses arguments principaux. À plus forte mesure, ce sont les attaques envers la personnalité et les prises de positions radicalement misogynes de Donald Trump qui amenèrent la campagne

366 Charles Anthony Smith, « The Electoral Capture of Gay and Lesbian Americans: Evidence and Implications from the 2004 Election » dans Austin Sarat (ed.), *Studies in Law, Politics and Society*, s.l., Emerald Group Publishing Limited, 2007, vol.40, p. 103-121.
367 Ted G. Jelen, « Public Attitudes Toward Abortion and LGBTQ Issues: A Dynamic Analysis of Region and Partisanship », *SAGE Open*, 1er janvier 2017, vol. 7, no 1.
368 Jason Pierceson, « Democratic Party », p. 129.
369 Brian S Barnett, Ariana E Nesbit et Renee M Sorrentino, « The Transgender Bathroom Debate at the Intersection of Politics, Law, Ethics, and Science », *The Journal of the American Academy of Psychiatry and the Law*, 2018, vol. 46, no 2.
370 Tomasz Płudowski, « Gender and race in American presidential campaign spots ».
371 Tomasz Płudowski, « Gender and race in American presidential campaign spots in 1952–2020, p. 83-4.

Clinton à mettre en avant les droits des femmes de façon aussi forte lors de cette élection[372]. À travers son choix de vice-présidence, la campagne Biden-Harris de 2020 fut également l'occasion pour le parti de démontrer au niveau national son attachement aux droits des femmes, notamment en termes d'intersectionnalité[373]. Par des discours publics et des spots télévisés, la campagne mit en avant sa prise en compte des différents croisements d'appartenances à des identités sociales minoritaires et présenta la candidate à la vice-présidence Kamala Harris comme un exemple d'*empowerment* à la fois noir et féminin. Le Parti démocrate s'est donc engagé depuis plusieurs décennies dans une stratégie de « capture » de différents groupes électoraux, définis à travers leur affiliation à une identité sociale discriminée. En partie poussé par le radicalisme conservateur grandissant de son concurrent républicain, le Parti démocrate en est venu à occuper le rôle de défenseur de cet ensemble de minorités opprimées, principalement comprises en termes d'identité de genre, d'appartenance à un groupe ethnique ou de sexualité.

. La structure du parti

C'est également la structure du parti, organisée autour d'un grand nombre de groupes d'intérêts, qui participe fortement de cet état de fait. En effet, comme le soulignent Grossmann et Hopkins, le Parti démocrate eut bien plus de succès que son concurrent conservateur dans la mobilisation d'organisations et de groupes d'intérêts représentant des électorats ciblés[374]. Si lors des deux premières décennies du 21e siècle, les groupes d'intérêts liés au monde des affaires étaient plus nombreux du côté républicain, la très grande majorité des groupes d'intérêts dévoués à des causes particulières (*single-issue groups*), identitaires (*identity-based*) ou « idéologiques » se sont affiliés au Parti démocrate[375]. S'est alors développée une infrastructure particulièrement dense entre ces groupes et entre eux-mêmes et le parti, lui servant de soutien au niveau électoral, financier et du point de vue de l'élaboration des politiques publiques ou législatives.

Il existe en premier lieu un ensemble de groupes évoluant au sein même du Parti démocrate, constitués par des militants s'organisant au niveau local pour défendre un ensemble d'idées, un groupe d'intérêts spécifique ou un ensemble de droits associés à une identité sociale particulière. On compte par exemple parmi eux des groupes démocrates comme les *Asian Pacific Islander Caucus* et les *African-American Caucus* (à ne pas confondre avec leurs homologues parlementaires, les *Congressional Asian Pacific American Caucus (*CAPAC) et Congressional Black Caucus (CBC)), ou les *Stonewall Democrats* pour défendre les droits des personnes LGBTQ. Le maillage de l'im-

372 Tomasz Płudowski, « Gender and race in American presidential campaign spots in 1952–2020, p. 83-4.
373 Tomasz Płudowski, « Gender and race in American presidential campaign spots in 1952–2020, p. 88.
374 Matthew Grossmann et David A. Hopkins, *Asymmetric Politics*, p. 120.
375 Matthew Grossmann et David A. Hopkins, *Asymmetric Politics*, p. 120.

portant réseau organisationnel du Parti démocrate est cependant majoritairement constitué par des groupes extérieurs, représentant une grande diversité de positions politiques et législatives et travaillant de près avec le parti. La plupart de ces groupes peuvent être divisés en grandes catégories, incluant en premier lieu les organisations syndicales : l'AFL-CIO, les *United Auto Workers* (UAW) ou le *Service Employees International Union* (SEIU), entre autres. Des organisations représentant le monde de l'entreprise sont aussi présentes au sein de la coalition démocrate : notamment la *Main Street Alliance* ou *Business Forward*. On dénombre également un ensemble de groupes environnementaux, incluant par exemple le très ancien *Sierra Club* ou bien le plus jeune *Sunrise Movement*. Des groupes liés à la défense d'une diversité de droits civiques, ou à certaines formes de représentation politique identitaire, sont de même particulièrement présents au sein du parti. Parmi les groupes les plus importants, on compte notamment les historiques *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP) et *National Organization for Women* (NOW), respectivement liées aux populations noires et féminines, la *National Association for the Repeal of Abortion Laws* (NARAL) pour le droit à l'avortement, *United We Dream* pour la défense des populations immigrées ou le *Disability Rights & Education Fund* pour les personnes en situation de handicap. Enfin, on dénombre un certain nombre d'organisations « progressistes » ou *liberal*, se positionnant généralement à la gauche de la majorité du parti et travaillant cependant de près avec ce dernier aux niveaux locaux et nationaux : *Americans for Democratic Action* (ADA) est par exemple l'une des plus anciennes de ces organisations, coexistant avec un ensemble d'organisations plus récentes, dont le *Working Families Party*, *Our Revolution* ou les *Justice Democrats*.

. Groupes d'intérêts et donations financières

L'importance de ce réseau est particulièrement visible au niveau des contributions financières réalisées par ces groupes. Nous avons présenté plus haut une série de diagrammes comparant l'ensemble des contributions financières des organisations syndicales du pays à celles du monde de l'entreprise, sur une période de 32 ans. En prenant en compte sur cette même période les contributions de l'ensemble des « groupes d'intérêts », économiques ou non, nous observons alors une augmentation sensible et continue de l'importance proportionnelle des groupes non-directement économiques[376] au sein du total. Si ces derniers représentaient 22,55 % du total en 1990, l'ensemble de leurs contributions ont atteint 30,12 % en 2000. Elles ont continué à augmenter jusqu'à 40,88 % en

376 Nous comptons comme directement « économiques » les groupes d'intérêts liés au monde de l'entreprise présentés plus haut (voir figures 1 et 2) et les organisations syndicales. Le reste des groupes d'intérêts inclut les organisations de lobbying et des firmes juridiques représentant les intérêts de leurs clients, diverses institutions philanthropiques, publiques, universitaires ou à but non-lucratif ainsi que les groupes « idéologiques » et de *single-issue* sur lesquels nous reviendrons plus bas. Cette catégorisation sectorielle a été en outre réalisée par l'organisation *Open Secrets*, dans son travail de mise au jour et de clarifications des données de la Federal Election Commission (FEC).

2010 et sont finalement devenues majoritaires avec 54,82 % du total des donations en 2020. Tout comme dans le cas particulier des organisations syndicales, la baisse d'importance des groupes d'intérêts « économiques »[377] est relative à l'ensemble dans lequel elle évolue et ne dénote pas une baisse générale des sommes engagées par ces secteurs.

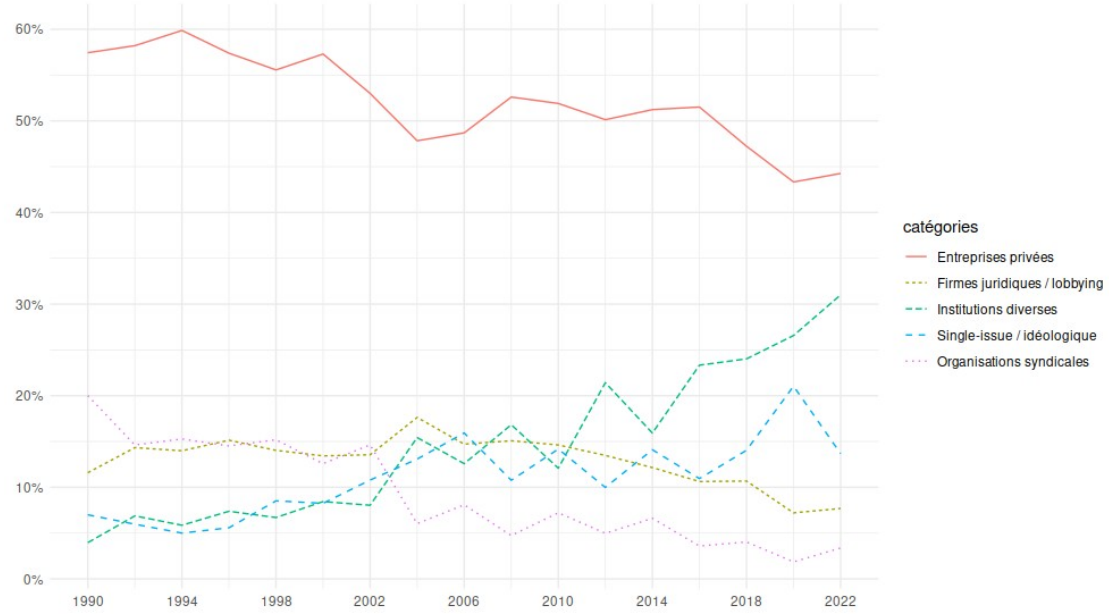

Figure 3: Évolution des proportions de donations aux campagnes électorales du Parti démocrate (à l'exception des contributions dites de « soft money »), par « groupes d'intérêts », en pourcentage du total, de 1990 à 2022. Source: Center For Responsive Politics, Interest Groups, https://www.opensecrets.org/industries/, (consulté le 2 février 2023)).

Cette augmentation est due à l'importante hausse des donations d'organisations philanthropiques, à but non-lucratif et universitaires pour les deux grands partis dès les premières années du 21e siècle. Si ces organisations ont en effet donné plus de 49 millions de dollars[378] au Parti démocrate lors des présidentielles de 1992, cette somme a atteint 214 millions lors des élections de 2004, avant de doubler en 2016 et de dépasser le milliard de dollars aux élections de 2020. Le groupe rassemblant les organisations dites de *single-issue* ou « idéologiques » (cherchant à mettre en avant certains grands principes généraux du *liberalism* ou, par exemple, du féminisme) a également augmenté de manière conséquente ses contributions à la même période. De presque 43 millions de dollars en 1992, celles-ci ont atteint plus de 181 millions en 2004, avant de dépasser 222 millions en 2016 et 907 millions de dollars en 2020. La composition détaillée de cette dernière catégorie nous fournit égale-

377 Pour des raisons de lisibilité, nous avons fait le choix d'additionner l'ensemble des contributions du monde de l'entreprise au sein de la rubrique « entreprises privées ».
378 Les sommes en dollars présentées ici ont toutes été ajustées au niveau d'inflation de l'année 2022.

ment des informations intéressantes, qui permettent de comprendre partiellement l'évolution des priorités du parti lors de cette période.

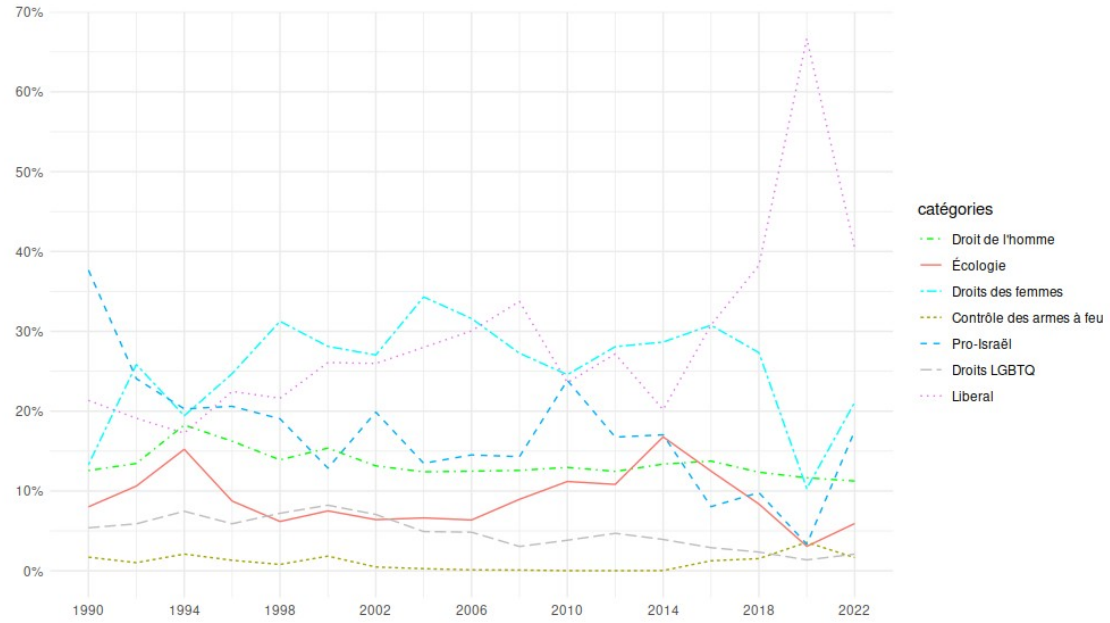

Figure 4: Évolution des proportions de donations aux campagnes électorales du Parti démocrate (à l'exception des contributions dites de « soft money ») au sein des groupes dits « idéologiques » et de single-issue. En pourcentage du total, de 1990 à 2022.

En premier lieu, on peut observer qu'à rebours des poncifs conservateurs et des sujets convenus de la fameuse « guerre culturelle » ayant eu lieu ces dernières décennies, les groupes cherchant à influer sur les sujets de la régulation des armes à feu (*gun control*), des droits des personnes LGBTQ ou de la défense de l'environnement occupent une place minime dans la coalition des donateurs démocrates. Les organisations liées à la régulation des armes à feu, principaux concurrents de la fameuse *National Rifle Association*, ont été typiquement représentées par une grande organisation à chaque décennie étudiée. *Everytown for Gun Safety* est l'une de ces dernières, créée dans les années 2010 par un groupe de maires *liberal* modérés, dont Michael Bloomberg, alors maire de New-York. Les organisations de défense des personnes LGBTQ ont quant à elles été représentées majoritairement par trois grandes organisations, politiques et philanthropiques : la *Gill Foundation*, fondée par un homme d'affaire homosexuel, le *Victory Fund*, fondé sur le modèle de la fameuse *EMILY's List*, visant à financer les campagnes de candidats LGBTQ et la *Human Rights Campaign*, une importante organisation d'activisme, de lobbying et de financement de campagnes électorales démocrates. Les organisations environnementales sont également représentées par un nombre réduit d'organisations importantes et relativement anciennes : en premier lieu, le *Sierra Club*, la *League of Conservation Voters* et l'*Environmental Defense Action Fund*. Les donations de ces organisations, pourtant

en augmentation constante depuis le début de la période étudiée, n'ont jamais atteint l'importante échelle de donations des autres grandes groupes de la catégorie. Sur toute la période étudiée, les organisations liées à la régulation des armes à feu n'ont représenté qu'1,05 % de l'ensemble de la catégorie, celles liées aux droits des personnes LGBTQ 4,77 % et 9,02 % pour les groupes environnementaux.

Un ensemble d'organisations pro-Israël est également présent au sein de cette coalition. Participant à un important degré à l'élaboration de la politique étrangère états-unienne au Moyen-Orient, elles sont en effet célèbre pour leur forte influence à Washington D.C.[379]. Si ces organisations ont cherché à développer leur influence de manière bipartisane dans le jeu politique états-unien, elles ont cependant toujours été plus lié avec le Parti démocrate[380]. Leurs donations au Parti démocrate, particulièrement élevées au cours de la décennie 1990 et pourtant en légère augmentation depuis cette période, n'ont pas pu maintenir leur importance relative vis-à-vis des autres groupes de la catégorie[381]. Elles restent toujours particulièrement importantes, constituant une moyenne de 17,24 % pour l'ensemble de ces catégories et pour la période étudiée.

Le groupe caractérisé par *OpenSecrets* sous l'appellation des « droits humains » regroupe particulièrement depuis le début de la décennie 2010 la plupart des organisations pouvant être associées à la défense de droits compris en termes d'identités sociales, cherchant notamment à défendre et à représenter les populations noires, latinos, autochtones et dans une moindre mesure, féminines et LGBTQ. Parmi ces dernières, on compte notamment la *Akonadi Foundation* ou le groupe *Color of Change* pour défendre les noir-américains ; *Equis Labs* et *Alianza for Progress* pour les latino-américains ; *Foundation for a Just Society* et *Arcus Foundation* pour les personnes LGBTQ ou le *Indian American Impact Fund* pour les peuples autochtones. En termes de montants, les donations de ces groupes ont été relativement stables jusqu'au cycle électoral 2016, où elles ont atteint plus de 17 millions de dollars, par rapport aux 7 millions de l'élection présidentielle précédente. Elles ont cependant été relativement stables en termes de proportion relative aux autres groupes, marquant une moyenne de 13,42 % sur l'ensemble de la période étudiée. C'est finalement l'évolution de la composition de ce groupe lié aux « droits humains » qui nous renseigne sur les changements opérés au cours de la période : constitué jusqu'au début des années 2010 par une pluralité d'organisations, in-

379 Jonathan Rynhold, « Democrats' Attitudes toward the Israeli-Palestinian Conflict ».
380 Cette relation s'est tendue à partir de 2015 à l'occasion de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien. Les donations de l'ensemble des groupes d'intérêts pro-Israël ont cependant conservé un léger biais en faveur du Parti démocrate et ce même à cette période. Open Secrets ; Jonathan Rynhold, « Democrats' Attitudes toward the Israeli-Palestinian Conflict », *Middle East Policy*, 1 décembre 2020, vol. 27, n° 4, p. 48-61.
381 Il convient toutefois de noter que du fait de certaines de ses particularités juridiques et statutaires, la plus importante de ces organisations, l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) n'est pas incluse dans ces données, à l'exception de l'année 2022.

cluant celles déjà mentionnées mais aussi par exemple des associations de défense des droits des enfants (comme le *KidsPAC*, dominant le groupe jusqu'au courant des années 2000) ou des organisations diasporiques (comme l'*Armenian American PAC* ou la *Turkish Coalition USA PAC*), les organisations liées aux droits de personnes comprises en termes d'identités sociales marginalisées, ethniques, sexuelles et de genre, en sont venus à composer la majorité du groupe à la fin de la décennie.

Séparé de l'ensemble lié aux « droits humains » du fait de son importance, le groupe lié aux droits des femmes inclue donc les organisations cherchant à mettre en avant ces questions au sein du Parti démocrate et à soutenir des candidates et élues féminines au sein de ce dernier. Il se concentre ainsi sur des questions de représentation politique mais également de mise en avant de projets spécifiques, visant notamment à soutenir des législations en lien aux écarts salariaux entre les sexes ou de renforcement du droit à l'avortement. Parmi ces organisations, *EMILY's List*, qui recrute des candidates et finance leurs campagnes au sein du parti, est notamment l'une des plus influentes. On compte également le planning familial (*Planned Parenthood*) sur les questions liées à l'avortement. Les donations de ces organisations ont particulièrement augmenté à partir du début de la décennie 2000 et ont réussi à se maintenir à la tête de l'ensemble du groupe lié aux droits des femmes jusqu'à la fin de la décennie 2010. Elles correspondent à 25,51 % du total sur l'ensemble de la période étudiée.

Enfin, le groupe plus directement « idéologique », décrit comme *liberal*, a réussi à augmenter de manière pérenne les montants de ses donations depuis le début des années 2000, jusqu'à un accroissement particulièrement important à partir du cycle électoral de 2016. C'est quatre ans plus tard que ce groupe réussit à engager plus de 400 millions de dollars au sein du parti, bien plus que tous les autres groupes de la catégorie n'avaient pu le faire lors des 15 cycles électoraux précédents. Ce groupe inclut des organisations philanthropiques et politiques, fondées dans le but de promouvoir les idéaux et certaines mesures politiques précises associées au *liberalism* états-unien : c'est le cas notamment de *Democracy Engine* ou de *MoveOn*, une importante organisation activiste du tournant du 21e siècle. De manière désormais plus importante, ce groupe regroupe également, depuis l'arrêt de 2010 *Citizens United* de la Cour Suprême, un ensemble de *SuperPACs* non directement idéologiques mais associées au Parti démocrate, à son réseau d'élus, de cadres et de donateurs, dont le rôle est de centraliser les donations comprises comme « dark money », c'est-à-dire composées d'argent opaque dont la source est inconnue à la fois du public et de la commission électorale fédé-

rale[382]. Ces organisations comprennent la majorité de celles associées au groupe *liberal* depuis 2016 : notamment le *1613 Fund*, *Future Forward*, *Duty & Honor* ou *Majority Forward*. Cependant, même en prenant les organisations liées au « dark money », qui ne sont pas directement vouées à un ensemble idéologique ou à une cause spécifique, on voit donc que les groupes d'intérêts liés à la défense des droits d'un électorat compris en termes d'identités sociales – c'est-à-dire les catégories liées aux droits des femmes, des personnes LGBTQ et la grande majorité des organisations de la catégorie « droit de l'homme » – sont majoritaires au sein de l'ensemble, et ce sur la totalité de la période considérée, 2020 et 2022 exclus.

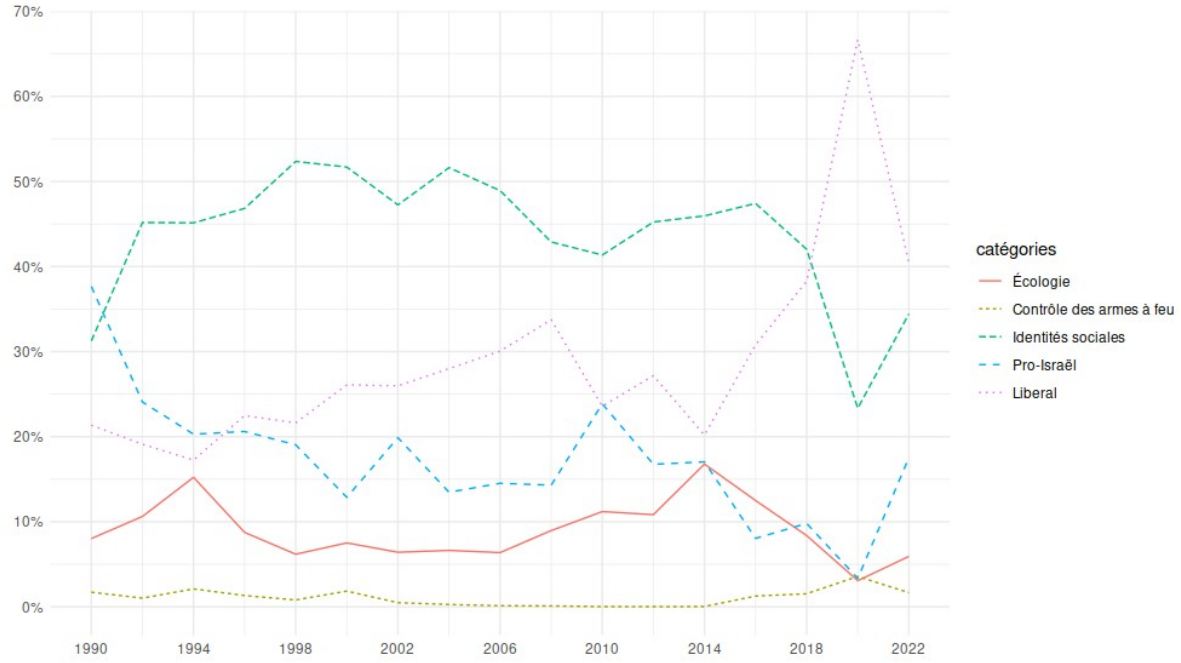

Figure 5: Évolution des proportions de donations aux campagnes électorales du Parti démocrate (à l'exception des contributions dites de « soft money ») au sein des groupes dits « idéologiques » et de single-issue. En pourcentage du total, de 1990 à 2022. Les groupes « droits humains », « droits des femmes » et « droits LGBTQ » ont été additionnés.

La structure particulière du Parti démocrate permet donc de comprendre en partie le revirement partisan des démocrates des deux premières décennies du 21e siècle. Initialement poussé par les grands réalignements politiques du système bipartisan ; encouragé par sa coalition extrêmement diverse de groupes d'intérêts et par l'importance relative grandissante des groupes « idéologiques » et de *single-issue* vis-à-vis de sa base de donateurs historique (organisations syndicales, entreprises privées…), le Parti démocrate a été partiellement et progressivement amené à accorder une plus grande place à la mise en avant d'une diversité d'identités sociales. Ceci démontré, il conviendrait

382 Anna Massoglia, « 'Dark money' groups aligned with party leadership steer hundreds of millions of dollars into 2022 federal elections », *OpenSecrets News*, 4 novembre 2022.

toutefois de se demander dans quelle mesure ces nouvelles priorités du parti correspondent à la délimitation idéal-typique des politiques de l'identité dégagée dans le première chapitre de ce travail.

4.4. L'évolution des positionnements « identitaires » à partir de la présidence Obama

. Analyse des programmes du DNC

En analysant les quatre derniers programmes officiels du parti[383] publiés à l'occasion des conventions nationales démocrates (*Democratic National Convention*, DNC) précédant chaque cycle électoral présidentiel, nous pouvons estimer l'évolution de l'importance relative de ces questions au cours de la décennie 2010, mais aussi apprécier la manière dont elles sont traitées par le parti. Ces programmes ne constituent évidemment pas une feuille de route précise pour le futur candidat présidentiel et n'engagent en rien son parti pour les mesures politiques précises qu'il cherchera réellement à mettre en place dans les quatre années qui suivront. Ils forment cependant un ensemble cohérent, composé de positions politiques larges et de propositions de loi spécifiques qui permettent au parti en question de se positionner vis-à-vis de questions qu'il aura à la fois perçu comme fortement présentes dans l'opinion et importantes pour son électorat spécifique[384]. Un telle analyse permet donc d'interroger l'évolution des sensibilités politiques sur certaines questions précises ainsi que celle des réponses qui leur sont faites par le parti sur le temps long. En délimitant un certain nombre de catégories identitaires données, définies en termes d'identité sociale et historiquement associées aux formes les plus courantes des politiques de l'identité aux États-Unis, nous pouvons donc mesurer quantitativement et qualitativement leur emploi par les rédacteurs de ces programmes nationaux, afin d'analyser l'évolution des appels politiques à ces ensembles électoraux par le Parti démocrate. À l'aide d'outils lexicométriques, nous avons isolé 5 catégories identitaires, elles-mêmes subdivisées en un certain nombre de locutions selon le contexte et l'année d'utilisation. Ces catégories identitaires ont été analysées dans leur contexte d'utilisation et n'ont été retenues que

383 Donc des années 2020, 2016, 2012 et 2008. Au-delà de considérations pratiques, ce choix se justifie d'abord par des raisons historiques : comme nous l'avons montré plus haut, la tendance générale du Parti démocrate à déplacer certaines de ses positions vers un mode de plaidoyer « identitaire » s'est développée au tournant du 21e siècle et a pris certaines de ses formes les plus contemporaines à partir des deux présidences Obama. Certains travaux comparatifs réalisés à cette période ont cependant démontré d'importantes similitudes entre les programmes des partis démocrate et républicain de 2008, période de moindre « polarisation » entre les partis, autant du côté conservateur que *liberal* (voir notamment Quentin Kidd, « The Real (Lack of) Difference between Republicans and Democrats: A Computer Word Score Analysis of Party Platforms, 1996–2004 », *PS: Political Science & Politics*, juillet 2008, vol. 41, no 3, p. 519-525). Du fait du *liberalism* social relativement peu prononcé du programme de 2008, il nous paraît alors judicieux d'inclure cette même année comme « base » dans notre propre travail de comparaison diachronique au sein d'un seul et unique parti.
384 Charlana Benefiel et Christopher J. Williams, « Taking official positions: How public policy preferences influence the platforms of parties in the United States », *Electoral Studies*, 1er février 2019, vol. 57, p. 71-78.

lorsque invoquées en tant qu'identité sociale distincte, comprise à travers des expériences de subordination ou de marginalisation sociale. La première catégorie est celle des « femmes » (*women*, *girls*) ; la seconde est celle des minorités ethniques (*people of color, African Americans, Black Americans, Latino* et *Latina Americans, Asian Americans,* etc) ; une troisième inclut les natifs-américains (*Native Americans, Indian american, Alaska* et *Hawaiian natives*) ; une quatrième inclut les personnes LGBTQ (*gay, lesbian, transgender, queer*) et une cinquième catégorie comprend les personnes atteintes de handicap (*people with disabilities, disabled people*). Enfin, nous avons ajouté une catégorie pour inclure les identités sociales comprises en termes intersectionnels (*women with disabilities, women of color, transgender women of color*).

En premier lieu, et du simple point de vue du nombre d'occurrences, il apparaît pour toute la période envisagée une importante augmentation des appels politiques aux catégories identitaires considérées. Cette forte augmentation est principalement due au très faible nombre de mentions de ces catégories dans les programmes de 2008 et de 2012 (la catégorie des femmes exceptée). Il apparaît en effet au premier abord que les appels politiques aux populations comprises en termes d'identité ethnique, sexuelle, de genre ou de validité n'ont pas été formulés en tant que tels par le programme du parti à l'orée de la décennie 2010, suggérant une stratégie politique plus universaliste et moins « clivante »[385] de la part du parti à l'ère Obama. Les programmes de 2016 et particulièrement de 2020 ont quant à eux renversé cette tendance. En effet, si l'on observe une augmentation totale du nombre de mentions toutes catégories confondues presque nulle entre 2012 et 2008 (respectivement 75 et 74 mentions sur ces deux années, soit une augmentation de 1,35%), le programme de 2016 enregistra un accroissement sensible d'appels politiques à ces catégories identitaires, avec 120 occurrences, correspondant à une augmentation de 60 % par rapport au programme précédent. C'est finalement le programme représenté par la candidature de Joe Biden en 2020 qui dénotera l'augmentation la plus importante, avec 253 occurrences au total, soit une augmentation de plus de 110 % par rapport à 2016, et de plus de 241 % par rapport à 2008.

On entrevoit également au travers de cette analyse l'évolution du Parti démocrate vis-à-vis de chacune de ces catégories identitaires prises en détail. On s'aperçoit en premier lieu d'une relative stabilité vis-à-vis des appels politiques au groupe des femmes dans la période considérée. D'une importance stratégique pour le parti depuis la fin du 20e siècle et en constant déplacement vers ce dernier, les femmes ont pourtant souvent été considérées comme un corps électoral versatile (*swing vo-*

385 Anne Daguerre, « The Obama administration's vision » dans *Obama's Welfare Legacy*, s.l., Policy Press, 2017, p. 41-56.

ters) et peu fidèle à un parti unique dans la durée[386]. Ces considérations, mêlées à l'importance relative des donations de groupes d'intérêts liés aux droits des femmes depuis cette même période (voir figure 4), expliquent en partie le nombre important de ces occurrences et leur stabilité dans le temps. Si le groupe représenté par les femmes est celui dont l'augmentation du nombre d'occurrences est le plus faible au cours de la période envisagée (avec une augmentation de 41,03 % de 2008 à 2020), celui des identités sociales comprises en termes de groupes ethniques minoritaires, et en premier lieu les noir-américains, est celui qui a connu l'accroissement le plus important. On dénombre en effet une augmentation de 435 % pour l'ensemble des termes liés à une identité ethnique quelconque. À nouveau, les raisons de ces évolutions sont multiples et complexes, et ne sauraient se limiter à un unique facteur causal. L'accroissement de la polarisation entre les partis sur les questions raciales[387], la pression politique exercée par le mouvement *Black Lives Matter* à partir de 2013 et particulièrement en 2020[388] ou l'importance toujours croissante des électorats noirs et latinos au sein de la coalition démocrate[389] sont autant d'hypothèses pouvant partiellement expliquer cette augmentation. Il convient également de noter l'importante augmentation des mentions liées à la communauté LGBTQ à partir du programme de 2016, passant de seulement 6 occurrences en 2012 à 26 quatre ans plus tard. Bien que très peu nombreuses, les mentions d'identités définies en termes intersectionnels ont également commencé à apparaître cette même année, avant d'augmenter de manière relativement importante en 2020.

Nous pouvons poser l'hypothèse que les appels répétés à ces ensembles identitaires (LGBTQ, ethniques, intersectionnels) ont pu être perçus comme représentant un certain risque politique par le parti au cours de l'ère Obama. Cette dernière fut en effet témoin d'une importante polarisation du Parti républicain sur les questions sociales, et d'attaques idéologiques parfois extrêmes à l'encontre de mesures démocrates se caractérisant pourtant par la recherche de compromis[390]. L'échec de cette position de modération, notamment illustré par l'importance qu'a pu prendre un mouvement comme celui des « birthers » et, plus tard, par les prises de position ouvertement racistes, sexistes et homo-

386 William G. Mayer, « The Swing Voter in American Presidential Elections », *American Politics Research*, mai 2007, vol. 35, n° 3, p. 358-388.
387 Alan Abramowitz et Jennifer McCoy, « United States: Racial Resentment, Negative Partisanship, and Polarization in Trump's America », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, janvier 2019, vol. 681, n° 1, p. 137-156.
388 Ervin Ashleigh, *Do Black Lives Really Matter? Public Opinion and Candidate Response*, University of Texas, San Antonio, 2022.
389 Lulu Garcia-Navarro, Victoria DeFrancesco Soto et Christina Greer, « How Important Are The Black And Latino Votes In This Election? », *NPR*, 8 mars 2020, https://www.npr.org/2020/03/08/813384389/how-important-are-the-black-and-latino-votes-in-this-election.
390 On citera par exemple la grande violence des réactions conservatrices à la réforme de l'*Affordable Care Act* qui, comme nous l'avons vu, s'est caractérisé par une approche néolibérale et profondément « modérée » : elle fut abondamment mise en parallèle avec le « socialisme » des pays de l'ancien bloc de l'est et parfois même avec les fascistes ou nazi, de la part de représentants républicains et de journalistes ou d'éditorialistes conservateurs.

phobes du candidat et président Trump, a pu pousser le Parti démocrate à se « polariser » à son tour, favorisant une stratégie d'opposition symétrique face aux excès anti-identitaires du parti opposé[391]. Il ne s'agirait donc pas seulement ici d'appels politiques à ces parties de l'électorat comprises en termes d'identités sociales subordonnées qui, comme nous avons pu le voir, constituaient déjà une réserve électorale « capturée » par le parti avant la naissance des mouvements trumpistes[392]. Il s'agirait également d'appels à cet électorat blanc, urbain et diplômé du supérieur, en partie gagné par les Démocrates depuis la fin du 20e siècle mais susceptible d'une forte mobilisation politique au travers d'une mécanique de rejet de la rhétorique toujours plus radicale du Parti républicain[393].

	Femmes	« Personnes de couleur » (POC)	Noirs américains	Latino·a américains	Natifs américains	Personnes LGBTQ	Personnes handicapées	Identités « intersectionnelles »
2008	39	1	3	4	12	1	13	0
2012	43	2	2	1	9	6	11	1
2016	40	5	10	5	9	26	22	3
2020	55	23	37	18	29	30	50	11
Total	177	31	52	28	59	64	96	15

Tableau 1 : Nombre d'occurrences de termes désignant une identité sociale marginalisée dans les programmes quadriennaux du Parti démocrate. Source : Gerhard Peters, « Political Party Platforms of Parties Receiving Electoral Votes », Santa Barbara, CA: University of California. 1999-2020, www.presidency.ucsb.edu/node/324129).

. Codage thématique et idéal-type

Afin de mieux comprendre la nature ainsi que l'évolution des appels politiques « identitaires » du parti, nous avons réalisé à partir de l'analyse lexicométrique un codage thématique précis et exhaustif[394]. Les thèmes ressortant de ce codage ont été informés par un ensemble de notions dégagées dans le troisième chapitre de ce travail et sont au nombre de 9. Les constats d'inégalités, par exemple en termes de ressources ou d'accès aux soins médicaux, ont été subdivisés en deux thèmes, celui des inégalités « d'ensemble », ciblant la catégorie identitaire en question en tant que partie d'un tout (comme dans le cas du constat que « la majorité des adultes vivant sous le seuil de pauvreté sont des femmes »[395]) et celui des inégalités « spécifiques », propres à la catégorie identitaire

391 Voir notamment Sidney Tarrow et David S. Meyer, « Challenges of the Anti-Trump Movement », *Partecipazione e Conflitto*, 18 février 2019, vol. 11, no 3, p. 614-645 ; Marie Joannes, *Joe Biden, de l'obsession anti-Trump à l'indifférence. Analyse de la communication de Joe Biden pendant la campagne présidentielle de 2020 et durant ses 100 premiers jours en tant que président des États-Unis*, Liège, Université de Liège, 2021.

392 Voir plus haut, chapitre 1, partie 1.3.

393 Voir également Alan Abramowitz et Jennifer McCoy, « United States: Racial Resentment, Negative Partisanship, and Polarization in Trump's America »

394 Laurence Bardin, « Le codage » dans *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 134-149.

395 Democratic Party Platform Committee, *2008 Democratic Party Platform - Renewing America's Promise*, Washington D.C., Democratic National Committee, 2008, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/presidential-documents-archive-guidebook/party-platforms-and-nominating-conventions-3, p. 15. Notre traduction (*the majority of adults in po-*

mentionnée (que l'on retrouvera par exemple dans l'affirmation que « l'écart salarié entre les travailleurs noirs et les travailleurs blancs est plus élevé aujourd'hui qu'il y a 20 ans »[396]). La volonté de création ou de défense d'un ensemble de droits a également donné lieu à deux thèmes spécifiques, liés aux deux approches du paradigme législatif mentionnées plus haut[397] : celle des « projets d'universalisation » associant les intérêts d'un groupe précis à ceux de la communauté politique dans son ensemble (par exemple, lorsqu'il est souligné que « les droits des personnes homosexuelles font partie intégrante des droits de l'homme »[398]) et celle d'une énonciation particulariste du sujet de droit, inscrivant ses spécificités identitaires dans des dispositifs juridiques (Comme dans le cas d'un « soutien continu au *Violence Against Women Act* afin de fournir aux forces de l'ordre les outils nécessaires pour combattre ce problème »[399]). Les invocations du concept d'égalité sont également divisées en deux thèmes majeurs au sein de ces documents, à savoir l'égalité devant la loi et l'égalité des chances[400]. La notion tout aussi cruciale de représentation est quant à elle subdivisée en deux thèmes, celui de la représentation politique et celui de la représentation économique. Si le thème de la représentation politique est représenté par la défense du droit fondamental à la représentation politique pour les citoyens identifiés à des identités sociales marginalisées et donc par une volonté de défense ou d'extension du droit de vote de ces derniers (mais aussi par la mise en avant de candidats assimilés à ces identités lors de diverses élections), celui de la représentation économique est quant à lui principalement représenté par la notion d'entreprenariat et d'*empowerment* par le marché, avant tout par la mise en avant d'un certain nombre de programmes fédéraux visant à développer économiquement certaines communautés ciblées[401]. Enfin, les objectifs de mise en avant de la diversité et des nombreuses formes de reconnaissance culturelle (que l'on trouve par exemple dans le désir de « reconnaître les injustices passées … et de soutenir les tribus natives dans leurs actions de maintien et de transmission de croyances religieuses, de langages et de

verty are women).

396 Democratic Party Platform Committee, *2020 Democratic Party Platform*, Washington D.C., Democratic National Committee, 2020, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/presidential-documents-archive-guidebook/party-platforms-and-nominating-conventions-3, p. 15, Notre traduction (*the wage gap between Black workers and white workers is higher today than it was 20 years ago.*)

397 Voir page 25-26.

398 Democratic Party Platform Committee, *2012 Democratic National Platform - Moving America Forward*, Washington D.C., Democratic National Committee, 2012, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/presidential-documents-archive-guidebook/party-platforms-and-nominating-conventions-3, p. 31, Notre traduction (*gay rights are human rights*).

399 Democratic Party Platform Committee, *2016 Democratic Party Platform*, Washington D.C., Democratic National Committee, 2016, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/presidential-documents-archive-guidebook/party-platforms-and-nominating-conventions-3, p. 38, Notre traduction (*we will continue to support the Violence Against Women Act to provide law enforcement with the tools it needs to combat this problem.*)

400 Si le thème de l'égalité devant la loi est principalement représenté par la défense ou l'extension des droits civiques pour une diversité d'identités sociales, celui de l'égalité des chances est le plus souvent mobilisé par des mesures favorisant l'éducation dans un certain nombre de zones géographiques associées à ces identités.

401 Voir par exemple Democratic Party Platform Committee, *2020 Democratic Party Platform*, p. 11-12.

pratiques sociales sans risques de discrimination ou de suppression »[402]) constituent le dernier thème identifié.

	Inégalités d'ensemble	Inégalités spécifiques	Droits universels	Droits particuliers	Égalité devant la loi	Égalité des chances	Représentation politique	Représentation économique	Diversité et reconnaissance
2008	5	6	1	9	7	6	4	4	6
2012	5	6	2	8	4	3	2	2	1
2016	16	7	3	13	14	14	5	4	10
2020	28	35	1	29	31	24	9	12	16
Total	54	54	7	50	56	47	20	33	22

Tableau 2: Nombre d'occurrences par thèmes, dégagés dans les programmes quadriennaux du Parti démocrate, toute identité sociale confondue.

Comme pour le tableau précédent, on s'aperçoit au travers de cette grille thématique d'une légère baisse entre 2008 et 2012, relativement égale entre les thèmes considérés, à l'exception de celui de la diversité et de la reconnaissance culturelle. Une augmentation sensible des occurrences pour la plupart de ces catégories intervient en 2016, à nouveau bien plus prononcée sur le thème de la diversité et de la reconnaissance culturelle. Enfin, cette augmentation générale se poursuit sur le programme de 2020 de manière moins abrupte, à l'exception du thème des constats d'inégalités spécifiques à un groupe. Ces brèves observations peuvent à nouveau s'expliquer par le contexte particulier de chacun de ces cycles électoraux. Les contingences politiques propres à la réélection d'Obama, marquée par des attaques inédites du camp conservateur vis-à-vis des marqueurs identitaires du candidat ; les réactions démocrates à la candidature de Donald Trump en 2016, à son bilan présidentiel en 2020 ou l'évolution des attitudes du grand public vis-à-vis des questions raciales après le mouvement *Black Lives Matter* sont autant d'explications possibles face à ces évolutions.

Dans le cadre qui nous intéresse ici cette analyse nous permet surtout d'apprécier dans quelle mesure le Parti démocrate mobilise, dans ces documents, certaines caractéristiques des politiques identitaires, telles que nous les avons définies jusqu'à présent. Parce qu'il s'appuie sur un ensemble de concepts explorés dans le premier chapitre de ce travail, ce codage nous permet en effet de lier la majorité de nos thèmes à certains paradigmes politiques précis, et donc de mesurer quantitativement la part d'occurrences liées à notre idéal type des politiques identitaires. Certains de ces thèmes renvoient notamment au paradigme néolibéral : c'est le cas de ceux de la représentation économique et de l'égalité des chances[403]. D'autres se rapprochent du libéralisme politique classique, comme les

402 Democratic Party Platform Committee, *2016 Democratic Party Platform*, p. 22, Notre traduction (*acknowledge the past injustices … manage for tribal sacred places and empoyer tribes to maintain and pass on traditional religious beliefs, langages and social practices without fear of discrimination or suppression.*)
403 Voir plus haut, partie 4.1.

thèmes de l'égalité devant la loi, de l'énonciation de droits universaliste et du constat d'« inégalités d'ensemble »[404]. Pour des raisons que nous avons développées plus haut, les thèmes de la diversité et de la reconnaissance culturelle, de l'énonciation de droits particulariste, du constat d'inégalités spécifiques et de la représentation politique sont quant à eux à associer a notre type idéal des politiques de l'identité[405].

En isolant les occurrences associées au paradigme des politiques de l'identité, il est donc désormais possible de mesurer leur utilisation dans le temps par le Parti démocrate, au cœur des programmes rédigés par le *Democratic Party Platform Committee*. À nouveau, l'évolution de ce nombre d'occurrences a suivi les tendances générales présentées plus haut : une légère baisse en 2012, suivie d'une importante augmentation en 2016 et d'un accroissement continu en 2020. Au-delà de ces considérations, on s'aperçoit surtout d'une grande stabilité en termes de proportions, du nombre d'occurrences liées aux politiques identitaires vis-à-vis du total. En effet, si les sollicitations politiques auprès d'un électorat mobilisé en termes d'identités sociales marginalisées ont augmenté de manière considérable entre 2008 et 2020, la proportion de ces sollicitations mobilisant des thèmes politiques liés à l'idéal-type des politiques identitaires est quant à elle restée remarquablement constante. Elle a d'ailleurs diminué de manière marginale durant cette période : représentant près de 48,9 % du total des occurrences considérées en 2008, le paradigme des politiques identitaires est passé à 46,7 % en 2012, avant de tomber à 40,7 % en 2016 et de remonter à 47,2 % en 2020. On s'aperçoit donc que, au sein des discours démocrates propres aux identités sociales ethniques, sexuelles, de genre et de handicap, la proportion totale d'éléments sémantiques liés aux politiques de l'identité a baissé de manière marginale durant cette période, et particulièrement en 2016, campagne pourtant fortement décriée à l'époque pour cet emploi particulier[406]. Loin de constituer une tendance marquée, cette baisse relative de la proportion d'éléments propres aux politiques identitaires est cependant à mettre en relation avec leur augmentation particulièrement importante en chiffres absolus, doublant entre 2012 et 2016.

404 Comme nous avons pu le montrer plus haut, les paradigmes du libéralisme et des politiques identitaires entretiennent des rapports étroits ; les thèmes que nous avons liés au libéralisme politique nous ont semblé cependant spécifiques à ce dernier : d'abord par leur mobilisation historique bien antérieure à l'apparition des politiques de l'identité, mais également pour certains du fait de leur caractère éventuellement antinomique aux présupposés majeurs des politiques identitaires (comme dans le cas, par exemple, des interprétations strictes de l'égalité devant la loi).
405 Voir plus haut, chapitre 3, partie 3.5.
406 Voir notamment Mark Lilla, « Opinion | The End of Identity Liberalism ».

	Nombre d'occurrences	Evolution sur 2 ans	Pourcentage du total
2008	22	/	49,89 %
2012	14	-36,36 %	46,67 %
2016	35	+150 %	40,70 %
2020	86	+145,71 %	47,25 %

Tableau 3: Occurrences liées au paradigme idéal-typique des politiques de l'identité au sein des mentions d'identités sociales marginalisées, dégagées dans les programmes quadriennaux du Parti démocrate.

On voit donc au travers des programmes officiels rédigés par le *Democratic Party Platform Committee* que le Parti démocrate a effectivement augmenté de manière substantielle ses appels politiques aux groupes et mouvements sociaux les plus communément associés aux politiques de l'identité, suggérant une mobilisation toujours plus importante de ce paradigme dans sa stratégie électorale. Notre analyse révèle cependant un tableau plus nuancé. Les sollicitations à ces groupes compris en termes d'identités sociales marginalisées ont effectivement augmenté de manière sensible et, au sein de ces sollicitations, le paradigme des politiques identitaires occupe une place à la fois majeure et particulièrement stable dans le temps. Il coexiste cependant de manière tout aussi stable avec des paradigmes politiques plus traditionnellement associés aux grands partis de centre-gauche de démocratie libérale : le libéralisme politique classique, notamment via son emphase sur l'égalité des citoyens devant la loi ou le néolibéralisme, au travers des thèmes de l'*empowerment* par l'entreprenariat ou de l'égalité des chances.

. Le Parti démocrate et la représentation descriptive

L'accroissement des sollicitations électorales identitaires en général correspond également, comme nous avons pu le mentionner brièvement, à une augmentation au cours de la même période de la diversité ethnique, sexuelle et de genre des candidats et membres élus du parti. On observe par exemple du point de vue des élections parlementaires fédérales une augmentation continue du nombre d'élus issus de minorités ethniques et de femmes, particulièrement depuis les élections de mi-mandat de 2010[407] et donnant lieu depuis cette date à une série d'annonces désormais rituellement renouvelées de « parlement le plus divers de l'histoire états-unienne »[408]. Cette tendance vers une plus grande représentativité des élus en termes d'identités sociales marginalisées est suivie en général par les deux grands partis : c'est cependant bien les démocrates qui sont à l'origine de la grande majorité de ces évolutions, abritant 80% de ces nouveaux et de ces nouvelles élues représen-

407 Katherine Schaeffer, *The changing face of Congress in 8 charts*, Pew Research Center, 2023, https://www.pewresearch.org/short-reads/2023/02/07/the-changing-face-of-congress/.
408 Voir par exemple Gianna Melillo, « 118th Congress is most racially diverse to date », *The Hill*, 9 janvier 2023 ; Stef W. Kight, « A look inside the most diverse Congress in history », *Axios*, 3 janvier 2019 ; Cristina Marcos, « 115th Congress will be most racially diverse in history », *The Hill*, 17 novembre 2016.

tantes de la diversité. Composé après les élections de 2013 de minorités ethniques, de femmes et de membres de la communauté LGBTQ pour plus de la moitié de ses élus à la Chambre des représentants, le parti a de plus commencé à partir de cette période à être qualifié de parti à « minorités majoritaires » (*majority-minority party*)[409]. Cette emphase sur la représentation a également été majeure pour le parti au cours de la plupart des élections présidentielles de la période considérée. Si le candidat Obama a lui-même très peu mis en avant sa couleur de peau dans ses divers discours, prises de paroles et apparitions de la campagne de 2008, la potentialité de l'élection du premier président noir du pays a été un thème majeur de la campagne[410] et cette élection a été par la suite considérée à juste titre comme un important événement historique. À son tour, la candidature d'Hillary Clinton en 2016 fut présentée comme historique, à travers la possibilité de l'élection d'une femme à la présidence de la république. À nouveau, l'influence de la campagne républicaine adverse a pu représenter un important catalyseur pour les mobilisations « identitaires » de la campagne de 2016 et pour une mise en avant politique plus prononcée du genre de la candidate démocrate[411]. Enfin, si le contexte particulier de l'élection de 2020 a amené le parti à nominer Joe Biden, un homme blanc hétérosexuel, pour la présidence du pays, la nomination de la sénatrice Kamala Harris pour le poste de vice-présidente a également donné lieu à un important appareillage discursif relatif à la représentation des identités sociales marginalisées, et ce particulièrement en termes d'identité intersectionnelle[412].

L'assertion selon laquelle ces évolutions démographiques au sein des élus influent qualitativement sur le processus législatif et même exécutif, bien que souvent mise en avant par le parti[413], reste sujette à caution[414]. On s'aperçoit dans tous les cas d'une forte augmentation de la mobilisation par le parti du thème de la *représentation descriptive*, où la marge de succès du processus démocratique est assurée par le principe qu'un « représentant figure (*stand for*) le représenté » à la

409 Congressional Research Service, *The Evolving Congress*, Washington D.C., Library of Congress, 2014, https://www.govinfo.gov/content/pkg/CPRT-113SPRT89394/pdf/CPRT-113SPRT89394.pdf, p. 11.
410 Rogers M. Smith et Desmond S. King, « Barack Obama and the Future of American Racial Politics », *Du Bois Review: Social Science Research on Race*, ed 2009, vol. 6, n° 1, p. 25-35.
411 Voir notamment Erin C. Cassese et Mirya R. Holman, « Playing the Woman Card: Ambivalent Sexism in the 2016 U.S. Presidential Race », *Political Psychology*, 2019, vol. 40, n° 1, p. 55-74.
412 Debbie S. Ma, Danita Hohl et Justin Kantner, « The politics of identity: The unexpected role of political orientation on racial categorizations of Kamala Harris », *Analyses of Social Issues and Public Policy*, 2021, vol. 21, n° 1, p. 99-120.
413 Cette affirmation sous-tend bien souvent les discours démocrates présentant certains résultats d'élection en termes d'identité sociale des élus en question, dans des contextes plus généraux de profession de foi « progressiste » vis-à-vis de la défense de leurs droits. Voir par exemple Democratic National Committee, *Who we serve -- Women*, https://democrats.org/who-we-are/who-we-serve/, (consulté le 17 avril 2023).
414 Michele L. Swers et Stella M. Rouse, « Descriptive Representation: Understanding the Impact of Identity on Substantive Representation of Group Interests » dans George C. Edwards, Frances E. Lee et Eric Schickler (eds.), *The Oxford Handbook of the American Congress*, Oxford University Press, 2011.

fois « du fait de caractéristiques communes »[415] physiques et visibles (couleur de peau, expression de genre…) et du fait d'expériences communes[416] implicitement liées à ces dernières. Il est difficile de ne pas voir dans cette approche de la représentation politique une itération spécifique des politiques de l'identité. La politisation et la mobilisation d'électeurs sur la base de l'aspect « social » du concept contemporain d'identité, lui-même marqué par une articulation complexe de caractéristiques physiques et d'expériences partagées, constitue en effet un élément majeur de notre délimitation idéal-typique des politiques identitaires. Cette articulation est de plus constituée comme un ensemble de « différences », déviant de la construction identitaire dominante de la société états-unienne contemporaine (blanche, masculine, hétérosexuelle…). L'affirmation et la valorisation de ces dernières par un mécanisme central de la démocratie représentative, l'élection[417], ainsi que la constitution d'espaces électoraux propres à l'une ou l'autre de ces différences[418] sont alors caractéristiques d'une liaison particulière des politiques de la reconnaissance aux formes consacrées de la démocratie libérale. Enfin, la représentation descriptive constitue un mode spécifiquement essentialiste de la défense des droits des minorités[419]. Elle constitue comme « essence » des personnes les caractères physiques et les expériences socio-économiques considérées et les distingue, en tant que groupe « identitaire », du reste de l'électorat. De façon liée et comme nous avons pu le mentionner plus haut[420] elle présuppose une unité de principe dans les intérêts politiques des électeurs identifiés à une identité sociale marginalisée. Cette approche nie ainsi les éventuelles différences sociales, économiques ou même identitaires pouvant exister au sein du groupe et favorise la capture de ce dernier par des élites politiques ou économiques[421].

---

415 Samuel Hayat et Yves Sintomer, « Repenser la représentation politique », *Raisons politiques*, 2013, vol. 50, n° 2, p. 5-11.

416 Marc Saint-Upéry, « Les Noirs doivent-ils être représentés par des Noirs et les femmes par des femmes ? Un oui mesuré », *Raisons politiques*, 2013, vol. 50, n° 2, p. 53-77.

417 C'est également en partie dans ce cadre que l'on peut comprendre la mise en avant de l'aspect « historique » de l'accession à la présidence d'un homme noir ou d'une femme, pouvant affirmer et valoriser leurs spécificités identitaires au travers du prestige de la fonction présidentielle. En ayant rendu « possible » cette accession à un membre du groupe considéré, la représentation descriptive permet alors d'affirmer virtuellement les capacités de l'ensemble des membres, voir même de souligner les avantages inhérents à leurs caractéristiques identitaires dans l'exercice de ces fonctions (voir par exemple Zachary A. Goldfarb, « In meetings with young black men, Obama tries to leave a mark », *Washington Post*, 9 février 2014; @HillaryClinton, « Hillary Clinton sur Twitter: to every little girl who dreams big… », *Twitter*, 8 juin 2016, https://twitter.com/HillaryClinton/status/740349871073398785).

418 On parlera alors de « circonscription à minorité majoritaire » (*minority-majority district*).

419 Sur ce point, voir également Marc Saint-Upéry, « Les Noirs doivent-ils être représentés par des Noirs et les femmes par des femmes ? ».

420 Voir page 29-30.

421 C'est dans ce contexte que s'insèrent notamment les critiques des chercheurs noir-américains Cornel West et Adolph Reed, associant respectivement Barack Obama au « premier visage noir de l'empire américain » et au « dernier représentant des voix communautaires noires issues du monde des ONGs *liberal* … un avocat de Harvard au style lisse et à la réputation impeccable qui manie une politique allant du néolibéralisme le plus vide au plus répressif ». Cornel West, « Ta-Nehisi Coates is the neoliberal face of the black freedom struggle », *The Guardian*, 17 décembre 2017, notre traduction (*the first black head of the American Empire*) ; cité dans Ben Smith, « Obama and the left, '95 edition », *Politico*, 29 mars 2010, notre traduction (*the new breed of foundation-hatched black communitarian voices ... a smooth Harvard lawyer with impeccable do-good credentials and vacuous-to-repressive neoliberal politics*).

Par son mode de mobilisation spécifique du concept d'identité sociale, son intégration des politiques de la reconnaissance aux mécanismes de la démocratie représentative et son essentialisme de principe, l'utilisation croissante du thème de la représentation descriptive par le Parti démocrate semble bien s'insérer dans le paradigme idéal-typique des politiques de l'identité. Le concept majeur de la représentation politique, traditionnellement associé au libéralisme politique classique, est donc articulé au paradigme identitaire par le Parti démocrate, dans sa prospection électorale de citoyens alors mobilisés en termes d'identités sociales.

. Le Parti démocrate et l'approche culturaliste

Nous avons donc vu au travers de l'analyse des programmes de la *Democratic National Convention* comment le Parti démocrate mobilise des éléments propres au paradigme idéal-typique des politiques identitaires de manière croissante depuis le début de la décennie 2010, et particulièrement depuis le cycle électoral de 2016. L'attention croissante portée par le parti aux questions de représentation descriptive et sa mise en avant aux élections fédérales les plus médiatisées va également dans ce sens. Une certaine approche culturaliste semble également être fortement articulée par le parti vis-à-vis de sa compréhension des identités sociales en question, complétant le tableau des caractéristiques majeures propres à notre délimitation théorique des politiques identitaires. Comme nous avons pu le souligner plus haut, la notion de culture prise au sens large en est venue, depuis la disqualification progressive des schémas biologisants au cours de la seconde moitié du 20e siècle, à donner corps aux identités sociales marginalisées, qu'elles soient comprises par exemple en termes ethniques ou de genre. Au-delà de cet aspect essentiel, un certain nombre d'analyses culturalistes des problèmes sociaux, et en premier lieu celui de la pauvreté, ont été centrales dans la pensée et l'action politique *liberal* depuis la décennie 1960.

Le concept de « culture de la pauvreté » (*culture of poverty*) a une histoire longue et complexe aux États-Unis, en particulier parmi les décideurs politiques et les intellectuels *liberal*[422]. Il suggère que la pauvreté n'est pas seulement le résultat de privations économiques, mais qu'elle est également influencée par des facteurs culturels tels que les attitudes, les valeurs et les comportements des individus, notamment vis-à-vis de l'éducation, de l'emploi et des modèles familiaux. Certaines pratiques et croyances culturelles, transmises à travers les générations, sont donc comprises comme pouvant perpétuer certains schémas de subordination économique au sein de groupes précis. L'argument de la culture de la pauvreté a été mis en avant pour la première fois dans les années 1960 et 1970, au cours d'une période de bouleversements sociaux et économiques généralisés aux États-

422 Mario Luis Small, David J. Harding et Michèle Lamont, « Reconsidering Culture and Poverty », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, mai 2010, vol. 629, no 1, p. 6-27.

Unis et dans le cadre des programmes fédéraux *liberal* de la fameuse « guerre contre la pauvreté ». Le concept de la culture de la pauvreté est apparu comme un moyen d'expliquer pourquoi certains individus et certaines communautés restaient piégés dans la pauvreté malgré les efforts déployés pour leur apporter une aide économique. Cet argument a été fortement influencé par les travaux de chercheurs en sciences sociales tels qu'Oscar Lewis, qui a inventé le terme de « culture de la pauvreté » dans son ouvrage éponyme publié en 1961. Selon Lewis, les personnes vivant dans la pauvreté sont socialisées dans un ensemble distinct de valeurs, d'attitudes et de comportements qui perpétuent leur marginalisation économique et sociale. Il a suggéré que ces personnes n'avaient pas les compétences et les ressources nécessaires pour échapper à la pauvreté et que leurs pratiques et croyances culturelles renforçaient ce cycle de privation[423]. À la suite de Lewis, l'argument de la culture de la pauvreté a fait son chemin parmi les décideurs politiques et les intellectuels libéraux, qui y ont vu un moyen de réorienter la politique de lutte contre la pauvreté vers des réformes tournées vers la « culture » ainsi comprise plutôt que vers de l'assistance économique directe. Il était alors nécessaire selon eux de s'attaquer aux facteurs culturels tels que la structure familiale, le niveau d'éducation et l'éthique du travail pour briser le cycle de la pauvreté et promouvoir la mobilité économique.

À cet égard, le célèbre rapport Moynihan de 1965 (*The Negro Family : The Case for National Action*) fut d'une importance majeure. Produit par Daniel Patrick Moynihan, alors adjoint pour le secrétaire au Travail sous le gouvernement Johnson, le rapport se concentra sur une analyse des structures familiales noir-américaines (alors analysées sous le prisme de la surreprésentation des familles monoparentales chez ces derniers), comprises en termes d'ensembles pathologiques résultant des effets cumulés de l'esclavage, de la ségrégation et de décennies de pauvreté[424]. Cette analyse cherchait à expliquer structurellement la perpétuation de schémas de pauvreté au sein de la population noire du pays. En appliquant une telle ambition structurelle à un objet d'étude compris en termes ethniques et non économiques, mais aussi en évacuant les explications biologiques déjà largement disqualifiées à cette période, la notion de culture en est donc venue à occuper une place centrale dans ce rapport. Ce dernier fut fortement critiqué à son époque et l'est toujours dans une certaine mesure aujourd'hui[425] . Il a cependant été particulièrement influent dans certains cercles *liberal* et universitaires jusqu'à nos jours, informant l'élaboration de politiques visant à lutter contre la pauvreté[426], notamment dans les domaines de la réforme de l'aide sociale et de la réforme de l'édu-

423 Mario Luis Small, David J. Harding et Michèle Lamont, « Reconsidering Culture and Poverty », p. 7.
424 Mario Luis Small, David J. Harding et Michèle Lamont, « Reconsidering Culture and Poverty », p. 7.
425 Touré Reed, *Toward Freedom,* p. 68-87.
426 Si le concept de la culture de la pauvreté a été et continue à être majoritairement mobilisé au sujet des personnes noires, il n'est cependant pas limité à ces dernières. C'est notamment le cas des analyses concernant des groupes aussi variés que les natif-américains, les femmes ou même la « classe ouvrière blanche » (Voir par exemple, et respective-

cation[427]. On retrouve cette approche jusqu'à certaines interventions et initiatives de figures centrales du parti de ces dernières décennies, comme l'ancien président Barack Obama, soulignant une longue continuité dans la mobilisation du thème de la culture de la pauvreté au sein des responsables démocrates. On retrouve ainsi le thème de la culture de la pauvreté tout au long de la carrière nationale de l'ancien président, caractérisant une culture noire hostile au travail[428] et aux signifiants majeurs de l'éducation et de la culture légitime[429], sujette à d'importants dysfonctionnements en termes de parentalité et de modèles familiaux[430] ou promouvant une valorisation délétère de comportements violents et de délinquance chez les jeunes hommes noirs[431]. La mobilisation du concept de la culture de la pauvreté par le premier président noir de l'histoire états-unienne semble ainsi donner l'exemple de l'importance toujours centrale des analyses culturalistes dans la pensée *liberal* contemporaine.

Conclusion du chapitre

Nous avons donc vu au cours de ce chapitre comment le Parti démocrate a réussi, depuis le tournant du 21e siècle, à produire un agencement idéologique particulier faisant coexister des éléments propres à la gouvernementalité néolibérale avec ce que nous pouvons définir sous le terme de politiques identitaires. Nous avons défini dans un premier temps la notion de néolibéralisme et, bien que celle-ci transcende les frontières partisanes, vu de quelle manière ses applications correspondent moins à un conservatisme laissez-fairiste proche du Parti républicain qu'à l'évolution générale des partis de centre-gauche associés à la « troisième voie » dans les démocraties libérales occidentales. Nous avons vu dans un second temps de quelles manières certaines réformes majeures initiées par le Parti démocrate sous les présidences Clinton et Obama correspondent à ce que l'on a pu définir comme un mode privilégié de gouvernementalité néolibérale. Dans notre troisième section,

ment, Monique Redeaux, « The Culture of Poverty Reloaded », *Monthly Review*, 10 juillet 2011, vol. 63, no 3, p. 96 ; Jody Raphael, *Saving Bernice: Battered Women, Welfare, and Poverty*, Northeastern University Press, 2015 ; Chris Maisano, « The New "Culture of Poverty" », *Catalyst*, juillet 2017, vol. 1, no 2.)

427 Mario Luis Small *et al*., « Reconsidering Culture and Poverty » ; Patricia Cohen, « 'Culture of Poverty' Makes a Comeback », *The New York Times*, 18 octobre 2010.

428 Principalement au travers de la dépendance aux programmes d'aides sociales. Voir notamment « Transcript: Barack Obama's Speech on Race », *NPR*, 18 mars 2008, https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=88478467.

429 « Barack Obama's Keynote Address at the 2004 Democratic National Convention », *PBS NewsHour*, 27 juillet 2004.

430 « Obama's Father's Day Remarks », *The New York Times*, 15 juin 2008,

431 Ce thème est présent dans la majorité des discours précédemment cités, mais également dans des initiatives plus personnelles de l'ancien président, comme l'organisation « *My Brother's Keeper* » initiée en 2014 par la Fondation Obama. Visant à « libérer le pouvoir des communautés pour régler les problèmes touchant les garçons et jeunes hommes noirs » des quartiers pauvres, *My Brother's Keeper* travaille notamment à mettre fin aux importants taux de pauvreté et de crimes violents touchant ces communautés, à travers des initiatives de mentorat (*youth guidance*) ou « d'apprentissage socio-émotionnel » (*social emotional learning*), comme au sein du programme « Becoming A Man (BAM) » opérant dans les écoles du quartier sud de Chicago (*MBK Alliance: Eight Years of Impact*, The Obama Foundation, https://www.obama.org/mbka/eighth-anniversary/, consulté le 15 avril 2023, notre traduction (*unleash the power of communities working together to solve problems for boys and young men of color*).

nous avons mis en lumière certaines certaines stratégies de sollicitations suivies d'un électorat compris en termes « identitaires », en affinité avec une structure de partie organisée autour d'une diversité de groupes d'intérêts. Enfin, une analyse des programmes officiels du DNC de 2008 à 2020 nous ont permis de montrer une augmentation significative de ces sollicitations correspondant, bien que partiellement et aux côtés de l'emphase mise par le parti sur la notion de représentation descriptive, à notre délimitation idéal-typique des politiques de l'identité.

Tout comme un certain nombre de partis de centre-gauche dans les pays occidentaux de la fin du 20e siècle, le rôle du Parti démocrate apparaît alors comme central à l'expansion de la rationalité néolibérale dans la conception et la mise en œuvre des politiques économiques et sociales. De la *National Performance Review* mise en place par le couple présidentiel Clinton/Gore à l'*Affordable Care Act* de la présidence Obama, en passant par la grande réforme des aides sociales de 1996, les mesures emblématiques du parti lors de cette période symbolisent en effet l'influence profonde des catégories néolibérales sur un *liberalism* autrefois marqué par une approche keynésienne et redistributive. Dans le même temps, l'adaptation du parti aux enjeux politiques et démographiques de cette période, marquée par les suites du long réalignement électoral de la seconde moitié du 20e siècle et par l'espoir d'une « majorité émergente », l'a amené à se positionner comme défenseur privilégié d'un ensemble de groupes minoritaires compris en termes d'identités sociales. L'attitude toujours plus hostile du Parti républicain vis-à-vis de ces groupes, mais aussi la nature et la structure du parti, fondamentalement organisé comme une coalition de groupes d'intérêts, ainsi que certaines évolutions dans l'importance relative des groupes liés aux questions identitaires dans le parti, ont également renforcé cette tendance dont témoigne l'évolution de ses positionnements « identitaires » depuis la présidence Obama. La position idéologique du Parti démocrate au 21e siècle semble donc aller dans le sens des descriptions faites par les auteurs cités au début de ce chapitre : à la fois « progressiste » et « néolibérale », dévouée à une certaine forme de justice sociale excluant dans le même temps les critiques du libéralisme économique et l'approche redistributive ayant jusqu'ici caractérisé le terme même de *liberalism*.

Les contradictions apparentes de ce projet politique s'expliquent alors par la recherche, de la part des cadres du parti, d'un équilibre idéologique et politique entre sa base de donateurs aisés, qui se caractérise par une approche « fiscalement conservatrice et socialement *liberal* » et la base électorale du parti, elle-même fragmentée entre des électeurs blancs diplômés du supérieur et des électeurs plus pauvres issus de minorités raciales. Si la « forme de sablier » de la coalition démocrate explique en partie cette situation particulière, il nous semble également important de prendre la mesure du fait que la nature « non-idéologique » du parti lui permet de composer avec les éventuelles

dissonances de son projet politique. Ne recherchant pas, comme son homologue républicain, une forte cohérence entre les éléments discursifs qui caractérisent son discours politique mais plutôt la conjugaison des intérêts des différents groupes le constituant[432], le Parti démocrate peut donc accorder des ensembles idéologiques divers afin de mener à bien ses stratégies électorales. De ce point de vue, il ne paraît donc pas nécessairement pertinent de rechercher une cohérence idéologique rigoureuse dans un groupe politique ne recherchant pas, ou peu, de telles formes de cohérence.

Enfin, si nous avons souligné au début de ce chapitre l'apparent paradoxe d'un « néolibéralisme identitaire », le cas des politiques démocrates exposées par la suite démontre la possibilité de leur coexistence au sein d'un même groupe politique. La mise en avant et la défense des droits de groupes minoritaires mobilisés en termes d'identités n'est évidemment pas solidaire par nature de la rationalité néolibérale. Comme nous avons pu le mentionner, les conséquences sociales souvent délétères de cette dernière ont toujours eu tendance à durement toucher les groupes sociaux les plus marginalisés. Il est également possible de considérer que la politisation des identités sociales porte certaines possibilités de contestation radicale de l'imaginaire néolibéral[433]. Si l'association entre politiques identitaires et néolibéralisme est profondément contingente et par nature instable, la politique démocrate depuis le début du 21e siècle nous rappelle cependant dans quelle mesure les deux paradigmes ne sont pas mutuellement exclusifs.

Nous avons évoqué plus haut comment l'idéal-type des politiques identitaires pouvait s'accorder au libéralisme politique, et nous avons vu ici comment cet idéal-type pouvait également coexister avec le libéralisme économique et la gouvernementalité néolibérale. Par là, nous avons cherché à montrer les contextes d'apparition et d'applications immédiats de ces formes particulières de politique, s'inscrivant en premier lieu dans le cadre du *liberalism* états-unien. Nous ne chercherons pas ici à contribuer au débat portant sur la définition de la gauche politique, ni dans celui de l'éventuelle inclusion du *liberalism* et du Parti démocrate démocrate au sein de cette catégorie. Il nous semble toutefois important de nous distancer des affirmations ayant rapproché sans nuances, dans le débat public et universitaire, les politiques identitaires de « l'extrême gauche » (*far left*)[434] ou du « radicalisme »[435] états-unien. Avant tout liés aux traditions socialistes et anarchistes du 20e siècle, voire même aux mouvements transcendantalistes du 19e, les « radicaux » états-uniens se sont en effet souvent définis en opposition à leurs homologues *liberal*, malgré un grand nombre de luttes et de pro-

432 Matthew Grossmann et David A. Hopkins, *Asymmetric Politics*.
433 P. G. Klandermans, « Identity Politics and Politicized Identities: Identity Processes and the Dynamics of Protest », *Political Psychology*, 2014, vol. 35, no 1, p. 1-22.
434 Francis Fukuyama, « Against Identity Politics: The New Tribalism and the Crisis of Democracy », *Foreign Affairs*, 2018, vol. 97, no 5, p. 90-114.
435 Todd Gitlin, « The Left, Lost in the Politics of Identity », *Harper's Magazine*, septembre 1993.

jets communs[436]. Dans le cadre qui nous intéresse ici, celui du lien des politiques identitaires et de la gauche socialiste représentée par les *Democratic Socialists of America* depuis 2016, il conviendrait donc finalement d'explorer les points de ruptures et de convergences, du point de vue généalogique mais surtout de la réalité des pratiques, entre cette forme particulière de politique et la tradition radicale, mais surtout socialiste, des États-Unis.

436 Et ce particulièrement depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Sur ce sujet, voir Doug Rossinow, *Visions of Progress: The Left-Liberal Tradition in America*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2009.

Chapitre 5. Race, genre et classe dans la tradition radicale états-unienne

Au cours des chapitres précédents, nous avons pu explorer le concept de politiques identitaires en profondeur, par un travail théorique de définition et une étude historique de leur contexte politique et institutionnel. En les délimitant conceptuellement dans notre chapitre 3, nous avons montré de quelles manières les politiques identitaires articulaient de manière ambigu les catégories opératoires du libéralisme politique, fonctionnant essentiellement comme une forme de réaction interne à certaines de ses contradictions. Par son essentialisme, son formalisme et ses modes d'expression et de représentation politiques, le type idéal des politiques de l'identité que nous avons pu dégager se présente en effet comme foncièrement lié aux catégories les plus essentielles de la philosophie et de la *praxis* libérale. Si le libéralisme politique présente un certain nombre d'affinités de principe avec les politiques identitaires, nous avons également pu montrer dans les chapitres 1 et 4 de quelle manière et dans quel contexte le *liberalism* états-unien pouvait lui aussi favoriser de tels rapports. A travers son représentant majeur, le Parti démocrate, et du fait d'un certain nombre d'évolutions en termes d'idéologie, de démographie et de stratégie électorale, ce *liberalism* s'est en effet montré compatible à ces formes de politiques, particulièrement depuis la deuxième décennie du 21e siècle. En parallèle, nous avons également montré dans notre chapitre 2 de quelle manière le socialisme états-unien, dès sa réémergence en 2016, a pu montrer une conception de la nature des luttes contres les oppressions « identitaires », et des articulations entre les notions par exemple de « race » et de « classe », lui étant propre.

Le socialisme états-unien possède en effet une histoire longue et complexe, qui débuta dès le milieu du 19e siècle et qui connaîtra une période parfois décrite comme un « âge d'or »[437] pendant l'Ère Progressiste du pays, au début du 20e siècle. À travers des figures comme Eugene Debs, Victor Berger, Kate O'Hare ou « Big Bill » Haywood et des journaux comme l'*Appeal To Reason*. Représenté par des organisations aussi hétérogènes que le *Socialist Labor Party* (SLP), le *Socialist Party of America* (SP) et les *Industrial Workers of the World* (IWW) ou, plus récemment, *l'International Socialist Organization* (ISO) et les *Democratic Socialists of America* (DSA), le socialisme états-unien est tributaire d'une importante diversité lui assurant, entre autres raisons[438], une singularité tout aussi forte dans l'histoire des mouvements socialistes en Europe et dans le monde. En parallèle,

437 Daniel Bell, « VI. The Golden Age of American Socialism » dans *Marxian Socialism in the United States*, Ithaca, Cornell University Press, 1995, p. 55-81.
438 Paul Buhle, *Marxism in the United States: A History of the American Left*, Londres, Verso Books, 2013, p. 58-86.

les questions liées à ce qu'on appellerait désormais « l'identité » ont été fortement mobilisées politiquement tout au long de l'histoire politique états-unienne, et dans certaines périodes d'agitation socialiste en particulier[439]. Coexistant et se développant dans une certaine mesure ensemble, les mouvements socialistes et ceux notamment liés au genre, à la race ou à la sexualité ont en effet partagé un certain nombre de luttes, mais aussi de militants tout au long de leur histoires respectives. Ainsi, si l'on peut bien parler de « chevauchements » entre les mouvements socialistes et ceux liés aux problématiques « identitaires », que peut-on dire du lien substantiel entre ces deux formes de politiques dont nous avons déjà pu esquisser l'incompatibilité formelle[440] ? De plus, si l'on ne peut pas dire que ces formes de politiques ont représenté des « politiques identitaires » au sens ou nous l'entendons ici, peut-on toutefois postuler, à travers ces liens historiques, une affinité entre le socialisme spécifiquement états-unien et les politiques de l'identité ?

Ce chapitre vise dans ce cadre à analyser les perspectives du socialisme états-unien, au long de son histoire, vis-à-vis des luttes contre les oppressions liées au genre et à la race[441], ainsi que l'éventualité d'une émergence du paradigme idéal typique des politiques identitaires en son sein. Pour répondre à ces questions, nous passerons d'abord brièvement en revue les racines idiosyncratiques du socialisme états-unien « classique », du 19e siècle à la seconde guerre mondiale et dans le contexte de ses interactions avec les mouvements féministes et antiracistes de son temps. Par la suite, nous explorerons la question de la réémergence des questions féministes et antiracistes lors de la décennie 1960 en général et de la période de la New Left en particulier, avant d'évoquer l'éventuelle « naissance » de mouvements radicaux liés au paradigme idéal typique des politiques identitaires, dans une troisième section..

5.1. Un socialisme vernaculaire

Le socialisme états-unien a en effet été considéré par de nombreux historiens comme particulièrement atypique, résultant d'un « exceptionnalisme » ayant fait prendre au mouvement, dès ses premières occurrences au milieu du 19e siècle, un caractère unique et peu similaire à ses analogues européens[442]. Ces affirmations sont bien sûr à relativiser : on pensera notamment aux apports impor-

439 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 37.
440 Voir plus haut, chapitre 3, partie 3.5.
441 Pour des raisons de concision et d'exhaustivité, nous ne pourrons bien sûr traiter des rapports historiques entre le socialisme états-unien et la pluralité d'oppressions « identitaires » existant dans le pays. Du fait de leur importance générale dans l'histoire sociale du pays, les questions du féminisme et de l'antiracisme seront alors privilégiées dans ce chapitre.
442 Pour une synthèse des travaux sur ce sujet, voir Seymour Martin Lipset et Gary Marks, *It Didn't Happen Here: Why Socialism Failed in the United States*, New York, W.W. Norton & Company, 2000, p. 18-29.

tants amenés par les diverses vagues d'immigration européenne au mouvement socialiste tout au long du 19e siècle et de la première moitié du 20e siècle, ou à l'influence majeure qu'a pu y exercer l'Internationale communiste à partir de la révolution russe[443]. Ces quelques éléments suggèrent donc une forte influence européenne sur le mouvement socialiste, pouvant éventuellement donner lieu à des accusations « d'idéologie étrangère » de la part d'intellectuels états-uniens[444]. Pourtant, par une histoire politique, des ensembles de valeurs, une stratification sociale et des conditions matérielles différentes de celles de ses homologues européens, les États-Unis ont bien été le foyer de formes de socialisme qui leur sont propres, contribuant à la riche histoire du radicalisme états-unien. Les formes de politiques émancipatrices liées notamment aux questions de genre ou de race s'y sont particulièrement liées, et ce dès la fin du 19e siècle.

. 19e siècle : socialisme rural et socialisme urbain

Dans un chapitre portant sur les spécificités des premiers mouvements socialistes du pays, Paul Buhle montre notamment ces derniers comme héritiers d'un radicalisme plus ancien, lié à la pensée des intellectuels transcendantalistes, aux différents mouvements de réformes sociales et aux expériences communales utopiques allant du fouriérisme au protestantisme évangélique du début du 19e siècle, chacun promouvant à sa manière une forme d'égalitarisme radical[445]. Ainsi liés en termes intellectuels et militants aux mouvements féministes et de tempérance, mais aussi abolitionnistes et d'émancipation des noirs, ces premiers groupes socialistes états-uniens se sont d'abord développés en termes utopiques, religieux ou spirituels, et particulièrement dans les zones rurales et les nouveaux territoires de l'ouest du pays. Pour Buhle, « le spiritualisme, une forme de socialisme typiquement états-unienne, a répondu au besoin d'une vision collective et égalitaire et a nourri le radicalisme autochtone pendant des décennies »[446]. Les vagues d'immigration européenne ont par la suite modifié ce paysage militant, et particulièrement après les différentes tentatives de révolution socialiste en 1848[447]. Principalement concentrés dans les centres urbains et industriels de l'est du pays, ces nouveaux arrivants ont introduit les doctrines marxistes et anarchistes dans le pays[448] et ont développé un socialisme typiquement européen dans la forme et les modes d'action, notamment à travers le Socialist Labor Party de Daniel De Leon. Au 19e siècle et au début du 20e le socialisme

443 Jack Ross, *The Socialist Party of America: A Complete History*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2015 ; Paul Buhle, *Marxism in the United States ;* James N. Gregory, « Remapping the American Left: A History of Radical Discontinuity », *Labor*, 1 mai 2020, vol. 17, no 2, p. 11-45 ; Michael Kazin, *American Dreamers: How the Left Changed a Nation*, New York, Random House, 2012.
444 Seymour Martin Lipset et Gary Marks, *It Didn't Happen Here*, p. xi.
445 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 63.
446 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 62. Notre traduction (*Spiritualism, the American Socialism, answered the need for a collective, egalitarian vision and nourished indigenous radicalism for decades*).
447 Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 14.
448 Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 14.

« immigrant » s'est particulièrement développé dans les centres urbains de l'Est, autour d'une perspective marxiste ou syndicaliste révolutionnaire, étroitement liée aux questions de production industrielle et artisanale et donc à leur sujet principal, le travailleur blanc et masculin. Le socialisme « rural » et vernaculaire de l'Ouest et du Mid-Ouest s'est quant à lui développé autour d'une forme de républicanisme radical[449] et de « sentimentalisme à conscience de classe »[450], inspiré de l'idéal jeffersonien d'une société de petits producteurs indépendants et d'éléments importants de la foi chrétienne[451]. Liés à la fin du 19e siècle à des groupes comme les *Knights of Labor*[452], les *Nationalist Clubs*[453] et surtout au mouvement populiste naissant, ce socialisme a mis en avant un sujet des luttes plus inclusif que son homologue urbain, à travers sa vision égalitaire des rapports hommes-femmes[454] et sa recherche, dans certains cas, d'alliances interraciales avec des fermiers et travailleurs noirs[455]. Les socialistes composant ces différents espaces géographiques et politiques ne composaient évidemment pas deux blocs unifiés en termes de pensée « féministe » et « antiraciste ». Les mouvements socialistes urbains de l'est du pays étaient notamment en bonne partie composée d'une classe moyenne progressiste et réformatrice attachée à l'égalité raciale et de genre[456]. Les socialistes et populistes ruraux de l'Ouest et du Mid-Ouest étaient quant à eux également composés d'un nombre important de militants attachés à la ségrégation raciale et à la division sexuelle du travail social[457]. Nous pouvons cependant dégager deux grandes tendances vis-à-vis des attitudes liées à ces questions, caractérisant en partie ces socialismes urbains et ruraux du tournant du 20e siècle.

449 Pour le cas d'Eugene Debs, fortement influencé par cette tradition, voir par exemple Jonah David Levy, *Citizen socialism : the political philosophy of Eugene Debs and Jean Jaures*, Cambridge, Center for International Studies, Massachusetts Institute of Technology, 1988.

450 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 70. Notre traduction (*class-conscious sentimentalism*).

451 Jim Bissett, *Agrarian Socialism in America: Marx, Jefferson, and Jesus in the Oklahoma Countryside, 1904-1920*, Norman, University of Oklahoma Press, 1999.

452 Une organisation syndicale secrète à leurs débuts dans la décennie 1870, les *Knights of Labor* deviendront une organisation de masse dix ans plus tard, formant de véritables communautés de travailleurs et développant une sous-culture qui leur sera propre. Ce syndicat fut également un des premiers à s'ouvrir aux femmes et à militer à la fois pour le suffrage féminin et l'égalité salariale. Il chercha également, de manière parfois ambigu, à militer pour l'égalité raciale. Voir notamment Susan Levine, « Labor's True Woman: Domesticity and Equal Rights in the Knights of Labor », *The Journal of American History*, 1983, vol. 70, no 2, p. 323-339 ; Joseph Gerteis, « The Possession of Civic Virtue: Movement Narratives of Race and Class in the Knights of Labor », *American Journal of Sociology*, novembre 2002, vol. 108, no 3, p. 580-615.

453 Les *Nationalist Clubs* furent fondés à la suite de l'important succès du livre publié en 1888 par l'auteur socialiste Edward Bellamy, *Looking Backwards,* décrivant une société états-unienne utopique et profondément égalitaire à l'an 2000. Au-delà du socialisme, Bellamy et ses adeptes furent particulièrement influencés par les mouvements féministes et abolitionnistes de leur temps. Voir Sylvia Strauss, « Gender, Class, and Race in Utopia », *Nineteenth-Century Literature Criticism*, 30 novembre 1999, vol. 86.

454 Jean-Louis Marin-Lamellet, « "Now Will Someone Kindly Tell Me What Is Her Proper Sphere?" Woman Suffrage, Women's Political Participation, and the Populist Movement », *Transatlantica. Revue d'études américaines. American Studies Journal*, 4 mai 2022, no 1.

455 Voir notamment Joseph Gerteis, *Class and the Color Line: Interracial Class Coalition in the Knights of Labor and the Populist Movement*, Durham, Duke University Press, 2007.

456 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 89.

457 Michael Kazin, *American Dreamers,* p. 233 ; Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 96.

. 1880-1920 : Le *Socialist Party*, synthèse des luttes et tensions de son époque

Le *Socialist Party* (SP), premier parti socialiste d'envergure dans le pays, né en 1901 et principalement attaché à la lutte électorale, fut héritier de cette composition démographique et idéologique complexe. Il chercha, dans ses premières décennies d'existence, à maintenir une forme de cohésion entre ces socialismes urbains et ruraux ou natifs et immigrés, tout en couvrant un espace géographique extrêmement important[458]. La gestion de ces différents espaces politiques, tout comme celle des autres formes de divisions factionnelles, fut difficile pour le jeune parti et nécessita entre autres le charisme de son leader, Eugene Debs, pour le maintenir unifié[459]. Elle donna cependant lieu à un certain nombre de consensus programmatiques, notamment sur les questions d'égalité raciale et de genre. Sur les questions raciales, la ligne du parti fut notamment axée autour d'une approche « d'égalité politique mais non sociale »[460]. Il s'agissait alors de promouvoir un octroi réel de droits politiques à la population noire, ainsi que leur inclusion dans les mouvements syndicaux, sans toutefois remettre en cause les divers tabous et interdictions relatifs aux interactions sociales entre les populations[461] ni, de fait, le système de Jim Crow[462]. De manière générale, le parti chercha à mettre à l'écart la plupart des questions liées au racisme et à la condition des noirs par prudence politique, cherchant à ne pas aliéner militants et électeurs potentiels[463]. Bien qu'il fût ouvert à tous dès sa fondation, sans discriminations en termes de genre, d'origine ethnique ou de couleur de peau, position relativement exceptionnelle dans le champ politique états-unien du début du 20e siècle, le parti ne fit pas d'efforts particuliers pour « recruter » des membres noirs, ni pour favoriser la mixité et la diversité de son leadership[464]. La position du parti vis-à-vis du droit des femmes fut relativement

458 James N. Gregory, « Remapping the American Left », p. 17.
459 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 81-82.
460 Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 63. Notre traduction (*political but not social equality*).
461 L'expulsion d'Oscar Ameringer, figure du socialisme « de prairie » par le *Socialist Party* d'Oklahoma en 1912, en partie du fait de ses prises de positions en faveur de la population noire de l'état, montre par exemple les tensions inhérentes à ces questions au sein du mouvement. Michael Kazin, *American Dreamers,* p. 234.
462 Une autre grande figure du socialisme rural de cette époque, Kate O'Hare, écrivait en 1912 dans une brochure éditée par le journal socialiste *National Ripsaw* : « En tant que socialistes, nous voulons simplement que le nègre ait l'opportunité d'avoir accès aux moyens de vivre, pour qu'il ne soit plus en compétition avec l'homme blanc. Non pas parce que nous l'aimons ou le haïssons, mais de manière à ce qu'il ne soit plus utilisé pour abaisser nos salaires. Je n'aime ni ne hais le nègre … Je ne souhaite pas m'associer avec lui en termes d'égalité sociale et je sais qu'il peut tout autant se dispenser de ma compagnie, mais le capitalisme nous enchaîne dans une relation sociale, économique et physique tout aussi révoltante pour lui que pour moi … Vous me demandez, quelle est la solution à la question raciale ? Il ne peut y en avoir qu'une. La ségrégation. » Kate Richards O'Hare, « "Nigger" Equality », St Louis, *National Rip-Saw*, 1912, p. 4. Notre traduction (*We Socialists simply want the negro to have his opportunity to have access to the means of life, so he can quit competing with the white man, not because we love or hate him, but in order that he may not be used to keep down our wages. I neither love nor hate a negro … I don't want to associate on terms of social equality with him and I know he is just as willing to dispense with my society as I am with his, but capitalism forces us into a social, economic, and physical relation which is just as revolting to the negro as it is to me … But you ask what is the solution to the race question ? There can be but one. Segregation.*)
463 Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 63.
464 Sally M. Miller, « For White Men Only: The Socialist Party of America and Issues of Gender, Ethnicity and Race », *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era*, 2003, vol. 2, no 3, p. 283-302, p. 298

similaire, quoique moins controversée en son sein. Un mode d'organisation peu favorable à l'intégration des membres féminins donna naissance à une brève formation interne au parti, le *Woman's National Committee*, « offrant une expérience de parti séparatiste, sinon ségréguée, aux femmes ayant choisi d'y participer »[465]. Le nombre de femmes membres du parti augmenta cependant sensiblement à la suite de sa création, formant un pic d'affiliations en 1912, deux ans avant la décision du parti de supprimer le comité[466]. En termes programmatiques, les droits politiques et en premier lieu le droit de vote furent parmi les premières demandes du parti[467], sans provoquer de résistances au sein des différentes factions. Les questions liées à la division sexuelle du travail social ou à la contraception furent cependant tout à fait ignorées par le parti et par la majorité de ses militants. À nouveau, la volonté d'attirer le plus grand nombre possible de nouveaux membres, dans un contexte social et historique peu enclin à de telles priorités politiques, fut mise en avant pour justifier leur mise à l'écart[468].

La montée d'un « socialisme scientifique » et d'un marxisme « orthodoxe », plus généralement d'un économisme toujours plus étroit dans l'analyse des rapports de force politiques, a de plus participé à l'éloignement des questions liées au féminisme et au racisme au sein du mouvement socialiste[469]. La priorité fut donnée à une forme de centralité du travail industriel ou agraire, ainsi qu'à la conquête des institutions politiques, dans l'orientation du parti. Les catégories socialistes de « travailleurs » et de « prolétariat » de l'époque de la Deuxième Internationale, fondamentalement construites en termes blancs et masculins, ont de plus participé à la relative indifférence du parti vis-à-vis des problématiques spécifiquement noires ou féminines de la classe ouvrière[470]. Le SP de « l'âge d'or » du socialisme états-unien a donc porté une relation fondamentalement ambigu vis-à-vis des politiques émancipatrices liées au genre ou à la race, dans sa recherche de développement électoral et politique d'alors. S'il s'est montré sur certains points remarquablement progressiste et héritier des différents mouvements réformateurs l'ayant précédé[471], se posant notamment sur les questions raciales en contrepied de l'*American Federation of Labor* (AFL) et de sa politique d'ex-

465 Sally M. Miller, « For White Men Only, p. 287. Notre traduction (*offering in fact a separatist, if not a segregated, party experience for those women members who chose to participate.*)
466 Mari Jo Buhle, *Women and American Socialism, 1870-1920*, Champaign, University of Illinois Press, 1983, p. 145-75.
467 La généralisation du droit de vote des femmes au niveau fédéral fut notamment parmi les points les plus importants du programme réalisé à l'occasion de la 1ere convention du parti en 1904, au côté de la journée de travail de 8 heures, de la création d'une forme de sécurité sociale ou de l'abolition du travail des enfants (Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 73).
468 Michael Kazin, *American Dreamers,* p. 271.
469 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 119-120 ; Michael Kazin*, American Dreamers*, p. 233, p. 271.
470 Sally M. Miller, « For White Men Only ».
471 On pourra noter, au-delà des points déjà évoqués plus haut, la création de la NAACP par des membres du parti en 1909 ou l'association du parti avec des figures comme W.E.B. DuBois, notamment à travers la *Rand School of Social Science*, « école socialiste » fondée en 1906 (Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 91, p. 112.)

clusivité raciale[472], le parti a également participé de la marginalisation progressive de ces formes de politiques dans les mouvements radicaux états-uniens du début du 20e siècle. Le parti connut un important déclin à partir de la première guerre mondiale, traditionnellement attribué à l'importante répression ayant frappé le mouvement lors de cette période, ainsi qu'à l'influence de la révolution russe et des organisations léninistes[473]. Pour Buhle, cet échec est également dû à des cadres du parti ayant mis à l'écart les apports les plus originaux du radicalisme états-unien, ignorant notamment l'égalitarisme et le pluralisme utopique ayant défini les mouvements passés :

> Les chefs et intellectuels ont développé une vision fondamentalement erronée de l'électorat socialiste potentiel … Ils ont pensé avoir créé un socialisme américain. La vérité est qu'ils n'ont pas été assez américains. Les machines politiques locales les plus prestigieuses du *Socialist Party* ont, de fait, rapporté le parlementarisme européen sur les côtes américaines, en considérant les hiérarchies existant au sein de la classe ouvrière comme inévitables et même désirables[474].

Au-delà du SP, certains groupes socialistes des premières décennies du 20e siècle mirent en avant des formes de politiques s'éloignant davantage des catégories ouvriéristes dominantes de l'époque. Ce fut notamment le cas du socialisme « bohème » des intellectuels du Greenwich Village et de leur journal *The Masses*[475], qui mit en avant certaines formes de radicalisme culturel et milita autour de sujets comme le suffrage féminin, mais aussi la contraception ou la libéralisation des mœurs sexuelles[476]. À nouveau, la mouvance socialiste organisée autour de *The Masses* et de ses intellectuels les plus célèbres fut héritière des ambiguïtés de son temps, notamment en termes de représentation blanche, bourgeoise[477] et même traditionnellement sexiste[478] des luttes féministes. Elle permit cependant un nouvel élargissement du radicalisme et même du marxisme états-unien, au-delà des catégories et des espaces de luttes consacrées dès le début du 20e siècle.

. 1930-40 : CPUSA et CIO, nouvelles emphases sur les *Woman* et *National Questions*

Cet élargissement et ce retour aux spécificités du radicalisme états-unien fut également amené, paradoxalement, par la forte influence politique et programmatique de l'Union Soviétique sur le

472 Voir notamment Aaron Major, « Race, Labor and Postbellum Capitalism in Du Bois's 'The Negro Worker in America' », *Critical Sociology*, 1 mai 2023, vol. 49, no 3, p. 383-393.
473 Seymour Martin Lipset et Gary Marks, *It Didn't Happen Here*.
474 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 97. Notre traduction (*Socialist leaders and intellectuals had fundamentally misconceived the nature of the potential socialist constituency … They believed they had created an American Socialism. The truth was, they were not American enough. The most prestigious Socialist Party local political machines had, in effect, brought European parliamentarism to American shores by taking the hierarchies within the working class as inevitable and even desirable.*)
475 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 104-107.
476 Linda M. Grasso, « Differently Radical: Suffrage Issues and Feminist Ideas in the Crisis and the Masses », *American Journalism*, 2 janvier 2019, vol. 36, no 1, p. 71-98.
477 Linda M. Grasso, « Differently Radical ».
478 Voir Carolyn Kitch, « Revisiting the Not-So-Radical Radicalism of The Masses », *Journal of Magazine Media*, 2019, vol. 19, no 1, p. 111-113.

Communist Party états-unien (CPUSA). C'est en effet dès le tournant de la décennie 1930 que l'Internationale communiste (IC), très largement influencée par l'appareil d'État soviétique, a amené les cadres du parti états-unien à intégrer au sein du mouvement une théorie et une histoire féministes propres au pays, à la fois dans leur pratique et dans l'appareillage rhétorique du parti[479]. Certaines formes de remises en question des identités traditionnelles de genre, de promotion de la contraception ou de la libéralisation des mœurs sexuelles furent alors mises en avant par le parti, notamment à travers des pamphlets portant des titres tels que *Women Who Work* (1932) et *Women in Action* (1935), ou des publications régulières comme *Working Woman* (1929-1935)[480]. Ces publications, mais également un grand nombre d'actions réalisées par le parti furent le fait de militantes extrêmement actives en son sein. Elles participèrent au développement d'un féminisme marxiste considérant notamment le mariage, l'institution familiale et certaines représentations symboliques des femmes comme inhérents à l'exploitation capitaliste. Cependant, tout comme l'IC amena ces nouvelles positions au sein du parti états-unien, elle les lui enleva dès le milieu de la décennie 1930[481]. Ce changement s'opéra dans le contexte de la suppression stalinienne du Code de la famille russe de 1918 et du renversement plus général des deux décennies précédentes de progrès sociaux, en termes de droits des femmes, des enfants ou des homosexuels. Il se fit également dans le contexte de la ligne, voulue par l'IC, de « front populaire » dans la majorité des pays occidentaux. Le CPUSA chercha alors à séduire des organisations et une base militante plus conservatrice, intégrant certaines exaltations du modèle familial, dénonciations de l'homosexualité ou représentations de genre traditionnelles à des publications titrant cette fois *The American Way* (1938), *A Message to Catholics* (1938) ou *Woman Today* (1936-1937)[482]. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que certaines formes de féminisme marxiste referont surface dans le parti, à nouveau sous l'impulsion de militantes et de théoristes éminentes en son sein[483]. Ces dernières marqueront finalement certains « ponts » entre le communisme états-unien traditionnel et certaines parties de la New Left des décennies suivantes, influençant en partie le féminisme de la « deuxième vague »[484]. Bien que limitées dans leur ampleur et dans leur influence[485], l'ensemble de ces contributions marqueront

479 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 127.
480 Jodie Collins, « Women, the family, and sexuality in U.S. Communist Party publications: Refashioning Marxism for the Popular Front era » dans Christopher Phelps et Robin Vandome (eds.), *Marxism and America*, Manchester, Manchester University Press, 2021, p. 95-118.
481 Jodie Collins, « Women, the family, and sexuality in U.S. Communist Party publications », p. 102-115.
482 Jodie Collins, « Women, the family, and sexuality in U.S. Communist Party publications », p. 102-115.
483 Kate Weigand, *Red Feminism: American Communism and the Making of Women's Liberation*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2001.
484 Kate Weigand, *Red Feminism.*
485 Voir par exemple Rosalyn Baxandall, « Precursors and Bridges: Was the CPUSA Unique? », *Science & Society*, décembre 2002, vol. 66, n° 4, p. 500-505 ;

l'histoire du parti et participeront à faire de CPUSA un des partis les plus avant-gardistes et radicaux de son temps par rapport à ce qui a été appelé la « question des femmes » (*woman question*).

La « question nationale » (*national question*), liée ici à la coexistence et à l'éventuelle compétition de différents groupes ethniques au sein d'un pays, a elle aussi été investie par CPUSA sous l'influence de l'IC, faisant de la lutte pour l'émancipation des noir-américains une forme caractéristique de son militantisme[486]. Le caractère unique de l'oppression des populations noires aux États-Unis fut en effet initialement analysé par les intellectuels de l'IC comme celui d'une « nation opprimée » à l'intérieur même du pays[487], amenant le parti à considérer la « conscience de race » des noirs, en opposition à la conscience de classe des prolétaires, comme une force révolutionnaire en elle-même[488]. Ces positions, renforcées par le concept d'impérialisme forgé par Lénine[489], poussèrent donc le parti à soutenir un certain nombre de mouvements nationalistes noirs à partir de la décennie 1920, intégrant même certaines de ses organisations, comme l'*African Blood Brotherhood*, à cette même période[490]. C'est cependant lors de la décennie suivante que CPUSA s'imposera comme une force majeure dans les mouvements radicaux liés à l'émancipation des noirs. Son implication décisive et sa rivalité avec le NAACP dans le procès des « Scottsboro Boys » en 1931, jeunes noirs accusés de viol et condamnés à mort dans des conditions judiciaires propres à l'Alabama de l'ère de la ségrégation, en firent un modèle chez les jeunes noirs souhaitant s'engager contre le racisme[491]. Le parti travailla également lors de cette période à soutenir des luttes syndicales dans le sud du pays, et particulièrement en Alabama, organisant notamment des coalitions interraciales de travailleurs agraires ou de l'industrie métallurgique[492]. Dans les États du Nord, le parti travailla notamment à des campagnes liées à certains premiers efforts de déségrégation et de lutte contre la discrimination à l'emploi[493]. Au niveau électoral, le parti présenta également une série de candidats et de candidates noirs aux élections présidentielles, de James William Ford en 1932 à Angela David en 1984[494]. Tous ces éléments participèrent, entre autres, du positionnement singulier du parti communiste états-unien comme fer de lance de la lutte antiraciste dans le pays et son succès auprès des

486 Timothy Johnson∗, « "Death for Negro lynching!" The Communist Party, USA's Position on the African American Question », *American Communist History*, 1 décembre 2008, vol. 7, n° 2, p. 243-254.
487 Timothy Johnson∗, « "Death for Negro lynching!" »
488 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 139.
489 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 138.
490 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 138.
491 Callie Rosenberg, *A Party in Shambles: African Americans, The Communist Party, and the Crisis of 1956*, Thèse de doctorat, University of Chicago, Chicago, 2021, p. 19.
492 Sur ce sujet, voir Robin D. G. Kelley, *Hammer and Hoe: Alabama Communists During the Great Depression*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1990.
493 Timothy Johnson, « "Death for Negro lynching!".
494 Kyle G. Wilkison et David Cullen, « The Communist Party of the United States and African American Political Candidates » dans Bruce A. Glasrud et Cary D. Wintz (eds.), *African Americans and the Presidency*, Londres, Routledge, 2009, p. 30-46.

jeunes radicaux noirs des décennies 1930 et 1940. Cette emphase du CPUSA s'estompera cependant progressivement jusqu'à l'après-guerre et son manque croissant de dynamisme sur ces questions, couplé aux désillusions grandissantes de certains militants et leaders noirs vis-à-vis de l'appareil du parti, laissera la place aux organisations naissantes du mouvement des droits civiques dans l'avant-garde des mouvements antiracistes aux États-Unis[495]. Cet ensemble de nouvelles priorités données par le CPUSA, premier parti socialiste du pays en termes de nombre d'adhérents à partir de cette période (voir figure 6[496]), contribua tout de même de manière importante à donner une importance nouvelle à ces questions.

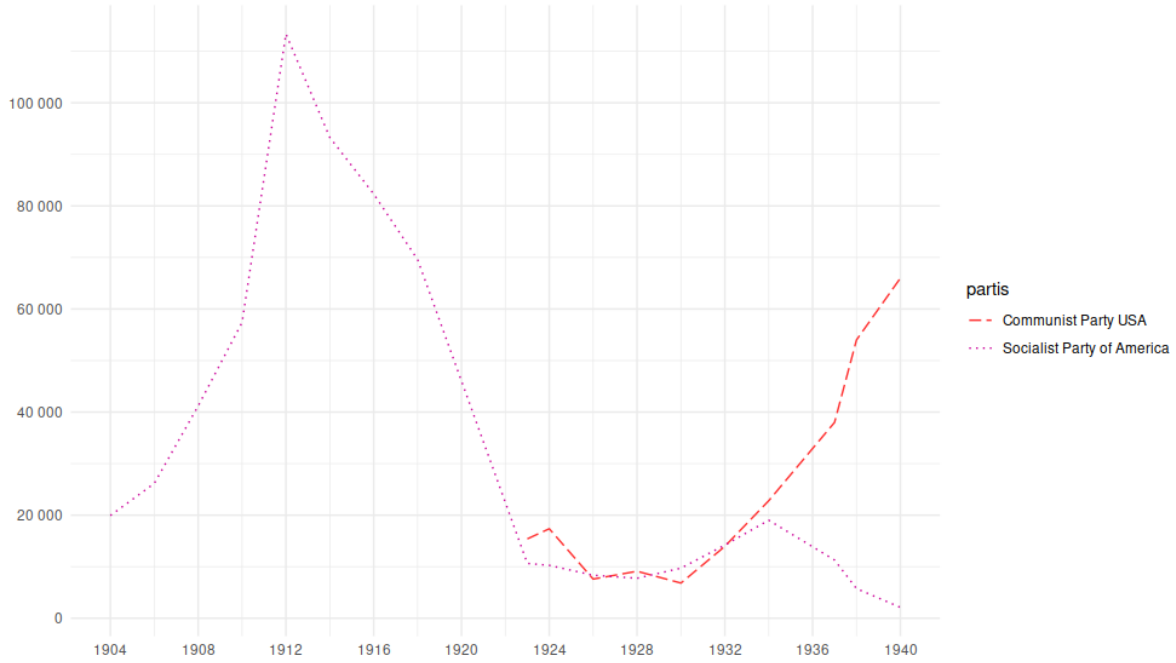

Figure 6: Évolution du nombre d'adhérents du CPUSA et du SP. En nombre total de membres cotisants, de 1904 à 1940. Sources: James N. Gregory et Rebecca Flores, Socialist Party Membership by States 1904-1940 - Mapping American Social Movements, https://depts.washington.edu/moves/SP_map-members.shtml, (consulté le 20 mai 2023) ; James N. Gregory, Communist Party membership by Districts 1922-1950 - Mapping American Social Movements, https://depts.washington.edu/moves/CP_map-members.shtml, (consulté le 20 mai 2023).

Enfin, les activités politiques en termes d'égalité raciale et de genre des divers groupes socialistes de cette période (du SP, CPUSA ou de diverses organisations trotskistes) se sont mêlées à celles du nouveau *Congress of Industrial Organizations* (CIO), fédération syndicale se voulant, à sa création, bien plus radicale et inclusive que son homologue historique l'AFL. C'est en effet dans le sillage de

495 Callie Rosenberg, *A Party in Shambles.*
496 Le nombre de membres adhérant au SP, pour l'entièreté de la période, n'inclue pas les fédérations de langues étrangères ayant évolué au sein du parti. Le nombre de membres adhérents au CPUSA pour la période 1922-1934 correspond à des estimations s'appuyant sur les revenus de cotisations du parti.

l'intense activité syndicale à partir du courant de la décennie 1930 que ces organisations socialistes, malgré leur faible nombre de membres, ont pu exercer leur plus grande influence politique[497]. Malgré les difficultés propres à la constitution de solidarités raciales ou de genre dans le milieu syndical états-unien de cette période[498], certaines organisations syndicales proches des mouvements socialistes ont cherché, parfois avec succès, à atteindre ces objectifs. Au-delà du fort travail d'organisation syndicale mené par la branche d'Alabama du CPUSA qui a, dans une certaine mesure, posé les jalons des premières organisations du mouvement des droits civiques moderne dans cet état[499], on dénombre en effet un certain nombre d'organisations syndicales ayant amené partiellement le CIO et ses satellites à mettre en œuvre ses promesses d'égalitarisme racial. De ces organisations, on compte notamment l'*International Workers Order* (IWO), une organisation militante composée principalement de « travailleurs ethniques », proche du CPUSA et fournissant notamment à ses membres des accès à certains soins médicaux, des contrats d'assurance et un riche environnement social, à travers des activités culturelles ou sportives[500]. À travers son important réseau de membres, l'IWO participa également à fonder et à développer certains syndicats, particulièrement dans le domaine de l'industrie. Par ses activités militantes, l'organisation chercha à développer des coalitions interraciales et à inclure en son sein une grande diversité de groupes ethniques, dont les noir-américains, développant une forme d'antiracisme ouvrier peu commun à cette période[501]. Une autre organisation, cette fois plus proche du SP et de l'ancienne tradition syndicale des *Knights of Labor*, l'*American Federation of Full-Fashioned Hosiery Workers* (AFFFHW), développa également des coalitions interraciales de travailleurs, mais aussi un syndicalisme féministe militant[502]. Notamment composé de jeunes femmes proches de la culture populaire et des modes de leur temps, le syndicat articula en effet à ses convictions socialistes un féminisme plus moderne et dynamique que celui du *Socialist Party* de « l'âge d'or »[503]. Tout comme l'IWO, l'organisation développa une forte sous-culture dans les milieux ouvriers, à travers l'organisation d'évènements sociaux, culturels et éducatifs. Elle mit en avant une forte identité de femmes militantes et combatives au sein du mouvement

497 Victor G. Devinatz, « Left-Wing SPA-Led and CPUSA-Led Unions and Worker Organizations as the Vanguard of U.S. Social Democracy's Left-Wing, Circa 1935 to 1950 », *Labor Studies Journal*, 1 mars 2019, vol. 44, n° 1, p. 60-78.
498 Sur ce sujet, voir notamment Michael Goldfield, « Race and the CIO: The Possibilities for Racial Egalitarianism during the 1930s and 1940s », *International Labor and Working-Class History*, 1993, n° 44, p. 1-32.
499 Robin D. G. Kelley, *Hammer and Hoe*, p. 228-229.
500 Sur l'IWO, voir Robert Zecker, *A Road to Peace and Freedom: The International Workers Order and the Struggle for Economic Justice and Civil Rights, 1930-1954*, Philadelphie, Temple University Press, 2018.
501 Victor G. Devinatz, « Left-Wing SPA-Led and CPUSA-Led Unions and Worker Organizations ».
502 Sur l'AFFFHW, voir Sharon McConnell-Sidorick, *Silk Stockings and Socialism: Philadelphia's Radical Hosiery Workers from the Jazz Age to the New Deal*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2017.
503 Notamment à travers certaines emphases sur les spécificités de l'oppression des femmes au travail et l'éducation des hommes sur ces questions, mais aussi sur les questions d'égalité salariales, de politiques familiales ou de harcèlement sexuel. Le syndicat chercha également à former des femmes dans son propre leadership, celui des mouvements sociaux en général et à demander la promotion de femmes à des postes hiérarchiques plus élevés au travail (Sharon McConnell-Sidorick, *Silk Stockings and Socialism*).

social, s'attaquant directement aux représentations de genre de cette période. L'IWO et l'AFFFHW forment deux exemples particulièrement frappants des nouvelles formes de syndicalisme socialiste et « inclusif » s'étant donc développé à cette période dans l'environnement direct du CIO. Les deux organisations participèrent d'ailleurs à leur mesure à sa création, ainsi qu'à certains programmes du *New Deal*[504]. Elles représentent ainsi, chacune à leur manière, les ouvertures et possibilités d'un syndicalisme états-unien radical, plus proche de ses racines égalitaristes de la fin du 19e siècle.

Nous avons ici très brièvement parcouru l'histoire du socialisme états-unien, dans ses liens avec les politiques d'émancipation noire et féminine, du 19e siècle à la décennie 1940. Né de l'articulation de courants utopiques et spiritualistes, mais aussi populistes et agraires, à des vagues d'immigrants européens socialistes dans la seconde moitié du 19e siècle, le socialisme états-unien caressa l'espoir de former un grand parti populaire avec la naissance du SP au début du 20e siècle. En partie héritier de ce radicalisme spécifiquement états-unien et profondément égalitariste, le parti chercha tout au long de l'ère progressiste à allier ses particularités nationales aux exigences des doctrines européennes et de la concentration industrielle. Perdant de sa force politique et militante à partir de la première guerre mondiale, dans un environnement militant vieillissant, le SP se fit progressivement remplacer par le CPUSA comme représentant principal du socialisme aux États-Unis dans le courant de la décennie 1930, à la faveur de l'effervescence syndicale ayant fait suite à la Grande Dépression. Le CPUSA et certaines organisations syndicales satellites du CIO représentèrent effectivement à partir de cette période, et jusqu'à la seconde guerre mondiale, la principale force d'agitation politique et syndicale du socialisme états-unien. Ces organisations ramenèrent alors, dans une certaine mesure, les thèmes de l'émancipation féminine et raciale ayant marqué le radicalisme états-unien de la fin du 19e et du début du 20e siècle. Ce ne sera pourtant qu'après la guerre que ces thèmes reprendront une importance majeure dans les milieux de gauche du pays, à la faveur du mouvement des droits civiques et de la *New Left* émergente.

5.2. La *New Left* et le paradigme identitaire

Le terme de *New Left* est apparu dès le début de la décennie 1960 sous la plume du sociologue C. Wright Mills pour décrire certains mouvements contestataires naissants, composés de jeunes militants pour la plupart éloignés des anciens mouvements socialistes et radicaux états-uniens. Il englobe désormais un ensemble de mouvements sociaux et politiques disparates ayant pris place de la fin de la décennie 1950 à la fin de la décennie 1970, mais aussi un ensemble de changements s'étant

504 Victor G. Devinatz, « Left-Wing SPA-Led and CPUSA-Led Unions and Worker Organizations ».

produits au niveau des théories et pratiques politiques contestataires de cette période et, en termes plus généraux, une période de l'histoire de la politique et des mouvements sociaux états-uniens[505]. Qu'elle soit prise comme un ensemble de mouvements et d'organisations concrètes, une série de changements dans les modes de conceptualisation et d'action politique ou comme une période historiographique, la *New Left* se présente dans tous les cas comme particulièrement hétérogène et diverse, englobant un large spectre d'idéologies, de stratégies et de finalités politiques. Certains historiens et anciens membres de ces mouvements ont de plus cherché à diviser le terme en une « première » et une « seconde » *New Left*[506]. La première est ainsi souvent décrite comme ayant été composée de jeunes activistes de grandes universités du début de la décennie 1960, en partie marqués par le mouvement des droits civiques, la nouvelle culture « de masse », l'existentialisme ou les artistes de la *Beat Generation*[507], mais aussi les analyses sociologiques et politiques d'auteurs comme Mills ou William A. Williams[508]. Elle se matérialisa à travers des groupes comme le *Student Non-Violent Coordinating Committee* (SNCC) ou les *Students for a Democratic Society* (SDS), ainsi qu'un programme politique articulant « des réformes *liberal* à des idéaux visionnaires de démocratie participative »[509], principalement au travers du *Manifeste de Port Huron* écrit en 1962. La « seconde *New Left* » correspond quant à elle à l'important afflux d'étudiants dans les universités états-uniennes à la moitié de la décennie 1960 et à la mobilisation politique tout aussi importante de ces derniers dans le mouvement contre la guerre du Vietnam, ou les courants d'émancipation des noir-américains faisant suite au *Civil Rights Act*[510]. Cette *New Left* plus tardive correspond à une période militante plus radicale, sous les importantes influences de la contre-culture du milieu de la décennie 1960, des médias de masse et de courants contestataires issus par exemple du maoïsme, du marxisme-léninisme ou de l'anarchisme[511]. Ce qui est décrit derrière le terme *New Left* se présente donc comme un ensemble complexe et hétérogène, composée d'une diversité de formes et d'organisations politiques. L'influence majeure qu'elle a pu exercer sur l'histoire des mouvements socialistes et radicaux aux États-Unis n'est toutefois plus à démontrer. Construite en dehors de grands partis nationaux et même d'une base militante stable, considérée comme un « mouvement de mouvements »[512], elle modifia radicalement les conceptions et les modes d'organisation des nouveaux mi-

505 On trouvera notamment quelques exemples illustrant la diversité de ces approches dans Richard Snow, « The New Left Revisited: A Look at Recent Literature », *Journal of American Studies*, 1985, vol. 19, n° 2, p. 239-254.
506 Winifred Breines, « Whose New Left? », *The Journal of American History*, 1988, vol. 75, n° 2, p. 528-545.
507 Todd Gitlin, *The Sixties: Years of Hope, Days of Rage*, New York, Bantam Books, 1993, p. 17-83 ; Michael Kazin, *American Dreamers,* p. 397.
508 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 216-218 ; Michael Kazin, *American Dreamers,* p. 396.
509 Todd Gitlin, *The Sixties*, p. 250. Notre traduction (*the early New Left program mixed liberal reforms with visionary ideals of participatory democracy.*)
510 Todd Gitlin, *The Sixties*, p. 191-273.
511 *Todd Gitlin, The Sixties, p. 191-273.*
512 Michael Kazin, *American Dreamers,* p. 398.

litants de cette période. Elle dénoua notamment certaines impasses et certains débats ayant animé les mouvements radicaux du pays jusqu'à cette période[513], et en présenta de nouveaux. Une de ses particularités fut alors d'avoir renoué avec des luttes sociales liées à différents marqueurs identitaires ou nationaux, « modifiant radicalement », pour Gosse « les relations entre personnes blanches et de couleur, la manière dont le gouvernement états-unien met en œuvre sa politique étrangère ou les consensus populaires liés au genre et à la sexualité »[514]. C'est en partie pour ces raisons que cette période spécifique du radicalisme états-unien a été liée par certains historiens au renouvellement des luttes « identitaires » dans le pays[515], voire même à l'acte de naissance des politiques de l'identité autour de la décennie 1980[516]. L'antiracisme et le féminisme furent alors, chacun à leur manière, au premier plan de ce renouvellement « identitaire » des luttes sociales états-uniennes.

. Le Mouvement des droits civiques et la *New Left*

Les luttes anti-racistes sont en effet considérées comme un élément essentiel de cette période. Nous avons mentionné plus haut la manière avec laquelle les mouvements socialistes ayant précédé la *New Left* aux États-Unis ont tous, à leur façon et à des niveaux différents, cherché à s'emparer de la question raciale animant le pays et à défendre un idéal sinon d'égalité raciale, au moins d'ouverture de droits politiques et sociaux pour les populations noires du pays. Tout au long de cette période, un grand nombre de socialistes états-uniens se sont alors ouverts à ces questions au travers de leur implication militante[517]. Pour Buhle, du fait de l'effondrement d'après-guerre des mouvements et des organisations socialistes dans le pays, mais aussi du fait de la vitalité et de la combativité du mouvement des droits civiques dans la décennie 1950, ce cadre historique se renverse : « tout commença désormais avec les luttes des noirs, qui resteront centrales au moins jusqu'au sommet du mouvement anti-guerre sur les campus »[518]. Des organisations militantes noires, comme le *Congress of Racial Equality* (CORE) déjà en partie animé par des militants socialistes[519], ou le *Student Nonviolent Coordinating Committee* (SNCC) et plus généralement la forte auto-organisation des popu-

513 Notamment à travers un rejet des orthodoxies de la « Old Left » et de sa conception restrictive du concept de classe sociale, de ses lignes de fractures liées à l'État soviétique et à la rhétorique staliniste, ou de son emphase particulière sur le concept de « démocratie participative ». Voir notamment John Mcmillian et Paul Buhle (eds.), *New Left Revisited*, Philadelphie, Temple University Press, 2003.

514 V. Gosse, *Rethinking the New Left: An Interpretative History*, New York, Springer, 2016, p. 2. Notre traduction (*radically changing the relationships between white people and people of color, how the U.S. government conducts foreign policy, and the popular consensus regarding gender and sexuality.*)

515 V. Gosse, *Rethinking the New Left* ; Todd Gitlin, *The Sixties* ; John Mcmillian et Paul Buhle (eds.), *New Left Revisited* ; James N. Gregory, « Remapping the American Left », p. 29.

516 Grant Farred, « Endgame Identity? Mapping the New Left Roots of Identity Politics », *New Literary History*, 2000, vol. 31, n° 4, p. 627-648.

517 Michael Kazin, *American Dreamers.*

518 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 224. Notre traduction (*everything now started with the Blacks, and at least until the crest of the anti-war movement on the campuses, would remain so.*)

519 Victoria W. Wolcott, « Radical Nonviolence, Interracial Utopias, and the Congress of Racial Equality in the Early Civil Rights Movement », *Journal of Civil and Human Rights*, 1 décembre 2018, vol. 4, n° 2, p. 31-61.

lations noires des États du sud furent en effet souvent décrites comme d'importants évènements dans les parcours de politisation des futurs militants de la *New Left*[520]. Au-delà de l'éventuelle « inspiration » ayant pu être insufflée par les militants noirs du CORE ou du SNCC aux futurs activistes des campus états-uniens, le mouvement des droits civiques joua un rôle fondamental dans les modes d'action organisationnels et idéologiques des mouvements radicaux de cette période en général, y compris socialistes. En effet, les nouvelles formes d'action militante amenées par les organisations pour les droits civiques, comme les *sit-ins* ou les *freedom rides*, amena de toutes nouvelles manières de militer dans l'ensemble du mouvement, pouvant se propager rapidement dans l'ensemble du pays et occuper un espace médiatique jusque-là peu intéressé aux anciennes formes d'actions directes[521]. Les modalités organisationnelles du mouvement des droits civiques, très enclin à l'auto-organisation et constitué de quelques organisations nationales (SNCC, CORE) ayant volontairement cherché à éviter des pratiques bureaucratiques et centralisations, ont de plus participé à mettre fin aux anciens modes d'organisation des mouvements socialistes états-uniens, traditionnellement composés d'organisations nationales exerçant une importante autorité sur des sections locales[522]. Enfin, la situation « d'avant-garde » du mouvement des droits civiques vis-à-vis de la *New Left* en général a marqué à la fois démographiquement et idéologiquement le radicalisme états-unien de cette période, permettant à ses activistes, jeunes et issus d'une diversité d'origines ethniques, de développer un programme politique se développant autour du mot d'ordre de « libération »[523] et cherchant à articuler un ensemble de sentiments anti-racistes, anti-coloniaux ou anti-sexistes à un socialisme renaissant. C'est notamment dans ce dernier sens que l'on peut comprendre la forme particulière prise par le maoïsme dans les pays occidentaux à cette période. Compris comme un « tiers-mondisme », l'important dynamisme des organisations et des militants maoïstes de cette période doit en effet se lire comme une articulation du marxisme avec des sentiments de solidarité vis-à-vis de peuples engagés dans des luttes de décolonisation[524], mais aussi comme la remise en question d'anciennes orthodoxies marxistes, en lien à la « question nationale » et au rôle des inégalités raciales dans le système de domination capitaliste[525].

520 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 223-225 ; Todd Gitlin, *The Sixties,* p. 35.
521 Aldon D. Morris, « A Retrospective On The Civil Rights Movement: Political and Intellectual Landmarks », *Annual Review of Sociology*, 1999, vol. 25, n° 1, p. 517-539.
522 James N. Gregory, « Remapping the American Left », p. 29.
523 James N. Gregory, « Remapping the American Left », p. 29.
524 Voir notamment Quinn Slobodian, « The meanings of Western Maoism in the global 1960s » dans Chen Jian *et al.* (eds.), *The Routledge Handbook of the Global Sixties*, s.l., Routledge, 2018, p. 61-73.
525 Certains débats s'étant produit au cours de la scission de SDS en 1969, notamment entre la faction « RYM-II » et celle qui deviendra célèbre des *Weathermen*, viendront représenter les dissensions les plus importantes liées à ces questions au sein des mouvances marxistes. Voir Ashley Karin *et al.*, « You Don't Need A Weatherman To Know Which Way The Wind Blows » dans Radical Education Project Collective (ed.), *Debate Within SDS: RYM II Vs. Weatherman*, Detroit, Radical Education Project, 1969 ; Noel Ignatiev et Chicago Revolutionary League, « Without a Science of Navigation We Cannot Sail in Stormy Seas » dans Radical Education Project Collective (ed.), *Debate Within SDS.*

. Le Mouvement des droits civiques et le renouveau féministe

La centralité du concept de « démocratie participative » (*participatory democracy*) dans l'ensemble des mouvements des décennies 1960 et 1970 trouva également son origine dans le mouvement des droits civiques et d'émancipation des noir-américains[526]. Lié à la reprise en main du processus de prise de décision par des citoyens non issus d'élites politiques et économiques, et donc à certaines formes de décentralisation politique et organisationnelle, ce concept a en effet marqué un grand nombre d'organisations associées à la *New Left*, en premier lieu des groupes comme le SNCC ou les SDS[527]. Pour Buhle, ce concept

> était à la fois nouveau et ancien, évoquant simultanément l'insistance des noirs sur l'auto-émancipation, la révolte générale de la jeunesse contre l'autoritarisme de l'époque de la guerre froide et l'idéal séculaire du radicalisme états-unien d'une démocratie directe opérée par les classes productrices. Les activistes voyaient de plus ce concept comme un moyen et une fin ; en tant que principe organisationnel, thérapeutique et autonomisant, il était expressément opposé à l'idéal 'bureaucratique' du centralisme démocratique de la *Old Left*[528].

Mobilisé dans un premier temps par des organisations pour les droits civiques et mis en avant par des figures du mouvement comme Ella Baker, ce concept et ses pratiques associées, comme l'emphase sur les mobilisations de masse, l'éducation politique et les pratiques de « prise de conscience » (*consciousness raising*) eurent de plus une influence certaine sur le renouveau des mouvements féministes de la fin de la décennie 1960[529]. L'organisation de groupes de prise de conscience, centraux aux premières organisations féministes de cette période, et donc inspirée directement de leur mise en place au sein du mouvement des droits civiques, en constitue un premier exemple. Le développement de compétences politiques, oratoires et organisationnelles au sein de groupes politiques cherchant à développer un mode d'organisation horizontal et décentralisé en constitue un autre, permettant à un grand nombre de femmes jusqu'alors dénigrées dans ces domaines de participer pleinement au processus politique et délibératif[530]. Au-delà des influences intellectuelles, certains historiens ont de plus noté une continuité militante et humaine certaine entre les deux mouvements. En effet, si les mouvements d'émancipation des noir-américains ont en

526 Carol Mueller, « Ella Baker and the origins of "participatory democracy" » dans Jacqueline Bobo, Cynthia Hudley et Claudine Michel (eds.), *The Black Studies Reader*, New York, Routledge, 2004, p. 79-91.
527 Carol Mueller, « Ella Baker and the origins of "participatory democracy" » ; John Mcmillian et Paul Buhle (eds.), *New Left Revisited* ; Todd Gitlin, *The Sixties,* p. 103.
528 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 231. Notre traduction (*As an idea it was both old and new, simultaneously evoking Black insistence on self-emancipation, the general youth revolt against Cold War authoritarianism, and the age-old American radical ideal of direct democracy by the producing classes. Activists viewed it, moreover, as both means and end ; as an organizational principle, therapeutic and empowering, it was purposely counterposed to the 'bureaucratic' Old Left ideal of democratic centralism.*)
529 Julie Clements analysera notamment le concept de démocratie participative comme ayant servi de « pont » entre le mouvement d'émancipation des noirs et celui des femmes. Julie Clements, « Participatory Democracy : The Bridge from Civil Rights to Women 's Liberation », *The Public Purpose*, 2003, vol. 1, n° 1, p. 5-25.
530 Julie Clements, « Participatory Democracy », p. 11-13.

quelque sorte joué un rôle « d'avant-garde » dans le cadre de la *New Left* naissante, les luttes féministes, mais aussi par exemple celles liées aux droits des homosexuels, sont quant à elles bien plus souvent associées à la dernière période de ce « mouvement des mouvements ». Elles se sont notamment développées en réaction aux insuffisances, en termes d'engagement féministe, des organisations et des pratiques contestataires ayant défini la période, mais aussi plus directement en réponse au sexisme inhérent à des organisations alors majoritairement masculines[531]. À la faveur de l'implosion de la majorité de ces groupes à la fin de la décennie 1960, un grand nombre de militantes évoluant en leur sein les quittèrent alors pour fonder un certain nombre d'organisations qui joueront un rôle majeur dans le développement du féminisme dit de « seconde vague ». Ces activistes cherchèrent alors à ne plus voir la libération des femmes comme secondaire, au sein d'un autre projet politique (anti-capitaliste, anti-ségrégationniste…), mais bien à en faire un but en soi[532]. Ce nouveau « Mouvement de libération des femmes » (*Women's Liberation Movement*), extrêmement varié dans ses orientations idéologiques et sa composition démographique[533], deviendra finalement le mouvement le plus durable et le plus important, en termes numériques, de la *New Left* prise en général[534].

. La *New Left* comme socialisme

À travers ce rapide rappel historique des particularités de la *New Left*, on comprend donc pourquoi cette dernière a souvent été associée à l'avènement des politiques de l'identité quelques décennies après sa fin. Initiée par le mouvement des droits civiques et plus généralement par la question raciale ayant animé une grande partie de l'histoire politique états-unienne, elle s'est terminée autour d'un mouvement féministe naissant, qualifié de « révolution dans la révolution »[535], qui exercera plus tard une influence certaine sur la société états-unienne. Il convient pourtant de remarquer que cette filiation d'un mouvement à prédominance socialiste[536] à une forme de politique contestataire qui, comme nous avons pu le voir, entre en conflit avec les axiomes majeurs des théories et pratiques socialistes, n'est pas sans poser problèmes. Le socialisme à l'époque de la *New Left*, pris abs-

531 Pour l'exemple du SNCC, voir notamment Dennis J. Urban, « The Women of SNCC: Struggle, Sexism, and the Emergence of Feminist Consciousness, 1960-66 », *International Social Science Review*, 2002, vol. 77, n° 3/4, p. 185-190, p. 187-188 ; pour celui des SDS, voir Todd Gitlin, *The Sixties,* p. 348-362.
532 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 249.
533 Incluant notamment des organisations allant du féminisme radical et du féminisme socialiste de groupes comme *Redstockings* ou *Bread and Roses* au féminisme libéral de la NOW ; comprenant des militantes mariées de classe moyenne péri-urbaine jusqu'à des femmes pauvres et racisées de centres urbains ou des collectifs lesbiens séparatistes ; cherchant à atteindre des buts allant de législations portant sur le droit à l'avortement et l'application aux femmes de mesures incluses par le Civil Rights Act à la remise en cause de la division sexuelle du travail social et à la centralité de la cellule familiale hétérosexuelle. Voir par exemple Julie Clements, « Participatory Democracy » ; Van Gosse, « Women's Liberation and Second-Wave Feminism: "The Personal is Political" » dans Van Gosse (ed.), *Rethinking the New Left: An Interpretative History*, New York, Palgrave Macmillan US, 2005, p. 153-170.
534 Van Gosse, « Women's Liberation and Second-Wave Feminism: ».
535 Todd Gitlin, *The Sixties,* p. 349.
536 En particulier à partir de la seconde moitié de la décennie 1960 (Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 238-249 ; Todd Gitlin, *The Sixties,* p. 235-253).

traitement dans sa globalité, fut en effet avant tout particulièrement hétérodoxe vis-à-vis des formes hégémoniques qu'il avait pu endosser par le passé. Son non-dogmatisme, ses tendances utopiques, sa construction flexible et dialectique du concept de classe en font partiellement un héritier du radicalisme états-unien du début de siècle et de son égalitarisme profond, attaché à défendre notamment les droits des femmes ou des personnes racisées, en dehors ou à côté de toute lutte anti-capitaliste[537]. Pour Buhle, ce fut « le grand mérite de la *New Left* d'avoir rompu avec les absolus de l'ancien marxisme » et particulièrement sur les questions raciales et féministes, là où « l'ancienne gauche » avait si souvent pu montrer ses insuffisances[538]. Cherchant à élaborer des stratégies et tactiques politiques le plus souvent en dehors de toute orthodoxie, les militants de cette période en sont effectivement venus à remobiliser des questions propres au radicalisme et au socialisme vernaculaire états-unien de la première partie du 20e siècle. Exprimé sous des formes non dogmatiques, anarchistes, marxistes ou volontairement proches de ces anciennes formes de radicalisme, le caractère fondamental de la *New Left* et de ses militants les plus actifs fut cependant toujours associé au socialisme et fut particulièrement hostile au *liberalism* de son temps[539]. On pourra rappeler, de ce point de vue, les nombreuses interactions entre le socialisme et le mouvement des droits civiques[540], voire avec des figures comme Martin Luther King[541], moins connues que le socialisme des mouvements noirs associés au *Black Power* et à des groupes comme le *Black Panther Party*. Le mouvement anti-guerre des campus fut, lui aussi, dans une certaine mesure, redevable à la tradition pacifiste socialiste l'ayant précédé[542] et trouva à s'exprimer au travers de catégories propres à cette dernière[543]. Le mouvement féministe, quant à lui, fut dès son origine à la fin de la décennie 1960, particulièrement hétérogène du point de vue de ses théories et pratiques militantes. Le féminisme socialiste semble cependant avoir joué un rôle majeur dans les milieux les moins proches du *liberalism* de cette période, notamment lesbiens et contre-culturels, et influença fortement le féminisme radical

537 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 256-257.
538 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 256. Notre traduction (*The great virtue of the New Left was its having broken with the absolutes of the older Marxisme ; Old Left*)
539 Maurice Isserman, *The Other American: The Life Of Michael Harrington*, New York, PublicAffairs, 2001, p. 276.
540 Notamment à travers des figures comme Philip Randolph ou Bayard Rustin, importants cadres du mouvement et militants socialistes de longue date, ou même de Michael Harrington, futur fondateur de DSA, aux côtés de Martin Luther King Jr., ou à travers des organisations comme le Congress of Racial Equality (CORE), importante organisation noire en partie fondée par des militants socialistes. Evan Faulkenbury, « "An Uncommon Meeting of Minds": The Council for United Civil Rights Leadership in the Black Freedom Struggle, 1963–1967 », *The Journal of African American History*, juin 2019, vol. 104, no 3, p. 392-414 ; Maurice Isserman, *The Other American* ; Jared Loggins et Andrew J. Douglas, *Prophet of Discontent: Martin Luther King Jr. and the Critique of Racial Capitalism*, Athens, University of Georgia Press, 2021.
541 Voir Jared Loggins et Andrew J. Douglas, *Prophet of Discontent.*
542 Patrick Allitt, « The Forgotten Heritage of American Christian Socialism », *American Political Thought*, septembre 2020, vol. 9, no 4, p. 629-635.
543 Paul Buhle, *Marxism in the United States*, p. 241.

des décennies 1970 et 1980[544]. Le socialisme en général et le marxisme en particulier ont donc joué un rôle majeur dans le développement intellectuel et militant d'une *New Left* qui réussit à redonner un souffle aux catégories conceptuelles les plus rigidement tenues par les mouvements l'ayant précédée, celle de la classe sociale en particulier.

. Une origine des politiques identitaires ?

Si l'influence de la *New Left* sur les futurs mouvements associés aux politiques identitaires semble difficile à infirmer, celle du socialisme l'ayant en partie constitué le semble donc tout autant. Les insuffisances passées de la gauche socialiste sur les questions de subordinations liées aux identités sociales, jointes à une classe populaire fragmentée et reconfigurée par un ensemble de changements profonds traversant la société états-unienne semblent bien indiquer une filiation directe et causale entre les politiques de l'identité et le socialisme axé sur la classe sociale de la *New Left*. De ces changements, on compte en premier lieu les phénomènes de désindustrialisation ayant touché le pays à partir de la décennie 1980 et, conséquemment, la récupération politique de la « classe ouvrière blanche » par un mouvement conservateur armé d'une nouvelle rhétorique reaganienne à cette période[545]. En effet, c'est bien sous la pression de la désindustrialisation, apportant notamment avec elle une restructuration et une fragmentation du marché du travail dès le niveau local, une augmentation de la précarité, des instabilités sociales et communautaires et un affaiblissement des identifications et solidarités de classe[546], que s'est opérée une décomposition des classes populaires à cette période, s'identifiant désormais en termes « non-économiques » et donc principalement culturels, racialisés, genrés ou sexuels. La relation causale entre les phénomènes de désindustrialisation et la progression de mouvements politiques conservateurs articulant certaines conceptions ethniques et nationalistes de l'identité blanche est aujourd'hui amplement documentée[547]. De l'autre côté de l'échiquier politique, les innovations de la *New Left* ont entre autres permis aux mouvements radicaux états-uniens de repenser le concept de classe sociale de manière plus flexible, plus généralement de rejeter les anciennes orthodoxies des mouvements socialistes les ayant précédés, mais aussi de mettre en place des modes d'opposition politique s'axant sur des formes d'expression cultu-

544 Finn Enke, *Finding the Movement: Sexuality, Contested Space, and Feminist Activism*, Durham, Duke University Press, 2007 ; Alice Echols, *Daring to Be Bad: Radical Feminism in America 1967-1975, Thirtieth Anniversary Edition*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2019.
545 Grant Farred, « Endgame Identity? », p. 634-637.
546 Gábor Scheiring et Anne-Marie Jeannet, *New Perspectives on Deindustrialization as Socio-Economic Disintegration*, https://sase.org/blog/new-perspectives-on-deindustrialization-as-socio-economic-disintegration/, 16 juin 2022, (consulté le 15 mai 2023)
547 Voir notamment Oliver Strijbis, « Deindustrialization fosters ethnonationalism; a comparative analysis of ethnonational parties in Western Europe, 1918–2018 », *European Political Science Review*, mai 2023, vol. 15, n° 2, p. 177-193 ; Leonardo Baccini et Steven Weymouth, « Gone For Good: Deindustrialization, White Voter Backlash, and US Presidential Voting », *American Political Science Review*, 17 janvier 2021, vol. 115, n° 2, p. 550-567.

relle[548]. Cependant, la désindustrialisation et la relative capture électorale d'un segment démographique des classes populaires (la « classe ouvrière blanche ») par un mouvement conservateur alors récent et dynamique n'a pu qu'accentuer la perte de raison d'être d'un ensemble de mouvements socialistes toujours fondamentalement orientés vers l'identification en termes de classe sociale et, dans certains cas, vers les politiques publiques d'État social. Pour Farred, il s'ensuit que

> les diverses luttes des années 1960 ont fourni aux nouveaux mouvements sociaux - des groupements organisés autour de questions uniques telles que le genre, la race, l'appartenance ethnique ou l'orientation sexuelle, questions trop souvent ignorées dans la politique dominante - leurs fondements idéologiques ... Après avoir rejeté la conception étroite de la politique de la *Old Left*, la *New Left* l'a élargie pour inclure … des modalités d'opposition qui, dans les années 1980, seront interprétées comme des luttes pour la représentation et l'identité. Si la *New Left* est née au milieu des années 1950 de l'éclipse de la *Old Left*, les politiques de l'identité sont nées au début des années 1980 de la lente érosion de la *New Left*[549].

Cette généalogie, qui place à la fois les réussites de la *New Left* et son déclin au cœur de l'apparition des politiques identitaires dans le champ militant états-unien, a le mérite de dépasser les interprétations souvent binaires opposant mouvements socialistes et identitaires dans l'histoire militante du pays. S'il est possible d'établir une filiation entre le socialisme des décennies 1960 et 1970 et les politiques identitaires des deux décennies suivantes, une nette séparation, à la fois sur les plans de la théorie, de la pratique et des parcours militants en eux-mêmes, s'est toutefois produite entre ces différents mouvements au cours de cette période, altérant à nouveau le paysage politique du radicalisme états-unien.

5.3. Après la *New Left* : les politiques identitaires et la tradition radicale

On peut donc considérer que l'arrivée de la *New Left* dans le champ militant états-unien au milieu du 20e siècle a, dans une certaine mesure, ouvert un certain nombre de possibilités contestataires qui ont permis quelques décennies plus tard à un ensemble de « nouveaux mouvements sociaux » de trouver une voix et des modes d'opposition leur étant propres. Au cours de cette période, l'importance relative des questions identitaires au sein des mouvements militants peut être imputée à un certain nombre de transformations sociales, politiques et économiques, ainsi qu'à un contexte général de baisse d'influence des catégories marxistes et socialistes. Afin d'expliquer ces abandons

548 Grant Farred, « Endgame Identity? », p. 630-631.
549 Grant Farred, « Endgame Identity? », p. 631. Notre traduction (*the various struggles of the 1960s provided the new social movements - groupings organized around single issues such as gender, race,ethnicity, or sexual orientation, issues all too frequently ignored in mainstream politics - with their fundamental ideological building blocs ... Having rejected the Old Left's narrow conception of politics, the New Left expanded it to include ... modes of oppositionality that would, in the 1980s, be construed as struggles over representation and identity. If the New Left was born in the mid-1950s out of the eclipse of the Old Left, identity politics arose in the early 1980s out of the slow erosion of the New Left.*)

et ces nouvelles orientations par des groupes se tournant graduellement plus vers des formes d'organisation axées autour d'un certain légalisme libéral et « identitaire »[550], il convient toutefois de noter une importante réduction des groupes radicaux en général dans le pays, en termes de nombre de militants et d'influence politique. Cet affaiblissement fut à la fois cause et conséquence d'« un déplacement vers une posture de modération »[551] au sein de ces mouvements militants, qui cherchèrent alors bien plus souvent à travailler de concert avec le Parti démocrate, et dont le projet politique fut désormais plus circonscrit à la défense d'un certain nombre d'acquis sociaux ou, par exemple, environnementaux[552]. Cette évolution représente pour Gregory « le fait nouveau le plus important de cette période », à travers « l'atténuation des frontières entre radicalisme et *liberalism*, ainsi qu'un afflux de personnes de gauche au sein du Parti démocrate, particulièrement aux niveaux locaux »[553]. La vitalité de « nouveaux mouvements » environnementaux, anti-nucléaires, contre l'apartheid sud-africain ou de soutien à certains gouvernements de gauche d'Amérique Central, coexistait alors avec celle des mouvements « identitaires » de cette période. Le dynamisme de ces derniers, associé aux affinités de leurs modes de mobilisation avec les catégories opératoires de la démocratie libérale[554], a donc favorisé la mise en avant de ces derniers et leur institutionnalisation par un milieu militant de plus en plus proche du *liberalism* et de ses activistes[555]. Afin de mieux saisir ces évolutions, il convient également d'apprécier, selon les cas, les continuités et discontinuités diachroniques, ainsi que les oppositions synchroniques au sein de mouvements luttant pour de mêmes groupes « identitaires », à l'instar des mouvements noirs et féministes ayant immédiatement fait suite au déclin de la *New Left*.

. Un nationalisme noir majoritairement pluraliste et ethniciste

L'apparition du slogan et du mouvement du *Black Power* à partir de la seconde moitié de la décennie 1960, souvent associé à une radicalisation des politiques noires de la période suivant immédiatement la signature du *Civil Rights Act,* au *Black Panther Party for Self-Defense* (BPP)*,* ainsi qu'à des figures charismatiques comme Angela Davis ou Kwame Ture, ne renvoie en effet pas à un ensemble de mouvements et de courants de pensée monolithiques dans l'histoire du radicalisme

550 Wendy Brown et Janet Halley, « Introduction », dans Wendy Brown et Janet Halley (eds.), *Left Legalism/Left Critique*, Durham, Duke University Press, 2002, p. 1-38.
551 Howard Brick et Christopher Phelps, *Radicals in America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 213. Notre traduction (*a drift toward moderation*).
552 Howard Brick et Christopher Phelps, *Radicals in America*, p. 222 ; James N. Gregory, « Remapping the American Left », p. 34.
553 James N. Gregory, « Remapping the American Left », p. 33. Notre traduction (*the major development of the era was the softening of the boundary between radicalism and liberalism and a surge of leftists into the Democratic Party, particularly at local levels.*)
554 Voir plus haut, chapitre 3, partie 3.4.
555 Se définissant graduellement plus à partir de cette période comme « progressistes », et non plus « radicaux », « marxistes » ou « socialistes ». James N. Gregory, « Remapping the American Left », p. 34.

noir. Tout au contraire, l'exploration des différentes divisions politiques et idéologiques ayant agité les mouvements d'émancipation noir-américains tout au long de cette période permet de mieux comprendre le développement des formes hégémoniques de contestation noire jusqu'à nos jours. Les lignes de force relatives aux persistances politiques et aux tentatives, réussies ou non, de rupture avec la tradition radicale ayant prévalu jusque-là, nous renseignent en effet sur le développement des approches « identitaires » des dernières décennies du 20e siècle.

À rebours de certaines iconographies culturelles contemporaines portant sur cette période, il convient de rappeler en premier lieu l'importante continuité de la majorité des organisations de cette période avec la tradition de la « troisième période »[556] du nationalisme noir, trouvant ses racines au début du 20e siècle, notamment à travers l'*Universal Negro Improvement Association and African Communities League* de Marcus Garvey ou la *Nation of Islam* de Fard Muhammad. En effet, le concept d'une « nation dans la nation », certaines formes de séparatisme ethnique et plus généralement le rejet des politiques d'intégration associées à la majorité des organisations de droits civiques possèdent des racines profondes dans la tradition radicale noire et ne peuvent être considérées comme des innovations conceptuelles de la décennie 1960[557]. C'est avant tout l'articulation de ces précédents concepts à certains courants radicaux de son époque, et notamment l'identification des luttes noire-américaines à celle des peuples colonisés en Afrique et ailleurs[558], mais aussi le développement d'une approche plus étroitement culturaliste[559], qui constituent les principales nouveautés du nationalisme noir de la période du *Black Power*. Au-delà des rhétoriques séparatistes de la majorité de ces groupes, c'est de plus une approche empruntant aux théories et aux pratiques du pluralisme politique[560] qui caractérise leur action[561]. En considérant le système politique états-unien comme un ensemble d'institutions neutres au travers desquelles un ensemble de groupes d'intérêts, ici compris en termes ethniques, se disputent le pouvoir politique, une importante partie des organisations nationalistes noires de cette période ont alors développé une forme d'activisme particulièrement proche du *liberalism* de son temps et des programmes sociaux de la *Great Society*[562]. Kwame Ture (anciennement Stokely Carmichael), à qui le terme même de « Black Power » est souvent attribué, a notamment coécrit dans son célèbre manifeste de 1967 :

556 Wilson J. Moses, *Classical Black Nationalism: From the American Revolution to Marcus Garvey*, New York, NYU Press, 1996.
557 Van Gosse, *Rethinking the New Left*, p. 111-129.
558 Dean E. Robinson, *Black Nationalism in American Politics and Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 86.
559 Dean E. Robinson, *Black Nationalism in American Politics and Thought*, p. 89.
560 Constituée en une variante « ethniciste » de la théorie du pluralisme évoquée plus haut (voir plus haut, chapitre 3, partie 3.4).
561 Dean E. Robinson, *Black Nationalism in American Politics and Thought*, p. 88 ; Toure Reed, *Toward Freedom*, p. 65.
562 Cedric Johnson, « The Panthers Can't Save Us Now ».

> Le concept du *Black Power* repose sur un présupposé fondamental : avant qu'un groupe ne puisse entrer dans la société ouverte, il doit d'abord serrer les rangs. Cela signifie que la solidarité de groupe est nécessaire pour qu'il puisse agir efficacement, depuis une position de force dans une société pluraliste. Traditionnellement, chaque nouveau groupe ethnique de notre société a trouvé le chemin de la viabilité sociale et politique en organisant ses propres institutions, pour représenter ses besoins au sein de la société dans son ensemble … Les Italiens votent pour Rubino plutôt que pour O'Brien ; les Irlandais pour Murphy plutôt que pour Goldberg, etc. Ce phénomène peut sembler déplaisant à certains, mais il a été et reste aujourd'hui un élément central du système politique américain[563].

Loin de la profonde radicalité souvent associée au mouvement du *Black Power* dans son ensemble, une importante partie des organisations du nationalisme noir de cette période, dont la *Nation of Islam* d'Elijah Muhammad, *US* de Maulana Karenga (anciennement Ron Karenga) ou même le *Congress Of Racial Equality* à partir de la fin de la décennie 1960[564] se sont en effet éloignées des ambitions séparatistes ayant marqué leur courant politique, en promouvant avant tout le développement d'institutions sociales, politiques et économiques noires tout en restant « dans » la société blanche. Leur but fut d'avancer les intérêts de la communauté noire, comprise en termes ethniques, au sein de la société états-unienne, considérée également en ces termes, et donc fondamentalement en tant que blanche et anglo-saxonne[565].

Cette stratégie, exprimée par Ture/Carmichael dans son invitation à « serrer les rangs » et plus généralement désignée sous le nom de « contrôle communautaire » (*community control*)[566] dans ces organisations, s'est également accompagnée d'une stratégie de développement économique spécifiquement noir (à l'origine du fameux « black capitalism »[567]) et de conquêtes, souvent couronnées de succès, d'appareils électoraux locaux. L'élection de Kenneth Gibson comme premier maire noir de la ville de Newark, notamment à travers le soutien du poète et figure du nationalisme noir Amiri Baraka, en constitue un exemple célèbre. Certains programmes fédéraux de la *Great Society* de Lyndon Johnson, souvent axés autour de la participation citoyenne, comme le *Community Action Program*, VISTA ou le *Demonstration Cities and Metropolitan Development Act,* participèrent également aux côtés des stratégies de « contrôle communautaire » des organisations du *Black Power* à

563 Stokely Carmichael et Charles V. Hamilton, *Black Power: The Politics of Liberation in America*, New York, Vintage Books, 1967, p. 71. Notre traduction (*The concept of Black Power rests on a fundamental premise: Before a group can enter the open society, it must first close ranks. By this we mean that group solidarity is necessary before a group can operate effectively from a bargaining position of strength in a pluralistic society. Traditionally, each new ethnic group in this society has found the route to social and political viability through the organization of its own institutions with which to represent its needs within the larger society … Italians vote for Rubino over O'Brien; Irish for Murphy over Goldberg, etc. This phenomenon may seem distasteful to some, but it has been and remains today a central fact of the American political system.*)

564 Dean E. Robinson, « Black Power Nationalism as Ethnic Pluralism: Postwar Liberalism's Ethnic Paradigm in Black Radicalism » dans *Renewing Black Intellectual History*, New York, Routledge, 2010, p. 184-215, p. 205.

565 Dean E. Robinson, « Black Power Nationalism as Ethnic Pluralism », p. 285.

566 Dean E. Robinson, *Black Nationalism*, p. 93.

567 Pour une critique contemporaine de ce phénomène, voir notamment James Boggs, « The Myth and Irrationality of Black Capitalism », *The Review of Black Political Economy*, 1 mars 1970, vol. 1, n^{o} 1, p. 27-35.

développer ces tendances[568]. En mobilisant paradoxalement dans leurs projets de démocratisation politique et économique les citoyens noirs les plus à même de maîtriser les codes de la « conformité anglo-saxonne »[569], blanche et aisée, les organisations militantes noires et le gouvernement fédéral permirent principalement le développement d'une nouvelle élite politique et économique noire, issue des classes moyennes et des classes moyennes supérieures des grands centres urbains du pays. Si ces projets ont permis une relative émancipation politique et économique des noir-américains compris en tant qu'ensemble ethnique dans des villes comme Newark, la Nouvelle-Orléans ou New-York, ces évolutions se firent au détriment d'une politique sociale plus inclusive, susceptible de s'attaquer aux problèmes de chômage structurel et d'emplois précaires non-syndiqués, causes majeures de l'importante pauvreté de la majorité des résidents noirs de ces mêmes zones urbaines[570].

Sous-tendue par le cadre analytique du pluralisme et de la représentation descriptive, cette approche présupposa donc une communauté d'intérêts immuable entre noir-américains et s'éloigna d'une approche considérant les différences de classe sociale au sein même de la communauté noire. Contemporaine du déclin du pouvoir politique des organisations syndicales militantes et du socialisme états-unien, l'approche commune du militantisme *Black Power* et des programmes de la *Great Society*, considérés par certains comme ayant entretenu une relation « symbiotique »[571], fit donc manquer sa cible à la fameuse « Guerre contre la pauvreté » du président Johnson. L'approche dominante du militantisme noir de cette période impliqua également une vision particulièrement culturaliste de la discrimination raciale et, corrélativement, des possibilités d'émancipation vis-à-vis d'elle. Le postulat pluraliste et ethniciste de ces organisations a en effet amené leurs militants à concevoir la « culture » distincte de chaque groupe ethnique composant, selon eux, le paysage politique états-unien, comme facteur explicatif de leur mobilité sociale à travers l'histoire, ou de son absence[572]. En concevant la société états-unienne comme fondamentalement blanche et anglo-saxonne et en considérant les noir-américains comme historiquement étrangers à la culture du pays[573], ces derniers ont alors forgé la conception d'un « exceptionnalisme » noir et fourni un modèle explicatif pour la persistance des inégalités raciales dans le pays.

568 Cedric Johnson, « The Panthers Can't Save Us Now », p. 38. Sur ce sujet, voir également Kent B. Germany, *New Orleans After the Promises: Poverty, Citizenship, and the Search for the Great Society*, Athens, University of Georgia Press, 2007.
569 Dean E. Robinson, *Black Nationalism*, p. 106.
570 Cedric Johnson, « The Panthers Can't Save Us Now », p. 37.
571 Cedric Johnson, « The Panthers Can't Save Us Now », p. 37.
572 Dean E. Robinson, *Black Nationalism*, p. 119.
573 Les différentes organisations et intellectuels du *Black Power* n'ont toutefois pas partagé la même analyse concernant la nature profonde de cette culture isolée des noir-américains. Si certains, comme Karenga ou Muhammad l'ont principalement décrite en termes d'africanité, d'autres comme Carmichael/Ture (du moins à cette période) l'ont analysé en termes de culture déjà distincte au sein même des États-Unis.

Corrélativement, le développement, par le contrôle communautaire, le capitalisme noir et la représentation descriptive d'une culture ethnique « convenable » fut mis en avant comme stratégie au long terme pour l'ascension sociale du groupe dans son ensemble[574]. À nouveau, il est possible de noter ici une confluence avec la forme de *liberalism* dominant à cette période. Nous avons en effet mentionné lors du chapitre précédent[575] l'influence des catégories culturalistes dans la pensée *liberal* à partir de la décennie 1960, et notamment vis-à-vis des politiques sociales à travers la notion de « culture de la pauvreté ». La notion d'une relation causale entre une culture comprise comme déficiente (car insuffisamment développée vers des buts politiques et économiques pour certains, ou coupée de son africanité originelle pour d'autres) et la pauvreté structurelle des noir-américains fut de son côté mise en avant par un certain nombre de militants du *Black Power* de cette période[576]. Cette stratégie découle également de la conception, de la part de ces militants, mais aussi de hauts-fonctionnaires et d'élus *liberal* comme Daniel Moynihan, des noir-américains en termes ethniques, c'est-à-dire en tant que groupe exclusif d'individus partageant un patrimoine culturel commun[577]. La notion de culture devient alors un phénomène explicatif d'ensemble. Elle permet d'une part de penser une catégorie raciale en tant que groupe fermé et homogène ; d'autre part de proposer en termes politiques un ensemble d'analyses causales et de propositions normatives, ici vis-à-vis des discriminations ayant historiquement touché les noir-américains en tant que groupe racial. À l'instar de leurs homologues *liberal* au sein du gouvernement Johnson, les nationalistes noirs de cette période ont donc découplé la domination raciale de l'exploitation de classe[578] : tout comme la dimension pluraliste et représentative déjà mentionnée, ce culturalisme éclipsa en effet les éventuelles différences pouvant exister au sein de ce groupe, et en premier lieu les différences de classe.

. Socialisme et *Black Power*

Dominante dans les milieux du *Black Power* de cette période, cette approche fut cependant contestée par un certain nombre de ses contemporains, parfois même à l'intérieur du mouvement. Avant tout, on opposera effectivement ce pluralisme ethniciste au nationalisme noir marxiste et ouvertement révolutionnaire des *Black Panthers* qui, bien que souvent présentées comme la personnification du mouvement par un certain nombre de commentateurs et parfois d'historiens[579], n'ont jamais pu bénéficier de l'influence et de la longévité des organisations déjà mentionnées. Les *Panthers* ont partagé un certain nombre d'éléments idéologiques avec leurs homologues nationalistes :

574 Toure Reed, *Toward Freedom*, p. 67.
575 Voir plus haut, chapitre 3, partie 3.4.
576 Dean E. Robinson, *Black Nationalism*, p. 106.
577 Voir plus haut, note 39 du chapitre 1.
578 Cedric Johnson, « The Panthers Can't Save Us Now », p. 42.
579 Voir par exemple Cedric Johnson, « Panther Nostalgia as History: Black against Empire: The History and Politics of the Black Panther Party », *New Labor Forum*, 1 mai 2014, vol. 23, n° 2, p. 112-115.

en premier lieu le concept de « nation dans la nation », l'analogie coloniale pour décrire la situation des noirs aux États-Unis ou le « contrôle communautaire » comme méthode d'auto-détermination de ces derniers dans les grands centres urbains du pays[580]. Il est certain que les programmes de contre-espionnage et de répression politique du FBI, à l'instar du célèbre COINTELPRO, ont joué un rôle important dans le développement de clivages et les affrontements, parfois mortels, ayant opposé ces groupes[581]. Un certain nombre de désaccords fondamentaux ont cependant différencié le BPP des autres groupes nationalistes de son temps (nommant ces derniers « nationalistes culturels » (*cultural nationalists*) par dérision[582]) et ce principalement du fait de son marxisme.

La différence, en termes de filiation idéologique des éléments communs entre ces groupes, mérite tout d'abord d'être soulignée. Alors que le concept de « nation noire » des nationalistes « culturels » découle avant tout de la longue tradition inaugurée par Marcus Garvey, celui des *Panthers* et des autres organisations marxistes noires de cette période s'inscrit principalement autour de la position dégagée par Staline, ou celle amenée par le CPUSA en son temps, vis-à-vis de la « question nationale »[583]. Si l'analogie coloniale développée par les organisations culturalistes s'appuie sur la présupposition d'un lien intrinsèque entre noir-américains et peuples colonisés, sur la base d'une proximité ethnique et d'une sujétion commune à une forme de suprématisme blanc[584], la position analogue des marxistes noirs de cette période, plus proche de celle du « maoïsme occidental » déjà mentionné, conçoit avant tout les peuples du tiers-monde comme une avant-garde révolutionnaire et la colonisation comme une contradiction interne au capitalisme (les différences de classe en constituant une seconde)[585]. Enfin, si le contrôle communautaire a été pensé par les organisations nationalistes « culturelles » comme un outil d'ascension sociale pour les noirs en tant que groupe ethnique, dans un contexte de démocratie pluraliste, les nationalistes marxistes représentés par le BPP l'ont avant tout pensé dans le cadre du développement d'un mouvement révolutionnaire de masse, voire même dans celui d'une révolution culturelle inspirée de la Chine maoïste[586]. L'emphase sur la lutte de guérilla portée par les membres du BPP doit en effet se comprendre dans le cadre de ce contrôle communautaire radical, visant à une auto-organisation économique, politique, et même paramili-

580 Robin D. G. Kelley, *Freedom Dreams: The Black Radical Imagination*, Boston, Beacon Press, 2002, p. 160.
581 On pensera notamment aux fusillades ayant opposé certains membres du BPP à d'autres de US, de Ron Karenga, encouragée et même organisée par le FBI. Voir par exemple Scot Ngozi-Brown, « The Us Organization, Maulana Karenga, and Conflict with the Black Panther Party: A Critique of Sectarian Influences on Historical Discourse », *Journal of Black Studies*, 1997, vol. 28, n° 2, p. 157-170.
582 Scot Ngozi-Brown, « The Us Organization, Maulana Karenga, and Conflict with the Black Panther Party, p. 166.
583 Robin D. G. Kelley, *Freedom Dreams*, p. 176.
584 Dean E. Robinson, « Black Power Nationalism as Ethnic Pluralism », p. 185.
585 Maxwell C Stanford, *Revolutionary Action Movement (RAM): A Case Study of an Urban Revolutionary Movement in Western Capitalist Society*, Thèse de doctorat, University of Atlanta, Atlanta, 1986, p. 148.
586 Maxwell C Stanford, *Revolutionary Action Movement (RAM),* p. 127.

taire[587]. Au-delà de ces différences, c'est la conceptualisation de la nature des noir-américains en tant que corps politique qui constitue la plus importante séparation entre organisations nationalistes marxistes et « culturelles » à cette période. Nous avons en effet pu mentionner la manière avec laquelle les personnes noires états-uniennes ont été conceptualisées et mobilisées en termes ethniques, et donc de culture et d'homogénéité, par des groupes comme *US*, CORE ou la *Nation of Islam*. Bien que la discrimination raciale fût l'une de leurs premières préoccupations, les organisations nationalistes marxistes comme le *Revolutionary Action Movement* (RAM, qui fut pionnier dans cette démarche), le BPP, le *Black Vanguard Party* ou la *League of Revolutionary Black Workers*, ont avant tout considéré les noir-américains dans leur dimension de classe[588]. Nourris par les analyses de Fanon sur le rôle de la bourgeoisie colonisée dans le maintien des structures coloniales, et par celle de Lénine ou de Mao sur celui des avant-gardes révolutionnaires, ces derniers en sont venus à conceptualiser le prolétariat noir du pays comme un agent révolutionnaire privilégié, vis-à-vis du renversement final du système capitaliste. Ces conceptions n'ont évidemment pas été monolithiques : par exemple, si le RAM a considéré la jeunesse noire comme la première avant-garde révolutionnaire de son temps[589], c'est le fameux « lumpenprolétariat » qui fut astreint à ce rôle par le BPP[590]. Cette approche en termes de classe sociale de ces groupes socialistes leur permit cependant de penser la condition noire en dehors de tout exceptionnalisme et de pouvoir penser certaines formes de coalitions politiques avec d'autres groupes ethniques, voire avec la classe ouvrière dans son ensemble. Bobby Seale, figure du BPP, déclara notamment dans une interview en 1969 :

> Nous parlons de socialisme. Les nationalistes culturels expliquent que le socialisme ne pourra rien pour nous. Il y a une divergence entre le nouveau et l'ancien. Les personnes noires n'ont pas le temps de s'entraîner au racisme et les masses noires ne haïssent pas les blancs simplement à cause de la couleur de leur peau … Nous n'allons pas dire bêtement qu'il est impossible de s'aligner avec des révolutionnaires blancs intègres ou d'autres peuples démunis et opprimés de ce pays qui pourraient finir par comprendre que c'est du système capitaliste que nous devons nous débarrasser[591].

Nous pourrons bien sûr également citer la première « Rainbow Coalition », mise en place par le BPP de Chicago, visant à former une alliance militante avec d'autres groupes radicaux mobilisés en termes raciaux, les *Young Lords* et *Young Patriots*. Pensée en opposition à la fois aux approches in-

587 Maxwell C Stanford, *Revolutionary Action Movement (RAM)*, p. 163 ; Robin D. G. Kelley, *Freedom Dreams*, p. 168.
588 Robin D. G. Kelley, *Freedom Dreams*, p. 168-172.
589 Dean E. Robinson, *Black Nationalism*, p. 60 ; Maxwell C Stanford, *Revolutionary Action Movement (RAM)*, p. 159.
590 Robin D. G. Kelley, *Freedom Dreams*, p. 165.
591 Bobby Seale, cité dans Robin D. G. Kelley, *Freedom Dreams*, p. 166. Notre traduction (*We're talking about socialism. The cultural nationalists say that socialism won't do anything for us. There's the contradiction between the old and the new. Black people have no time to practice black racism and the masses of black people do not hate white people just because of the color of their skin…. We're not going to go out foolishly and say there is no possibility of aligning with some righteous white revolutionaries, or other poor and oppressed peoples in this country who might come to see the light about the fact that it's the capitalist system they must get rid of.*)

tégrationnistes et séparatistes dominant les milieux anti-racistes, souhaitant à travers une organisation souple dénouer les contradictions inhérentes à la coalition de groupes dévoués à l'auto-détermination et s'attachant à ne pas mettre aux mêmes niveaux les différentes formes d'oppression raciale et économique[592], cette brève coalition chercha à expérimenter en termes socialistes des solutions pratiques aux impasses politiques de son temps. On citera également ces phrases célèbres de Fred Hampton, le leader du BPP de Chicago qui fut à l'origine de cette alliance :

> Nous devons nous rendre à l'évidence. Les masses sont pauvres, elles appartiennent à ce que vous appelez les classes inférieures, et quand je parle des masses, je parle des masses blanches, des masses noires, des masses brunes et des masses jaunes aussi. Nous devons faire face au fait que certains disent qu'il faut combattre le feu par le feu, mais nous disons que le meilleur moyen d'éteindre un feu est avec de l'eau. Nous disons qu'on ne peut pas combattre le racisme par le racisme : nous allons combattre le racisme par la solidarité. Nous disons qu'on ne peut pas combattre le capitalisme par un capitalisme noir ; on combat le capitalisme par le socialisme[593].

Au-delà des positions explicitement marxistes des *Black Panthers* c'est bien l'approche « exceptionnaliste »[594] de la majorité des organisations nationalistes noires de cette période, visant à faire du suprématisme blanc et du racisme ciblant les populations noires un phénomène explicatif global, qui est mise en défaut ici. Pour ses critiques, cet exceptionnalisme bloque tout d'abord les possibilités d'alliances avec d'autres segments de la population (compris en termes ethniques, idéologiques ou de classe) pouvant permettre à ces mouvements de lutter efficacement contre les problèmes de discrimination ou de pauvreté touchant les noir-américains. De manière plus générale, en estimant que cette approche exceptionnaliste fait erreur vis-à-vis de son analyse des causes de ces souffrances sociales, ses critiques estiment les solutions proposées inefficaces pour y mettre fin. Elles ont principalement proposé un ensemble de stratégies prenant en compte les dynamiques de classe sociale pour pouvoir agir efficacement sur ces questions. Partant pour partie de cette critique générale, les *Panthers* ont donc cherché à promouvoir un mouvement « par le bas », associant à divers degrés des tentatives de coalitions inter-raciales des classes les plus défavorisées, à portées communautaires et dans une rhétorique souvent insurrectionnelle, tout en employant un certain nombre de méthodes et de stratégies empruntées au nationalisme noir, pris dans son ensemble.

---

592 Antonio R. López, « "We Know What the Pigs Don't Like": the Formation and Solidarity of the Original Rainbow Coalition », *Journal of African American Studies*, 1 décembre 2019, vol. 23, n° 4, p. 476-518.

593 Cité dans Antonio R. López, « "We Know What the Pigs Don't Like" », p. 6. Notre traduction (*We got to face the facts. That the masses are poor, that the masses belong to what you call the lower class, and when I talk about the masses, I'm talking about the white masses, I'm talking about the Black masses, and the brown masses, and the yellow masses too. We got to face the fact that some people say you fight fire best with fire, but we say you put out fire best with water. We say you don't fight racism with racism – we're gonna fight racism with solidarity. We say you don't fight capitalism with no Black capitalism; you fight capitalism with socialism.*)

594 Sur ce sujet, voir notamment Touré Reed, « Black Exceptionalism and the Militant Capitulation to Economic Inequality », *New Politics*, décembre 2019, XVII, n° 2.

D'autres acteurs ont quant à eux proposé une stratégie « par le haut », favorisant une coalition de forces *liberal*, syndicales et issues du mouvement des droits civiques (*liberal-labor-civil rights coalition*[595]), du travail de lobbying au long cours avec le Parti démocrate, associé à des propositions législatives fortes afin de profiter du mouvement historique, selon eux unique, de la période ayant immédiatement suivi le *Civil Rights Act*. Ces acteurs furent notamment représentés par des socialistes et figures du mouvement des droits civiques et du monde syndical comme Bayard Rustin ou Philip Randolph, ou par des organisations comme le *Negro American Labor Council*, le CORE (jusqu'à son tournant nationaliste vers la fin de la décennie 1960) et, dans une certaine mesure, la *National Urban League.* Inspirés par les acquis sociaux précédemment gagnés par la « classe ouvrière blanche » au travers des législations du *New Deal*, ceux-ci ont en effet cherché à promouvoir la mise en place par le gouvernement fédéral d'une combinaison de mesures anti-discrimination et de réformes économiques universalistes, visant notamment le plein emploi, l'augmentation des salaires ou l'accès à des logements décents pour tous, afin de lutter contre le grand nombre de problèmes sociaux touchant les noir-américains à cette période[596]. Leurs critiques des nationalistes noirs « culturels », mais aussi du *Black Power* en général, se sont alors concentrées à la fois sur le cadre pluraliste et ethniciste notamment mis en avant par Ture/Carmichael, mais aussi sur la vision radicale et insurrectionnelle, considérée comme romantique et inefficace, par exemple représentées par le BPP. Rustin écrira notamment dans la revue *Commentary* en 1966 :

> Les partisans du « black power », reprenant pour leur compte un mythe historique construit par les modérés, aiment à dire que les Irlandais, les Juifs et les Italiens, en se rassemblant et en exigeant leur juste part, ont finalement acquis suffisamment de pouvoir politique pour surmonter leurs handicaps initiaux. C'est en vérité grâce à des alliances avec d'autres groupes (dans des machines politiques ou dans le cadre du mouvement syndical) que les Irlandais, les Juifs et les Italiens ont acquis la possibilité de prendre la place qui leur revenait dans la société américaine. Ils ne se sont pas « élevés à la force de leurs seuls poignets » - aucun groupe dans la société américaine ne l'a jamais fait - et ils n'ont certainement pas fait de l'isolement leur principale tactique[597].

Il ajoute également, à propos de l'emphase sur l'auto-défense populaire et du radicalisme de certains segments du *Black Power* :

> Loin de pousser à l'action la « structure du pouvoir blanc », les nouveaux leaders militants, en brandissant le slogan du pouvoir noir et en abaissant la bannière de la non-violence, ont occulté

595 Bayard Rustin, « "Black Power" and Coalition Politics », *Commentary*, septembre 1966, p. 35-40.
596 Toure Reed, *Toward Freedom*, p. 98.
597 Bayard Rustin, « "Black Power" and Coalition Politics », p. 36. Notre traduction (*Proponents of "black power"—accepting a historical myth perpetrated by moderates—like to say that the Irish and the Jews and the Italians, by sticking together and demanding their share, finally won enough power to overcome their initial disabilities. But the truth is that it was through alliances with other groups (in political machines or as part of the trade-union movement) that the Irish and the Jews and the Italians acquired the power to win their rightful place in American society. They did not "pull themselves up by their own bootstraps"—no group in American society has ever done so; and they most certainly did not make isolation their primary tactic.*)

> la question morale à laquelle est confrontée cette nation. Ils ont également permis au président et au vice-président de nous sermonner sur le « racisme inversé » au lieu de proposer des programmes plus importants pouvant résoudre les problèmes du chômage, du logement et de l'éducation[598].

En cherchant à montrer que les problèmes sociaux affligeant les noir-américains sont fondamentalement liés à la discrimination à l'emploi et au sein des syndicats, et plus généralement que les disparités raciales et le racisme sont liés à des processus économiques transcendant le suprématisme blanc[599], ces militants ont donc mis en avant un modèle de mouvement social calqué sur la période du *New Deal*, à travers un ensemble de coalitions politiques inter-raciales, inter-classes, et des actions de pressions politiques et économiques.

Le *Freedom Budget for All Americans*, développé par Randolph, Rustin et l'économiste Leon Keyserling, mais également par Martin Luther King Jr., fut l'une de ces manifestations. Le projet de loi, à travers des investissements économiques massifs et un ensemble de nouvelles garanties fédérales, fit de l'abolition de la pauvreté l'un de ses objectifs, à travers la recherche du plein emploi, la garantie de logements décents pour tous et une politique fiscale ambitieuse. Le *Freedom Budget* fut pensé par ses auteurs comme intrinsèquement lié au mouvement des droits civiques et à l'émancipation des noir-américains. « [P]romettant un triomphe plein et final au mouvement des droits civiques », « liant le but de la justice raciale à celui de la justice économique pour le peuple états-unien dans son entièreté »[600], le projet de Randolph et Rustin fut l'occasion pour ces derniers de présenter une alternative à ce qu'ils considéraient comme les impasses nationalistes de cette période. Martin Luther King, graduellement plus sensible aux analyses socialistes dans les dernières années de sa vie, s'inspira également du *Freedom Budget* et de son approche économique de la justice raciale pour initier la *Poor People's Campaign*, pensée comme la « tâche inachevée » du mouvement des droits civiques[601]. King, Randolph et la branche la plus « progressiste » des milieux syndicaux et *liberal* cherchèrent en effet à cette période à penser les discriminations raciales au-delà des problématiques de racisme et de suprématisme blanc, et à promouvoir des solidarités de classe à travers des programmes et projets à portée universaliste.

---

598 Bayard Rustin, « "Black Power" and Coalition Politics », p. 36. Notre traduction (*far from prodding the "white power structure" into action, the new militant leadership, by raising the slogan of black power and lowering the banner of non-violence, has obscured the moral issue facing this nation, and permitted the President and Vice President to lecture us about "racism in reverse" instead of proposing more meaningful programs for dealing with the problems of unemployment, housing, and education.*)

599 Toure Reed, *Toward Freedom*, p. 61 ; Asad Haider, *Mistaken Identity*, p. 23.

600 Paul Le Blanc, « Freedom Budget: The Promise of the Civil Rights Movement for Economic Justice », *WorkingUSA*, 2013, vol. 16, n° 1, p. 43-58. Notre traduction (*It promised the full and final triumph of the civil rights movement, to be achieved by going beyond civil rights, linking the goal of racial justice with the goal of economic justice for all people in the United States.*)

601 Amy Nathan Wright, *Civil Rights "Unfinished Business": Poverty, Race, and the 1968 Poor People's Campaign*, Thèse de doctorat, University of Texas, Austin, 2007.

On peut considérer qu'à la fin de la décennie 1970, le BPP avait déjà perdu la majorité de son influence politique et de sa force militante, et que le *Freedom Budget*, tout comme la *Poor People's Campaign*, avaient échoué dans la réalisation de leurs ambitions sociales. L'approche pluraliste et ethniciste a quant a elle bénéficié d'une certaine influence dans les milieux contestataires noir-américains, et viendra à influencer une importante partie de la pensée *liberal* portant sur les discriminations raciales et les politiques publiques attenantes[602]. On retrouvera de plus des manifestations de la position « exceptionnaliste » inaugurée par les nationalistes culturels noirs jusqu'à une période récente. Ainsi, certaines approches théoriques et universitaires comme celle de « l'afro-pessimisme » et des utilisations adjacentes du concept d'*anti-blackness*[603], analysent la « condition noire » (*blackness*) en termes ontologiques, transhistoriques et essentialistes comme expression d'une « mort sociale » et fonctionnant comme moteur de l'histoire états-unienne, européenne, mais aussi arabe et asiatique[604]. De manière moins radicale, le désormais célèbre *1619 Project* présenté par le *New York Times* et la journaliste Nikole Hannah-Jones et objet récent des affrontements de la « guerre culturelle » opposant médiatiquement conservateurs et *liberals*[605], est partiellement héritier de ces conceptions. Il a notamment cherché à analyser l'entièreté de l'histoire états-unienne au travers du fait de l'esclavage, du suprématisme blanc et de l'*anti-blackness*[606], présentant à nouveau les diverses dominations historiquement subies par les noir-américains dans un cadre exceptionnaliste et transhistorique[607].

. Le féminisme radical de la décennie 1970, entre ruptures et continuités

Les mouvements féministes de l'après-1969, année de dissolution informelle des *Students for a Democratic Society* et plus généralement de l'atomisation des organisations majeures de la *New Left*, connurent également un ensemble de divisions importantes sur des questions similaires. Cependant, si dans le cas des mouvements d'émancipation noirs de la décennie 1970, les factions « culturelles » précédèrent les organisations plus directement marxistes ou matérialistes, c'est le féminisme socialiste, relativement hégémonique dans les milieux radicaux et estudiantins de la *New Left*, qui sera progressivement éclipsé par le féminisme radical du début de la décennie 1970, puis

602 Voir plus haut, chapitre 1, partie 1.3. Elle informera également partiellement les politiques publiques inspirées de la notion de « culture de la pauvreté » mentionnées plus haut, chapitre 3, partie 3.4.
603 Voir notamment Frank B. Wilderson III, *Afropessimism*, New York, Liveright Publishing, 2020 ; Moon-Kie Jung et João H. Costa Vargas (eds.), *Antiblackness*, Durham, Duke University Press, 2021.
604 Frank B. Wilderson III, *Afropessimism,* p. 177, p. 302-303.
605 Voir par exemple J. Brian Charles, « Why conservatives are bothered by the New York Times' project on slavery », *Vox*, 19 août 2019.
606 Nikole Hannah-Jones, *The 1619 Project: A New American Origin Story*, New York, Random House, 2021, p. 12.
607 Sur les débats ayant eu lieu dans la communauté scientifique à cet égard, voir notamment Jake Silverstein, « We Respond to the Historians Who Critiqued The 1619 Project », *The New York Times*, 20 décembre 2019 ; Jake Silverstein, « An Update to The 1619 Project », *The New York Times*, 11 mars 2020 ; Leslie M. Harris, « I Helped Fact-Check the 1619 Project. The Times Ignored Me. », *Politico*, 6 mars 2020.

par le « féminisme culturel » marquant la fin de cette période[608]. La fin de la décennie 1960 vit en effet se constituer un ensemble d'organisations politiques qui se dévouèrent au mouvement de libération des femmes états-unien, dont le *Westside Group* de Chicago ou les *New York Radical Women* (NYRW), dont les divisions internes eurent une influence certaine sur l'avenir du mouvement. Comme le souligne Alice Echols, un certain nombre de questions sont en effet venues occuper le mouvement dès ses premières années, au tournant de la décennie 1970 :

> Les groupes féministes devaient-ils se concentrer exclusivement sur les questions liées aux femmes, ou lutter également contre la guerre et le racisme ? Quels groupes de femmes devaient être mobilisés : toutes les femmes ou seulement celles de milieux pauvres et ouvriers ? Et peut-être la question la plus difficile de toutes, qui ou quoi était l'ennemi[609] ?

Nous avons mentionné plus haut de quelle manière le Mouvement de libération des femmes né à cette période s'est en partie développé en réaction aux insuffisances des mouvements contestataires et anti-capitalistes de la décennie 1960, en termes d'engagements et de radicalité féministe, mais aussi plus généralement d'espaces physiques et discursifs accordés aux militantes en leur sein[610]. Le « féminisme radical » de la décennie 1970 imposa en effet cet héritage dans ses manifestations pratiques et idéologiques. Certaines formes de projets utopiques séparatistes, l'apparition du lesbianisme politique et l'organisation de réunions et de groupes politiques entiers en non-mixité ; plus généralement l'élaboration d'une doctrine intellectuelle radicale ne pensant plus l'oppression des femmes comme secondaire à d'autres formes de domination et le développement d'un mouvement féministe autonome des mouvements anti-capitalistes plus larges témoignent largement du nouvel ethos de cette période[611]. S'éloignant par là des positions ayant partiellement défini la décennie précédente, le féminisme radical des années 1970 continua toutefois à préserver dans ses milieux mili-

608 Alice Echols, *Daring to Be Bad*.
609 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 51.
610 Voir plus haut, note 98 de ce chapitre. Dans la genèse de cet aspect du féminisme des années 1970, il convient également de mentionner les évènements survenus dans le cadre du « bal de contre-investiture » (*Counter-Inaugural Ball*) de 1969, réunissant un nombre important de militants et d'organisations de la *New Left* en opposition à Richard Nixon et la guerre du Vietnam. Lors de cet événement, certaines représentantes féministes comme Shulamith Firestone et Marylin Webb cherchèrent à prendre la parole avant d'être interrompues par des réactions presque unanimement hostiles et misogynes de la part du public, hurlant des invectives comme « sors la de l'estrade et baises-là » (*take her off the stage and fuck her*), soutenus tacitement par les organisateurs. Cette expérience aura pour conséquence l'éloignement définitif d'un certain nombre d'organisations féministes vis-à-vis d'autres groupes de la *New Left* et l'accélération du développement théorique et organisationnel du féminisme radical. Firestone illustrera ce tournant dans une lettre ouverte au magazine de gauche *The Guardian* : « Nous disons à la gauche : tout au long de cette dernière décennie, tu n'as pas su te mettre au niveau de ta rhétorique révolutionnaire … Il y a des millions de femmes suffisamment désespérées pour vouloir se soulever. La libération des femmes est explosive, et nous avons plus important à faire que d'essayer de te faire reprendre tes esprits … Le message est donc le suivant : vas te faire foutre, la gauche. À partir de maintenant, tu peux continuer à regarder ton nombril de ton côté. Nous lançons notre propre mouvement. » Citée dans Alice Echols, *Daring to Be Bad*, 118-119. Notre traduction (*We say to the left : in this past decade you have failed to live up to your rhetoric of revolution … There are millions of women out there desperate enough to rise. Women's liberation is dynamite. And we have more important things to do than to try to get you to come around … The message being : fuck off, left. You can examine your navel by yourself from now on. We're starting our own movement.*)
611 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, 52-65.

tants un anti-capitalisme de principe, se définissant tout autant en opposition au féminisme libéral de son temps qu'aux analyses pensées comme excessivement économistes des féministes socialistes[612]. Le féminisme radical fut donc conçu comme le développement nécessaire de la pensée « de gauche » de cette période, plutôt qu'un éloignement vis-à-vis d'elle. Il emprunta et développa de plus un certain nombre d'appareillages conceptuels de la théorie marxiste pour analyser la domination masculine : la domination sociale par la différentiation en classes, ainsi que les contradictions inhérentes à cette différenciation (lutte des classes, conscience de classe, etc) sera par exemple développée par les *Redstockings* et d'autres pour exprimer leur vision du « conflit de classes sexuelles »[613]. L'analyse marxiste de l'oppression des femmes fut historiquement représentée aux États-Unis par des figures comme Emma Goldman ou Mother Jones et mise en avant à cette période par des groupes comme *Female Liberation*[614]. Les féministes radicales, représentées quant à elles par des organisations comme *Redstockings*, *Cell 16* ou NYRW, ne rejetèrent toutefois pas entièrement cette forme d'analyse, la considérant plutôt comme incomplète et s'en servant tout autant comme base réflexive que comme modèle. Dès les premières pages de son célèbre *Dialectics of Sex* publié en 1970, Firestone écrit notamment :

> Nous aurons besoin pour la révolution féministe d'une analyse des dynamiques de la guerre des sexes aussi exhaustive que le fut celle de l'antagonisme de classe de Marx et Engels pour la révolution économique … Pour développer une telle analyse nous pouvons beaucoup apprendre de Marx et d'Engels : pas vis-à-vis de leurs réelles opinions sur les femmes – sur la condition des femmes en tant que classe opprimée ils ne savent presque rien, l'apercevant seulement quand elle croise l'économie -, mais vis-à-vis de leur *méthode* analytique[615].

Engagées dans un mouvement autonome et développant une analyse sociale considérant les oppressions de genre comme un point central et premier, ces féministes ne se sont toutefois pas intellectuellement et programmatiquement isolées de la gauche dans son ensemble. Comme le rappelle Echols, elles ont plutôt développé de nouvelles formes d'engagement féministe au sein de ces mouvements, amenant même dans une certaine mesure les féministes libérales vers leur gauche et les fé-

612 Pour certaines des premières itérations politiques et intellectuelles de ce féminisme radical, voir notamment Beverly Jones et Judith Brown, *Toward a Female Liberation Movement*, Center for Digital Research in the Humanities, University of Nebraska-Lincoln, https://rozsixties.unl.edu/items/show/686 , 1968 (consulté le 17 juin 2023) ; Shulamith Firestone (ed.), *Notes from the First Year*, New York, New York Radical Women, 1968.
613 Voir par exemple Redstockings, *Redstockings Manifesto*, Archives for action, https://www.redstockings.org/index.-php/rs-manifesto , 1969, (consulté le 17 juin 2023).
614 Nicole Décuré, *Le choix intolérable, ou l'évolution des mouvements féministes aux Etats-Unis*, Thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 1974, p. 424.
615 Shulamith Firestone, *The Dialectic of Sex: The Case for Feminist Revolution*, New York, Bantam Books, 1970, p. 2. Notre traduction (*For feminist revolution we shall need an analysis of the dynamics of sex war as comprehensive as the Marx-Engels analysis of class antagonism was for the economic revolution … In creating such an analysis we can learn a lot from Marx and Engels : Not their literal opinions about women -about the condition of women as an oppressed class they know next to nothing, recognizing it only where it overlaps with economics- but rather their analytic* method.)

ministes socialistes en dehors des surdéterminations économiques[616]. Le féminisme radical du tournant de la décennie 1970 s'est donc inscrit dans une démarche à la fois de rupture et de continuité avec les mouvements contestataires l'ayant immédiatement précédé, particulièrement dans leurs itérations socialistes et anti-capitalistes.

Tout au long de la décennie 1970, certaines tendances au sein du féminisme radical s'éloigneront toutefois progressivement de cette démarche. Désignée sous le nom de « féminisme culturel » par ses critiques au sein du mouvement[617], cette évolution programmatique et organisationnelle du féminisme radical mettra alors en avant le projet d'un abandon total des divers mouvements sociaux et anti-capitalistes associés à la gauche du pays par un mouvement politique portant l'emphase sur la transformation personnelle et les « styles de vie » (*lifestyles*) des militantes[618]. Cette évolution sera portée et justifiée par une analyse fortement essentialiste de la division de genre, pensant notamment la féminité comme un universel injustement dévalué.

. L'émergence d'un féminisme essentialiste

C'est au retour d'un important colloque féministe à New-York en 1979 que la philosophe Michèle Le Doeuff présenta aux lecteurs de *Questions Féministes* ce qu'elle appelait alors le courant de « la néo-féminité » :

> Ce mouvement donne un statut d'essence à la différence biologique entre les hommes et les femmes et considère des expériences comme la maternité ou la relation de la femme à son corps, plus largement l'existence physique de la femme, comme le centre de son existence et le fondement d'une culture féminine. Dans cette perspective, l'essentiel c'est d'*être* une femme … Il est donc inutile de veiller à ce que les différentes catégories de femmes soient représentées[619].

Développé à partir du milieu de la décennie 1970 autour de groupes comme le *Circle of Support for Jane Alpert*, le *Feminist Economic Network* (FEN), *Women Against Pornography* (WAP)[620] et des figures comme Robin Morgan, Mary Daly ou Adrienne Rich[621], ce féminisme « culturel » ou de la « néo-féminité » acquit en effet à la fin de la décennie une influence certaine jusque dans les cercles universitaires états-uniens. Ces militantes et intellectuelles ont alors défendu l'idée d'une nature féminine bénéfique et pré-existante à toute forme de construction sociale, définissant ce féminisme avant tout par son essentialisme. Ambivalentes ou divisées sur la nature de cette essence, qu'elle

616 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 4.
617 Un article d'Echols publié en 1983 fut, à cet égard et dans le champ académique, particulièrement important. Voir Alice Echols, « Cultural Feminism: Feminist Capitalism and the Anti-Pornography Movement », *Social Text*, 1983, n° 7, p. 34-53.
618 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 5.
619 Michèle Le Doeuff, « Colloque féministe à New York :Le Deuxième Sexe trente ans après », *Questions Féministes*, 1980, n° 7, p. 103-109, p. 108.
620 Alice Echols, « Cultural Feminism ».
621 Linda Alcoff, « Cultural Feminism versus Post-Structuralism », p. 408.

soit biologique ou spirituelle[622], elles attribuèrent néanmoins un ensemble de valeurs à cette dernière (pacifisme, créativité, égalitarisme, soin de l'autre), considérées comme injustement dévalorisées par une culture dominante masculine. Leur tâche fut alors présentée comme un projet de renversement des identifications négatives associées à la féminité par la valorisation de ses caractéristiques essentielles. Le désir de renverser ces ensembles de valeurs et d'identifications « définies » ou « imposées » par les hommes (*male-defined*) amena donc ces féministes vers un ensemble de stratégies et de tactiques tournées vers le développement d'une contre-culture exclusivement féminine et un accent porté sur la transformation personnelle plutôt que sociale, guidée par l'idéal d'un mode de vie s'axant autour d'une « identification féminine » (*woman-identified*)[623]. Ces stratégies se reflétèrent notamment par la création d'institutions culturelles féminines (comme la maison de disques *Olivia Records*)[624], le développement d'un « capitalisme féministe » au travers d'institutions économiques féminines (le FEN fut à cet égard l'un de ses projets majeurs)[625] ou, notamment à travers les WAP, des campagnes d'agitation culturelle et juridique contre la pornographie (représentant selon ces militantes l'expression culturelle de la sexualité masculine prise comme essence)[626]. Dès le début de la décennie 1970, le terme de « féminisme culturel » fut utilisé par des militantes socialistes pour discréditer le courant radical naissant à cette période[627]. Le courant qui naîtra quelques années plus tard au sein de ces milieux méritera finalement bien mieux cette catégorisation : en présentant l'élaboration d'une culture féminine comme horizon révolutionnaire privilégié, ces militantes développèrent en effet une approche politique avant tout culturaliste. On retrouve par exemple dans certains écrits de cette période :

> Des explorations personnelles guidées par l'identification féminine [*woman-identified*] se produisent de nos jours … dans tout ce que nous appelons « la culture féminine », souvent en réalité la culture lesbienne mise à la disposition de toutes les femmes. Il s'agit peut-être de l'expression la plus profonde et la plus ambitieuse de notre politique : la découverte incroyablement difficile mais émouvante d'une vision du monde féminine, qui informera la conception et la réalité du pouvoir des femmes de changer leur vie et leur culture[628].

Plus profondément, cet accent culturaliste s'appuie sur la conception, par les membres de ce courant, de la nature du patriarcat et des dominations sexistes. En effet, si les féministes socialistes ont

622 Linda Alcoff, « Cultural Feminism versus Post-Structuralism », p. 408-410
623 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 271.
624 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 274.
625 Alice Echols, « Cultural Feminism », p. 42-43.
626 Alice Echols, « Cultural Feminism », p. 47.
627 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 7.
628 Susan Rennie et Kirsten Grimstad, citées dans Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 271. Notre traduction (*Woman-identified explorations are occurring today . . . in all of what we call "women's culture"-which is often more precisely lesbian culture made available to all women. This is perhaps the most profound and ultimately far-reaching expression of our politics-the incredibly difficult and moving discovery of a woman's world view that will inform the conception and reality of women's power to change their lives and their culture.*)

avant tout conçu le sexisme comme un phénomène matériel (dans le cadre de la reproduction du capitalisme) et les féministes radicales comme un phénomène psychologique (soutenu par des bases matérielles), les militantes de la « néo-féminité » l'ont vu comme un phénomène socio-culturel, c'est-à-dire l'ensemble contingent des systèmes de valorisation et de dévalorisation des essences « féminines » et « masculines ». Ce courant du féminisme a également soutenu un important changement dans la conception du rapport entre les différentes formes d'oppressions sociales. S'il est possible de dire que le féminisme socialiste a désigné la majorité de ces oppressions comme « secondaires » et fonction de la domination de classe, que le féminisme radical a inversé ce rapport en favorisant la domination patriarcale, le féminisme culturel a quant à lui déclaré toutes les formes d'oppressions extérieures au sexisme (liées à la race, la classe ou autre) non plus comme « secondaires » mais comme pensées par les hommes et imposées par eux. Ces dernières, qu'elles soient de nature identitaire ou économique, ont donc été conceptualisées comme apparentes et mystifiantes, étrangères à la psyché féminine et de nature à diviser les femmes en tant que groupe politique. Pour l'une des représentantes de ce courant,

> les femmes qui acceptent une fausse inclusion au sein des pères et des fils sont facilement opposées à d'autres femmes sur la base de caractères ethniques, nationaux, de classe ou religieux, entre autres formes de différences pensées par les hommes [*male-defined*], se réjouissant de la défaite de « l'ennemi » féminin[629].

Cherchant à transcender les autres formes de hiérarchies sociales, le principe de mobilisation du féminisme culturel s'est donc développé autour de l'idée de la différence des femmes vis-à-vis des hommes et de l'universalité du féminin. Sur ces bases, le fondement du groupement politique s'est inscrit autour de l'idéal d'une « sororité mondiale » (*global sisterhood*)[630] opposée aux valeurs masculines et dominantes. Cette primauté absolue de la différentiation sexuelle dans la conception du rapport de force politique, articulée à l'essentialisme de ce courant, en fera l'un des précurseurs du féminisme radical « excluant les femmes transgenres » (*trans-exclusionary radical feminism,* TERF)[631]. Plus largement, ce rejet des formes de différences extérieures à la binarité de genre et à la

629 Mary Daly, citée dans Linda Alcoff, « Cultural Feminism versus Post-Structuralism », p. 409. Notre traduction (*Women who accept false inclusion among the fathers and sons are easily polarized against other women on the basis of ethnic, national, class, religious and other male-defined differences, applauding the defeat of 'enemy' women.*)
630 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 11.
631 Les féministes radicales du début de la décennie ont globalement mis en avant une analyse constructionniste de la binarité de genre et pensé le sexisme comme résultat de la naturalisation « psychologique » de cette dernière. Elles mirent alors en avant une « société androgyne » comme idéal politique. Les féministes « culturelles » se sont quant à elles tournées vers une analyse essentialiste de cette binarité et ont pensé le sexisme comme le résultat d'une dévalorisation socio-culturelle de la féminité en tant qu'essence spirituelle ou biologique. Elles se donc vouées à la préservation et à la valorisation de cette essence et à localiser leur ennemi politique dans un « principe masculin » tout aussi universel. Janice Raymond, autrice d'un livre pionnier dans la critique féministe des personnes transgenres (*The Transsexual Empire : The Making of the She-Male*, publié en 1979), s'est notamment inscrite dans ce courant. Voir Alice Echols, « Cultural Feminism », p. 39 ; Sally Hines, « The feminist frontier: on trans and feminism », *Journal of Gender Studies*, 17 février 2019, vol. 28, n° 2, p. 145-157.

différenciation sexuelle aura des conséquences sur le rapport du mouvement aux politiques contestataires prises dans leur ensemble. À nouveau considéré comme mobilisant des formes militantes exogènes à la psyché féminine, l'ensemble des mouvements contestataires extérieurs au féminisme a par exemple souvent été caractérisé de « gauche masculine », promouvant des « tactiques éjaculatoires » dans le cadre de « modèles masculins du changement historique »[632].

Pour Echols donc, et contrairement aux militantes du début de la décennie ayant pensé leur féminisme comme important ajout à la pensée « de gauche », « les féministes culturelles l'ont conçu comme un antidote à la gauche »[633]. Abandonnant l'ensemble de l'héritage du radicalisme étatsunien comme autant d'impositions masculines à un universel féminin, ces militantes ont donc cherché à développer une vision entièrement autonome du féminisme, alors débarrassé de toutes considérations par exemple économiques ou raciales. Si la progression de ce féminisme culturel et dépolitisé a selon Echols fini par éclipser celle du féminisme radical ayant immédiatement suivi la *New Left*[634], la portée de son influence dans les champs féministes et militants contemporains reste sujette à caution. Son approche apolitique, son rejet explicite ou non des personnes transgenres et son indifférence vis-à-vis de la diversité des formes d'oppression le rend en effet peu adapté à un féminisme militant marqué entre autres par les concepts de *queer* et d'intersectionnalité. On retrouve toutefois ses traces dans certains milieux éco-féministes ou spiritualistes contemporains[635], mais surtout dans certaines expressions non-militantes actuelles, comme au sein de l'ethos essentialiste, spiritualiste et entrepreneurial d'un certain « féminisme populaire »[636] opérant principalement en ligne. Au croisement du féminisme « girlboss » (*girlboss feminism*), des communautés « de bien-être » (*wellness communities*) et du développement personnel, mais aussi de la spiritualité *new age* et de certaines formes d'entreprenariat « empouvoirant » (comme dans le cas de la marque et de la série audiovisuelle « GOOP » de l'actrice Gwyneth Paltrow)[637], cet ethos féministe entretient en ef-

632 Jill Johnston, citée dans Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 263-264. Notre traduction (*male left … ejaculatory tactics … male models of historical change*).
633 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 6. Notre traduction (*in contrast to radical feminists who believed that feminism entailed an expansion of the left analysis, cultural feminists conceived of feminism as an antidote to the left.*)
634 Alice Echols, *Daring to Be Bad*, p. 5.
635 Voir plus haut, note 179 du chapitre 1. Sur l'influence de ces courants dans le champ universitaire, voir Patrick Snyder, « Le Mouvement de la déesse : controverses dans le champ académique féministe », *Nouvelles Questions Féministes*, 2019, vol. 38, n° 1, p. 70-85. Pour une enquête récente portant sur ces courants dans le champ militant francophone, voir également Constance Rimlinger, « Féminin sacré et sensibilité écoféministe. Pourquoi certaines femmes ont toujours besoin de la Déesse », *Sociologie*, 2021, vol. 12, n° 1, p. 77-91.
636 Sarah Banet-Weiser, *Empowered: Popular Feminism and Popular Misogyny*, Durham, Duke University Press, 2018. Certains universitaires ont également cherché à théoriser ces manifestations féministes contemporaines sous le terme ambigu de « post-féminisme » (voir par exemple Wallis Anne Seaton, *The labour of feminist performance: postfeminism, authenticity, and celebrity in contemporary representations of girlhood on screen*, Thèse de doctorat, Keele University, Newcastle-under-Lyme, 2018.)
637 Sur ce sujet, voir Frankie Mastrangelo, *Theorizing #Girlboss Culture: Mediated Neoliberal Feminisms from Influencers to Multi-level Marketing Schemes*, Thèse de doctorat, Virginia Commonwealth University, Richmond, 2021.

fet de nombreuses similarités avec le courant de la « néo-féminité » né dans la décennie 1970, et partage de plus certaines origines intellectuelles et militantes communes[638].

. Nationalisme ou féminisme « culturels » et politiques identitaires

Tout comme pour le nationalisme noir « culturel » des décennies 1960-1970, le féminisme « culturel » de cette période s'est donc démarqué par une approche essentialiste, culturaliste et non-militante de la défense des intérêts de son groupe identitaire. Les deux courants ont développé une analyse de la souffrance politique se concentrant majoritairement sur les conséquences psychiques du racisme ou du sexisme. Ils ont donc mis en avant des formes d'action et de représentation politique cherchant avant tout à réévaluer positivement les attributions culturelles de leurs identités sociales. Les deux courants ont également développé une épistémologie sociale considérant les souffrances de leur groupe identitaire de manière isolée et idéelle. En postulant un exceptionnalisme noir ou féminin, une antériorité du racisme, de l'*anti-blackness* ou du sexisme dans la formation de toutes les autres formes d'injustice sociale, ces approches politiques composent en effet une pensée en rupture immédiate avec la tradition matérialiste et historiciste de la majorité des courants radicaux du 20e siècle. Enfin, ces deux courants ont mis en place une forme de représentation politique s'inscrivant dans le paradigme de la représentation descriptive et, de façon liée, posé des intérêts communs et immuables entre les différents membres de leurs groupes[639]. Ils ont de plus favorisé des modes d'action politique éloignés des répertoires militants traditionnels, comme à travers le développement de « capitalismes » noirs ou féminins ou certaines tentatives de développement de « cultures » propres, selon eux, à leurs groupes identitaires[640]. Il serait difficile de ne pas voir dans

638 Frankie Mastrangelo, *Theorizing #Girlboss Culture,* p. 11-14, p. 41-44.

639 L'une des militantes du FEN écrira notamment : « je ne vois pas de séparation arbitraire entre le fait de travailler pour la communauté ou dans une institution féministe, parce que je ne vois pas de séparation entre mes meilleurs intérêts et ceux de n'importe quelle autre femme … L'un des fondements du féminisme pose une communauté d'intérêts entre les femmes. C'est un postulat extrêmement important … Le seul avec lequel je puisse travailler » (Debra Law, citée dans Alice Echols, « Cultural Feminism », p. 44, notre traduction (*I see no arbitrary separation between myself working in a feminist institution and the community, because I see no separation between my best interests and any other woman's best interest ... One of the basic principles of feminism is that there is a basic commonality between women. It's an extremely important assumption ... and the only one I can work on.*)) Dans le nationalisme noir des décennies 1960-1970, on pourra citer un extrait de la postface de Charles V. Hamilton, écrite pour la réédition de 1992 de son *Black Power* : « D'une certaine manière, le mouvement du *Black Power* a explicité ce qui a toujours été su de manière latente et implicite en politique : les Groupes possédant des *identités et intérêts spécifiques* doivent resserrer leurs rangs avant de pouvoir agir efficacement au sein du monde politique états-unien. » (Stokely Carmichael et Charles V. Hamilton, *Black Power: The Politics of Liberation in America*, New York, Vintage Books, 1992, p. 326, notre emphase, notre traduction (*In a sense, the Black Power movement made more explicit what had previously been an implicit, latent understanding in politics: Groups with particular identities and interests must close ranks before they can operate effectively in American politics.*))

640 Comme par exemple à travers la création de la semaine du « Kwanzaa », une fête créé par l'activiste noir Ron/Maulana Karenga en 1966. Au départ pensée comme une alternative à Noël (considéré comme une fête étrangère dans ses fondements à l'identité culturelle noire-américaine), Kwanzaa combine un ensemble d'éléments culturels de divers pays africains mais aussi du judaïsme. Les féministes culturelles de la fin de la décennie 1970 ont quant à elles favorisé le développement d'œuvres et d'espaces féminins contre-culturels (tiers-lieux, fanzines, revues…) mais aussi d'œuvres tout-public mettant en avant les valeurs associées à leur conception de la féminité (et ce principalement dans des ouvrages de

ces deux exemples de courants politiques de l'après-*New Left* les importants points de rencontre avec le paradigme idéal-typique des politiques de l'identité tel que nous l'avons défini dans notre premier chapitre (voir tableau 4). Les éléments de rupture de ces courants vis-à-vis des formations radicales évoluant dans leurs champs militants particuliers (l'émergence du radicalisme noir *Black Power* pour les uns, le féminisme radical pour les autres) s'inscrivent en effet dans un rapport d'homologie avec les caractéristiques majeures des politiques de l'identité. Au travers de ces innovations conceptuelles et militantes, ces organisations politiques et leurs productions idéologiques précises peuvent donc être considérées comme pionnières dans le développement des politiques identitaires au sein de leurs champs militants respectifs, quelques décennies seulement après l'apparition du concept contemporain d'identité[641]. Si ces organisations en elle-mêmes ou leurs formes d'expressions militantes et intellectuelles particulières ne se sont pas toutes perpétuées au tournant du 21e siècle, elles ont toutefois joué un rôle important dans la genèse des politiques de l'identité raciales et féminines aux États-Unis, toujours tributaires des caractéristiques essentielles représentées par notre délimitation idéal-typique.

développement personnel à partir de la décennie 1980). Voir notamment Elizabeth Pleck, « Kwanzaa: The Making of a Black Nationalist Tradition, 1966-1990 », *Journal of American Ethnic History*, 2001, vol. 20, no 4, p. 3-28 ; Frankie Mastrangelo, *Theorizing #Girlboss Culture*, p. 71-88 ; Alice Echols, *Daring to be Bad*, p. 243-287.

641 Voir plus haut, chapitre 1, partie 1.1.

Définition	Caractéristiques
Toute forme de politique contestataire…	Toujours liées à un « autre » de l'universalisme libéral, venant y contester son exclusion
	Ne concernent pas uniquement les politiques de genre / race / classe
	N'épuisent pas la diversité des politiques de genre / race / classe
…mobilisant autour de la notion d'identité sociale…	Impliquent toute forme d'identité sociale exprimable par un ensemble signifiant de différences (expérientielles, culturelles, physiques, biologiques, spirituelles…)
	Comprennent ces ensembles de différences comme fondant le sujet identitaire exclu
	Sont liées à un mode de conceptualisation spécifique de la notion d'identité aux XXe & XXIe siècles : fait principe d'identité entre une position sociale et une conception de soi
	Comprennent les identités sociales comme pré-politique / « avant la loi »
	Comprennent les identités sociales à travers les notions « d'authenticité » et « d'essence », le plus souvent à base de caractères expérientiels, culturels ou spirituels
…dans le but d'affirmer ou de valoriser un ensemble de différences…	Comprennent les discriminations comme résultat d'une dévalorisation collective des caractères essentiels aux groupes identitaires / impactant la constitution subjective de leurs membres
	Impliquent des stratégies de revalorisation / d'affirmation identitaire, tournées principalement vers (a) le développement d'une culture endogène et « essentielle » au groupe (b) le développement politique et/ou économique du groupe identitaire en tant que tel, au travers d'un paradigme de représentation descriptive
…considérées comme essentielles au groupe représenté.	Sous-tendent des intérêts politiques communs entre les membres du groupe
	Impliquent une finalité d'auto-perpétuation du point de vue de l'identité sociale opprimée, se reproduisant comme telle
	Par là fondamentalement incompatibles aux modes de conceptualisation politique pensant l'oppression sociale comme endogène à la position identitaire (marxisme, post-structuralisme…)

Tableau 4: Synthèse des caractéristiques idéal-typiques des politiques de l'identité, sur la base de notre travail de définition et de délimitation théorique.

Il convient également de noter que le nationalisme noir et le féminisme « culturels » se sont développés à une période cruciale dans l'histoire de la gauche états-unienne, voyant ses formes traditionnelles (économistes, socialistes, militantes…) s'épuiser progressivement sous l'influence d'importants facteurs sociaux, économiques et culturels[642]. Cette période d'affaiblissement des formes conventionnelles de contestation politique s'est de plus accompagnée du développement de certains paradigmes contestataires axés sur les « modes de vie » (*lifestyles*), suivant les trajectoires militantes et personnelles d'un nombre important d'anciens activistes de la *New Left*[643].

Les décennies 1960 et 1970 semblent donc cruciales pour retracer l'émergence des politiques identitaires dans les milieux militants états-uniens liés aux inégalités raciales ou de genre. Elles marquent en effet l'apparition des premiers modes de conceptualisation et de contestation proprement « identitaires » au sein de ces organisations, à une période d'affaiblissement de la tradition ra-

642 Voir plus haut, chapitre 4, partie 4.2.

643 Voir par exemple Todd Gitlin, *The Sixties*, p. 410-419 ; Laura Portwood-Stacer, *Lifestyle Politics and Radical Activism*, Orange, Bloomsbury Publishing USA, 2013. Pour une analyse de ces évolutions provenant du champ militant états-unien en lui même, voir notamment Murray Bookchin, *Social Anarchism Or Lifestyle Anarchism: The Unbridgeable Chasm*, Chico, AK Press, 1995.

dicale états-unienne et de ses formes consacrées de lutte politique et sociale. Elles préfigurent alors le découplage des politiques identitaires vis-à-vis de ces formes traditionnelles de contestation. Les organisations et militants liés aux courants culturalistes et identitaires de ces deux décennies, bien que souvent issus de la gauche radicale traditionnelle[644], ont en effet cherché à se désunir intellectuellement et politiquement de cette gauche, bien souvent marquée par la théorie et la pratique socialiste.

. Deux usages du terme de « politiques identitaires »

Si la période suivant immédiatement le déclin politique et organisationnel de la *New Left* paraît décisive dans la généalogie concrète des politiques identitaires états-uniennes, ce ne sera qu'au cours de la décennie 1990 que le terme même de « politique identitaire » (*identity politics*) fera pleinement son apparition dans le débat public états-unien (voir figures 7 et 8). Si le terme est apparu dans un certain nombre d'ouvrages et dans son contexte d'utilisation contemporain dès la décennie 1970[645], ce n'est en effet qu'une vingtaine d'années plus tard que sa fréquence d'utilisation prendra une ampleur réellement nationale et dépassera les cercles théoriques et militants restreints dans lesquels elle aura été initialement développée. Il convient finalement de différencier le concept des politiques identitaires telles que nous les avons définies jusqu'à présent de celui de politiques identitaires tel que déployé dans le débat public états-unien.

La première notion se présente comme une forme précise de conceptualisation des injustices sociales et des modalités de luttes qui en découlent, délimitable sous forme idéal-typique, tributaire de l'apparition du concept contemporain « d'identité » et matérialisée pour la première fois au cours des décennies 1960 et 1970. La seconde correspond à un phénomène historique et discursif se matérialisant sous la forme d'un ensemble de termes tactiques et péjoratifs (voir figure 8) cherchant à discréditer une « gauche » abstraite et homogène, dans un cadre proche de celui des « paniques morales » évoquées plus haut[646]. Proche dans sa généalogie de celle des « guerres culturelles » de la fin du 20e siècle, cette utilisation tactique du terme de « politiques identitaires » trouve notamment sa source dans la confluence, à cette même période, de la rhétorique de la « fin de l'histoire » accompagnant l'hégémonie globale du libéralisme économique qui a suivi la chute de l'URSS, de la perte de la « classe ouvrière blanche » par les courants socialistes ou redistributifs du pays et du lent dé-

644 À l'instar par exemple du CORE pour le nationalisme noir ou du collectif des *Furies* pour le féminisme radical.
645 La première utilisation de ce terme est souvent attribuée au manifeste de 1977 du *Combahee River Collective*, organisation féministe noire basée à Boston. Il est toutefois possible de retrouver des occurrences antérieures de ce terme dans les archives numérisées de *Google Books*, notamment pour désigner certains projets nationalistes dans des contextes de luttes décoloniales, mais aussi pour désigner l'accent mis par certains groupes militants sur les questions raciales ou de genre (correspondant généralement à l'utilisation contemporaine du terme dans le débat public).
646 Voir plus haut, note 10 du chapitre 1.

veloppement des formes effectivement identitaires de contestation politique, analysées au cours de cette section.

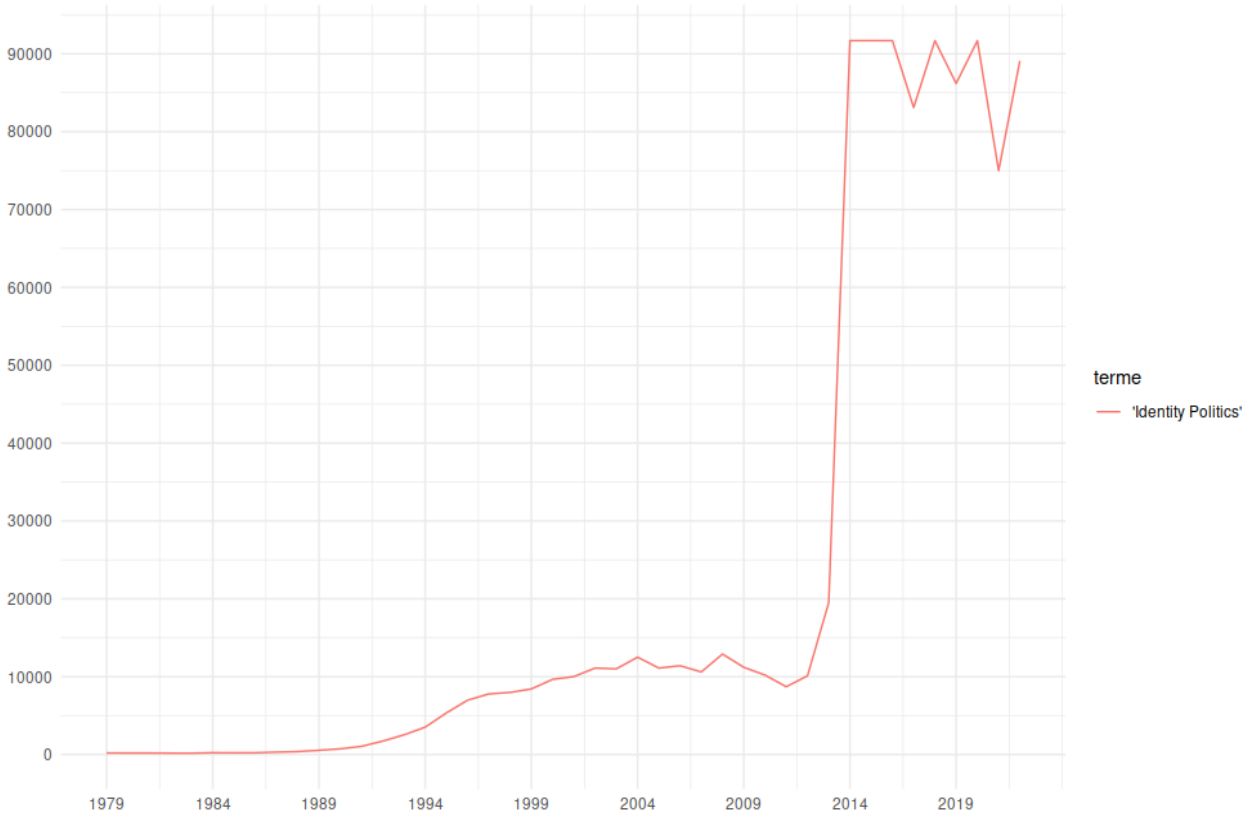

Figure 7: Évolution du nombre d'occurrences du terme de « politiques identitaires » (identity politics) dans son contexte d'utilisation contemporain, au sein des archives numérisées de Google Books. Par année de publication d'ouvrages, de 1979 à 2022.

Marquant la perte de pertinence des politiques redistributives ou axées sur la classe sociale ayant défini la gauche radicale états-unienne lors de la majorité du 20e siècle[647], l'importance nouvelle accordée aux questions de « culture » et « d'identité » trouvera en effet des formes d'expressions majeures dans les débats publics parfois intenses portant par exemple sur les œuvres étudiées dans les programmes littéraires de premier cycle universitaire[648] (lors de la première période de la « PC culture ») ou sur la question du genre et de la sexualité de mascottes publicitaires d'une grande marque de confiseries[649], lors de la période plus tardive du « wokisme ».

647 On retrouvera ce thème en abondance dans la littérature politique et économique de cette fin du 20e siècle, et notamment dans certains corpus abordés au cours de ce travail (par exemple dans les ouvrages d'auteurs liés à la « troisième voie » des *New Democrats* et du *New Labour* ou dans la sociologie des « nouveaux mouvements sociaux »).
648 Harold K. Bush, « A Brief History of PC, With Annotated Bibliography », *American Studies International*, 1995, vol. 33, no 1, p. 42-64.
649 Dani Di Placido, « Tucker Carlson Is, Once Again, Mad About 'Woke M&Ms' », *Forbes*, 13 janvier 2023.

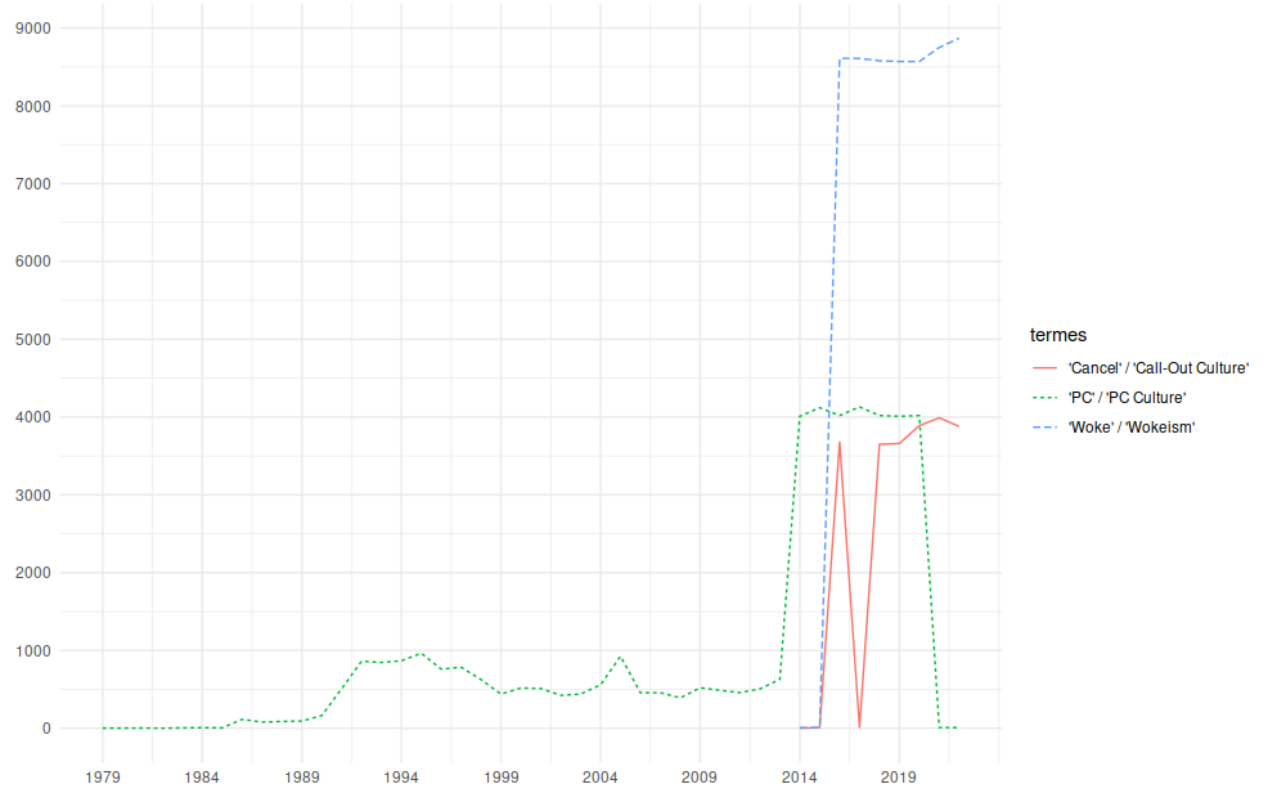

Figure 8: Évolution du nombre d'occurrences de termes adjacents à celui de « politiques identitaires » dans leur contexte d'utilisation contemporain, au sein des archives numérisées de Google Books. Par année de publication d'ouvrages, de 1979 à 2022.

Si les deux concepts de « politiques identitaires » que nous venons de mentionner possèdent certains caractères communs et des généalogies partiellement liées, il convient toutefois de fermement les distinguer. Dépassant un simple rapport de représentation, l'utilisation « tactique » du terme de « politiques identitaires » évolue en effet en complète autonomie de la matérialité et des enjeux concrets des politiques identitaires telles que nous les avons définies et présentées dans ce travail. L'ambiguïté toujours présente du terme, presque 50 ans après ses premières utilisations contemporaines, a en effet partie liée à ces usages doubles et équivoques et participe aux fréquentes apories rencontrées par intellectuels et militants dans les nombreux débats portant sur le sujet.

Conclusion du chapitre

Au travers de cette analyse historique de la tradition radicale états-unienne dans ses liens avec les politiques de genre, de race et de classe, nous avons donc montré dans ce chapitre les trajectoires communes, mais aussi les points de rupture et de séparation entre la gauche socialiste et les politiques identitaires aux États-Unis. Partant du caractère idiosyncratique des premiers mouvements socialistes du pays, nourris par les mouvements radicaux les ayant précédés et relativement isolés

des mouvements ouvriers européens, nous avons examiné comment le socialisme états-unien avait cherché, et ce jusqu'à la seconde guerre mondiale, à articuler ses formes de luttes aux projets politiques du féminisme de cette période et à la situation particulière des minorités noires du pays. Nous avons ensuite montré comment la *New Left* d'après-guerre avait pu renouveler ces formes contestataires à l'ère des désillusions du stalinisme et du mouvement des droits civiques. En mettant en avant un certain nombre d'innovations intellectuelles et militantes dans les mouvements socialistes du pays, l'émergence et le déclin de cette « nouvelle gauche » ont alors participé à la gestation des politiques identitaires qui prendront forme quelques décennies plus tard. Enfin, nous avons analysé les courants politiques dévoués à l'émancipation des noirs et des femmes dans la période ayant immédiatement suivi le déclin de la *New Left,* afin de retracer l'émergence précise de mouvements correspondants aux politiques identitaires au sein de ces deux milieux militants. En retraçant l'apparition et le développement de courants culturalistes et essentialistes en leur sein, nous avons pu montrer comment se sont effectués certains « découplages » entre ces premières formes de politiques identitaires et la gauche socialiste traditionnelle. Ces analyses nous ont finalement permis de préciser notre définition du concept de politiques identitaires, en situant historiquement les usages du terme et en dissociant ces formes de mobilisation politique spécifiques d'un phénomène discursif distinct, apparenté à des stratégies de « panique morale » et propre au mouvement conservateur ou à certains de ses compagnons de route.

La gauche socialiste états-unienne a donc, tout au long de son histoire, développé une conception de la lutte contre le sexisme et le racisme lui étant propre, nourrie par l'histoire particulière des États-Unis sur ces sujets et par une relative isolation vis-à-vis des socialistes européens de la fin du 19^{e} siècle et du début du 20^{e} siècle. Cette conception, ainsi que l'apparition de courants plus proches de notre idéal type des politiques identitaires au moment de leur détachement ou de leur opposition aux milieux socialistes, concourent à dissocier les formes particulières prises par le socialisme et les modalités « identitaires » de contestation politique dans l'histoire du radicalisme états-unien.

Conclusion de la seconde partie

Dans cette partie, nous avons cherché à délimiter théoriquement le concept de « politiques identitaires » et à évaluer ses éventuelles affinités avec les pratiques politiques réelles de deux courants majeurs de la gauche états-unienne, le *liberalism* et le socialisme, afin d'éclairer les liens de divergence ou de convergence entre ces deux courants dans leur histoire contemporaine. Pour ce faire, nous avons défini un certain nombre de termes clefs à notre réflexion dans notre troisième chapitre, au travers duquel nous avons pu montrer qu'il était possible et pertinent de dégager une définition

conceptuelle des politiques identitaires. Par là nous avons pu montrer leur affinité politique avec le cadre général du libéralisme, et de quelle manière celles-ci divergeaient effectivement des « politiques de classe » comprise dans une dimension marxiste. Dans le chapitre suivant, nous avons étudié le caractère « progressiste néolibéral » du Parti démocrate, afin d'évaluer ses éventuelles affinités avec notre délimitation des politiques identitaires. Par là, nous avons vu comment le parti a pu effectivement mettre en œuvre, au cours de la période étudiée, une politique constituée à la fois de réformes néolibérales, divergeant fortement d'une approche redistributrice et « de gauche » d'un point de vue économique, et d'une rhétorique « identitaire » qui correspond, bien que partiellement, à l'idéal type dégagé précédemment. Cette évolution correspond à un réagencement morphologique des concepts au sein de l'idéologie du parti, où des éléments néolibéraux ont pris un poids central dans son discours économique. Simultanément, la rhétorique identitaire, bien qu'incomplète, reflète une tentative de décontestation des concepts de culture et d'identité pour les rendre compatibles avec ces nouvelles priorités idéologiques. Dans un cinquième chapitre, nous avons analysé l'histoire du socialisme états-unien, du point de vue des luttes contre les oppressions racistes et sexistes, et l'éventualité d'une émergence de courants liés aux politiques identitaires en son sein. Nous avons alors vu de quelle manière la gauche socialiste états-unienne a développé une vision de ces luttes lui étant propre, malgré des insuffisances parfois critiques. Cette analyse souligne la manière dont le socialisme états-unien a historiquement intégré les luttes « identitaires », bien qu'en tant qu'ensemble de concepts périphériques, dans son agencement idéologique. Il a alors construit un assemblage conceptuel qui témoigne de son engagement envers les injustices raciales et de genre, tout en opérant des recalibrages successifs pour maintenir la pertinence de ses discours.

Ces vision distinctes, et l'apparition de courants plus proche de notre idéal type précisément dans leur opposition ou détachement aux marqueurs principaux de la lutte socialiste, concourent à dissocier socialisme et politiques identitaires dans l'histoire du radicalisme états-unien. Cependant, nous avons aussi pu montrer les ambivalences inhérentes à cet exercice, en présentant les entrelacements historiques, intellectuels et humains liant politiques identitaires et politiques de classe dans l'histoire complexe du radicalisme états-unien.

Cette analyse a donc eu pour objet de mettre en lumière les clivages idéologiques entre socialisme et *liberalism* sous l'angle de la notion de « politiques identitaires ». Celle-ci se présente alors en affinité profonde avec les catégories opératoires du libéralisme et certaines pratiques électorales concrètes du *liberalism* du Parti démocrate. Elle se montre également en opposition certaine avec la théorie et les pratiques historiques du socialisme, qui a développé ses propres conceptions des oppressions « identitaires » et des interactions entre les notions de race, de genre et de classe, par

exemple. À ce point de notre analyse, la question des politiques identitaires perd alors de sa pertinence pour analyser les éventuelles ruptures et affinités entre socialisme et *liberalism* contemporains. Bien que le concept de « politiques identitaires » éclaire une part importante de la stratégie et de l'idéologie du *liberalism*, il se montre insuffisant pour appréhender les fondements du socialisme états-unien dans ses expressions contemporaines. Les divergences entre *liberalism* et socialisme, qui ne se limitent pas à la question identitaire mais touchent des aspects plus profonds de leur projet politique, mais aussi leurs points de convergence, restent donc largement inexplorées dans ce travail. Il devient alors nécessaire de poursuivre notre investigation en explorant d'autres axes analytiques, ce que nous entreprendrons dans notre troisième et dernière partie.

Troisième partie.

L’ascension de DSA après 2016 : l’intrication des débats idéologiques et des enjeux stratégiques

Le socialisme ayant émergé aux États-Unis à partir de la seconde moitié de la décennie 2010 a refait surface dans le paysage politiques états-unien en s'étant immédiatement constitué en opposition au *liberalism* dominant la gauche d'alors et à son représentant majeur, le Parti démocrate. Cette opposition s'est notamment cristallisée autour de l'ancienne opposition entre politiques « de classe » et « identitaires » : comme nous l'avons vu, ces dernières correspondent à une démarche politique propre au libéralisme en général et au *liberalism* en particulier, ainsi qu'à certains impératifs électoraux liées à la recomposition de la coalition démocrate lors de ces dernières décennies. En parallèle, le socialisme états-unien, représenté principalement par DSA, a développé ses propres théories et pratiques concernant les oppressions identitaires, se concentrant sur une approche plus globale et matérialiste des inégalités. Cette confrontation entre *liberalism* et socialisme, bien que fondée sur des questions idéologiques et stratégiques anciennes, a pris une importance nouvelle dans le contexte actuel de réorganisation politique. DSA, en tant que représentant majeur du socialisme états-unien, est donc une organisation militante cherchant à la fois à se distinguer politiquement du Parti démocrate et à construire dans le pays une gauche substantive, s'attaquant aux inégalités « réelles » ignorées par la théorie et la pratique libérale[1]. Elle est également une organisation en plein développement, car son important accroissement de membres depuis 2016 et le renouvellement générationnel opéré à cette occasion lui a imposé à la fois des changements de structures et de nouvelles perspectives idéologiques, ainsi qu'un nouveau poids politique et militant lui offrant de nouvelles possibilités d'action.

Dans cette partie, nous analyserons l'évolution du DSA en tant qu'organisation politique et militante, en mettant en lumière les dynamiques internes qui ont façonné sa trajectoire au cours des dernières années. Pour ce faire, nous nous concentrerons sur trois aspects clefs, délimités par trois chapitres. Notre chapitre 6 analysera dans ce cadre la structure et les conflits internes de DSA, en se concentrant sur les modalités de constitution des conflits idéologiques, et leurs fonctions propres dans l'organisation. Nous examinerons dans un 7e chapitre la nature de l'identifiant idéologique majeur de l'organisation, le « socialisme démocratique », et chercherons à mettre en lumière ses utilisations ambigus et « stratégiques » dans des d'environnements politiques internes ou externes parfois hostiles. Dans notre 8e et dernier chapitre, nous passerons en revue certaines dimensions organisationnelles et politiques importantes de DSA, vis-à-vis des éventuels risques de « cooptation » ou d'alignement de l'organisation socialiste avec les modalités de contestation liberal en général, et du Parti démocrate en particulier.

1 Voire plus haut, chapitre 3, partie 3.1.

L'objectif de cette partie est donc de clarifier les contours idéologiques et stratégiques du « nouveau DSA », et de déterminer la mesure de ses affinités ideologiques et organisationnelles avec le *liberalism,* du point de vue des dynamiques internes à l'organisation. L'enjeu principal sera d'évaluer si DSA parvient à incarner une véritable rupture avec les politiques libérales de son environnement politique immédiat ou si l'organisation se retrouve partiellement intégré, ou « coopté », dans le cadre institutionnel existant. Les résultats de notre analyse révèleront une organisation en constante évolution, où les orientations idéologiques sont souvent subordonnées à des considérations stratégiques immédiates, dictées par un contexte politique et institutionnel états-unien particulièrement contraignant. Le rapport de DSA au *liberalism* et au Parti démocrate apparaît ainsi ambigu et difficile à définir de manière uniforme, reflétant la complexité d'un mouvement à la fois attaché à son autonomie politique et confronté aux réalités d'un système bipartisan. Cette partie mettra donc en lumière les défis et potentialités du socialisme états-unien dans son rapport à la gauche institutionnelle et à ce qui est parfois présenté dans les milieux militants comme le « cimetière des mouvements sociaux », le Parti démocrate..

Chapitre 6. DSA à l'épreuve de sa diversité : clivages politiques et enjeux stratégiques

Des organisations militantes états-uniennes, DSA se présente de loin comme celle ayant le plus tiré profit de l'important renouveau socialiste dans le pays. Désormais la plus importante organisation socialiste du pays, en termes de nombres d'adhérents et d'influence politique, elle se présente néanmoins comme une organisation multi-tendancielle, à structure décentralisée, compliquant d'éventuelles tentatives de délimitation exhaustive de ses positions idéologiques. L'organisation n'est de plus pas exempte d'éventuels et d'importants conflits politiques internes. Parmi ceux-ci, les conflits liés aux questions d'identité et de classe sociale occupent une place importante mais loin d'être centrale.

Ce chapitre a pour objectif de présenter et d'analyser l'organisation dans les détails de sa structuration interne et de ses configurations politiques. Par là, nous chercherons à analyser certains enjeux liés aux conflits politiques en son sein, au travers du cas des débats liés à ce qui a été appellé les « réductionnisme de classe » et « de race ». Nous nous pencherons alors sur ces divisions internes en les analysant sous un angle particulier : celui des enjeux stratégiques de long terme qui structurent souvent ces débats idéologiques. Dans un premier temps, nous présenterons et analyserons la structure organisationnelle de DSA, et la manière dont elle favorise une grande diversité de

points de vue politiques en son sein. Nous verrons que cette structure décentralisée, tout en permettant une collaboration fructueuse entre différents courants variés, ouvre également la porte à de nouvelles formes de conflits intra-organisationnels. Ensuite, nous explorerons des exemples concrets de conflits liés aux politiques identitaires et de classe. Nous montrerons que derrière ces débats se cachent souvent des enjeux stratégiques plus larges, tels que la définition de la vision politique à long terme de DSA ou son positionnement vis-à-vis du Parti démocrate, et de sa stratégie électorale. Enfin, nous élargirons notre analyse aux tendances larges s'exprimant dans ce conflits, par le biais des qualificatifs de « gauche » et de « droite de DSA » leur étant souvent apposés par ses militants. Nous montrerons de quelle manière ces positions sont mouvantes et dépendent de « moments » politiques spécifique, traversés par l'organisation dans son ensemble.

6.1. Une organisation décentralisée et multi-tendancielle

. Structure de l'organisation

DSA est une organisation enregistrée au niveau fédéral comme organisation à but non-lucratif[2]. Elle se démarque alors de la forme du parti politique, autant du point de vue de son statut fiscal que de sa structure organisationnelle. Cette structure, se voulant décentralisée et démocratique, encourage la participation des membres à la fois aux niveaux locaux et nationaux.

Les sections locales (*chapters*) répartissent en effet l'organisation sur tout le territoire, autour d'unités géographiques variables selon les contingences locales, principalement la réserve de membres disponibles. On trouvera en effet des sections représentant des zones géographiques relativement vastes (comme par exemple *Northwest Indiana DSA,* dans l'Indiana), des comtés (comme *Polk County DSA* en Floride), des villes (comme *Milwaukee DSA* dans le Wisconsin) ou des quartiers, comme dans la ville de New-York où l'organisation est divisée en « branches » (par exemple, *Central Brooklyn DSA*)[3]. Comptant 185 sections locales actives en mars 2024[4], l'organisation s'étend donc sur la majorité du territoire états-unien et dans une grande diversité de contextes politiques locaux. Ces sections sont de taille variable : en 2023, un comité interne à l'organisation déterminait que les « petits » *chapters* (comptant entre 1 et 100 membres) représentaient 50 % du total

2 L'organisation est enregistrée sous le statut 501(c)4 du code fédéral des impôts américains, incluant les « associations civiques, d'aide sociale et les associations locales d'employés ». Elle a également mis en place une organisation jumelle, *DSA Fund*, enregistrée sous le statut 501(c)3, un statut fiscal principalement associé aux associations ou organisations caritatives.

3 Il existe également une section de membres « at-large », incluant des personnes résidant à l'étranger ou dans des zones géographiques sans sections locales.

4 DSA USA, *Chapters*, https://www.dsausa.org/chapters/, (consulté le 08 mars 2024).

des sections de l'organisation, ceux de taille moyenne (101 à 500 membres) 38 % et les plus grands (plus de 500 membres) 12 % du total.[5].

Ces *chapters* sont à leur tour constitués d'un certain nombre d'unités de base : les « comités » et/ou « groupes de travail » (*working groups*, ou « WGs ») se déclinant autour de thèmes et d'activités militantes précises. C'est au sein de ces unités que la majorité du travail militant est alors effectué. Si les membres d'une section locale participent a diverses activités incluant l'ensemble de la section (réunions « de branche » hebdomadaires, bimensuelles ou mensuelles ; activités militantes ponctuelles et indépendantes décidées lors de ces réunions…), c'est en effet au sein des groupes de travail que chaque membre aura l'occasion de participer à la vie de l'organisation, mais également de rencontrer et d'échanger avec d'autres socialistes de sa section locale, réunis autour d'un intérêt militant commun (par exemple, les questions liées au logement, les luttes électorales ou l'éducation politique). Ces groupes de travail, fonctionnant de manière relativement indépendante les uns vis-à-vis des autres, constituent donc l'unité organisationnelle de base de l'organisation et participent de manière importante à son aspect décentralisé et multi-tendanciel.

Tampa DSA, FL	Pittsburgh DSA, PA	New-York City DSA, NY (toutes branches)
Ecosocialism	Abolition & Anti-Imperialism	Anti-War
Electoral	Ecosocialism	Debt & Finance
Health Justice	Elections & Pressure Committee	Ecosocialist
International Solidarity	Healthcare Justice	Electoral
Labor	Housing	Healthcare
Political Education	Labor	Housing
Public Education	Political Education	Immigration Justice
	Queer Socialism	Racial Justice
	Socialist Feminism	Religious Socialism
		Socialist Feminist
		Tech Action

Tableau 5: Liste exhaustive des groupes de travail de trois sections locales, en juin 2022. Réalisée sur la base d'observations personnelles et d'entretiens menés avec des membres de chaque section.

L'organisation comprend également des groupes de travail opérant au niveau national et regroupant des membres appartenant à une diversité de sections locales. Ces derniers, dont les plus importants disposent de capacités d'action particulièrement fortes (un important membre salarié de l'organisa-

5 Kristian Hernandez, Beth Huang, *Growth and Development Committee 2023 Report to the DSA National Convention*, Democratic Socialists of America (DSA), 2023, p. 20.

tion les décrira comme « des ONGs *de facto*, par leur portée et leur budget »[6]) pourront alors jouer un rôle consultatif dans l'orientation politique du groupe, mais surtout porter un certain nombre de campagnes militantes au niveau national qui seront déclinées localement par un grand nombre de sections.

. Différents niveaux de hiérarchie

La volonté de l'organisation d'inscrire un fort niveau de décentralisation et d'oecumenisme[7] politique s'exprime également dans sa structure hiérarchique. Si la décentralisation de l'organisation est renforcée par le fait que chaque section locale écrit et vote ses propres statuts (*bylaws*) lors de sa création, nous retrouvons en effet une structure hiérarchique relativement commune au sein de ces dernières. Les rôles de leadership, déclinés au sein de chaque unité structurelle (sections locales, groupes de travail…) prendront tout d'abord la forme de « comités de pilotage » (*steering committees*), eux-mêmes dirigés par deux « co-responsables » (*co-chairs*), tous élus par l'ensemble des membres de la section ou du groupe de travail. Les comités de pilotage prendront alors des décisions politiques et pratiques par le biais de votes, et les co-responsables assumeront un rôle très similaires à celui d'*organizers*[8], donc principalement de gestion administrative et de coordination. Au niveau de l'organisation nationale, des délégués élus de chaque section se rendront tous les deux ans à une convention de l'organisation, pour décider par le vote des grandes orientations politiques mais aussi de projets militants nationaux ou de révisions de statuts.

C'est également lors de cette convention que les délégués élisent les 16 membres du Comité Politique National (*National Political Committee*, NPC), l'entité hiérarchique et politique la plus élevée de l'organisation. Ce dernier, qui élit ensuite à son tour un « comité de pilotage », occupe un rôle de direction à la fois administrative et politique au sein de l'organisation. Un ancien membre du NPC, élu à la convention nationale de 2021, nous a notamment décrit le fonctionnement quotidien de l'instance :

> Nous nous réunissons très régulièrement avec les différents départements du personnel pour nous tenir au courant de ce qui se passe, nous nous impliquons également dans tous ces différents comités composés de membres du NPC et de membres du personnel, pour des questions comme le budget, la communications, des choses comme ça... Et donc nous donnons notre approbation par vote sur par exemple des soutiens à des candidats électoraux, nous votons

6 David Duhalde, « Maria Svart built DSA », *Democratic Left*, 19 mars 2024. Notre traduction (*DSA national working groups each became de facto nonprofits in their scope and budget.*)

7 Comme nous le verrons plus loin, la volonté de DSA de se maintenir comme une organisation multi-tendancielle (*big tent*) s'exprime notamment par la formalisation de tendances idéologiques en caucus, allant de groupes s'identifiant à la social-démocratie jusqu'à la tradition libertaire.

8 La majorité des militants occupant des postes à responsabilité avec qui nous avons pu échanger se sont d'ailleurs avant tout identifiés comme *organizers* au cours de nos entretiens. Pour plus d'informations sur ce rôle spécifique aux mouvements sociaux états-uniens, nous pouvons renvoyer à nouveau à l'ouvrage de Clément Petitjean, *Occupation: Organizer.*

> et rédigeons des déclarations nationales en réponse à différents événements politiques. C'est le genre de choses dont nous nous occupons en ce moment et, en plus, il y a des enquêtes sur des cas plus sensibles, des cas possibles de mauvaise conduite ou de violation de statuts au niveau local que nous autorisons le personnel à examiner. C'est le genre de considérations politiques du quotidien que nous allons prendre en compte, avant une grande réunion officielle sur deux jours où un certain nombre de points importants de l'ordre du jour seront débattus et discutés[9].

Le rôle du NPC est donc principalement exécutif[10], la gestion administrative étant laissée aux salariés de l'organisation, eux-mêmes dirigés par un directeur national, lui-même salarié (un poste occupé de 2011 à 2024 par Maria Svart, une militante de longue date[11]). Plus généralement, ces salariés effectuent un certain nombre de tâches essentielles au fonctionnement quotidien de l'organisation, de la comptabilité à l'*organizing* de terrain, en passant par l'organisation d'évènements, la publication du journal de l'organisation (*Democratic Left*) ou le soutien et la formation militante de membres ou de sections locales en ayant fait la demande.

Chacun à leur niveau, ces éléments participent à l'aspect décentralisé de DSA. En effet, l'indépendance statutaire des sections locales, de leurs groupes de travail et des groupes de travail nationaux leur permettent une importante marge de manœuvre dans la conduite de leurs activités militantes, de la conception des campagnes à leur mise en pratique quotidienne. Cette importante liberté des *chapters* et *working groups* se porte garante de l'originalité de l'organisation dans le champ militant socialiste états-unien et, pour certains, constitue l'un de ses principaux pôles d'attraction[12]. Elle participe dans tous les cas à permettre la coexistence d'un grand nombre de tendances politiques au sein de DSA et donc à justifier sa qualification d'organisation « big tent », ayant pour ambition de se poser comme le foyer privilégié de socialistes états-uniens de tous bords.

9 Lucas, NPC, communication personnelle, 03 octobre 2021. Notre traduction (*we're very regularly meeting with different staff departments to kind of get brought up to speed on what's happening, we're also involving ourselves in these different committees that are comprised of NPC members and staff members in matters like budget and finance communications, things of that nature … And so we are giving voting approval on say electoral candidate endorsements, we are voting on and drafting national statements in response to kind of different political events. Those are the kinds of things that we're taking on right now and on top of it, there are investigations into more sensitive, possible cases of misconduct or bylaws violation at the local level that you know, we authorize staff to look into, and so those are kinds of the sort of day-to-day political considerations that we make in the lead up to like, a two-day full pledged official meeting where you know, a number of significant kind of agendas items are going to be up for debate and discussion*.)

10 DSA étant déclarée comme une organisation à but non-lucratif 501(c)4, elle est légalement tenue de posséder un conseil d'administration. C'est donc le NPC qui joue ce rôle et en exerce les pouvoirs usuellement associés.

11 David Duhalde, « Maria Svart built DSA ».

12 Grady Lowery, *The Rise of the Democratic Socialists of America: A Qualitative Analysis of the Contributing Factors to Insurgent Mobilization*, University of Tennessee, Knoxville, 2020, p. 69.

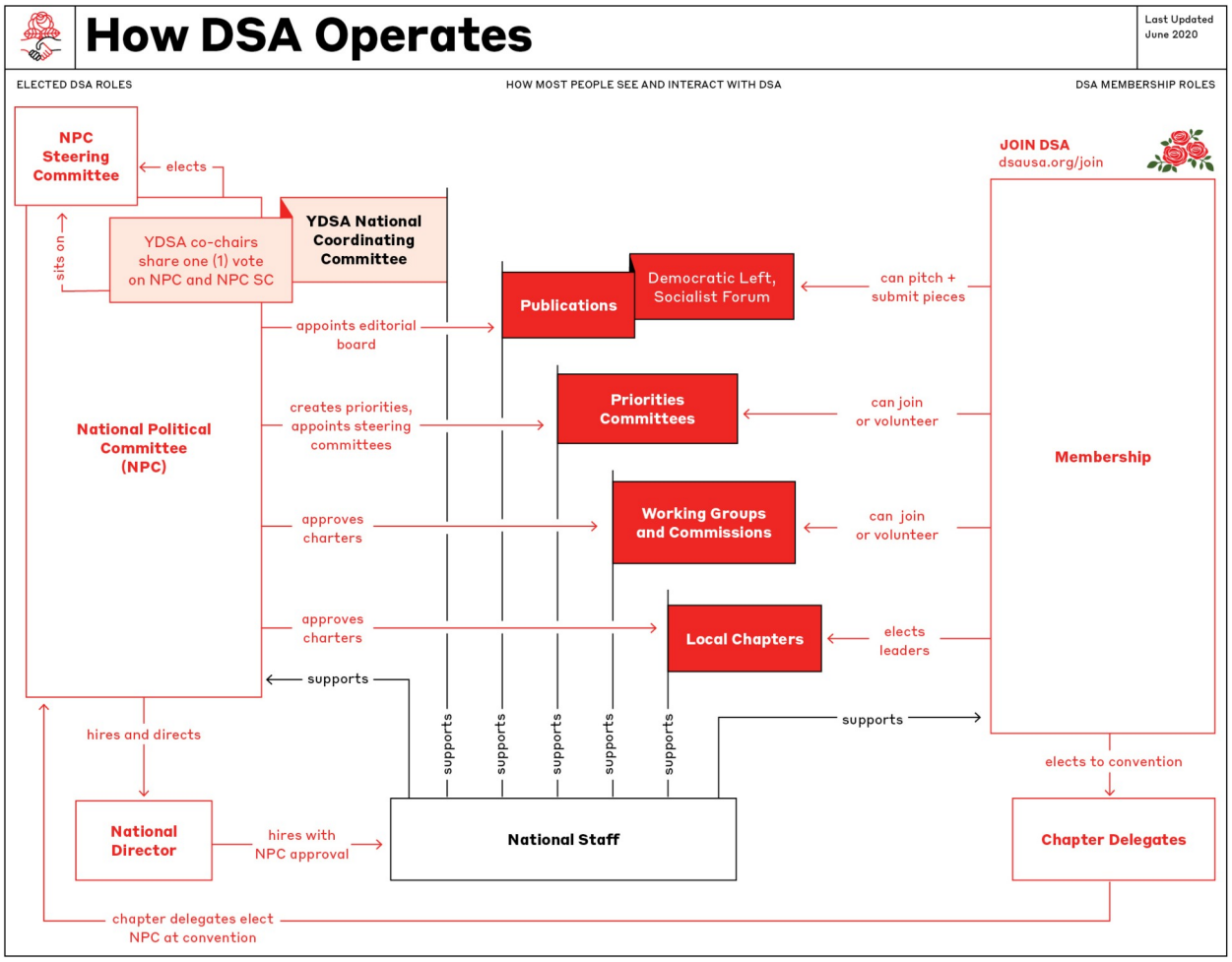

Figure 9: Infographie représentant la structure nationale de DSA et présentée sur le site principal de l'organisation. Source: DSA USA, Leadership and Structure, https://www.dsausa.org/about-us/structure/, (consulté le 08 mars 2024).

. Indépendance des sections locales

L'importante liberté des sections locales est donc l'un des éléments majeurs de la décentralisation de l'organisation. Cette liberté est permise comme nous avons pu le mentionner par la relative indépendance statutaire de ces sections mais surtout par la nature de leurs activités militantes, se déclinant dans la plus grande majorité des cas au niveau local. À un niveau relativement abstrait, ces activités peuvent être déclinées en deux types. D'abord, celles impliquant du travail « de terrain » : démarchage en porte-à-porte (*canvassing*), par téléphone (*phone-banking*) ou soutien physique et matériel sur des piquets de grève, par exemple. Ces activités impliquent souvent un nombre important de ressources et de militants et se produisent dans un temps limité, par exemple quelques semaines. Ensuite, des activités militantes impliquant du travail « de cadre » : compilation de don-

nées[13] ou conception et lobbying de projets législatifs[14], entre autres. Ces projets de campagnes, surtout dans les sections locales aux ressources militantes et matérielles limitées, sont le plus souvent conçues et exécutées en fonction des contingences et des opportunités politiques locales, mais aussi en fonction des intérêts militants de leurs membres les plus actifs. Cette flexibilité est donc particulièrement adaptée aux *chapters* les plus modestes mais aussi à ceux bénéficiant de ressources plus importantes, leur permettant de s'adapter eux aussi aux contingences et éventuelles alliances locales avec d'autres organisations « progressistes »[15]. Cette liberté des *chapters* semble cependant avoir un coût : un important risque de « déconnexion » de ces derniers, vis-à-vis des autres sections locales et surtout de l'organisation nationale. Leo, particulièrement impliqué au sein d'une petite section locale en Floride, nous présente le problème comme suit :

> Je dirais que 90 % du travail des sections est interne et consiste à travailler sur leurs propres campagnes et projets, et peut-être que 10 % est consacré au travail avec l'organisation nationale ou à des contacts avec des personnes de l'organisation nationale, des groupes de travail nationaux, et oui, je dirais que c'est un problème. Je pense qu'il devrait y avoir plus de liens entre l'organisation nationale et les sections locales et je pense que l'organisation nationale le reconnaît et qu'elle essaie d'y remédier... Dans le cas de notre section, nous avons une réunion mensuelle avec un membre du personnel [salarié], avec tout le monde de Floride [des autres sections], hum, et c'est en quelque sorte le principal lien que nous avons avec le national, c'est que nos sections envoient une personne - sont censées envoyer au moins une personne à ces réunions de Floride - et [la salariée] fait le point avec nous ou nous informe des dernières évolutions du national... c'est en quelque sorte notre principal lien, nous recevons aussi des courriels sur les différentes initiatives qui se déroulent au niveau national[16].

Ce manque de coordination ou de mise en commun du travail militant entre les niveaux locaux et nationaux peut donc s'avérer préjudiciable aux yeux de certains activistes et permet de questionner l'efficacité relative des projets entrepris à chacun de ces niveaux. Ces lacunes doivent pourtant être relativisées par un certain niveau de coordination entre sections d'un même état, comme par

13 Comme par exemple à travers le cas d'Aiden, qui a réalisé un travail de compilation de données sur les violences policières, en lieu avec d'autres organisations militantes lors du second mouvement Black Lives Matter en 2020. Aiden, Miami, communication personnelle, 7 septembre 2021.

14 Comme avec le cas de Charlotte, qui avec quelques autres membres d'une petite section locale en Arizona a rédigé et milité pour un projet de loi relatif à l'assainissement et à l'accès à l'eau potable de son comté. Charlotte, Tucson, communication personnelle, 9 décembre 2021.

15 Comme avec le travail militant de Frances dans une section DSA new-yorkaise, dans le cadre du projet législatif du *NY Health Act* et en lien avec des syndicats d'infirmières et le *Working Families Party*. Frances, New-York City, communication personnelle, 17 décembre 2021.

16 Leo, Saint Petersburg, communication personnelle, 14 octobre 2021. Notre traduction (*I'd say like, 90% of the work chapters do is like, internal, and like, working on their own campaigns and projects and maybe like, 10% goes to working with the national organization or any contacts with people from the national organization or national working groups and yeah I'd say that's a problem, I think there should be more connection between national and the local chapters, um, and then I think national recognizes that and they're trying to work on it ... I guess for the experience of our chapter, like we have a monthly meeting with this staff member, with everyone from florida, um and so that's kind of like, the main connection we have with national, is our chapters send one person-- at least are meant to send at least one person to these Florida meetings, um, and she just kind of checks in with us or lets us know like just updates from the national ... that's kind of our main connection, we also will get like, emails about different initiatives that are happening at the national level*.)

exemple en Floride[17], en Louisiane[18] ou dans l'État de New-York[19], où différentes sections ont fait le choix de travailler ensemble sur des campagnes ciblées, indépendamment de la structure nationale de DSA. Certaines campagnes initiées au niveau national ont également pu soulever un certain enthousiasme au niveau des sections et permettre un accroissement de la coordination entre localités et structure nationale. La campagne de soutien à Bernie Sanders lors de sa deuxième tentative présidentielle en 2020 est l'un de ces exemples, mais aussi la campagne de lobbying citoyen en faveur du projet de loi *Protecting the Rights to Organize Act* (Pro Act) en 2021, cherchant à étendre le droit syndical dans le pays. Plus loin dans notre même entretien, Leo se rappelle de l'importance de cette campagne :

> Je dirais le Pro Act de cette année … a été une campagne majeure de DSA, et les gens disent que ça a été en quelque sorte le meilleur travail que DSA a pu faire autour d'une campagne spécifique depuis longtemps. Il y a eu par exemple une meilleure coordination nationale pour cette campagne que pour la campagne de Bernie Sanders et donc ça a été un très bon exemple où il y avait une idée pour une campagne nationale, suivie par une réelle adhésion au niveau des membres. Les sections locales se sont investies pour de vrai dans ce travail et c'est la raison pour laquelle j'ai commencé à m'impliquer dans un travail à l'échelle de l'état, parce que DSA national nous a donné tous ces outils, tous ces graphiques et toutes ces choses à utiliser pour les réseaux sociaux et la publicité, et nous avons pu nous coordonner avec d'autres sections, d'autres personnes intéressées, pour essayer de populariser cette campagne Pro Act, donc ça a été un domaine où je ne dirais pas que seulement 10 % de notre temps a été consacré à la campagne nationale, pendant cette campagne, notre travail a vraiment changé[20].

Un intérêt certain pour le travail militant au niveau national transparaît notamment de l'exemple de la campagne du Pro Act, dont le succès au sein de l'organisation permit l'élection un an plus de tard des militants l'ayant conçue au Comité Politique National[21]. De plus, et loin de limiter la liberté militante des *chapters*, ces campagnes nationales (au sein desquelles les différentes sections locales

17 Par exemple dans le cadre de l'élection d'un conseiller municipal à St Petersburg, en Floride, où la section locale a travaillé en lien notamment avec celles de Miami et de Tampa. Max, Miami, 9 septembre 2021, communication personnelle.

18 Par exemple lors de mises en place d'activités d'aide mutuelle à la suite du passage de l'ouragan Nicholas en 2021. William, Baton Rouge, 8 septembre 2021, communication personnelle.

19 Par exemple lorsque le groupe de travail « dettes et finances » (*debt & finance working group*) a rédigé un ensemble de projets de lois relatifs à la taxation des plus riches et a mené une campagne de lobbying au niveau de l'état, impliquant une forte mobilisation des sections locales du nord de l'État et de Long Island. Gabriel, Brooklyn, 17 décembre 2021, communication personnelle.

20 Leo, Saint Petersburg, communication personnelle, 14 octobre 2021. Notre traduction (*I'd say the Pro Act from this year … was a major campaign that DSA undertook and people are saying that it was kind of the best job that DSA has done around a specific campaign in a long time, like there was better national coordination for that campaign than there was around the Bernie Sanders campaign, and so that was a really good example where there was an idea for a national campaign and then there was actually like, buy-in, like the local chapters actually invested themselves into that work and so that actually was a reason that began my involvement with like, a statewide effort, because the national DSA gave us all these tools, gave us all these graphics and things to use for social media and for publicity and then we were able to just coordinate with other chapters, other people interested, to try and popularize this Pro Act campaign, so that was an area where I wouldn't say that it was only like 10% of our time working on national, during that campaign our work definitely shifted.*)

21 Leo, Saint Petersburg, communication personnelle, 14 octobre 2021 ; Pete, Philadelphie, 17 décembre 2022, communication personnelle.

choisissent ou non de s'engager) apparaissent au contraire comme pouvant dans certains cas étendre leur champ d'action. William, militant actif d'une section de Louisane possédant de faibles effectifs, nous déclare notamment

> [Dans] ma section, mon dieu j'espère que ça va continuer comme ça, nous faisons beaucoup. Ma section est surtout intéressée par le travail d'entraide [*mutual aid*] et donc nous faisons plus de travail sur le terrain, plus de travail de développement de la base [*base building*] comme je l'appelle, pour aider les mal-logés et d'autres personnes dans nos communautés et pour construire ces idées de lutte collective et autres de cet ordre, parce que nous n'avons pas la capacité ou la volonté politique de nous engager dans des campagnes ou de commencer à mener des campagnes nous-mêmes. Nous soutenons d'autres campagnes à travers l'État et au niveau national, nous nous connectons au niveau national en se disant "si vous avez une petite section et que vous n'êtes pas en mesure d'influencer beaucoup de choses en ce moment, vous pouvez toujours faire des appels téléphoniques pour le Pro Act au niveau national, vous pouvez toujours participer au développement de notre organisation, vous pouvez toujours faire toutes ces choses que votre petite section n'a pas la capacité de faire en ce moment". Donc nous pouvons établir ces liens et c'est là qu'interviennent les composantes nationales et toutes les autres composantes … comme pour dire "okay, nous avons des choses qui sont à la portée de nos sections au niveau local et ensuite on va à la rencontre d'autres organisations [locales], et on travaille avec eux"[22].

Au delà de leur indépendance statutaire, les sections locales disposent donc d'une forte liberté d'action, elle-même soutenue par la possibilité de participer ou non à un certain nombre de campagnes conçues au niveau national. Ces dernières permettent au *chapters* les plus modestes de s'engager dans du travail militant soutenu par un plus grand nombre de membres et de ressources. En effet, par manque de moyens humains, matériels ou financiers (et *in fine* par leur indépendance même), ce sont ces petites sections qui sont finalement le moins en mesure de « profiter » de la liberté offerte par la structure de l'organisation[23].

---

22 William, Baton-Rouge, communication personnelle, 08 septembre 2021. Notre traduction ([*In*] *my chapter, God I hope we keep that going, we do a lot, my chapter is mostly interested in doing a good bit of mutual aid work and so we do more like on-the-ground work, more of the base building work as I call it, to help unhoused people and other folks in our communities and kind of build these ideas of collective struggle and other things in that method, because we don't have the capacity or the political will to, you know, engage in campaigns or start running campaigns on our own, we support other campaigns across the state and nationally, like we plug in nationally so it's like, 'hey if you have a small chapter and y'all aren't able to affect a whole lot right now, you can still do phone calls for the Pro Act at the national level, you can still help participate in the state of our organization, you can still do all these things that your small chapter doesn't have the capacity to do right now'. So we can do those connections and that's where the national and state and all the other components come in … to which it's like 'okay we have the things that are at our chapters' capacity locally and then we reach out and work with other organizations'.*)

23 Le témoignage de Charlotte, récemment arrivée au sein d'un petite section locale après celle de Los Angeles, est ici éclairant : « Ouais, je ne sais pas, c'est vraiment difficile en ce moment de lutter contre un certain sentiment de futilité. Je sais que DSA est... Parmi les organisations de gauche, c'est absolument celle qui me tient le plus à cœur. Je ne vois aucune autre organisation qui selon moi ait notre capacité, en termes de ressources et de structure nationales, qui sont de très grande qualité et très bien, [il y a] par exemple toutes sortes de séries de formations, mais au niveau des sections, c'est... C'est vraiment, vraiment difficile de nous sortir de notre position actuelle et évidemment la pandémie n'a pas été d'une grande aide, hm… ». Charlotte, Tucson, communication personnelle, 3 octobre 2021. Notre traduction (*Yeah I don't know, it's really hard right now to kind of like, fight a feeling of futility. I know that DSA is… Among the leftist orgs, it's absolutely the one that I feel most strongly about, I can't think of any other organization that I think has our capacity, in terms of national resources and structure, which are very high quality and good, you know, all kinds of training series, but at the chapter level it's… It's felt really, really hard to unstick us from our current position and you know, of course the pandemic has been no help, um…*)

. Indépendance des groupes de travail

Cette liberté d'action des sections locales est comparable à celle des groupes de travail opérant en leur sein, provoquant les mêmes types de risques et d'opportunités du point du travail militant. En effet et comme nous avons pu le mentionner, les groupes de travail constituent un point de départ pour la majorité des activités de l'organisation. Comme le précise Gabriel, militant dans la branche de Central Brooklyn à New-York City, « les groupes de travail sont théoriquement distincts [des sections locales] : ils sont là où le travail se fait, alors que les branches sont plus comme un port d'attache, quelque chose comme ça[24] ». Ces groupes de travail fonctionnent en effet de manière relativement indépendante des sections locales. Le choix de leurs activités militantes et leur fonctionnement quotidien se déclinent de manière autonome, notamment au travers des instances hiérarchiques propres à chaque groupe. Il résulte que dans certaines localités, où DSA en général dispose d'une plus forte influence politique et d'un nombre important de ressources (comme les branches de New-York City), le rôle des sections locales peut paraître à certains militants redondant, voire futile[25]. Dans le même entretien, Gabriel explique notamment :

> Je dirais qu'il y a une sorte de crise, [qui s'est développée] tout au long de mon parcours dans DSA, vis-à-vis de la raison d'être des branches, tu vois ... Je n'ai jamais vraiment assisté aux réunions de branche, mais les groupes de travail ont leurs propres comités d'organisation et ils ont leurs campagnes à eux, et ils essaient de te recruter depuis différentes branches, ou de collaborer avec d'autres groupes de travail[26].

Ces groupes de travail (dont les plus importants à New-York disposent parfois d'une influence politique plus forte que les branches locales[27]) restent cependant dépendants de leurs sections, et ce principalement du point de vue des ressources, qu'elles soient humaines ou matérielles. Cette question centrale de l'allocation des ressources d'un *chapter* entre ses différents groupes de travail peut alors provoquer un certain nombre de conflits au sein de l'organisation. Gabriel nous a par exemple fait le récit de phénomènes de « gatekeeping » et de non-partage d'informations entre groupes de travail, mais surtout d'importantes rivalités entre la plupart des groupes les plus importants de la ville vis-à-vis de l'allocation du statut de « campagnes prioritaires » (*Priority Campaigns*) pour chacun de leurs projets, statut permettant un plus fort soutien matériel et humain[28]. D'après lui,

24 Gabriel, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction (*the working groups are a separate thing in theory: they're where the work is done while the branches are more like your home base or something.*)
25 Cette relation s'inverse dans les sections locales les plus modestes, où du fait d'un faible nombre de militants et de ressources financières, la majorité des membres actifs de la section travailleront de concert sur la même campagne dans une période donnée, formellement exprimée au travers d'un groupe de travail.
26 Gabriel, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction (*there's a sort of a crisis I would say like throughout my time, of like what is the purpose of the branches you know ... Like I never really attend branch meetings at all, um, but the working groups have their own organizing committees and they have their campaigns and they try to recruit you from, you know, from different branches, um, or collaborate with other working groups*)
27 Gabriel, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021.
28 Gabriel, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021.

> Ça crée intrinsèquement, oui, une compétition, une compétition pour des volontaires et honnêtement pour de l'attention, comme aussi [à travers le fait que] les différents groupes de travail essaient de faire en sorte que leurs membres les plus actifs fassent partie du Comité de direction de la ville, ou d'autres rôles dirigeants en dehors de leur groupe de travail, et c'est juste que je ne sais pas qui a le temps pour tout ça, honnêtement... Il y a beaucoup de ça, beaucoup de compétition amicale je dirais, [car] je pense que pour la plupart, tout le monde se dit que les priorités de chacun sont importantes, mais tu sais il y a des choses que certaines personnes ressentent comme un coup de poignard dans le dos[29].

Ces éventuelles rivalités entre groupes de travail peuvent également parfois traduire des conflits politiques. Ces groupes de travail traduisent en effet un certain nombre de préférences militantes, et donc politiques, sur des sujets propres à chacun. Un membre de DSA disposant d'une expérience importante dans une diversité de groupes socialistes depuis une décennie nous a notamment présenté DSA comme « une organisation de type 'choisissez votre propre aventure', où tu peux choisir l'orientation qui te convient le mieux, ce qui dépend bien sûr d'autres personnes qui peuvent te soutenir et te suivre dans cette direction[30]. » C'est cette dimension de l'organisation, se voulant particulièrement inclusive idéologiquement (« big tent »), qui s'exprime à travers la diversité des thématiques proposées par les groupes de travail existants, ou par la facilité d'en créer de nouveaux. Au fil des ans depuis l'importante croissance de l'organisation en 2016, un certain nombre de lignes de divisions idéologiques se sont alors dessinées, en épousant avant tout la forme organisationnelle des groupes de travail. Ces lignes sont apparues par exemple à travers le cas des débats (sur lesquels nous reviendrons plus bas) entourant la pratique de « l'entraide» (*mutual aid*) et des groupes de travails associés, réunissant souvent des membres libertaires ou de sensibilités politiques adjacentes, s'opposant notamment aux groupes de travail électoral, réunissant plus souvent des membres de sensibilité plus proche de la social-démocratie ou provenant de certaines tendances marxistes. C'est cependant cette harmonie entre structure organisationnelle et divisions politiques qui permet à l'organisation d'atténuer ces dernières. La structure de DSA permet en effet à toutes sortes de militants « de gauche » de faire vivre l'organisation selon leurs conceptualisations politiques et surtout selon leurs intérêts militants particuliers. Il en résulte que dans la majorité des contextes locaux, et notamment du fait de l'indépendance des groupes de travail, cette structure tend à rendre les identifications partisanes assez peu pertinentes face au grand nombre possible d'actions différentes à mener

29 Gabriel, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction (*It inherently creates, yes, a a competition, a competition for volunteers and honestly for like, attention, like also different working groups try to get people who are really involved in their working group to be on the citywide Leadership Committee and just leadership roles outside of the working group, and it's just kind of like, I don't know who has time for all this honestly ... There's just a lot of that, a lot of I would say friendly competition, I think everyone thinks each other's priorities are important for the most part but you know, there's what feels to some people like backstabbing*.)

30 Oliver, Tampa, communication personnelle, 2 novembre 2021. Notre traduction (*I would say that DSA is an organization that, like, since it's a big tent it is sort of an almost 'choose your own adventure' kind of organization, like you can choose the emphasis that best suits you, um, it does depend of course on whether you have people who will back you up and follow you in that pursuit.*)

par chacun. Cette structure promeut une forme d'égalité formelle des groupes de travail entre eux, indépendamment des positions idéologiques leur étant le plus souvent associées et des rapports de force politiques au sein des sections.

. L'importance des caucus

Si la structure décentralisée de DSA est ancienne, cette coexistence d'un nombre relativement important de tendances socialistes au sein de la même organisation est finalement le résultat de l'important accroissement de membres lors de la seconde moitié de la décennie 2010. Pur produit du « nouveau DSA », son oecumenisme a transformé l'organisation et notamment ses conventions nationales, où l'élection des membres du NPC est devenu un enjeu majeur de l'organisation.

Année	**Nombre d'adhérents**
2015	6 200
2016	11 000
2017	32 000
2018	55 000
2019	56 000
2020	87 000
2021	95 000
2022	83 000
2023	78 000

Tableau 6: Nombres d'adhérents à DSA par année, 2015-2023. Source : Hernandez et Huang, Growth and Development Committee 2023 Report to the DSA National Convention.

Pour Carlos, membre historique de DSA, l'ayant rejoint dès sa création puis ayant cessé d'être un membre actif avant un retour récent,

> C'est pour ça que je l'ai appelée [la croissance de DSA] 'la refondation' … j'ai soutenu quand je suis revenu en 2020 que DSA avait été refondée, qu'elle s'apparentait vraiment à une nouvelle organisation, parce que c'était maintenant une organisation multi-tendancielle composée de courants idéologiques opposés … tu as des gens qui sont trotskistes … et puis tu as d'autres caucus qui se décrivent comme communistes … Une sorte de communisme de gauche si on veux … et puis tu as aussi encore quelques anarchistes dans DSA, mais la grande majorité de la base, des membres de base de DSA, je les décrirais comme des *liberal* progressistes. Bien que beaucoup d'entre eux se décriraient comme socialistes démocratiques, leur définition idéologique est relativement vague[31].

31 Carlos, New-York, communication personnelle, 13 décembre 2023. Notre traduction (*That's why I referred to it, Thomas, as 'the refounding' ... my contention when I came back in 2020, was that DSA had been refounded, that it was really like a new organization if you will, because it was now a multi-tendency organization of clashing ideological tendencies … you have some people that are trotskyists ... then you have other caucuses that describe themselves as communist ... it's like a left communism if you will ... and then you also have some anarchists in DSA still, but the overwhelming majority of the base, of the rank-and-fil members of DSA, I would describe uh, Thomas, as… liberal progressives,*

Si nous ne pouvons confirmer l'observation de Carlos concernant l'orientation politique de la majorité des membres de la base, il nous semble cependant nécessaire de la nuancer. Dans un sondage interne réalisé en 2021[32], le groupe de travail national « Croissance et développement » (*Growth & Development Committee*) rapportait effectivement qu'une large majorité de membres s'identifiaient à l'étiquette « socialiste démocratique » (61%) ou simplement « socialiste » (58%), ainsi qu'un nombre important au « progressisme » (38%). Ces identifications coexistent cependant avec un certain nombre d'autres plus connotées en termes de radicalité militante : 27 % s'identifiaient par exemple au communisme, 17 % au socialisme révolutionnaire, 15 % à l'anarchisme (à l'inverse, seulement 8 % se déclaraient *liberal* et 9 % démocrates).

	2013	**2017**	**2021**
Socialiste démocratique	73 %	76 %	61 %
Socialiste			58 %
Antiraciste	39 %	54 %	56 %
Féministe	19 %	42 %	41 %
Marxiste			38 %
Progressiste	56 %	46 %	38 %
Écosocialiste	19 %	24 %	34 %
Communiste			27 %
Socialiste féministe	16 %	38 %	25 %
Radical	17 %	30 %	22 %
« Berniecrat »		32 %	19 %
Vert (*green*)	32 %	18 %	19 %
Socialiste révolutionnaire	9 %	22 %	17 %
Social-démocrate	32 %	22 %	16 %
Anarchiste	3 %	11 %	15 %
Démocrate	39 %	18 %	9 %
Socialisme religieux (*religious socialism*)	11 %	10 %	8 %
Liberal	34 %	13 %	8 %
Socialisme de marché (*market socialism*)	10 %	9 %	8 %

Table 7: Identifications politiques au sein des membres de DSA, réalisé au travers de sondages déclaratifs internes. Source : DSA Growth & Development Committee, « DSA Member Survey Report ».

despite the fact that many of them would describe themselves as democratic socialists, their ideological definition is somewhat vague.)

32 DSA Growth & Development Committee, « DSA Member Survey Report », p. 7.

Ces chiffres sont également à relativiser. Si nous ne connaissons pas la méthodologie employée pour les produire, la possibilité de choix multiples et l'amalgame d'identifiants idéologiques distincts renvoyant à des corpus théoriques et militants précis (marxisme, anarchisme, *liberalism*…) avec des identifiants partisans (*Green Party*, Parti démocrate) ou d'autres difficiles à séparer conceptuellement (progressiste / *Berniecrat* / social-démocrate…), par exemple, nous semblent caractériser des données particulièrement difficiles à interpréter. Pour revenir à notre propos, les divisions factionnelles semblent cependant bien être le fait de groupes organisés de taille relativement restreinte. Le nombre de membres « sans dénomination » dépasse en effet de beaucoup celui de ceux affiliés à une tendance politique quelconque, formalisée sous la forme de caucus. Cette tendance se reflète à l'échelle de notre échantillon, la grande majorité des enquêtés ayant le plus souvent cherché à se distancier de ces caucus, associés alors à un ensemble de considérations abstraites éloignées de la réalité militante quotidienne. Malgré tout, les caucus occupent une place majeure lors des élections du NPC aux conventions bisannuelles, ainsi que lors d'élections locales des sections les plus importantes. Une de nos enquêtées, particulièrement active dans la ville de New-York et plusieurs fois élue à des postes de responsabilité, témoigne notamment :

> En ce qui me concerne, je pense que pour [mon élection à] ces postes [de responsable de groupe de travail], ça n'a pas eu grand-chose à voir avec mon positionnement politique et beaucoup plus avec le fait de posséder certaines compétences qui sont utiles et nécessaires... Je pense que les élections aux conventions locales et nationales ont eu plus à voir avec mes opinions politiques. Cela dit, même si je ne fais pas partie d'un caucus, je sais qu'au moins l'un d'entre eux me considère comme amicale envers eux, et je pense qu'ils ont tort car ce n'est pas le cas, mais je sais aussi que s'ils ne le pensaient pas, je ne serais pas élue. Je vais donc continuer à les laisser penser ça, je suppose[33]…

Si la majorité de nos enquêtés ont exprimé l'écart existant entre l'importance comparée des caucus dans leur militantisme quotidien et dans les élections les plus importantes, certains déplorent également leur potentiel de polarisation au sein de l'organisation et les tactiques « politiciennes » voire non-démocratiques souvent empruntées aux mécanismes de la gouvernance libérale. Bien que fortement opposés dans leurs sensibilités politiques respectives, Frances, que nous venons de citer et Lucas, anciennement membre du NPC, s'en irritent notamment dans deux extraits :

> Extrait 1 : [Dans DSA à New York], il est tout à fait possible d'être un membre actif sans avoir la moindre idée de ce que sont les politiques des caucus ou être impliqué dans l'un d'entre eux. Cela dit, ce qui se passe c'est qu'en raison des caucus à New York, à moins d'être affilié à l'un d'entre eux, il peut être très difficile de se faire élire, ce qui signifie que les comités de direction

33 Frances, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction (*For me actually i think, for those positions it's had very little to do with my own particular politics and much more to do with uh having a background in certain skills that are useful and required ... I think the elections to the city-wide and national conventions did have more to do with my politics. That said I know despite not being part of a caucus, I know that I am viewed by at least one caucus to be like, friendly to them, I think this is a false view because i'm not, but I also know that if they didn't think that, I would not be getting elected. I'll just let them keep thinking that I guess, um…*)

sont largement dominés par un caucus ou un autre, ce qui signifie qu'ils sont dominés par les priorités et l'ordre du jour de ces caucus et je pense que c'est vraiment dommage. Je pense que nous sommes trop petits et même si nous ne sommes pas nouveaux, je pense que cette itération de DSA est nouvelle et pour une organisation, se diviser comme ça ... Je pense que ça va donner lieu à du sectarisme et que nous allons finir par nous détruire si nous continuons sur cette voie, au lieu de continuer à construire notre pouvoir organisationnel, parce que les désaccords entre les caucus ne sont pas pacifiques. Je pense qu'ils peuvent être assez amers, par exemple nous avons eu des cas de personnes portant des accusations d'agression sur d'autres sans fondement, pour les endomager politiquement, ce qui est fou dans une organisation bénévole avec ce qu'elle a, je crois que nous avons 20000 membres à New York. Mon dieu, ça ressemble aux conneries de machines politiques démocrate mais nous sommes loin d'avoir le pouvoir des machines politiques démocrates[34].

Extrait 2 : Je pense qu'il y a une tendance au sein de l'organisation, où même si nous voulons qu'il y ait des débats et des discussions civils entre camarades, il n'y a pas vraiment de culture, de fondation et de plateforme pour ça. Ce que j'ai vu au niveau local ou national... Tu sais, les débats et les votes sont... plutôt que d'essayer de parvenir à un accord mutuel sur quoi que ce soit, ça revient simplement à [dire] "très bien, il y a un vote, nous avons besoin d'une majorité de 50+1 ou 2/3 pour que telle ou telle chose passe", hm, et donc la stratégie n'est pas basée sur [l'idée de] "nous allons tous régler ça ensemble comme des camarades", c'est "très bien, il faut rassembler le plus grand nombre de personnes sur le podium pour saturer [le temps de parole total] d'éléments de langage, faire tout ce qui est nécessaire pour faire perdre du terrain au camp adverse sur ce vote, en attendant de voter autant que possible et aussi fort que possible, et aviser à partir de là". Je pense que c'est ce que nous avons appris de la démocratie bourgeoise mais je ne sais pas si ça sert le processus de construction d'une démocratie prolétarienne[35].

Nous reviendrons plus bas, au cours de ce chapitre, sur la question essentielle des caucus dans la direction mais aussi les divisions politiques au sein de l'organisation. Il convient cependant ici de souligner l'important accroissement du nombre de caucus, virtuellement inexistants avant 2017 et exprimant en premier lieu les différentes tendances idéologiques de l'organisation.

34 Frances, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction (*It's totally possible to be an active member and not have any clue what the caucus politics are, um, or be involved in one, that said the thing that comes to happen is that because of the caucuses in New York, um, unless you are affiliated with one it can be very difficult to get elected, which means that what ends up happening is that in the leadership committees, they are largely dominated by one caucus or another and that means they're dominated by those caucus's priorities and agendas, and I think that this is really a shame, like I think that we are too small and even though we're not new, I think this iteration of DSA is new, um, for an organization to be dividing ourselves like this … I think it's going to give rise to sectarianism in a bad way and we're going to end up destroying ourselves if we continue down this path, as opposed to continuing to build our organizational power, because the disagreement between caucuses is not a peaceful one, I think it can be pretty bitter, like we've even had instances of people accusing with like baseless accusations of like, assault um, like to damage them politically, which is crazy in a volunteer organization with whatever it is, I think we have like 20.000 members there in New-York. Like, oh my god this is some, you know, democratic machine shit and we have nowhere near the power of the democratic machines.*)

35 Lucas**,** NPC, communication personnelle, 03 octobre 2021. Notre traduction (*I think there is a tendency within the organization, as much as we, you know, want there to be comradely debate and discussion there isn't really the culture and the foundation and the platform for those things. What I've seen in local wide or nationwide … You know, debates and votes are … rather than attempting to come to a mutual agreement on anything, it is just a matter of, um, 'all right, there is a vote, we need 50+1 or 2/3 majority for this or that thing to pass', um, and so the strategy isn't based on 'we are all comrades to hash this out together mutually' it's, um, 'all right, get as many people on the debate line to drown out with talking points whatever is necessary to make the opposing side on this vote lose ground in the meanwhile with votes as much as possible and as hard as possible and go from there' and I think that is what we've learned from bourgeois democracy but I don't know that it serves the process of building proletarian democracy.*)

	2017	2019	2021	2023
Indépendants	4	2	2	1
Friends & Comrades	1			
Praxis / Build	5	3		
Momentum / Bread & Roses	6	3	3	3
Socialist Majority		4	3	2
Libertarian Socialist Caucus		2	1	
Collective Power Network		1		
Red Star		1	1	3
Green New Deal Slate / Groundwork			3	4
Renewal			2	
Emerge			1	
Anti-Zionist Slate				1
Marxist Unity Group				2

*Tableau 8: Nombre de membres élus au Comité Politique National (NPC) de DSA, par affiliation de caucus et/ou de listes électorales (*slates*). Certains groupes ont été associés, pour des raisons de continuité idéologique et humaine en leur sein.*

Le tableau 8 ci-dessus, qui ne liste pas tous les caucus existants[36] au sein de l'organisation mais seulement ceux élus au NPC, illustre cet important accroissement de nombre de caucus, de la convention de 2017 à 2023. On voit en en la façon dont dont un nombre relativement important de formations idéologiques ou programmatiques se sont développées à partir de 2017, doublant presque en 2019 (de 4 à 7) avant de se stabiliser lors des conventions suivantes (7 formations élues en 2019, 8 en 2021 et 7 en 2023). Cet accroissement a été à la fois permis par l'augmentation du nombre d'adhérents dans la seconde moitié de la décennie et par la structure de l'organisation. Son importante décentralisation, s'exprimant avant tout par l'autonomie des *chapters* et celle, dans un deuxième temps, des *working groups*, permet en effet à DSA de maintenir une cohésion organisationnelle dans un groupement politique représentant des sensibilités politiques aussi variées que celles de libertaires (par exemple dans le *Libertarian Socialist Caucus,* LSC), de communistes révolutionnaires (par exemple *Red Star*), de socialistes plus proches du réformisme (comme *Socialist Majority,* SMC) *;* voués à l'approche première de Michael Harrington, fondateur de DSA (comme *North Star*), à des problématiques uniques (comme l'*Anti-Zionist Slate*) ou à des questions internes à l'organisation (comme *Praxis* et *Build*, sur lesquels nous reviendrons plus bas). Ces catégorisations « idéologiques » des différents caucus de l'organisation ne sont cependant pas aisées : comme

36 Les caucus, les plus importants du point de vue de leur taille et de leur influence sur l'organisation, et pouvant être définis en termes idéologiques, sont présentés plus bas dans ce chapitre, tableau 9.

nous le verrons plus bas, ces derniers sont moins construits autour de catégories idéelles abstraites que de positionnements concrets vis-à-vis de débats de fond traversant l'organisation dans son ensemble à des périodes données. Comme les deux derniers extraits d'entretiens que nous avons pu citer l'illustrent, cette importante diversité idéologique est souvent source de conflits au sein de l'organisation. Ces difficultés ne doivent cependant pas obscurcir la capacité de DSA à absorber de tels conflits au travers de sa structure et des différentes opportunités d'action militante qu'elle permet, se montrant ici conforme à sa qualification de « grande tente » idéologique. À travers le cas du débat opposant de longue date politiques de classe et politiques identitaires, nous chercherons à montrer dans les deux sections suivantes la manière dont ces conflits s'expriment de fait en son sein.

6.2. « Réductionnisme de classe » contre « réductionnisme de race »

Le débat opposant une approche « identitaire » à une approche « de classe » au sein de la gauche états-unienne s'est en effet manifesté dans DSA au travers d'un certain nombre de conflits internes, opposant des caucus mais également des membres avec la direction de leurs sections locales. Se cristallisant, comme nous le verrons, autour des termes de « réductionnisme de classe » et de « réductionnisme de race » (*class reductionism* / *race reductionism*), ces conflits ont cependant mobilisé un certain nombre de questions connexes au débat de la « race » contre la « classe », et en premier lieu des questions organisationnelles ayant trait à l'évolution de DSA en tant que groupe multi-tendenciel et décentralisé. La question de la stratégie électorale de l'organisation apparaît également en fond, où le sujet de la place à accorder à la « classe ouvrière blanche » se trouve mêlé à un ensemble complexe de rapports de force idéologiques et interpersonnels.

. Quelques exemples de conflits internes

C'est en 2017, autour de la question de la légitimité des pratiques « d'entraide » (*mutual aid*) et au sein de la section de DSA d'East Bay en Californie que débute un long conflit entre une partie des membres les plus actifs et la direction de la section (organisée autour d'un « Conseil local », *local council*, correspondant aux « comités de pilotage » usuels). Des membres d'East Bay DSA, l'une des sections locales les plus importantes du pays, souhaitaient alors mettre en place un lieu, dans un quartier défavorisé de la ville, permettant aux habitants de réparer gratuitement les feux de freinage de leurs voitures. D'abord initiée par la section DSA de la Nouvelle-Orléans, la pratique des « brake light clinics » visait à introduire l'organisation au sein de communautés parmi les plus modestes (et donc de développer une « base » au sein de ces dernières) tout en cherchant à prévenir des cas de violences policières en leur sein (les pannes de feux de freinage constituant l'une des rai-

sons majeures de contrôles policiers sur la route et *in fine* de violences policières). Les pratiques d'entraide au sein de DSA, qui prennent souvent la forme de ces ateliers de mécanique gratuits, de banques alimentaires ou de soutien matériel lors d'évènements comme des catastrophes naturelles ou la pandémie de Covid-19, peuvent être associées à la tradition de l'anarchisme et du socialisme libertaire[37]. Opposé dans ses conceptualisations politiques, la direction de la section d'East Bay aurait dans ce contexte cherché à bloquer la constitution du projet d'entraide porté par les membres de la section. Pour ces derniers, les membres du Conseil local auraient utilisé leurs « positions organisationnelles et leur capital social »[38] au sein de la section pour empêcher le développement de pratiques d'entraide à East Bay. Ces manœuvres, ainsi que la virulence du débat opposant les membres des deux camps auraient alors « produit un schisme »[39], contribuant pour certains à une perte de croissance de la section et au départ de nombreux membres[40].

En 2018, un conflit éclate au sein de la section DSA de Philadelphie après qu'un groupe de militants ait proposé la lecture, dans le cadre du groupe de travail « d'éducation politique » (*Political Education Committee*), d'un ouvrage théorique d'Asad Haider traitant de la notion de politiques identitaires (*Mistaken Identity*, cité au cours de ce travail). La direction du groupe de travail, proche du comité de pilotage de la section locale dans son ensemble, leur refusa alors cette demande, provoquant des échanges parfois tendus entre les parties sur plusieurs semaines. Ce conflit prit une ampleur nationale dans l'organisation lorsque Melissa Naschek, co-responsable de la section de Philadelphie, publia une lourde critique du livre d'Haider dans *Jacobin*, affirmant un fort désaccord vis-à-vis de toute tentative socialiste d'appuyer les luttes autour de notions d'identité sociale[41]. Cette publication provoqua un intense débat au sein de l'organisation, principalement au travers de publications de soutien (notamment de la part des responsables d'East Bay DSA[42]), s'y opposant[43] ou de conflits interpersonnels sur le réseau social *Twitter*.

37 Rhiannon Firth, *Disaster Anarchy*, Londres, Pluto Press, 2022.
38 Raya, *What's going on in East Bay DSA?*, https://medium.com/@Aufhebongrip/whats-going-on-in-east-bay-dsa-b905cb19f8ef , 13 janvier 2018, (consulté le 16 avril 2024). Notre traduction (*members of the LC have used their organizational positions and social capital to dismiss the hard work of rank-and-file EBDSA members engaged in the brake light program.*)
39 Charlotte, Tucson, communication personnelle, 3 octobre 2021. Notre traduction (*that produced a schism in the chapter.*)
40 Charlotte, Tucson, communication personnelle, 4 octobre 2021 ; Ethan, Los Angeles, communication personnelle, 03 octobre 2021.
41 Notamment à travers des sous-titres comme « We can't do both » ou une conclusion affirmant que « *Mistaken Identity* est un manifeste d'une *New Left* mort-vivante, affirmant dépasser les politiques identitaires mais nous menant dans les mêmes impasses », *Jacobin Magazine*, 28 août 2018. Notre traduction (*Mistaken Identity is a manifesto of the Zombie New Left, claiming to overcome identity politics but leading us down the same dead end.*)
42 Jeremy Gong, « Race, Class, and Socialist Strategy », *The Call*, 30 août 2018.
43 R.L. Stephens, « Editorial: The Mistaken Universalism », *Democratic Left*, 4 septembre 2018 ; Samuel E. Schwartz, « OP-ED: Identities Mistaken: Where the Rubber Meets the Road », *Democratic Left*, 6 septembre 2018.

Enfin, est organisé en 2020 par la branche new-yorkaise de Lower Manhattan et la section de Philadelphie un évènement en ligne, où l'historien Adolph Reed (également cité dans ce travail) devait présenter une communication traitant de manière critique de la place accordée par le mouvement socialiste aux questions raciales lors de la pandémie de Covid-2019. La planification de cet évènement provoqua une forte opposition parmi certains membres de l'organisation, jusqu'à la publication d'un texte du caucus national AFROSOC (Afrosocialists and Socialists of Color Caucus), appelant à pouvoir intervenir lors de cet évènement, dans l'optique d'un débat entre « l'analyse réductionniste de classe d'Adolph Reed » et sa propre « analyse socialiste intersectionnelle »[44]. Refusant cette demande et par peur d'éventuelles disruptions lors de l'évènement en ligne, Reed et les organisateurs décidèrent alors de l'annuler, provoquant notamment la publication d'un article du *New York Times* sur le sujet[45] et, à nouveau, des conflits entre membres de DSA, particulièrement sur le réseau social *Twitter.*

. Le caucus *Momentum* comme élément perturbateur

Ces divers conflits internes à l'organisation ont un certain nombre d'importants points communs. Leurs acteurs, d'abord : tous trois ont impliqué à divers degrés les membres élus des sections d'East Bay et/ou de Philadelphie, connus lors de cette période pour leur forte présence au sein du caucus marxiste *Momentum*. Ce dernier, qui deviendra par la suite le *Spring Caucus* puis finalement *Bread & Roses* (B&R) (mais est également surnommé « le Caucus *Jacobin* », pour sa proximité politiques et interpersonnelle avec les salariés du magazine[46]) a été le premier caucus national d'ampleur en 2017. Il s'est notamment positionné pour une plus grande centralisation de DSA ainsi que, de façon liée, pour un fort investissement de l'organisation dans des campagnes portant des revendications « englobant l'ensemble de la classe [populaire] » (*class-wide demands*). Eric Blanc et Jeremy Gong, deux membres fondateurs de ces caucus, résument cette approche dans un article de *Jacobin* :

> De manière générale, les socialistes peuvent être le plus efficaces en mettant l'accent sur les luttes portant sur des revendications englobant l'ensemble du prolétariat, des politiques lui bénéficiant directement dans son ensemble ou sa majorité (dans un domaine ou une industrie donnée) et ce au détriment de la classe capitaliste. C'est pourquoi Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez parlent tant de sujets larges, comme *Medicare for All* ... Les revendications englobant l'ensemble de cette classe révèlent le mieux le conflit inhérent au capitalisme entre la majorité exploitée (les travailleurs) et la minorité exploiteuse (les capitalistes), tout en

44 Afrosocialist and Socialists of Color Caucus, *Response to the Philly DSA, NYC Lower Manhattan branch and Adolph Reed*, https://docs.google.com/document/d/1GnMhl9Mi1UKKbBdX2ygsbAOT9IBlzfrtlPmoxDtdJ5k/edit?usp=embed_facebook , mai 2020, (consulté le 17 avril 2024). Notre traduction (*We demand the event to be changed to a debate of Adolph Reed's class reductionist analysis versus our intersectional socialist analysis.*)
45 Michael Powell, « A Black Marxist Scholar Wanted to Talk About Race. It Ignited a Fury. », *The New York Times*, 14 août 2020.
46 Jaya Sundaresh, « The 2019 DSA Convention: Showdown at the Caucus Corral », *Current Affairs*, 3 août 2019.

> rassemblant les diverses couches de travailleurs dans des organisations de classe communes ... Se battre autour de grandes questions de classe ne signifie pas ignorer les intérêts des femmes, des personnes de couleur ou d'autres personnes opprimées ... En fait, l'obtention de ces revendications profiterait de manière disproportionnée aux groupes marginalisés[47].

Leurs opposants, autant au sein de la section d'East Bay que de Philadelphie, ont quant à eux mis en avant une vision plus décentralisée de DSA, du point de vue de sa structure et de ses activités militantes, cherchant notamment à favoriser les actions locales et le décentrement des activités de l'organisation des seules campagnes électorales ou en faveur de l'assurance-santé pour tous. C'est notamment dans ce cadre que s'est déroulé le conflit de 2017 à East Bay, y articulant cependant la question des identités sociales au sein des luttes de DSA. En effet, si entre 2017 et 2020 les pratiques d'entraide en général ont provoqué un grand nombre de dissensions au sein de DSA, les questions de l'intersection de la race et de la classe sociale, ainsi que des différentes stratégies ouvertes au mouvement pour « organiser » le prolétariat dans sa dimension multi-raciale ont été au cœur du conflit d'East Bay. Le sujet des violences policières, de fait fortement racialisé, en a été une des composantes, ainsi que la volonté affichée des membres à l'initiative du projet d'introduire DSA, souvent qualifié de « trop blanche », au sein de quartiers pauvres majoritairement noirs ou hispaniques[48]. La direction d'alors, fortement lié à *Momentum*, a quand à lui considéré ce projet comme s'approchant davantage de pratiques de charité[49], voire d'un « complexe du sauveur blanc »[50] et plus généralement trop éloigné de ses considérations de classe[51]. Les membres à l'origine du projet d'entraide ont quant à eux cherché à souligner l'importance de ce dernier dans le cadre d'un activisme socialiste et anti-capitaliste (« après tout, les services de police contemporains sont une institution capitaliste servant à gérer, de manière violente, des portions spécifiques d'un prolétariat majoritairement non-blanche[52] ») ainsi qu'à lier à l'histoire du socialisme états-unien

47 Eric Blanc et Jeremy Gong, « How Class Should Be Central », *Jacobin Magazine*, 21 novembre 2018. Notre traduction (*In general, socialists can be most effective by emphasizing struggles around class-wide demands, policies that directly benefit all or most of the working class (in a given area or industry) at the expense of the capitalist class. That's why Bernie Sanders and Alexandria Ocasio-Cortez talk about broad issues like Medicare for All so much ... Class-wide demands best reveal the conflict inherent in capitalism between the exploited majority (workers) and the exploiting minority (capitalists), while bringing together the diverse layers of working people into common class organizations ... Fighting around broad class-wide issues doesn't mean ignoring the interests of women, people of color, or other oppressed people ... In fact, winning these demands would disproportionately benefit marginalized groups.*)

48 PoC Brake Light Organizers, *Give PoC Comrades a « Brake »*, https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdWmX8L38a7pTLgA2J6d9ptqdIMgumxjOsor8ffhYTz33r_LA/viewform?usp=embed_facebook , octobre 2017, (consulté le 16 avril 2024).

49 Michael Finnin, *There is no democracy without participation*, https://medium.com/@michaelfinnin/there-is-no-democracy-without-participation-c1a1c310349b , 2 novembre 2017, (consulté le 16 avril 2024). Notre traduction (*how then is fixing brake lights more of a socialist strategy than charity work at any church in Oakland?*)

50 Miguel Salazar, « Do America's Socialists Have a Race Problem? », *The New Republic*, 20 déc. 2018 ; Charlotte, Tucson, communication personnelle, 4 octobre 2021.

51 Michael Finnin, *There is no democracy without participation.*

52 PoC Brake Light Organizers, *Give PoC Comrades a « Brake »*, notre traduction (*After all, contemporary police departments are a capitalist institution developed to violently manage specific parts of the largely non-white working-class.*)

(« une riche et ancienne tradition de révolutionnaires de couleur, incluant mais sans s'y limiter le Black Panther Party, ont défendu l'idée que ces programmes étaient nécessaires à la construction d'un pouvoir socialiste[53] »). Bien que plus ouvertement relié à la question des politiques identitaires, ce conflit s'est manifesté de manière similaire à Philadelphie. La faction de Philly DSA à l'origine de la proposition de lecture du livre d'Haider, s'organisant au sein d'un « comité d'action locale » (*Local Initiative/Local Action Committee*, LILAC) le résume notamment en ces termes :

> Il ne fait aucun doute que les actions du comité de pilotage résultent de différences idéologiques avec LILAC. Alors que les membres de la LILAC pensent dans leur ensemble que la construction d'un mouvement socialiste de masse nécessitera une organisation par le bas et l'application d'une analyse socialiste cohérente vis-à-vis de sujets intersectionnels, les membres du comité directeur semblent croire que nous ne pouvons construire de la solidarité que si nous nous concentrons sur une seule revendication, prétendument "de classe" [*class-based*], l'assurance-maladie pour tous [*Medicare for All*][54].

Le comité continue plus loin :

> Cette différence idéologique a été mise en évidence lorsque Mélissa Naschek, co-responsable de Philly DSA, a publié une critique du livre de Haider dans *Jacobin* … Dans sa critique, Naschek rejette l'argument de Haider selon lequel les *organizers* doivent tenir compte des besoins spécifiques des différents groupes marginalisés pour construire un mouvement de masse ... quelles que soient les intentions de l'auteur, son cadrage privilégie intrinsèquement l'identité blanche[55].

Notre troisième cas poursuit ce débat en engageant également, d'une certaine manière, les mêmes acteurs et courants idéologiques que les deux précédents. En effet, si la section DSA de Philadephie a été impliquée dans l'organisation de l'évènement en ligne, le caucus *Momentum* n'existait alors plus et ses membres de Philadelphie avaient été exclus de son caucus successeur, *Bread & Roses*. Nous pouvons cependant retrouver une implication directe de la personne d'Adolph Reed (lui même non-membre de DSA) dans le débat lié à l'ouvrage d'Haider : enseignant à Philadelphie et proche de Mélissa Naschek, il a notamment échangé avec elle dans le cadre de la rédaction de son

53 PoC Brake Light Organizers, *Give PoC Comrades a « Brake »*, notre traduction (*a rich, decades-long tradition of revolutionaries of color – including, but by no means limited to, the Black Panther Party – who made the case that these programs are necessary for building socialist power*)

54 LILAC Philly DSA, *LILAC's response to the Steering Committee of Philly DSA*, https://medium.com/@lilac.phillydsa/lilacs-response-to-the-steering-committee-of-philly-dsa-1e56be385bb3 , 14 septembre 2018, (consulté le 16 avril 2024). Notre traduction (*There can be no doubt that the Steering Committee's actions are the result of ideological differences with LILAC. Whereas LILAC members generally believe that building a mass socialist movement will require bottom-up organizing and the consistent application of a socialist analysis to intersecting issues, members of the steering committee appear to believe that we can only build solidarity if we focus on a single, supposedly "class-based" demand, Medicare for All.*)

55 LILAC Philly DSA, *LILAC's response to the Steering Committee of Philly DSA*, https://medium.com/@lilac.phillydsa/lilacs-response-to-the-steering-committee-of-philly-dsa-1e56be385bb3 , 14 septembre 2018, (consulté le 16 avril 2024). Notre traduction (*This ideological difference was thrown into relief when Philly DSA co-chair Melissa Naschek published a review of Haider's book in Jacobin, ... In her review, Naschek rejected Haider's argument that organizers must account for the specific needs of different marginalized groups to build a mass movement ... whatever the author's intentions, her framing inherently privileges white identity.*)

article critique[56]. Plus généralement, l'influence de ses écrits semble avoir été particulièrement importante dans la conception des membres de *Momentum* vis-à-vis de la question des politiques identitaires[57]. Il est important également de noter que la courte existence du caucus *Spring*, ayant fait suite à *Momentum* et donné lieu à *Bread & Roses*, est directement liée à la question des politiques identitaires et à la section DSA de Philadelphie. Comme l'explique Mark, anciennement membre de cette tendance :

> Il y a eu *Momentum*, dont j'ai été cofondateur, et qui s'est transformé en un groupe appelé *Spring* … [qui] a été un caucus très éphémère parce qu'il y avait une grande tension entre les gens de Philadelphie et le groupe organisé autour des gens d'East Bay et de New York ... Beaucoup [du groupe de Philadelphie] étaient littéralement des étudiants d'Adolph Reed, je ne sais pas si tu sais qui c'est mais tu sais il est souvent accusé, je pense à tort, d'être un réductionniste de classe, et donc il y avait cette idée que tout ce qui les intéressait était de se concentrer sur les questions très économiques et qu'ils ne se souciaient pas de, tu sais, de la culture ou de tout ce qui est lié à l'inégalité raciale ou à l'égalité des sexes .... Ce sont ceux d'East Bay et de New York qui ont fondé *Bread & Roses* et qui ont exclu ceux de Philadelphie[58].

Plus généralement, le débat ayant pris forme dans le cadre de ce conflit a finalement mobilisé les mêmes questions et arguments de la part des deux camps : on les retrouve notamment dans le communiqué d'AFROSOC pour qui

> La race et la classe ne peuvent être dissociées et c'est précisément ce que les socialistes, les progressistes ou les radicaux devraient apprendre de cette pandémie... Le racisme fonctionne à la fois indépendamment et en conjonction avec le capitalisme, ces systèmes se renforcent mutuellement ... Exposer les impacts disproportionnés du capitalisme racial sur les noirs aux États-Unis ne signifie pas non plus que nous ignorons d'autres sections des classes populaires, cela signifie que l'ensemble des classes populaires non-noire devrait se concentrer sur nous en ce moment. Lorsque nous devrons nous organiser autour du racisme anti-asiatique dans le cadre du COVID 19, nous mènerons le combat comme s'il s'agissait du nôtre. C'est cela la solidarité multiraciale. C'est se battre pour quelqu'un que l'on ne connaît pas[59].

---

56 Adolph Reed Jr, « Opinion | Which Side Are You On? », *Common Dreams*, 23 décembre 2018.

57 Jordan, Los Angeles, communication personnelle, 16 octobre 2022 ; Mark, Boston, communication personnelle, 14 décembre 2022 ; Pete, Philadelphie, communication personnelle, 17 décembre 2022.

58 Mark, Boston, communication personnelle, 14 décembre 2022, notre traduction (*Well there was Momentum, which I was a co-founder of, um, and then that morphed into this thing called Spring … Spring was a very short-lived caucus because there was a big tension between the people in Philadelphia basically and then the group that was around the folks in East Bay and New-York... Many of them were literally students of Adolph Reed, I don't know if you know who that is, um, but you know he's often accused of being, I think unfairly, of being a a class-reductionist, and so there was this idea that all they cared about was, you know, like just focusing on bread and butter issues and that they didn't care about you know, culture or you know, anything related to racial inequality or gender equality ... the people from East-Bay and in New-York were the ones who founded Bread & Roses and they kicked out the people from Philadelphia.*)

59 Afrosocialist and Socialists of Color Caucus, *Response to the Philly DSA, NYC Lower Manhattan branch and Adolph Reed*, notre traduction (*Race and class cannot be disentangled and if anything, that's precisely what socialists or progressives or radicals should be learning through this pandemic ... Racism does and can operate independently and in conjunction with capitalism, these systems reinforce each other ... exposing the disproportionate impacts of racial capitalism on Black people in the United States doesn't mean we're ignoring other sections of the working class either, it means the entire non-Black working class should be focused on us at this time. When we gotta organize around anti-Asian racism under COVID 19, we will take up the fight as if it's our own, too. That's multiracial solidarity. That's fighting for someone you don't know.*)

. Derrière les réductionnismes

Il convient ici d'analyser plus en profondeur les termes de « réductionnisme de classe » et de « réductionnisme de race » qui apparaissent sporadiquement au cours de ces débats. Le premier de ces termes est apparu dans le contexte politique de la décennie 1960[60] aux États-Unis et en Angleterre lors d'une période qui, comme nous avons pu le voir, a vu naître une résurgence des préoccupations liées au genre ou à la race dans les milieux radicaux. L'occurrence la plus ancienne que nous avons pu trouver, dans le cadre d'un débat entre historiens marxistes britanniques au milieu de la décennie 1960, définit ce réductionnisme comme suit :

> Le réductionnisme est une erreur de logique historique qui consiste à "expliquer" des événements politiques ou culturels en fonction de l'appartenance de leurs acteurs à une classe sociale... L'erreur du réductionnisme ne consiste pas à établir ces liens mais à suggérer que des idées ou des événements sont par essence identiques à leur contexte causal - que les idées, les croyances religieuses ou les œuvres d'art peuvent être réduites (comme on réduit une équation complexe) aux intérêts de classe "réels" qu'elles expriment[61].

Si l'utilisation du terme est désormais bien plus souvent réservée à la réduction des oppressions raciales à leur contexte de classe, l'erreur analytique qu'il cherche à désigner reste inchangée : une analyse « économiste », rejetant toute forme de construction identitaire ou ascriptive en dehors de la catégorie marxiste des relations de production ou ignorant l'indépendance relative de telles constructions vis-à-vis du domaine de l'économie politique. Dans les cas que nous avons pu évoquer, les membres d'AFROSOC partagent par exemple avec leurs adversaires politiques au sein de DSA une analyse de la construction historique des catégories raciales comme liées au développement du capitalisme. Ils souhaitent cependant mettre l'emphase sur la relative autonomie de ces catégories vis-à-vis de leur seule dimension « de classe », cherchant à éviter, comme dans la définition citée plus haut, de penser ces catégories comme identiques à leur contexte causal (et donc la classe sociale). Le deuxième terme, celui de « réductionnisme de race » (*race reductionism*), bien plus récent, semble être quant à lui né de la plume d'Adolph Reed au début de la décennie 2010[62]. Popularisé par ce dernier mais aussi par les écrits d'auteurs comme son fils, Touré Reed, ou l'ancienne porte-parole de la campagne Sanders et désormais créatrice de contenu en ligne Briahna Gray[63], le

60 Frank Cunningham, « Marxism and Class Reductionism », *Philosophie et Culture: Actes du XVIIe congrès mondial de philosophie*, 1 juillet 1986, vol. 1, p. 267-287.
61 E. P. Thompson, « The Peculiarities Of The English », *Socialist Register*, 19 mars 1965, vol. 2, p. 352. Notre traduction (*Reductionism is a lapse in historical logic by which political or cultural events are "explained" in terms of the class affiliations of the actors ... The error of reductionism consists not in establishing these connections but in the suggestion that the ideas or events are, in essence, the same things as the causative context – that ideas, religious beliefs, or works of art, may be reduced (as one reduces a complex equation) to the "real" class interests which they express.*)
62 L'occurrence la plus ancienne que nous avons pu trouver vient d'un article de 2013 publié par ce dernier (Adolph Reed, « Marx, Race, and Neoliberalism », *New Labor Forum*, 1 janvier 2013, vol. 22, n° 1, p. 49-57.)
63 Touré Reed, Toward Freedom ; Briahna Gray, « Beware the Race Reductionist », *The Intercept*, 26 août 2018.

terme tire son origine du contexte politique de la décennie 2010 aux États-Unis, témoin comme nous avons pu le voir dans le chapitre précédent d'une réactivation du débat opposant politiques de classe et politiques identitaires (notamment de la part d'intellectuels *liberal* lors de la première campagne Sanders), mais aussi de la vivacité des mouvements antiracistes dans le pays, *Black Lives Matter* en premier lieu. Construit en réaction et en opposition directe à celui de « réductionnisme de classe », le terme cherche alors à inverser l'argument soulevé par ce dernier : il dénonce une « vision de l'inégalité raciale comme injustice *sui generis* et une formulation dichotomique de la relation entre race et classe, en tant que systèmes hiérarchiques aux États-Unis[64]. » Reprenant les critiques des politiques identitaires les considérant au travers de leur essentialisme[65] et principalement associé par ses auteurs au *liberalism* contemporain (Reed parlera notamment de « *liberalism* racial »[66]), le terme de « réductionnisme de race » cherche donc à critiquer un telle analyse, tombant dans l'écueil opposé du « réductionnisme de classe ». Si les catégories raciales disposent d'un certain degré d'autonomie vis-à-vis de leur contexte causal (l'économie politique), cette autonomie est ici excessivement accentuée, donnant lieu à ce qui est décrit comme une conception réifiante, transhistorique et « métaphysique »[67] de la race et du racisme.

S'il apparaît souvent dans ces débats, le terme de « réductionnisme de race » est finalement assez peu utilisé en dehors des cercles d'intellectuels et militants proches de la pensée de Reed. Celui « d'essentialisme racial », reprenant les critiques des politiques identitaires développées plus haut, est quant à lui souvent utilisé par des militants cherchant à éviter les écueils des deux positions évoquées. C'est notamment le cas de Kevin Richardson, membre du caucus *Socialist Majority* dans un projet « d'*organizing* multi-racial », proposé (et accepté) à la convention nationale de DSA en 2021[68]. Comme nous avons pu le voir plus haut[69], la recherche d'une position intermédiaire entre une conception décontextualisée ou essentialisante du racisme et une conception le réduisant uniquement à sa variable de classe est partagée par la majorité des membres de l'organisation et se reflète dans certaines de ses prises de positions officielles. Cependant, si dans le contexte des différents conflits que nous avons pu évoquer, un profond désaccord théorique et idéologique concernant l'apport des luttes « identitaires » au sein du mouvement socialiste joue un rôle important, il convient de souligner que ces différends s'insèrent dans le cadre de débats à la fois plus larges et

64 Adolph Reed, « Marx, Race, and Neoliberalism », p. 53. Notre traduction (*the view of racial inequality as a sui generis injustice and dichotomous formulations of the relation of race and class as systems of hierarchy in the United States.*)
65 Voir plus haut, chapitre 3.
66 Adolph Reed, « Marx, Race, and Neoliberalism », p. 53. Notre traduction (*racial liberalism.*)
67 Zine Magubane, « The Class Politics of Race », *Jacobin Magazine*, 21 décembre 2023.
68 Kevin Richardson, « Multiracial Organizing: Neither Class Reductionism nor Race Essentialism », *The Agitator*, 30 juillet 2021.
69 Voir plus haut, chapitre 2, partie 2.4.

plus concrets vis-à-vis des orientations militantes de l'organisation. Le conflit d'East Bay en est un exemple important : si le débat lié à la légitimité des pratiques d'entraide a simultanément mobilisé des questions liées à l'opposition « politiques identitaires/politiques de classe », c'est finalement dans le contexte d'un antagonisme plus large et davantage lié à des questions organisationnelles concrètes que sont venus s'insérer ces différends. En effet comme le remarque un important militant lié au caucus *North Star*, ces « guerres de caucus » (et particulièrement lors de la période 2017-2019) ont avant tout mis en jeu la question de la centralisation, ou non, de l'organisation[70].

. Le débat de la décentralisation

Ce thème de la centralisation ou, dans les mots de ses partisans, « coordination »[71], a en effet été au cœur du développement initial des caucus lors de la période allant de la convention nationale de 2017 à celle de 2021 et fut particulièrement important lors de la convention de 2019. Suite à l'importante croissance de membres de 2016 et 2017, et percevant la décentralisation de DSA comme une faiblesse organisationnelle, les membres fondateurs de *Momentum* ont cherché à amener l'organisation vers une plus grande coordination nationale des différentes actions locales. Au cours de l'un de nos entretiens, l'un de ces militants développe notamment ce point de vue :

> La plupart des sections locales de DSA n'ont pas vraiment d'orientation stratégique. Ils essaient [mais] il y a beaucoup de gens qui font des choses différentes sous la même étiquette et je pense que ça se passe comme ça parce que la structure de DSA est telle que c'est très difficile de faire en sorte que tout le monde soit d'accord pour, disons, concentrer tous ses efforts sur une ou deux choses. Ça a ses avantages, c'est sûr mais ... ma principale critique est qu'il n'y avait pas vraiment de but précis [*focus*] et que les campagnes qu'ils ont menées n'ont pas été aussi efficaces qu'elles auraient pu l'être ... J'ai peur que nous allions vers une période où DSA va s'affaiblir dans la plupart des endroits … que DSA se rapproche davantage de ce qu'elle était autrefois, c'est-à-dire une organisation militante polyvalente [*all-purpose*] qui fait beaucoup de choses ici et là mais qui, comme je l'ai dit, n'a pas vraiment d'objectif stratégique[72].

Les partisans d'une plus grande décentralisation, quant à eux, se sont davantage mobilisés en réaction à la popularité croissante de *Momentum*/*Bread & Roses* dans l'organisation et à son nombre important de membres élus au niveau national. Ils cherchaient alors à favoriser une plus grande décen-

70 Charles Lenchner, *DSA's Factions Explained*, https://pplswar.medium.com/dsas-factions-explained-6b5b1b1addea , 6 décembre 2020, (consulté le 23 avril 2024). Notre traduction (*the caucus wars are about centralization vs. decentralization.*)

71 DSA Momentum, *Platform*, http://www.dsamomentum.org/, (consulté le 23 avril 2024).

72 Mark, Boston, communication personnelle, 14 décembre 2022, notre traduction (*You know, most DSA chapters don't really have a really strong like, strategic focus. They try to [but] it's like there's a lot of people doing different things that are all under one label, I think that's, you know, that's more the way that it goes because the structure of DSA is such that you know, it's very hard to get everybody to agree to like, focus all their efforts on one or two things because it's a highly decentralized organization, um, and there's good things that come with that to be sure but ... My big critique is that it just didn't really have much of a focus and so the campaigns that they did were not really quite as effective as they could be ... I do fear that now we're sort of hitting a kind of period where the DSA is gonna weaken in most places ... DSA is moving more toward what it used to be, which is just sort of like a an all-purpose activist organization that you know, kind of does a lot of stuff here and there but you know, like I said, doesn't really have a strategic focus.*)

tralisation de DSA (ou du moins à maintenir sa structure existante) ainsi qu'une vision horizontaliste, « bottom-up » de son activisme, dans un cadre politique cherchant à développer la « base » de l'organisation par la participation directe des communautés les plus défavorisées. Un membre du *Libertarian Socialist Caucus* (LSC), représentant son caucus lors d'un entretien, nous déclare notamment avec humour :

> Du point de vue de LSC, nous sommes les anarchistes donc, je veux dire nous sommes un peu comme le vilain petit canard que personne ne veut voir mais qui est toujours là ... Nous sommes là pour faciliter [les projets] d'aide mutuelle, nous sommes là pour faciliter [les projets] d'antifascisme, nous sommes là en quelque sorte comme un frein à certaines des forces les plus centralisatrices au sein de DSA ... La plupart des sections de notre caucus qui se forment au sein des *chapters* sont presque toujours créées en opposition à une force centralisatrice dans ces derniers, c'est-à-dire que LSC ne se forme que lorsque des choses commencent à se produire, auquel cas ils sont généralement à la tête de l'opposition. Donc vis-à-vis de la centralisation et des structures « top-down », nous fonctionnons un peu dans DSA comme un antivirus[73].

La constitution de caucus organisés en réaction à la « force centralisatrice » de *Momentum*/*Bread & Roses* lors de cette période s'est également manifestée au niveau national au travers du caucus *Build* lors de la convention de 2019[74]. Un grand nombre de militants ne partageant pas d'identifications politiques antérieures mais s'opposant de manière commune à l'influence croissante de *Bread & Roses* se sont ainsi unis, partageant cette année-là le même nombre de sièges dans le Comité politique national (voir tableau 7).

Si elle est ici présentée comme principalement réactive et oppositionnelle, l'impulsion décentralisatrice de groupes comme *Build* ou LSC s'appuie cependant sur une vision spécifique et identifiable du projet socialiste. Cette vision s'articule notamment autour du mot d'ordre d'une « construction de la base [militante] » (*base building*), très souvent invoqué par les membres de ces groupes. Associé à la tradition libertaire mais aussi maoïste du pays[75], lié au constat que DSA est composée de membres majoritairement aisés (ou du moins diplômés du supérieur), blancs et disposant de forts capitaux culturels, ce projet de « construction de base » cherche alors à insérer l'organisation dans les communautés les plus défavorisées afin d'y recruter et d'y former de nouveaux militants, en faisant alors non plus seulement une organisation se déployant « pour » le prolétariat,

73 Glen, San Francisco, 18 septembre 2022, notre traduction (*I think for LLC we're, I mean, we're the anarchists so we're kind of like the redheaded stepchild who everyone wants out of the family but it's still here … We're here to facilitate mutual aid, we're here to facilitate anti-fascism, we're here kind of as a check on some of the more centralizing forces within DSA, um… Most of the locals of our caucus that form within chapters are almost always created in opposition to like, a centralizing force in their chapter, like LSC don't form until stuff starts happening, in which case they're usually at the head of the opposition, um, so we're kind of like the antivirus, when it comes to centralization and like, top-down-like structures when it comes to DSA*.)

74 Harold Meyerson, « What the Socialists Just Did—and Why », *The American Prospect*, 9 août 2019 ; Charles Lenchner, *DSA's Factions Explained.*

75 D.B. Cooper, « It's All About That Base: A Dossier on the Base-Building Trend », *The Left Wind*, 16 mars 2018.

mais également « par » lui[76]. Faisant notamment écho a certains débats internes au marxisme européen du début du 20e siècle[77], cette conception défend l'idée qu'une organisation physiquement séparée du prolétariat abandonnerait naturellement et graduellement son idéal socialiste, n'ayant plus d'intérêt matériel et structurel à une abolition réelle du capitalisme. Un militant de Floride ayant participé à *Build* en amont de la convention de 2019 nous explique également cette stratégie en ces termes :

> En gros, l'idée est que la gauche américaine a été déconnectée de la classe ouvrière pendant si longtemps qu'elle est devenue universitaire et étudiante et qu'il nous faut reconstruire des liens organiques avec la classe ouvrière, ou plutôt une base organique au sein de la classe ouvrière... Et je veux dire ce n'est pas une mauvaise chose, la gauche américaine est composée en partie d'étudiants et d'universitaires, mais c'est la classe ouvrière qui a le pouvoir, c'est la classe ouvrière qui sera capable d'accomplir beaucoup des grandes choses dont parle la gauche et nous devons donc nous réinvestir dans de l'*organizing* sur le lieu de travail et dans de l'*organizing* de locataires, de manière à pouvoir développer l'adhésion à DSA au sein de la classe ouvrière[78].

Cette « construction de la base » de DSA s'appuierait de plus sur un travail militant évoluant « en dehors » des institutions consacrées de la politique socialiste et social-démocrate (syndicats ouvriers, arène électorale…) afin de développer un réel « lien organique » avec les communautés ciblées. Un article du *Philadelphia Partisan* évoque notamment ces possibilités alternatives :

> Il y a un million de tactiques que nous pouvons utiliser pour tisser le socialisme dans la vie de la classe ouvrière, parce que cette dernière a un million et une facettes. Nous pouvons organiser des ligues sportives de la classe ouvrière, des cours d'autodéfense, fournir un soutien scolaire aux jeunes, organiser des fêtes de quartier, des soirées dansantes, des slams de poésie, réaliser des peintures murales, mettre en place des coopératives de travailleurs, mener des recherches et des enquêtes, organiser des syndicats de locataires, de la surveillance de la police, des réunions de quartier, des caucus syndicaux, fournir un soutien juridique aux membres de la communauté, lutter contre le vol de salaire, et bien d'autres choses encore. Et bien sûr, nous pouvons et devons organiser des marches et des rassemblements lorsque cela est tactiquement approprié[79].

---

76 Renvoyant aux notions marxistes de classe « en soi » et « pour soi ». Voir par exemple Jean-François Dortier, « Marx et la sociologie » dans *La sociologie*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2009, p. 33-41.

77 Voir par exemple Vladimir Illitch Lenin, « Speech on Affiliation to the British Labour Party - August 6 » dans *Collected Works*, Moscou, Progress Publishers, 1966, vol.31, p. 260-261.

78 Oliver, Tampa, communication personnelle, 2 novembre 2021. Notre traduction (*Basically the idea is that like, the American left has been um, uh, so disconnected from the working class for so long, like, that has become like, academic and like, student-driven that we need to rebuild organic connections to the working class, um, or rather an organic base in the working class … like, it's fine, it's like, you know the American left is composed partly of um, students and academics and you know, stuff like that but like, the working class is what has power, the working class is what you know, will you know, be able to accomplish many of the great things that the left talks about and so we need to reinvest ourselves in workplace organizing and in like, tenant organizing in ways that like, really build up the membership of DSA along working class lines.*)

79 Philly Socialists, « Where does the march end? Base-building and mass action as discrete moments in a singular process », *The Philadelphia Partisan*, 23 août 2017. Notre traduction (*There are a million tactics we can use to weave socialism into the fabric of working class life, because working class life has a million and one facets. We can organize working class sports leagues, self-defense classes, provide after-school tutoring to youth, host block parties, formal dances, poetry slams, paint murals, set up worker cooperatives, engage in research and investigative reporting, organize tenants unions, copwatch, neighborhood meetings, union caucuses, provide legal support for community members, fight wage theft, and more. And of course, we can and should march and rally, when tactically appropriate.*)

On voit bien ici les affinités de cette stratégie avec les pratiques d'entraides évoquées plus haut, ainsi que les raisons d'une telle approche. Le travail « culturel » du mouvement socialiste au sein des communautés les plus fragilisées par le capitalisme permettrait pour ces militants d'insérer à nouveau l'idéal socialiste dans ces milieux et de fournir à DSA une base militante « prolétaire » lui permettant d'acquérir le pouvoir politique nécessaire à l'accomplissement de ses objectifs.

En parallèle, la vision de groupes comme *Momentum* et *Bread & Roses* s'appuie également sur une volonté de « reconstruire le pouvoir politique d'un prolétariat organisé »[80] et de développer la conscience de classe de ce dernier. Mettant en avant « la centralité de la lutte des classes »[81], ces derniers cherchent cependant à axer la stratégie de DSA autour de campagnes « de masse » et surtout à influer sur des institutions stratégiquement positionnées pour développer une telle conscience de classe. Ces institutions, pensées par ces militants comme sclérosées par une élite bureaucratique historiquement opposée aux intérêts de sa classe[82], incluent en premier lieu les fédérations syndicales états-uniennes. Est alors mis en avant un projet de recapture des appareils syndicaux par le mouvement socialiste en général et DSA en particulier, par l'embauche et l'élection graduelle de militants au sein de postes clefs dans ces syndicats. Cette « rank-and-file strategy »[83] (qu'il est également possible d'associer au réseau d'activistes syndicaux *Labor Notes*[84]) constitue alors l'un des axes stratégiques majeurs de la tendance associée à *Momentum*/*Bread & Roses*, en parallèle de campagnes « de masse » visant à se saisir d'opportunités conjoncturelles de politisation des classes populaires états-uniennes. La forte insistance, de la part de membres et élus de DSA associés à cette tendance, pour mener des campagnes d'agitation politique en faveur de la loi d'assurance-santé pour tous (*Medicare for All*) en est un exemple[85], ainsi que celles en faveur de la deuxième cam-

80 Bread & Roses DSA, *Where We Stand*, https://breadandrosesdsa.org/where-we-stand, (consulté le 27 avril 2024). Notre traduction (*rebuilding the organized power of the working class.*)
81 Bread & Roses DSA, *Where We Stand*, https://breadandrosesdsa.org/where-we-stand, (consulté le 27 avril 2024). Notre traduction (*The centrality of class struggle.*)
82 Voir par exemple Jeremy Gong, « The Rank-and-File Strategy is Political », *The Call*, 1 février 2022, 1 févr. 2022p.
83 DSA s'est notamment engagée à mettre en œuvre et à développer cette stratégie au travers de sa résolution #32, votée lors de la convention nationale de 2019. Elle définit cette stratégie au travers de l'argument que « la priorité des socialistes doit être d'identifier et de développer une couche de responsables à la base [des syndicats] pouvant effectuer un *organizing* dans les lieux de travail sur une base quotidienne. » DSA USA, *2019 Resolutions*, https://docs.google.com/document/d/1xoO-jCn569xR01aglGa6iND58frVRohO8dpZW_LrB-s/edit?usp=embed_facebook, 2019, p. 71 (consulté le 14 mai 2024). Notre traduction (*the rank-and-file strategy argues that socialists' central focus should be on identifying and developing a layer of rank and file leaders who can organize in the workplace on a day-to-day basis.*)
84 La « rank-and-file strategy », théorisée en 2000 par l'ancien membre de l'*International Socialist Organization* (ISO) et co-fondateur de *Labor Notes* Kim Moody, consiste principalement a encourager les militants socialistes à participer au mouvement syndical par sa « base », afin d'y développer une présence socialiste, d'y construire des « ponts entre une conscience de classe rudimentaire [représentée par le syndicalisme militant] … et la conscience socialiste » et de s'attaquer à « la question de la bureaucratie dans les organisations de travailleurs ». Kim Moody, « The rank and file strategy: Building a socialist movement in the US », *Solidarity*, 2000, p. 18, p. 7. Notre traduction (*a bridge between rudimentary class consciousness or trade union militancy and socialist consciousness … The question of bureaucracy in workers' organizations*).
85 Ces derniers s'appuyaient alors sur la grande popularité du projet au sein de la majorité de la population, et des classes populaires en particulier. Voir par exemple Megan Svoboda, « Why We Fight for Medicare for All », *The Call*,

pagne de primaires présidentielles de Bernie Sanders[86]. C'est là le sens de la dénomination initiale du caucus *Momentum* : saisir le « moment » (par exemple, de la campagne Sanders) pour avancer le point de vue socialiste dans le discours public et ainsi mobiliser un nombre toujours plus important de nouveaux citoyens pour développer chez ces derniers une nouvelle conscience de classe. Ces considérations apparaissent notamment dans un article de 2018 du *Call*, la revue associée à *Bread & Roses* :

> Les deux questions que nous devons en premier lieu nous poser lorsque nous envisageons une campagne potentielle sont les suivantes : la campagne en question fera-t-elle progresser une perspective de lutte des classes dans notre contexte politique plus large ? Nous aidera-t-elle à construire le type de mouvement de masse de classe ouvrière dont nous aurons besoin pour affronter la classe capitaliste de manière significative ?[87]

On voit donc comment, si les objectifs au long terme de ces différentes tendances sont similaires (développer le socialisme dans le pays, développer la conscience du prolétariat états-unien), c'est avant tout sur des questions de stratégie et de moyens au court voire moyen terme que celles-ci divergent, parfois radicalement.

. Que faire de la classe ouvrière blanche ?

Divergences de moyens et donc pas nécessairement de fins. Revenant à la question des politiques identitaires face aux politiques de classe, c'est par rapport à une question stratégique de fond, celle de l'attention à réserver à la fameuse *white working class*, que se cristallisent finalement ces divergences stratégiques. Comme nous avons pu le voir dans certains chapitres précédents, le « désalignement »[88] d'une partie de la classe ouvrière blanche vis-à-vis de ses tendances électorales passées a accompagné dans une certaine mesure les évolutions idéologiques et stratégiques des deux grands partis états-uniens. Beaucoup d'analystes ont depuis analysé cette désaffection de la classe ouvrière historique (et dans une certaine mesure fantasmée, la « classe ouvrière » n'a bien sûr jamais été exclusivement blanche dans le passé [89]) vis-à-vis des partis « de gauche » en termes de réaction à la détérioration croissante de ses conditions de vie (liée aux processus de désindustrialisation de la fin du 20e siècle et plus largement de la mondialisation), amenant à une transformation et

26 octobre 2018.

86 L'accroissement de popularité du socialisme aux États-Unis à partir de 2016-17 ayant été analysé comme partiellement tributaire de la première campagne Sanders. Voir par exemple Megan Svoboda, « What Are Class-Struggle Elections? », *The Call*, 16 juillet 2019.

87 Robbie Nelson, « Bernie and Class Politics », *The Call*, 6 décembre 2018. Notre traduction (*The first two questions we should consider when weighing a potential campaign are: Will the campaign in question advance a class-struggle perspective within our broader political context? And will it help us build the type of mass, working-class movement that we will need to take on the capitalist class in a meaningful way?*)

88 Helmut Norpoth et Jerrold G. Rusk, « Partisan Dealignment in the American Electorate: Itemizing the Deductions since 1964 », *American Political Science Review*, septembre 1982, vol. 76, no 3, p. 522-537.

89 Voir notamment Sam Taylor Hill, « Unraveling the white working-class conundrum: A closer look at its utility and pitfalls », *Ethnicities*, 18 mars 2024 [en ligne].

à un déplacement des clivages politiques traditionnels, notamment vers une dimension de « compétition culturelle » et de ressentiments racialisés[90].

Ces importants changements n'auraient alors pas nécessairement impliqué la structure de classe objective du pays mais bien sa configuration subjective. Les « perdants de la mondialisation » que représente cette « classe ouvrière blanche » auraient alors assimilé dans un même temps les menaces « culturelles » perçues, représentées par l'immigration non-blanche et les valeurs cosmopolites des élites urbaines diplômées, et celles plus directement matérielles, représentées par les conséquences de la mondialisation[91]. Abandonnant ses anciennes allégeances politiques, c'est dans ce cadre qu'elle se serait graduellement tournée vers des partis conservateurs et finalement vers des populistes « de droite » autoritaires, à l'instar de Donald Trump en 2016.

Si ce récit concernant l'élection de Trump est désormais remis en question[92] (et particulièrement au sein de la gauche socialiste du pays[93]), c'est dans ce contexte général qu'a évolué la stratégie politique de certains intellectuels socialistes états-uniens et d'une partie du leadership de DSA, notamment de ses membres associés aux caucus *Momentum*/*Bread & Roses*. Chercher à développer la conscience de classe du prolétariat états-unien dans son ensemble (et au travers de la stratégie évoquée plus haut) implique alors pour ces derniers de pouvoir atteindre politiquement cette « classe ouvrière blanche » graduellement délaissée par le Parti démocrate[94] et selon eux, également par le mouvement progressiste et socialiste en général.

L'idée d'un « populisme de gauche »[95] est dans ce contexte souvent mise en avant par ces derniers, qui préconisent alors (et particulièrement dans un cadre électoral) de proposer de la manière la plus large possible un message politique centrée autour du thème de la confrontation des élites politiques et économiques et, à nouveau, la mise en avant de mesures considérées comme radicales dans le contexte états-unien (assurance-santé pour tous, garantie de travail fédérale…) Présentée au fil des ans par un certain nombre d'articles du magazine *Jacobin*[96], cette approche a été formalisée en 2023 par un jeune think-tank très proche de ce dernier, le *Center for Working-Class Politics*

90 Sur tous ces points, voir notamment l'ouvrage, abondamment cité sur ce sujet, ayant introduit la notion de « perdants de la mondialisation » : H. Kriesi *et al.* (eds.), *West European politics in the age of globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
91 Edgar Grande *et al.*, « Globalization and its impact on national spaces of competition » dans *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 3-22, p. 8.
92 Voir par exemple Vincent Tiberj, « Une marée populiste ? Retour sur les situations américaine et française » dans *En quête d'alternatives*, Paris, La Découverte, 2017, p. 144-150 ; Nicholas Carnes et Noam Lupu, « The White Working Class and the 2016 Election », *Perspectives on Politics*, mars 2021, vol. 19, n° 1, p. 55-72.
93 Kim Moody, « Who Put Trump in the White House? », *Jacobin Magazine*, 1 novembre 2017.
94 Voir plus haut, chapitre 1, partie 1.3, chapitre 4, partie 4.3.
95 Sur lequel nous revenons dans notre dernier chapitre, partie 8.3.
96 Le numéro d'automne 2019 du magazine, intitulé « From Socialism to Populism and Back » en est notamment un exemple important.

(CWCP), pour qui, notamment, « les préférences de classe » des électeurs de classes populaires pour un tel populisme de gauche « persistent au-delà des groupes raciaux et ethniques »[97]. Dans ce cadre, les militants liés à cette tendance conçoivent généralement les débats internes à DSA liés à l'opposition politiques de classe/politiques identitaires comme avant tout de nature stratégique. La période du second mouvement *Black Lives Matter* et son slogan *defund the police*, impopulaire selon eux pour une large partie de cette classe ouvrière (blanche ou non)[98], fut notamment l'occasion d'un retour de ces débats. L'un de ces militants, justement lié au CWCP, se remémore notamment :

> [Les militants] viennent d'horizons très différents et ce que certains peuvent ressentir, c'est que ce qui devrait être une discussion stratégique sincère et difficile sur [la question de] "comment pouvons-nous être plus efficaces dans certains domaines où nous sommes très faibles", se traduit dans l'esprit d'autres personnes par " tu es raciste ou tu es un réductionniste de classe" ou autre. Nous avons eu des débats .... [dans les sections de DSA] où j'habitais où on s'est demandé dans quelle mesure nos candidats aux élections municipales devaient parler de la débudgétisation de la police [*defund the police*], et certains disaient "nous sommes d'accord pour dire qu'il faudrait envoyer beaucoup plus de travailleurs sociaux et autres pour s'occuper de la criminalité et que ces ressources devraient être consacrées à la santé mentale plutôt qu'à l'augmentation des patrouilles de police … mais … ça marque très négativement l'esprit de beaucoup de gens que nous cherchons à atteindre". Et les personnes opposées ont répondu, "donc vous ne vous souciez pas de mettre fin à l'oppression policière [sur les personnes racisées]", et donc c'était une sorte d'impasse[99].

De façon liée, certains membres opposés à cette tendance lui attribuent en partie le manque d'attrait (et parfois une forme d'hostilité) de DSA auprès des populations de classes populaires cette fois non-blanches, liés à nouveau à la structure de l'organisation et à la poussée « centralisatrice » initiée par *Momentum*/*Bread & Roses*. Jordan, un militant s'étant lors de cette période fortement opposé au leadership *Momentum* d'East Bay déplore notamment :

> Il y a des gens au sein d'AFROSOC qui essaient de plaider pour une perspective plus synthétique [sur l'intersection de la race et de la classe], qui essaient de porter plus d'attention vers la tradition radicale noire ou à toute autre théorie sur ce sujet, mais... les personnes qui prennent les décisions au sein de DSA non. En général, il y a beaucoup de personnes [dans ce leadership] qui sont soit blanches, soit qui existent sous l'égide de l'identité latine, qui se réfèrent spécifiquement à Adolph Reed chaque fois qu'ils essaient de penser à la façon dont ils devraient s'engager dans ce discours ... et donc il n'y a pas vraiment d'examen de la manière

97 The Center for Working-Class Politics, *Trump's Kryptonite: How Progressives Can Win Back the Working Class*, 2023, p. 7. Notre traduction (*These class-based preferences persist within racial and ethnic groups*).

98 Dustin Guastella, « To End Police Violence Fund Public Goods and Raise Wages », *Nonsite*, juillet 2020.

99 Mark, Boston, communication personnelle, 14 décembre 2022, notre traduction (*You know people are coming from very different backgrounds and so what some people might feel is you know, what needs to be a hard a hard-headed open strategic discussion about, 'well how can we be more effective in certain areas where now we're very weak', that's translated into others people's minds as like, 'you're being a racist or you're being a class reductionist' or whatever, you know we had some debates ... where I used to live about to what extent the people running for City should talk about de-funding the police you know, and some people were saying 'okay, we agree that we should have a lot more people that are sent to deal with crime who are social workers and all these things, and that resources should be put to mental health more than you know, having more police patrols and all these things but like, that's not something that's going to resonate with very many people you know, it has a very negative impression among the minds of many people that we're looking to reach' and the other side said to those people, 'well you know, you don't care about um, ending you know the police oppression you know', and you know, so that was a kind of impasse*).

> dont la structure interne de DSA doit changer pour être plus ouverte et attractive vis-à-vis des personnes noires, pour pouvoir les impliquer. La plupart des noirs que je rencontre, moi y compris, ne sont pas prêts à recruter beaucoup de personnes noires dans un espace qui leur est ouvertement hostile, sans aucune promesse ou sans répondre à leurs attentes, et donc sans d'autres raisons que de se lancer dans des conflits internes[100].

On voit donc ici, et au travers des exemples évoqués plus haut, comment le débat historique (et le plus souvent théorique) opposant les politiques de l'identité aux politiques de classe sociale s'articule dans le contexte de DSA a des problématiques organisationnelles et stratégiques plus larges. Les oppositions entre les différentes tendances évoquées sont complexes et multidimensionnelles, impliquant également souvent d'intenses conflits interpersonnels[101]. Il est toutefois possible d'esquisser au sens large le tableau d'une opposition entre deux pôles : l'un « centralisateur », cherchant à tirer profit des institutions politiques majeures de la société états-unienne et à mettre en place une stratégie de « populisme de gauche » visant à développer la conscience de classe du prolétariat états-unien, y compris de ses segments blancs, ruraux et péri-urbains[102] ; l'autre « décentralisateur », cherchant à développer une base militante au sein d'une classe populaire et d'un précariat le plus souvent urbain et racisé, au travers d'actions politiques non-institutionnelles et d'*organizing « par le bas »*. Un telle tension entre la recherche d'une plus grande cohésion ou coordination interne et la recherche d'une plus grande liberté d'action des acteurs individuels, leur permettant une meilleure adaptabilité et créativité, n'est évidemment pas nouvelle au sein des organisations, politiques ou non. Le « conflit insoluble »[103] entre centralisation et décentralisation est en effet bien connu des sociologues des organisations depuis plusieurs décennies.

---

100 Jordan, Los Angeles, communication personnelle, 16 octobre 2022, notre traduction (*There are some folks within AFROSOC that are trying to advocate for a form of a more synthesized perspective, that are trying to create more, you know, turn more eyes onto the black radical tradition or any manner of other theory about this subject but ... the people that make decisions within DSA no, generally there are a lot of people that are either white or that exist under the umbrella of Latin identity that specifically defer to Adolph Reed whenever they're trying to um, conceive of how they should engage in this discourse ... and so there isn't really any examination of the ways in which the internal structure of the DSA needs to change to be more amenable and appealing to black people, to have engagement from them. Those discussions just never happen and when they do they aren't had by engaging with any black people that are directly affected by this ... most of the black people that I run into, myself included, aren't willing to recruit a lot of black people to a space that's overtly hostile to them without any promise or delivery of goods basically, without there being any reason for it aside from engaging in an internal fight*.)

101 Pete, Philadelphie, 17 décembre 2022, communication personnelle : Mark, Boston, 14 décembre 2022, communication personnelle ; Ethan, Los Angeles, 3 octobre 2021, communication personnelle ; Frances, Brooklyn, 17 décembre 2021, communication personnelle.

102 Au niveau des caucus majeurs de DSA, ce « pôle » serait représenté principalement par *Bread & Roses*. Il convient ici de noter que si d'autres grands caucus de l'organisation se positionnent du côté « centralisateur » du débat, la question des politiques identitaires et de la « classe ouvrière blanche » ne font pas nécessairement partie de leurs considérations stratégiques. Un groupe comme *Socialist Majority*, par exemple, auraient dans ce cadre plus tendance à présenter des candidats dans des circonscriptions fortement démocrates, urbaines et/ou racisées.

103 Eric M. Eisenberg, « Ambiguity as strategy in organizational communication », *Communication Monographs*, 1 septembre 1984, vol. 51, n° 3, p. 227-242, p. 230. Notre traduction (*the 'unresolvable conflict' between centralization and decentralization.*)

Au-delà de la dimension purement organisationnelle, les considérations théoriques développées plus haut vis-à-vis du concept de politiques identitaires ne sont évidemment pas étrangères à ces débats. Considérant la question du rôle à attribuer à la « classe ouvrière blanche », les termes du débat interne à DSA peuvent en effet être ramenés aux questionnements déjà évoqués : le racisme souvent attribué à ces couches démographiques fonctionne-t-il de manière relativement indépendante de considérations de classe ou est-il plus fortement fonction de conditions matérielles ? Est-il alors possible de construire une solidarité de classe (et *in fine* une classe « pour soi ») entre un segment de la classe populaire blanc, rural et/ou péri-urbain et un autre plus urbain et racisé, par la construction et le développement d'un mouvement socialiste « de masse » ? Le terme même de « classe ouvrière blanche » apparaît très peu dans le cadre des discussions internes à DSA[104]. Ces questions s'y traduisent toutefois au travers de celles visant à déterminer quels « segments » du prolétariat il faut chercher a atteindre, de façon liée, des moyens à mettre en place pour atteindre cet objectif et, enfin, de la structure organisationnelle à favoriser pour accompagner ces choix. Le débat des politiques identitaires contre les politiques de classe, du « réductionnisme de race » contre le « réductionnisme de classe », constitue donc bien un débat de fond au sein de DSA. Nous avons cependant pu voir dans quelle mesure ce dernier est subordonné, voire déplacé, à des questions plus concrètes et stratégiques, en lien avec le projet de construction d'un large mouvement socialiste aux États-Unis. Comme nous allons le voir dans la section suivante, ce n'est pas non plus le seul débat traversant DSA, s'insérant finalement au sein d'une ligne de démarcation plus large entre un « centre » et une « gauche » de l'organisation.

6.3. Une gauche et une droite de l'organisation ?

Nous avons présenté dans la section précédente certains des conflits internes à l'organisation les plus importants, liés au débat politiques identitaires/politiques de classe lors des périodes 2017-2019 et 2019-2021. En parallèle, certains autres conflits lors de ces périodes et de celle ayant immédiatement suivi, nous renseignent sur les clivages politiques majeurs traversant l'organisation. Ces conflits indiquent alors comment le cheminement politique global de DSA et les rapports de force qui le constituent sont loin de se limiter à un conflit entre un marxisme « classiste » et un radicalisme « identitaire ». Ils questionnent finalement les rapports du mouvement socialiste représenté ici par DSA à son environnement politique et institutionnel plus large, à savoir les institutions politiques libérales du pays et les potentiels alliés *liberal* qui composent en partie ces dernières. En

104 Il convient d'ailleurs de noter sa relative incompatibilité avec un cadre d'analyse marxiste : il semble en effet fortement s'appuyer sur une conception de la classe sociale ancrée principalement ancrée autour du niveau d'éducation des électeurs, plutôt que par leur position structurelle au sein de l'appareil productif . Voir plus haut, note 43 du chapitre 1.

fond, ils composent également un cadre politique autour duquel se dessinent certaines divisions factionnelles et l'occasion pour certains militants de délimiter une « gauche » et une « droite » au sein de DSA.

. De nouveaux conflits

En septembre 2021, le député à la chambre des représentants fédérale du Bronx et membre de DSA Jamaal Bowman a provoqué une importante controverse au sein de l'organisation en votant pour une aide militaire (à hauteur d'un milliard de dollars) envers l'État d'Israël, rompant par là avec le fort engagement de DSA pris en 2017 vis-à-vis du mouvement de Boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) pro-palestinien[105]. La controverse prit de l'ampleur lorsque l'élu participa à un voyage organisé par le lobby *liberal* pro-israélien J-Street, et rencontra notamment dans ce contexte le controversé Naftali Bennett, ancien premier ministre d'Israël fortement positionné à l'extrême droite du pays. Plusieurs rencontres furent alors organisées entre le bureau parlementaire de Bowman et DSA, alors représentée par des membres du Comité Politique National, de certaines sections locales et du groupe de travail national dévoué à la cause palestinienne (le « BDS Working Group »). Une véritable crise politique fit alors suite à ces rencontres, notamment lorsque le groupe de travail BDS, en conjonction avec un certain nombre de sections locales, appela à l'expulsion du député de l'organisation[106], une proposition refusée par une majorité du Comité Politique National[107]. Les membres du groupe de travail et du NPC entrèrent alors dans un important conflit, qui culmina avec la saisie des comptes *twitter* officiels du groupe de travail, une tentative de dissolution de ce dernier, une interdiction pour les membres de sa direction d'exercer des postes élus au sein de DSA pendant un an et la démission subséquente de deux membres du NPC opposés à ces décisions.

Une controverse similaire se déroula un an plus tard lors d'un important conflit syndical entre des travailleurs ferroviaires, leurs syndicats et leurs employeurs, dans le cadre d'un processus de négociation de conventions collectives. L'action de la majorité des travailleurs ferroviaires et de certains de leurs syndicats les plus militants, réclamant la possibilité d'obtenir des congés payés et menaçant d'une importante grève, fut alors le sujet d'inquiétudes de la part des milieux d'affaires et du gouvernement fédéral[108]. Lorsque ce dernier prépara une action législative afin de « forcer » les

105 Au travers des résolutions #7 et #8 votées lors de la convention nationale de cette année. DSA USA, *2017 Resolutions*, 2017, p. 10.
106 Palestine Solidarity Working Group, *DSA BDS and Palestine Solidarity Working Group Formally Calls For The Expulsion of Rep.*, https://medium.com/@PalestineSWG/dsa-bds-working-group-formally-calls-for-the-expulsion-of-rep-jamaal-bowman-fa92eba6854a , 30 novembre 2021, (consulté le 14 mai 2024).
107 DSA USA, *On the Question of Expelling Congressman Bowman*, https://www.dsausa.org/statements/on-the-question-of-expelling-rep-bowman/ , 2 décembre 2021, (consulté le 14 mai 2024).
108 Chris Isidore, « America may dodge a crippling rail strike. Here's how we got here », *CNN*, 30 novembre 2022.

syndicats à accepter le projet de convention collective dans sa forme présente, DSA publia un communiqué où l'on pouvait alors lire :

> Chaque membre du Congrès votant 'oui' à l'accord provisoire se met du côté des milliardaires et impose aux cheminots un contrat qui ne prend pas en compte leur demande la plus importante, concernant les congés payés … Les Socialistes Démocratiques d'Amérique affirment leur solidarité aux 125000 travailleurs ferroviaires qui se battent pour une meilleur qualité de vie : un contrat juste ou la grève[109] !

Lorsque le projet de loi controversé passa au vote dans la Chambre des représentants, une majorité des membres du « Squad », incluant les élus membres de DSA (Alexandria Ocasio-Cortez, Jamaal Bowman et Cori Bush) votèrent alors « oui ». Ces derniers expliquèrent avoir voté ainsi en réponse à la demande des syndicats et de leur base, ainsi qu'en termes de stratégie parlementaire : leur vote permettait en effet de déposer un amendement séparé au Sénat accordant les congés demandés[110]. Cette stratégie, pourtant célébrée par le magazine *Jacobin*[111], ne s'avéra finalement pas payante, l'amendement au Sénat ne trouvant pas de majorité suffisante pour accorder les congés demandés. À nouveau, une partie des membres de l'organisation ainsi que certaines sections locales s'insurgèrent contre « leurs » élus, estimant que ces derniers ne respectaient alors pas suffisamment le programme et les valeurs de l'organisation, ainsi que celles du socialisme démocratique dans son ensemble. Une résolution publiée un mois plus tard par la section de Central Jersey est sur ce point particulièrement éclairante. Elle déclare notamment :

> (a) Le mouvement syndical a longtemps été reconnu comme le principal moteur du changement socialiste dans la société, en raison de son pouvoir de stopper le flux de biens et de services dont dépend la classe capitaliste …
>
> (h) DSA national a publié une déclaration appelant à voter NON au H.J. 100 à 10h41, soit environ deux heures avant l'appel nominal de 13h02. Bien que ce ne soit pas l'idéal, ce délai a été suffisant pour que les élus fédéraux [membres de] DSA en soient informés.
>
> (i) Trois élus de DSA, les Reps. Alexandra Ocasio-Cortes (AOC), Jamaal Bowman et Cori Bush ont voté pour un projet de loi qui rendrait la grève des cheminots illégale. Nous saluons le fait que la députée Rashida Tlaib ait voté non.
>
> (j) AOC a tweeté que le syndicat lui avait demandé de voter ainsi pour protéger un amendement sur les congés maladie qui allait de toute évidence échouer au Sénat (et c'est ce qui s'est passé).
>
> (k) DSA rencontre depuis longtemps des problèmes vis-à-vis de nos élus fédéraux s'écartant de notre programme politique …

109 DSA USA, *DSA Stands in Solidarity with Rail Workers*, https://www.dsausa.org/statements/dsa-stands-in-solidarity-with-rail-workers/ , 30 novembre 2022, (consulté le 14 mai 2024). Notre traduction (*Any member of Congress who votes yes on the tentative agreement is siding with billionaires and forcing a contract on rail workers that does not address their most pressing demand of paid sick days … The Democratic Socialists of America stands in solidarity with the 125,000 railroad workers fighting for a better quality of life: a fair contract or a strike!*)

110 @AOC, « Alexandria Ocasio-Cortez sur X : "@ryangrim Yes, and not just national leadership either..." », 1er décembre 2022, https://twitter.com/AOC/status/1598383401647898625.

111 Branco Marcetic, « Democrats Were Dithering on Railworkers' Rights. The Left Just Forced Their Hand. », *Jacobin Magazine*, 30 novembre 2022.

> (m) Il est essentiel que DSA déclare dans les termes les plus clairs que nous n'avons pas soutenu le projet de loi H.J. 100 et que nous soutenons le droit de grève des travailleurs. Agir autrement nuira peut-être irrémédiablement à notre capacité à soutenir les travailleurs en grève. Pourquoi feraient-ils confiance à une organisation dont les représentants les ont activement attaqués depuis les hauteurs du pouvoir fédéral[112] ?

Cette résolution exprime en effet l'essentiel des récriminations d'une partie de la base militante de DSA envers les élus fédéraux associés a l'organisation. Lorsqu'elle assimile, dans son paragraphe *k*, le vote des élus en question à « l'affaire Bowman » de l'année passée, il est également intéressant de noter l'usage du pronom possessif pour désigner les élus en question : « nos » élus fédéraux (*our federal elected officials*), problématisant la relation d'une organisation ne se structurant pas comme un parti politique avec ses membres élus au sein du gouvernement états-unien, et ceux qu'elle a contribué a faire élire.

Enfin, une autre « affaire », cette fois-ci plus confidentielle au sein de l'organisation, a mis en cause la relation de DSA avec de grandes centrales syndicales dans la ville de New-York. C'est en effet en 2019 que Politico décide de publier un article annonçant la volonté de DSA de « prendre le contrôle des puissants syndicats new-yorkais »[113]. Fut alors publié dans cet article ce qui est présenté comme un « mémo » de l'organisation (un document de 31 pages rédigé par le groupe de travail syndical de NYC-DSA) détaillant pour un certain nombre de corps de métier « stratégiques » les syndicats leur étant associés à New-York ainsi que les opportunités leur étant associées dans le cadre plus général de la *rank-and-file strategy*, déjà évoquée plus haut. Ce document interne à DSA enjoint alors ses lecteurs à rejoindre ces syndicats (considérés comme trop conservateurs) et à travailler en leur sein afin d'influer collectivement sur leur direction politique. Si *Politico* présente cette stratégie au travers des champs lexicaux de l'agression et de la conspiration[114], le journal a également interviewé dans le cadre de cet article les directions des différents syndicats concernés,

112 Central Jersey Democratic Socialists of America, *Resolved: Endorsing & Enforcing Railroad Workers' Right to Strike*,https://medium.com/central-jersey-democratic-socialists-of-america/resolved-endorsing-enforcing-railroad-workers-right-to-strike-67d942ad1371 , 8 janvier 2023, (consulté le 14 mai 2024). Notre traduction (*(a) The labor movement has long been recognized as the most important engine for socialist change in society due to its power to halt the flow of goods and services the capitalist class depends on.(i) Three DSA elected officials, Reps. Alexandra Ocasio-Cortes (AOC), Jamaal Bowman, and Cori Bush voted for a bill that would make the railroad strike illegal. We applaud the fact that Rep. Rashida Tlaib did vote no. (j) AOC tweeted that the union asked her to vote this way to protect a sick days amendment that would obviously die in the Senate (and did). (k) The DSA has long had issues with our federal elected officials deviating from our political platform. (m) It is critical that DSA state in the clearest terms that we did not endorse H.J. 100 and do endorse workers' right to strike. To do otherwise will perhaps irreparably damage our ability to support striking workers. Why would they trust an organization whose representatives actively attacked them from the heights of federal power?*)

113 Sally Goldenberg et Janaki Chadha, « Democratic Socialists look to take over New York's powerful labor unions », *Politico*, 14 août 2019.

114 DSA est notamment décrit comme « complotant silencieusement », « fixant sa lunette de tir » ou « s'attaquant » aux divers syndicats. Sally Goldenberg et Janaki Chadha, « Democratic Socialists look to take over New York's powerful labor unions », *Politico*, 14 août 2019. Notre traduction (*quietly plotting … Zeroing in … Going after.*)

leur faisant prendre connaissance au passage du document de DSA. Cet article, qui fut notamment relayé par un autre du *New York Times*[115], fut alors à l'origine d'une importante détérioration des relations entre la branche DSA de New York et les syndicats en question, portant préjudice au potentiel travail en commun pouvant être réalisé par ces « alliés naturels »[116]. Frances, militante de longue date à New York et travaillant souvent avec des organisations progressistes et *liberal* alliées, attribue en partie la responsabilité de cet épisode à NYC-DSA en général[117] et au caucus *Bread & Roses* en particulier[118]. Elle décrit cependant ses conséquences sur son travail militant jusqu'à plusieurs années après :

> Ils ont ressenti cela comme une sorte d'attaque, je pense qu'ils se sont demandés 'qu'est-ce que c'est que ces morveux' ? Tu sais ils n'ont pas aimé, ils n'étaient pas fans et surtout dans une ville comme New York. Les syndicats ont du pouvoir ici … mais malheureusement ce sont généralement les syndicats qui sont les plus puissants qui ont les politiques les plus conservatrices. Nous avons vraiment réussi à … les mettre tous en colère... Ce qui fait que maintenant nous nous y heurtons dans notre travail, en essayant de faire passer le *Health Act*, [où] l'un des plus grands groupes d'opposition est constitué par les syndicats.... il y en a quelques-uns qui sont certainement de notre côté, ou au moins qui disent qu'ils le sont, même s'ils ne font rien activement, mais maintenant nous avons perdu beaucoup d'entre eux. Nous en avons perdu beaucoup, soit parce qu'ils n'allaient pas faire grand chose de toute façon ou parce que, à cause de cette décision qui a été prise, ils se sont dit, 'eh bien, nous aurions pu faire quelque chose mais maintenant nous n'allons certainement pas le faire avec vous'[119].

. <u>En fond, le rapport de DSA à son environnement politique</u>

Ces trois exemples, ainsi que ceux développés plus haut, nous renseignent tous à leur manière sur la question plus large traversant l'organisation dans son ensemble : le rapport à son environnement politique direct et à ses potentiels alliés *liberal*. Si la question de la *rank-and-file strategy* fait

115 Vivian Wang, « In New York, the Far Left Is Targeting a Close Ally », *The New York Times*, 19 sept. 2019.
116 Jeremy Saunders, cité par Vivian Wang *in* « In New York, the Far Left Is Targeting a Close Ally », *The New York Times*, 19 sept. 2019. Notre traduction (*natural allies*).
117 « Il y a quelques années, ou peut-être plus près de trois ans, nous avons fait un très mauvais choix qui a énervé tous les syndicats et aucun d'entre eux ne veut travailler avec nous [désormais]. Tout le monde l'a vu venir et nous l'avons fait quand même… » Frances, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction (*A couple years ago or maybe closer to 3 years ago now we, um, made a very poor decision which uh, pissed off all of the unions and none of them want to work with us and everyone saw it happening and we did it anyway, um...*)
118 « [Bread & Roses] a été le caucus qui a poussé très fort pour cette stratégie 'rank-and-file', ce qui nous a mis dans le pétrin avec les syndicats ». Frances, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction ([B&R] *were the caucus that pushed really hard for that rank and file strategy that, yeah, screwed us over with the unions*).
119 Frances, Brooklyn, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction (*They felt that as an attack of some sort, I think they felt like, what are these snot rags? And you know they didn't like it, they weren't a fan um, and especially in a city like New-York, um, unions actually have power here but ... unfortunately it's usually the trade unions that are the most powerful, um, they're also the ones with the most conservative politics. We just really succeeded in … Just making all of them mad … Um, which, now when we're running into this with what we're working on, trying to pass the Health Act, um, and one of the biggest opposition groups are unions ... there are a few that are certainly on board, or at least say that they're on board, even if they're not actively doing anything about it, um, but now we've lost a lot of those, uh … we've lost a lot of them either because they weren't gonna do much of anything anyway or because, because of this decision that got made they were like, well we might have done something but now we're definitely not gonna do it with you …*)

quant à elle peu débat au sein de l'organisation, l'affaire de la « fuite » du mémo lié à cette stratégie par *Politico* en 2019 ramène en effet à ces questionnements plus larges. Si elle pourrait être superficiellement confondue avec les tactiques « entristes » du mouvement trotskiste tout au long du 20e siècle, cette stratégie ne peut y être assimilée[120]. De bonne foi ou non, les grands journaux ayant traité cette affaire ainsi que les syndicats conservateurs « visés » par le mémo ont cependant interprété ce dernier comme la preuve de tentatives d'infiltration et de prises de contrôle directes, soulignant la différence fondamentale entre la conception du changement politique d'une organisation socialiste et d'une bureaucratie syndicale *liberal*. La *rank-and-file strategy* en général et la fuite de 2019 en particulier soulignent en effet l'importante divergence existant entre l'approche « transformatrice » de DSA[121] et de son socialisme pensant le changement social comme lié à des rapports de force au sein de différentes couches de la société et l'approche incrémentaliste des centrales syndicales *liberal*, pensant un tel changement comme avant tout lié à la négociation et au compromis des différents acteurs au travers des structures politiques existantes. La fuite du mémo du groupe de travail syndical en 2019, perçu comme provocateur et dangereux par les syndicats, en lien avec le cadrage opéré par l'article de *Politico* , ont donc mis en relief la difficulté pour l'organisation et ses objectifs socialistes de naviguer dans un environnement politique dominé par de tels acteurs (ici, la ville de New York, ses puissants syndicats et en fond, sa machine politique Démocrate).

Les cas de Jamaal Bowman et de la Palestine, mais aussi du « Squad » dans son ensemble et du vote de 2022 touchent quant à eux de manière sensible à la question de la « discipline des élus » au sein de DSA[122]. Ce sujet apparaît en effet comme central pour l'organisation, le travail électoral ayant constitué sa forme d'activisme la plus visible et médiatisée et, pour certains, la plus cruciale dans son développement depuis 2016[123]. « Ses » élus au sein du gouvernement états-unien, aux niveaux local, des États et fédéral, qu'ils soient officiellement membres de l'organisation ou aient simplement reçu un soutien de DSA lors de leur élection, ne sont pourtant pas tenus de lui obéir au cours de leur mandat ni même d'appliquer son programme de quelque façon. Certain membres militent alors pour mettre en place un certain nombre de mécanismes disciplinaires (ou pour durcir les conditions nécessaires à un éventuel soutien électoral de DSA) visant à renforcer le contrôle de l'or-

120 Voir plus haut, note 83 du chapitre 6.
121 Voir par exemple Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising,* p. 10. L'utilisation de ce terme est adjacente de celle du concept de « réformes non-réformistes », populaire au sein de DSA et théorisé par André Gorz.
122 Cette question a notamment été débattue par la majorité des caucus de l'organisation. Voir par exemple pour *Socialist Majority* Sam Lewis, « Don't Derail DSA's Electoral Project », *The Agitator*, 11 juillet 2023 ; pour *Bread & Roses* Laura Gabby et Sofia C., « Discipline in DSA and the BDS Controversy », *The Call*, 20 mars 2022 ou pour Red Star Will Sw, « A Revolutionary Position for DSA », *Zenith*, 27 juillet 2023.
123 Meagan Day, *Tribunes for Socialism: Reflections on DSA and Electoral Politics*, https://www.versobooks.com/blogs/news/4228-tribunes-for-socialism-reflections-on-dsa-and-electoral-politics , 5 février 2019, (consulté le 3 avril 2024).

ganisation sur ces élus et à rendre ces derniers « comptables » (*accountable*) de ceux ayant partiellement rendu leur élection possible. Cette question, parfois présentée comme représentant une tension entre une « pureté idéologique » et un « pragmatisme politique » divise donc membres et caucus de l'organisation. Si de plus forts mécanismes disciplinaires pourraient favoriser un réel alignement entre les actions de ces élus et le programme socialiste de l'organisation, un tel contrôle risque également pour DSA de s'aliéner ces élus ou de mettre à mal leur efficacité politique dans le contexte du système bipartisan états-unien.

Cependant, et de façon plus large, ces débats s'insèrent dans le cadre de la stratégie à long terme de l'organisation vis-à-vis des luttes électorales et de son rapport au Parti démocrate. Du fait du contexte politique et institutionnel du pays et de son bipartisme historique[124], la « question du parti »[125] n'a en effet pas cessé de faire débat au sein de DSA, depuis la croissance de l'organisation à la moitié de la décennie 2010. Cette question, mise en relief par la stratégie *de facto* de DSA favorisant la contestation électorale par primaires au sein du Parti démocrate, s'est depuis cristallisée autour de trois options majeures, cherchant un équilibre entre les risques parallèles de marginalité et de cooptation de l'organisation : les options du « clean break », du « dirty break » et du « réalignement ».

. La question du parti (démocrate): rupture ou réalignement

La stratégie du réalignement, en premier lieu, pourrait être associée à la ligne « harringtonienne », typique de l'organisation avant son récent accroissement de membres. Associée par certains à des groupes et caucus au sein de DSA, mais surtout à d'autres organisations de gauche au sein du pays (comme *Justice Democrats*, *Our Revolution,* le *Working Families Party* ou des magazines comme *Dissent*), elle vise à travailler à l'intérieur du Parti démocrate en y élisant des socialistes par le biais de primaires, ainsi qu'à former des alliances avec ses élus les plus favorables aux politiques progressistes tout en combattant par primaires les démocrates les plus conservateurs. Elle implique également de participer à divers degrés au fonctionnement de l'appareil du parti, par le biais de comités, de caucus et diverses autres entités institutionnelles démocrates. Pour les partisans de cette stratégie, l'idée est alors de « réaligner » le Parti démocrate sur une ligne social-démocrate, en s'appuyant parfois sur le projet originel des membres fondateurs de DSA, représentés notamment

124 Lié à un certain nombre de barrières institutionnelles, formelles et « psychologiques » à la création et au développement de tiers partis. Sur cette question, voir Thomas Jeangirard, « De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate : la gauche états-unienne face au défi du bipartisme », *Représentations dans le monde anglophone*, décembre 2021, vol. 2021, n° 2, p. 81-100.

125 Tempest, *The party question in DSA - A Tempest Collective public event*, https://tempestmag.org/2021/03/the-party-question-in-dsa/ , 24 mars 2021, (consulté le 17 mai 2024).

par Michael Harrington et sa célèbre phrase de « l'aile gauche du possible »[126]. Les partisans de cette approche prônent donc une stratégie de coalition avec la « gauche » et le « centre *liberal* » du Parti démocrate, s'inspirant de la période du front populaire mais également des grands réalignements politiques qui ont pu se produire au cours de l'histoire états-unienne. Sans la nommer, un membre important de l'organisation résume cette approche en ces termes dans un article pour *Dissent* :

> DSA peut éviter [le destin du *Socialist Party* historique] si ses membres adoptent la politique du possible. En tant que socialistes, nous devons aider à décider qui dirige le Parti démocrate. S'abstenir de cette tâche ne peut que conduire à l'isolement ... Bien entendu, l'organisation continuera à promouvoir les idées socialistes ... Mais le seul moyen d'obtenir le pouvoir d'apporter des changements durables dans cette nation se trouve dans le processus électoral. Un argument classique contre ce que je propose revient à dire que le Parti démocrate est le cimetière de mouvements sociaux. Cette formule ne tient pas compte du fait que l'histoire politique des États-Unis contient aussi beaucoup de cadavres de tiers partis. DSA doit rester une organisation politique indépendante, mais qui revient à ses racines, à savoir influencer et transformer le Parti démocrate. Sans un tel travail, le succès électoral de DSA finira par plafonner, voire par s'estomper[127].

Si la ligne harringtonienne du « réalignement » prend acte des barrières historiques empêchant la constitution de tiers partis aux États-Unis et propose une solution interne à l'un des deux grands partis institués, la ligne associée à la stratégie du *dirty break* part de ces mêmes prémisses pour arriver à des conclusions différentes.

Proposée par le membre de DSA Eric Blanc dans un article de 2017 de *Jacobin*[128], cette stratégie s'inspire des succès initiaux des campagnes de primaires d'élus démocrates socialistes comme Sanders ou Ocasio-Cortez et d'exemples historiques comme le succès de la *NonPartisan League* dans le Minnesota de la décennie 1920 pour chercher à utiliser et à contourner le contexte institutionnel particulier des États-Unis, afin de former un nouveau bloc socialiste dans le pays. Cette stratégie, qui a été officiellement adoptée par DSA lors de sa convention de 2019[129], prône donc une

126 Harrington aurait déclaré vouloir représenter « l'aile gauche du possible », au sein du Parti démocrate. Maurice Isserman, *The Other American*, New York, PublicAffairs, 2000, p. 682. Notre traduction (*'the left wing of the possible' within the Democratic Party*).

127 David Duhalde, « It's Party Time », *Dissent Magazine*, Hiver 2020 [en ligne]. Notre traduction (*DSA can avoid a similar fate if its members embrace the politics of the possible. As socialists, we need to help decide who runs the Democratic Party. Abstaining from this task may only lead to isolation ... Of course, the organization would continue to promote socialist ideas ... But the only way to gain the power to make durable changes in the nation is through the electoral process. A popular refrain against what I propose is that the Democratic Party is the graveyard of social movements. This quip avoids the fact that U.S. political history is also a cemetery full of third parties. DSA should remain an independent political organization, but one that returns to its roots of influencing and changing the Democratic Party. Absent such engagement, DSA's electoral success will eventually plateau if not wane.*)

128 Eric Blanc, « The Ballot and the Break », *Jacobin Magazine*, 4 décembre 2017.

129 Dans sa résolution #31, qui déclare que « DSA s'engage à construire une organisation politique indépendante du Parti démocrate et de ses donateurs capitalistes. Notre objectif immédiat est de créer un programme de « pipeline de candidats » pour les membres qualifiés de DSA et de potentiels candidats de lutte de classes … A plus long terme, notre objectif est de former un parti de classe indépendant, mais pour l'instant, cela n'exclut pas que des candidats soutenus par DSA se présentent tactiquement sur les scrutins du Parti Démocrate. » DSA USA, *2019 Resolutions*,https://docs.-

utilisation « tactique »[130] et temporaire des scrutins démocrates avant une rupture définitive et la création d'un nouveau parti. L'objectif est alors, à moyen terme, de faire croître la force organisationnelle du mouvement socialiste dans son ensemble, de faire connaître ses idées au grand public et de développer la « base prolétaire »[131] d'un futur parti socialiste qui pourrait en bénéficier dès sa formation, évitant les écueils subis par la majorité des tiers partis historiques du pays. Cette ligne a évolué depuis sa proposition initiale de 2017 en allant dans le sens d'un ou de plusieurs « proto-partis », « de substitution [*surrogate party*] »[132] pouvant servir la transition entre l'utilisation des scrutins démocrates et la rupture vis-à-vis du parti[133]. Elle continue cependant de marquer sa différence vis-à-vis de la stratégie du réalignement par une analyse des grands partis en général et du Parti démocrate en particulier comme structurellement opposés aux intérêts du prolétariat, et par la recherche d'institutions politiques disposant d'une « indépendance de classe »[134]. Un auteur du *Socialist Forum* résumera cet aspect en ces termes :

> Nous devons comprendre pourquoi le prolétariat ne peut pas atteindre le socialisme par le biais d'un véhicule politique qui mélange les intérêts de cette classe et les intérêts capitalistes ... Politiquement, [elle] ne sera jamais en mesure d'agir, selon les termes de Marx, « pour soi », tant que son succès politique sera associé au capital au sein d'un parti ou d'un ensemble d'institutions de partis uniques.[135]

---

google.com/document/d/1xoO-jCn569xR01aglGa6iND58frVRohO8dpZW_LrB-s/edit?usp=embed_facebook , 2019, (consulté le 24 mai 2024), p. 67-68. Notre traduction (D*SA is committed to building political organization independent of the Democratic Party and their capitalist donors. Our immediate goal is to create a "candidate pipeline" program for qualified DSA members and potential class-struggle candidates ... In the longer term, our goal is to form an independent working-class party, but for now this does not rule out DSA-endorsed candidates running tactically on the Democratic Party ballot line.*)

130 DSA USA, *2019 Resolutions.*

131 Eric Blanc, « We Should Focus on Scaling Up Working-Class Power, Not Debating the Dirty Break », *The Call*, 6 août 2021, notre traduction (*working class base*).

132 Introduit et popularisé par Seth Ackerman dans un article de *Jacobin* (Seth Ackerman, « A Blueprint for a New Party », *Jacobin Magazine*, 11 août 2016), mais aussi Eric Blanc, auteur initial de la théorie du *dirty break* (Eric Blanc, « The Birth of the Labour Party Has Many Lessons for Socialists Today », *Jacobin Magazine*, 15 février 2021) mais aussi Jared Abbott et Dustin Guastella (Jared Abbott et Dustin Guastella, « A Socialist Party in Our Time? », *Catalyst*, été 2019, vol. 3, n^{o} 2). Blanc, Abbott et Guastella sont tous membres ou proches des caucus *Momentum*/*Bread & Roses*.

133 Cette évolution a également été ratifiée par l'organisation dans son ensemble lors de sa convention de 2021. Ainsi, la résolution #8 annonce que « DSA poursuivra son approche efficace de contestation tactique des élections partisanes sur le scrutin démocrate tout en construisant un pouvoir politique indépendant de l'appareil du Parti démocrate ; et ... DSA s'engage à développer des organisations au niveau de l'État et à s'orienter vers la nomination de candidats aux législatures des états, à la fois comme moyen de contester le pouvoir des gouvernement d'État et de développer des compétences de campagnes au niveau des États et au niveau fédéral. » DSA USA, *2021 Resolutions*, https://convention2021.dsausa.org/2021-dsa-convention-resolutions/ , 2021, (consulté le 18 mai 2024). Notre traduction (*DSA will continue its successful approach of tactically contesting partisan elections on the Democratic ballot line while building power independent of the Democratic party apparatus; and ... DSA commits to developing state-level organizations and orienting toward running candidates for state legislatures, both as a means to contest the power of state government and to build capacity for statewide and federal races.*)

134 Eric Blanc, « The Ballot and the Break », *Jacobin Magazine*, 4 décembre 2017, notre traduction (*class independence*).

135 Ramsin Canon, « Let's Reinvigorate the Dirty Break », *Socialist Forum*, Hiver 2022, notre traduction (*We need to build an understanding as to why the working class cannot achieve socialism through a political vehicle that blends working-class interests with capitalist interests ... The working class will never be able to act, in Marx's words, "for itself" politically so long as its political success is blended with capital in a single party or set of party institutions.*)

Enfin, la ligne du « clean break » s'appuie à son tour sur une analyse critique des partis « capitalistes » dans les démocraties libérales pour cependant proposer une rupture directe et ouverte avec les scrutins du Parti démocrate, et la nomination de candidats socialistes via des tiers partis. Une résolution proposée à la convention nationale de 2023 (mais non votée par la majorité des délégués) présentait son argumentaire comme suit :

> Considérant que l'establishment du Parti démocrate a conspiré à plusieurs reprises pour faire obstacle à Sanders, a soutenu à plusieurs reprises des mesures réactionnaires et a montré à plusieurs reprises qu'il était le cimetière des mouvements sociaux ... [que] DSA n'a pas été en mesure d'exercer un contrôle politique sur les candidats du Parti démocrate, au point que les politiciens démocrates soutenus par DSA se sont retournés contre des sections organisées du prolétariat... … [que] les intérêts de ce celui-ci sont entièrement opposés à ceux de la classe capitaliste, avec ses institutions étatiques et ses partis politiques ... Est donc résolu que DSA va immédiatement procéder à une rupture nette, sans appel et permanente avec le Parti démocrate capitaliste, et ne soutiendra plus ses candidats[136].

On voit bien ici comment les récents conflits de DSA vis-à-vis de ses membres élus (ici analysés en termes d'absence de contrôle politique), et présentés au cours de ce chapitre, ont amené un regain de popularité pour cette tendance. Initialement portée par les partisans des *Greens* ou du *People's Party* de 2017[137], regroupant certains radicaux et déçus de la campagne de Sanders[138], cette position était à l'origine très minoritaire dans DSA. Elle a cependant relativement gagné en popularité entre les conventions nationales de 2012 et 2023 de l'organisation, notamment à travers la croissance de caucus « pro-parti »[139] et l'élection de certains de leurs membres au Comité Politique National lors de la convention de 2023.

. Des ambiguïtés politiques

Une importante précision est toutefois nécessaire ici. S'il est relativement facile de délimiter ces trois grandes idées d'un point de vue théorique et de les relier à des auteurs précis, eux-mêmes parfois affiliés à des factions de DSA[140], il est cependant particulièrement difficile d'associer ces tendances à des caucus ou groupes spécifiques au sein de l'organisation, et encore moins à un en-

136 Red Labor Caucus, *The Clean Break*, https://bit.ly/23-clean-break-res1, 2023, (consulté le 18 mai 2024). Notre traduction (*whereas the Democratic Party establishment has repeatedly conspired to obstruct Sanders, has repeatedly supported reactionary measures, and has repeatedly shown itself to be the graveyard of social movements ... the Democratic Socialists of America have not been able to exert any political control over Democratic Party candidates, to the point of DSA-endorsed Democratic Party politicians turning on the organized sections of the working class ... the interests of the working class are entirely opposed to that of the capitalist class, with their state institutions and their political parties ... be it resolved that The Democratic Socialists of America will immediately pursue a clean, irrefutable, and permanent break from the capitalist Democratic Party, and will no longer support the candidates of the Democratic Party.*)

137 Lucas Roque, « Over Politics? Hold Up, the People's Party Wants You », *YR Media*, 13 oct. 2020.

138 Holly Otterbein, « Marianne Williamson is back — to talk about forming a third party », *Politico*, 19 août 2020.

139 Shuvu Bhattarai et Marxist Unity Group, « Unite the Pro-Party Wing to Revolutionize the DSA! », *Cosmonaut*, 4 mars 2023.

140 Ainsi, l'auteur cité dans le cas du « réalignement » est actif au sein de *Socialist Majority*, de *Bread & Roses* pour le « dirty break » et de *Red Labor* dans le cas du « clean break ».

semble de pratiques militantes données. La stratégie du réalignement, par exemple, n'est défendue par aucun caucus majeur, alors même que beaucoup la présentent comme hégémonique au sein de l'organisation[141]. Un caucus particulièrement influent comme *Socialist Majority* sera dans ce contexte souvent présenté par ses adversaires comme le principal représentant de cette stratégie, alors que ses membres se réclameront plus souvent de la ligne du parti de substitution[142]. *Socialist Majority,* adversaire principal de *Bread & Roses* lors du développement initial de ces caucus, se rapproche alors de ce dernier, qui a progressivement remplacé son approche du *dirty break* par celle du parti de substitution[143]. Cette approche est finalement adoptée par un grand nombre de caucus ayant fait élire des membres au Comité Politique National[144], ne laissant un rôle d'opposition directe à cette approche qu'aux caucus se positionnant pour une rupture immédiate avec le Parti démocrate et la création d'un tiers parti, minoritaires dans l'organisation et le NPC. Sur ce sujet, il devient alors difficile de différencier la majorité des caucus en fonction de leur pratique militante et de leurs stratégies de *dirty break* (dont la « rupture » est reportée indéfiniment en attente d'une période où les « conditions matérielles » et l'avancée du mouvement socialiste la permettrait) et de « réalignement ».

Enfin, les caucus au sein de DSA ne se positionnent pas toujours sur chacun des débats traversant l'organisation, et concentrent leur vision sur un certain nombre de « points d'unité » donnant raison d'être à leur formation politique. Si un groupe comme le *Libertarian Socialist Caucus,* par exemple, pourrait être associé à la ligne du « clean break » (par sa réputation de radicalité « de gauche »), il ne s'est jamais prononcé sur cette question et n'a jamais eu de raison de le faire : son projet d'un DSA décentralisé ne s'est pas trouvé en rapport avec ces questions, et son anti-électoralisme initial rend ces dernières peu pertinentes dans son militantisme quotidien. Concernant les caucus donc, la vision d'une ligne d'opposition formelle et théoriquement nette entre trois stratégies de

141 Voir par exemple Charlie Post et Ashley Smith, « The U.S. left at a strategic impasse », *Tempest*, 10 janvier 2022.
142 Pour l'un d'entre eux, « *Groundwork* et *Socialist Majority* se situent dans le modèle du parti de substitution... Pour nous et GW, et pour paraphraser un peu Bernstein, la création d'un nouveau parti est moins importante que le travail [de construction d'un] mouvement électoral pour construire une activité politique indépendante. Nous sommes plus préoccupés par l'infrastructure nécessaire pour présenter des candidats que par la création d'un parti officiel. Il y a plus de personnes au sein de SMC que de GW qui sont favorables au réalignement et qui travaillent au sein de leur Parti démocrate local. » Daniel, New York, communication personnelle, 30 mai 2024. Notre traduction (*Groundwork and Socialist Majority fall under party surrogate model ... For us and GW, to paraphrase Bernstein a bit, the creation of a new party is less than important than the electoral movement work to build an independent operation. We are more concerned about infrastructure to run candidates than building a formal party. There are more people in SMC than GW that are sympathetic to realignment and do work in their local Democratic Party.*)
143 Évolution partagée par l'ensemble de l'organisation, notamment au travers du rejet, par la convention nationale de 2021, de résolutions ayant cherché à développer la résolution #31 de 2019 mentionnée plus haut et prévoyant l'adoption d'outils de démarcharge électoral indépendants du Parti démocrate ainsi qu'un rejet des PACs démocrates dans son travail électoral. Voir notamment David Duhalde, « Moving Beyond the Dirty Stay », *The Agitator*, 29 décembre 2023.
144 Dont, en plus de ceux déjà cités, *Collective Power Network* (CPN), *Emerge* ou *Red Star.* Voir Stephan Kimmerle, *Putting the Break in the Dirty Break | Panel Discussion organized by DSA Caucus Reform & Revolution*, https://www.youtube.com/watch?v=yS8eW83NGEk , 28 mars 2021, (consulté le 20 mai 2024).

rapport au Parti démocrate laisse alors la place à celle d'une série d'oppositions informelles et subjectives, relevant de la perception de proximités, pour chaque caucus, à l'appareil du Parti démocrate et à son approche majoritairement *liberal*.

C'est pour cet ensemble de raisons qu'il est particulièrement difficile de produire une typologie idéologique précise de l'ensemble des caucus opérant au sein de DSA. Le tableau ci-dessous présente toutefois certains des caucus majeurs de l'organisation, n'identifiant idéologiquement ces derniers qu'au travers de textes officiellement publiés sur les professions de foi de ces derniers[145].

Nom	**Identifiants idéologiques principaux**	**Sujets d'activités et de débats majeurs**	**Revue / blog**
Bread & Roses	Socialisme démocratique; marxisme	Campagnes politiques "de masse"; *organizing* syndical	*The Call*
Groundwork	Socialisme démocratique; écosocialisme	Travail électoral; construction de coalitions progressistes; mise en avant du *Green New Deal*	
Libertarian Socialist Caucus	Anarchisme; autonomisme	Décentralisation interne ; aide mutuelle; *base building*	
Marxist Unity Group	Marxisme-léninisme	Centralisation interne; discipline des élus	*Light and Air*
Socialist Majority Caucus	Socialisme démocratique	Travail électoral; construction de coalitions progressistes	*The Agitator*
Red Star	Marxisme-léninisme	Travail électoral; ; *organizing* syndical	*Zenith*
Reform & Revolution	Trotskisme	Discipline des élus; *dirty break*	*Reform & Revolution*

Tableau 9: présentation des caucus idéologiques majeurs au sein de DSA, après la convention nationale de 2023.

Que penser alors, dans ce contexte, des qualifications de « droite » et de « gauche » de l'organisation souvent associées à ces caucus ? Si *Socialist Majority* ou *Groundwork* sont souvent associés à la « droite » de DSA pour leur emphase sur le travail électoral[146], ils partagent pourtant la même

145 Bread & Roses DSA, *Where We Stand*, https://breadandrosesdsa.org/where-we-stand/#against-oppression, (consulté le 27 avril 2024) ; Groundwork DSA, *Tasks & Perspectives*, https://www.groundworkdsa.com/tasks-perspectives, (consulté le 27 avril 2024) ; DSA Libertarian Socialist Caucus, *Points of Unity of the Libertarian Socialist Caucus*, https://dsa-lsc.org/lsc-pou/ , 19 février 2024, (consulté le 27 avril 2024) ; Marxist Unity Group, *Points of Unity and Immediate Tasks*, https://www.marxistunity.com, (consulté le 30 mai 2024) ; Socialist Majority Caucus, *Our Shared Principles*, https://www.socialistmajority.com/oursharedprinciples, (consulté le 27 avril 2024) ; Red Star, *Points of Unity*, https://redstarcaucus.org/points-of-unity/ , 8 février 2019, (consulté le 28 juillet 2024) ; Reform & Revolution, *What We Stand For*, https://reformandrevolution.org/2019/07/30/what-we-stand-for/ , 31 juillet 2019, (consulté le 27 avril 2024).
146 Bryce Springfield, « An Introduction to the Internal Politics of DSA », *The Princeton Progressive*, 23 novembre 2023.

stratégie vis-à-vis de ce travail que des caucus associés à la gauche de l'organisation comme *Emerge* ou *Red Star*. Au cours de nos recherches, la question du parti (que ce terme désigne le Parti démocrate ou le potentiel parti socialiste que certains souhaiteraient construire) est apparue comme l'une des questions majeures traversant l'organisation dans sa forme actuelle, aux côtés de celle du « centralisme » et du « localisme », développée plus haut. Comment situer, dans ce cadre et sur un axe « gauche/droite » général, un caucus comme le *Marxist Unity Group,* prônant à la fois la position la plus « à gauche » sur la question du parti (le « clean break ») et celle la plus à « droite » sur le second débat (un fort « centralisme démocratique » au sein de DSA)[147] ? Il nous semble cependant qu'au-delà de leur attribution à des caucus spécifiques ou à une position généraliste, ces qualifications de « droite » et de « gauche », par définition subjectives, renvoient à de réels rapports de force existant dans l'organisation et nous renseignent finalement sur les différents contextes politiques traversés par DSA depuis sa « renaissance » organisationnelle en 2016-2017.

. Des débats contextuels

Ces grandes lignes de démarcation idéologique se sont en effet principalement manifestées autour des deux grands débats que nous avons identifiés, opposant centralisation et décentralisation de l'organisation dans un premier temps, et la question du parti dans un second temps. La composition et la nature des différents caucus au sein des élections du NPC tous les deux ans nous renseignent sur cette division chronologique (voir plus haut, tableau 7), permettant en termes généraux de séparer les divisions factionnelles du DSA post-2017 en deux grandes périodes. Une première de ces périodes débute à la convention de 2017, autour de la montée du caucus *Momentum* et de son adversaire d'alors, *Praxis*, pensé comme un contrepoids de sa poussée « centralisatrice ». Cette période culmine à la convention de 2019, où la faction « de gauche » (« décentralisatrice ») s'organisa autour de *Build* et de LSC, sans pour autant gagner de majorité face aux caucus en faveur d'une plus grande centralisation (ou « coordination »[148]), principalement *Socialist Majority* et *Bread & Roses*. Cette période, où la majorité des caucus dominants se sont définis en rapport à la question de la centralisation ou non de DSA, a été celle du développement initial du « nouveau DSA »[149], ayant vu l'organisation passer de 6 000 membres en 2016 à 55 000 en 2019, ou déclarer 479 000 dollars de dépenses en 2016 contre 3 468 000 en 2019[150]. Cette période est aussi celle des espoirs d'une se-

147 Voir les points 1 et 2 de ses « points d'unité ». Marxist Unity Group, *Points of Unity and Immediate Tasks*, https://www.marxistunity.com, (consulté le 20 mai 2024).
148 Andrew Sernatinger, *Inside Baseball: What the 2019 Convention Vote Data Tells Us About the DSA Membership*, https://andrew-sernatinger.medium.com/inside-baseball-what-the-2019-convention-vote-data-tells-us-about-the-dsa-membership-6172cccfc366 , 20 octobre 2019, (consulté le 21 mai 2024).
149 Neal Meyer, « 1,000 Days in the New DSA », *The Call*, 21 octobre 2019.
150 Influence Watch, *Democratic Socialists of America (DSA)*, https://www.influencewatch.org/non-profit/democratic-socialists-of-america/, (consulté le 21 mai 2024).

conde campagne, cette fois victorieuse, du candidat Sanders aux primaires présidentielles 2020 et de l'élection de membres phares du « Squad » comme Alexandria Ocasio-Cortez, dont l'élection aurait provoqué le plus important afflux individuel de membres dans l'histoire de l'organisation[151].

Tous ces éléments expliquent, à leur mesure, l'importance relative du débat propre à la centralisation de l'organisation (et ses conflits subsidiaires[152]) lors de cette période. En effet, l'importance croissance de l'organisation, à une échelle pouvant justifier de la définir à nouveau comme un « nouveau DSA », sous-tendant un important renouveau à la fois politique et générationnel, implique nécessairement le développement d'une nouvelle culture organisationnelle et la redéfinition des objectifs politiques d'une telle organisation militante, tout du moins du point de vue des moyens. Le succès de la campagne Sanders, puis de celle d'Ocasio-Cortez et des autres membres du « Squad » auxquelles la croissance de DSA a souvent été attribuée, mais aussi le travail électoral de l'organisation en général, ont fait connaître l'organisation du grand public et ont souvent été les seules occasions lui permettant de figurer dans des articles de journaux à grands tirages. Ce contexte a favorisé une stratégie électorale *de facto* et la théorisation d'un travail électoral « non-électoraliste » principalement représentée par le développement initial (et l'acceptation par la majorité de DSA) du concept de *dirty break*. La trajectoire ascendante de DSA lors de cette période, en termes de succès politiques, de développement de sa notoriété et de sa base militante, a également favorisé un *ethos* d'optimisme vis-à-vis de cette stratégie et des analyses considérant le Parti démocrate avant tout vis-à-vis de ses faiblesses organisationnelles et idéologiques[153].

Ces éléments participent donc à la poussée centralisatrice que nous avons pu évoquer, où des groupes de militants disciplinés et intellectuellement proches se sont organisés au sein de DSA pour l'amener vers un travail militant plus fortement coordonné et « dirigé », afin de tirer parti d'un « moment » qui culminerait lors de la seconde campagne de primaires présidentielles de Sanders. Cette poussée a à son tour provoqué une réaction, minoritaire[154] et « de gauche » au sein de l'orga-

151 Maria Svart, *A Farewell from the National Director*, https://www.dsausa.org/news/a-farewell-from-the-national-director/ , 16 janvier 2024, (consulté le 21 mai 2024).

152 Comme nous avons déjà pu le remarquer, ces deux grands débats « théoriques » englobent chacun un ensemble de conflits subsidiaires pouvant leur être rattachés. Ainsi, la question de la centralisation a sous-tendue les débats entourant la légitimité des pratiques d'aide mutuelle, par exemple, et dans une certaine mesure ceux liés au « réductionnisme de classe » de certains pans de l'organisation. La question du parti est quant à elle sous-jacente dans les conflits relatifs à la « discipline » des élus ou au choix de soutenir ou non le candidat Biden à la suite de la défaite en primaires de Sanders en 2020.

153 Jared Abbott, « The Two Paths of Democratic Socialism: Coalition and Confrontation », *Jacobin Magazine*, 8 novembre 2020 ; Eric Blanc, « The Ballot and the Break ».

154 L'élection au NPC de 2019 est à ce titre significative, avec l'élection de huit membres associés à des caucus « centralisateurs » (*Bread & Roses, Socialist Majority* et *Collective Power Network*), ainsi que deux membres « indépendants » se réclamant de cette tendance. La tendance opposée, s'étant pourtant fortement mobilisée pour l'occasion (*Build*, LSC) n'aura quant à elle fait élire que cinq membres, dont deux qui démissionneront en cours de mandat (un membre de *Build* par opposition à la gestion du NPC de l'affaire Bowman ; un membre de LSC des suites d'un scandale

nisation, se focalisant donc principalement sur les questions de localisme et de décentralisation de DSA.

À l'inverse, notre seconde période débute avec la défaite de Sanders en 2020, initiée par une importante coordination pro-Biden lors du « Super Tuesday »[155] mettant à mal la vision qui sous-tendait une partie de la stratégie socialiste, à savoir celle d'un Parti démocrate structurellement et organisationnellement faible. Un long article du *Jacobin*, publié quelques mois après cette défaite, synthétise notamment ce point de vue :

> Même si, à bien des égards, le Parti démocrate de 2020 est beaucoup plus faible qu'il ne l'était il y a trente ans [...] la direction démocrate actuelle, par son influence sur les politiciens du parti, est plus forte que jamais [...] La rapidité et la solidité de cette opération de consolidation des élites - qui a également fait de Biden un favori immédiat de la classe des donateurs - ridiculise l'idée invraisemblable, lancée par certains journalistes et experts, selon laquelle Sanders aurait raté une occasion en or de conquérir l'*establishment* démocrate par de meilleures manières [que lors de sa campagne précédente] ... Cette dure leçon ne suffit pas seulement à empêcher quiconque dans le camp Sanders de chercher à obtenir des concessions significatives de la part de la campagne Biden ; elle souligne également les limites de toute politique institutionnelle au sein du Parti démocrate actuel[156].

Cette seconde période a également été témoin des « affaires » liées aux membres DSA du « Squad » déjà évoquées et donc à la question de la « discipline » des élus, développant une forme de tension entre ces membres élus et l'organisation, ainsi qu'une suspicion grandissante vis-à-vis de la stratégie électorale de DSA. Plus généralement, elle a vu la croissance de l'organisation (en termes de nombres de membres actifs) plafonner, voire se réduire[157], ainsi que des phénomènes de « démotivation » et de « malaise politique » en son sein[158]. Cette situation a notamment amené Baskhar Sunkara, éditeur en chef de *Jacobin*, à déclarer « la gauche dans le purgatoire »[159], *Dissent* à évoquer à

sur le site *Twitter*).

155 Où une importante partie des candidats aux primaires démocrates ont simultanément retiré leur candidature pour soutenir le candidat Biden, évoquant pour beaucoup de militants une forte coordination du « mainstream » démocrate et de son appareil de parti (voir par exemple Matthew Yglesias, « Bernieworld's reaction to Super Tuesday's defeat, explained », *Vox*, 5 mars 2020).

156 Matt Karp, « Bernie Sanders's Five-Year War », *Jacobin Magazine*, 28 août 2020. Notre traduction (*Though, in many ways, the Democratic Party of 2020 is much weaker than it was thirty years ago ... the current Democratic leadership, in its influence over party politicians, is stronger than ever ... The speed and thoroughness of this elite consolidation — which also made Biden an instant donor-class favorite — makes a mockery of the implausible idea, floated by some reporters and pundits, that Sanders blew a golden opportunity to win over the Democratic establishment through better manners ... This hard lesson is not only enough to prevent anyone in the Sanders camp from looking for meaningful concessions from the Biden campaign; it underlines the sharp limits of any institutional politics within the existing Democratic Party.*)

157 Kristian Hernandez et Beth Huang, *Growth and Development Committee 2023 Report to the DSA National Convention*, Democratic Socialists of America (DSA), 2023.

158 Andrew Sernatinger, *DSA: What's going on May 2022*, https://www.patreon.com/posts/dsa-whats-going-66672230 , 20 mai 2022, (consulté le 1 mai 2024). Notre traduction (*Staff cited "political malaise" among members, and noted that many chapters were demotivated by political and interpersonal conflict.*)

159 « Il ne fait aucun doute que nous vivons la fin d'une période de politisation rapide et nous installons soit dans une période de déclin graduel, soit de lente progression. » Bhaskar Sunkara, « The Left in Purgatory », *Jacobin Magazine*, 15 février 2022. Notre traduction (*There is no doubt that we're at the end of a period of rapid politicization and settling*

son tour un « malaise » au sein de DSA[160], des membres de caucus majeurs à débattre d'une organisation « à la dérive »[161] ou *Tempest* à ouvertement déclarer que « le moment DSA est terminé »[162]. À leur tour, tous ces éléments ont participé à la mise en place des débats liés à la question du parti. Si, dans la première période, c'est une « droite » de l'organisation qui a provoqué l'impulsion factionnelle et de fait initié les débats liés à une plus grande centralisation ou non de DSA, c'est bien une « gauche » se défiant du Parti démocrate et de ses élus membres de DSA qui a ouvert ce débat, en remettant en question la stratégie électorale de fait de l'organisation.

Conclusion du chapitre

Nous avons vu dans ce chapitre comment la structure organisationnelle de DSA favorise une importante diversité, en termes de courants idéologiques et de pratiques militantes, appuyant son statut de « grande tente » idéologique mais ouvrant un certain nombre de conflits politiques en son sein. Nous avons également vu dans quelle mesure la majorité de ces conflits, et celui lié à l'opposition politiques de l'identité/politiques de classe en premier lieu, sont subordonnés à des questions de stratégies plus larges, elles-mêmes en rapport avec des moments politiques immédiatement traversés par l'organisation et le mouvement socialiste dans son ensemble. À l'origine de « gauches » et de « droites » de l'organisation mouvantes et contextuelles, ces questions de stratégie sont principalement liées au rapport entretenu ou non par DSA avec son environnement politique plus large et, en tant que partie de la gauche états-unienne en général, avec des grandes institutions *liberal* notamment représentées par le Parti démocrate.

Poursuivant cette réflexion, il nous semble désormais légitime de s'interroger sur l'identifiant idéologique majeur de DSA : le « socialisme démocratique ». nous allons maintenant analyser dans le chapitre suivant cette notion, au travers de histoire mais aussi de son caractère relativement ouvert et théoriquement indéterminé. Agissant de manière conjointe avec la décentralisation de l'organisation et sa nature multi-tendancielle, nous verrons de quelle manière l'identifiant socialiste démocratique ouvre un certain nombre de risques et de possibilités pour le projet socialiste de DSA et ses potentiels alliés *liberal*.

---

into one of either gradual decline or slow advance.)

160 « il est impossible d'ignorer un certain malaise qui s'est installé au sein de l'organisation, tout comme au sein de la gauche en général : le sentiment qu'une ère d'élan continu est révolue et que les modes d'organisation existants ont commencé à s'épuiser. » Sam Adler-Bell, « Can DSA Go the Distance? », *Dissent Magazine*, Automne 2022. Notre traduction (*it's impossible to ignore a certain malaise that has settled over the organization, along with the broader left: a sense that an era of ceaseless momentum has passed, and existing modes of organizing have begun to exhaust themselves.*)

161 Reform & Revolution, *DSA Adrift? - A Discussion with R&R, B&R, MUG and Tempest*, https://www.youtube.com/watch?v=lvaO7anen1w , 15 janvier 2023, (consulté le 30 mai 2024).

162 Andy Sernatinger, « The DSA moment is over », *Tempest*, 12 septembre 2023.

Chapitre 7. Le socialisme démocratique de DSA : entre héritage militant et acte de langage

De par son nom propre et l'ensemble de ses interventions, qu'elles soient de caractère publique ou interne, DSA s'est en effet positionnée idéologiquement sous l'étiquette du « socialisme démocratique ». Cette identification correspond à celles d'un certain nombre d'autres acteurs majeurs de la gauche états-unienne, Bernie Sanders et AOC en premier lieu, dont les succès électoraux initiaux ne sont pas étrangers au développement récent de DSA. Au cours de nos recherches, cette affiliation nous est cependant apparue comme à la fois relativement récente dans l'histoire des socialismes et peu délimitée en tant que concept distinct de philosophie politique. Si l'organisation, particulièrement depuis son accroissement de membres au 21e siècle, a produit un grand nombre de documents ayant pour vocation de clarifier idéologiquement la position socialiste démocratique, cette dernière apparaît en effet comme relativement imprécise d'un point de vue théorique et historique.

Dans ce chapitre, nous chercherons donc à déterminer les contours d'un tel socialisme démocratique, et les modalités de son usage comme identifiant politique par DSA. Dans un premier temps, nous chercherons à dégager une éventuelle axiomatique commune aux mouvements se réclamant du socialisme démocratique, au travers d'une brève exploration historique ainsi que par une analyse de deux figures essentielles à notre objet d'étude : Michael Harrington et Bernie Sanders. Revenant plus précisément à DSA, nous chercherons à dégager un tel noyau idéologique au travers de l'analyse de documents présentés officiellement par l'organisation, avant d'envisager le socialisme démocratique comme une idéologie « fonctionnelle » en son sein, servant des buts organisationnels et politiques précis. Enfin, nous approfondirons cette dimension précise du socialisme démocratique de DSA dans une troisième partie. En nous appuyant sur le concept « d'ambiguïté stratégique » et au travers d'une étude de cas, nous montrerons la manière avec laquelle l'imprécision théorique de son socialisme permet à l'organisation d'attirer et de maintenir une « diversité unifiée » en son sein, ainsi que d'évoluer dans un contexte national pourtant relativement hostile à son projet politique. Dans ce chapitre, nous chercherons donc à montrer la double nature du « socialisme démocratique » comme dénominateur idéologique chez DSA : héritier d'une riche tradition politique et par là tributaire d'un corpus intellectuel et militant distinct, il se présente également comme un acte de langage ou énoncé performatif, en affinité certaine avec la structure décentralisée et le caractère multi-tendanciel de l'organisation. Ces caractéristiques expliqueront en partie le succès de DSA depuis la seconde moitié de la décennie 2010. Elles permettront surtout d'approfondir notre réflexion sur les

rapports de l'organisation à son environnement politique en général, et au *liberalism* états-unien en particulier.

7.1. Variétés de socialisme démocratique

. Émergence du socialisme démocratique comme concept politique distinct

Assez peu codifié théoriquement au cours de son histoire[163], le concept de « socialisme démocratique » et les pratiques politiques lui étant associées ont en effet été sujets à un certain nombre de variations au fil du temps, reflétant l'évolution générale du socialisme du début du 20e siècle à nos jours. Comme le rappellent certains auteurs[164], le suffixe « démocratique » apposé au concept de socialisme serait apparu comme redondant pour l'ensemble des acteurs du mouvement, du 19e siècle jusqu'aux deux premières décennies du 20e. Des premiers socialistes utopiques aux partis socialistes de la seconde internationale, en passant par la Commune de Paris (et son slogan de « la République démocratique et sociale »), le projet socialiste était pensé comme profondément lié aux idéaux démocratiques tandis que le développement des formes institutionnelles de la démocratie libérale était pensé comme lié aux diverses victoires politiques du mouvement ouvrier. Si les institutions démocratiques naissantes de la majorité des pays occidentaux ont été pensées comme résultantes des luttes ouvrières et socialistes à cette période, la question de savoir si elles devaient parallèlement représenter le terrain principal de ces luttes ne s'est pas imposée avant le début du 20e siècle. La fameuse « querelle du révisionnisme » du SPD allemand est dans ce cadre souvent invoquée et présentée comme l'une des premières itérations du débat opposant courants réformistes et révolutionnaires dans le mouvement socialiste[165]. Si elles divergeaient sur des questions de tactiques, les positions de deux des représentants principaux de ce débat théorique (Edouard Bernstein comme théoricien du « révisionnisme » réformiste et Karl Kautsky de « l'orthodoxie » centriste-révolutionnaire[166]) partagent cependant un nombre important de points de vue, notamment dans leur vision du socialisme comme un projet de démocratisation. Au travers de la mise en avant de divers syndicats ouvriers et de coopératives de travailleurs (ou de consommateurs), l'accent a été mis sur la démo-

163 Filip Balunović et Ivica Mladenović, « Reflecting the Past, Envisioning the Future: The Journey of 'Democratic Socialism' », *Filozofija i društvo/Philosophy and Society*, 26 décembre 2023, vol. 34, no 4, p. 528-549.

164 Richard McIntyre, « Democratic Socialism », *Rethinking Marxism*, 2 janvier 2023, vol. 35, no 1, p. 24-35 ; Filip Balunović et Ivica Mladenović, « Reflecting the Past, Envisioning the Future: The Journey of 'Democratic Socialism' », *Filozofija i društvo/Philosophy and Society*, 26 décembre 2023, vol. 34, no 4, p. 528-549.

165 Nous reviendrons plus bas sur l'actualité de cette « querelle du révisionnisme » dans l'organisation actuelle de DSA aux États-Unis.

166 La position révolutionnaire de Rosa Luxemburg fut également d'une importance cruciale dans le débat révisionniste de la période. Ne l'envisageant pas comme pertinente dans le cadre de cette analyse (par son rejet de l'utilisation des mécanismes de la démocratie libérale), nous ne pourrons pas la mentionner dans cette partie de notre travail.

cratisation des lieux de travail, avec en fond l'idée d'un contrôle ouvrier de ces derniers. La démocratie socialiste a été pensée au-delà de la simple dichotomie entre les champs politiques et économiques, faisant écho pour le contexte états-unien à des organisations comme les *Knights of Labor* ou à des figures comme Eugene Debs. Une certaine partie du radicalisme ouvrier états-unien de la fin du 19e siècle était en effet particulièrement hostile à la nature du travail salarié, la considérant comme profondément anti-démocratique. Ces derniers

> appelaient à l'abolition du système salarial, reconnaissant à l'instar de l'*organizer* George E. McNeill en 1877 « un conflit inévitable et irrésistible entre le système salarial du travail et le système républicain de gouvernement ». Ils voyaient la démocratie politique et économique comme intimement liées et déclaraient qu'ils ne pouvaient être pleinement citoyens d'une république s'ils restaient des esclaves salariés [*wage slaves*] au travail[167].

Revenant au débat révisionniste et plus généralement, démocratie et socialisme en tant que systèmes politiques ont été pensés comme intimement liés, autant par Kautsky que Bernstein. On peut notamment lire chez l'un que « la seule constitution politique sous laquelle le socialisme puisse se réaliser est la république, la république dans son acceptation la plus générale, c'est-à-dire la république démocratique »[168] et chez l'autre que « la démocratie est à la fois un moyen et un but. C'est un outil pour instaurer le socialisme et la forme même de sa réalisation »[169]. C'est cependant Bernstein qui a le plus profondément codifié une vision du socialisme dans ses rapports intimes avec les idéaux démocratiques et libéraux. Celui qui « entendait lier consubstantiellement démocratie et socialisme, au point d'en faire parfois de purs synonymes »[170] a en effet pensé démocratie et libéralisme politique comme fonctions, ou étapes, du projet socialiste. D'abord dans son analyse de la démocratie comme forme politique, définie comme « l'abolition de la domination de classe, même si elle n'entraîne pas, *de facto*, la suppression des classes »[171]. Les systèmes politiques démocratiques de son temps ont été pensés par Bernstein comme une forme de commencement, de processus inachevé dont « le suffrage universel n'est qu'un des éléments »[172], renvoyant à nouveau aux idéaux de démocratisation du travail. Cherchant à réhabiliter les idéaux du libéralisme lui-même dans les milieux socialistes, Bernstein définit ce dernier comme un mouvement politique, intellectuel et historique profondément émancipateur, face auquel les institutions démocratiques et les courants politiques libéraux

167 Barry Eidlin et Micah Uetricht, « The Problem of Workplace Democracy », *New Labor Forum*, janvier 2018, vol. 27, no 1, p. 70-79, p. 2. Notre traduction (*called for the abolition of the wage system, recognizing, as organizer George E. McNeill declared in 1877, "an inevitable and irresistible conflict between the wage-system of labor and the republican system of government." They saw a close link between economic and political democracy, and argued that they could not be full citizens in a republic if they were wage slaves at work.*)
168 Karl Kautsky, *Le chemin du pouvoir*, Éditions anthropos., Paris, 1969, p. 67.
169 Edouard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Éditions du seuil, 1974, p. 174.
170 Martin Georges, « Retour à Bernstein ! Sur l'actualité éditoriale d'Eduard Bernstein et les raisons d'un succès », *Actuel Marx*, 2021, vol. 70, no 2, p. 168-182, p. 177.
171 Edouard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, p. 176.
172 Edouard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, p. 177.

de son temps ne représentaient respectivement « qu'un commencement et un conservatisme »[173]. Bernstein, pour qui « il n'est pas une seule idée libérale qui ne se retrouve dans l'idéologie marxiste »[174] développe cette idée dans des pages de ses *Présupposés du socialisme* :

> [S]i l'on considère le libéralisme comme un phénomène historique et universel, on est bien obligé d'admettre que le socialisme n'est pas seulement son successeur dans le temps, mais bien son héritier spirituel légitime … Peu importe qu'il ait d'abord adopté la forme du libéralisme bourgeois : il représente un principe d'une portée beaucoup plus universelle dont l'aboutissement est le socialisme … L'individu doit être libre, non pas en un sens métaphysique … mais libre de toute servitude économique dans ses mouvements et dans le choix de sa profession. Une telle liberté pour tous ne peut se passer d'organisation. En ce sens, on pourrait fort bien appeler le socialisme « un libéralisme organisateur ».[175]

Le projet socialiste était donc vu par Bernstein et les révisionnistes comme l'évolution ou la conclusion nécessaire d'un long processus historique d'émancipation débuté par les premières révolutions bourgeoises aux États-Unis et en France. La démocratie, ici pensée comme processus inachevé et devant s'appliquer à toutes les sphères de la vie sociale, constitue le « noyau normatif »[176] du socialisme et, à nouveau, à la fois un moyen et un but. Pour ces penseurs, le souhait d'une révolution violente et le concept de « dictature du prolétariat » étaient de plus vus comme des atavismes et des tendances contraires aux idéaux socialistes. La conception révolutionnaire de la transformation sociale comportait pour eux un important risque anti-démocratique lié à l'émergence « d'hommes forts » et de situations de guerre civile[177].

On voit donc ici comment le réformisme pour lequel Bernstein est le plus souvent connu s'insère dans une vision théorique globale du socialisme, indissociablement liée au concept de démocratie. C'est seulement des suites de la révolution russe d'octobre 1917 que l'on peut dater l'émergence d'un « socialisme démocratique » en tant que concept politique distinct, se démarquant d'un socialisme autoritaire représenté par le bolchévisme. Comme le synthétise McIntyre dans un article,

> L'expérience [socialiste] de l'Union Soviétique est plus complexe que ce que l'on en pense couramment, mais ce que leadership soviétique n'a de fait jamais mis en œuvre est ce que l'on pourrait appeler l'aspect de démocratie économique du socialisme … Le leadership soviétique n'a jamais mis en place de contrôle ouvrier des entreprises, bien qu'ils aient créé quelque chose de nouveau : la planification et les nationalisations. Si vous consultez des dictionnaires d'avant les années 1930, le socialisme signifie la coopération et la libre association pour améliorer ses conditions de vie et de travail ; jamais la propriété par l'État des moyens des production … [Les soviétiques] ont changé le sens du mot socialisme[178].

173 Martin Georges, « Retour à Bernstein ! », p. 177.
174 Edouard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, p. 181.
175 Edouard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, p. 180-83.
176 Axel Honneth, *L'idée du socialisme. Un essai d'actualisation*, Paris, Gallimard, 2017, p. 149.
177 Edouard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, p. 178 ; p. 233.
178 Richard McIntyre, « Democratic Socialism », *Rethinking Marxism*, 2 janvier 2023, vol. 35, n° 1, p. 24-35, p. 30. Notre traduction (*The experience of the Soviet Union was more mixed than popular opinion would have it, but what the Soviet leadership never effectively promoted was what I would call the economic-democracy aspect of socialism: wor-*

La révolution de 1917 est connue dans l'histoire du socialisme pour avoir provoqué d'importantes scissions dans la grande majorité des partis socialistes de cette période, entre les factions « communistes » de ces derniers, alignées sur le modèle soviétique et la pensée léniniste, et les factions « socialistes » et social-démocrates, promouvant des formes de politiques réformistes ou non, ainsi qu'un socialisme s'appuyant parfois sur des principes républicains et démocratiques. Aux États-Unis, l'image et l'action militante d'Eugene Debs[179] eut par exemple une certaine influence sur ce socialisme démocratique naissant comme pratique politique distincte[180]. Les représentants de ce socialisme démocratique ne jouèrent toutefois pas de rôle majeur dans le mouvement socialiste des décennies suivantes, éclipsés par la vitalité d'alors du mouvement communiste et n'ayant pas su tirer profit de l'agitation politique et syndicale de la période du *New Deal*[181]. Plus tard, notamment dans le contexte de la guerre froide et d'une association grandissante dans le discours public entre capitalisme et démocratie (et inversement, entre « socialisme réel » et autoritarisme), de nouveaux défis prirent forme vis-à-vis d'un socialisme démocratique dont les connotations principales dévièrent de leurs premières itérations. Si lors de cette période d'autres acteurs ont pu exercer une influence certaine sur le socialisme états-unien en général et son socialisme démocratique en particulier, il nous semble ici nécessaire de se tourner vers l'approche du célèbre co-fondateur de DSA, Michael Harrington.

. Michael Harrington et le socialisme démocratique « de guerre froide »

Né en 1928 dans le Missouri, Michael Harrington a été une figure emblématique du mouvement socialiste d'après-guerre aux États-Unis. Connu du grand public de cette époque pour la publication de son livre *The Other America*, ayant influencé certaines politiques *liberal* de lutte contre la pauvreté sous les administrations Johnson et Kennedy, Harrington a cependant milité tout au long de sa vie dans le mouvement socialiste de son pays. Initialement membre d'une organisation de gauche catholique, le jeune Harrington a commencé au début de la décennie 1950 à fréquenter des cercles étudiants socialistes anti-staliniens[182] avant de rejoindre la *Young People Socialist League*, branche jeunesse du *Socialist Party* qu'il dirigera aux côtés de Bogdan Denitch, un émigré croatien proche du trotskiste hétérodoxe Max Shachtman. Sous la direction d'Harrington et de Denitch, la *Young*

kers democratically controlling the fruits of their labor … If you look through old dictionaries before the 1930s, socialism meant cooperation and the free association of people to improve conditions of work and life; it never meant state ownership. This is an invention by the Soviets. They changed the meaning of socialism.)

179 Sur l'aspect « républicain » du socialisme de Debs, voir notamment Tom O'Shea, « Eugene Debs and the Socialist Republic », *Political Theory*, 1er décembre 2022, vol. 50, no 6, p. 861-888 ; Jonah David Levy, *Citizen socialism : the political philosophy of Eugene Debs and Jean Jaures*, Cambridge, Center for International Studies, Massachusetts Institute of Technology, 1988.

180 Gary Dorrien, *American Democratic Socialism*, p. 207-286.

181 Gary Dorrien, *American Democratic Socialism*, p. 207-286 ; Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 389-390.

182 Maurice Isserman, *The Other American*, New York, PublicAffairs, 2000, p. 240.

People Socialist League se séparera finalement du SP de Norman Thomas[183] pour rejoindre l'*Independent Socialist League* de Shachtman, participant à la « capture » par le groupe de Shachtman d'une important partie de la gauche socialiste non-stalinienne[184] de la décennie 1950. À partir de cette période, Shachtman servira de mentor au jeune Harrington et son « trotskisme modifié » (selon les mots de Norman Thomas[185]) jouera d'une influence certaine dans le développement politique et intellectuel du futur leader socialiste[186]. De ces marqueurs idéologiques sont notamment restés une analyse de l'Union Soviétique comme « collectivisme bureaucratique », « État socialiste dégénéré » ou simplement à travers l'angle du totalitarisme, ainsi qu'une certaine volonté de militer et de « réaligner » à gauche les grandes organisations *liberal* du pays (la tentative de capture par Harrington, au nom du groupe shachtmanien, de la branche jeunesse de l'*American for Democratic Action* en 1954 a notamment été formatrice sur ce point[187]).

Dans le courant de la décennie 1960 et dans le cadre de la « première » *New Left*, Harrington, déjà engagé dans le mouvement socialiste depuis une décennie, s'est impliqué auprès de cette importante cohorte de nouveaux militants, cherchant à détourner ces derniers des « mauvaises théories » du socialisme réel, leur préférant « l'alternative socialiste démocratique »[188]. La forte volonté de la part d'Harrington de détourner la *New Left* naissante d'éventuelles sympathies communistes s'est notamment exprimée lors d'un épisode célèbre de sa biographie où, présent à la convention de 1962 du groupe SDS qui verra la rédaction du manifeste de Port Huron, il attaqua avec véhémence le premier manuscrit du manifeste de Tom Hayden sur la base de son « anti-anti-communisme »[189]. À une période de l'histoire du socialisme états-unien où l'anti-communisme était particulièrement structurant dans la gauche non-stalinienne ou non-maoïste[190], la position d'Harrington ne faisait en effet pas exception, même s'il regretta par la suite son comportement lors de la convention de Port Huron, estimant avoir participé au schisme se développant entre ancienne et nouvelle gauches[191]. Le socialisme démocratique d'Harrington fut donc pensé à la fois comme alternative au capitalisme et au socialisme réel, tout en refusant de s'accommoder de certaines tendances conservatrices, voire

183 Ancien pasteur presbytérien, Norman Thomas fut après Eugene Debs l'une des figures emblématiques du Socialist Party historique et son candidats aux élections présidentielles de 1928 à 1948.
184 Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 464-65.
185 Maurice Isserman, *The Other American*, p. 288. Notre traduction (*a modified Trotskyist*).
186 Maurice Isserman, *The Other American*, p. 270.
187 Maurice Isserman, *The Other American*, p. 313.
188 Maurice Isserman, *The Other American*, p. 513. Notre traduction (*persuade the young to turn away from "bad theories" and embrace the democratic socialist alternative*).
189 Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 481.
190 Un certain nombre d'anciens camarades shachtmaniens ou simples compagnons de route d'Harrington composeront d'ailleurs le noyau de ce qui sera appelé plus tard le néo-conservatisme, sur la base de cet anti-communisme radical. Ce sera d'ailleurs Harrington, connaissant bien ce milieu intellectuel, qui sera le premier à utiliser le terme de « neo-conservateur » (Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 520-21 ; Benoît Pelopidas, Didier Chaudet et Florent Parmentier, « Les néoconservateurs, anciens et modernes » dans *L'Empire au miroir*, Genève, Librairie Droz, 2007, p. 23-54.)
191 Michael Harrington, *The Long-distance Runner: An Autobiography*, New York, Holt, 1988.

anti-démocratiques (et particulièrement du point de vue de la politique extérieure) d'une partie de ses camarades shachtmaniens, du SP et de certains représentants du « *liberalism* de guerre froide » (*cold war liberalism*). Sa lettre de démission du SP en 1973, après d'intenses luttes factionnelles en son sein et un changement de nom conséquent (le *Socialist Party* étant devenu *Social Democrats USA*) est sur ce point particulièrement parlante :

> Le cadre général informant mon analyse du communisme — en tant que système bureaucratique collectiviste à la fois anti-capitaliste et anti-socialiste — est similaire à celui du leadership actuel de SDUSA. Mais, en tant que socialiste, je crois que le communisme doit être combattu au travers d'alternatives démocratiques, et pas de de régimes dictatoriaux tel que celui que l'Amérique a soutenu à Saïgon … Le socialisme en Amérique, tel que représenté par SDUSA est complètement isolé de l'entièreté du mouvement réformateur de classe moyenne ainsi que des syndicats, qui représentent plus de cinq millions de travailleurs, et des secteurs les plus politiquement actifs du mouvement syndical qui ont rompu avec Meany [directeur historique de l'AFL-CIO, connu pour son conservatisme] … En présentant cette démission je n'abandonne donc pas la tradition représentée par Debs et Thomas. Au contraire, je franchis une étape qui me permettra — ainsi que ceux en accord avec moi — d'étendre et d'approfondir cette tradition auprès des travailleurs, des réformateurs, des minorités, du mouvement féministe et des autres partisans du changement social[192].

Par cette rupture et la création subséquente de DSOC (le *Democratic Socialist Organizing Committee*, qui deviendra plus tard DSA), Harrington et ses alliés ont cherché à construire une troisième voie pour le socialisme de leur époque, entre soutien aux régimes autoritaires du socialisme réel et un socialisme nominal, ne se différenciant plus clairement du *liberalism* de son temps, voire du conservatisme de la *National Review.*

Au-delà de l'importance mémorielle de ces deux figures dans le socialisme états-unien, la volonté de se référer à « la tradition représentée par Debs et Thomas » nous renseigne également sur la délimitation du socialisme démocratique d'Harrington. Ces deux figures historiques du SP se sont démarquées par un socialisme démocratique exaltant des valeurs républicaines et parfois chrétiennes, mettant en avant la dimension morale du socialisme aux côtés et au-delà de sa nécessité immédiatement matérielle[193]. Cette dimension morale du socialisme démocratique a également été

192 Michael Harrington, cité par Jack Ross, *The Socialist Party of America*, p. 544. Notre traduction (T*he broad framework of my analysis of Communism—as a bureaucratic collectivist system that is both anti-capitalist and anti-socialist —is the same as that of the present leadership of SDUSA. But, as a Socialist, I believe that Communism must be countered by democratic alternatives, not by the dictatorial regimes America has backed in Saigon. . . . Socialism in America as represented by the SD is completely isolated from the entire middle class reform movement as well as from the unions, representing well over five million workers and the most politically active sector of the labor movement, who broke with Meany over the war and McGovern. . . . In presenting this resignation, then, I do not abandon the tradition of Debs and Thomas. On the contrary I take a step that will permit me—and those who agree with me—to extend and deepen that tradition among workers, reformers, the minorities, the women's movement and other partisans of social change.*)

193 Leonard J. Weber, *The Christian Ethics of Norman Thomas, Socialist*, Thèse de doctorat, McMaster University, Hamilton, 1974 ; Dave Burns, « The Soul of Socialism: Christianity, Civilization, and Citizenship in the Thought of Eugene Debs », *Labor*, 1 mai 2008, vol. 5, n° 2, p. 83-116.

mise en avant par Harrington tout au long de sa carrière, de ses débuts au *Catholic Worker* jusqu'à ses dernières années, en tant que co-directeur de DSA et membre important de l'Internationale Socialiste[194]. Cherchant à promouvoir un « idéalisme pratique[195] » il écrit notamment dans son ultime ouvrage, après avoir consacré un premier chapitre aux socialistes utopiques du 19e siècle :

> Le socialisme utopique … a donné la première définition sérieuse du socialisme comme communautaire, moral, féministe et dévoué à la transformation du travail. Cette tradition en est venue à être vue comme une première étape immature, un prélude, plutôt que comme porteuse d'une valeur durable. S'il doit y avoir un socialisme digne de son nom au 21e siècle il devra, entre autres, se plonger 200 ans dans le passé pour retrouver les idéaux pratiques et théoriques des utopistes[196].

L'importance d'un ancrage moral et « idéel » du socialisme, en opposition à une certaine téléologie matérialiste représentée par l'orthodoxie marxiste-léniniste, traverse en effet le socialisme démocratique états-unien, de Debs à Harrington. Elle est également particulièrement présente chez Bernstein, dont le « socialisme évolutionniste » (*evolutionary socialism*, traduction états-unienne de son œuvre majeure) influença grandement le « gradualisme visionnaire » (*visionary gradualism*) d'Harrington[197]. L'œuvre intellectuelle de Bernstein s'attacha avant tout à remettre en cause l'idée « attentiste » du socialisme comme devant nécessairement surgir des contradictions du capitalisme. Ce dernier chercha donc à justifier le projet socialiste en dehors de toute téléologie. Se demandant pourquoi le mouvement socialiste devrait « dégrader l'intelligence, le sentiment de la justice, la volonté humaine »[198], c'est sur une base morale qu'il chercha à ancrer la nécessité du socialisme. S'il se réclame de l'héritage bernsteinien[199] et rejette tout autant la téléologie du marxisme orthodoxe de son temps, Harrington n'a cependant pas à son tour promu un « retour à Kant »[200] contre l'hégélianisme marxiste. Comme l'extrait cité plus haut le suggère, c'est sur une tradition radicale ancienne et « idéaliste » (et notamment dans ses composantes états-uniennes, à l'instar de celle présentée plus haut, chapitre 4, partie 4.1) qu'il souhaita en partie s'appuyer. Cette vision spécifique du socialisme

194 Robert A. Gorman, « Michael Harrington's Proposals for Democratic Socialism in the United States », *Soundings: An Interdisciplinary Journal*, Fall/Winter 2004, vol. 87, no 3/4, p. 455-479.
195 Robert A. Gorman, « Michael Harrington's Proposals », p. 466. Notre traduction (*practical idealism*).
196 Michael Harrington, *Socialism: Past and Future*, New York, Arcade Publishing, 1989, p. 37. Notre traduction (*Utopian socialism … was a movement that gave the first serious definition of socialism as communitarian, moral, feminist, committed to the transformation of work. That tradition came to be regarded a s an immature first step, a prelude, rather than as something of enduring value. If there is to be a twenty-first-century socialism worthy of the name , it will, among other things, have to go two hundred years into the past to recover the practical and theoretical ideals of the utopians.*)
197 Michael Harrington, *Socialism: Past and Future*, p. 249-254.
198 Edouard Bernstein, cité par Alice Vincent Lojkine Ulysse, *Réformisme ou révolution ? Lire et (re)découvrir Rosa Luxemburg*, https://www.contretemps.eu/rosa-luxemburg-reformisme-revolution-socialisme/ , 8 octobre 2021, (consulté le 2 juin 2024).
199 Gary Dorrien, *American Democratic Socialism*, p. 417-418.
200 Emmanuel Jousse, « Du révisionnisme d'Eduard Bernstein au réformisme d'Albert Thomas (1896-1914) », *Les cahiers Irice*, 2008, vol. 2, no 2, p. 39-52.

démocratique se combina dans sa pensée à des questions de stratégie et, comme Bernstein, à la volonté de construire un mouvement socialiste « multiclasse »[201] qui articulerait classes ouvrières et moyennes, ces dernières étant perçues comme porteuses de telles valeurs « idéalistes » et progressistes[202]. Confiant vis-à-vis de la progression politique et démographique de cette classe moyenne progressiste et des possibilités offertes par les institutions de la démocratie libérale, méfiant des rhétoriques révolutionnaires de ses adversaires communistes, c'est donc naturellement qu'il mit en avant, à nouveau à l'instar de Bernstein, un réformisme pensé en termes gradualistes. Célèbre pour sa formule de « l'aile gauche du possible » (*left wing of the possible*), il déclara également lors de la fondation de DSOC que l'objectif était d'aller « là où les gens se trouvent, c'est-à-dire l'aile *liberal* du Parti démocrate[203] ». Pour ses alliés et lui, l'idée était donc de rendre possible une coalition entre les personnes composant les factions les plus progressistes du Parti démocrate (représentée notamment par les électeurs de George McGovern), du mouvement syndical et des mouvements sociaux de la décennie 1960[204]. En fond, l'idée d'un réalignement du Parti démocrate sur cette base démographique a donc animé la pensée d'Harrington, dans un contexte politique et historique où, au sein d'une large coalition *liberal*, le suffixe « démocratique » permettait de démarquer son socialisme des connotations négatives liées à la guerre froide et aux socialismes autoritaires.

Le socialisme démocratique d'Harrington s'est donc inscrit dans une continuité vis-à-vis des premières itérations du terme au début du 20e siècle. L'héritage bernsteinien, dans la confiance accordée aux institutions de la démocratie libérale (et au concept de démocratie en lui-même), le rejet de tout socialisme autoritaire et de projets de « dictature du prolétariat », ainsi que la mise en avant de valeurs « idéalistes », ancrées dans les dimensions les plus positives des traditions chrétiennes ou républicaines[205] et la volonté de construire un mouvement coalisant les classes les plus populaires du pays avec une classe moyenne progressiste constituent le noyau normatif du socialisme démocratique qu'il a contribué à maintenir dans le champ politique états-unien jusqu'à la fin de sa vie. Les formes spécifiques du socialisme d'Harrington ont cependant été le reflet de son époque, celle de la guerre froide, mettant en avant un anti-communisme parfois radical et imaginant des possibilités d'une alliance, voire d'un réalignement avec le Parti démocrate qui fut celui du *Civil Rights Act*,

201 Michael Harrington, *Socialism: Past and Future*, p. 251.

202 Qu'il nommera parfois un « électorat de conscience » (*conscience constituency*), selon la formule en vogue à cette période. Maurice Isserman, *The Other American*, p. 625-627.

203 Jack Ross, *The Socialist Party*, p. 545. Notre traduction (*we must go where the people are, which is the liberal wing of the Democratic Party.*)

204 Gary Dorrien, « Michael Harrington and the "Left Wing of the Possible" », *CrossCurrents*, 2010, vol. 60, no 2, p. 257-282.

205 L'influence du mouvement des droits civiques et des divers mouvements de justice sociale des décennies 1950 et 1960 auront également une grande influence sur Harrington, qui fut un temps conseiller de Martin Luther King. Pour des raisons de concision et de pertinence vis-à-vis de notre analyse principale, nous ne pourrons cependant pas développer cette dimension ici.

de la « Guerre contre la pauvreté » de Johnson, mais aussi de la double déception, pour la gauche états-unienne, de la candidature McGovern et de la présidence Carter. Presque trois décennies après le décès d'Harrington, une nouvelle figure viendra représenter le socialisme démocratique états-unien pour le public d'une manière tout aussi personnelle, mais également en reflet de son époque politique : celle de Bernie Sanders et de ses deux candidatures aux primaires présidentielles démocrates.

. Bernie Sanders et le socialisme des « 99% »

Né en 1941 à Brooklyn, New York, Bernie Sanders est en effet connu pour ses deux candidatures aux primaires présidentielles de 2015 et 2020 du Parti démocrate et sa désormais forte influence sur le paysage politique des États-Unis. Moins impliqué qu'Harrington dans un mouvement socialiste organisé tout au long de sa vie, Sanders a cependant cherché à appliquer des principes tirés d'une certaine vision du socialisme démocratique dans sa carrière d'homme politique local, puis national, avant de redonner une certaine ampleur au terme même de socialisme pour le grand public états-unien lors de sa première primaire présidentielle[206]. Après des études dans la décennie 1960 où il sera actif, entre autres, au sein de la *Young People's Socialist League* et d'organisations du mouvement des droits civiques (CORE et SNCC), il partit vivre dans le Vermont où il rejoignit un petit parti de gauche, le *Liberty Union*, qui présenta sa candidature lors de diverses élections infructueuses au niveau de l'État. L'année 1981 marqua un tournant dans la carrière politique de Sanders, où il fut élu maire de la ville de Burlington (la plus grande du Vermont) en tant qu'indépendant, mais se déclarant déjà publiquement comme socialiste. Il chercha à mettre en œuvre un « socialisme municipal »[207] tout au long de la décennie 1980 avant d'être élu au niveau fédéral à la Chambre des représentants, puis au Sénat 15 ans plus tard, toujours comme indépendant et socialiste déclaré. Il s'y fit remarquer par une partie de la gauche états-unienne pour ses discours et interventions passionnées contre le consensus néolibéral de l'ère Clinton, puis Bush et Obama, et particulièrement en 2010 lors d'un *filibuster* au Sénat de près de neuf heures s'opposant à des réductions d'impôts pour les plus riches de l'administration Obama. Ce n'est pourtant qu'en 2015, après l'échec de la tentative, par une partie du mouvement progressiste, d'enrôler Elizabeth Warren dans une candidature contestataire au sein des primaires présidentielles démocrates, qu'il acquit une stature réellement nationale, puis internationale, de force contestataire « de gauche » et d'ampleur au sein du parti.

206 Alison Flood, « "Socialism" the most looked-up word of 2015 on Merriam-Webster », *The Guardian*, 16 décembre 2015.
207 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 65-83.

Si le socialisme de Sanders a évidemment évolué au cours de sa vie, l'important travail de Nicolas Gachon sur ce sujet[208] démontre cependant de nombreuses continuités idéologiques tout au long de sa carrière politique. Ces points de continuité contribuent eux-mêmes aux difficultés rencontrées par toute tentative de définition du socialisme de Sanders voulant l'inscrire dans une tradition intellectuelle socialiste ou marxienne nettement définie. Le socialisme flou de Sanders, « à géométrie variable »[209], se caractérise en effet par la coexistence d'une certaine utilisation du lexique et des idéaux du radicalisme de la décennie 1960[210] et d'une mobilisation d'un discours « populiste de gauche »[211], mais également d'une forte « matrice *liberal* »[212] se réclamant de l'héritage du *New Deal* et de la *Great Society* ainsi que d'une identification continue au « socialisme démocratique », parfois ponctuée d'hommages, implicites ou non, à la figure d'Eugene Debs[213]. De ces éléments, c'est bien la « matrice *liberal* » évoquée par Gachon qui renseigne le mieux sur les politiques concrètes promues par Sanders en tant qu'élu, dont l'action parlementaire à la Chambre des représentants puis au Sénat ne s'est en effet pas particulièrement démarquée de celle d'un élu typiquement *liberal* du Parti démocrate d'avant la présidence Clinton[214]. Les multiples prises de paroles de Sanders rapprochant sa vision du socialisme à un âge d'or du *liberalism* états-unien et à « la vision de Roosevelt, il y a 70 ans »[215] contribuent de plus à confirmer l'idée que Sanders « en soit venu à définir le 'socialisme démocratique' comme quelque chose qui n'est en fait pas du socialisme »[216]. Pour Gachon, lors de ses deux campagnes de primaires présidentielles, le signifiant du socialisme a été avant tout pour Sanders un outil politique de désambiguïsation : une manière à la fois d'éroder un sens commun « pro-capitaliste » dans le débat public états-unien et les accusations de « socialisme » (avec ses connotations autoritaristes héritées de la guerre froide) régulièrement portées contre toute tentative de réforme sociale dans le pays, tout en cherchant à signifier sa propre radicalité et différence vis-à-vis de la classe politique en général et du *mainstream* démocrate en particulier[217]. C'est alors la dimension « populiste de gauche » de son discours et de certaines de ses ac-

208 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism: Holding Utopia Accountable*, Gewerbestrasse, Springer Nature, 2021.
209 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 201. Notre traduction (*Bernie Sanders' socialism is an elusive doctrine, with variable geometry*).
210 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 114-118.
211 Rachel Meade, « Populist Narratives from Below: Occupy Wall Street and the Tea Party », *IdeAs. Idées d'Amériques*, 1 octobre 2019, n° 14.
212 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 103-114.
213 Kim Kelly, « Bernie Sanders Shares His Plan for a Working Class Revolution », *Teen Vogue*, 7 octobre 2019.
214 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 96.
215 Bernie Sanders, cité dans Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 104. Notre traduction (*That was Roosevelt's vision 70 years ago … it is my vision today*).
216 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 104. Notre traduction (*Bernie Sanders came to define 'democratic socialism' as something that, as a matter of fact, was not socialism*.)
217 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 74, p. 117-118.

tions politiques qui donnera de la substance au socialisme démocratique de Sanders, le rapprochant en parallèle, et sur certains points, de la tradition socialiste démocratique états-unienne évoquée plus haut.

Le discours de lancement de la première campagne de primaire présidentielle de Sanders en mai 2015 fut en effet l'occasion pour ce dernier d'annoncer une approche qui restera la sienne tout au long de cette campagne et de la suivante en 2020 : celle visant à poser le récit d'un antagonisme profond dans la société états-unienne, entre une très grande majorité de la population et les plus riches, ainsi que d'une sur-représentation de ces derniers dans le système politique états-unien, mettant à mal ses promesses démocratiques. Dans ce discours, où l'accent est mis sur les importants écarts de richesses existant aux États-Unis (pourtant « la nation la plus riche de l'histoire »[218]) on peut lire, avant une forte critique de l'arrêt *Citizens United* et du rôle de l'argent en politique,

> Permettez-moi d'être très clair. Quelque chose va très mal dans une société où le dixième des 1% les plus riches possède presque autant de richesses que les 90% les plus pauvres et où 99% de toute la richesse créée va aux 1% les plus riches … Quelque chose va très mal quand une famille possède plus de richesse que les 130 millions d'Américains les plus pauvres. Ce niveau grotesque d'inégalité est immoral. C'est mauvais sur le plan économique et ce n'est pas viable. Ce type d'économie truquée ne représente pas ce que l'Amérique devrait être. Il faut que ça change et si je suis président, c'est ensemble que nous le changerons[219].

Cette approche, qui cherche à mettre en avant un discours d'antagonisme de classes prises au travers d'une conception très large (les « 99 % » contre le segment le plus riche des classes supérieures) et à le lier à un constat de déficit démocratique aux États-Unis, n'a pas été une nouveauté pour Sanders en 2015. Ce thème a émaillé son célèbre *filibuster* de 2010[220] et fut présent à divers degrés tout au long de sa carrière politique[221]. C'est cependant à partir de la campagne de 2015 qu'il en fera un thème central de son discours, amenant à un certain nombre d'analyses expliquant son succès au travers du concept de « populisme ». Ce concept, particulièrement plastique, a en effet connu un regain d'intérêt au cours de la décennie 2010 mais n'a pas toujours été utilisé de ma-

218 Bernie Sanders, cité dans University of California, Santa Barbara, *Remarks Announcing Candidacy for President in Burlington, Vermont | The American Presidency Project*, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-announcing-candidacy-for-president-burlington-vermont , 26 mai 2015, (consulté le 10 juin 2024). Notre traduction (*Today, we live in the wealthiest nation in the history of the world*).

219 Bernie Sanders, cité dans University of California, Santa Barbara, *Remarks Announcing Candidacy for President in Burlington, Vermont*. Notre traduction (*Let me be very clear. There is something profoundly wrong when the top one-tenth of 1 percent owns almost as much wealth as the bottom 90 percent, and when 99 percent of all new income goes to the top 1 percent. … There is something profoundly wrong when one family owns more wealth than the bottom 130 million Americans. This grotesque level of inequality is immoral. It is bad economics. It is unsustainable. This type of rigged economy is not what America is supposed to be about. This has got to change and, as your president, together we will change it.*)

220 Bernie Sanders, *The Speech: On Corporate Greed and the Decline of Our Middle Class*, New York, PublicAffairs, 2011.

221 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 234.

nière cohérente, notamment dans le champ médiatique[222]. Il convient pourtant de souligner, suivant Léa Chevrollier, que ce terme peut permettre d'éclairer certains rapports de forces et discours politiques, en particulier dans le contexte états-unien où il dispose d'une riche histoire[223]. Tirant son importance de la « profonde tension qui sous-tend l'idéologie de la Constitution des États-Unis, entre reconnaissance de la souveraineté du peuple … et mise à distance de ce dernier »[224], s'exprimant avant tout par la mise en avant d'un clivage entre des « élites » et un « peuple » (ce dernier terme étant compris comme « signifiant flottant », suivant les travaux de Mouffe et Laclau[225]), le populisme doit avant tout se comprendre ici comme un projet de « radicalisation de la démocratie » et, plus précisément, comme celui d'une « critique démocratique radicale des gouvernements représentatifs, lorsque ceux-ci entrent en crise[226] ».

Un certain nombre d'analystes, très divers dans leurs approches analytiques, soulignent en effet une situation de « crise démocratique » profonde aux États-Unis[227], le plus souvent décrite comme marquée par un affaiblissement notable de la confiance des citoyens envers les institutions politiques de leurs pays, un « désenchantement » de l'électorat vis-à-vis des partis « de gouvernement » et des relations entre élus marquées par de forts antagonismes, s'éloignant de la conception libérale traditionnelle marquée par un ethos de négociations et de compromis. En termes de causalité, cette crise démocratique est souvent analysée au travers du prisme de l'aggravation historique des inégalités sociales, présente dans la majorité des démocraties libérales depuis les dernières décennies du 20e siècle. Plus largement, elle a été liée à l'influence grandissante des pouvoirs économiques sur les structures étatiques[228], ainsi qu'aux pratiques de « gouvernance » des gouvernements néolibéraux depuis cette période, mettant largement à mal les pratiques libérales usuelles dans leur exercice du pouvoir[229]. C'est dans ce contexte que la crise économique de 2008 est présentée comme marquant un tournant, par ses conséquences sociales dramatiques et les réponses qu'ont pu lui apporter les gouvernements d'alors, souvent perçues comme insuffisantes et « décevantes » par leurs propres

222 Pour une analyse de certains emplois de ce terme dans les champs médiatiques et universitaires, voir Federico Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, Paris, La Découverte, 2019, p. 53-145.
223 Léa Chevrollier, « De Occupy Wall Street à Bernie Sanders : le populisme comme vecteur de démocratisation. », *Crises et Société*, 26 mars 2023, no 2 [en ligne].
224 Léa Chevrollier, « De Occupy Wall Street à Bernie Sanders ».
225 Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste: Vers une radicalisation de la démocratie*, Paris, Fayard, 2019.
226 Federico Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, p. 142.
227 Robert C. Lieberman et Suzanne Mettler, « The Crisis of American Democracy in Historical Context », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 1 juillet 2023, vol. 708, no 1, p. 122-136 ; Rodrigo Ugarte, *Racial Capitalism and Democratic Crisis*, Items – Social Science Research Council, https://items.ssrc.org/race-capitalism/racial-capitalism-and-democratic-crisis/, (consulté le 12 juin 2024) ; Jacqueline Best, « Economic Wishful Thinking and the Democratic Crisis », *Current History*, 2018, vol. 117, no 802, p. 291-297.
228 Voir notamment Sheldon S. Wolin, *Democracy Incorporated: Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism*, Princeton, Princeton University Press, 2017.
229 Wendy Brown, *Undoing the Demos*.

électorats. Ces perceptions furent de plus particulièrement marquantes pour un électorat « de gauche » ayant placé ses espoirs dans le candidat Obama, qui représentait alors la foi vers un tournant social dans les politiques du Parti démocrate. Son choix de renflouer les banques sans réelles contreparties de la part de ces dernières, ainsi que de nommer comme proches conseillers économiques un certain nombre de figures associées à Wall Street et aux politiques de dérégulation de la finance de l'ère Clinton ont en effet érodé la confiance de cet électorat[230], érosion dont nous pouvons également retrouver des traces au sein de notre échantillon d'enquêtés (voir plus haut, chapitre 2.2). Les mouvements d'*Occupy Wall Street* (et, parfois, du *Tea Party*) peuvent alors être considérés comme des réponses à cette crise progressive de la démocratie libérale (et *liberal*)[231] ainsi qu'à l'évènement « catalyseur » de 2008[232], instituant aux États-Unis les premières formes organisées d'un tel « populisme » au 21e siècle. Nous avons pu évoquer plus haut (voir chapitre 2, partie 2.1) les liens ténus existant entre la première campagne Sanders (et particulièrement le mouvement *Draft Bernie*) et *Occupy*. La forte mobilisation des éléments de discours d'*Occupy* par Sanders lors de sa campagne de 2015 (et en particulier de la dichotomie des « 1 % » contre les « 99 % », ces derniers représentant le « peuple » de la rhétorique populiste) contribue de plus à l'associer à un tel projet populiste. C'est dans ce contexte, comme l'explique Chevrollier, que l'étiquette socialiste revendiquée par Sanders prend une dimension populiste : elle le positionne fortement comme en dehors des professionnels de la politique[233] et lui permet, en incarnant le mouvement populiste « de gauche » initié par *Occupy*, de l'institutionnaliser[234].

S'il est donc possible de penser le socialisme de Sanders en termes de populisme, ce niveau d'analyse ne doit cependant pas évacuer les apports du socialisme démocratique historique des États-Unis dans la conception de Sanders et dans ses discours. Certains des éléments mentionnés

230 Le célèbre universitaire radical Cornel West, qui fit vigoureusement campagne pour Obama en 2007-8, résume notamment ce sentiment dans un article de 2017 pour *The Guardian* : « quelques uns d'entre nous ont plaidé auprès d'Obama et l'ont supplié de rompre avec les priorités de Wall Street et de renflouer Main Street ['l'économie réelle']. Il a pourtant suivi les conseils de ses 'intelligents' conseillers néolibéraux et a renfloué Wall Street. En mars 2009, Obama a rencontré des leaders de Wall Street. Il a proclamé : je me tiens entre vous et les fourches. Il leur a promis qu'il était de leur côté et qu'il les protégerait. Et pas un seul cadre criminel de Wall Street n'est allée en prison ». Cornel West, « Pity the sad legacy of Barack Obama », *The Guardian*, 9 janv. 2017, notre traduction (*A few of us begged and pleaded with Obama to break with the Wall Street priorities and bail out Main Street. But he followed the advice of his "smart" neoliberal advisers to bail out Wall Street. In March 2009, Obama met with Wall Street leaders. He proclaimed: I stand between you and the pitchforks. I am on your side and I will protect you, he promised them. And not one Wall Street criminal executive went to jail.*)

231 Rachel Meade, « Populist Narratives from Below: Occupy Wall Street and the Tea Party », *IdeAs. Idées d'Amériques*, 1 octobre 2019, no 14.

232 Léa Chevrollier, « De Occupy Wall Street à Bernie Sanders ».

233 Léa Chevrollier, « De Occupy Wall Street à Bernie Sanders ».

234 « Il est très difficile de faire tenir un mouvement trop hétérogène en son sein. C'est ici qu'entre en jeu le leadership charismatique. Le mouvement populaire n'a pas besoin d'un leader charismatique pour exister : il en a besoin pour s'institutionnaliser politiquement. » Federico Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, p. 281.

plus haut dans cette partie infusent en effet les diverses prises de position de Sanders depuis son accession à une stature politique réellement nationale. En premier lieu, on observe une vision gradualiste et « réformiste » du changement social, marquée par sa volonté de mettre en avant un programme socialiste depuis les institutions politiques du pays (et avant tout le Congrès, notamment au travers de son action parlementaire et de sa co-création du *Congressional Progressive Caucus*) et, en fond, d'influer de manière profonde sur le Parti démocrate[235]. Plus profondément, la vision bernsteinienne partagée par Harrington de la démocratie et du socialisme, pensant ce dernier comme outil de réalisation des promesses démocratiques du libéralisme, semble également informer à sa manière le projet politique de Sanders. L'analyse de Gachon va dans ce sens lorsqu'il écrit qu'

> [u]ne façon de comprendre l'idéal politique de Bernie Sanders tel qu'il s'exprime sous la forme du « socialisme démocratique » est de retracer la revendication constante selon laquelle il existe - ou devrait exister en pratique - un chevauchement complet entre démocratie et libéralisme … Bernie Sanders a moins dénoncé l'échec des principes égalitaires du libéralisme qu'il n'a plaidé pour la restauration de ces principes égalitaires, abandonnés par la politique états-unienne[236].

Enfin, l'approche politique de Sanders s'inscrit dans la tradition du socialisme démocratique états-unien par son refus de la séparation conceptuelle entre les champs politiques et économiques dans sa définition de la démocratie, et donc par la mise en avant de mesures précises visant un idéal de « démocratie économique »[237] mais aussi de « démocratie au travail »[238] (*workplace democracy*), un important concept du radicalisme états-unien depuis le 19e siècle[239]. Considérant la nature très peu démocratique de la grande majorité des situations de salariat, cette approche vise donc, dans l'esprit des exemples plus anciens évoqués plus haut, à permettre aux travailleurs un plus grand pouvoir décisionnaire sur les activités de leurs entreprises (et sur les fruits de leur travail)[240], en parallèle d'une vision de l'économie comme devant avant tout « répondre aux besoins du peuple, de manière démocratiquement déterminée »[241].

Contrairement à Harrington et comme nous avons pu le mentionner plus haut, la trajectoire politique de Sanders ne s'est pas, ou peu, inscrite au sein d'un mouvement socialiste organisé. Si Sanders n'a évidemment pas travaillé isolé des différents courants progressistes ou socialistes locaux et internationaux, le « réel » début de sa carrière politique (à partir de son élection à Burlington) s'est

235 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 96-100.
236 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 197-199.
237 Michael A. McCarthy, « Economic Democracy, If We Can Keep It », *Jacobin Magazine*, 30 mai 2019.
238 Un important projet de loi sponsorisé par Sanders depuis la décennie 1990 et jusqu'en 2018 a notamment été appelé le *Workplace Democracy Act*.
239 Barry Eidlin et Micah Uetricht, « The Problem of Workplace Democracy »
240 Friends of Bernie Sanders, *Corporate Accountability and Democracy*, https://berniesanders.com/issues/corporate-accountability-and-democracy/, (consulté le 12 juin 2024).
241 Nicolas Gachon, *Bernie Sanders's Democratic Socialism*, p. 234.

en effet matérialisé au sein d'organisations *ad hoc,* locales et construites autour de ses multiples candidatures personnelles. La forme particulière prise par son socialisme démocratique a pourtant, tout comme Harrington, reflété les contingences politiques de son temps, en maintenant une continuité minimale avec la tradition historique du socialisme démocratique états-unien. La dimension populiste du projet politique Sanders s'est liée à une telle tradition par son emphase sur la démocratisation de la société états-unienne et par son refus de considérer l'économie comme sphère séparée du politique. L'étiquette socialiste revendiquée par Sanders a quant à elle permis de renforcer son positionnement populiste, en le marquant résolument comme « outsider » dans le champ politique institutionnel du pays. Si un tel socialisme des « 99 % » revendiqué par Sanders peut donc paraître hautement idiosyncratique, on voit ici sa dépendance vis-à-vis d'un contexte politique particulier, celui des mouvement sociaux de son époque, tout en maintenant un lien avec l'histoire du socialisme de son pays bien au-delà de l'admiration souvent rapportée de Sanders pour son « héros », Eugene Debs.

Nous avons donc brièvement esquissé au cours de cette section, et au travers des exemples d'Harrington et de Sanders, une forme d'axiomatique minimale du socialisme démocratique états-unien comme théorie et pratique politique distincte. Un refus de la téléologie révolutionnaire ou attentiste de certains courants marxistes orthodoxes, la recherche d'une conquête du pouvoir par des voies démocratiques et bien souvent électorales, une vision du socialisme comme pouvant réaliser les promesses démocratiques manquées du libéralisme ainsi qu'un ancrage moral ou « idéel » du projet constituent d'une certaine manière le noyau normatif du socialisme démocratique états-unien, du début du 20e siècle à nos jours. DSA, en tant qu'organisation socialiste démocratique, présente cependant de prime abord un socialisme plus large ou moins nettement défini, en plus d'accueillir en son sein un certain nombre de tendances ouvertement opposées à une telle tradition (on pensera par exemple à des caucus communistes révolutionnaires comme *Red Star* ou libertaires, comme LSC). La section suivante se propose cependant de définir un socialisme démocratique propre à DSA en tant qu'organisation, au travers des divers programmes et déclarations votées par l'organisation nationale dans ses conventions bisannuelles.

7.2. Quel socialisme pour DSA ?

Comme nous avons pu le mentionner à plusieurs reprises au cours de ce travail, l'identification de marqueurs idéologiques uniques et précis au sein de l'organisation représente un défi de taille, en raison de la nature hautement décentralisée et multi-tendancielle de l'organisation. DSA englobe un

large spectre de courants socialistes, chacun contribuant à former une mosaïque idéologique riche et diversifiée. Cette diversité inhérente à l'organisation complique donc les efforts visant à lui attribuer une idéologie singulière et cohérente, malgré son utilisation continue du terme de « socialisme démocratique » et, bien sûr, du nom propre de l'organisation. Au-delà de ces considérations, cette section vise cependant à délimiter certains des éléments idéologiques fondamentaux de DSA, au travers de l'analyse de documents « officiels » de l'organisation, déjà évoqués plus haut (chapitre 2, partie 2.4) et votés au travers de ses conventions bisannuelles. Nous explorerons de plus le caractère « fonctionnel » de l'utilisation du terme de « socialisme démocratique » par les militants de DSA, facilitant son intégration dans le contexte politique états-unien et lui permettant de coaliser ses membres sous une bannière unifiée, révélant à la fois la force et la complexité de son identité idéologique. En approfondissant ces aspects, nous viserons à clarifier la manière dont DSA fait fonctionner ses diverses composantes, tout en essayant de maintenir une certaine cohérence et unité programmatique.

. Le socialisme démocratique comme idéologie majoritaire

Avant tout, la question démocratique apparaît comme cruciale pour DSA, qui en a notamment fait le premier point de son programme voté en 2021[242]. Dans celui-ci est développée l'idée d'un système politique états-unien fondamentalement non-démocratique, de par son cadre constitutionnel et ses institutions politiques. Ces structures sont présentées, dans le détail, comme incapables de se mettre au service des classes populaires et fonctionnant au profit d'élites politiques et économiques par définition minoritaires dans le pays. De ces institutions, le sénat et le collège électoral sont centraux à l'analyse de DSA. Le sénat, par sa représentation égale des états, indépendamment de la taille de leur population, donne un pouvoir important aux petits États souvent plus conservateurs. Cette structure sape alors le principe de la « règle de la majorité » (*majority rule*) en permettant à une minorité de la population d'être représentée et donc d'exercer un pouvoir politique de manière disproportionnée. De même, le collège électoral peut aboutir à l'élection d'un président n'ayant pas remporté le vote populaire, comme lors des présidentielles de 2000 et 2016, faussant davantage la représentation démocratique et le principe de l'égalité des votes. Le rôle de l'argent dans les institutions politiques états-uniennes est un autre point majeur de la critique de DSA. Des arrêts de la Cour suprême tels que *Buckley v. Valeo* et *Citizens United*[243] ont en effet considéré les donations politiques comme une forme de discours, protégé par le premier amendement de la Constitution, ayant pour effet d'autoriser des dépenses de campagne illimitées de la part d'entreprises ou de particuliers

242 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023).
243 Ces arrêts sont brièvement décrits plus haut, chapitre 1, partie 1.1.

fortunés. En conséquence, les élus sont présentés comme plus inféodés à leurs donateurs que leurs électeurs, ce qui conduit à des politiques favorisant les intérêts des plus riches au détriment de ceux des classes populaires. Enfin, le programme de DSA évoque un ensemble de pratiques, dont des tactiques « du style de l'ère Jim Crow »[244] principalement mises en place par le Parti républicain pour supprimer le droit de vote des groupes marginalisés. Ces tactiques comprennent des lois strictes sur l'accès aux bureaux de vote (*voter ID laws*), l'épuration de listes électorales (*purging of voter rolls*) et la limitation du vote anticipé et du vote par correspondance. Ces mesures affectent de manière disproportionnée les personnes de couleur, les pauvres et les personnes âgées, limitant la possibilité de voter à une grande partie de l'électorat. Cette suppression permet au Parti républicain de conserver le contrôle politique dans des régions où il pourrait autrement être mis en minorité, en particulier dans le Sud et les zones rurales. Ces pratiques comprennent également les célèbres *filibuster* et *gerrymandering*, faisant respectivement référence à des pratiques d'obstruction parlementaire au sénat et de redécoupage arbitraire, souvent racialisé, de circonscriptions électorales. Ensemble, ces points de critique du programme de DSA permet à l'organisation de présenter un projet radical sur le plan démocratique d'abolition du sénat et du collège électoral, mais aussi d'annulations de décisions clefs de la Cour suprême et, de manière encore plus ambitieuse, de création d'un « nouvel ordre politique »[245] au travers de la rédaction d'une nouvelle constitution, plus respectueuse des droits démocratiques et de la volonté de la majorité.

Dans ce programme donc, où « le combat pour le socialisme » est assimilé au « combat pour la vraie démocratie »[246], le socialisme démocratique de DSA est présenté comme un correctif au libéralisme ayant fait naître une Constitution viciée, en termes démocratiques, dès sa rédaction (« le système politique états-unien n'a pas été conçu pour répondre aux besoins de la classe populaire[247] »). À nouveau, le socialisme démocratique est présenté pour réaliser les promesses des idéaux démocratiques du libéralisme (« la nation qui se présente comme la première démocratie mondiale n'en est pas une du tout[248] »).

244 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*Jim Crow-style racist restrictions on voting*).
245 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*A new political order through a second constitutional convention to write the founding documents of a new socialist democracy*).
246 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*the fight for socialism is the fight for true democracy*).
247 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*The American political system was not made to serve the working class*).
248 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*The nation that holds itself out as the world's premier democracy is no democracy at all*).

En fond de ce projet de démocratisation des instances politiques du pays se trouve également l'idée que ces structure non-démocratiques représentent un obstacle particulièrement important pour l'avancée du socialisme aux États-Unis. Si dans le programme la nécessité de ce combat est mise en avant en termes moraux (« nous nous battons pour la démocratie parce que nous méritons tous d'avoir une voix dans les décisions qui affectent nos vies[249] »), elle l'est également en termes de stratégie politique (« nous nous battons pour la démocratie parce qu'elle est une condition nécessaire du combat pour un monde au service de la vaste majorité, plutôt que pour un petit groupe de capitalistes[250] »). L'une de nos enquêtées reflète notamment ce double point de vue dans un entretien :

> Récemment j'ai été très enthousiaste à propos du *For The People Act* qui aurait vraiment étendu l'accès au droit de vote ... Je suis très enthousiaste parce que, tu sais, en tant que partisane de la démocratie, ouvrir la démocratie à tout le monde aux États-Unis est très important et je pense que nous [socialistes] ne pouvons aller nulle part en politique électorale sans étendre ces choses liées au droit de vote. Parce que quand on parle des Américains tu sais, évidemment le paysage politique est très à droite, mais les Américains eux-mêmes ne le sont pas. Je pense que même s'ils ne se considèrent pas eux-mêmes comme de gauche, la plupart des Américains sont en accord avec beaucoup de choses basiques de gauche que nous demandons. Alors étendre le droit de vote et ce genre de choses, et rendre les campagnes politiques plus démocratiques, serait une très bonne étape pour atteindre ces demandes[251].

S'il est très peu cité par les membres et instances officielles de l'organisation, nous retrouvons ici encore un fond bernsteinien, où la démocratie est à la fois moyen et but du mouvement socialiste. Le premier paragraphe du préambule du programme de 2021 se termine également sur cette idée, en déclarant que « la démocratie est nécessaire pour arriver à une société socialiste. Le socialisme est la réalisation complète de la démocratie[252] ». Au-delà de cette dimension, une démocratisation des structures politiques du pays, en redonnant un contrôle aux citoyens sur leurs instances de prises de décisions collectives, est pensée comme partie d'une « démocratie radicale » plus globale, où socia-

249 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*We fight for democracy because we all deserve a say in the decisions that affect our lives.*).

250 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*We fight for democracy because it is a necessary condition to winning a world that works for the vast majority instead of a small group of capitalists..*).

251 Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*recently i was really excited about the like, For the People ACT, the one that would have um, like really gave access to like, voting right stuff uh … That I'm really excited about because you know, as somebody who's in support of democracy you know, opening up democracy to everybody in the US is really important and I think, you know, my opinion of it is like we can't get anywhere within the electoral politics without opening up voting rights stuff . Because when you talk about Americans you know, obviously the political landscape is very right but Americans themselves aren't. I think like, even when they don't see themselves as like, leftists, like a lot of the leftists, really basic stuff that we want, most Americans agree with, so like opening up voter rights and that sort of stuff and like, political campaigns to be more democratic would be a really good step to getting that .*)

252 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*Democracy is necessary to win a socialist society. Socialism is the complete realization of democracy*).

lisme et démocratie sont compris comme synonymes et impliquent l'ensemble des « domaines de la vie »[253]. On peut lire notamment dans *Resistance Rising*, profession de foi de l'organisation évoquée dans des chapitres précédents, que « DSA estime que la lutte pour le socialisme démocratique ne fait qu'un avec la lutte pour la démocratie radicale, que nous comprenons comme la liberté de tous les individus de déterminer tous les aspects de leur vie dans la plus grande mesure possible[254] ».

Cette liberté des citoyens dans la conduite de leur vie est à nouveau comprise en termes politiques, mais aussi particulièrement économiques. Il est en effet possible de lire dans l'un des premiers paragraphes de *Resistance Rising* :

> Dans le système capitaliste, nous sommes censés accepter qu'un petit groupe de cadres d'entreprise n'ayant de comptes à rendre à personne prenne toutes les décisions importantes relatives à la gestion d'une entreprise pourtant composée de milliers de personnes. Ce groupe a le pouvoir de déterminer comment la plupart d'entre nous passent la majeure partie de leur temps éveillé, ainsi que le droit de licencier n'importe qui pour n'importe quelle raison, aussi arbitraire soit-elle. Dans un système socialiste démocratique, ce système autoritaire serait remplacé par une démocratie économique. Cela signifie simplement que la démocratie serait élargie au-delà de l'élection de responsables politiques, pour intégrer une gestion démocratique de toutes les entreprises par les travailleurs qui les composent et par les communautés au sein desquelles elles opèrent[255].

On retrouve ici la conception, brièvement mentionnée plus haut, du travail salarié comme jurant avec les valeurs démocratiques états-uniennes, d'une incompatibilité entre « système salarial » et « système républicain de gouvernement ». Par l'idée d'une recherche de regain de contrôle des individus sur leur vie (renforcée ici par le rappel qu'une activité salariée prise au sens large occupe « la majorité de [nos] temps éveillés »), cette conception cherche donc à s'attaquer à l'aliénation capita-

253 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising: Socialist Strategy in the Age of Political Revolution*, https://www.dsausa.org/strategy/resistance_rising_socialist_strategy_in_the_age_of_political_revolution/ , 25 juin 2016, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*Our vision entails nothing less than the radical democratization of all areas of life*).

254 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising: Socialist Strategy in the Age of Political Revolution*, https://www.dsausa.org/strategy/resistance_rising_socialist_strategy_in_the_age_of_political_revolution/ , 25 juin 2016, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*DSA believes that the fight for democratic socialism is one and the same as the fight for radical democracy, which we understand as the freedom of all people to determine all aspects of their lives to the greatest extent possible.*).

255 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising: Socialist Strategy in the Age of Political Revolution*, https://www.dsausa.org/strategy/resistance_rising_socialist_strategy_in_the_age_of_political_revolution/ , 25 juin 2016, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*Under capitalism we are supposed to take for granted that a small, largely unaccountable group of corporate executives should make all fundamental decisions about the management of a company comprised of thousands of people. This group has the power to determine how most of us spend the lion's share of our waking hours, as well as the right to fire anyone for basically any reason, no matter how arbitrary. Under democratic socialism, this authoritarian system would be replaced with economic democracy. This simply means that democracy would be expanded beyond the election of political officials to include the democratic management of all businesses by the workers who comprise them and by the communities in which they operate*).

liste dans sa dimension individuelle, mettant à mal nos « capacités à l'auto-détermination »[256]. La démocratie économique prônée par DSA s'attaque de plus à l'aliénation capitaliste prise dans sa dimension collective, principalement au travers de ses projets de nationalisations d'industries clefs et de socialisation de lieux de travail (socialisation ici comprise comme la mise sous contrôle d'une entreprise par ses travailleurs[257]). La théorie marxiste apparaît en fond, où l'idée de la contradiction entre la production capitaliste socialisée et la propriété privée des moyens de production est cependant exprimée en termes de déficit démocratique[258]. Si la « démocratie radicale » est définie dans *Resistance Rising* en termes de capacité pour chacun à déterminer sa vie dans la plus grande mesure possible, elle implique aussi, par ces nationalisations et socialisations d'entreprises (mais aussi par la « planification démocratique »[259]) de permettre à une population donnée de déterminer la direction générale de son économie. Cet aspect économique du projet démocratisateur de DSA s'est lui aussi exprimé au cours de nos entretiens. Si, comme évoqué plus haut, la majorité de nos enquêtés ont d'abord revendiqué l'étiquette du « socialisme démocratique » en termes « tactiques », cette dimension économique a généralement suivi la description par ces militants de leur projet politique. Cette précision apparaît de façon claire chez deux militants de Floride interrogés fin 2021 :

> Extrait 1 : Je crois que notre projet est d'aider les gens à réaliser que … on peut s'impliquer dans des démocraties représentatives autant qu'on veut mais, tu sais, [les gens] savent ce qui est le mieux pour eux et donc ils devraient avoir leur mot à dire, ils devraient avoir du contrôle … [il faut] amener du contrôle démocratique, pas seulement sur le gouvernement mais aussi sur l'économie[260].

> Extrait 2 : Le socialisme, c'est quand les travailleurs ont une possibilité démocratique de décider de la manière dont la valeur [provenant] de leur travail est distribuée … Et je le vois juste comme la forme la plus pure de la démocratie, c'est-à-dire la démocratie dans l'économie et la démocratie dans le gouvernement[261].

256 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising: Socialist Strategy in the Age of Political Revolution*, https://www.dsausa.org/strategy/resistance_rising_socialist_strategy_in_the_age_of_political_revolution/ , 25 juin 2016, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*people's capacity for self-determination*).
257 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023).
258 Le prolétariat est donc ici mis en avant au travers de son caractère majoritaire dans la société états-unienne, une conception qui coexiste au sein de DSA avec la conception socialiste plus traditionnelle, qui analyse la centralité de cette classe dans les luttes sociales au travers de sa position structurelle dans les rapports sociaux capitalistes. Voir par exemple DSA NPEC, *Why the Working Class?*, https://dsa-education.pubpub.org/pub/why-the-working-class/release/6 , 31 janvier 2023, (consulté le 23 juin 2024).
259 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising: Socialist Strategy in the Age of Political Revolution*, https://www.dsausa.org/strategy/resistance_rising_socialist_strategy_in_the_age_of_political_revolution/ , 25 juin 2016, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*democratic planning outside the market*).
260 Max, Miami, communication personnelle, 2 septembre 2021. Notre traduction (*I think our project is to help people realize that … we can get into representational democracies all we want but, you know, they know what's best for them and so they should have input, they should have control … bringing democratic control over not just, you know, the government, but also the economy.*)
261 Brianna, Miami, communication personnelle, 17 octobre 2021. Notre traduction (*Socialism is when, you know, the workers have more of a democratic way of deciding how the value of their labor is distributed … and I would just see it as like, the purest form of democracy, like democracy in the economy and democracy in your government.*)

Au-delà du caractère purement « tactique » et pragmatique de l'utilisation de l'étiquette socialiste démocratique, l'aspect « démocratisateur » du socialisme de DSA correspond donc bien aux caractéristiques propres à la tradition états-unienne évoquée au cours de cette section. En parallèle, l'organisation revendique un socialisme moderne, où la notion même de prolétariat est repensée à la lumière des luttes parfois considérées comme « identitaires », présentant une conception élargie du prolétariat et de l'oppression capitaliste.

. Un élargissement des anciennes conceptions ouvriéristes

Nous avons montré plus haut (chapitre 2, partie 2.4) comment certains militants de DSA cherchaient à modérer les critiques socialistes des politiques identitaires en mettant en avant une conception dynamique et historicisée des classes laborieuses, analysant ces dernières au travers de leurs dimensions raciales, sexuelles et de genre, mais aussi par exemple de validité ou d'âge[262]. Dans cette même section, nous avons pu montrer que l'organisation en général s'inscrivait « officiellement » dans un tel élargissement des conceptions traditionnelles (ouvriéristes, blanches et masculines) du prolétariat. Le recrutement et la politisation d'un « prolétariat multi-racial » sont présentés par les programmes et documentations officielles de l'organisation comme une importante priorité et font également consensus au sein de la totalité des caucus majeurs de l'organisation[263]. Cette conception peut être liée à la dimension de « démocratie radicale » du socialisme démocratique de DSA. Elle l'amène aussi, du point de vue de ses objectifs politiques, à rechercher le dépassement de la seule autonomie du prolétariat en tant que classe. Cette conception est exprimée le plus clairement dans *Resistance Rising*, qui déclare que

> Le socialisme compris comme démocratie radicale représente bien plus que l'émancipation d'une seule classe économique. Le projet socialiste démocratique implique également de s'attaquer à un large éventail d'oppressions existant dans le droit, la culture et la société qui limitent la capacité des personnes à s'autodéterminer … Avec plus de temps libre, une protection contre les aléas de l'exploitation économique et des normes de respect et de solidarité renforcées, les individus pourraient, pour la première fois et à grande échelle, choisir librement la manière dont ils souhaitent se développer en tant que personnes, limitées uniquement par des principes de respect mutuel et l'absence d'exploitation et d'oppression. Les identités fondées sur la race et le sexe, bien qu'elles trouvent leur origine dans des systèmes d'oppression, ne seraient plus imposées aux individus par la société et joueraient probablement un rôle positif dans la formation des identités individuelles[264].

262 Voir Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023).
263 Reform & Revolution, *DSA Adrift? - A Discussion with R&R, B&R, MUG and Tempest*, https://www.youtube.com/watch?v=lvaO7anen1w , 15 janvier 2023, (consulté le 30 mai 2024) ; Kevin Richardson, « Multiracial Organizing: Neither Class Reductionism nor Race Essentialism » ;
264 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising: Socialist Strategy in the Age of Political Revolution*, https://www.dsausa.org/strategy/resistance_rising_socialist_strategy_in_the_age_of_political_revolution/ , 25 juin 2016, (consulté le 8 novembre 2023). Notre traduction (*socialism as radical democracy is much more than the emancipation of a single economic class. The democratic socialist project also entails addressing a wide range of oppressions in law, culture and society that limit people's capacity for self-determination ... With more free time, protection from the vaga-*

Le socialisme démocratique, qui depuis Bernstein conçoit ses objectifs politiques en termes de réalisation et de radicalisation des idéaux démocratiques des révolutions libérales du 19e siècle reçoit donc ici l'apport des luttes liées aux identités sociales de la seconde moitié du 20e. Considérant cet idéal démocratique comme lié aux possibilités d'autodétermination des individus et considérant les barrières à de telles possibilités comme liées à l'exploitation économiques mais aussi aux oppressions « identitaires », DSA s'inscrit en plein dans la tradition du socialisme démocratique états-unien, mise à jour par le dépassement des seules problématiques économiques et « de classe ». Cette perspective s'exprime notamment dans le programme de DSA de 2021 par un ensemble de demandes politiques incluant des projets traditionnellement associés au socialisme, redistributives et « matérielles », ainsi que par des élargissements de droits démocratiques liés aux identités sociales. Elle inclut également, par exemple dans le cas de l'anti-racisme, des revendications liées à l'abolitionnisme pénal, aux droits des peuples autochtones et aux luttes décoloniales[265]. En intégrant des revendications sortant d'un cadre étroitement « économiste » et liées à une diversité de mouvements de la gauche radicale états-unienne, DSA cherche donc à élargir la portée de ses luttes et finalement, la conception même du sujet privilégié des luttes socialistes.

Ces développements tendent à montrer comment DSA, en tant qu'importante organisation socialiste aux États-Unis, s'insère idéologiquement dans la tradition du socialisme démocratique du pays. Si cette brève analyse s'appuie sur des entretiens réalisés avec des militantes et militants ainsi que des documents officiellement entérinés par les instances démocratiques de l'organisation, elle ne doit cependant pas obscurcir la dimension décentralisée de DSA, autant d'un point de vue organisationnel qu'idéologique. Certains consensus et tendances programmatiques s'expriment bien au travers de ces documents, informant à leur tour les pratiques militantes de l'organisation, mais il serait abusif de présenter DSA au travers « d'un » socialisme démocratique, unique et stable dans la durée. Comme nous avons pu le voir plus haut, les divers débats pratiques ou théoriques menés par l'organisation, notamment au travers de ses caucus, sont fonction des contextes politiques immédiatement traversés par DSA et donc particulièrement contingents. Si les caractéristiques présentées au cours de cette section constituent une forme de noyau normatif commun à la majorité des caucus étudiés ou des militants rencontrés au cours de nos recherches, il nous paraît en effet difficile d'isoler plus de caractéristiques définissant le socialisme de DSA au sens large. En dernière analyse,

ries of economic exploitation and deepened norms of respect and solidarity, individuals on a mass scale would be able for the first time to freely choose how they wanted to develop as individuals, limited only by principles of mutual respect and the absence of exploitation and oppression. Race- and gender-based identities, despite having their origins in systems of oppression, would no longer be imposed upon individuals by society, and would likely play a positive role in shaping individuals' identities.).

265 « Abolition of White Supremacy » *in* Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/, (consulté le 8 novembre 2023).

l'utilisation « tactique » de l'étiquette du socialisme démocratique nous apparaît comme le plus petit dénominateur commun permettant de situer les conceptions de ces militants, par les différents contextes politiques traversés par l'organisation depuis 2017.

. Une ambivalence fonctionnelle

Nous avons analysé dans cette section le socialisme de Michael Harrington, dont la vision gradualiste fut d'une importance cruciale dans la détermination des objectifs organisationnels de DSA, notamment de « réaligner » le Parti démocrate en l'influençant sur sa gauche. Il convient cependant de noter ici que l'héritage harringtonien n'a pas ou peu été réclamé par les membres du « nouveau » DSA, né de la croissance de membres à partir de 2016-17. Comme mentionné plus haut (voir chapitre 6, partie 6.3), la majorité des caucus, qui expriment au niveau organisationnel les différentes tendances de l'organisation, n'ont par exemple pas mis en avant la stratégie du réalignement dans les débats liés à la question du parti. La faiblesse politique de *North Star* au sein de l'organisation, seul caucus se réclamant fortement de « l'harringtonisme », ainsi que les connotations négatives désormais souvent associées à ce qualificatif[266] témoignent également du peu d'influence directe de la pensée de Michael Harrington dans l'organisation qu'il a contribué à fonder plusieurs décennies auparavant. Si certains questionnent la dissonance existant entre le fort rejet de « l'harringtonisme » exprimé par la majorité des grands caucus et la ligne politique menée de fait par DSA, s'éloignant peu du projet initial de son co-fondateur[267], on observe (au moins du point de vue des pratiques discursives de ses membres) un socialisme majoritairement plus « à gauche » et rejetant donc partiellement le canon socialiste démocratique hérité de la période de la guerre froide.

Au cours de nos entretiens, nous avons pu cependant observer qu'une très large majorité des militants composant notre échantillon n'exprime que peu, ou pas, de conceptualisation théorique précise de son socialisme. Malgré un intérêt assez constant pour l'histoire et la théorie « de gauche » en général ainsi qu'une certaine maîtrise des enjeux théoriques associés à ces dernières, ces militants ont en effet peu tenu à s'associer à un courant intellectuel ou militant précis, de « l'harringtonisme » aux courants les plus libertaires. La diversité des conceptions de la théorie et de la pratique socialiste rencontrées au cours de ces entretiens a été le plus souvent éclipsée par des

266 « L'harringtonisme » est alors le plus souvent associé à une ligne *liberal*, pro-démocrate ayant échouée à faire ses preuves du point de vue de ses ambitions de transformation sociale. Voir par exemple dans Jamal Abed-Rabbo *et al.*, « Panel – The politics of the Democratic Socialists of America », *Platypus Review*, décembre 2023, vol. 162 [en ligne] ; Dick Flacks *et al.*, « Talking Strategy with DSA Leaders », *Socialist Forum*, 2023, 2023. Voir également, du point de vue d'un caucus « de gauche » de l'organisation, Donald Parkinson, « The Fight for a Marxist Program in the DSA », *Cosmonaut*, 27 octobre 2021.

267 Voir par exemple David Duhalde, « Moving Beyond the Dirty Stay ». Nous reviendrons sur cette question dans le chapitre suivant, partie 8.2.

considérations pragmatiques, voire stratégiques vis-à-vis du mouvement socialiste dans le contexte états-unien. Charlotte, militante en Arizona, développe ce point de vue :

> Je me qualifierais de marxiste … Je ne dirais pas que je suis léniniste ou trotskiste, ou quelque chose comme ça … Je pense que, *fonctionnellement*, je me présente comme socialiste démocratique … Je ne pense pas ma position politique en termes théoriques, vraiment, mais juste en termes pratiques, tu vois … Vouloir des programmes sociaux de masse, la nationalisation de la plupart des industries… Appeler à une redistribution massive des richesses[268].

Dans ce cadre, les éventuelles identifications normatives des militants sont délaissées en faveur d'une flexibilité stratégique, parfois mise sur le même plan que l'œcuménisme idéologique de l'organisation dans son ensemble. Ce parallèle est notamment exprimé par un militant de Floride :

> C'est comme si nous étions tous à peu près d'accord sur les choses [courantes], nous n'avons pas besoin d'être tous exactement d'accord sur ce que signifie le socialisme ... Tu sais, les gens de gauche peuvent venir et traîner avec nous, pas de problème avec les sociaux-démocrates, tu es un *Berniecrat*, tu peux venir, donc... Oui, je pense qu'il y a un réel avantage à ne pas être trop dogmatique et à faire preuve de souplesse par rapport à ces définitions ... Tout ça n'influe pas réellement sur ta stratégie, qui aura un impact sur les conditions de travail ou de vie des gens, sur leur conditions matérielles[269].

Enfin, de façon moins fréquente, le terme de « socialisme démocratique » est pensé par ces militants dans sa relative facilitation des efforts d'*organizing* de DSA et des échanges avec la population états-unienne en général. Nous avons vu que le socialisme démocratique à l'époque d'Harrington, et donc de la guerre froide, a cherché à mettre en avant sa différence fondamentale d'avec le « socialisme réel » et autoritaire de l'URSS. L'étiquette socialiste démocratique de DSA au 21e siècle prolonge cette stratégie à un niveau purement discursif, dans un contexte états-unien toujours marqué par l'anti-communisme et par un mouvement conservateur ayant gardé l'habitude, depuis près d'un siècle, de diaboliser ses adversaires politiques au travers de l'accusation de « socialisme »[270]. À nouveau, cette stratégie d'utilisation de l'étiquette socialiste démocratique comme outil de « dédiabolisation » est revenue de manière constante au cours de nos entretiens, au-delà des

268 Charlotte, Tucson, communication personnelle, 3 décembre 2021. Notre emphase, notre traduction (*I would call myself a Marxist … I wouldn't call myself like a Leninist or a Trotskyite, anything like that, um … I think functionally, I call myself just a democratic socialist … I think of my politics not in theoretical terms really, but just in practical ones, you know... wanting mass social programs, the nationalization of most industries, um… Calling for mass wealth redistribution...*)

269 Léo, St Petersburg, communication personnelle, 15 octobre 2021. Notre traduction (*It's like we all are pretty much in alignment about stuff, we don't really need to like all be in an exact agreement about what socialism means … you know, leftists can come and hang out, social democrats are fine, you're a Berniecrat like, you can come hang out um, so... yeah I just think that there's, um, just a real advantage to not being too uh, dogmatic, uh, and having just a flexibility around uh, these, these definitions ... it's not actually informing your strategy, um... that will... have an impact on people's working conditions or people's living conditions, material conditions, so, yeah.*)

270 Voir par exemple United Steelworkers, *A brief, 90-year history of Republicans calling Democrats 'socialists'*, https://m.usw.org/blog/2019/a-brief-90-year-history-of-republicans-calling-democrats-socialists , 8 mars 2019, (consulté le 24 juin 2024).

situations géographiques et des contextes politiques immédiats de nos enquêtés. Deux militants de Pennsylvanie et de Floride expriment à leur tour ce point de vue :

> Extrait 1 : C'est un peu difficile parce que nous avons eu tant de décennies de propagande contre le socialisme, mais la grande majorité de la population ne comprend pas vraiment ce que ça signifie, si ce n'est que c'est une sorte d'épouvantail, que c'est terrible, mauvais et diabolique... En réalité, du moins dans mon esprit, dans ce pays le socialisme démocratique n'est que le moyen de contourner cette peur viscérale qui a été programmée dans une grande partie de la société, c'est-à-dire de dire que nous voulons une approche socialiste mais que nous allons clarifier : on ne parle pas d'autoritarisme, on ne parle pas d'un gouvernement dirigé par un seul chef, d'un gouvernement en charge de tout. Ce qu'on dit, c'est que nous voulons que le peuple prenne les décisions, nous voulons une véritable démocratie... Parce que, je veux dire, dans ce pays, le mot socialisme a été essentiellement coopté pour signifier 'autoritarisme'[271]…
>
> Extrait 2 : Je l'aime vraiment [ce terme de socialisme démocratique], je veux dire, évidemment... J'ai déjà expliqué pourquoi j'aime le socialisme, mais je suis pour la démocratie, alors mettre les deux ensemble, c'est logique pour moi … Le paysage politique américain est tellement à droite que quelque chose de simple comme ça est progressiste en soi et c'est un bon point de départ pour les gens, parce que la plupart des Américains, même s'ils sont très à droite, l'Américain moyen est pour la démocratie.Peut-être pas l'homme politique moyen [rires] mais l'Américain moyen est pour la démocratie. Donc ça marche, c'est facile d'en parler[272].

Ici, le terme de « socialisme démocratique » permet aux militants de DSA de naviguer efficacement dans un contexte politique marqué par une profonde méfiance envers le socialisme, tout en réaffirmant une vision du socialisme fondé sur la démocratie et la participation populaire. Cette stratégie linguistique, en se démarquant des connotations autoritaires associées à la guerre froide, cherche à faciliter les activités d'*organizing* auprès d'un public états-unien largement imprégné d'anti-communisme, mais permet également de fédérer diverses sensibilités politiques au sein de l'organisation. L'étiquette du socialisme démocratique est alors utilisée comme un outil de légitimation, visant à faciliter un dialogue plus ouvert avec le grand public et une mobilisation plus large autour de son projet socialiste.

L'identification socialiste démocratique au sein de DSA constitue donc un point d'ancrage essentiel entre l'organisation et l'héritage historique du socialisme états-unien, ainsi qu'avec son fon-

271 Aiden, Miami, communication personnelle, 3 septembre 2021. Notre traduction (*I mean, it's kind of hard because, we've had so many decades of propaganda against socialism, but the vast majority of the population doesn't really understand what it means other than, it's a kind of boogeyman, it's terrible and bad and evil ... so really, at least in my mind, in this country democratic socialism is just the way-around that visceral fear that's been programmed into so much of the society, that is to say we want a socialist approach but we're going to clarify, we don't mean authoritarianism, we don't mean rule by a single leader, we don't mean the government's in charge of everything, we mean we want the people in charge we want an actual democracy … Because, I mean, in this country the word socialism has basically been co-opted to mean authoritarianism*.)

272 Sophia, Pittsburgh, communication personnelle, 6 septembre 2021. Notre traduction (*I really like it, I mean, obviously… I already explained why I like socialism, but I'm for democracy so putting those two together make sense to me. Hm, so, yeah, I like the term. The, like, political landscape in america is like so far right that like, something simple like that is progressive and it's a good jumping-on term for people, cause you know most Americans, no matter far right they go like, your average American is for democracy, hm you know maybe not your average politician but your average American is definitely for democracy, so, it works, its easy to talk about.*)

dateur, Michael Harrington. Le plaidoyer d'Harrington et de ses prédécesseurs mais également de Sanders, enraciné dans une critique du capitalisme et des régimes autoritaires[273] communistes ou non, résonne avec l'accent mis par DSA sur le projet démocratique du socialisme. Ce lien n'honore pas seulement l'héritage harringtonien de DSA mais situe également l'organisation dans la tradition plus large du socialisme démocratique états-unien. Cette filiation idéologique est essentielle pour comprendre la place de DSA dans le continuum historique de la pensée socialiste états-unienne. Le socialisme démocratique au sein de DSA est cependant loin de se présenter comme univoque. Il fonctionne comme un signifiant stratégiquement ambigu, qui permet à l'organisation d'englober un large spectre de sensibilités politiques. Cette élasticité dans l'auto-définition idéologique de DSA apparaît alors comme essentielle pour maintenir la nature œcuménique, « big tent », de l'organisation, dont les membres peuvent se situer de la social-démocratie aux marxistes et libertaires. L'imprécision du terme permet aux membres de s'unir sous la bannière commune du socialisme démocratique tout en conservant leurs nuances idéologiques individuelles ou factionnelles. Cette flexibilité stratégique est en harmonie avec la structure décentralisée de DSA, qui favorise la diversité des perspectives et approches politiques en son sein. En permettant cette pluralité, DSA peut donc mobiliser un plus grand nombre de membres et faciliter la coopération entre ces derniers. Cette approche décentralisée et inclusive soutient alors le bon fonctionnement de l'organisation mais vise également à refléter les principes démocratiques qu'elle défend.

L'utilisation du terme de « socialisme démocratique » au sein de DSA correspond donc à un double objectif. Elle relie l'organisation aux racines historiques et idéologiques du socialisme états-unien et de son propre co-fondateur, en mettant l'accent sur une éthique socialiste radicalement démocratique et anti-autoritaire. Dans le même temps, l'ambivalence et l'imprécision théorique du terme permet de tenir compte de la diversité des positionnements au sein de DSA, s'alignant sur la structure décentralisée de l'organisation. Cette double fonction de l'identification socialiste démocratique est donc essentielle pour comprendre la manière avec laquelle DSA maintient son unité et sa cohérence interne, tout en embrassant un large éventail de traditions et de perspectives socialistes.

273 Si à l'instar d'Harrington, DSA présente son socialisme démocratique en opposition au « socialisme réel » du 20e siècle, elle le démarque également de ce qui fut à cette époque présenté comme son opposé, la social-démocratie. On lit notamment dans le court texte de présentation du site web de DSA nommé « qu'est-ce que le socialisme démocratique ? » que « notre vision va plus loin que la social-démocratie historique et laisse les visions autoritaires du socialisme dans les poubelles de l'histoire ». DSA USA, *What is Democratic Socialism?*, https://www.dsausa.org/about-us/what-is-democratic-socialism/, (consulté le 6 juin 2024). Notre traduction (*Our vision pushes further than historic social democracy and leaves behind authoritarian visions of socialism in the dustbin of history.*)

7.3. Un concept ambigu

Le concept « d'ambiguïté stratégique », développé pour la première fois par le spécialiste de rhétorique Kenneth Burke[274], puis repris par Eric Eisenberg en sociologie des organisations[275] et désormais dans une plus grande diversité de champs académiques, dont l'économie[276], la sociolinguistique[277], la sociologie critique[278] ou les sciences politiques[279], est ici particulièrement éclairant pour comprendre la position de DSA vis-à-vis de son rapport au concept de « socialisme démocratique », en son sein et auprès du grand public.

En sociologie des organisations, ce concept se définit dans un premier temps comme la construction intentionnelle d'une ambiguïté communicationnelle afin d'accomplir des buts précis dans un contexte intra- ou inter-organisationnel[280]. Cette ambiguïté, qui ne dérive pas de la nature propre du discours utilisé mais d'une ambivalence délibérément construite entre les intentions sémantiques du locuteur et les interprétations possibles des récepteurs[281], ne doit donc pas se comprendre comme un problème au sein des organisations mais comme une stratégie de communication leur étant le plus souvent bénéfique. Parmi ces bénéfices apparaît en premier lieu la création d'un cadre interprétatif large vis-à-vis des buts définis de l'organisation, guidant le comportement de cette dernière tout en permettant une flexibilité dans sa mise en pratique. Ce cadre permet alors d'adapter ces buts au gré des contingences tout en préservant un sentiment de continuité, autant d'un point de vue externe qu'interne à l'organisation. L'ambiguïté stratégique sert de plus comme outil permettant de gérer les conflits et tensions interpersonnelles au sein de l'organisation. En permettant de multiples interprétations vis-à-vis de son discours interne, « officiel », mais aussi de celui des membres individuels, elle permet alors de réduire le potentiel de conflit entre la diversité de

274 Kenneth Burke, *A Grammar of Motives*, Berkeley, University of California Press, 1969.
275 Eric M. Eisenberg, « Ambiguity as strategy in organizational communication », *Communication Monographs*, 1 septembre 1984, vol. 51, n° 3, p. 227-242 ; voir également Eric M. Eisenberg, *Strategic Ambiguities: Essays on Communication, Organization, and Identity*, SAGE Publications., Thousand Oaks, 2007.
276 Par exemple B. Douglas Bernheim et Michael D. Whinston, « Incomplete Contracts and Strategic Ambiguity », *The American Economic Review*, 1998, vol. 88, n° 4, p. 902-932.
277 Monica Heller, *Codeswitching: Anthropological and Sociolinguistic Perspectives*, Berlin, De Gruyter Mouton, 2010.
278 Ralina L. Joseph, *Postracial Resistance: Black Women, Media, and the Uses of Strategic Ambiguity*, New York, NYU Press, 2018.
279 Voir par exemple Enriqueta Aragonès et Zvika Neeman, « Strategic Ambiguity in Electoral Competition », *Journal of Theoretical Politics*, 1 avril 2000, vol. 12, n° 2, p. 183-204 ; Thomas Bräuninger et Nathalie Giger, « Strategic Ambiguity of Party Positions in Multi-Party Competition », *Political Science Research and Methods*, juillet 2018, vol. 6, n° 3, p. 527-548.
280 Eric M. Eisenberg, *Strategic Ambiguities*, p. 5.
281 Amenant l'idée que « l'ambiguïté peut autant provenir d'un langage détaillé et littéral que d'un langage imprécis et figuratif ». Eric M. Eisenberg, « Ambiguity as strategy », p. 234, notre traduction (*ambiguity can be engendered through detailed, literal langage as well as through imprecise, figurative language*.)

ces membres et celle de leurs sensibilités ou intérêts propres. Elle permet de plus aux individus du groupe de « projeter » leurs valeurs et leurs objectifs propres sur des symboles et des discours partagés, renforçant le sentiment de similarité et de coopération au sein de l'organisation[282]. Dans un troisième temps, cette ambiguïté est comprise comme facilitant le développement de liens inter-organisationnels, au travers d'un discours adaptable aux évolutions politiques et environnementales de l'organisation, où la possibilité de nier des interprétations subséquentes joue un rôle crucial. Enfin, l'ambiguïté stratégique promeut ce qu'Einsenberg définit comme la « diversité unifiée » des organisations[283]. Remarquant les avantages, pour la majorité de ces dernières, à ne pas régler la question de leur diversité d'objectifs et de formes d'action par le consensus mais plutôt par la mise en place de la possibilité de leur coexistence[284], l'ambiguïté stratégique apparaît alors comme essentielle à une telle situation en permettant à une diversité d'interprétations de coopérer au sein d'une même organisation. L'ambiguïté communicationnelle, utilisée stratégiquement pour permettre des accords symboliques sur des éléments discursifs abstraits, apparaît alors comme une « nécessité politique »[285] permettant à plusieurs groupes opposés dans leurs interprétations « réelles » de projeter ces dernières sur un même symbole dans une organisation unifiée. Ces différentes fonctions sont finalement liées à la nature du discours en question au sein de l'organisation. Ainsi, l'utilisation stratégique de l'ambiguïté dans le cadre d'une communication externe et informelle aidera au développement de liens inter-organisationnels, quand elle aidera à la flexibilité dans l'implémentation des buts organisationnels dans un cadre de communication externe formelle. Elle facilitera le développement de relations interpersonnelles dans un cadre de communication interne informelle et promouvra une « diversité unifiée » dans un cadre de communication interne formelle.

Cette pratique, propre aux contextes de communication organisationnelle, peut donc être retrouvée dans la majorité des organisations, qu'elles soient de nature politique ou non. Les *Democratic Socialists of America* n'y font pas exception, et il serait alors possible de repérer certains de ses usages dans la diversité de ses contextes de communications, qu'ils soient internes ou externes, formels ou informels. Dans le cas qui nous intéresse ici, à savoir l'utilisation ambigu de la notion de « socialisme démocratique » et de ses connotations historiques, intellectuelles et militantes pour

282 Eric M. Eisenberg, *Strategic Ambiguities,* p. 11-12, notre traduction (*projection*).
283 Eric M. Eisenberg, « Ambiguity as strategy », p. 234-7, notre traduction (*unified diversity*).
284 « À rebours des arguments traditionnels, le 'problème' des buts divergents n'est pas toujours le mieux résolu au travers du consensus (par socialisation ou accomodation) mais bien par le développement de stratégies qui préservent et organisent ces différences … Quand les buts organisationnels sont déclarés concrètement, ils sont souvent fortement inefficaces ». Eric M. Eisenberg, « Ambiguity as strategy », p. 235, notre traduction (*Contrary to traditional arguments, the "problem" of divergent goals is not always best resolved through consensus (through socialization or accommodation) but instead through the development of strategies which preserve and manage these differences … When organizational goals are stated concretely, they are often strikingly ineffective.*)
285 Eric M. Eisenberg, « Ambiguity as strategy », p. 235, notre traduction (*political necessity).*

maintenir la cohésion politique et organisationnelle d'une organisation socialiste multi-tendancielle et décentralisée, il s'agit donc d'analyser la manière avec laquelle le concept d'ambiguïté stratégique peut être mobilisé pour comprendre les ressorts d'un tel usage au sein des communications formelles, internes et externes de l'organisation. Suivant la codification proposée par Eisenberg[286], nous nous proposons ici d'analyser deux types de communications majeurs au sein de DSA, ciblant à la fois les membres de l'organisation dans des communications formelles internes et ciblant des personnes extérieures dans des communications formelles externes. L'objet de notre recherche ayant trait à l'auto-définition politique et idéologique de l'organisation, nous avons choisi dans le premier cas les délibérés des conventions nationales de 2019 et 2021, sur des sujets que nous avons pu déjà analyser comme essentiels à une telle auto-définition : la question du Parti démocrate et la stratégie syndicale de DSA. Pour cette même raison, nous avons choisi d'analyser dans le second cas deux documents ouvertement destinés à introduire le socialisme démocratique chez de potentiels nouveaux membres, à savoir la page introductive du site web de DSA et le document *Resistance Rising*, que nous avons eu plusieurs fois l'occasion de citer.

. Quelles ambiguïtés stratégiques chez DSA ? Les communications externes

Concernant les communications externes de DSA, on peut lire dans ces deux derniers textes :

> Extrait 1 : Le capitalisme est un système conçu par la classe possédante pour exploiter le reste d'entre nous à son profit. Nous devons le remplacer par le socialisme démocratique, un système dans lequel les gens ordinaires ont une véritable voix sur leur lieu de travail, dans leur quartier et dans la société. Nous pensons qu'il existe de nombreuses voies qui alimentent le chemin démocratique vers le socialisme. Notre vision va plus loin que la social-démocratie historique et laisse les visions autoritaires du socialisme dans les poubelles de l'histoire. Nous voulons une démocratie qui crée un espace pour que nous puissions tous nous épanouir, et pas seulement survivre, et qui réponde aux questions fondamentales de nos vies avec l'apport de tous. Nous voulons posséder collectivement les principaux moteurs économiques qui dominent nos vies, tels que la production d'énergie et les transports. Nous voulons que le prolétariat multiracial soit uni en solidarité au lieu d'être divisée par la peur. Nous voulons gagner des réformes "radicales" comme *Medicare for All*, le définancement de la police et le refinancement des communautés, le *Green New Deal*, et d'autres encore, en guise de transition vers une vie plus libre et plus juste[287].

286 Par rapport aux « communications formelles internes, la recherche devrait se concentrer sur la manière avec laquelle l'ambiguïté promeut de la diversité unifiée et maintient des positions privilégiées », quant aux « communications formelles externes, la recherche devrait se concentrer sur la préservation de possibilités [d'action] future et la possibilité de nier [l'interprétation] de déclarations formelles à des audiences externes ». Eric M. Eisenberg, « Ambiguity as strategy », p. 243-45, notre traduction (I*n Cell 1, formal internal communication, the research focus should be on how ambiguity promotes unified diversity and maintains privileged positions … In Cell 3, formal external communication, the research focus should be on the preservation of future options and the deniability of formal statements to external audiences*)

287 DSA USA, *What is Democratic Socialism?*, https://www.dsausa.org/about-us/what-is-democratic-socialism/, (consulté le 6 juin 2024). Notre traduction (*Capitalism is a system designed by the owning class to exploit the rest of us for their own profit. We must replace it with democratic socialism, a system where ordinary people have a real voice in our workplaces, neighborhoods, and society. We believe there are many avenues that feed into the democratic road to socialism. Our vision pushes further than historic social democracy and leaves behind authoritarian visions of socialism in the dustbin of history. We want a democracy that creates space for us all to flourish not just survive and answers the fundamental questions of our lives with the input of all. We want to collectively own the key economic drivers that*

> Extrait 2 : Notre vision du socialisme démocratique est nécessairement partielle et spéculative, et ne se veut en aucun cas un modèle de société socialiste démocratique. Au contraire, les contours spécifiques à l'avenir auquel nous aspirons seront démocratiquement déterminés non pas par nous, mais plutôt par ceux qui y vivront. En outre, les membres de DSA seront - et devraient être - en désaccord sur des aspects spécifiques de cette vision. Néanmoins, nous présentons cette vision, en partie pour dissiper les idées fausses que les gens peuvent avoir sur la façon dont notre vision du socialisme diffère des modèles ratés du passé, en partie pour susciter la passion et l'imagination des membres potentiels de DSA qui se demandent ce qui sépare notre vision de celles des *liberals* et des progressistes, et en partie pour aider à élargir les termes de notre discours politique national face à la logique souvent écrasante du "il n'y a pas d'autre alternative". L'histoire a montré à maintes reprises que les sociétés n'atteignent pas leur plein potentiel d'émancipation humaine si des pionniers radicaux ne travaillent pas sans relâche pour tirer le discours politique dominant vers la gauche et élargir ainsi la "politique du possible".[288].

Au-delà du caractère nécessairement abstrait de tels types de textes, qui visent à introduire un public le plus large possible à une philosophie politique relativement marginale aux États-Unis, on observe un certain nombre de mécanismes de formation d'ambiguïté dans ces textes. Avant tout, il convient de remarquer l'utilisation désormais convenue du terme de socialisme démocratique comme outil de distanciation vis-à-vis des connotations autoritaires des termes de « socialisme » ou de « communisme » aux États-Unis. Que ces textes fassent mention de « poubelles de l'histoire » ou de « modèles ratés du passé », le suffixe « démocratique » de DSA est utilisé cette fois dans un cadre de désambiguïsation, tout aussi stratégique. C'est pourtant précisément la nature démocratique de ce socialisme qui permet dans le même temps de mettre en œuvre certaines ambiguïtés vis-à-vis du projet politique de l'organisation.

L'extrait 1, issu du site web de DSA, ouvre à la polysémie certaines dimensions essentielles de son plaidoyer et notamment la question du « comment » du projet socialiste. Ainsi, et dans une phrase essentielle pour l'économie générale du texte, la mise en avant de l'existence de « nombreuses voies » pouvant mener au « chemin démocratique vers le socialisme » permet d'éluder la question centrale de l'approche devant légitimement remplacer celles de la social-démocratie et du centralisme démocratique, toutes deux rejetées dans la phrase suivante. Si l'idéal démocratique, accompagné de ses « nombreuses voies » et de « l'apport de tous », est donc utilisé pour produire de

dominate our lives, such as energy production and transportation. We want the multiracial working class united in solidarity instead of divided by fear. We want to win "radical" reforms like single-payer Medicare for All, defunding the police/refunding communities, the Green New Deal, and more as a transition to a freer, more just life.)

288 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising,* notre traduction (*Our vision of democratic socialism is necessarily partial and speculative, and is in no way intended to be a blueprint for a democratic socialist society. To the contrary, the specific contours of the future to which we aspire will be democratically determined not by us, but rather by those who live it. Further, DSA members will — and should — disagree on specific aspects of this vision. Nonetheless, we put forth such a vision, in part to put to rest misconceptions people may have about how our vision of socialism differs from failed models of the past, in part to spark the passion and imagination of potential DSA members wondering what separates our vision from those of liberals and progressives and in part to help expand the terms of our national political discourse in the face of the often overwhelming logic of "there is no alternative." History has shown time and again that societies fall short of their full potential for human emancipation without radical trailblazers working ceaselessly to pull mainstream political discourse to the Left and thereby expand the "politics of the possible."*)

l'ambiguïté stratégique dans ce court texte, c'est *Resistance Rising* qui appuie le plus profondément sur cet aspect dans notre extrait. Les détails de la nature même d'une société socialiste démocratique y sont en effet entièrement absents, différés dans l'attente de la délibération démocratique de ses futurs participants. De ce fait, et de l'aveu même des auteurs, leur « vision du socialisme démocratique est nécessairement partielle et spéculative » et les membres de de leurs propre organisation (étant sur ce point une organisation de type préfiguratrice[289]) ne pourront être entièrement en accord sur les « aspects spécifiques de cette vision ». L'idéal démocratique, s'il est bien sûr exprimé avec sincérité par ces différents auteurs, et si ces considérations sont loin d'être abusives dans le cadre d'une philosophie politique de la démocratie radicale, sert ici comme outil de création d'ambiguïté stratégique. Celle-ci permet à DSA d'éluder, dans ces textes introductifs, des questions à la fois complexes, clivantes, mais également pas toujours résolues par les instances elles-mêmes démocratiques de l'organisation (voir chapitre précédent). Enfin, l'ambiguïté stratégique s'exprime dans ces deux extraits de manière plus classique, et suivant les exemples désignés par Eisenberg, par le caractère vague et imprécis des buts organisationnels énoncés. Ces derniers sont en effet exprimés de manière particulièrement abstraite : l'acquisition d'une « véritable voix » pour les individus, « dans [leur] lieu[x] de travail, [leur] quartier[s] et la société » et la mise en place d'une « démocratie qui crée un espace pour que nous puissions tous nous épanouir … qui réponde aux questions fondamentales de nos vies » constituent par exemple les objectifs énoncés par DSA sur sa page web, aux côtés d'autres buts plus concrets et univoques comme la réforme de l'assurance-santé *Medicare for All*. De son côté, l'extrait de *Resistance Rising* énonce moins de buts organisationnels larges et abstraits. Il fait cependant bien allusion à la réalisation du « plein potentiel d'émancipation humaine » liée, dans une référence harringtonienne tout aussi polysémique, à l'objectif de « tirer le discours politique dominant vers la gauche et [d']élargir ainsi la "politique du possible" ».

On voit donc de quelle manière le concept d'ambiguïté stratégique peut être illustré par ces deux courts extraits, se rapportant à la communication externe formelle de l'identification politique de DSA. Si le suffixe du socialisme démocratique permet comme par le passé une forme de désambiguïsation de son projet vis-à-vis des connotations héritées de la guerre froide, cette même emphase « démocratique » permet de créer une forme d'ambiguïté, en ajournant les détails politiques et idéologiques de son projet, et s'accompagne d'une forte polysémie des buts organisationnels, énoncés de manière particulièrement abstraite. Ces ambiguïtés permettent à l'organisation d'éluder

289 Une organisation politique est préfiguratrice quand elle cherche à accorder ses moyens et ses fins, c'est-à-dire quand elle adapter ses pratiques de manière à représenter le modèle de société recherché. Voir Simone Schiller-Merkens, « Prefiguring an alternative economy: Understanding prefigurative organizing and its struggles », *Organization*, 1 avril 2024, vol. 31, n^{o} 3, p. 458-476.

les débats théoriques polarisants qui émaillent parfois les milieux de gauche radicale, et donc de fédérer un large éventail de militants potentiels. Plus profondément, elles apportent une importante adaptabilité dans la mise en œuvre de ses buts organisationnels, définis ici abstraitement, ainsi que la possibilité de nier certaines de leurs interprétations dans un contexte politique états-unien toujours relativement hostile à l'idée même de socialisme.

Nous pouvons donc voir dans ces textes, liés à l'auto-définition idéologique de l'organisation, comment une telle ambiguïté peut être construite par des effets de report ou d'ajournement, eux-mêmes liés à la dimension démocratique du socialisme de DSA. Dans *Resistance Rising*, ces effets sont également produits dans la partie du texte ayant trait à la stratégie politique, s'appuyant sur la nature de la lutte socialiste et l'ambition des buts organisationnels de DSA. On peut en effet lire dans le paragraphe intitulé « Our Strategy » :

> Compte tenu de l'ampleur et de la portée des défis auxquels nous sommes confrontés, ainsi que de la nature démocratique et décentralisée de notre organisation, il n'existe pas de solution stratégique miracle, ni de campagne unique et globale à laquelle nous pourrions consacrer toutes nos ressources organisationnelles. Au contraire, notre stratégie - basée sur l'analyse précédente des conditions politiques et économiques actuelles - consiste à lutter sur un certain nombre de fronts interconnectés à court terme, à tirer parti des gains réalisés dans ces luttes pour obtenir des changements plus structurels et plus offensifs à moyen terme et, en fin de compte, à utiliser la force d'un parti socialiste de masse ou d'une coalition de partis de gauche et progressistes pour gagner le pouvoir politique et entamer le processus de transformation socialiste[290].

En début de paragraphe, « la nature démocratique et décentralisée » de DSA permet à nouveau d'éluder l'énonciation d'une stratégie unique et univoque, qui aurait pour effet de fortement restreindre les possibilités d'actions futures de l'organisation, mais aussi d'aliéner une partie de ses futurs membres potentiels. Le caractère spéculatif du reste du paragraphe justifie à son tour l'utilisation d'un langage relativement vague et imprécis (« un certain nombre de fronts », « des gains réalisés dans ces luttes », « des changements plus structurels et offensifs »). Surtout, il justifie l'ajournement de la mise en place d'une stratégie concrète et définie pour les moyen- et long-termes, différée dans l'attente de tels gains et de l'existence d'un « parti socialiste de masse » ou d'une « coalition de partis de gauche » pouvant remporter des élections majeures. Si un tel attentisme n'est évidemment pas nouveau dans la théorie socialiste ou radicale en général, on voit cependant ici comment il peut être utilisé stratégiquement pour produire de l'ambiguïté et différer l'énonciation de précisions

290 Democratic Socialists of America (DSA), *Resistance Rising,* notre traduction (*Given the magnitude and scope of the challenges we face, as well as the democratic and decentralized nature of our organization , there is no strategic silver bullet, or single, all-encompassing campaign to which we can devote all of our organizational resources. Rather, our strategy — based on the preceding analysis of current political and economic conditions — consists of fighting on a number of interconnected fronts in the short-term, leveraging gains made in these struggles into more structural, offensively-oriented changes in the medium-term and ultimately employing the strength of a mass socialist party or coalition of leftist and progressive parties to win political power and begin the process of socialist transformation*.)

éventuellement dommageables dans un cadre de communication organisationnelle externe. Cette production d'ambiguïté stratégique par attentisme est cependant la plus forte dans les communications formelles internes de DSA, où comme nous allons le voir, elle permet à l'organisation de maintenir une diversité unifiée en son sein, notamment en amortissant les tensions politiques liées aux luttes inter-caucus.

. Quelles ambiguïtés stratégiques chez DSA ? Les communications internes

Si les communications internes de DSA n'ont que très peu à voir avec son auto-définition politique en général et les contours du socialisme démocratique en particulier, il est cependant possible d'inférer de telles définitions au travers de documents explicitant indirectement le contenu du socialisme démocratique de l'organisation. Le programme officiel voté en 2021, que nous avons déjà eu l'occasion de citer (chapitre 2, partie 2.4), est un exemple important de ces documents. Il nous semble cependant plus pertinent ici d'analyser, sur deux sujets politiques essentiels au socialisme de DSA, l'évolution de délibérés précis issus des conventions nationales de 2019 et 2021. Nous avons eu en effet l'occasion plus haut (chapitre 6, parties 6.2, 6.3) de montrer de quelles manières la question de la stratégie syndicale (au travers des enjeux associés à la *rank-and-file strategy*) et surtout la question du rapport au Parti démocrate sont essentielles aux débats de caucus dans l'organisation et donc, en tant que telles, à l'auto-définition politique de DSA. Dans l'évolution de ces résolutions, on s'aperçoit alors d'une production croissante d'ambiguïté par l'ajournement indéfini de toute action concrète pouvant être de nature à préciser la direction idéologique de l'organisation, ainsi que par l'emploi d'un langage prudent, ouvert à la polysémie sur des points essentiels aux questions considérées.

Sur la question de la stratégie syndicale, la résolution #32 de la convention de 2019 structurait ses objectifs bisannuels de la manière suivante :

> Est résolu que la DSLC [*Democratic Socialist Labor Commission*, le groupe de travail national sur les questions syndicales] se concentrera sur la poursuite de la *rank-and-file strategy* ... la DSLC continuera à créer du matériel éducatif généraliste pour DSA ... la DSLC créera du contenu expliquant la *rank-and-file strategy* et la manière dont nos membres peuvent y prendre part ... la DSLC créera un bureau de représentants pour former les membres de DSA ... la DSLC créera des comités ou des groupes de discussion sur la base des emplois des membres ... l'organisation nationale aidera la DSLC à cartographier les emplois de nos membres... la DSLC encouragera les sections à soutenir les grèves et produira une brochure de bonnes pratiques en la matière ... la DSLC s'appuiera sur les formations d'*organizing* de *Labor Notes* ... la DSLC aidera les sections à créer des programmes d'emploi où les membres sont encadrés et soutenus ... DSA augmentera les ressources disponibles pour la DSLC[291].

291 DSA USA, 2019 Resolution, p. 62-64, notre traduction (*be it resolved that the DSLC will focus on pursuing the rank and file strategy … the DSLC will continue to create general educational materials for DSA … the DSLC will create materials explaining the rank and file strategy and how members can participate … the DSLC will create a Speakers Bureau to educate DSA members … The DSLC will create committees or discussion groups based on people's jobs*

On voit ici de quelle manière la convention de 2019 a souhaité identifier avec précision la stratégie syndicale de l'organisation (la *rank-and-file strategy*, une approche identifiable et isolable au sein des tendances existantes dans DSA). De plus, elle a dans les décisions suivantes exprimé un certain nombre de courtes directives, toutes assignées à une finalité concrète, elle-même liée à une série d'actions précisément identifiables et délimitables dans le temps (« créer du matériel éducatif », « créer des comités ou des groupes de discussion », « augmenter les ressources disponibles pour la DSLC »…) La structure de la résolution #5 de la convention de 2021, que nous raccourcissons ici pour des raisons de place et de clarté, s'organise quant à elle de la manière suivante :

> Cette convention s'engage à nouveau à faire du travail et de la DSLC une priorité absolue pour DSA ... Cette convention réaffirme et consacre à nouveau DSA à la campagne "Workers and the World, Unite ! Pass the PRO Act ! "... demande à la DSLC de travailler avec le personnel national et les groupes syndicaux des sections pour soutenir les efforts d'organizing d'*Amazon*, y compris le soutien aux campagnes d'*organizing* existantes via divers syndicats et réseaux ... réaffirme notre engagement à renforcer les organismes comme la DSLC et les formations syndicales locales de DSA pour développer notre capacité à nous engager efficacement dans le travail syndical, et encourage la DSLC et les groupes syndicaux des sections à s'associer avec de nouveaux syndicats pour des projets d'organizing lorsqu'il est stratégique et approprié de le faire ... affirme le travail actuel de la DSLC visant à créer des réseaux industriels, syndicaux et sectoriels, et demande instamment à la DSLC de continuer à développer davantage ces réseaux, qui devraient soutenir les pipelines d'emplois là où ils le jugent stratégique, et de soutenir vigoureusement notre réseau syndical régional du Sud pour développer des campagnes stratégiques ... La DSLC est mandatée pour mettre en place des réunions de membres régulières et délibératives, ouvertes à tous les membres de la DSLC ... demande à DSA de créer un nouveau poste d'organizer à temps plein pour soutenir la DSLC dans son travail actuel et pour mettre en œuvre les sections "Résolues" de la présente résolution[292].

À un niveau très formel, il convient avant tout de remarquer la différence de nature entre la majorité des verbes utilisés dans ces deux ensembles de résolutions. Si les résolutions de 2019 sont amorcées principalement par des verbes décrivant des actions concrètes, qui produisent des changements physiques dans le monde extérieur (« créer », « produire », « augmenter »), celles de 2021 sont majoritairement constituées de verbes déclaratifs, qui décrivent des actions liées à l'expression ou la trans-

---

… the national organization will help the DSLC with labor mapping … the DSLC will encourage chapters to support strikes and will produce a pamphlet about best practices for doing so … the DSLC will make use of Labor Notes' organizing training … the DSLC will help chapters create Jobs Programs where members are mentored and supported … DSA will increase the resources available for the DSLC.)

292 DSA USA, 2021 Resolution, [en ligne], notre traduction (*This convention recommits to making labor and the DSLC a top priority for DSA … This convention reaffirms and rededicates DSA to the "Workers and the World, Unite! Pass the PRO Act!" campaign … asks the DSLC to work with national staff and chapter labor groups to support efforts to organize Amazon, including support for existing organizing drives by various unions and networks … reaffirms our commitment to strengthening bodies such as the DSLC and local DSA labor formations to build our capacity to engage effectively in labor work, and encourages the DSLC and chapter labor groups to partner with unions for new organizing projects when it is strategic and appropriate to do so … affirms the existing work by the DSLC to create industry, union, and sector networks, and urges the DSLC to continue to develop more of these networks, which should support job pipelines where they deem it strategic, and to robustly support our Southern regional labor network to develop strategic campaigns … The DSLC is mandated to conduct regularly scheduled and deliberative membership meetings open to any and all DSLC members … requires DSA to create a new, full-time organizer position to support the DSLC in its existing work and to implement the "Resolved" sections of this resolution*.)

mission de pensées, d'intentions, ou de paroles (« affirmer », « soutenir », « demander »). Les verbes d'action, dont le résultat peut être observé directement à travers ses effets sur des objets ou des situations, s'opposent ici aux verbes de communication, de nature à influencer des relations, des opinions, ou des décisions mais dont l'effet est plus abstrait. Le caractère abstrait des objectifs bis-annuels déterminés en 2021 nous apparaît en effet marquer une différence importante avec ceux de 2019 : la longueur textuelle des directives, qui accompagne des finalités relativement imprécises (par exemple le « développement » d'une « capacité à nous engager efficacement dans le travail syndical », le « soutien », dont les contours ne sont pas définis, à « des campagnes d'*organizing* » existantes ou non, « l'affirmation » d'un travail visant à développer des « réseaux industriels », sans préciser les étapes d'un tel développement) et donc assez peu assignables à une série d'actions identifiables dans le temps. Enfin, l'emploi d'un langage prudent, qui ajourne un certain nombre d'actions en les conditionnant à des conditions extérieures, voire à la bonne volonté des acteurs (« lorsqu'il est stratégique et approprié de le faire », « là où ils le jugent stratégique », « demande à ») s'ajoute à ces éléments pour produire une série de résolutions à l'ambiguïté bien plus marquée que lors de la convention précédente. D'explicites, les références à la *rank-and-file strategy* sont également devenues implicites. L'extrait de la résolution pouvant faire référence le plus directement à cette stratégie est alors énoncé ainsi :

> Cette convention affirme que DSA soutient les efforts organisés des travailleurs de la base [*rank-and-file workers*], à l'intérieur et à l'extérieur de DSA, pour transformer leurs syndicats en véhicules militants et démocratiques de et pour les classes populaires multiraciales, sur les lieux de travail, dans les communautés et dans l'arène politique. Les socialistes syndiqués devraient aspirer à devenir des activistes et éventuellement des leaders sur les lieux de travail, y compris par de l'*organizing* à la base, la négociation avec la direction, l'application des contrats et, lorsque cela est possible, la contestation de la direction officielle. En outre, DSA soutient ses membres dans la construction du pouvoir des travailleurs [*building worker power*], en prenant des initiatives visant à politiser le lieu de travail au-delà des questions directement matérielles et en liant les demandes des travailleurs aux demandes et aux campagnes de la communauté entière, tout en construisant des possibilités de solidarité expérimentale[293].

Si la référence à la *rank-and-file strategy* est ici implicite (tout comme celle, dans la dernière phrase, au syndicalisme du « bien commun », *Bargaining for the Common Good*[294]), on voit également comme les moyens à mettre en œuvre dans le cadre de cette stratégie sont particulièrement

293 DSA USA, 2021 Resolution, [en ligne], notre traduction (*This convention affirms that DSA supports the organized efforts of rank-and-file workers, inside and outside of DSA, to transform their unions into militant and democratic vehicles of and for the multiracial working class at work, in the community, and in the political arena. Socialists in unions should aspire to become activists and eventually leaders in the workplace, including through shop floor organizing, bargaining, contract enforcement and, when possible, contesting for formal leadership. Additionally, DSA supports our members in building worker power on the job by taking initiative to politicize the workplace by going beyond bread-and-butter issues and tying workplace demands to whole community demands and campaigns and building possibilities for experiential solidarity.*)

294 Voir par exemple Joseph A. McCartin, « Bargaining for the Common Good », *Dissent*, 2016, vol. 63, n° 2, p. 128-135.

abstraits et se limitent, dans la première partie de l'extrait, à un simple souhait (« DSA soutient les efforts », « les socialistes syndiqués devraient »…) À nouveau, un langage prudent émaille ces recommandations (« devraient », « éventuellement ») et les finalités énoncées en termes abstraits (« la construction du pouvoir des travailleurs »…) Par l'imprécision des détails programmatiques pouvant aider à situer le projet de DSA dans un ensemble idéologique précis, l'ensemble de ces caractéristiques contribuent donc à énoncer un socialisme relativement polysémique.

Concernant la stratégie électorale de DSA, un schéma similaire s'est appliqué entre les conventions 2019 et 2021. Dans un extrait des résolutions de 2019 (la résolution #31), déjà cité plus haut (partie 6.3), il était possible de lire :

> DSA s'engage à construire une organisation politique indépendante du Parti démocrate et de ses donateurs capitalistes. Notre objectif immédiat est de créer un programme de « pipeline de candidats » pour les membres qualifiés de DSA et de potentiels candidats de lutte de classes. Un tel « pipeline de candidats » nécessitera que le personnel au niveau national alloue du temps à la mise en place du programme. À plus long terme, notre objectif est de former un parti de classe indépendant, mais pour l'instant, cela n'exclut pas que des candidats soutenus par DSA se présentent tactiquement sur les scrutins du Parti démocrate[295].

Ici, le langage utilisé rassemble un certains nombre de caractéristiques ambigus développées plus haut : la référence seulement implicite à une stratégie connue du milieu socialiste (le *dirty break*), l'ajournement des actions et détails politiques concrets à un « long terme » indéfini ou l'emploi d'un verbe déclaratif (« s'engage »). Malgré son imprécision textuelle, ce paragraphe a cependant été l'occasion pour DSA d'adopter « officiellement » la stratégie du *dirty break*, en prenant une position relativement claire sur les débats liés au Parti démocrate, évoqués dans le chapitre précédent. Il fait de plus suite à un paragraphe mettant en place un certain nombre de critères idéologiques détaillés et exhaustifs conditionnant les soutiens électoraux de l'organisation au niveau national[296], et précède une résolution (#48) délimitant également une série de conditions précises pour le soutien d'un candidat sur une ligne démocrate, cette fois aux niveaux locaux[297]. La résolution #8 de la convention de 2021, que nous ne citerons que partiellement, à nouveau pour des raisons d'espace et de clarté, délimite les orientations de DSA vis-à-vis du Parti démocrate comme suit :

> DSA et ses sections locales s'engagent dans le projet de construction d'un parti prolétaire : une organisation politique démocratique de masse capable de conquérir le pouvoir étatique via une

295 DSA USA, 2019 Resolutions, p. 60-61. Notre traduction (*DSA is committed to building a political organization independent of the Democratic Party and their capitalist donors. Our immediate goal is to create a "candidate pipeline" program for qualified DSA members and potential class-struggle candidates. Such a candidate pipeline will require the allocation of national staff time to build out the program. In the longer term, our goal is to form an independent working-class party, but for now this does not rule out DSA-endorsed candidates running tactically on the Democratic Party ballot line.*)
296 DSA USA, 2019 Resolutions, p. 60-61.
297 DSA USA, 2019 Resolutions, p. 92-94.

> stratégie de transformation sociale ; et ... DSA poursuivra son approche réussie de contestation tactique des élections partisanes sur la ligne de vote démocrate tout en construisant un pouvoir indépendant de l'appareil du Parti démocrate ; et ... DSA s'engage à développer des organisations au niveau des États et à s'orienter vers la présentation de candidats aux législatures des État ... Les sections de DSA s'engagent à construire l'organisation et les compétences nécessaires pour recruter des candidats et gagner des campagnes par le biais d'une sensibilisation de masse menée par les membres et à construire des groupes de travail ou des comités électoraux au niveau du chapitre qui persistent au-delà d'une campagne particulière ou d'un cycle d'élection[298].

Du point de vue des débats internes à DSA, cette résolution marque la transition de la position officielle de l'organisation de la stratégie du *dirty break* vers celle du parti de substitution. Si nous poursuivrons l'analyse du contexte et des caractéristiques politiques d'une telle transition dans le chapitre suivant, il convient cependant de noter ici que, alors que la ligne du *dirty break* était déjà fortement porteuse d'ambiguïté stratégique (avant tout par l'attentisme marqué qui la caractérise, permettant le report des détails politiques et organisationnels), celle du parti de substitution développe ces caractéristiques, en ajoutant à un tel attentisme une forte imprécision du point de vue des formes organisationnelles recherchées (voir plus haut, chapitre 6.3). Au niveau textuel, cet extrait rassemble à son tour les caractéristiques développées plus haut : l'ajournement des détails politiques et organisationnels, le caractère abstrait des buts organisationnels et des moyens mis en œuvre (« une stratégie de transformation sociale », « en construisant un pouvoir indépendant »…), ainsi que l'emploi de verbes déclaratifs (« s'engage »). L'extrait cité est de plus suivi par une série de déclarations de principes larges et polysémiques, peu définis dans leur application concrète, censés encadrer la politique électorale de l'organisation au sens large : DSA « s'engage » alors par exemple à « vaincre l'aile droite du capital, réactionnaire et anti-démocratique, représentée par le Parti républicain », à « construire une base prolétaire multi-raciale » ou à « faire élire des socialistes qui agiront comme des *organizers* dans leur fonction »[299]. Finalement, et tout comme pour la résolution #5 de 2021, l'unique décision dont l'action pourra être observée ou mesurée directement et « matériellement » sera la dernière de la liste, et aura trait aux ressources humaines : « DSA s'engage à consacrer le temps de deux organisateurs à temps plein au sein du personnel national … au cours des

298 DSA USA, 2021 Resolution, [en ligne], notre traduction (*DSA and its local chapters commit to the project of building a working-class party: a mass democratic political organization capable of taking state power with a strategy for social transformation; and … DSA will continue its successful approach of tactically contesting partisan elections on the Democratic ballot line while building power independent of the Democratic party apparatus; and … DSA commits to developing state-level organizations and orienting toward running candidates for state legislatures … DSA chapters commit to building the organization and skills necessary to recruit candidates and win campaigns through member-led mass outreach and to build chapter-level electoral working groups or committees that persist beyond a particular campaign or election cycle.*)

299 DSA USA, 2021 Resolution, [en ligne], notre traduction (*DSA commits to defeating the reactionary, anti-democratic right wing of capital represented in the Republican Party … DSA commits to building a multi-racial working-class base … DSA commits to electing socialists who will act as organizers in office*).

deux prochaines années pour construire l'infrastructure électorale socialiste indépendante de DSA au niveau national et dans autant de sections que possible. »

Nous reviendrons dans le chapitre suivant (principalement sur la question du rapport au Parti démocrate) sur les conflits idéologiques internes à l'organisation, représentés par les luttes inter-caucus et culminant lors des conventions nationales bisannuelles. Les évolutions politiques de la période 2019 à 2021 représentées par les extraits cités sont donc ici moins importantes pour notre propos que l'emploi en lui-même d'une série de marqueurs d'ambiguïté stratégique, visant à atténuer les effets de ces évolutions. Le *dirty break* ou la *rank-and-file strategy* ont tous deux été initialement proposés par les caucus *Momentum*/*Bread & Roses*, dont l'objectif était alors de « centraliser » organisationnellement (et, de fait, politiquement) l'organisation. Cette entreprise de centralisation, dont l'un des effets aurait pu être celui d'une « précision » idéologique, a finalement été tempérée par l'évolution des rapports de forces politiques au sein de DSA, et notamment de son NPC. La convention de 2021 fut marquée à la fois par une poussée « centriste » au NPC (par l'arrivée du *Green New Deal Slate*, le maintien de SMC et la baisse de radicalité des propositions de B&R) ainsi que par l'arrivée d'un certain nombre de nouveaux caucus, minoritaires, « de gauche » (*Red Star, Renewal, Emerge*)[300]. L'utilisation de mécanismes d'ambiguïté stratégique analysée dans cette section a alors pour effet d'atténuer la perception de cette évolution, correspondant à l'abandon partiel ou à la « mise en pause » des stratégies de rupture vis-à-vis du Parti démocrate et de la *rank-and-file strategy* (mise ici, du point de vue de la stratégie de l'organisation, en égalité formelle avec le syndicalisme BCG). À nouveau, l'ambiguïté stratégique a permis de maintenir une « diversité unifiée » au sein de DSA lors de cette période, permettant de modérer la portée des luttes inter-caucus dans l'auto-définition politique de l'organisation, tout en empêchant des entreprises de précision idéologique pouvant mettre à mal cette unité.

. <u>Un signifiant ouvert dans une organisation décentralisée</u>

Nous avons vu dans les pages précédentes de quelle manière une forme d'ambiguïté stratégique était mise en œuvre au sein de DSA, autant d'un point de vue externe qu'interne, vis-à-vis de son auto-définition politique. En plus des fonctions codifiées par Einsenberg, la relative imprécision de l'énonciation du projet socialiste démocratique, dans ses détails, donne à DSA la possibilité d'inclure un large éventail de militants potentiels et de maintenir sa « big tent » en limitant considérablement les conflits politiques ouverts ou les éventuelles scissions, usuelles dans l'histoire du mouvement socialiste. Notre exposé des ambiguïtés stratégiques au sein de DSA ouvre cependant un problème théorique relatif à l'application stricte du concept d'Einsenberg. Dans notre exposé, nous

300 Voir plus haut, tableau 7 ; voir plus bas, chapitre 8, partie 8.2.

ne postulons en effet pas d'intentionnalité précise du point de vue des auteurs de ces textes, et ne pouvons vérifier si ces derniers ont consciemment souhaité mettre en œuvre de telles stratégies. Si l'intentionnalité est une caractéristique majeure du concept dégagé en sociologie des organisations[301], nous ne l'avons donc pas prise en compte au cours de cette analyse et la jugeons finalement peu pertinente dans le cadre de la présente argumentation.

Parallèlement, il est possible de s'interroger sur le caractère éventuellement inhérent de l'ambiguïté dans le concept même de socialisme démocratique. Dans un premier temps, et comme nous avons pu le mentionner au début de ce chapitre, le terme de socialisme démocratique est apparu après la révolution russe de 1917, où l'ajout du suffixe « démocratique » a été utilisé comme outil de distanciation vis-à-vis de l'URSS d'abord, et de la majorité des socialismes autoritaires lors de la période de la guerre froide. En tant que tel, le socialisme démocratique s'est moins développé comme une philosophie politique cohérente et exhaustive que comme un concept « fonctionnel », agissant avant tout comme acte de langage ou comme énoncé performatif[302]. Si le débat public états-unien a évolué depuis la période de la guerre froide, nous avons cependant pu voir de quelle manière les militants de DSA se félicitent de son emploi, qui leur facilite une évolution dans un contexte politique états-unien marqué par une méfiance certaine envers le socialisme. Le concept de socialisme démocratique peut alors être compris comme un marqueur idéologique intrinsèquement ambigu. En tant qu'énoncé performatif, il n'a pas pour fonction de décrire le monde mais bien d'accomplir une action[303]. Son contenu théorique est alors secondaire à l'exercice d'une telle fonction et peut s'accommoder d'un certain nombre d'imprécisions qui contribuent à son ambiguïté. Dans un second temps, et comme nous avons pu le montrer dans la première moitié de ce chapitre, il est bien possible d'isoler certaines caractéristiques idéologiques propres au socialisme démocratique états-unien. De ces caractéristiques, la dimension de « démocratie radicale » de son projet contribue cependant à la construction de telles ambiguïtés. Cette dimension est liée à ce qu'il est possible d'appeler ici un « attentisme démocratique », ayant pour conséquence un ajournement radical de la réflexion portant sur les contours précis d'une société socialiste démocratique. Dans ce cadre, l'ambiguïté nous semble être une caractéristique majeure du socialisme démocratique, en tant que concept de philosophie politique également.

L'ambiguïté, stratégique ou non, est donc constitutive du socialisme démocratique compris à la fois comme acte de langage et comme philosophie politique cohérente. Dans ce cadre, la question

301 Eric M. Eisenberg*, Strategic Ambiguities*, p. 5.
302 Jacques Moeschler et Antoine Auchlin, « Les actes de langage » dans *Introduction à la linguistique contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2023, vol.4e éd., p. 159-166.
303 Jacques Moeschler et Antoine Auchlin, « Les actes de langage », p. 162.

de l'intentionnalité soulevée ici nous semble effectivement peu pertinente vis-à-vis des emplois de l'ambiguïté stratégique au sein de DSA. Ceux-ci doivent plutôt être compris comme le produit de dynamiques organisationnelles et idéationnelles, répondant à la double nature du signifiant politique majeur de DSA, le socialisme démocratique, et au caractère décentralisé et multi-tendanciel de l'organisation. De cette double nature, le socialisme démocratique comme ensemble idéologique cohérent rentre donc en tension avec son caractère performatif. Mais si ces deux dimensions sont formatrices d'ambiguïté, celle-ci est à son tour particulièrement accordée à la structure décentralisée et la nature multi-tendancielle de l'organisation. L'ambiguïté devient un outil implicite pour répondre à ces contraintes, permettant de maintenir la diversité unifiée décrite par Eisenberg. Par là, l'ambiguïté stratégique déployée au sein de DSA doit être comprise non pas comme une manipulation langagière, consciente ou non, mais comme une adaptation aux exigences inhérentes à son environnement politique, idéologique et organisationnel. En évacuant le choix analytique de l'intentionnalité, nous pouvons donc mieux comprendre la manière dont ces usages s'appuient sur la nature même du « socialisme démocratique » comme élément discursif et servent à gérer les incertitudes et les contradictions inévitables au sein de DSA, tout en participant à la lente construction et à la négociation de son identité politique.

La structure de DSA semble dans ce cadre particulièrement adaptée à l'étiquette du « socialisme démocratique ». S'il nous semble abusif de désigner cette dernière au travers du concept de « signifiant flottant »[304] de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau (la « double nature » du concept incluant malgré tout une identité politique relativement fixe), le socialisme démocratique nous semble du moins caractériser un signifiant ouvert, en affinité profonde avec l'oecumenisme de DSA. Cette ambition de DSA de rassembler un spectre idéologique de militants socialistes le plus large possible est à son tour facilitée par la structure décentralisée de l'organisation et la diversité de ses groupes de travail. À notre sens, ces éléments participent de manière importante au succès contemporain de DSA et à son statut de plus grande organisation socialiste du pays, en termes de nombre de membres[305]. On remarque donc une forte affinité entre la nature multi-tendancielle de l'organisa-

304 Le concept de signifiant flottant, initialement pensé pour conceptualiser certaines pratiques discursives des mouvements populistes d'Amérique Latine, renvoie à des termes, employés par des acteurs politiques, possédant une pluralité de signifiés leur permettant d'être investis différemment, mais d'un bloc, par une diversité de publics et de créer un « lien libidinal » entre ces derniers. Il a notamment été utilisé pour qualifier l'utilisation du terme de « socialisme démocratique » par Bernie Sanders (Socialist Forum Editorial Committee, « Editorial Note: The Question of Political Revolution », *Socialist Forum*, Automne 2018) mais aussi par DSA (Samuel Allison-Natale et Sophia Nova, « DSA Should Re-Endorse AOC as a Rallying Point for Democratic Socialism », *Democratic Left*, 28 mai 2024).

305 Sur ce point, nous rejoignons les autrices de l'article cité dans la note précédente, pour qui « la 'big tent' de DSA et son engagement très peu défini en faveur du 'socialisme démocratique' … a été … majeure dans le développement de DSA comme point d'atterrissage de milliers d'*organizers* ». Samuel Allison-Natale et Sophia Nova, « DSA Should Re-Endorse AOC », notre traduction (*DSA's "big tent," largely undefined commitment to "democratic socialism," … was … a key ingredient in making DSA the landing place for thousands of organizers.*)

tion, sa structure décentralisée et son utilisation d'un signifiant ouvert comme dénominateur politique. Si ces éléments ont permis à DSA de croître par le développement d'une importante « diversité unifiée » au 21e siècle, ils participent également à son maintien actif dans le temps et lui offrent (du point de vue de son identité politique) une importante adaptabilité tactique dans un contexte états-unien parfois hostile.

Une telle configuration n'est cependant pas sans risques, du point de vue organisationnel comme politique. De ces risques, celui de la cooptation nous apparaît comme particulièrement lié à la dimension ambivalente de l'étiquette socialiste démocratique. Maria Stratigaki, dans un article sur des phénomènes de cooptation de la théorie féministe par des institutions européennes, écrivait en effet : « dans le processus de cooptation, le concept en lui-même n'est pas rejeté, mais sa signification initiale est transformée et utilisée dans le discours politique dans un but différent de celui d'origine »[306]. Le caractère ambigu des développements textuels de DSA vis-à-vis de son dénominateur politique, autant dans ses communications internes qu'externes, va selon nous dans ce sens en ouvrant de plus fortes possibilités à une telle transformation des buts organisationnels. Le risque est alors celui d'une altération de la radicalité de son projet politique en faveur de ses alliés au sein d'organisations « progressistes » et *liberal,* mais également du Parti démocrate et, en fond, « d'être absorbé par les structures de décisions politiques contre lequelles on s'est battu »[307]. Un tel risque de cooptation discursive et organisationnelle n'est cependant pas le seul pour DSA, du point de vue de l'authenticité idéologique de son socialisme et de la radicalité de son projet émancipateur. Des questions liées aux phénomènes de professionnalisation militante, mais aussi les résultats de certains choix politiques et stratégiques, notamment en lien avec la « question du parti » et la stratégie « populiste » d'une partie de DSA, concourent à ces risques pour l'organisation. Ce sont précisément ces questions que nous souhaitons développer dans le chapitre suivant, dans le cadre de notre réflexion plus large sur les rapports du socialisme de DSA aux formes *liberal* de conceptualisation et de mobilisation politique.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre, nous avons cherché à analyser les usages et éventuelles définitions de l'identifiant politique majeur de DSA : le socialisme démocratique. Nous avons vu dans un premier temps

306 Maria Stratigaki, citée dans Sara de Jong et Susanne Kimm, « The co-optation of feminisms: a research agenda », *International Feminist Journal of Politics*, 3 avril 2017, vol. 19, no 2, p. 185-200, p. 188. Notre traduction (*[i]n the co-optation process, the concept itself is not rejected, but its initial meaning is transformed and used in the policy discourse for a different purpose than the original one.*)

307 Beth B. Hess et Myra Marx Ferree, citées dans Sara de Jong et Susanne Kimm, « The co-optation of feminisms », p. 188. Notre traduction (*Being absorbed into the policy structures that one has been fighting against.*)

que, si le socialisme démocratique apparaît comme un identifiant large et peu défini d'un point de philosophie politique, il est toutefois possible d'en isoler quelques caractéristiques minimales liées à la tradition socialiste du pays de Debs à Sanders. Dans un second temps, nous avons montré comment le socialisme professé par DSA présente quelques-unes de ces caractéristiques communes, qui l'attachent à une telle tradition socialiste et à son fondateur, Michael Harrington. Le terme de socialisme démocratique est dans le même temps employé de manière « tactique » par les militants, facilitant leurs tâches dans un environnement politique états-unien parfois hostile, et leur permettant de limiter certains conflits idéologiques internes. Enfin, nous avons vu de quelle manière il était possible de parler « d'ambiguité stratégique » pour qualifier certaines utilisations du terme au sein de DSA, lui attribuant certaines fonctions organisationnelles majeures. On s'aperçoit alors d'une forte affinité entre la structure de l'organisation et certains usages de son dénominateur politique majeur dans le maintien de sa « grande tente » idéologique.

Le socialisme démocratique comme identifiant idéologique chez DSA a donc une nature et des fonctions multiples. Le rattachant à la tradition du pays et à sa propre histoire, le socialisme démocratique agit également en tant qu'acte de langage et en tant qu'outil d'ambiguité stratégique dans l'organisation, permettant à celle-ci de naviguer certaines difficultés propres à sa structure et à son environnement politique. Ce caractère « ouvert » du socialisme démocratique, en lien avec la structure et l'organisation multi-tendancielle de DSA, lui pose cependant des risques de dilution idéologique ou de « cooptation » concrets, en lien, toujours, avec son rapport au *liberalism* en général et au Parti démocrate en particulier. Il nous semble dans ce cadre légitime de poursuivre cette réflexion, en interrogeant une diversité de risques organisationnels de ce type chez DSA.

Chapitre 8. DSA et le *liberalism* : des relations dissonantes

Quelques années après l'accroissement significatif de membres en ayant fait la première organisation socialiste du pays, DSA se trouve à un carrefour important de son développement politique et organisationnel. Face à une croissance rapide de ses effectifs et à une présence accrue sur la scène politique états-unienne, mais aussi du fait de la nature de ses pratiques militantes et de sa présence « au coeur de l'empire »[308], l'organisation est en effet confrontée à d'éventuels risques de cooptation et de dilution idéologique. Le caractère ambigu de l'étiquette « socialiste démocratique » que revendique DSA ouvre également, comme nous l'avons vu, la voie à des transformations potentielles de son projet politique, notamment dans ses relations avec ses alliés progressistes et le Parti démocrate. De plus, par sa position dans un champ progressiste dominé par un certain nombre de pratiques normées par un paradigme de mobilisation et une conception du changement social *libéral*, le risque pour DSA de voir son discours et ses objectifs absorbés par les structures politiques que l'organisation cherche à remplacer est bien réel.

Ce chapitre s'intéresse précisément à ces risques et aux défis leur étant liés. En analysant trois dimensions clefs, la professionnalisation de l'organisation, ses choix stratégiques électoraux, et l'hypothèse populiste, nous explorerons comment DSA articule ses ambitions émancipatrices avec les contraintes du paysage politique dans lequel elle évolue. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur le processus de professionnalisation de DSA, en examinant les conséquences de cette transformation sur sa culture militante et son leadership. Dans un second temps, nous analyserons la stratégie électorale de DSA, en particulier dans son rapport ambigu avec le Parti démocrate. Bien que la question de l'indépendance politique soit au cœur des débats internes, nous verrons que DSA reste confrontée à des choix stratégiques complexes, notamment concernant l'utilisation des structures institutionnelles dominées par les démocrates. Nous nous demanderons alors dans quelle mesure DSA parvient à maintenir sa radicalité tout en s'engageant dans des élections où son poids institutionnel demeure limité. Enfin, nous aborderons l'hypothèse du « raccourci populiste », qui traverse certains courants importants de la gauche états-unienne. Cette stratégie, fondée sur un retour rhétorique à des politiques de classe, pose des questions sur la nature de la base électorale que DSA cherche à mobiliser, notamment vis-à-vis de l'importante question de la « classe ouvrière blanche ». À travers cette analyse, nous verrons comment ce populisme reflète des tensions plus larges au sein du mouvement socialiste états-unien, opérant un retour du débat entre politiques identitaires et poli-

308 Democratic Socialists of America (DSA), *DSA Political Platform*, notre traduction (*DSA operates in the heart of a global capitalist empire that has wrought untold suffering on billions of people and the environment.*)

tiques de classe, problématisant à nouveau la question d'un éventuel Parti socialiste. En étudiant ces trois dimensions, ce chapitre propose donc une réflexion critique sur la manière dont DSA articule ses ambitions idéologiques avec les réalités organisationnelles et électorales contemporaines, mettant en lumière certains défis attenants au mouvement dans sa quête d'un changement politique radical.

8.1. Le contre-modèle des ONG : la question de la professionnalisation

À partir de la fin de la décennie 2010, le terme « d'ONG » (NGO, *Non-Governmental Organization*) ou « d'ONGisme » (*NGOism*) a pris une place particulière au sein des débats socialistes états-uniens. Il s'est vu employé de manière péjorative pour qualifier des formes d'activisme d'apparence radicale mais dépolitisées, à caractère « liberal » et ne pouvant sérieusement remettre en cause le *statu quo* capitaliste[309]. Au sein de DSA, il a été notamment utilisé par certains caucus et tendances « de gauche » dans des critiques de leurs adversaires politiques. Par exemple, alors que *Red Star* décrivait en 2023 « l'incapacité à se mobiliser efficacement au-delà des clivages entre factions » comme le symptôme « d'une culture d'ONG anti-démocratique au sein de DSA »[310], *Reform and Revolution* nommait directement ses adversaires de la façon suivante :

> Malgré la revendication formelle que le personnel de DSA est non partisan, la réalité est que les principaux dirigeants du personnel (à commencer par la directrice nationale Maria Svart) sont alignés sur la tendance modérée de notre organisation (représentée par le *Socialist Majority Caucus* et la liste *Green New Deal* au sein du NPC). Cette tendance, y compris les membres du personnel qui la soutiennent, promeut une vision politique spécifique pour DSA : une vision qui nous rapproche du Parti démocrate, qui transforme DSA en une organisation de type ONG et qui limite l'influence des membres[311].

309 Voir par exemple J.C. Pan *et al.*, « NGOism Serves the Status Quo », *Jacobin Magazine*, 14 juin 2021 et Melissa Naschek et Benjamin Y. Fong, « NGOism: The Politics of the Third Sector », *Catalyst*, Printemps 2021, vol. 5, n° 1, p. [en ligne] ; Ramsin Canon, *Mass Organizations and NGOs in a Socialist Movement*, https://midwestsocialist.com/2019/12/24/mass-organizations-and-ngos-in-a-socialist-movement/ , 24 décembre 2019, (consulté le 5 août 2024) ; Andrew Dobbs, *Flirting with Liberals: A Critical Examination of Democratic Socialists of America (DSA)*, https://www.hamptonthink.org/read/flirting-with-liberals-a-critical-examination-of-democratic-socialists-of-america-dsa , 8 février 2018, (consulté le 5 août 2024).

310 Will S., « A Revolutionary Position for DSA », *Zenith*, vol. 3, 27 juillet 2023. Notre traduction (*at both the local and national levels, the failure to organize effectively across factional lines has led to petty feuds, power struggles, and purges. These are all symptoms of an anti-democratic NGO culture in DSA that negatively impacts our ability to effectively build a revolutionary party.*)

311 Stephan Kimmerle, « Staff-Driven Socialists of America? », *Reform and Revolution*, 29 janvier 2023. Notre traduction (*Despite the formal pretense that DSA staff are non-political, the current reality is that the key staff leaders (starting with the National Director Maria Svart) are aligned with the moderate wing of our organization (represented by the Socialist Majority Caucus and the Green New Deal slate on the NPC). And this wing, including their staff supporters, promotes a specific political vision for DSA: one which keeps us closer to the Democratic Party, turns DSA more into a NGO-style organization, and limits membership influence.*)

Enfin, le magazine *Tempest*, dont les auteurs et éditeurs sont proches de certaines tendances au sein de l'organisation, écrivait la même année :

> En particulier après 2019, les factions majoritaires ont travaillé à consolider DSA sur le plan organisationnel et politique de manière à s'assurer qu'elle était la mieux adaptée à son rôle d'auxiliaire du Parti démocrate. Les sections locales et l'organisation nationale sont devenues des cauchemars bureaucratiques, contrôlées par des caucus qui ont comblé l'absence de mécanismes démocratiques au sein de DSA par une appropriation exclusive des informations internes, des débats et de la prise de décision. Ces groupes continuent d'occulter le rôle qu'ils jouent et de nier l'existence d'une dynamique de pouvoir inégal au sein de l'organisation. Le résultat est une organisation de type ONG, dont le processus démocratique ferait honte aux pires syndicats[312].

Ces contributions ont vu le jour en 2023 lors d'un débat spécifique ayant trait aux difficultés financières de DSA et à l'éventualité d'importants licenciements dans son personnel salarié. On voit cependant dans ces extraits comment un plus grand nombre de sujets clivants entre les factions entrent en jeu, qu'elles aient trait à la question de la centralisation ou du rapport au Parti démocrate. La question du rôle et de la taille du personnel salarié de l'organisation, ici liée à la forme organisationnelle des ONG et à des considérations de démocratie interne, est toutefois nouvelle dans ce contexte. Cette vision d'une dimension anti-démocratique d'organisations « de type ONG » menaçant DSA est cependant tributaire d'une littérature universitaire et militante plus ancienne, qui attribue à un processus « d'ONGisation » (*NGOization*) la dépolitisation et la cooptation d'un certain nombre de mouvements sociaux depuis plusieurs décennies.

. Qu'est-ce que « l'ONGisation » ?

Le concept « d'ONGisation » a été développé à la fin du 20e siècle, initialement dans les champs du féminisme et des politiques de développement des pays du Sud global[313], avant de s'étendre à de plus nombreux cas et d'être repris, au cours de la décennie 2000, par certains milieux militants[314]. Il fait référence aux conséquences de la forme prise par les organisations non-gouvernementales sur les dynamiques politiques, sociales et économiques des mouvements sociaux et des sociétés qu'elles cherchent à soutenir. Ce concept critique cherche à mettre en lumière la transfor-

312 Andy Sernatinger, « The DSA moment is over », notre traduction (*Particularly after 2019, leadership factions worked to consolidate DSA organizationally and politically to ensure it was best suited for its role as a Democratic Party-hanger on. Both chapters and the national organization became bureaucratic nightmares, controlled by caucuses that filled in the lack of democratic mechanisms in DSA with private control of insider information, debates, and decision-making. These groups continue to obscure the role they play and deny that there is a dynamic of unequal power within the organization. The result is an NGO-type organization whose democratic process puts the worst unions to shame*.)

313 Voir par exemple Julie Hearn, « The "NGO-Isation" of Kenyan Society: USAID & the Restructuring of Health Care », *Review of African Political Economy*, 1998, vol. 25, no 75, p. 89-100 ; Sabine Lang, « The NGOization of Feminism: Institutionalization and Institution Building within the German Women's Movements » dans Joan W. Scott, Cora Kaplan et Deborah Keates (eds.), *Transitions, Environments, Translations*, Londres, Routledge, 1997, p. 101-120.

314 Dans le contexte états-unien, la publication de l'ouvrage *The Revolution Will Not Be Funded* par un collectif militant participa notamment à sa popularisation (INCITE! Incite! Women of Color Against Violence, *The Revolution Will Not be Funded: Beyond the Non-profit Industrial Complex*, Boston, South End Press, 2007).

mation de mouvements populaires et de luttes sociales en structures institutionnalisées, bureaucratisées et dépendantes de financements extérieurs, principalement en provenance de donateurs internationaux ou d'États du Nord. Le processus d'ONGisation est alors perçu comme ayant des effets ambivalents. Il permet d'une part aux mouvements sociaux et aux publics représentés de bénéficier de ressources matérielles, d'un cadre organisationnel stable et d'une légitimité politique ou institutionnelle pouvant renforcer leur capacité à influer sur les politiques publiques. Il peut cependant entraîner une dépolitisation de ces mouvements, en éloignant leurs pratiques et discours de leurs racines militantes pour les aligner sur une conception managériale du travail militant ainsi que sur les priorités des donateurs. Par leur mode de fonctionnement qui repose avant tout sur une main d'oeuvre salariée hautement qualifiée, les ONG sont vues comme participant à l'émergence d'une élite militante professionnalisée, socialement et politiquement éloignée de la « base » des mouvements et des populations représentées. Le mode de fonctionnement propre aux ONG est en effet critiqué du point de vue de son adaptation aux modalités de « gouvernance » étatiques et entrepreneuriales de l'ère néolibérale, dans sa tendance à inspirer ses modes de gestion du secteur privé. Ce modèle managérial du travail militant conduit de plus à une standardisation des pratiques et à une centralisation des pouvoirs de décision, souvent éloignés des réalités locales ou des besoins exprimés par la « base ». La question de la démocratie interne à ces organisations apparaît donc en fond du processus d'ONGisation, en plus des phénomènes de dépolitisation déjà mentionnés.

Une telle dépolitisation est pensée par ces auteurs et militants comme liée à une diversité de facteurs. L'alignement sur des cadres normatifs imposés par des institutions internationales (ONU, UE, Banque Mondiale…) ; un auto-positionnement comme « médiateur » ou « partenaire » entre institutions étatiques et populations ou publics représentés ; l'adoption de modes de fonctionnement bureaucratiques neutralisant les dynamiques militantes de la base à mesure que les ONGs se structurent en organisations formelles, ou la technocratisation des activités, marquées par une approche technique, quantifiable et managériale du travail militant, sont alors souvent cités dans ce sens. L'élément causal premier du processus d'ONGisation réside cependant dans le mode de financement de ces organisations. Le financement externe, provenant principalement de donateurs internationaux, d'agences gouvernementales ou de fondations privées, impose en effet mécaniquement des conditions spécifiques aux ONGs bénéficiaires. Ces conditions incluent des exigences comptables, des objectifs mesurables en termes financiers et temporels ainsi que des orientations stratégiques qui alignent les projets sur les priorités des donateurs. Pour garantir un flux constant de financement, les ONG sont incitées à modérer leurs discours, à adopter une approche technocratique et à se concentrer sur des interventions apolitiques, plus susceptibles de recevoir un soutien financier. Ce

financement structurel influence directement la professionnalisation du secteur, où l'engagement militant se transforme en emplois salariés au sein de structures formelles. Cette professionnalisation, marquée par l'adoption de pratiques managériales et bureaucratiques, conduit à une standardisation du travail militant et à une centralisation du pouvoir décisionnel. Le militantisme devient ici une carrière, avec ses propres règles et logiques éloignant les ONGs de leurs racines militantes et des dynamiques politiques de la base. Ainsi, le mode de financement et la professionnalisation agissent comme des forces structurantes qui, en imposant leurs logiques économiques et organisationnelles, contribuent à la dépolitisation des ONGs et à leur éloignement de luttes sociales potentiellement plus radicales.

De ce point de vue, et si DSA est une organisation à but non-lucratif (enregistrée sous le statut 501(c)(3) du code des États-Unis), il nous semble peu pertinent d'analyser ses dynamiques internes au travers du concept strict d'ONGisation[315]. Entièrement financée par ses membres, l'organisation n'est en effet pas sujette aux contraintes structurelles pesant sur les ONG ainsi décrites, principalement liées aux pressions institutionnelles de leurs partenaires habituels et de leurs sources de financement. De plus, ne pouvant s'appuyer, du point de vue du travail militant, que sur l'activité de membres non rémunérés (à l'inverse des salariés des ONG, dont le salaire dépend à nouveau de donations institutionnelles), un certain degré de démocratie interne lui est nécessaire pour maintenir l'assentiment de cette « main d'oeuvre » volontaire. Ici, le concept « d'ONGisation » et les critiques des caucus « de gauche » citées plus haut ont cependant le mérite de soulever une question importante du point de vue des risques de porosité idéologique ou de « dépolitisation » de DSA dans son ensemble. Le concept de professionnalisation[316], central à celui d'ONGisation et à bon nombre de ses conséquences anti-démocratiques et dépolitisantes[317], nous semble tout à fait pertinent pour analyser DSA en tant qu'organisation politique au 21e siècle. Cette dernière utilise en effet bien souvent le lexique et les méthodes de l'*organizing*, un champ se définissant avant tout par la dynamique de professionnalisation[318]. Elle compte également un nombre important de membres pouvant être qualifiés de jeunes actifs diplômés du supérieur[319] qui, parfois, occupent des emplois salariés au sein de

315 Une organisation « soeur », le *DSA Fund*, correspondrait cependant du point de vue statutaire et de ses sources de financements aux ONGs décrites plus haut. Son activité, relativement faible et limitée à des initiatives d'éducation politique, nous semble cependant justifier son absence de prise en compte dans le cadre de cette analyse. DSA Fund, *About Us*, https://fund.dsausa.org/about-us/, (consulté le 5 août 2024).

316 Qui « peut être vue comme un habitus » et que l'on peut définir, « dans un sens abstrait », comme la prédominance « de l'autorité d'une expertise institutionalisée sur l'autorité d'autres revendications, qu'elles soient de nature coercitives ou morales ». Sabine Lang, *NGOs, Civil Society, and the Public Sphere*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 72, p. 71. Notre traduction (*In terms of individual agency … professionalization can be seen as an habitus … In an abstract sense, it signifies the authority of institutionalized expertise over the authority of other claims, be they coercive or moral in nature.*)

317 Clément Petitjean, *Occupation: Organizer,* p. 54.

318 Clément Petitjean, *Occupation: Organizer.*

319 Grady Lowery, *The Rise of the Democratic Socialists of America.*

syndicats, d'ONG ou de groupes de pression (*advocacy groups*) *liberal.* L'organisation comptait ainsi, en 2021, 7 % de travailleurs du secteur non-lucratif et 4 % d'employés d'organisations politiques ou syndicales[320], deux catégories dont le total peut être rapporté à moins de 4 % de la population états-unienne adulte[321]. L'éventuelle professionnalisation d'une partie de DSA, qui pose certains risques du point de vue de la cohérence idéologique de l'organisation, nous paraît donc légitimer ici une analyse, que nous concentrerons sur ses affinités éventuelles avec la structure de l'organisation, la nature et la division de son travail militant, la question de l'*organizing* mais aussi de la rémunération de ses membres.

. Professionnalisation et rémunération

Nous avons mentionné que le travail militant au sein de DSA était toujours réalisé par ses membres, donc sur une base volontaire et non rémunérée. L'organisation est néanmoins dotée d'un petit nombre de salariés, dont le travail se concentre sur des tâches de nature non politique : majoritairement des emplois administratifs, comptables, de support technique et d'*organizing* dans les sections locales. Si, à l'inverse des ONGs citées plus haut, le personnel de DSA ne réalise donc pas de travail « politique » ou militant mais seulement les tâches « pratiques » nécessaires à leur réalisation, les conséquences propres aux dynamiques de professionnalisation dans les organisations politiques peuvent tout de même potentiellement s'appliquer à son travail. La professionnalisation, même limitée aux tâches administratives et techniques, confère à ceux qui occupent ces postes un certain contrôle sur les flux d'information et sur les processus internes de l'organisation. En sociologie des organisations, le contrôle de l'information a en effet depuis longtemps été pensé comme un élément clef de l'exercice du pouvoir[322]. Le personnel salarié, bien que non directement impliqué dans la prise de décisions politiques, détient un pouvoir structurel par sa capacité à gérer les ressources, à organiser les réunions, et à prioriser les tâches. Ce pouvoir peut avoir des effets indirects mais significatifs sur la prise de décisions politiques. Par exemple, la gestion des finances, la planification d'événements, la transmission d'informations aux sections locales ou la maintenance des infrastructures numériques ne sont pas des actes politiquement neutres : ils encadrent et conditionnent le travail militant en fournissant ou en limitant les moyens nécessaires à la mise en œuvre de certaines stratégies. Ainsi, la manière dont ces tâches sont exécutées peut orienter de manière im-

320 DSA Growth & Development Committee, « DSA Member Survey Report », p. 5.
321 Bureau of Labor Statistics, *Employment in political organizations : The Economics Daily: U.S. Bureau of Labor Statistics*, https://www.bls.gov/opub/ted/2020/employment-in-political-organizations.htm, (consulté le 1er septembre 2024) ; Bureau of Labor Statistics, *Nonprofit Sector Research Data*, https://www.bls.gov/bdm/nonprofits/nonprofits.htm, (consulté le 1er septembre 2024).
322 Voir par exemple Henry Mintzberg, *The Structuring of Organizations: A Synthesis of the Research*, Hoboken, Prentice-Hall, 2009 ; Stewart R. Clegg, David Courpasson et Nelson Phillips, *Power and Organizations*, Thousand Oaks, SAGE, 2006.

plicite les débats et décisions politiques. Le pouvoir organisationnel ne se manifeste en effet pas uniquement à travers des décisions explicites mais aussi par le contrôle des conditions dans lesquelles ces dernières sont prises. La professionnalisation administrative peut de plus être vue comme une forme de rationalisation bureaucratique, dans son sens weberien[323]. En tant que réponse organisationnelle aux exigences croissantes de gestion et de complexité d'une organisation qui se développe, cette bureaucratisation se traduit donc par la création de postes spécifiques et rémunérés pour gérer de telles fonctions, apportant efficacité et cohérence à l'organisation. Cette rationalisation n'est cependant pas exempte de risques. La formalisation des rôles et des procédures peut conduire à une rigidification des structures organisationnelles, où les processus décisionnels deviennent de plus en plus dépendants des experts administratifs. Cela peut créer une forme d'autonomie organisationnelle où les pratiques administratives acquièrent une logique propre, parfois déconnectée des dynamiques militantes et des aspirations des membres, ce qui rend l'organisation moins flexible et moins réactive aux besoins de sa base militante.

Dès lors, on observe de quelles manières le travail « non politique » au sein d'une organisation comme DSA peut avoir des effets normatifs sur ses activités militantes, en plus de parfois jouer un rôle exécutif dans la mise en oeuvre des orientations politiques, décidées lors des conventions bisanuelles[324]. Un tel travail, essentiel au bon fonctionnement de l'organisation, est évidemment sujet aux effets du processus de professionnalisation, car défini avant tout par une expertise requérant une adaptation à des « normes et structures institutionnelles »[325] spécifiques. Les statuts de DSA permettent cependant un contrôle politique de ces fonctions, avant tout au travers du processus d'embauche de ces salariés. Le NPC nomme un directeur de l'organisation, responsable du personnel, qui s'occupe alors des procédures de recrutement (avec un comité national dévoué à ces questions, le *Personnel Committee,* composé de membres du NPC et de membres du personnel), procédures qui doivent être nécessairement validées par le NPC dans son ensemble[326]. Par un tel contrôle politique des embauches (mais aussi des éventuels licenciements), le NPC, organe élu et « bénévole », permet alors d'atténuer les potentiels effets de mainmise politique du personnel salarié sur l'organisation.

323 Séverine Misset, « L'organisation bureaucratique » dans *Introduction à la sociologie des organisations*, Paris, Armand Colin, 2017, p. 67-79.
324 Le « soft power » du travail de gestion et d'administration a d'ailleurs déjà été soulevé dans des débats internes à l'organisation, notamment par le caucus B&R en 2021. Voir Griffin Mahon, « Why DSA Should Elect Its Most Powerful Position », *The Call*, 28 juillet 2021.
325 Sabine Lang, *NGOs, Civil Society, and the Public Sphere*, p. 72. Notre traduction (*professionalization … demands adaptation to institutional norms and structures*).
326 DSA USA, « Article IX. Staff », *DSA Constitution & Bylaws*, https://www.dsausa.org/about-us/constitution/, (consulté le 5 août 2024).

L'organisation a également mis en place, depuis 2021 (et particulièrement depuis 2023), des traitements (*stipends*) visant à rémunérer une partie de son leadership politique élu (les deux co-responsables du NPC, notamment, ainsi que certains responsables de YDSA ou de comités comme la *National Labor Commission*). Si ces efforts de rémunération semblent essentiels au bon fonctionnement politique d'une organisation de cette taille, en permettant à ces élus de consacrer le temps nécessaire à l'exercice de leur fonction, ils ne sont également pas sans risque du point de vue de la vie démocratique de DSA. Comme le souligne un militant, après une expansion de ces traitements lors de la convention de 2023, la rémunération de ces élus leur confère « un avantage majeur pour maintenir leur position de pouvoir » et leur offre également « l'opportunité d'utiliser les ressources [de l'organisation] pour construire leur base politique »[327]. En plus de ces éventuels risques démocratiques, qui peuvent déséquilibrer les compétitions électorales futures, ces rémunérations posent le risque, bien que relativement abstrait, d'une professionnalisation de ces représentations politiques amenant certaines des conséquences négatives évoquées plus haut. Un tel leadership, qui en viendrait à dépendre matériellement de ces positions élues, risque en effet de développer à son tour une « expertise » dans ses capacités à se faire élire et à se maintenir au pouvoir, mais aussi à exercer celui-ci. Cette professionnalisation risquerait alors à nouveau la situation d'un « groupe spécifique de spécialistes séparé de sa base »[328], où le désir de maintenir un capital politique et une crédibilité « professionelle » amènerait ces élus vers des comportements conservateurs d'un point de vue organisationnel et politique[329], en plus des écueils bien connus de la sociologie bourdieusienne vis-à-vis du champ de la représentation politique[330]. Du personnel salarié aux élus rémunérés, ces risques nous paraissent cependant relativement faibles et abstraits, en plus des contrepoids statutaires déjà évoqués. L'existence d'une forte culture liée au milieu professionnel de l'*organizing* nous semble par conséquent représenter un point plus saillant des risques associés à une professionnalisation d'une partie de DSA contre sa « base » et sa radicalité politique.

. Une organisation d'*organizers* ?

C'est en ces termes que Lucas, ancien membre du NPC et alors affilié à un caucus « de gauche », abordait la question de la professionnalisation au sein de DSA :

327 Sam Lewis, « DSA Needs Rules for Paid Political Leadership », *Socialist Forum*, Printemps 2024. Notre traduction (*Having a paid leadership position is a major advantage to retaining power … Additionally, the existence of paid leadership positions gives leaders the opportunity to use the resources of the union to build their political base.*)
328 Clément Petitjean, *Occupation: Organizer,* p. 51, notre traduction (*professionalization is a process that creates a particular group of specialists who are cut off from the rank and file.*)
329 Gordon S. Black, « A Theory of Professionalization in Politics », *American Political Science Review*, septembre 1970, vol. 64, n° 3, p. 865-878.
330 Voir par exemple Pierre Bourdieu, « La représentation politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1981, vol. 36, n° 1, p. 3-24.

> L'expansion de DSA s'est accompagnée de celle d'organisations et de formations connexes, comme *Jacobin*, le magazine social-démocrate, mais [on voit] aussi de nombreuses personnes qui s'engagent dans DSA et qui sont impliquées dans le mouvement syndical, non pas en tant que membres de la base mais en tant que personnel salarié, et il y a également des personnes qui s'engagent dans DSA et qui travaillent dans le monde des ONG ... Il est également possible que ces gens aient le désir de greffer sur DSA les structures qu'ils voient dans une ONG ou dans la manière de gérer le personnel syndical, ou qu'ils considèrent que leur travail à DSA est lié ou connecté à leur travail quotidien au sein d'un syndicat ou d'une ONG, et qu'ils pensent que s'il y avait un alignement, les choses se passeraient mieux … leur travail devient plus facile parce que, tu sais, ils ont leurs camarades de DSA qui les aident dans leur travail de tous les jours gratuitement, ou quelque chose de ce genre…[331]

Si Lucas fait ici part de sa frustration vis-à-vis de certains de ses camarades à une période où les conflits politiques inter-caucus étaient particulièrement saillants au NPC, il souligne néanmoins un point notable : la présence importante de militants occupant en parallèle des emplois « au sein du mouvement » (*movement work*), que cela soit dans des organisations syndicales ou ONG, mais aussi dans des groupes de pression *liberal* ou au sein de campagnes électorales. Notre échantillon d'enquêtés, bien que n'ayant pas vocation a être représentatif de l'ensemble de l'organisation, reflète en partie cette observation : sur 21 militants, 7 travaillent ou ont déjà travaillé pour des organisations de ce type. C'est cependant au sein des postes élus, à responsabilité, que cette catégorie de militants est la plus représentée dans DSA. Pour illustrer ce propos, nous avons recherché[332] les métiers occupés par l'ensemble des membres élus au NPC, de la convention de 2017 à celle de 2023. Au regard de ces informations, on s'aperçoit alors d'une sur-représentation des professionnels du champ politique « progressiste » au sein de cet organe élu, et ce malgré d'importantes variations bisannuelles (voir tableau 8 ci-dessous). En effet, l'année 2017, qui a vu la première convention nationale du « nouveau DSA », a permis à l'organisation d'élire 8 membres occupant ou ayant occupé des emplois de nature politique (dont 6 liés à des activités d'*organizing* et 2 à des activités liées à la gestion ou à la communication). 2019 a été l'année où ces emplois ont été le plus représentés au sein du Co-

331 Lucas, NPC, communication personnelle, 3 octobre 2021. Notre traduction (*The expansion of DSA also came with the expansion of kind of these related and orthogonal, um, organizations and formations like Jacobin, the social democratic magazine and also a lot of people that get involved in DSA that are involved in the, um, labor movement uh, are involved in the labor movement not as rank-and-file union members but as union staffers and there are also people that are involved in DSA that work in the um, uh, the NGO world ... it's also possible for people to kind of have, either they a desire to like, graft on the structures they see in an NGO or union staff management onto DSA um, or there's a, there's an extent to which you know, uh, they see their DSA work as being related or connected or connectable to their day job on a union staff or in an NGO that they think you know, if there was an alignment there, things would progress in some way and to an extent it's either their job gets easier because uh, you know, they have their DSA comrades basically helping them at their day job for free, or anything along those lines, um...*)

332 Pour ce faire, nous nous sommes appuyé sur des entretiens réalisés avec certains d'entre eux, sur les professions de foi rédigées ou exprimées lors de ces conventions, ainsi qu'en effectuant des recherches sur diverses plates-formes de réseaux sociaux. Les informations récoltées sont donc de nature déclarative et proviennent dans leur quasi-entièreté de ces membres eux-mêmes. Ces déclarations ont parfois mentionné des activités d'*organizing* ou de *community organizing* ne relevant pas d'une activité salariée mais de bénévolat/militantisme dans des organisations extérieures à DSA. Nous n'avons pris en compte ici que les activités politiques rémunérées et s'appuyant sur une formation professionnelle souvent universitaire, n'incluant donc pas ces activités bénévoles.

mité Politique National, avec 10 de ces professionnels, dont 8 *organizers,* sur les 14 membres pour lesquels nous avons pu retrouver ces informations. La convention de 2021 aura fait élire 6 membres liés à ce champ professionnel (dont 5 liés à des activités d'*organizing*), quand celle de 2023 en aura fait élire 7, dont 4 *organizers*. Ensemble, les 58 différents membres élus lors de cette période comptent parmi leur rangs 28 personnes occupant ou ayant occupé des emplois salariés dans ce champ (dont 19 dans des activités d'*organizing*), soit près de 49 % du total.

	Activités d'*organizing*	Autres activités politiques	Activités non-politiques	N/A
2023	4	3	6	3
2021	5	1	9	1
2019	8	2	4	2
2017	6	2	7	1

Table 10: Répartition des emplois de nature politique occupés par les membres élus du Comité Politique National (NPC) de DSA. Par nombre d'élus occupant ou ayant occupé ces emplois, de 2017 à 2023.

Ces emplois sont alors répartis au sein d'organisations syndicales (incluant des syndicats aussi politiquement variés que UNITE-HERE! et l'AFL-CIO[333]), d'ONG et de groupes de pression divers (comme *The Climate Mobilization*), d'entreprises de service travaillant au sein de l'écosystème « progressiste » (comme *Silver and Blue*) ou de campagnes électorales (comme celles d'Alexandria Ocasio-Cortez). Ils démontrent une forte représentation de ces professionnels au sein du NPC, pour la majorité formés au travers des cadres du *community organizing* et de l'*organizing* syndical. À nouveau, et au travers même des mécanismes démocratiques de l'organisation, le risque est celui de l'institution d'un leadership politique constitué en corps professionnel, possédant une expertise et la maitrise d'un ensemble de pratiques lui étant propre, ainsi que des intérêts matériels distincts de ceux de la base de l'organisation (et des populations qu'elle souhaite mobiliser). À l'extrême, ces intérêts matériels divergents peuvent les amener à se constituer en « bureaucrates de mouvement social », « plus intéressés à travailler au profit de leurs organisations et carrières plutot qu'à celui de leur public politique supposé »[334]. Plus généralement, cette professionnalisation du leadership de DSA peut avoir pour effet de conditionner les décisions politiques prises par un organe tel que le NPC au travers d'un ensemble de catégories normatives[335] acquises au cours des processus de pro-

333 Nous n'incluans dans ces exemples que des organisations ayant employé plusieurs de ces membres élus du NPC.
334 Charles Tilly, *Social Movements, 1768-2004*, Boulder, Paradigm Publishers, 2004, p. 156. Notre traduction (*social movement bureaucrats, more interested in forwarding their own organizations and careers than the welfare of their supposed constituencies.*)
335 Sabine Lang, *NGOs, Civil Society, and the Public Sphere*, p. 72.

fessionnalisation individuels, qu'ils soient liés aux formations professionnelles ou aux expériences salariées en elles-mêmes.

Au-delà de ces considérations, on remarque l'omnipérsence chez DSA du terme « d'organizing » (dans ses différentes formes : substantives, verbales, adjectivales…) et des pratiques lui étant associées. Par exemple, dans un document interne de 2019 rassemblant les réponses de membres à un questionnaire relatif à leur candidature pour le NPC : sur les 138 pages, le terme « d'organizing » apparaît 280 fois, contre 60 pour le terme lié, mais concurrent[336], « d'activism/activist » et 102 fois pour le terme de « lutte » (*struggle*)[337]. On peut y lire notamment que « DSA est une organisation robuste possédant une … expérience d'*organizing* profonde[338] », que « les conversations d'*organizing* et les rapports humains que nous développons dans nos communautés … seront de puissants éléments dans la poursuite de notre *organizing* socialiste – et de nos victoires[339] » ou que « DSA au niveau national peut aider les branches locales à développer et implanter des formations et workshops d'*organizing* dans le style de *Labor Notes*[340] ». De la même manière, « l'organizing » apparaît 117 fois dans le bilan de la convention 2019 de DSA, contre 1 fois pour « activism » et 52 fois pour « struggle »[341]. Au-delà des éventuels usages du mot comme hyperonyme, ces utilisations, dans des documents relatifs à la communication interne de l'organisation et principalement sous sa forme verbale, signalent bien une conception de son activité militante par DSA comme profondément marquée par le champ de l'*organizing* et de ses pratiques associées. Enfin, l'organisation propose également un certain nombre de formations d'*organizing* aux niveaux locaux[342] et surtout nationaux[343], parfois en lien avec des réseaux d'organisations utilisant ce cadre militant[344] et souvent

336 Clément Petitjean, *Occupation: Organizer,* p. 44.
337 DSA USA, « DSA 2019 National Political Committee Candidates ». Ce document nous a été transmis par l'un de nos informants.
338 DSA USA, « DSA 2019 National Political Committee Candidates », p. 41, notre traduction (*DSA is a robust organization that has … deep organizing experience)*.
339 DSA USA, « DSA 2019 National Political Committee Candidates », p. 51, notre traduction (*The organizing conversations and relationships that we build in our communities … will be powerful building blocks for further socialist organizing – and further wins)*.
340 DSA USA, « DSA 2019 National Political Committee Candidates », p. 94, notre traduction (*DSA at the national level can help local branches develop and implement Labor Notes-style workplace organizing training and workshops*).
341 DSA USA, 2021 Resolution.
342 Principalement dans les sections locales de taille importante. Par exemple, à Los Angeles : DSA Los Angeles, *The DSA-LA Organizing Institute*, https://dsa-la.org/the-dsa-la-organizing-institute/, (consulté le 19 juillet 2024) ; DSA Los Angeles, *Become a Branch Organizer*, https://dsa-la.org/become-a-branch-organizer/, (consulté le 19 juillet 2024).
343 DSA USA, *DSA Training Programs and Library*, https://www.dsausa.org/trainings/, (consulté le 19 juillet 2024). En 2019, le programme de formation d'organizing de DSA était centré autour de Jane McAlevey, célèbre autrice et *organizer* syndicale désormais décédée (DSA USA, *No Shortcuts to Building Power: A National Book Discussion Series with Jane McAlevey*, https://www.dsausa.org/no-shortcuts-to-building-power/, (consulté le 19 juillet 2024)).
344 Par exemple DSA USA, *Organizing for Power*, https://www.dsausa.org/organizing4power/, (consulté le 19 juillet 2024)

présentées comme essentielles à d'éventuelles victoires, ainsi qu'à « la construction d'une organisation forte[345] ».

Cette omniprésence, donc, de l'*organizing* au sein des pratiques et des communications internes de DSA permet de questionner le conditionnement de sa professionnalisation à la simple question des emplois rémunérés. En d'autres termes, faut-il que l'*organizing* soit un métier pour être de nature professionnelle ? Le travail de Petitjean sur cette dimension importante des mouvements sociaux états-uniens apporte quelques éléments de réponse. Dans cette étude apparaît en effet dans un premier temps une forte distinction, opérée à la fois par les professionnels et la recherche universitaire sur le sujet, entre les activités « d'organizing » et « d'activisme » comme « modes d'action » :

> Pour les *community organizers*, le terme 'activiste' connote des formes d'action directe et de contestation disruptive déconnectées d'un soutien de masse. Il implique une distance sociale et culturelle entre les individus s'engageant dans l'action et les personnes au nom de qui ils le font. Le terme 'organizer' connote quant à lui une connection à une base de soutien, une proximité objective et subjective au groupe mobilisé ainsi qu'un esprit rationnel, qui met en place des plans d'action stratégiques pour exploiter au mieux les ressources à disposition vers le succès[346].

Plus profondément, ces recherches ont montré que la distinction entre « activisme » et « organizing », particulièrement importante pour les acteurs du mouvement s'organise autour d'un rejet de « l'activisme » comme activité non-professionnelle, qui apparaît comme le « résultat symbolique de leur effort collectif et intentionnel d'accès au statut professionnel »[347]. Cette distinction opérée par les acteurs entre eux-mêmes et d'éventuels « amateurs » correspond à un aspect clef du processus de professionnalisation : la mise en avant d'une expertise acquise, transmise et formalisée au détriment d'autres modes d'action s'attachant aux mêmes objets[348]. Cette acquisition est construite par la formalisation de principes abstraits qui guide la conduite de l'activité, impliquant également « la recherche de formes de contrôle exclusifs sur cette activité[349] ». Au sein de DSA, les usages du terme « d'organizing », mais surtout les efforts de formation et la mise en pratique de tels principes abstraits vont dans le sens de cette professionnalisation.

---

345 DSA USA, *Organizing for Power*, https://www.dsausa.org/organizing4power/, (consulté le 19 juillet 2024). Notre traduction (*This training is about winning, pure and simple. It focuses on building strong organization*).
346 Clément Petitjean, *Occupation: Organizer,* p. 41, notre traduction (*Indeed, for community organizers, "activist" connotes forms of direct action and disruptive protest disconnected from mass support; it implies social and cultural distance between the individuals engaging in action and the people on whose behalf they are acting. "Organizer," on the other hand, connotes connection to a base of support, an objective and subjective proximity to the mobilized group, and a rational mind that lays out strategic plans of action to harness existing resources toward success.*)
347 Clément Petitjean, *Occupation: Organizer,* p. 46, p. 44, notre traduction (*It took me years to realize that the organizer/activist distinction was actually grounded in a professional versus amateur divide … community organizers' discrediting the 'activist' label is the symbolic product of their collective, intentional drive toward professional status.*)
348 Sabine Lang, *NGOs, Civil Society, and the Public Sphere*, p. 71.
349 Clément Petitjean, *Occupation: Organizer,* p. 63, notre traduction (*The formalization of abstract principles guiding how people perform their work implies attempts to seek forms of exclusive control over that work.*)

De telles dynamiques apparaissent en effet dans un certain nombre de ressources en ligne de l'organisation et de documents internes, transmis par nos informants. Ces derniers déploient un lexique et un ensemble de pratiques directement tirées du corpus méthodologique de l'*organizing* : le recours à des « leaders communautaires » (*community leaders*)[350] et à des « conversations d'*organizing* »[351], la détection et la mise en application, par des biais formels, de « campagnes stratégiques » ou le développement de capacités « de leadership »[352], mais aussi administratives et de gestion.

Par exemple, une diapositive d'un atelier d'*organizing* de YDSA en 2020, que nous reproduisons ci-dessous (figure 10), conditionne le caractère stratégique d'une campagne aux réponses à une série de questions : « 1. Est-elle gagnable ? 2. Est-elle largement et profondément partagée ? 3. Développe-t-elle DSA et nos leaders ? 4. Est-ce que la gagner opèrera un déplacement de pouvoir de la classe capitaliste vers les classes populaires ?[353] ». Sur la formation de « capacités de leadership », on observe notamment à Seattle la distribution d'un manuel de 49 pages (intitulé « Seattle DSA Socialist Organizer Guidebook ») à l'usage de nouveaux membres élus, par exemple à la co-direction de la section ou de groupes de travail. Il formalise entre autres la requête de fonds, l'utilisation d'outils de gestion numérique ou l'organisation d'évènements internes. On peut y lire que les membres élus maitrisant ces techniques sont des « *organizers* internes », utilisant ce manuel pour « transmettre des compétences d'*organizing* provenant de divers comités, districts et groupes de travail au sein de la section »[354].

---

350 « La première étape de la construction d'une organisation de travailleurs puissante consiste a repérer qui sont les leaders organiques sur votre lieu de travail ». Seattle DSA Workplace Organizing Collective, « 9 Steps to Getting Organized at Work », p. 3, notre traduction (*The first step to building a powerful workers' organization is to find out who the organic leaders are in your workplace.*)

351 « Chaque *organizer* doit être préparé à tenir des conversations d'*organizing* constructives et efficaces si nous voulons construire un mouvement de masse de classe populaire ». Las Vegas DSA, *Structured Organizing Conversations - A virtual training*, https://lvdsa.org/events/structured-organizing-conversations/, (consulté le 19 juillet 2024). Notre traduction (*Every organizer needs to be prepared to have meaningful and effective organizing conversations if we want to build a mass movement of the working class.*)

352 « Renforcer les capacités et développer les leaders : une formation sur le pouvoir dans le cadre du travail d'une organisation socialiste, sur l'importance de l'utilisation de modèles de mobilisation [*mobilizing models*], la compréhension du rôle des leaders dans notre travail, et le travail de fond consistant en élaboration de tableaux, de listes et en demandes d'*organizing* [*organizing ask*] ». DSA USA, *DSA Training Programs and Library*, https://www.dsausa.org/trainings/, (consulté le 19 juillet 2024). Notre traduction (*Building Capacity & Developing Leaders: A training on power as it relates to the work of a socialist organization, the importance of utilizing mobilizing models, understanding the role of leaders in our work, and the nuts and bolts work of charting, listwork, and making an organizing ask.*)

353 YDSA, « Cutting the Issue - Building a Strong Chapter », 2020, p. 12. Notre traduction (*1. Is it winnable ? 2. Is it widely and deeply felt ? 3. Does it build DSA and our leaders ? 4. Will winning it shift power away from the capitalist class and towards the working class?*) Voir figure 10.

354 Seattle DSA, « Seattle DSA Socialist Organizer Guidebook », p. 1, notre traduction (*This guidebook serves a manual passing on organizing skills from many committees, districts, and working groups throughout the chapter … Internal organizers on the Local Council primarily keep this document updated.*)

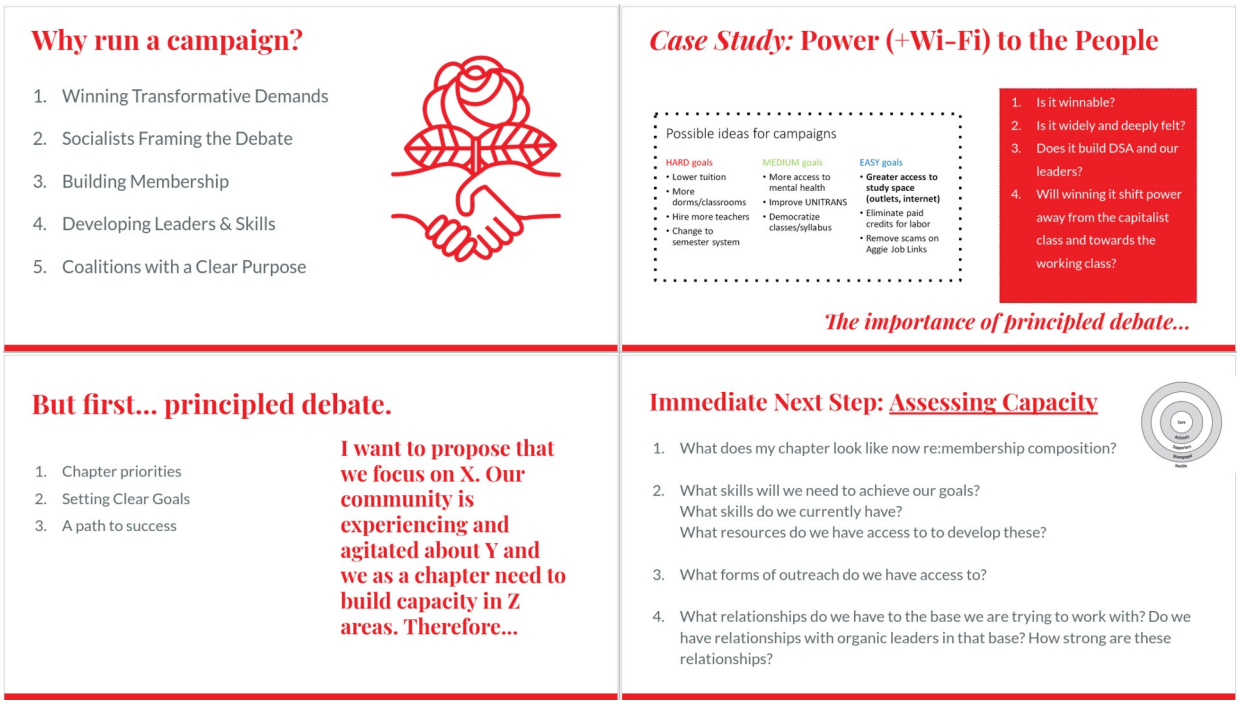

Figure 10: Extraits d'un diaporama de formation à l'organizing étudiant de YDSA. YDSA, « Cutting the Issue - Building a Strong Chapter », 2020.

On voit bien ici de quelles manières ces documents et formations proposent l'acquisition d'un ensemble de pratiques distinctes, ou de manières d'envisager le travail militant et ses acteurs, qui correspondent au cadrage opéré par Petitjean vis-à-vis d'un champ de l'*organizing* hautement professionnalisé. Ces éléments s'ajoutent, avec le rejet de la catégorie « d'activisme » au sein des communications internes de DSA, aux expériences et aux conceptualisations militantes de certains de nos enquêtés, dont les frontières de leur *organizing* « bénévole » pour DSA sont relativement poreuses avec celles de leur activité salariée. Leo, militant à DSA et salarié par une fédération syndicale, exprime par exemple avec humour les habitudes de militantisme forgées par sa formation professionnelle :

> En raison de ma formation d'*organizer* je me sens un peu sociopathe, parce que j'ai des listes de gens et je sais quand je leur ai parlé pour la dernière fois, quel est leur niveau d'implication [dans l'organisation] ... Je rencontre tellement de gens qu'il m'est impossible de me rappeler de tous les noms et de me souvenir de garder le contact avec ces gens. Donc oui, je dois avoir des systèmes, parce que oui, la façon dont j'ai été formé fait que l'on doit maintenir une sorte de relation avec les gens et tu sais, tu veux que ce soit authentique mais d'un autre côté j'ai besoin de m'assurer que j'ai un moyen de gérer toutes ces relations[355].

355 Leo, St Petersburg, communication personnelle, 15 octobre 2021. Notre traduction (*Because of my training as an organizer too, like I almost feel like a little bit of a a sociopath or something like that because like, i have like lists of people and like, you know, when was the last time I talked to them, what level of involvement do they have ... And so, um, I just meet so many people that like, it's impossible for me to just keep all the names and just to remember to keep in touch with these people, um, so yeah I have to have like, systems, because yeah, the way I've been trained is that you have to like, maintain kind of a relationship with people and you know, you want it to be authentic, but also like, I need to just make sure I have a means of managing all these relationships.*)

Le début de notre second entretien avec Frances, qui travaille de son côté pour des organisations de lobbying *liberal*, revient quant à lui sur la division « professionnel/amateur » chère au champ de l'*organizing* :

> Je peux me tromper mais j'ai l'impression que le mot « organizer » et euh, excuses ma supposition mais, le mot « militant », ne sont pas si différents, ou du moins les gens les utilisent de façon similaire ... C'est aussi un peu bizarre je pense, parce qu'il y a les gens qui font ça bénévolement, et c'est merveilleux, ils passent beaucoup de temps et d'énergie, tu sais, à travailler au sein de l'organisation et en dehors, et ils s'appellent eux-mêmes des *organizers*. Et puis il y a des gens qui font ça professionnellement et sont payés pour le faire, et ils s'appellent aussi eux-mêmes des *organizers*. Je suis l'une de ces personnes qui en plus du travail à DSA est aussi payée [pour ce type d'activités] ... Je suppose que [dans DSA] je me serais considérée comme « membre », mais c'est un mot beaucoup plus passif, qui ne décrit pas complètement le temps et l'intention consacrés à la réalisation de certaines tâches que nous faisons. Et pourtant, *organizer* ne me semble pas être le bon mot[356].

On constate ici comment ces militants, à leur manière, illustrent une certaine forme de professionnalisation de DSA au travers de leurs contacts souvent intimes avec le domaine de l'*organizing* états-unien. Au travers de ces profils, de la formation des membres de la « base » et du leadership politique (local et national) à ces techniques (pour ceux ne provenant pas directement de ce domaine professionnel), mais aussi de l'omniprésence du terme même au sein de l'organisation, nous voyons donc de quelle manière DSA professionnalise ses pratiques militantes en institutionnalisant l'*organizing* en son sein, et développe un habitus professionnel à tous les niveaux de l'organisation. Dans notre démarche d'analyse du processus de professionnalisation au sein de DSA, il nous semble cependant également essentiel de s'attarder sur la manière dont la division du travail militant joue un rôle dans la formation de cette dynamique. Celle-ci révèle en effet certaines interactions avec les origines socio-économiques des membres, leur niveau de diplômes et de disponibilité, mais aussi la structure même de DSA, contribuant à une forme de stratification des rôles au sein de l'organisation.

. Décentralisation et division du travail militant

La structure décentralisée de la DSA favorise un certain degré de professionnalisation au sein de l'organisation. Ce phénomène se traduit essentiellement par une division du travail militant, intimement liée aux dynamiques de professionnalisation, et soutenu par cette décentralisation. Dans un

356 Frances, New-York, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction (*I might be wrong but I feel like the word organizer and um, excuse my presumption here, but the word militant is not super dissimilar or at least people use them in not dissimilar ways um ... it's also a little bit odd I think um, because there's like the people that do it on a volunteer basis and this is wonderful and they spend a lot of time and energy, um, you know, working within the organization and outside of it and they call themselves organizers and then there are people who like, do it professionally and get paid to do that and they also call themselves organizers, and um, I am one of the people that in addition to the work I do with DSA also like, i'm paid ... I guess [in DSA] I would have thought of myself as like, a member, but that feels like a much more passive word and that doesn't fully describe how much time and intention goes into doing some of the work that we're doing. And yet, like, organizer just doesn't feel like the right word*).

premier temps, cette structure décentralisée a pour effet de disperser le travail militant en groupes de travail et comités divers, créant un environnement où les rôles et les tâches spécialisées émergent naturellement. Dans ce contexte, on observe une augmentation de la spécialisation et de la formalisation de ces rôles, alignés sur les compétences professionnelles, les niveaux d'éducation et les diverses ressources des membres. Notamment, les tâches décisionnelles ou, par exemple, celles liées à de la planification stratégique dans un contexte d'*organizing*, mais aussi plus généralement celles attachées à des compétences administratives et de gestion sont déléguées aux membres qui possèdent une plus grande expérience organisationnelle ou un niveau d'éducation supérieur. La fluidité et la souplesse organisationnelle de DSA créent alors des « niches », où les individus possédant des compétences spécifiques et valorisées d'un point de vue professionnel peuvent exercer une influence significative. Ici, la professionnalisation, productrice d'un corps distinct de membres « spécialistes », ne se produit pas seulement au travers de l'attribution formelle des rôles mais également par la reconnaissance informelle de l'expertise de certains membres, qui conditionne l'attribution différentielle des tâches. Une telle division du travail militant est alors liée à des dynamiques de classe, particulièrement en termes de capital culturel (ici attaché à des compétences « professionnalisées »[357] et à des sentiments de légitimité ou d'illégitimité intellectuelle), de niveaux de revenus ou de disponibilité biographique[358]. Il apparaît en effet que les membres qui disposent de plus hauts niveaux de diplôme et qui exercent des professions de cadre ou des professions intellectuelles supérieures (et comme nous avons pu le voir, de professions dans le champ politique) sont plus enclins à

357 Frances, citée plus haut, aborde cette dimension lorsqu'elle évoque avec humour ses dispositions vis-à-vis de la répartition de ses tâches militantes dans DSA : « pour ma part, je déteste faire du démarchage et des appels téléphoniques, et mon bagage professionnel se situe dans la stratégie numérique et les réseaux sociaux, donc je reste le plus souvent derrière l'ordinateur et je dis aux autres ce qu'ils doivent dire. Genre, laisse-moi plutôt t'écrire le script, je ne veux pas le faire, je ne suis juste pas assez bonne pour ça ». Frances, New-York, communication personnelle, 4 décembre 2021. Notre traduction (*Um for myself no, I hate canvassing and I hate making phone calls, and my professional background is in like, digital strategy and social media, so I mostly stay behind the computer and tell other people what to say. Like, let me write up the script for you here, I don't want to do it, I'm just not good*).

358 Sur ce point, Leo nous décrit notamment comment, dans ses premiers rapports avec DSA, une situation familiale et personnelle aisée (qui fera l'objet d'un important travail de réflexivité au cours de l'entretien) lui a permis de s'investir considérablement et d'occuper par la suite des postes à responsabilité au sein de sa section locale : « C'est à ce moment-là que j'ai commencé à assister à des événements, à devenir membre et tout le reste... Et puis je suis resté impliqué jusqu'à ce que mon emploi se termine avec SEIU [un important syndicat progressiste], et c'est là que j'ai vraiment commencé à m'impliquer davantage parce que je n'avais plus d'emploi, j'avais un peu d'argent, j'avais une assurance maladie, euh, grâce à mes parents et donc j'avais un peu de liberté pour faire ce que je voulais. Je savais que quand j'aurais 26 ans je perdrais cette assurance maladie donc je me suis dit, c'est un peu un moment unique pour pouvoir faire un tas de travail bénévole et créer des liens et tout ça. C'est ce que j'ai fait ces dix derniers mois où je me suis vraiment très impliqué dans DSA... ». Leo, St Petersburg, communication personnelle, 14 septembre 2021. Notre traduction (*That's when I just started to like start attending events, became a member and everything, um … and then just kind of stayed involved until my job ended with SEIU and that's when I really started getting more involved because I didn't have a job anymore, I had some money, I had health insurance, um, through my parents and so I kind of had some freedom to really just, do what I wanted, um, and I knew that when I turn 26 i'll lose that health insurance, so I was like, it's kind of a unique time to just be able to, you know, do a bunch of volunteer work and make connections and everything,. So that's what I spent the last 10 months doing, I was just being really involved in DSA.*)

occuper des rôles impliquant des tâches de planification, de gestion ou de représentation. Ces rôles[359], perçus comme plus prestigieux ou influents dans l'organisation, sont donc étroitement liés aux compétences et aux expériences acquises par ces individus dans leur éducation et leur carrière. À l'inverse, les membres disposant d'un capital culturel ou de compétences professionnelles plus faibles sont plus fortement représentés dans des rôles impliquant des tâches « de terrain », essentielles mais moins valorisées en termes de capital social au sein de DSA : le plus souvent les activités de porte-à-porte (*canvassing*) ou de démarcharge téléphonique (*phonebanking*).

L'influence des dynamiques de domination de classe, genrée ou raciale sur le travail militant n'est évidemment pas nouvelle dans les organisations contestataires et a parfois été analysée par la recherche en sciences sociales[360]. La division du travail militant, comprise ici dans sa dimension professionnalisée, a cependant des implications plus larges pour les dynamiques globales et la cohésion de DSA. D'une part, elle lui permet de tirer parti d'une large gamme de compétences et de ressources, augmentant sa capacité à opérer efficacement sur plusieurs fronts. D'autre part, en privilégiant les membres qui disposent de plus de capital (qu'il soit culturel, social ou économique), la division du travail militant au sein de DSA reflète et renforce les hiérarchies sociales existantes au sein de l'organisation, reproduisant en son sein les structures de classe qu'elle cherche par ailleurs à abolir. Elle accroît de plus la dynamique de professionnalisation au sein de l'organisation qui, bien que nécessaire à de nombreux égards, comporte également un certain nombre de risques, tels que ceux évoqués plus haut. En parallèle, il convient de noter que si la structure décentralisée de DSA amplifie la division du travail en son sein, et donc sa professionnalisation, elle impose dans le même temps des limites notables à ce processus.

Sur ce point, un facteur important réside dans la complexité de mise en œuvre d'une forte centralisation hiérarchique au sein de DSA. Avant tout, le contrôle « par le haut » des activités de l'or-

359 Frances nous décrivait ces rôles de la manière suivante : « tu es la personne qui s'assure qu'il y a des listes de noms à contacter par téléphone ou que tes équipes de terrain sont bien organisées pour frapper aux portes, [tu es la personne] qui travaille avec les législateurs, qui travaille avec les groupes communautaires, qui fait de la recherche législative ou sur les publics politiques locaux ou sur la région dans laquelle tu te trouve, ou quoi que ce soit d'autre ». Frances, New-York, communication personnelle, 17 décembre 2021. Notre traduction (*you're the person who's making sure there's lists of names to phonebank, there's, you know, you've got your field teams organized and set up properly to knock on doors, um, you're working with the legislators, you're working with community groups, you're working with, you know, you're doing legislative research or um, you know, research on constituency groups or the region that you're in, or whatever, you know, whatever that may be you're working on*).

360 Sur l'influence des rapports de classe, Sarah Nicaise analysait notamment en 2013 ses « effets silencieux » au sein d'un collectif informel queer et autonome. Elle y observait par exemple que « les taches décisionnelles relatives à l'organisation de telle ou telle action sont plutot le fait de celles qui sont issues des catégories dites moyennes et supérieures, qui détiennent un haut niveau de diplôme et qui maitrisent le mieux les savoirs dominants ». Sarah Nicaise, « Imbrication des rapports sociaux de domination dans l'engagement «gouine» », *Raison présente*, 2013, vol. 186, n° 1, p. 49-60, p. 58.

ganisation, qui représente une caractéristique essentielle de la professionnalisation[361], est en effet compliqué par la nature même de la décentralisation de DSA qui « disperse » ses voies hiérarchiques entre diverses sections locales, comités et groupes de travail. Cette dispersion de la hiérarchie et donc des activités implique également que les éventuelles pratiques « professionnalisées », au lieu de s'institutionnaliser dans l'ensemble de l'organisation, restent isolées au sein de ces sous-unités[362]. Ce cloisonnement limite l'adoption plus large de normes et d'habitus professionnels, réduisant l'ampleur de la dynamique de professionnalisation. En outre, la diversité idéologique de l'organisation, favorisée par la décentralisation, peut servir de barrière théorique contre la domination du travail militant par une « élite » professionnalisée. La nature décentralisée et l'emphase démocratique de DSA s'opposent en effet ici à la concentration d'un contrôle politique de l'organisation entre les mains d'une telle minorité. À nouveau, elle complique la centralisation hiérarchique, et donc l'établissement d'une vision stratégique unifiée éventuellement « professionnelle ». En favorisant une répartition la plus juste possible du pouvoir politique et des responsabilités qui lui sont impartis, cette diversité et l'ethos démocratique qui l'accompagne limitent naturellement la mesure avec laquelle la professionnalisation peut dominer la culture de l'organisation. L'oecumenisme de DSA peut de plus contribuer à un éventuel processus de « repolitisation ». La professionnalisation, par nature, tend à dépolitiser le militantisme[363] en mettant l'accent sur des notions d'efficacité quantifiable, d'expertise et de rôles formalisés, au détriment de la mobilisation « de la base » et du débat idéologique. Les caractéristiques organisationnelles et idéologiques de DSA vont donc bien à l'encontre de cette tendance. On peut en effet considérer que son cadre décentralisé encourage une discussion interne et une participation politique continues, garantissant que la professionnalisation n'érode pas les valeurs et les engagements socialistes fondamentaux de l'organisation. Si la structure organisationnelle de DSA favorise la professionnalisation (et par là, les rapports de classe) par le biais de la division du travail militant, elle agit alors en même temps comme un frein à l'ampleur de cette professionnalisation. Les complications liées à la mise en place d'un contrôle centralisé, la fragmentation des pratiques militantes et la résistance à la dépolitisation contribuent dès lors à une dynamique organisationnelle complexe, où les effets les moins souhaitables du processus de professionnalisation peuvent être théoriquement évalués.

Ainsi, et si la question de « l'ONGisation » ne nous semble pas pertinente pour analyser les dynamiques internes au sein de DSA, celle à la fois plus large et plus restreinte de la professionnalisa-

361 Sabine Lang, *NGOs, Civil Society, and the Public Sphere*, p. 72.
362 Sauf, bien sûr, dans le cadre d'efforts initiés au niveau national, à l'instar des formations d'*organizing* mentionnées plus haut.
363 Paula Lobato Gonzalez, *« NGOization »: From Activism to Advocacy*, https://www.e-ir.info/2021/07/15/ngoization-from-activism-to-advocacy/ , 15 juillet 2021, (consulté le 20 juillet 2024).

tion nous paraît être un fait majeur pour analyser l'organisation dans sa forme prise au 21e siècle. La tendance vers une rémunération d'élus politiques « à plein temps » et le rôle des salariés dans le fonctionnement de DSA, la structuration de ses pratiques autour du champ professionnel de l'*organizing* et une division du travail militant axée autour de dynamiques de classe et « d'expertise » contribuent chacun à leur manière à une professionnalisation accrue de l'organisation, depuis son accroissement de membres lors de la décennie 2010. Un tel processus est souvent vu comme inévitable dans le développement d'organisations politiques contestataires larges et capables, par exemple, d'agir efficacement au niveau national ou dans le champ de la politique institutionnelle. La complexité de ces formes de lutte font alors de la professionnalisation une nécessité pratique pour DSA et, plus largement, pour la majorité des organisations de ce type.

Un tel processus comporte en parallèle un certain nombre de risques, principalement liés à l'éventuelle érosion de l'éthos démocratique et de la vision « par le bas » du militantisme de DSA, mais aussi à des processus de dépolitisation et d'intégration de l'organisation dans les logiques institutionnelles et bureaucratiques qu'elle cherche précisément à combattre. Ces dynamiques d'intégration posent simultanément le risque d'un rapprochement de DSA au paradigme *liberal*[364] et, plus généralement, d'un alignement progressif sur des valeurs et des stratégies plus modérées, compromettant ainsi sa vision socialiste. Cette évolution amène alors à interroger la relation complexe entre DSA et le Parti démocrate, un acteur évidemment central au paysage politique états-unien mais aussi, de manière plus restreinte, au « Nonprofit Industrial Complex » décrié par les critiques du modèle des ONG et de leur professionnalisation[365]. La volonté de rupture de DSA avec le système bipartisan états-unien se confronte ici à des choix stratégiques, où des compromis peuvent être nécessaires pour accroître son influence et atteindre des objectifs politiques concrets. À ce point de notre analyse, il devient donc nécessaire d'examiner comment DSA navigue entre sa position de rupture officielle vis-à-vis du Parti démocrate et les réalités pragmatiques de la forme que prend son engagement politique, entre aspiration à une transformation radicale et la nécessité de jouer un rôle dans les dynamiques électorales et législatives actuelles.

364 Notamment au travers de phénomènes d'isomorphisme institutionnel, un processus d'homogénéisation d'organisations évoluant dans le même champ et utilisant des pratiques similaires. Dans le cadre, par exemple, de l'économie sociale et solidaire, la recherche a notamment pu montrer qu'au travers de ce phénomène, « la logique réactionnelle qui explique la naissance des organismes d'économie sociale (contre les effets du capitalisme) s'atténue au profit d'une logique d'adaptation fonctionnelle à ce mode de production ». Laville, cité dans Éric Bidet, « L'insoutenable grand écart de l'économie sociale Isomorphisme institutionnel et économie solidaire », *Revue du MAUSS*, 2003, vol. 21, no 1, p. 162-178, p. 166.

365 Voir par exemple INCITE!, *Beyond the Non-Profit Industrial Complex*, https://incite-national.org/beyond-the-non-profit-industrial-complex/ , 1er août 2018, (consulté le 23 juillet 2024).

8.2. La stratégie électorale de DSA : volonté de rupture, stratégie de fait

Il pourrait paraître surprenant que dans notre section précédente sur la professionnalisation de l'organisation, qui représente donc un de ses outils majeurs dans le développement de son influence politique et institutionnelle, nous n'ayons pas mentionné les membres élus de DSA au sein des différentes composantes du gouvernement états-unien. Ces élus, qu'ils soient conseillers municipaux ou représentants à la Chambre fédérale, peuvent en effet être désormais considérés comme des professionnels politiques[366] qui participent dans une mesure importante à l'institutionnalisation, voire à l'intégration, de DSA dans le système politique états-unien. Il convient cependant de souligner que ces élus et leurs cabinets sont à distinguer, d'un point de vue organisationnel, de DSA, quand bien même ils sont pour la plupart restés membres de l'organisation et maintiennent des relations avec cette dernière. Cette situation résulte du fait que DSA n'est pas constituée en parti politique : manquant des mécanismes organisationnels qui permettent de se « lier » politiquement à ses candidats élus, l'organisation dépend bien souvent du bon vouloir de ces derniers et de leurs cabinets, affiliés au Parti démocrate, pour leur coopération future. Cette caractéristique majeure de la politique électorale de DSA a pour conséquence que l'organisation exerce une influence extrêmement fragmentée sur « ses » élus, liée aux contingences locales et nationales, mais surtout inversement corrélée aux niveaux de responsabilité : les élus locaux travaillant bien souvent en proximité avec leurs sections respectives, tandis que les élus fédéraux n'ont que peu de contacts formels avec l'organisation nationale.

. Le rapport aux élus fédéraux : l'exemple de Bowman

Les cas d'Alexandria Ocasio-Cortez et de Jamaal Bowman nous apportent sur ce point un exemple éclairant. Nous avons mentionné plus haut (chapitre 6, partie 6.3) les conflits internes à l'organisation ayant eu trait à Bowman en 2021, lors de son vote pour un soutien militaire à Israël. Lors de cette période, une série de messages envoyés par un assistant parlementaire de ce dernier sur le forum de discussions interne de DSA[367] éclaire notamment le manque de communication entre le bureau du représentant et l'organisation dans son ensemble. La lettre de ce salarié, qui s'exprime « en tant que membre de DSA et en [son] nom propre »[368], révèle en effet d'importants dé-

366 Peverill Squire, « Legislative Professionalisation and Legislative Careers in the United States » dans Michael Edinger et Stefan Jahr (eds.), *Political careers in Europe: career patterns in multi-level systems*, Baden-Baden, Nomos, 2015, p. 205-224.

367 Messages récupérés par le journal pro-israélien *Jewish Insider* et dont l'authenticité nous a été confirmée par certains de nos enquêtés. Voir Matthew Kassel, « Socialist staffer on Jamaal Bowman's team details congressman's efforts to placate DSA », *Jewish Insider*, 23 mai 2022 et Matthew Kassel, « Bowman staffer penned second letter to assure DSA over congressman's Israel position », *Jewish Insider*, 26 mai 2022.

368 Matthew Kassel, « Socialist staffer on Jamaal Bowman's team details congressman's efforts to placate DSA », notre traduction (*I am speaking as a DSA member in my personal capacity.*)

fauts de communication et les faibles liens organisationnels existant entre DSA et Bowman et décrit une relation entre les deux parties marquée par un certain nombre d'incompréhensions, d'opportunités de collaboration manquées et de tensions ayant pu être évitées par un cadre organisationnel et politique plus clair. S'il réfute dans sa première lettre les accusations du groupe de travail BDS envers Bowman, affirmant que les membres de ce dernier n'ont pas cherché à trouver de réel accord avec le représentant fédéral[369], l'assistant parlementaire développe également une réflexion plus large sur les conditions de soutien de DSA à ces candidats aux primaires démocrates. Indiquant que Bowman avait des raisons de croire que ses divergences politiques avec DSA sur la question d'Israël ne serait pas un obstacle à des collaborations futures, malgré qu'à l'époque de sa première élection, elle n'avait pas empêché un tel soutien, il écrit :

> Bowman a été très clair lors de sa campagne pendant le dernier cycle électoral : il ne soutenait pas le mouvement BDS et adopterait une orientation semblable à celle de Bernie à l'égard d'Israël. Dans ces conditions, on peut évidemment se demander si DSA aurait dû le soutenir en premier lieu. Mais DSA l'a soutenu … J'ai rarement vu une discussion constructive sur la manière dont DSA pourrait établir des relations stratégiques et réfléchies avec Bowman et le reste du Squad (aucun d'entre eux n'est un véritable candidat « cadre » [de DSA] ou n'est comptable de manière forte à DSA, mais tous ont un potentiel énorme et à peine exploité pour développer l'organisation pendant cette période)[370].

Il décrit par la suite la situation d'un élu de bonne volonté (« notre porte a toujours été ouverte »)[371], qui cherche à travailler avec et à mettre en avant l'organisation socialiste malgré son « peu de présence dans sa circonscription, et le faible rôle qu'elle a joué dans son élection »[372]. Il souligne le manque d'une stratégie coordonnée et de canaux de communication ayant pu permettre à Bowman et à DSA d'éviter de tels conflits. Dans l'ensemble, cette première lettre décrit une situation où les conflits internes de l'organisation ainsi que les agissements de certains de ses représentants ont contribué à une détérioration de la relation, voire à une rupture de dialogue, entre DSA et un élu socialiste démocratique, dont la bonne volonté aurait pu permettre de plus fortes mises en commun. Dans un second message, publié quelques jours plus tard, il écrit également :

---

369 Matthew Kassel, « Socialist staffer on Jamaal Bowman's team details congressman's efforts to placate DSA », notre traduction (*The first falsehood is that BDS WG tried in good faith to engage with us over a period of months. That simply did not happen.*)

370 Matthew Kassel, « Socialist staffer on Jamaal Bowman's team details congressman's efforts to placate DSA », notre traduction (*Bowman was very clear in his campaign last cycle that he did not support BDS, and that he would adopt a Bernie-esque orientation to Israel. Given this, it's obviously debatable whether DSA should have endorsed him in the first place. But DSA did endorse. And I don't see anyone in the anti-Bowman camp taking any responsibility for that on behalf of DSA. I've rarely seen constructive discussion about how DSA could relate strategically and carefully to Bowman and the rest of the Squad (none of whom are genuine cadre candidates or have high levels of accountability to DSA, but all of whom have massive and barely tapped potential to grow the org during this phase).*)

371 Matthew Kassel, « Socialist staffer on Jamaal Bowman's team details congressman's efforts to placate DSA », notre traduction (*our door was always open to discuss these matters with anyone*)

372 Matthew Kassel, « Socialist staffer on Jamaal Bowman's team details congressman's efforts to placate DSA », notre traduction (*Despite DSA not having much of a presence in his district, and not playing much of a role in getting him elected*)

> Quelques échanges ou tentatives d'approche préliminaires ne suffisent pas à établir une relation. Je suis certain qu'il y a des choses que nous aurions pu mieux faire. Mais le personnel du Congrès est confronté à une énorme quantité de courrier entrant et il faut en tenir compte. Même nos partenaires les plus proches doivent remplir des formulaires de demande de rendez-vous et nous envoyer parfois de multiples messages à propos de certaines choses. Je ne dis pas ça pour réprimander ou faire la leçon à qui que ce soit mais pour dire, sur la base de mon expérience, que si DSA veut faire de l'*organizing* sérieux et établir des relations de redevabilité [*relationships of accountability*] avec les élus socialistes au niveau fédéral, et s'appuyer sur les leçons apprises dans des endroits comme NYC, je pense qu'il est crucial de mettre en place les structures et les moyens nécessaires pour connaître les salariés parlementaires (et pour que davantage d'entre nous en deviennent), et d'être en contact fréquent[373].

S'il critique toujours le manque de volonté formelle de l'organisation dans ses prises de contact avec l'élu et y assigne l'essentiel de la responsabilité de la rupture, cet auteur met également en lumière les difficultés pratiques de la nature même du travail parlementaire, et de fait, sa forte séparation avec « ses partenaires les plus proches », en termes organisationnels et humains.

Plus généralement, ces deux lettres révèlent des problèmes significatifs dans la communication entre le bureau du député et DSA, ce qui met en lumière certains problèmes structurels de l'organisation vis-à-vis de « ses » élus. Dans un premier temps, ces textes révèlent la mise en place d'une prise de contact et d'une communication « de crise » lors des révélations du vote de Bowman, s'étant déclenchées trop tardivement, alors qu'une communication proactive et des liens organisationnels pérennes auraient pu anticiper et éviter cette rupture. Dans un second temps, l'assistant parlementaire adopte dans ces lettres une posture qui cherche à rassurer les membres de DSA sur la bonne volonté de Bowman dans sa coopération avec l'organisation. Il insiste par exemple sur le fait que ce dernier « n'a jamais critiqué ou cherché à compromettre DSA » ou qu'il est « extrêmement motivé » à soutenir des campagnes visant « un changement radical »[374]. Cependant, cette insistance sur une bonne volonté de l'élu comme principal lien avec DSA atteste avant tout de l'absence d'autres formes de liens politiques, plus formalisés et institutionnalisés. Il semble en effet qu'en l'absence de tels liens formels, un appui axé uniquement autour de la volonté personnelle et politique des élus expose ces partenariats à des fragilités importantes, notamment en cas de divergences sur des questions clefs, telles que celle de la Palestine.

---

373 Matthew Kassel, « Bowman staffer penned second letter », notre traduction (*A couple initial exchanges or attempts at outreach don't constitute building a relationship. I am sure there's stuff we could have done better here. But Congressional staff deal with an enormous amount of incoming, and you just have to take that into account. Even our closest partners need to fill out scheduling forms and sometimes ping us multiple times about things.In general, we talk to them constantly. I say this not to chastise or lecture anyone, but to offer based on my experience that if DSA wants to do serious organizing and establish relationships of accountability with socialist electeds at the federal level, and build on the lessons being learned in places like NYC, I think it's crucial to set up the structures and capacities to get to know staffers (and for more of us to become staffers), and to be in touch frequently.*)

374 Matthew Kassel, « Socialist staffer on Jamaal Bowman's team details congressman's efforts to placate DSA », notre traduction (*He's never criticized or done anything to undermine DSA … He is also extremely motivated to put real, sustained political weight behind campaigns for radical change*)

. Le rapport aux élus fédéraux : l'exemple d'Ocasio-Cortez

À son tour, le cas d'Alexandria Ocasio-Cortez (AOC), et plus précisément celui du conflit interne à DSA vis-à-vis de son éventuel soutien aux élections de 2024 permet d'éclairer certaines des dynamiques inter-organisationnelles de DSA avec ces élus du « Squad » lui étant souvent associés. En effet, un important conflit a éclaté après l'officialisation par la section new-yorkaise de DSA de son soutien à la campagne d'AOC et à sa demande d'un tel soutien par l'organisation nationale. La décision en est alors revenue au NPC, qui a vu son nombre de membres associés à des caucus « révolutionnaires » (Red Star, Marxist Unity Group…) augmenter de manière importante en 2023. Cette situation, jointe à celle d'une importante perte de popularité d'AOC dans la gauche socialiste en général depuis son second mandat[375], a conduit à d'importantes dissensions internes et à un conditionnement strict d'un tel soutien national, amenant NYC-DSA à retirer sa demande de soutien national à Ocasio-Cortez. Un article publié par *Red Star* (caucus alors opposé au soutien d'AOC) est dans ce cadre révélateur du peu de lien entretenu entre Ocasio-Cortez et l'organisation dans son ensemble. L'article, qui n'a pas été démenti sur ce point par ses adversaires politiques, décrit en effet une absence quasi-totale de liens entre la représentante fédérale et DSA. On peut y lire notamment « qu'aujourd'hui, AOC n'entretient pas de relation continue avec le leadership politique de DSA »[376] ou que « seulement une réunion avec le bureau d'AOC a été tenue »[377] malgré un vote du NPC courant 2023 l'amenant à chercher à mettre en œuvre des réunions régulières. *Red Star*, contrairement à des caucus comme SMC ou *Groundwork* au sein du Comité Politique National, se positionne clairement dans les débats liés aux relations avec ces élus comme partisan d'une plus forte « discipline » de ces derniers[378]. La nécessité plus générale de développer des liens politiques et organisationnels plus forts avec ces élus, notamment au niveau fédéral où ces liens sont particulièrement faibles, fait cependant consensus au sein de l'organisation, comme certains votes aux conventions précédentes ont pu le signaler[379]. La volonté de développer des comités locaux relatifs

375 Voir par exemple Alex Thompson et Holly Otterbein, « The "new" AOC divides the left », *POLITICO*, 30 mars 2020 ; Freddie deBoer, « AOC Is Just a Regular Old Democrat Now », *New York Magazine*, 25 juill. 2023 ; Oren Schweitzer, « I Miss the Old AOC », *Democratic Left*, 19 juin 2024.

376 L. Grayson, « Endorsing AOC is a Bridge to Nowhere », *Red Star*, 17 mai 2024, 17 mai 2024. Notre traduction (*Today, AOC has no continuing relationship with DSA's political leadership.*)

377 L. Grayson, « Endorsing AOC is a Bridge to Nowhere », *Red Star*, 17 mai 2024, 17 mai 2024. Notre traduction (*Early in the current term, the NPC discussed the necessity of having a working relationship with our federal elected officials. Concerns about this lack of a relationship led to a vote to reach out to AOC's team and begin the process of regular meetings. Despite this decision, only one initial meeting with AOC's office has been held.*)

378 Voir plus haut, partie 6.3. Voir également Red Star, *Points of Unity*, https://redstarcaucus.org/points-of-unity/ , 8 février 2019, (consulté le 28 juillet 2024).

379 Par exemple la résolution #6 de la convention de 2021, qui conditionne les soutiens électoraux de l'organisation à une série de conditions politiques, dont le fait de participer une fois élu à des réunions trimestrielles avec le leadership de DSA ou de former un caucus avec d'autres membres élus de DSA au sein des législatures (« #6 : Tribunes of the People and Democratic Discipline », DSA USA, *2021 DSA Convention Resolutions*,). C'est donc sur la nature de ces liens, au travers des mécanismes organisationnels à mettre en place, qui fait débat au sein des caucus représentés au

à ces « socialistes au pouvoir » (*Socialists in Office Committees*, SiO), sur lesquels nous allons revenir dans cette section, vont notamment dans ce sens. La difficulté de développer un tel comité SiO au niveau fédéral, dont la mise en place a été votée par la convention de 2023[380], s'explique ici par la difficulté pour l'organisation nationale de mobiliser « ses » quelques élus fédéraux. Les conditions énoncées par le NPC en 2024 pour soutenir la candidature d'Ocasio-Cortez incluaient d'ailleurs, aux côtés de demandes liées au conflit en Palestine, « une participation régulière dans le Comité fédéral des socialistes élus »[381]. Sur ce point et dans le cas d'AOC, l'article de *Red Star* soulève une dimension importante, à savoir la volonté de l'élue de collaborer de manière substantielle avec DSA :

> Les relations fonctionnent à double sens, mais le fait que les membres de DSA se concentrent sur notre côté de la relation entre DSA et AOC obscurcit cette réalité. Oui, DSA doit essayer de maintenir une relation avec tous les élus qu'elle soutient au niveau national. Cependant, ces élus devraient également être prêts à maintenir une relation forte avec l'organisation ... [AOC] ne considère pas faire partie de notre projet collectif. Pourquoi DSA devrait-elle continuer à soutenir quelqu'un qui ne se considère pas comme l'une des nôtres ? Il est normal que les élus, même les membres du Congrès, entretiennent des relations proactives avec les membres de leur communauté, en particulier avec les organisations « de la base » qui les ont ostensiblement aidés à se faire élire. Pourtant, dans le cas d'AOC, nous l'avons rarement vue tenter de se mettre en lien avec l'organisation nationale d'une quelconque manière qui aiderait à construire l'organisation et le mouvement socialiste que nous tentons de développer ... Le bureau d'AOC n'a pas fait pression pour obtenir cet appui ; rien n'indique que recevoir l'appui de DSA soit une priorité pour elle. Pourquoi, alors, sommes-nous si préoccupés par cet appui, étant donné le peu d'impact ou d'avantages qu'il a sur la poursuite des activités de DSA ou de la majorité de ses sections[382] ?

NPC.

380 « Le NPC et le NEC sont chargés de créer un Comité des Socialistes au Congrès (SICC) pour se réunir avec les candidats à des postes fédéraux approuvés au niveau national et des élus fédéraux afin d'établir une communication régulière, des actions communes, de coordonner les soutiens et partager des stratégies, de s'assurer de l'adhésion aux standards [politiques] établis dans cette résolution et d'organiser des réunions publiques régulières entre ces élus affiliés à DSA et nos membres ». DSA USA, *2023 Convention Results*, p. 84, notre traduction (*Resolved, that the NPC and NEC are tasked with creating a Socialists in Congress Committee (SICC) to meet with nationally endorsed federal candidates and federal elected officials to establish regular communication, joint actions, coordinate endorsements and share strategies, ensure adherence to the standards established in this resolution, and organize regular town halls for discussion between DSA-endorsed electeds and DSA members*)

381 DSA USA, *Status of DSA National Endorsement for Rep. Ocasio-Cortez*, https://www.dsausa.org/statements/status-of-dsa-national-endorsement-for-rep-ocasio-cortez/, (consulté le 29 juillet 2024). Notre traduction (*On Sunday, June 23rd, the DSA National Political Committee (NPC) voted to endorse Representative Alexandria Ocasio-Cortez (AOC) so long as she fulfills the following conditions … - Participates regularly in the DSA Federal Socialists in Office Committee)*.

382 L. Grayson, « Endorsing AOC is a Bridge to Nowhere », notre traduction (*Relationships are two-way streets, but DSA members' focus on DSA's side of the relationship with AOC obfuscates that reality. Yes, DSA must try to maintain a relationship with all of its nationally endorsed electeds. Still, these electeds should also be willing to maintain a strong relationship with the organization ... The real contention with this sentiment and AOC's lack of engagement with DSA is that she does not see herself as a part of our collective project. Why should DSA continue to endorse someone who does not count herself as one of our own? It is typical for electeds, even congresspeople, to proactively maintain relationships with members of their community, particularly grassroots organizations that have ostensibly helped get them elected. Yet with AOC, we have rarely seen her attempt to engage with the national organization in any sustainable way that helps build the organization and the socialist movement it's trying to develop ... AOC's office has not been pushing for this endorsement; there is no indication that receiving DSA's endorsement is something she is prioritizing. Why, then, are we so concerned with this endorsement, given how little it affects or benefits the continued operations of DSA or the majority of its chapters?*)

Il est effectivement possible de se demander si la représentante la plus célèbre du « Squad » trouve un intérêt à s'appuyer sur une organisation comme DSA pour mener à bien ses objectifs politiques. La politique menée par Ocasio-Cortez depuis le début de la décennie 2020 a en effet eu tendance à diverger de celle de l'organisation socialiste, passant d'une approche ouvertement confrontationnelle avec le Parti démocrate, lors de ses premières années[383], à une approche de collaboration, voire de soutien à l'appareil du Parti démocrate et, parfois, à sa « vieille garde »[384]. L'idée avancée par Red Star selon laquelle AOC ne se sentirait pas particulièrement liée à DSA semble de plus associée à une réévaluation, de la part de cette dernière, de la nature de sa « base » politique. On peut lire notamment dans un livre du journaliste Ryan Grim sur le « Squad » :

> Son deuxième mandat, au cours duquel elle a dû faire face à des critiques de plus en plus virulentes de la part d'éléments de la gauche, a été un moment difficile pour elle, m'a dit Ocasio-Cortez. « Cette période m'a vraiment forcée à réfléchir à ce qu'était ma base », a-t-elle déclaré. « Parce que pendant un certain temps, je n'ai pas eu l'impression d'être à gauche. J'étais de gauche, mais la gauche ne me soutenait pas vraiment. J'avais l'impression que c'était une relation de convenance et que dès que je cesserais d'être utile, on me jetterait. Et on ne peut pas construire un mouvement avec ses soutiens les plus inconstants ». Je lui ai demandé ce qu'elle voulait dire et si elle avait trouvé une meilleure base de partisans. « Je ne pense pas qu'il s'agissait de trouver une 'meilleure' base, mais plutôt de découvrir qui était/est ma base », a-t-elle répondu. « Même si je les aime beaucoup, je n'ai pas gagné mon élection grâce à DSA. Ou même grâce à JD [*Justice Democrats*, l'organisation l'ayant initialement formée]. Ou n'importe laquelle de ces organisations. Elles m'ont toutes abandonnée, ignorée, ou se sont battues contre moi, avant d'intervenir au dernier moment, alors que je m'étais démenée pendant longtemps pour devenir un tant soit peu viable»[385].

Si nous ne pouvons ni ne souhaitons inférer ici des sensibilités et conceptualisations politiques d'Alexandria Ocasio-Cortez, il semble cependant clair que cette dernière ne ressent en effet pas son activité parlementaire et politique comme nécessairement liée à DSA et à un « public » socialiste. Cet état de fait rend la perspective d'une collaboration étroite, voire la mise en place de mécanismes disciplinaires de la part de l'organisation vis-à-vis de « son » élue, très peu pertinente. Comme pour Bowman, la capacité de DSA en tant qu'organisation à exercer un pouvoir quelconque sur cette élue

383 Voir par exemple Rachael Bade et Heather Caygle, « Exasperated Democrats try to rein in Ocasio-Cortez », *POLITICO*, 11 janv. 2019.

384 Voir par exemple Nicholas Wu et Jordain Carney, « From agitator to insider: The evolution of AOC », *POLITICO*, 2 avril 2023 ; Gaby Del Valle, « The Alexandria Ocasio-Cortez You Don't Know », *The New York Times*, 4 mai 2024 ; Nick Reisman, « This socialist just became an establishment favorite », *POLITICO*, 23 août 2024.

385 Ryan Grim, *The Squad: AOC and the Hope of a Political Revolution*, New York, Henry Holt and Company, 2023, p. 538. Notre traduction (*Her second term, as she faced increasingly vitriolic criticism from elements of the left, had been a low point for her, Ocasio-Cortez told me. "That time really forced me to kind of sit with who my base was," she said. "Because for a while it did not feel like the left. Like I was left but the left didn't really support me, it felt like more a relationship of convenience and the moment I stopped being as useful I'd be dumped. And you can't movement build with your most fickle supporters." I asked what she meant, and whether she had found a better base of supporters. "I don't think it was figuring out a 'better' base but more figuring out who my base actually was/is," she said. "Like as much as I love them, I did not win my election because of DSA. Or even JD. Or any of these orgs. They all either abandoned, ignored, or fought with me and then swooped in at the last moment when I busted my whole ass for a long time to become even remotely viable."*)

repose en effet uniquement sur la volonté personnelle et politique de cette dernière, qui fait ici défaut.

ces élus fédéraux, officiellement membres de DSA, se sentent donc moins liés à l'organisation qui s'apparente le plus souvent pour eux à une alliée parmi d'autres, au sein de l'écosystème progressiste gravitant autour du Parti démocrate. Cela est dû à leur forte influence politique et, particulièrement dans le cas d'AOC, une forte autonomie organisationnelle : en termes de capacités d'*organizing* local et de levée de fonds notamment, domaines où l'élue new-yorkaise s'est fortement distinguée[386]. Cette situation provoque pour l'organisation socialiste un problème de redevabilité (« d'accountability ») majeur vis-à-vis de ces élus qu'elle considère bien souvent comme ses représentants. Ces problèmes sont donc principalement dus à un manque de cadres organisationnels clairs liant politiquement les candidats socialistes à l'organisation, qu'ils se rapportent à des mécanismes « disciplinaires » ou non, comme en témoigne l'exemple de la lettre du salarié de Bowman. Ce déficit structurel, combiné à une force politique limitée dans le contexte états-unien, devient particulièrement évident dans le cas d'Alexandria Ocasio-Cortez qui, par sa stature politique et l'étendue de ses capacités opérationnelles, n'est plus tributaire du soutien de DSA pour consolider sa base électorale et mener ses campagnes de réélection. Les éventuelles divergences stratégiques ou politiques entre un ou une élue et l'organisation conduisent alors mécaniquement à des séparations de fait, dont le cas d'AOC représente un exemple paradigmatique. Si ces élus fédéraux ne travaillent donc que très peu avec DSA[387], la situation est toutefois différente dans les contextes plus locaux (relatifs à des élus au niveau municipal ou des états), qui travaillent bien souvent en coordination étroite avec leurs sections respectives. Les formes spécifiques de coordination entre élus et sections locales et la portée de leurs actions communes sont cependant fortement liées aux différents contextes locaux. L'existence ou non des comités SiO, brièvement mentionnés jusqu'ici, témoignent de cet important état de fait.

. Quelles formes de coordination politique ?

C'est en 2020 que l'organisation a vu se développer en son sein des comités SiO, d'abord à New-York, où le nombre d'élus socialistes est le plus important, puis à Los Angeles, la deuxième plus grande section du pays. Nous nous appuyons ici sur l'exemple new-yorkais, pour les raisons évoquées ici mais également car c'est sur celui-ci que nous disposons de plus d'informations, au

386 Voir par exemple Gabby Birenbaum, « Ocasio-Cortez builds political army, and a fundraising machine to match », *The Hill*, 21 juin 2020 ; Brittany Gibson, « The Politician as Organizer », *The American Prospect*, 15 oct. 2020 ;
387 Il convient cependant de noter la présence, pour de brefs discours, des membres du « Squad » Jamaal Bowman et Rashida Tlaib lors de la convention nationale de DSA en 2021. Cori Bush, autre représentante du « Squad », a quant à elle été présente lors d'une réunion d'élus socialistes (sur laquelle nous reviendrons dans cette section), organisée en 2023 par le *DSA Fund*.

travers de nos informants et de certains articles de presses. New-York est donc unique en termes de nombre et de capacité d'influence de ses élus (DSA y compte 5 élus à l'Assemblée de l'État de New-York, sa chambre basse, et 3 sénateurs, tous membres du SiO[388]). Ce cas est cependant particulièrement éclairant sur les formes de coordination politique possibles entre élus affiliés à DSA, et donc sur la capacité de l'organisation à agir comme le « parti de substitution » qu'elle souhaite à terme composer.

Le comité SiO de New-York représente en effet un modèle distinct de coordination politique, qui permet à l'organisation et ses élus d'opérer avec un niveau de cohérence et d'unité s'approchant d'une structure de parti politique[389]. Ce comité ne fonctionne de plus pas seulement comme un organe de coordination mais aide également à la prise de décision collective et à maintenir une cohérence idéologique au sein des élus membres de DSA, améliorant d'autant plus les capacités de l'organisation à influer sur la politique new-yorkaise efficacement. Ce SiO est donc composé d'élus membres de NYC-DSA, mais également de représentants des diverses branches et groupes de travail de la ville, qui se réunissent chaque semaine. Cette structure permet de recueillir une diversité de contributions politiques et de garantir que les priorités des différents groupes au sein de NYC-DSA sont représentées par ses élus. Le comité se réunit pour discuter de ses stratégies législatives, examiner les projets en cours et décider d'éventuels positionnements collectifs au sein de la législature d'état. La nature démocratique du SiO est présentée comme centrale à son fonctionnement : chaque membre, au-delà de son statut dans l'organisation, peut proposer des sujets ou des projets législatifs au comité, visant à rendre possible une approche « par le bas » de la stratégie législative de DSA. Ce processus collectif de prise de décision n'est donc pas une simple formalité pour le SiO mais un outil majeur pour s'assurer que les élus puissent continuer à rester comptables de NYC-DSA dans son ensemble. L'idée est alors qu'une fois que le comité adopte une position sur un sujet particulier, les législateurs agissent de concert en votant d'un bloc dans leurs chambres respectives. Ce niveau de coordination ouvre à NYC-DSA la possibilité d'exercer une influence réelle à Albany, et donc que ses priorités législatives soient poursuivies de manière substantielle. Ces priorités incluent par exemple le *NY Health Act*, un projet d'assurance maladie publique à « payeur unique » (*single payer*) pour l'État de New-York, sur lequel NYC-DSA travaille en coalition depuis plusieurs années, et co-soutenu au Sénat par les deux élues du SiO, Julia Salazar et Kristen Gonzalez[390]. En-

388 New York State Socialists in Office, *About the State Socialists in Office*, https://www.newyorksocialistsinoffice.com/about, (consulté le 29 juillet 2024).
389 Voir Sam Mellins, « Inside the NYC Democratic Socialists' Powerhouse Electoral Machine », *Jacobin Magazine*, 10 décembre 2020 ; Peter Sterne, « Here's how the DSA keeps its lawmakers in line », *City & State NY*, 5 juillet 2022 ; Sam Adler-Bell, « Can DSA Go the Distance? », *Dissent Magazine*, Automne 2022.
390 The New York State Senate, *NY State Senate Bill 2023-S7590*, https://www.nysenate.gov/legislation/bills/2023/S7590 , 7 juillet 2023, (consulté le 29 juillet 2024).

fin, la capacité de NYC-DSA à fonctionner de manière similaire à un parti est particulièrement visible dans ses stratégies électorales, et dans la manière dont elle tire parti de son infrastructure organisationnelle pour militer en faveur de ses candidats communs et les former dans ce rôle, une dimension également facilitée par la mise en relation de ceux-ci au cours même de leurs campagnes[391]. L'organisation met également en place de nouvelles structures, comme le comité politique *DSA For the Many*, qui a pour vocation de lever des fonds pour tous les candidats new-yorkais de DSA et de coordonner leurs campagnes, ainsi que ses donations. *DSA For the Many* fonctionne alors comme une liste électorale commune (*slate*) de candidats DSA à New-York et comme un comité politique « multi-candidats », levant des fonds et les distribuant à ces derniers[392].

La structure du SiO facilite donc un fort degré de coordination, qui permet à NYC-DSA d'exercer, à son échelle, une influence s'approchant dans ses méthodes de celle d'un parti politique, tout en maintenant son ethos décentralisé et démocratique. Par le travail réalisé lors de ces réunions mais aussi plus généralement par le fait de maintenir un lien formalisé entre l'organisation et ses élus, le comité garantit que ces derniers ne s'écartent pas des principes qui leur ont valu le soutien de DSA en premier lieu. Les réunions et les discussions régulières en son sein créent une boucle de retours d'informations et de pratiques où les élus rendent compte de l'évolution de leur travail législatif. Ils reçoivent des conseils des autres membres et adaptent leurs stratégies en conséquence. Ce dialogue permanent est ici essentiel pour maintenir un certain alignement entre les objectifs de l'organisation, ses actions dans les divers groupes de travail et les votes de ses représentants élus. Le SiO new-yorkais ne fonctionne cependant par au travers d'un modèle disciplinaire : le cas de la sénatrice Julia Salazar, qui en 2022 a soutenu un projet de loi controversé relatif aux logements sociaux de la ville, en désaccord avec une partie du SiO[393], souligne par exemple cet état de fait. La décision de Salazar de soutenir ce projet de loi sans l'accord du comité (qui n'avait pas tranché sur cette question) a déclenché une controverse au sein de la section locale, illustrant les limites de la compétence du comité à faire respecter une discipline collective. Le SiO opère en effet sur une base de consensus, où les élus conservent individuellement un degré d'autonomie, ce qui peut les amener à des divergences stratégiques.

Le comité SiO de NYC-DSA représente donc un modèle relativement sophistiqué de coordination politique qui permet à l'organisation de maintenir un niveau élevé d'unité idéologique et stratégique parmi ses représentants élus. Bien que des difficultés existent toujours, notamment dans la

391 Sam Mellins, « Inside the NYC Democratic Socialists' Powerhouse Electoral Machine ».
392 Voir Nicholas Fandos, « The Secretive Court Fight Roiling New York's Democratic Socialists », *The New York Times*, 25 janv. 2024 ; DSA USA, *2023 Convention Results*, p. 82 ; Sam Adler-Bell, « Can DSA Go the Distance? ».
393 Peter Sterne, « Here's how the DSA keeps its lawmakers in line ».

gestion des désaccords internes, la structure et le fonctionnement du SiO permettent à DSA d'exercer une influence à son échelle sur la politique new-yorkaise, en agissant avec une cohérence comparable à celle de partis politiques traditionnellement constitués. Ces comités sont cependant toujours le fait d'initiatives locales, et sont par essence circonscrits aux sections les plus importantes, qui disposent déjà de plusieurs élus et correspondent le plus souvent à des grands centres urbains (comme Chicago, Boston ou Los Angeles). De plus, ces comités ne mettent en lien que les membres élus des sections individuelles, ou au niveau de chaque état, et n'ont donc pas de lien avec l'organisation nationale. L'expérience de Leo, militant dans une ville de Floride ayant élu son premier conseiller municipal socialiste en 2021[394], reflète cet état de fait lorsqu'interrogé sur l'éventuel soutien de l'organisation nationale pour la campagne, il explique :

> Non, non, pas vraiment, et ça fait partie des retours qu'on a donnés au Comité électoral national [*National Electoral Committee*, NEC], qui est celui qui a approuvé la candidature de Richie, c'est l'organe qui approuve les candidatures, et Richie l'a vécu comme une procédure intense, d'arriver à être soutenu, mais une fois qu'ils l'ont fait ils ont en quelque sorte disparu et ça reflète un peu ces procédés dont je te parlais avec même le Parti démocrate et toutes ces ONG … Ils ont vraiment juste approuvé la candidature et disparu, ils n'ont pas fait beaucoup pour le faire élire et je pense que ce n'est pas qu'ils ne voulaient pas le faire, c'est simplement parce que … Le NEC, en tant que partie de l'organisation, n'a pas les moyens de vraiment soutenir un candidat. Ils ont lancé une levée de fonds ou deux, tu vois, peut-être envoyé un peu de contenu pour les réseaux sociaux mais c'était vraiment, hm… Il n'était pas vraiment en contact avec eux souvent, tu vois, ils n'ont par exemple pas cherché à évaluer ses besoins et à trouver des idées pour l'aider … Mais oui, tout s'est passé au niveau de la section, en effet[395].

Le manque de moyens humains et financiers du NEC avancé par Leo semble effectivement être l'une des raisons pour ce manque de coordination avec les campagnes menées par ces sections isolées. Bien que le NEC soit le « comité prioritaire »[396] le mieux doté de l'organisation (avec par exemple en 2022, un budget de 120 000 dollars contre 37 000 pour la *National Labor Commission*, NLC, en seconde place[397]), ces sommes paraissent en effet insuffisantes pour qu'une organisation

394 McKenna Schueler, « Richie Floyd is Florida's First Open Socialist Elected in a Century », *Protean Magazine*, 5 nov. 2021.

395 Leo, Saint Petersburg, communication personnelle, 15 mai 2022. Notre traduction (*No no, not really, uh, and that was some feedback that we gave to the National Electoral Committee, who's the one that, um, endorsed Richie uh, they're the body that endorses candidates and kind of his experience was like, it was kind of an intensive process, to be endorsed, but once they endorsed they kind of disappeared and that mirrors a little bit of that process I was telling you about with like even the Democratic Party and these nonprofits … they really just endorsed and disappeared, they didn't really even do a ton to get him elected and I just think that's not because they didn't want to, it's just because … The NEC as like, you know, part of the organization, it just doesn't have the capacity to really support a candidate. They ran a fundraiser or two, um you know, they might have like sent out some social media and stuff but it was really, uh … He wasn't really in contact with them very often, you know, like them like trying to assess his needs and trying to come up with ideas on what might help … But yeah, it's all been on the chapter, yes*).

396 Les comités nationaux « prioritaires » sont définis en tant que tels par les conventions nationales et, pour 2022, étaient au nombre de 4. Par importance budgétaire : celui du *Green New Deal*, le *National Multiracial Organizing Committee* (MROC), la *National Labor Commission* (NLC) et le NEC.

397 DSA NPC, « NPC Draft - copy for members - 2023 DSA Budget ».

axée autour du travail militant volontaire et ne comptant en 2024 qu'une vingtaine de salariés[398] (pour tout le pays, toutes activités confondues) puisse efficacement soutenir les initiatives électorales de l'ensemble des sections la sollicitant. Si l'exemple ci-dessus a trait à la campagne électorale de Richie Floyd (qui ne peut évidemment participer à un comité SiO, étant le seul élu affilié à DSA pour toute la Floride), ce dernier a également peu été mis en contact avec l'organisation nationale lors de sa première année de mandat[399]. Les contacts entre élus affiliés à DSA en dehors des limites géographiques d'un État ou d'une municipalité sont également rares. La tenue d'une importante conférence de ce type en 2023, co-organisée par le *DSA Fund*, *Jacobin Magazine* et *The Nation*[400] fait sur ce point exception[401] : la remarque de l'un de ces élus, qui note que, élu depuis 6 ans « c'est la première fois que j'ai vraiment l'impression de faire partie d'un mouvement plus large[402] » va notamment dans ce sens.

Ce manque de coordination politique et humaine entre les élus affiliés à DSA et DSA elle-même, ou entre ces élus répartis dans le pays, témoigne donc des difficultés de l'organisation socialiste à mettre en place les conditions de ses propres choix stratégiques, en particulier celui du développement d'un parti de substitution, pouvant développer au niveau national une identité politique cohérente et unifiée ainsi qu'un certain nombre de structures organisationnelles qui mettent par exemple en lien les candidats/élus et leurs équipes, les sources de financement et les stratégies électorales/législatives. L'exemple new-yorkais et des initiatives isolées comme celle du *DSA Fund,* ainsi que certaines résolutions prises lors de la convention de 2023[403] indiquent d'un côté la direction prise par DSA vers la formation d'éventuelles structures partisanes « de substitution », au-delà de la question particulièrement politique de la « discipline » des élus et d'un éventuel « centralisme démocratique », mis en avant par les caucus qui se réclament du socialisme scientifique. D'un autre côté, le maintien d'une forte dépendance politique et organisationnelle de DSA vis-à-vis du Parti démocrate dans son travail électoral signale les difficultés de son projet d'indépendance politique et complique le travail de ces socialistes élus, qui doivent composer avec une double affiliation parfois source de tensions. Sur ce point, la stratégie politique annoncée de l'organisation socialiste rentre en

398 DSA USA, *Leadership and Structure*, https://www.dsausa.org/about-us/structure/, (consulté le 28 mars 2024).
399 Leo, Saint Petersburg, communication personnelle, 15 mai 2022.
400 David Duhalde, « U.S. Elected Socialists Just Held Their Largest Gathering in Nearly 40 Years », *In These Times*, 29 juin 2023.
401 Une réunion entre élus de DSA fut également mise en place par l'organisation elle-même en 2019, mais fut la seule de ce type tenue jusqu'en 2023.
402 Justin Farmer, cité dans David Duhalde, « U.S. Elected Socialists Just Held Their Largest Gathering », notre traduction (*This conference was restorative, I've been elected for 6 years and this was the first time I felt like I am really part of a bigger movement.*)
403 Notamment la résolution #6 qui étend les prérogatives du NEC ainsi que ses moyens financiers et humains, et l'engage à développer de manière substantielle ses activités d'accompagnement et de soutien électoral. DSA USA, *2023 Convention Results*, p. 186-193.

contradiction avec ses pratiques électorales de fait, amenant certains membres à parler, avec humour, d'un « dirty stay » pour désigner la forme de *statu quo* provoquée par cet état de fait.

. Le « dirty stay » en question

David Duhalde, membre de NYC-DSA et du caucus *Socialist Majority*, mais aussi directeur du *DSA Fund*, définissait cette approche de fait de la manière suivante :

> « Dirty stay » est un jeu de mots sur le terme "dirty break", qui est la stratégie officielle de DSA d'après laquelle nous allons finir par nous séparer des Démocrates et créer notre propre parti. On l'appelle « sale » parce que l'idée est qu'il n'y a pas de rupture nette et immédiate. Il s'agit de créer des cadres organisationnels et des institutions qui, à terme, auront la force de créer leur propre parti. Un exemple de cela est la façon dont le parti travailliste en Angleterre s'est séparé du parti libéral ... Aujourd'hui, DSA ne s'engage pas dans du travail interne au Parti démocrate. Je veux dire par là que DSA ne promeut pas de personnes qui se présentent à la direction de comités de comtés, elle ne prend pas position sur les candidats à la présidence de la DNC [*Democratic National Commission*], ce qu'elle a fait encore récemment, en 2017, pour Keith Ellison. DSA n'empêche pas ses membres, individuellement, de le faire. C'est juste qu'elle ne fait pas de travail intra-parti en tant qu'organisation[404].

Cette observation correspond effectivement à une tension réelle entre la stratégie mise en avant par DSA lors de ses conventions précédentes et les pratiques de fait de ses divers groupes de travail électoraux. Depuis la fin de la décennie 2010, DSA a fait du militantisme au sein du Parti démocrate l'une de ses priorités politiques, et ses succès en la matière lui ont permis une couverture relativement importante de la part des médias traditionnels, développant son influence politique et son attractivité au sein de la gauche états-unienne. Ce militantisme s'est cependant circonscrit autour d'une stratégie axée sur la présentation de candidats socialistes sur les lignes démocrates (par le biais de contestations de primaires) et non pas autour d'une stratégie de « prise de contrôle » des structures internes du parti, ou de modification de ses divers statuts ou règlements favorisant par exemple l'influence des grands donateurs. La structure organisationnelle du Parti démocrate favorise pourtant en même temps qu'elle limite la portée de telles initiatives. Par sa grande décentralisation, qui implique une faiblesse organisationnelle des structures démocrates aux niveaux des États mais aussi leur indépendance, entre elles ou vis-à-vis des organisations d'élus démocrates (comme le DCCC, *Democratic Congressional Campaign Committee*, pour les élus fédéraux à la Chambre des représentants), il pourraît être relativement aisé pour des socialistes organisés d'influer sur ces

404 David Duhalde, « Talking Strategy with DSA Leaders », *The Agitator*, 16 juin 2023, notre traduction (*"Dirty stay" is a play on the term "dirty break," which is DSA's official strategy that we're gonna eventually break from the Democrats and create our own party. It's called "dirty" because the idea is that there's not an immediate clean break. It's the idea that you're gonna create these organizational frameworks and institutions that eventually can have the strength to create its own party. An example of that in some ways is how the Labour Party in England broke off from the Liberal Party ... DSA today doesn't engage in intra-Democratic Party work. By that I mean that DSA doesn't promote people running for county committee, it doesn't take stances on who's running for the DNC chair, which it did as recently as 2017 for Keith Ellison. DSA doesn't say that individual members can't do that. It just doesn't do intraparty work as an organization.*)

entités locales et d'y obtenir des postes clefs. Dans le même temps, cette faiblesse des Partis démocrates locaux au niveau « de la base » s'accompagne d'une importante emphase sur les levées de fonds, et donc sur les grands donateurs, permettant d'axer leur activité partisane sur des campagnes « par le haut » où d'importants moyens financiers permettent d'atteindre un électorat au travers d'activités de sondages, de *consulting* politique et de sous-traitances diverses. Comme le souligne Hilton (dans un article qui sera influent pour le développement subséquent de la théorie du parti de substitution),

> Ces mêmes structures de partis qui sont si passives à leur base sont vigoureusement actives au sommet, recherchant et persuadant des donateurs potentiels en s'intéressant à leurs demandes et en développant un sentiment de conscience et des perceptions et objectifs communs à l'intérieur de la sphère publique … À un niveau formel, les organisations du Parti démocrate fonctionnent de manière plutôt démocratique : quiconque se présente peut participer. Mais sur le fond, le fait de pouvoir voter pour l'approbation d'un nouveau budget lors de la réunion annuelle du Parti démocrate local ne représente pas grand-chose et ne suscite donc pas un intérêt substantiel de la part des citoyens[405].

Hilton, qui sera suivi sur ce point par la majorité des promoteurs du parti de substitution au sein de DSA, en viendra cependant à concevoir la nature particulière des grands partis américains comme une force et une faiblesse pour le mouvement socialiste. Les partis sont alors comparés à « des organes de l'État lui-même, à cheval sur une frontière mi-privée, mi-publique, les rendant plus proches de 'services publics' que d'organisations de la société civile » et donc, en tant que tels, à des « lieux de la lutte des classe »[406].

Cependant, la reconnaissance par la majorité des membres de DSA de l'impossibilité de développer un « tiers parti » de manière substantielle aux États-Unis ne s'accompagne pas de projets militants visant à transformer en profondeur le Parti démocrate, de son ossature statutaire à son leadership organisationnel. Comme nous avons également pu le souligner plus haut (parties 6.3, 7.3), cette situation est en partie permise par l'attentisme caractérisant la théorie du *dirty break* et l'ambiguïté de celle du parti de substitution, qui permet notamment à l'organisation d'atténuer la visibilité et les conséquences de ses luttes factionnelles. Alternant entre une vision du Parti démocrate comme « ci-

405 Adam Hilton, « Organized for Democracy? Left Challenges Inside the Democratic Party », *Socialist Register*, 2018, vol. 54, p. 99-129, p. 107. Notre traduction (*The same party structures that are so passive at the base are vigorously active at the top, seeking out and persuading potential donors to contribute, listening to their concerns, and developing a shared sense of consciousness and purpose in the public sphere ... Formally, Democratic Party organizations are quite democratic: whoever shows up can participate. But substantively, getting to cast a vote to approve a new budget at the annual meeting of the local Democratic Party does not amount to much, and thus fails to draw substantial citizen interest.*)

406 Adam Hilton, « Organized for Democracy? », p. 124, p. 125. Notre traduction (*Their age, endurance, flexibility and legal status make them akin to organs of the state itself, straddling a semi-private, semi-public boundary that renders them more similar to 'public utilities' than civil society organizations ... Accordingly, from a strategic point of view, the existing major political parties in the US should be considered as sites of class struggle*).

metière des mouvements sociaux », selon la formule consacrée[407], et celle de la double nécessité du travail électoral en son sein (faire des élus socialistes une « vitrine » de DSA et obtenir des victoires législatives)[408], la relation de DSA au Parti démocrate semble donc particulièrement ambivalente et également liée aux conditions spécifiques du système partisan états-unien. Le « nouveau DSA », dans sa forme prise depuis son accroissement de membres en 2016-17, est cependant une organisation jeune dont les évolutions, parfois importantes et marquées par chaque convention bisannuelle, en font une structure encore en construction, où les débats internes et les réorientations stratégiques favorisent une dynamique d'adaptation et de réajustements réflexifs. Sur la stratégie liée au Parti démocrate, la question centrale traversant DSA et la majorité de ses caucus semble finalement être celle de son « indépendance ». Sur proposition du caucus B&R[409], une telle indépendance a été déclinée lors de la convention de 2023[410] selon sa nature « stratégique » (le développement de programmes distincts, de coordination d'élus et de candidats), « organisationnelle » (la création d'outils et de listes d'électeurs potentiels et de volontaires propres à DSA, le développement de ses capacités de levée de fonds, de formation de candidats) ainsi que par le développement d'une « marque » électorale distincte de celle des Démocrates. Que celle-ci soit de nature « organisationnelle » ou « stratégique », il convient donc pour finir d'analyser la manière dont ces évolutions correspondent, ou non, à une telle indépendance[411].

. Vers une indépendance graduelle

L'indépendance organisationnelle, telle que définie lors de la convention de 2023, fait donc référence à la capacité de DSA à recruter ses candidats par ses propres moyens, à développer des outils de campagnes électorales indépendants et, éventuellement, à présenter des candidats sur ses propres listes. Nous avons mis en lumière dans les pages précédentes les difficultés relatives à une telle indépendance du fait du manque, pour DSA, d'une structure organisationnelle se rapprochant de celle d'un parti et donc de sa dépendance vis-à-vis du Parti démocrate pour présenter des candidats. Les relations entre l'organisation et ses élus fédéraux, plus proches du Parti démocrate que de

407 Correspondant, d'un point de vue formalisé, aux factions « pro-parti » voulant initier une rupture nette (*clean break*) avec les Démocrates. Voir par exemple Andrew Sernatinger, *Three (And a Half) Socialist Electoral Strategies*, https://midwestsocialist.com/2020/05/26/three-and-a-half-socialist-electoral-strategies/ , 26 mai 2020, (consulté le 31 juillet 2024).

408 « Tribunes of the People and Democratic Discipline », DSA USA, *2021 Resolutions.*

409 Alex Pellitteri Meyer Nick Conder, and Neal, « Act Like an Independent Party », *The Call*, 2 août 2023.

410 DSA USA, *2023 Convention Results*, p. 74.

411 Cette analyse se concentrera uniquement sur les résolutions adoptées aux conventions de 2019 et 2021, considérant ces années comme pouvant offrir un historique clair et exploitable des changements stratégiques et des décisions organisationnelles de DSA, nous permettant d'évaluer leur impact immédiat et leur alignement sur les aspirations d'indépendance de l'organisation. Bien que les résolutions de 2023 offrent également des informations importantes, il nous semble à l'heure de notre rédaction trop tôt pour évaluer la réalité de leur mise en œuvre et de leurs effets. Les résolutions 2019 et 2021 nous offriront dans ce cadre une base d'analyse plus concrète, reflétant des décisions qui ont eu le temps d'influencer l'orientation de l'organisation.

DSA, illustrent d'autant plus les limites actuelles d'une telle indépendance. Le cas de Jamaal Bowman illustre par exemple l'influence fragmentée que DSA peut exercer sur ses élus fédéraux : malgré son soutien de Bowman et l'affiliation de ce dernier à l'organisation, le manque de mécanismes formels permettant d'assurer un alignement avec ses objectifs politiques a mené à d'importants soucis de communication et de divergences stratégiques sur des questions critiques comme celle du soutien à Israël. Cette situation démontre une indépendance organisationnelle de DSA toujours contrainte par sa dépendance aux volontés individuelles de « ses » élus, nécessairement plus inféodés au Parti démocrate lorsqu'au pouvoir . De plus, le processus de sélection de candidats de DSA n'est pas totalement indépendant, car l'organisation doit prendre en compte les priorités électorales du Parti démocrate une fois la primaire remportée, ce qui limite ses capacités à développer « ses » propres listes ou à contrôler pleinement les campagnes des candidats. Les récents conflits internes liés au soutien d'AOC démontrent d'autant plus les difficultés à maintenir une cohérence organisationnelle lorsqu'il s'agit de candidats médiatiques, risquant de ne pas s'aligner parfaitement sur les objectifs et stratégies politiques de DSA.

Un certain nombre de résolutions votées aux conventions de 2019 et 2021 vont cependant dans le sens d'une plus grande indépendance organisationnelle de DSA. La résolution #31 en 2019, notamment, a mis en place un encadrement plus strict du processus de sélection et d'approbation des candidats électoraux[412]. Celle-ci développe les possibilités de développer une liste électorale distincte en conditionnant ses soutiens à des candidats reflétant les objectifs et valeurs politiques de DSA. Les résolutions # 25, #8 et #26 de 2021[413] développent quant à elles cette tendance vers une plus grande indépendance organisationnelle, respectivement en développant les capacités techniques de l'organisation au travers du Comité national technique (*National Tech Committee*) en réaffirmant la nécessité de rompre (au long terme) avec le Parti démocrate et en cherchant à développer les programmes de formation à l'*organizing*. En développant ses capacités techniques internes (vis-à-vis de bases de données ou de plateformes de communication par exemple), la résolution #25 réduit la dépendance de l'organisation à des outils et des plate-formes extérieures, alors qu'en se concentrant sur une professionnalisation des membres de l'organisation, la résolution #26 contribue directement à la capacité de DSA d'opérer indépendamment dans le champ électoral. En parallèle, il convient de noter certaines résolutions ayant échoué au vote de ces conventions, comme la résolution #9 de 2021[414], qui visait à présenter 10 candidats indépendamment des listes Démocrates en 2022, ou une résolution de 2023 qui cherchait à adopter des outils techniques extérieurs à ceux utili-

412 DSA USA, *2019 Resolutions*, p. 60-61.
413 DSA USA, *2021 Resolutions* [en ligne].
414 DSA USA, *2021 Resolutions* [en ligne].

sés par les militants démocrates[415]. Si ces tentatives de résolutions reflètent la forte aspiration de certains membres à une indépendance organisationnelle plus complète, leur échec au vote des délégués signalent un manque de consensus au sein de l'organisation sur la meilleure voie à suivre pour atteindre cette indépendance.

L'indépendance stratégique fait quant à elle référence principalement aux coordinations entre candidats et élus afin d'assurer une stratégie politique cohérente, ainsi qu'au développement d'une ligne politique distincte. Les comités SiO, et particulièrement celui de New-York, représentent un modèle spécifique d'indépendance stratégique mise en place par DSA au niveau local. Les succès de ce modèle sont cependant restreints à New-York et à quelques autres grands centres urbains, et le caractère décentralisé de l'organisation ajoute des difficultés supplémentaires à leur réplication à un niveau plus national. Le manque de communication efficace entre le NPC et les élus fédéraux indique de plus de fortes disparités vis-à-vis de cette indépendance stratégique au niveau national. Enfin, l'approche du *dirty stay* évoquée plus haut reflète les difficultés, pour DSA, d'équilibrer ses objectifs stratégiques avec les réalités pratiques du système politique états-unien. Bien que cette approche de fait permet à DSA de développer son influence électorale, elle limite également sa capacité à contrôler pleinement la direction politique de ses candidats une fois élus et à mettre en place une stratégie législative unifiée au sein de tous les niveaux de gouvernement.

Pour les conventions 2019 et 2021, nous n'avons trouvé que peu de résolutions allant dans le sens d'une plus grande indépendance stratégique. La résolution #49 de 2019[416], au travers de la question des financements de campagne, engage cependant DSA à développer une stratégie électorale nationale cohérente, incluant des lignes directrices vis-à-vis du recrutement et de la formation des candidats, mais surtout de la coordination entre campagnes locales et nationales. En mettant en place un cadre pour de telles coordinations, cette résolution cherche donc à assurer que les activités électorales de DSA sont alignées et peuvent se renforcer entre elles. Les résolutions #7 et #6 de 2021[417] introduisent quant à elles respectivement la création d'une liste (*slate*) commune de candidats pour la Chambre des représentants au niveau fédéral, ainsi qu'un système visant à améliorer la redevabilité de ses élus vis-à-vis de DSA, leur demandant de s'engager ouvertement en faveur du programme de l'organisation, de voter en « bloc » et de maintenir des communications régulières avec l'organisation une fois élus. En cherchant à mettre en place des mécanismes de coordination entre élus, ainsi que d'autres, plus légers, de « discipline », DSA se rapproche donc d'une indépendance stratégique plus complète.

415 David Duhalde, « Moving Beyond the Dirty Stay », *The Agitator*, 29 décembre 2023.
416 DSA USA, *2019 Resolutions*, p. 95-97.
417 DSA USA*, 2021 Resolutions* [en ligne].

Enfin, ce qu'il serait possible d'appeler une indépendance « de marque » (*brand independance*) a trait à l'auto-identification des candidats et élus affiliés à DSA, ainsi qu'à l'utilisation d'une identité graphique distincte et partagée lors des campagnes électorales. Au niveau fédéral, nous avons vu qu'une telle indépendance est particulièrement fragile : certains des élus les plus publicisés ont parfois cherché à s'éloigner de l'organisation, lorsqu'ils ne divergeaient pas plus radicalement de ses positions politiques. Les conflits internes liés au soutien potentiel d'AOC, à la lumière de son manque d'alignement perçu à l'organisation, illustre les défis liés à l'indépendance « de marque » de DSA au niveau fédéral. À l'inverse, au niveau des États et des municipalités (et particulièrement à New York), DSA a eu plus de succès dans le développement d'une image politique distincte. L'utilisation d'éléments graphiques communs et la mise en avant publique du comité SiO assurent en effet un lien plus fort entre ces élus et l'organisation, dans son identité socialiste. Ce succès n'a pourtant pas été répliqué sur une plus large échelle ou sur d'autres localités, limitant l'efficacité générale de l'indépendance « de marque » de DSA.

Un certain nombre de résolutions vont cependant dans le sens d'une plus grande indépendance de ce type, en 2019 et 2021. La résolution #88 de 2019[418], notamment, fut celle qui décida de la rédaction du programme officiel de l'organisation. En développant un programme précis et exhaustif auquel les candidats pourront par la suite adhérer publiquement, cette résolution a été essentielle dans le développement d'une identité électorale distincte pour DSA. Ce programme sert en effet de déclaration de principe officielle pour DSA, assurant une distinction essentielle, de la part des futurs candidats, vis-à-vis du programme Démocrate. La résolution #7 de 2021, mentionnée au paragraphe précédent, ainsi que la résolution #11 de cette même année[419], développent également l'indépendance de DSA du point de vue de son image politique. La résolution #7, au-delà de ses implications stratégiques, contribue également à l'indépendance « de marque » en assurant que les candidats affiliés à DSA fassent campagne sous une identité socialiste unifiée. La nécessité pour les candidats de collaborer et de se soutenir mutuellement renforce de plus l'idée d'une marque socialiste collective, à l'inverse de candidats individuels pouvant « diluer » leur identité socialiste une fois élus. La résolution #11 vise quant à elle à lancer une « campagne pour un Parti Socialiste Démocratique ». Si les contours de cette campagne sont particulièrement ambigu et loin d'impliquer de véritables étapes vers la création d'un tel parti, sa mise en place correspond à une volonté de mise en avant, ou de publicisation de l'idée d'un parti socialiste aux États-Unis, correspondant évidemment à une intensification de l'indépendance « de marque » de DSA vis-à-vis du Parti démocrate. L'échec du

418 DSA USA, *2019 Resolutions*, p. 167-168.
419 DSA USA*, 2021 Resolutions* [en ligne].

vote de la résolution #10 de 2021[420], qui visait à pousser les candidats à se différentier publiquement du Parti démocrate dans leurs campagnes, modère quant à elle les aspirations de DSA à une telle indépendance.

Dans cette section, nous avons donc exploré plus en profondeur les tenants de certaines pratiques électorales de DSA et de sa stratégie politique vis-à-vis du Parti démocrate. DSA soutient officiellement une stratégie inspirée des modèles du *dirty break* et du parti de substitution, qui visent à poser les bases d'une rupture graduelle vis-à-vis du Parti démocrate, dont l'organisation socialiste est jusque-là dépendante pour présenter, et faire élire des candidats. Une telle rupture conduit alors à assurer une indépendance politique à DSA, au-delà des éventuelles projets d'un grand parti des travailleurs ou d'un parti socialiste-démocratique futur. En pratique, l'approche de DSA s'approche cependant bien plus de ce qui a pu être nommé un *dirty stay*, où l'organisation continue ses activités électorales Démocrates sans mettre en œuvre de plus amples activités militantes pouvant l'amener vers l'un des pôles de ses choix stratégiques historiques : de la rupture nette au « réalignement ». Cette dissonance entre stratégie et pratique peut être attribuée à des dynamiques autant internes qu'extérieures à l'organisation. Avant tout, et au niveau interne, la structure décentralisée de DSA, qui met avant l'autonomie de ses sections et les prises de décision « à la base », compliquent la mise en place d'une stratégie nationale unifiée. Si elle est bien souvent à l'origine de fortes initiatives locales et d'une importante adaptabilité de l'organisation, cette décentralisation est également la cause de niveaux inégaux entre sections de coordinations entre élus et candidats, et plus largement d'influence politique, Des succès locaux comme le comité SiO à New-York témoignent du potentiel de DSA à fonctionner de manière similaire à un parti politique traditionnel, coordonnant ses efforts et l'influence de ses élus. Ces succès n'ont cependant pas pu être répliqués à l'ensemble de l'organisation, et particulièrement au niveau fédéral. Cette situation est bien sûr due à un environnement politique dominé par un système bipartisan, limitant fortement les possibilités de développement d'un tiers parti. L'engagement continu de DSA sur les listes Démocrates, s'il peut rentrer en contradiction avec ses objectifs au long terme, constitue une réponse pragmatique à cette réalité politique. En présentant des candidats dans les primaires Démocrates sans chercher à modifier les structures du parti, DSA peut atteindre des victoires politiques immédiates et améliorer sa visibilité. Cette approche restreint toutefois les capacités de l'organisation à contrôler pleinement son agenda politique et porte le risque, au long terme, de diluer son identité socialiste.

Malgré ces défis, DSA, qui dans sa forme récente est une organisation particulièrement jeune, a réalisé un certain nombre d'avancées en termes d'indépendance organisationnelle. Certaines initia-

420 DSA USA*, 2021 Resolutions* [en ligne].

tives, comme le projet de développement d'une infrastructure technique qui lui serait propre, l'établissement de listes électorales communes et la mise en place de mécanismes de redevabilité de ses candidats, reflètent un engagement marqué vers la construction d'une organisation électorale plus autonome. Ces efforts sont évidemment atténués par certaines limites inhérentes à la structure de DSA et à son environnement politique. En tant qu'organisation non constituée comme parti, décentralisée et axée autour du travail militant « volontaire », DSA fait face à d'importants obstacles dans la mise en place de mécanismes disciplinaires relatifs à ses candidats ou élus, et plus généralement dans celle d'une stratégie nationale cohérente. De plus, la dépendance du système politique états-unien sur les infrastructures des deux grands partis (comparées par certains, comme nous l'avons vu, à des « services publics ») continue de poser d'importantes limites à la volonté d'indépendance partisane de DSA. Pour conclure, si l'on observe une dissonance claire entre les objectifs politiques déclarés de DSA et ses pratiques réelles, l'organisation œuvre d'une certaine manière à combler ses écarts, au-delà des contingences bisannuelles liées aux conflits internes représentés par les divers caucus. Le développement graduel de ses capacités organisationnelles et le renforcement de ses possibilités de coordination entre candidats et élus vont notamment dans ce sens. Si le cheminement de DSA vers un statut de force électorale pleinement indépendante est compliqué par ses propres caractéristiques structurelles et la réalité du système politique états-unien, l'organisation semble toutefois continuer à affronter ces réalités complexes, en équilibrant les exigences de sa vision au long terme avec celles, pratiques, de la participation politique.

En parallèle de son rapport au Parti démocrate, le mouvement socialiste représenté ici par DSA fait face à un certain nombre de défis supplémentaires au regard de ses initiatives électorales. Si l'organisation cherche à rallier à son projet un segment le plus large possible des classes populaires, les divisions démographiques, sociologiques et culturelles de ces dernières l'amène à faire des choix, en termes de communication politique et d'allocations de ressources, pouvant l'amener à privilégier certains groupes ou régions au détriment d'autres. Face à ces questions, certains au sein du mouvement socialiste ont pu considérer la possibilité d'adopter une stratégie « populiste », particulièrement en vogue dans la seconde moitié de la décennie 2010. Cette approche, qui vise précisément à contourner ces écueils, cherche à mobiliser une large base populaire autour d'un message unificateur, transcendant les divisions qui existent au sein des classes laborieuses en mettant l'accent sur des thèmes communs et un discours inclusif. Dans la mesure où elle s'écarte des modes de mobilisations *liberal* classiques (notamment par son approche confrontationnelle et un rejet des luttes centrées autour d'enjeux spécifiques et sectoriels), mais également dans la mesure où elle ré-

active le débat « identitaire » au sein de DSA[421], l'hypothèse populiste au sein du mouvement socialiste mérite ici une attention particulière. Cette hypothèse doit être comprise comme une idéologie politique cohérente que comme une stratégie électorale et un « raccourci »[422] vers une plus grande acceptation du socialisme dans le pays. Nous allons chercher à voir au cours de la section suivante dans quelle mesure une telle stratégie a pu être appliquée au sein de l'organisation.

8.3. DSA et le « raccourci populiste »

. L'engouement du populisme de gauche

La notion de « populisme » en général et de « populisme de gauche » en particulier a émaillé un certain nombre de publications engagées, aux États-Unis[423] comme ailleurs, et particulièrement dans la seconde moitié de la décennie 2010[424]. Amené en partie par la popularité d'autrices comme Chantal Mouffe ou Nancy Fraser, présenté comme la recette du succès de formations européennes contemporaines comme *Podemos*, *Syriza* ou La France Insoumise, et particulièrement de la première campagne de Sanders en 2016[425] , le concept de « populisme » a en effet abondamment été repris par le mouvement socialiste lors de cette période. Le magazine *Jacobin* y a notamment consacré un nombre important d'articles[426] ainsi qu'un numéro entier en 2019. Dans ce dernier, l'éditorial du rédacteur en chef Bhaskar Sunkara y présente l'intention du numéro ainsi qu'une conception du populisme relativement partagée au sein du mouvement socialiste. L'idée de racines communes entre socialisme et populisme dans le pays, notamment, et plus profondément celle d'un lien organique entre les pratiques socialistes au cours de l'histoire et celles communément associées au « populisme de gauche » y sont exposées :

421 Voir plus haut, chapitre 6, partie 6.2.
422 Bhaskar Sunkara dans Bhaskar Sunkara et Ezra Klein, « Don't Blame Polarization », *Jacobin Magazine*, 11 septembre 2020. Notre traduction (*We were pursuing the populist shortcut to get to that point because, in the United States today, class organization and class identity have been completely shattered. We needed the shortcut of a campaign, and actual power, to bring these people in.*)
423 Voir par exemple Nancy Fraser, « Against Progressive Neoliberalism, A New Progressive Populism », *Dissent Magazine*, 28 janvier 2017. ; Matthew E. Stanley et Paul M. Renfro, « The Reactionary Heartland Is a Myth », *Dissent Magazine*, 18 septembre 2019. ; Joseph Bullington, « For Democrats, the Road to Victory in 2020 Runs Through Rural America. This Report Offers a Road Map », *In These Times*, 30 janvier 2020 ; Ian Haney Lopez et Matt Morrison, « Understanding What Makes Donald Trump Voters Tick: Is It Just Racism? », *In These Times*, 7 avril 2016. ; Joelle Gamble *et al.*, « What Will Kill Neoliberalism? », *The Nation*, 4 mai 2017 ; Waleed Shahid, « America in Populist Times: An Interview With Chantal Mouffe », *The Nation*, 15 décembre 2016.
424 La fréquence de cces articles et la popularité générale de la notion de populisme de gauche dans le mouvement socialiste états-unien semblent cependant avoir fortement diminuées après la seconde défaite en primaires présidentielles de Sanders, en 2020.
425 Voir plus haut, chapitre 2, parties 2.1, 2.2.
426 Voir par exemple Aaron Lake Smith, « We Must Learn to Embrace Populism », *Jacobin Magazine*, 1 janvier 2020 ; Matt Karp, « The Popular Populist », *Jacobin Magazine*, 18 octobre 2016 ; Giorgos Venizelos et Yannis Stavrakakis, « Left-Populism Is Down but Not Out », *Jacobin Magazine*, 22 mars 2020.

> L'utilisation de récits populaires pour forger des coalitions sous la direction du prolétariat a été au centre des politiques socialistes depuis 150 ans … L'histoire de la majorité du 20e siècle a été celle de la lutte sanglante pour la démocratie politique et de celle, non achevée, visant à contraindre le pouvoir du capital et à étendre cette démocratie dans les sphères industrielles et sociales[427].

Doutant de l'utilité du concept comme catégorie idéologique distincte, Sunkara présente dans la suite du texte le populisme comme un ensemble de pratiques discursives utilisées « pour réveiller une politique [de gauche] toujours ancrée dans des principes socialistes »[428]. Imaginant ce populisme comme un outil au service du socialisme, Sunkara énonce l'idée qui guidera la majorité des textes de ce numéro : « au mieux, le populisme n'est pour nous qu'une tactique rhétorique »[429].

Cette conception particulière de la notion de populisme n'est pas sans rappeler, dans une forme simplifiée, celle avancée principalement par des auteurs comme Mouffe et Laclau. Pour ces derniers, le populisme est en effet

> une manière de construire le politique et n'est pas associé à des contenus idéologiques spécifiques ou à des pratiques de groupes particulières. Il s'agit exclusivement d'une façon d'articuler des demandes pouvant être de nature diverse. Un mode d'articulation opérant selon une logique équivalentielle, qui aboutit, par un enchainement d'équivalences entre une multiplicité de demandes hétérogènes, à créer un peuple[430].

Sunkara, qui décrit dans son éditorial le populisme à la fois comme une simple stratégie discursive (« l'utilisation de récits populaires pour forger une coalition »), un projet adjacent au socialisme (« les politiques socialistes ont toujours été des politiques populaires, construites autour d'une conception large du prolétariat qui n'a jamais été astreinte aux capacités de l'un de ses représentants (le docker, l'ouvrier automobile ou le mineur)[431] ») et une tradition militante (dans ses références au mouvement populiste états-unien de la fin du 19e siècle[432]), s'approche par là de la conception de

---

427 Bhaskar Sunkara, « From Socialism to Populism and Back », *Jacobin Magazine*, Automne 2019, no 35, p. 7-8. Notre traduction (*But in the United States, socialism and populism have a good deal of common ancestry … In fact, the use of popular narratives to forge together coalitions under working-class leadership has been at the center of socialist politics for the past 150 years … the tale of much of the twentieth century was that of the bloody struggle for political democracy and the incomplete battle to constrain the power of capital and extend that democracy into social and industrial spheres.*)

428 Bhaskar Sunkara, « From Socialism to Populism and Back », p. 9. Notre traduction (*the understandable attempts by formations like Podemos and France Insoumise to use left-populist rhetoric to defibrillate a politics still rooted in socialist principles.*)

429 Bhaskar Sunkara, « From Socialism to Populism and Back », p. 9. Notre traduction (*At best, populism for us is just a rhetorical tactic.*)

430 Chantal Mouffe et Íñigo Errejón, *Construire un peuple. Pour une radicalisation de la démocratie*, Paris, Les éditions du cerf, 2017, p. 148-9..

431 Bhaskar Sunkara, « From Socialism to Populism and Back », p. 9. Notre traduction (*socialist politics has always been a popular politics, built around a broad conception of the working class that has never been fixed to the agency of one of its exemplars (the longshoreman, the autoworker, or the miner).*)

432 Bhaskar Sunkara, « From Socialism to Populism and Back », p. 7.

Mouffe et de Laclau[433] souvent créditée comme ayant inspiré les « populismes de gauche » européens[434]. Devant se comprendre « plutôt comme forme que comme contenu », comme « une pratique de construction d'identités qui peuvent ensuite prendre des sens idéologiques très divers[435] », un tel populisme pensé en termes tactiques peut aussi être mis en parallèle avec « les populismes réactionnaires, ceux d'extrême droite »[436]. C'est dans ce cadre que le « populisme de gauche » a parfois été présenté comme une réponse à la progression des divers partis nativistes ou xénophobes en Europe, et à l'influence de la rhétorique trumpiste sur une partie des classes populaires états-uniennes : la fameuse « classe ouvrière blanche »[437].

. Un retour en biais du clivage identité/classe

Nous avons évoqué plus haut[438] la manière dont une certaine approche populiste a été mise en avant au sein de débats internes à DSA, sur la possibilité de développer une conscience de classe au sein des populations blanches et rurales ou péri-urbaines, vivant souvent dans des régions désindustrialisées, acquises au Parti républicain et communément désignées sous le terme de « classe ouvrière blanche ». Pensée comme une orientation purement stratégique, avant tout en termes de communication politique, cette approche populiste vise d'abord à proposer des messages liés aux questions directement matérielles ou économique, exprimées dans un langage universaliste, mais également un fort discours d'opposition aux élites, qu'elles soient politiques ou économiques[439]. Par là, elle est présentée comme une stratégie permettant d'étendre les victoires de la gauche progressiste et socialiste dans les circonscriptions lui étant les plus difficiles d'accès d'un point de vue électoral et pouvant être les cibles de la « fausse lutte des classes »[440] d'un Parti républicain acquis au « populisme de droite ».

Si nous avons mentionné une proximité entre la conception du populisme souvent présentée par *Jacobin* et celle de Mouffe et Laclau, c'est pourtant ici que s'arrête cette comparaison. Ces deux conceptions sont en effet divergentes sur un certain nombre de points importants. Par exemple, si

433 Dans sa *Raison populiste*, ce dernier a cependant cherché à synthétiser de manière plus cohérente ces différents aspects. Sur le mouvement populiste états-unien de la fin du 19e siècle, il écrit par exemple : « s'ils réussirent, à travers des opérations rhétoriques, à constituer de larges identités populaires intégrant divers secteurs de la population, ils constituèrent de fait des sujets populistes, et il est absurde de refuser cette constitution en tant que pure rhétorique. Loin d'être un parasite de l'idéologie, la rhétorique serait en réalité l'anatomie du monde idéologique ». Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Éditions du seuil, 2008, p. 26.
434 Anton Jäger, « We Bet the House on Left Populism — and Lost », *Jacobin Magazine*, 25 novembre 2019.
435 Chantal Mouffe et Íñigo Errejón, *Construire un peuple*, p. 152.
436 Chantal Mouffe et Íñigo Errejón, *Construire un peuple*, p. 147.
437 Dans *Jacobin*, voir par exemple Christian Parenti, « Listening to Trump », *Jacobin Magazine*, 22 novembre 2016 ; Daniel Denvir et Sarah Jones, « The Root of Appalachia's Problems », *Jacobin Magazine*, 15 juin 2017.
438 Voir chapitre 6, partie 6.2.
439 The Center for Working-Class Politics, *Commonsense Solidarity: How a working-class coalition can be built, and maintained*, 2021, p. 5.
440 David Sessions, « The Right's Phony Class War », *Jacobin Magazine*, 7 août 2019.

ces socialistes états-uniens pensent leur approche populiste comme un remède au désalignement historique de la classe ouvrière vis-à-vis du Parti démocrate[441] et plus généralement au déclin de la « participation civique » des membres de classes populaires au sein d'organisations prolétaires, ils présentent parfois le « populisme de gauche » mouffien comme un symptôme, plutôt qu'une solution, à ces problèmes[442]. Plus profondément, si ces socialistes conçoivent la stratégie populiste comme une manière de développer la conscience de classe des citoyens du pays et par là, le « sujet universel » du socialisme[443], les efforts théoriques de Mouffe ont été présentés par celle-ci comme nés d'une nécessité de « reformuler le 'projet socialiste'»[444], notamment par un rejet de l'essentialisme des catégories de classe sociale[445]. Quand ces socialistes appuient leur stratégie populiste sur la possibilité d'unifier les classes populaires en touchant aux *intérêts matériels* de ces dernières, le courant représenté par Mouffe et Laclau insiste sur la nécessité d'atteindre ses *affects*[446]. Enfin, les socialistes associés à *Jacobin* expriment leur stratégie populiste, et donc une communication politique antagoniste et focalisée sur des problématiques matérielles et universalistes, comme une manière de lutter contre les ressentiments réactionnaires d'une partie de la « classe ouvrière blanche ». Le populisme théorisé par Mouffe et Laclau vise à lutter contre ces ressentiments par l'inclusion des divers mouvements sociaux « identitaires » dans la construction discursive du mouvement du « peuple ». La rédaction d'*Hégémonie et stratégie socialiste* en 1985, ouvrage commun à Laclau et Mouffe ayant fortement préfiguré leurs travaux ultérieurs sur le populisme, a notamment été présentée par cette dernière comme motivée par le fait

> qu'aussi bien la gauche social-démocrate que la gauche marxiste traditionnelle semblaient incapables de comprendre la spécificité des nouveaux mouvements qui s'étaient développés depuis Mai 68 : par exemple le féminisme, le mouvement écologiste, les luttes antiracistes ou contre la discrimination des homosexuels … nous avons compris qu'il y avait un problème de nature théorique ; ces luttes nouvelles ne pouvaient pas être interprétées en termes de luttes des classes … Notre idée principale était qu'il fallait reformuler le 'projet socialiste' en termes de radicalisation de la démocratie … car, quand on parle de radicalisation de la démocratie, il faut nécessairement reconnaître qu'il existe plusieurs formes distinctes de subordination, qu'elles peuvent donner lieu à une diversité d'antagonismes et que ces luttes ne peuvent pas toutes être vues comme découlant de l'exploitation capitaliste[447].

441 The Center for Working-Class Politics, *Trump's Kryptonite,* p. 29.
442 Chris Maisano, « The "Crisis of Democracy" Around the World Is a Crisis of the Working Class », *Jacobin Magazine*, 30 mars 2020.
443 Bhaskar Sunkara, « From Socialism to Populism and Back », p. 9. Notre traduction (*we will always need new tactics and strategies, adapted to our moment and national contexts. However, the core of socialism – from its aims to the universal subject that can carry it out – is in no need of radical revision.*)
444 Chantal Mouffe et Íñigo Errejón, *Construire un peuple*, p. 32.
445 Fabrizio Cantelli, « La pensée politique anti-essentialiste de Chantal Mouffe », *Revue du MAUSS*, 2002, vol. 19, n° 1, p. 191-200.
446 Chris Maisano, « Democracy's Morbid Symptoms », *Catalyst*, t 2019, vol. 3, n° 2 [en ligne] ; Chris James Newlove, *Review: Vivek Chibber – "The Class Matrix: Social Theory after the Cultural Turn"*, https://marxandphilosophy.org.uk/reviews/21163_the-class-matrix-social-theory-after-the-cultural-turn-by-vivek-chibber-reviewed-by-chris-james-newlove/ , 27 août 2023, (consulté le 5 septembre 2024).
447 Chantal Mouffe et Íñigo Errejón, *Construire un peuple*, p. 25-26, p. 32.

Ces clivages, mais également le reproche fait par ces socialistes à Mouffe d'avoir largement participé au « tournant discursif » de la gauche intellectuelle à partir de la décennie 1980[448], ne sont pas sans rappeler ceux présentés dans notre chapitre 3 sur les querelles théoriques liées à la division « politiques de classe/politiques de l'identité »[449]. On s'aperçoit donc d'un retour de cette division dans le cadre de l'application potentielle du « populisme de gauche » dans le mouvement socialiste états-unien, à un niveau théorique. Nous avons cependant vu plus haut[450] de quelle manière ce clivage prenait une forme plus concrète dans les débats stratégiques internes à DSA. Nous avons notamment pu dégager une tendance « centralisatrice », qui cherche à développer des campagnes « de masse » axées autour de la centralité de la lutte des classes et d'une communication populiste et universaliste, souhaitant élargir la portée de DSA aux circonscriptions fortement associées au Parti républicain et à la « classe ouvrière blanche ». Celle-ci était alors critiquée en termes de « réductionnisme de classe » par d'autres membres, considérant qu'une telle approche, par son rejet notamment des spécificités du racisme, ne pourrait servir à la politisation d'un prolétariat multi-racial et participerait également au manque d'attractivité de DSA auprès des populations racisées du pays.

Le débat lié aux politiques identitaires se révèle donc être au cœur des tensions à la fois théoriques et pratiques entourant l'application du « populisme de gauche » dans le socialisme états-unien de la fin de la décennie 2010, bien qu'il ait été initialement théorisé pour dépasser la dichotomie entre classes et identités sociales. Le projet populiste visait en effet à forger des coalitions interclasses en rassemblant les différents segments du prolétariat, qu'ils soient issus des populations urbaines souvent racisées ou des zones péri-urbaines et rurales souvent blanches. Au lieu de résoudre cette division, la notion de populisme de gauche semble ici la raviver, en partie du fait des divergences stratégiques sur la manière de composer avec les dynamiques raciales et économiques en contexte électoral. La promesse d'un front uni autour de revendications « matérielles » (*bread-and-butter issues*) et universalistes, qui évite un langage antiraciste « spécialisé, focalisé sur l'identité »[451] se heurte alors aux attentes et expériences distinctes d'une partie du mouvement socialiste, les conduisant à critiquer ces tentatives comme aveugles aux particularités des oppressions identitaires. Ramenant à une actualité toujours présente du débat « identitaire » dans la gauche états-unienne, ces débats nous permettent surtout ici de distinguer deux archétypes de stratégies électo-

448 Chris Maisano, « The "Crisis of Democracy" Around the World » ; Anton Jäger, « We Bet the House on Left Populism — and Lost ».
449 En particulier dans notre partie 3.3, « le point de vue marxiste ».
450 Chapitre 6, partie 6.2.
451 The Center for Working-Class Politics, *Commonsense Solidarity*, p. 5. Notre traduction (*Potentially Democratic working-class voters did not shy away from progressive candidates or candidates who strongly opposed racism. But candidates who framed that opposition in highly specialized, identity-focused language fared significantly worse than candidates who embraced either populist or mainstream language*)

rales, qui incarnent moins les tensions sous-jacentes à l'universalisme « économiste » vis-à-vis de la reconnaissance des spécificités identitaires que la question des électorats devant, ou pouvant, être touchés par le mouvement socialiste.

. Deux types de stratégie électorale

Lors d'un entretien avec un membre du *Center for Working Class Politics* (CWCP, institut de sondages lié à *Jacobin* et particulièrement impliqué dans la mise au point de ce populisme socialiste), ce dernier nous présentait l'intention derrière ce projet de la manière suivante :

> Nous l'avons en gros pensé pour être en quelque sorte le bras armé, en termes de sondages, du milieu lié à Bernie [Sanders]. Tu sais, il y a d'autres entreprises qui- je ne sais pas si tu connais l'organisation *Data for Progress* ... ce groupe était essentiellement l'institut de sondage d'Elizabeth Warren, tu vois, il faisait la promotion du warrenisme et donc nous nous sommes dit 'il n'y a pas de version Bernie de ça'. Donc nous avons voulu être une 'version Bernie' de ça, bien que nos ressources soient limitées ... Nous avons fait des sondages, des interviews et des panels de discussion pour parler avec les électeurs des classes populaires et déterminer quel type d'approche pourrait être la plus efficace pour construire une large base de classe populaire pour les politiques progressistes, avec l'intuition que... si l'on peut trouver une sorte d'approche de classe élargie avec des candidats de classe populaire, qui exploitent la colère et le ressentiment des gens de cette classe à l'égard de l'establishment politique et économique, comme l'a fait Donald Trump et comme le font beaucoup d'autres populistes dans le monde, et si l'on se concentre sur des politiques économiques progressistes de gauche assez audacieuses ... même les gens les plus conservateurs seraient attirés par ces candidats[452].

Il poursuit, en précisant la manière dont cette approche a trait aux types de circonscriptions recherchées par les candidats socialistes :

> C'est comme ça que nous pensons qu'il serait possible pour les socialistes et les progressistes en général d'être plus efficaces dans un plus large éventail de contextes, parce qu'à l'heure actuelle tu sais, les socialistes ne se présentent aux élections que dans des endroits très, très, très *liberal* … Nous pensons que si [notre stratégie] ne se produit pas, le plafond de l'expansion de la social-démocratie électorale ou du socialisme sera très bas. C'est pourquoi nous nous efforçons de démontrer qu'il est possible d'élargir la base populaire du mouvement progressiste[453].

452 Mark, Boston, communication personnelle, 14 décembre 2022. Notre traduction (*It's basically just meant to be a kind of a sort of polling research arm of the the Bernie world essentially, you know there's other firms out there that like, I don't know if you're familiar with the organization called Data for Progress ... that group was basically the Elizabeth Warren polling firm you know, they were promoting Warrenism and we were like 'well, there's not a Bernie version of this', and so we wanted to be the kind of Bernie version of that, although we have very limited resources ... we've been doing polling and you know, interviews and focus-groups to kind of talk with working-class voters and figure out you know, what kind of approach could be most effective in building a sort of broad working-class base for progressive politics, so and we have a hunch that ... if you could find a sort of broad-based working-class approach with working-class candidates, who tap into working-class people's anger and resentment with the you know, the political and economic establishment in the way that Donald Trump did, and that you know, many other populists around the world do, and if you focus on like, pretty bold progressive left-wing economic policies ... that even more conservative people would be attracted to those candidates.*)

453 Mark, Boston, communication personnelle, 14 décembre 2022. Notre traduction (*And that's how we think it could be possible for socialists and progressives in general to be more effective in a broader range of context, because right now you know, socialists only run for office in very, very, very you know, liberal places ... so basically nobody runs in competitive districts and we think that if that doesn't happen then you know, there's going to be a very low ceiling for the further expansion of sort-of electoral social democracy or socialism and that's why we're sort-of focused on trying to show that there is a path toward expanding the the working-class base of uh, the progressive movement.*)

La mention par ce militant de *Data for Progress*, entreprise de sondage et de consulting politique célèbre dans le mouvement progressiste états-unien, correspond en effet à de réelles oppositions politiques sur le plan de la stratégie électorale. Pouvant par exemple être associé à des groupes comme *Justice Democrats*[454], l'institut de sondages et son co-fondateur, Sean McElwee[455], ont cherché à mettre en avant une rupture existante entre la politique mise en œuvre par le Parti démocrate et sa base électorale, justifiant à leurs yeux une stratégie de mobilisation des groupes démographiques constituant une part toujours importante[456] de cette base: des populations jeunes, urbaines, diplômées et/ou racisées. En s'appuyant sur l'idée que les propositions progressistes disposent d'un plus fort soutien dans ces groupes démographiques, qui forment une part toujours plus importante de la coalition démocrate, des organisations comme *Data for Progress* cherchent alors a appuyer le succès de ces propositions sur l'espoir d'un Parti démocrate en phase avec les aspirations de sa base. Les électeurs les plus souvent associés à la « classe ouvrière blanche », considérés comme perdus au Parti démocrate et insensibles à la rhétorique progressiste, sont dans ce cadre délaissés en faveur du Parti républicain. Dans un article de 2018, McElwee synthétisera son approche de la manière suivante : « c'est bien plus facile de convaincre quelqu'un qui est d'accord avec vous de voter que de convaincre quelqu'un en désaccord avec vos propositions de changer de bord »[457].

À l'inverse, les propositions du CWCP visent à modifier l'électorat du Parti démocrate pour assurer d'éventuelles victoires à ses factions les plus progressistes. L'introduction de son premier rapport, qui fut largement publicisé dans des publications de gauche états-unienne[458], détaille ses intentions d'une manière proche de celle exprimée lors de l'entretien cité plus haut :

> Au cours des cinq dernières années, une gauche progressiste rajeunie s'est imposée comme une force puissante dans le jeu politique américain. Inspirés par la course présidentielle du sénateur Bernie Sanders en 2016, les candidats démocrates progressistes ont mobilisé des donateurs et des bénévoles autour d'un programme économique audacieusement égalitaire, remportant un nombre impressionnant d'élections aux niveaux locaux, d'États et du congrès [fédéral].... Et pourtant, pour la plupart, ces victoires progressistes ont été concentrées dans des districts à hauts niveaux de diplômes, à revenus relativement élevés et fortement démocrates.... Même lorsque les progressistes ont remporté des primaires dans des régions ouvrières, ils l'ont

454 Thomas Jeangirard, « De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate », p. 94.
455 Il convient toutefois de noter que McElwee, s'il a été limogé de l'organisation en 2022, a modifié ses orientations stratégiques (et celles de *Data for Progress*) à partir de la victoire de Biden aux présidentielles de 2020, préconisant un retour à une optique « centriste » de persuasion ou de séduction des électeurs indécis et conservateurs. Voir notamment David Freedlander, « Drinking Enemies: Two Cocktail Parties that Reveal the Schism in the Millennial Left », *Politico Magazine*, 4 novembre 2022.
456 Voir plus haut, chapitre 1, partie 1.3, chapitre 5, partie 5.3. Voir également Data For Progress, *The New Progressive Agenda Project*, https://www.dataforprogress.org/the-new-progressive-agenda, (consulté le 5 septembre 2024).
457 Sean McElwee, « All about that base », *The Outline*, 16 février 2018, notre traduction (*It's much easier tu persuade someone who agrees with you to vote than to convince someone who disagrees with your policies to switch sides.*)
458 Matt Karp et Dustin Guastella, « Message to Democrats: embrace economic bread-and-butter issues to win », *The Guardian*, 9 nov. 2021 ; Ryan Grim, « It's Not Just White People: Democrats Are Losing Normal Voters of All Races », *The Intercept*, 15 nov. 2021 ; Katherine Rader, « How to Stop Progressives From Losing the Working Class », 11 novembre 2021.

> généralement fait sans augmenter la participation totale ou sans gagner de nouveaux électeurs de la classe populaire. Dans les élections qui se déroulent en dehors des territoires accueillants des métropoles d'États démocrates, ces mêmes candidats progressistes ont été pour la plupart en difficulté, tout comme le reste du Parti démocrate. Dans l'ensemble, les progressistes n'ont pas encore tenu l'une des principales promesses de leurs campagnes : transformer et élargir l'électorat démocrate lui-même[459].

L'objectif affiché de la stratégie avancée par le CWCP, « transformer et élargir l'électorat démocrate lui-même », se présente donc comme symétriquement opposé à celui de groupes comme *Data for Progress*. Si les deux cherchent à construire l'influence progressiste (et éventuellement socialiste) au sein du Parti démocrate, les uns estiment qu'une augmentation de la participation des électeurs déjà acquis à la ligne du parti en représente le moyen le plus efficace[460], quand les autres considèrent que la tâche de convaincre de nouveaux électeurs pourrait être plus déterminante pour garantir un ancrage durable des idées progressistes dans le paysage politique. En termes de sciences politiques, la différence entre ces approches pourrait se résumer à celle entre des campagnes de « persuasion » contre d'autres de « mobilisation », qui ont gagné en popularité depuis le début du 21e siècle[461]. La stratégie formalisée par le CWCP n'est cependant pas uniquement tributaire de sa méthode quantitative et du cadre général de la science politique états-unienne: liée à *Jacobin* et à certains membres ou anciens membres importants de caucus de DSA comme *Momentum* ou B&R[462], le CWCP appuie sa stratégie sur une perspective marxiste, où la défense des intérêts du prolétariat par lui-même amène à une progression de la justice sociale en général et des politiques socialistes en particulier. Comme nous avions pu le remarquer ailleurs, « Cette démarche, qui se veut populiste et propose de dépasser les traditionnelles déterminations électorales, cherche à retrouver le sujet premier de la lutte socialiste : la reconstitution d'une *working-class* depuis longtemps divisée aux États-Unis, via un message de redistribution sociale et de confrontation des élites[463] ».

459 The Center for Working-Class Politics, *Commonsense Solidarity*, p. 3. Notre traduction (*In the last five years, a rejuvenated progressive left has established itself as a potent force in American politics. Inspired by Senator Bernie Sanders's 2016 presidential run, progressive Democratic challengers have mobilized donors and volunteers around a boldly egalitarian economic platform, winning an impressive array of local, state, and congressional races ... And yet for the most part, these progressive triumphs have been concentrated in well educated, relatively high-income, and heavily Democratic districts ... Even when progressives have won primaries in working-class areas, they have generally done so without increasing total turnout or winning over new working-class voters. And in races outside the friendly terrain of the blue-state metropolis, the same progressive candidates have largely struggled, along with the rest of the Democratic Party. Overall, progressives have not yet made good on one key promise of their campaigns: to transform and expand the Democratic electorate itself.*)

460 « En fait, des recherches approfondies en sciences politiques suggèrent que l'appartenance partisane est très persistante - les gens ont tendance à avoir des préférences partisanes stables - mais que la participation réelle est irrégulière, en particulier pour les électeurs démocrates. » Sean McElwee, « All about that base », notre traduction (*In fact, extensive political science research suggests that partisanship is very sticky — people tend to hold stable partisan preferences — but actual turnout is spotty, particularly for Democratic voters.*)

461 Costas Panagopoulos, « Changing campaign strategies in U.S. Presidential elections », *Party Politics*, 1er mars 2016, vol. 22, no 2, p. 179-190.

462 Des figures comme Jared Abbott ou Dustin Guastella, par exemple, qui furent d'importants membres de DSA associés à *Momentum* (DSA Momentum, *Who we are*, http://www.dsamomentum.org/, (consulté le 6 septembre 2024).)

463 Thomas Jeangirard, « De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate », p. 95.

Tout comme pour celle de *Data for Progress*, la démarche du CWCP s'appuie donc sur des observations empiriques réalisées auprès de l'électorat états-unien. Ces observations se préoccupent notamment d'un électorat populaire « économiquement progressiste mais culturellement modéré ne disposant pas d'une représentation substantielle dans la plupart des démocraties avancées »[464]. Si l'organisation ne préconise pas aux candidats démocrates d'abandonner toute référence à une ligne féministe, antiraciste ou pro-LGBTQ dans ses campagnes[465], elle insiste cependant sur un centrage, en termes de communication, des questions économiques et une mise au second plan des questions identitaires « en dehors des enclaves *liberal*, où les électeurs de la classe ouvrière blanche rurale/de petite ville et les électeurs blancs à faible niveau de diplôme exercent une influence électorale disproportionnée »[466]. Dans la conquête des circonscriptions et États « pourpres » par la faction progressiste du Parti démocrate, une insistance particulière est donc mise sur une telle communication politique, provenant de candidates eux-mêmes issus des classes populaires[467] afin de gagner le vote de la fameuse « classe ouvrière blanche ». Les identifications et éventuels attachements partisans de ces électeurs sont de plus présentés comme peu pertinents dans un tel cadre. Le second rapport de l'organisation, publié en 2023, continue cette analyse en déclarant notamment que « les questions sociales [ou « culturelles »] divisent les électeurs de la classe populaire suivant les lignes de partis, tandis que les questions économiques unissent ces électeurs au-delà des lignes de partis »[468]. De *Data for Progress* au *Center for Working Class Politics*, on voit donc comment la question de l'électorat est centrale aux stratégies proposées, tout en renvoyant à la question de la centralité de la classe sociale, ici pensée comme amoindrie par les éventuelles communications « identitaires » des candidats progressistes. Ces deux instituts de sondage, s'ils sont similaires dans leurs méthodes, correspondent donc à deux archétypes de stratégies électorales opposées au sein du mouvement progressiste et socialiste états-unien. L'opposition entre Elizabeth Warren et Bernie Sanders, dans sa forme

464 The Center for Working-Class Politics, *Commonsense Solidarity*, p. 8. Notre traduction (*In effect, an economically progressive but culturally moderate working-class constituency has no substantial representation in most advanced democracies.*)

465 « nous n'avons pas observé que les progressistes doivent abandonner toute question spécifique à des groupes distincts en campagne – loin de là. Les candidats qui ont inclus l'objectif de mettre fin au racisme systémique dans les points importants de leur programme ont été vus favorablement, ou au moins non-défavorablement, au sein de virtuellement tous les groupes démographiques comparés, incluant les variables raciales. » The Center for Working-Class Politics, *Commonsense Solidarity*, p. 8. Notre traduction (*That said, we do not find that progressives must abandon group-specific issues on the campaign trail – far from it. Candidates who included ending systemic racism among their key issues were viewed favorably, or at least not unfavorably, across virtually all demographic groups we compared, including across race*).

466 The Center for Working-Class Politics, *Commonsense Solidarity*, p. 12. Notre traduction (*outside of liberal enclaves, where rural/small-town working class white voters and white voters with low educational attainment wield disproportionate electoral influence*).

467 The Center for Working-Class Politics, *Commonsense Solidarity*, p. 12.

468 The Center for Working-Class Politics, *Trump's Kryptonite*, p. 7. Notre traduction (*social issues divide working-class voters along party lines, while economic issues unite working-class voters across party lines.*)

invoquée au sein de la citation présentée au début de cette section, illustre également ces différents archétypes de stratégie électorale.

Dans le numéro de *Jacobin* dévoué à la question populiste, deux articles centraux, rédigés par ailleurs par des membres du CWCP[469], développent cette idée. Warren y est alors présentée au travers de son électorat : assimilé à la fameuse classe « professionnelle-manageriale » (PMC)[470] ou à la « gauche brahmane » théorisée par Piketty[471], ce dernier est décrit comme composé de cadres, souvent fortunés, porteurs de valeurs cosmopolites et attirés par le savoir universitaire et « l'expertise », sensibles aux questions « culturelles » et aux discours « identitaires »[472]. Symbolisant cette classe, son habitus et sa conception même de la politique, Warren est présentée comme représentant la tendance inverse d'un populisme de gauche :

> Alors qu'elle est parfois décrite comme une « populiste économique », la fonction principal de Warren dans la course à la primaire contre Bernie Sanders a été de retirer le populisme du progressisme économique. Alors qu'elle a adopté officiellement une grande partie du programme de Sanders de 2016, la campagne de Warren s'est distinguée non pas en soulignant la nécessité de la lutte populaire, mais en faisant la promotion de la complexité et de la technicité globale de son programme : « Elle a un plan pour ça ! » L'habileté à planifier de Warren est de la politique du sauveur dans le style d'Obama ou d'Hillary Clinton. Elle ne fait pas appel à la volonté des masses, elle dit : « détendez vous, elle sait ce qu'il faut faire »[473].

Ce segment démographique diplômé et cosmopolite composant l'électorat de Warren correspond à la base électorale croissante du Parti démocrate, évoquée à de nombreuses reprises au cours de ce travail. Ces auteurs, pour qui la lutte contre le désalignement des classes populaires constitue une priorité politique, considèrent donc sa candidature comme fondamentalement opposée aux intérêts à long terme du socialisme états-unien. La candidature de Warren, qui peut ici être vue comme une candidature de « mobilisation », est donc contrastée avec celle de Sanders, qui particulièrement en 2016 chercha à mettre en œuvre une campagne de « persuasion » des électorats populaires et souvent abstentionnistes. Dans ce cadre, ces articles cherchent par la suite à décrire de façon plus empirique les différences entre ces deux candidats du point de vue de leur « base ». Si Guastella explique que « de façon logique, les principaux donateurs de Bernie par profession sont les enseignants et les

469 Matt Karp et Dustin Guastella. Dustin Guastella, « White-Collar Populism », *Jacobin Magazine*, 25 novembre 2019 ; Matt Karp, « Is This the Future Liberals Want? », *Jacobin Magazine*, 25 novembre 2019.
470 Dustin Guastella, « White-Collar Populism ».
471 Matt Karp, « Is This the Future Liberals Want? ».
472 Dustin Guastella, « White-Collar Populism ».
473 Matt Karp, « Is This the Future Liberals Want? », notre traduction (*Yet while she is sometimes described as an "economic populist," Warren's chief function in the primary race against Bernie Sanders has been to take the populism out of progressive economics.While formally embracing much of Sanders's 2016 platform, the Warren campaign distinguished itself not by underlining the necessity of popular struggle, but by advertising the comprehensive wonkery of her policy agenda: "She has a plan for that!" Warren's planfulness is savior politics in the style of Obama or Hillary Clinton. It does not summon the will of the masses; it says, "Chill out, she's got this."*)

infirmières, deux domaines qui ont rapidement perdu en prestige et en sécurité de l'emploi, tandis que ceux de Warren sont les psychologues et les scientifiques »[474], Karp précise ces observations :

> Un examen des dons de campagne effectué par OpenSecrets a révélé que si Warren était naturellement la première bénéficiaire des scientifiques et des professeurs, Sanders était de loin le premier parmi les enseignants, les infirmières, les serveurs, les barmans, les travailleurs sociaux, les employés de commerce de détail, les ouvriers du bâtiment, les camionneurs et les chauffeurs … Selon les moyennes des sondages de *Politico* pour le mois de septembre, Warren est moins populaire auprès des électeurs gagnant moins de 50 000 dollars [par an] que sept des huit premiers démocrates en lice ; Sanders est le plus populaire auprès de ce même groupe[475].

Dans leurs comparaisons des campagnes respectives de Warren et Sanders en 2020, ces socialistes les présentent donc comme symétriquement opposés sur un certain nombre de points, correspondant aux caractéristiques majeures de la stratégie populiste développée jusque-là dans cette section. La première aurait cherché à mettre en œuvre une campagne mobilisant la base diplômée, urbaine et relativement fortunée déjà acquise au Parti démocrate, au travers d'une rhétorique quasi-technocratique inspirée par une vision du changement social « par le haut ». La seconde aurait quant à elle développé une stratégie de persuasion de l'ensemble des classes populaires du pays, y compris dans ses segments les plus difficiles d'accès par le Parti démocrate, au travers d'une rhétorique populiste d'un point de vue économique et d'une minimisation des discours « identitaires », inspirée par une vision du changement social « par le bas ».

. <u>Quelle approche pour DSA ?</u>

Au cours de cette section, nous avons vu de quelle manière la notion de « populisme », en vogue au sein des mouvements de gauche lors de la décennie 2010, a été mobilisée par certains socialistes états-uniens pour théoriser une stratégie électorale antagoniste, visant à « persuader » une large partie des classes populaires du pays en dehors des segments démographiques déjà acquis au Parti démocrate dans des circonscriptions peu compétitives. Nous avons également observé la façon dont ce « raccourci populiste », principalement mis au point par des auteurs associés au magazine *Jacobin*, réactive d'une certaine manière le débat lié aux politiques identitaires au travers de la question même de l'électorat à conquérir : un électorat démocrate « typiquement » jeune, urbain, diplômé ou racisé, présenté comme particulièrement sensible aux rhétoriques de type « identitaire »

474 Dustin Guastella, « White-Collar Populism », notre traduction (*Fittingly, Bernie's top donors by profession are teachers and nurses, two fields that have rapidly declined in prestige and security, while Warren's are psychologists and scientists*.)

475 Matt Karp, « Is This the Future Liberals Want? », notre traduction (*An OpenSecrets review of campaign donations found that while Warren was naturally the top recipient among scientists and professors, Sanders led by far among teachers, nurses, servers, bartenders, social workers, retail workers, construction workers, truckers, and drivers ... According to Politico's September poll averages, Warren underperforms with voters making less than $50,000 by a greater margin than seven of the top eight Democrats in the race; Sanders overperforms with the same group by the highest margin in the field.*)

est alors opposé à un électorat rural ou péri-urbain, peu diplômé et majoritairement blanc, sensible à une communication mettant au second plan ces formes rhétoriques et au premier plan des discours « économiquement populistes ». Deux formes de stratégies électorales ont par conséquent été dégagées, correspondant à des approches de mobilisation et de persuasion, représentées par les instituts de sondages *Data for Progress* et *Center for Working Class Politics*, ainsi que les campagnes d'Elizabeth Warren et de Bernie Sanders à la primaire démocrate de 2020. Dans le cadre de ce travail, il est maintenant nécessaire d'interroger la place de DSA au sein de ces débats et son éventuelle proximité avec l'une de ces deux formes de stratégie électorale.

S'il nous est ici difficile de compiler des données relatives à l'électorat de l'ensemble des élus affiliés à DSA et à tous les niveaux de gouvernement, la tendance des succès électoraux de l'organisation semble bien correspondre à une pratique de mobilisation de la base démocrate. Un simple recensement de l'index PVI[476] des circonscriptions des élus fédéraux liés à l'organisation (composant donc le fameux « Squad ») indique par exemple des niveaux d'inclinaison démocrate largement supérieurs à la moyenne nationale : D+20 pour la circonscription de Jamaal Bowman (NY-16), D+27 pour Cori Bush (MO-1), D+28 pour AOC (NY-14) et D+23 pour Rashida Tlaib (MI-12)[477]. DSA dénombre également des membres élus aux législatures d'États dans une majorité d'États à prédominance démocrate. Sur les 22 différents États recensés[478] comptant des élus affiliés à DSA (aux chambres hautes comme basses), on compte une minorité d'États « rouges », acquis au Parti républicain[479] : 8 présentant un PVI à dominance républicaine, incluant 14 élus, et 14 à dominance démocrate, incluant 39 élus. Au niveau local, une enquête de Robinson à Chicago a notamment montré que les victoires électorales de DSA au niveau municipal se sont concentrées sur des circonscriptions en cours de gentrification, ne se situant « ni dans la partie riche et *liberal* du nord, ni dans les parties très pauvres … historiquement ségréguées du sud et de l'ouest [de la ville] », concentrant un nombre important de « cadres de classe moyenne en trajectoire de régression sociale [*downwardly mobile*] » qui constituent « une partie disproportionnée de la base de DSA»[480] mais également du

476 L'index « Cook » du vote partisan (*Cook Partisan Voting Index*, PVI) mesure la « compétitivité » d'un district congressionnel au travers de son degré d'inclinaison démocrate ou républicaine, en comparant le partage des votes pour chaque circonscription à la moyenne nationale. Un district dont l'index serait de D+1, par exemple, aurait voté à un 1 % « plus » démocrate que le pays dans son ensemble.

477 The Cook Political Report, *2023 Cook PVI^{SM}: District Map and List (118th Congress)*, https://www.cookpolitical.com/cook-pvi/2023-partisan-voting-index/118-district-map-and-list , 5 avril 2023, (consulté le 5 septembre 2024).

478 DSA NEC, *Past Endorsements – DSA National Electoral Commission*, https://electoral.dsausa.org/our-campaigns/past-endorsements/, (consulté le 5 septembre 2024).

479 Dont trois caractérisés par un faible PVI : le Michigan à R+1 ou la Pennsylvanie et le Wisconsin à R+2. À l'inverse, deux des 14 États « démocrates » ne le sont que faiblement : le Minnesota à D+1 et le Maine à D+2. The Cook Political Report, *2022 Cook PVI^{SM}: State Map and List*, https://www.cookpolitical.com/cook-pvi/2022-partisan-voting-index/state-map-and-list , 12 juillet 2022, (consulté le 5 septembre 2024).

480 Nathan James Robinson, *Hostile Territory: Mobilizing Resources and Finding Opportunities in the Contemporary U.S. Democratic Socialist Movement*,Harvard University, p. 183. Notre traduction (*Every single one of the DSA alders'*

Parti démocrate[481]. Si ces données sont très fragmentaires, elles semblent cependant indiquer une tendance, où la majorité des victoires électorales de DSA se situent dans des circonscriptions peu compétitives entre les deux partis majeurs. Dans ce cadre, la difficulté principale de l'activisme de DSA au cours du processus électoral se situe bien au niveau de l'étape des primaires : une fois celle-ci gagnée, le candidat de DSA, qui représente le Parti démocrate, ne mène que très rarement de campagnes compétitives contre son adversaire républicain.

La stratégie électorale de DSA de contestation de primaires démocrates tend en effet mécaniquement à se concentrer sur des circonscriptions « acquises » au Parti démocrate. C'est en grande partie dû aux ressources limitées dont dispose l'organisation. En concentrant ses efforts dans des campagnes de primaires, DSA maximise l'utilisation de ses ressources, humaines ou financières, dans des circonscriptions où la victoire est plus certainement garantie une fois la primaire remportée. Cette approche permet d'éviter de « doubler » ses efforts de campagne en les déployant à la fois lors de la primaire et lors d'une élection, plus compétitive, contre des candidats républicains. Des travaux en science politique impliquant le concept de « coûts de mobilisation » montrent notamment que les groupes disposant de ressources limitées optimisent leurs efforts en choisissant des environnements de campagnes où les chances de succès sont les plus élevées et les contraintes institutionnelles les plus faibles[482]. La majorité des pratiques électorales de DSA, tout en répondant aux contraintes, en termes institutionnels, de la structure bipartisane états-unienne, exprime alors également une forme de réponse aux limitations, en termes de ressources humaines et financières, de l'organisation. Le positionnement de DSA, au regard des campagnes électorales de persuasion populiste ou de mobilisation démocrate, est donc fortement lié aux capacités politiques et organisationnelles de l'organisation, qui sont elles-mêmes associées aux contingences locales et aux différentes tailles des sections locales. Dans ses campagnes, électorales ou non, DSA cherche localement à répondre à la fois à des *contextes* et *opportunités* politiques[483]. Ces dernières sont alors naturellement plus présentes dans des environnements plus *liberal* et moins conservateurs, où les prises de risque inhérentes à une campagne de persuasion, bien plus importantes que pour celles de mobilisation[484], peuvent représenter un coût trop important du point de vue des capacités de l'organisation.

---

wards were in that gentrification perimeter. None of them are in the rich, liberal north side. None of them in the very poor … historically segregated south and west sides … This means … a higher concentration of the kind of downwardly mobile middle-class professionals that form a disproportionate amount of the DSA's membership base).

481 Herbert P. Kitschelt et Philipp Rehm, « Secular Partisan Realignment in the United States: The Socioeconomic Reconfiguration of White Partisan Support since the New Deal Era », *Politics & Society*, 1 septembre 2019, vol. 47, n° 3, p. 425-479.

482 Steven J. Rosenstone et John Mark Hansen, *Mobilization, Participation, and Democracy in America*, Londres, Longman, 2003.

483 Nathan James Robinson, *Hostile Territory*, p. 214.

484 Costas Panagopoulos, « Changing campaign strategies », p. 189.

La proximité sociologique entre la base électorale démocrate et la base militante de DSA[485], impliquant une plus grand nombre de militants dans les zones « bleues », et plus généralement la présence d'un électorat plus enclin à soutenir les propositions socialistes dans ces endroits, expliquent donc à leur manière le plus grand nombre d'élus affiliés à DSA dans des circonscriptions non-compétitives et l'adhésion de fait de l'organisation au modèle de campagnes de mobilisation de la base démocrate.

Revenant aux considérations plus abstraites sur la stratégie populiste présentées dans cette section, et même si les acteurs de son développement théorique ne sont ici pas directement affiliés à DSA, nous avons déjà pu voir de quelle manière les enjeux politiques lui étant associés ont pu traverser l'organisation dans certains de ses débats internes. De plus, et au-delà du caractère nécessairement abstrait de ces considérations stratégiques, la question du « raccourci populiste » au sein de l'organisation engage un certain nombre de rapports de force politiques et idéologiques qui, en plus de réactiver le débat des politiques identitaires en son sein, nous semble impliquer un second débat, peut-être plus fondamental pour l'orientation stratégique de DSA et déjà évoqué à diverses reprises dans ce travail : la question du parti.

. <u>À nouveau, la question du parti</u>

En comparant les stratégies électorales de mobilisation de la base démocrate et de persuasion populiste, ces dernières apparaissent en effet liées aux différentes stratégies avancées au sein de DSA, ayant trait à son rapport au Parti démocrate. En mobilisant la base déjà existante du Parti démocrate et en contestant par voie de primaires une « vieille garde » centriste, considérée comme inféodée aux priorités de ses donateurs, la première approche opère à un niveau essentiellement intra-partisan. L'objectif est alors de remplacer un *establishment* démocrate perçu comme en rupture avec les aspirations de sa base électorale. Waleed Shahid, alors porte-parole des *Justice Democrats*, résume cette idée dans un ouvrage de 2020 :

> Si nous pouvions amener la coalition que Sanders a contribué à faire naître en 2016 dans les primaires démocrates pour des élections locales et l'élargir, nous pourrions créer un Parti démocrate qui reflète ses électeurs, et non les grands donateurs d'entreprise … Alors que le *Tea Party* avait révélé les pires aspects du racisme et de la cupidité du Parti républicain, la campagne de Sanders tentait de ramener le Parti démocrate vers certaines de ses racines redistributives venant du *New Deal* et de la *Great Society*[486].

485 Nathan James Robinson, *Hostile Territory*, p. 99-100 ; Herbert P. Kitschelt et Philipp Rehm, « Secular Partisan Realignment in the United States ».

486 Varshini Prakash et Guido Girgenti, *Winning the Green New Deal: Why We Must, How We Can*, New York, Simon and Schuster, 2020, p. 92. Notre traduction (*If we could bring the coalition that Sanders helped ignite in 2016 into Democratic primaries in down-ballot races and expand it, we could create a Democratic Party that reflected its voters, not big corporate donors … While the Tea Party had brought out the worst aspects of the Republican Party's racism and corporate greed, the Sanders campaign was attempting to restore the Democratic Party to some of its redistributive*

Si JD est une organisation n'entretenant que peu de lien avec DSA, l'approche résumée dans cette courte citation correspond bien aux campagnes de mobilisation menées majoritairement par l'organisation socialiste depuis la seconde moitié de la décennie 2010. La recherche d'une correspondance entre la ligne du parti et les préférences de sa base électorale, quand il est considéré que celle-ci est en demande des mesures phares avancées par le mouvement socialiste[487], correspond en effet à une politique de « l'aile gauche du possible » visant à « réaligner » le Parti démocrate : une expulsion graduelle de ses éléments les plus conservateurs, couplée à une consolidation de ses éléments les plus progressistes[488].

À l'inverse, l'approche populiste avancée par les auteurs liés à *Jacobin* et au CWCP, eux-mêmes liés ou anciennement liés à des caucus de DSA comme *Momentum* et B&R, vise à opérer à un niveau essentiellement extra-partisan, dans une volonté plus générale de développement de la conscience de classe au sein du pays par le biais du Parti démocrate, pensé ici comme un moyen et non une fin. Décrivant dans sa profession de foi sa vision du « chemin démocratique vers le socialisme », B&R déclarait notamment :

> Nous savons qu'au sein d'une société capitaliste, gagner des élections ne revient pas à prendre le pouvoir. Sans un prolétariat organisée, et principalement sur les lieux de travail où il a le plus de pouvoir, les victoires électorales socialistes ne signifieront que peu. La tâche essentielle du chemin démocratique vers le socialisme consiste à reconstruire le pouvoir organisé du prolétariat[489].

Dans ce cadre général, les campagnes électorales sont pensées dans leur complémentarité avec les mouvements sociaux et syndicaux, ce qui permet de construire le mouvement socialiste en tant que tel et de continuer à développer la conscience de classe de la population. Cette approche vise alors, dans un mouvement circulaire, une conquête progressive des législatures d'État et l'émancipation du prolétariat par lui-même[490]. L'élargissement de l'électorat démocrate sur une base « de classe », telle que définie par les tenants du « raccourci populiste », va notamment dans ce sens. En centrant la communication politique des candidats du parti sur une ligne d'antagonisme vis-à-vis des élites économiques et en se concentrant sur les classes populaires dans leur ensemble, l'approche populiste semble répondre par l'affirmative aux questions posées par B&R, déjà citées plus haut (chapitre 6, partie 6.2) :

roots in the New Deal and the Great Society.)

487 Cette perspective est précisément celle mise en avant par *Data for Progress* dans la majorité de ses publications. Voir également Sean McElwee et Mark Egerman, « Democrats: Trust the Base », *Dissent Magazine*, été 2018 [en ligne].

488 Alexander Hernández, « The Case for Realignment », *Socialist Forum*, Automne 2022.

489 Bread & Roses DSA, *Where We Stand*, notre traduction (*We know that winning elections in a capitalist society is not the same as taking power. Without an organized working class, primarily organized in the workplace where workers have the most power, socialist electoral victories will mean little. The essential task of the democratic road to socialism is rebuilding the organized power of the working class.*)

490 Thomas Jeangirard, « De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate », p. 91-92.

> la campagne en question fera-t-elle progresser une perspective de lutte des classes dans notre contexte politique plus large ? Nous aidera-t-elle à construire le type de mouvement prolétaire de masse dont nous aurons besoin pour affronter la classe capitaliste de manière significative[491] ?

Cette approche semble également plus favorable à la stratégie de rupture de DSA vis-à-vis du Parti démocrate. L'idée est en effet d'élargir la base électorale démocrate au travers de « nouveaux » électeurs, identifiés principalement par leur position de classe et non plus par leurs auto-identifications partisanes. Les stratégies au long terme de rupture comme de parti de substitution pourraient alors plus facilement s'appuyer sur des classes populaires politisées par ces campagnes populistes, mais peu marquée par la force des phénomènes d'identifications partisanes aux États-Unis[492]. Cette nouvelle base, définie comme telle non plus vis-à-vis du Parti démocrate mais du mouvement socialiste dans son ensemble, serait alors moins attachée aux divisions traditionnelles entre démocrates et républicains et se définirait davantage par son opposition aux élites politiques et économiques du pays, ouvrant la voie à une possible reconfiguration du paysage électoral. À l'inverse, une stratégie de mobilisation, en s'appuyant sur les identifiants démocrates traditionnels, apporterait d'importants avantages aux socialistes dans leurs campagnes contestataires[493]. Elle correspondrait alors à une stratégie de réalignement, transformant le Parti démocrate par et pour lui-même au travers d'efforts essentiellement intra-partisans.

Ces deux options, que l'on peut ici définir pour DSA dans sa relation au Parti démocrate, ont donc d'importantes implications vis-à-vis de l'orientation idéologique et organisationnelle de l'organisation. Les campagnes de mobilisation, pouvant être ramenées à la stratégie du réalignement, visent à transformer le Parti démocrate de l'intérieur pour le rendre plus sensible aux souhaits de sa base, elle-même déjà grandement acquise aux revendications les plus mises en avant par le mouvement socialiste (M4A, GND…) Les campagnes de persuasion, pouvant aller dans le sens des stratégies de rupture ou de parti de substitution, ont pour but d'élargir l'électorat démocrate sur une ligne d'antagonisme de classe, au travers d'une rhétorique économiquement populiste, mettant au second plan les revendications « culturelles » ou « identitaires ». Du point de vue de DSA, et par ces voies détournées, la question du « populisme de gauche » réactive alors à la fois la question du parti et celle du débat « identitaire », ici liées de manière importante, comme nous l'avons vu plus haut[494], à

491 Robbie Nelson, « Bernie and Class Politics », notre traduction (*The first two questions we should consider when weighing a potential campaign are: Will the campaign in question advance a class-struggle perspective within our broader political context? And will it help us build the type of mass, working-class movement that we will need to take on the capitalist class in a meaningful way?*)

492 Sur ce sujet, voir notamment Sören Holmberg et Henrik Oscarsson, « Party identification: down but not out » dans *Research Handbook on Political Partisanship*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2020, p. 14-29.

493 Thomas Jeangirard, « De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate », p. 88.

494 Voir chapitre 2, partie 2.4, chapitre 6, parties 6.2 et 6.3.

l'auto-définition idéologique de l'organisation. Cette situation nous informe finalement sur la diversité des facteurs qui influencent une telle auto-définition idéologique chez DSA. Influencée par des rapports de force immédiats entre courants idéologiques formalisés par des caucus[495] ou par l'évolution des contextes politiques locaux et nationaux[496], elle l'est également par le poids et la présence politique générale de DSA, en termes de capacité militante et organisationnelle. Le *dirty stay* évoqué dans la section précédente est de ce point de vue une réalité chez DSA pour les raisons évoquées alors (une absence simultanée de travail militant interne au Parti démocrate et d'efforts de rupture vis-à-vis de ce dernier), mais également du point de vue des électorats ou des circonscriptions favorisées lors des campagnes électorales de l'organisation. Devant maximiser ses ressources militantes pour répondre à des opportunités politiques contingentes, DSA favorise de fait une stratégie de mobilisation de la base démocrate, dans des circonscriptions peu compétitives. L'ampleur et la portée de DSA, en termes de nombre de membres, de capacité d'action et d'influence idéologique sur le débat national, la conduit donc à adopter une posture moins conflictuelle, et porte le risque de constituer une faction minoritaire au sein du Parti démocrate.

Conclusion du chapitre

Au cours de ce chapitre, nous avons analysé trois dimensions spécifiques de l'action politique de DSA, problématisant ses relations avec le *liberalism* en général et le Parti démocrate en particulier. Dans une première partie, nous avons évoqué la dimension de professionnalisation de l'organisation, considérant celle-ci au travers de ses apports normatifs vis-à-vis du travail militant mais aussi du leadership politique de DSA. Mue par les nécessités pratiques d'une organisation socialiste « de masse » au 21e siècle ainsi que par la sociologie spécifique de ses membres, cette dynamique de professionnalisation nous est alors apparue comme porteuse d'un certain nombre de bénéfices mais aussi de risques organisationnels, en premier lieu celui d'une érosion de l'éthos démocratique de DSA, de sa radicalité politique et d'une intégration aux paradigmes militants d'un « Nonprofit Industrial Complex » composant une partie non négligeable du milieu progressiste états-unien. Dans un second temps, nous nous sommes attardé sur la stratégie électorale de DSA, dans son rapport au Parti démocrate et à « ses » représentants élus, à tous les niveaux de gouvernement. Nous avons alors vu que malgré d'importantes difficultés avec les élus fédéraux, un certain nombre d'initiatives de coordination politique ont pu être mises en place dans l'organisation, au-delà d'importantes asymétries locales et nationales. S'il est possible de parler d'un *dirty stay* pour qualifier la dissonance entre la stratégie « officielle » de DSA et celle appliquée de fait dans son rapport au Par-

495 Voir chapitre 6, partie 6.1.
496 Voir chapitre 6, partie 6.3.

ti démocrate, nous avons cependant pu évoquer un certain nombre d'efforts statutaires graduels, visant à amener l'organisation dans la direction d'une plus forte indépendance politique. La structure de l'organisation mais surtout sa dépendance continue aux institutions majeures du système électoral états-unien, du fait de son faible poids institutionnel quelques années après son important accroissement de membres, participent néanmoins à une situation complexe où la volonté d'indépendance politique de DSA rentre en conflit avec le plus large contexte dans lequel elle évolue. Enfin, nous avons montré dans une dernière partie l'hypothèse « populiste » mise en avant par certains acteurs majeurs du mouvement socialiste états-unien. Nous avons pu voir qu'au-delà de la vogue populiste au sein des milieux de gauche à la fin de la décennie 2010, cette proposition stratégique amenait également un retour du clivage théorique entre politiques de l'identité et politiques de classe, notamment par sa volonté d'atteindre la fameuse « classe ouvrière blanche », historiquement désalignée des partis de gauche et du mouvement socialiste. En dégageant deux archétypes de stratégie électorale au sein de ce dernier, représentés par une approche de mobilisation de la base démocrate et de persuasion des classes populaires, nous avons pu lier cette stratégie populiste à une seconde problématisation, en biais, de la « question du parti », centrale aux débats internes à DSA. De là, nous avons pu voir comment l'organisation appliquait de fait le premier de ces archétypes, moins influencé par d'éventuelles résolutions internes de ce débat idéologique que par la nécessité de répondre à des opportunités politiques en minimisant ses coûts de mobilisation. À nouveau, la force militante et l'influence générale de l'organisation apparaissent comme centrales à ces questions stratégiques, cruciales pour son auto-définition idéologique.

Ainsi, et pour conclure, ces trois dimensions de l'action politique de DSA révèlent des tensions internes importantes, structurant les débats et choix stratégiques de l'organisation. La professionnalisation, le rapport au Parti démocrate ou la stratégie électorale ne sont pas des aspects isolés mais plutôt des dynamiques interdépendantes, façonnées par les réalités politiques et institutionnelles dans lesquelles évolue DSA. Loin de pouvoir être résolues simplement, ces tensions soulignent les défis inhérents à toute organisation socialiste cherchant à naviguer au sein du système politique états-unien. La question de l'intégration ou de la rupture avec le Parti démocrate, tout comme celle de la base militante à mobiliser, posent des dilemmes stratégiques qui continueront à influer sur l'évolution de DSA dans les années à venir. En fond, c'est bien la capacité de l'organisation à définir une voie cohérente entre ses principes idéologiques et ses contraintes pratiques ou institutionnelles qui déterminera son rôle au sein du paysage politique états-unien, ainsi que son potentiel à façonner une alternative socialiste politiquement viable sur le long terme.

Conclusion de la troisième partie

Dans cette troisième et dernière partie, nous avons cherché à délimiter les contours du socialisme de DSA dans ses liens avec le *liberalism* états-unien et particulièrement avec son représentant majeur, le Parti démocrate. Pour ce faire, nous avons présenté dans un sixième chapitre l'organisation en détail, dans sa structure et ses configurations politiques, et analysé certains enjeux liés aux conflits idéologiques internes de l'organisation. Nous avons pu montrer que la structure de DSA favorise une importante diversité politique, à l'origine d'un certain nombre de conflits entre tendances idéologiques diverses. Ces conflits nous sont alors apparus comme se rapportant davantage à des questions de stratégie politique immédiate qu'à de grands clivages idéologiques, liés à la pluralité de courants existant au sein du mouvement socialiste. Il en ressort que la morphologie de cette organisation favorise une grande diversité politique, engendrant des tensions qui sont davantage liées à des questions stratégiques immédiates qu'à des clivages idéologiques fondamentaux, reflet de la pluralité des courants présents au sein du mouvement socialiste. Dans le chapitre 7, nous avons analysé les significations du terme de « socialisme démocratique » et les modalités de son usage comme marqueur idéologique par l'organisation. Nous avons alors vu que le terme de socialisme démocratique entretient pour DSA une nature et des fonctions multiples. En rattachant l'organisation à la tradition socialiste du pays et à sa propre histoire, le socialisme démocratique agit également comme acte de langage et outil d'ambiguité stratégique. Par là, il permet à DSA de faire face à certaines difficultés propres à sa structure interne et à son environnement politique, mais porte également le risque de faciliter des processus de cooptation ou de dilution de la radicalité socialiste de l'organisation. Cette ambivalence stratégique souligne alors que le socialisme démocratique au sein de DSA ne fonctionne pas comme une entité monolithique, mais plutôt comme un agencement de significations multiples, où coexistent tensions idéologiques internes et intérêts politiques externes. Enfin, dans un dernier chapitre, nous avons analysé certaines dimensions liées à ce risque de dilution du socialisme de DSA, pouvant rapprocher l'organisation de modes de mobilisation ou d'activisme *liberal*. Nous avons vu que ces trois dimensions, interdépendantes, révèlent des tensions importantes qui structurent les débats et les chois stratégiques de l'organisation. La question du maintien de l'indépendance socialiste ou non de DSA se montre alors difficile et autant dépendante du contexte politique immédiat de l'organisation que des réponses politiques qu'elle lui apporte au travers de ses mécanismes de démocratie interne.

Au terme de cette partie, on s'aperçoit donc que DSA est une organisation dynamique, en évolution constante, pour qui la possibilité d'isoler dans le temps long une ligne idéologique et straté-

gique unique s'avère particulièrement compliqué. Les considérations idéologiques sont éclipsées par des questions de stratégies au court terme, elles-mêmes liées au contexte politique et institutionnel difficile des États-Unis. Le rapport de DSA au *liberalism* en général et au Parti démocrate en particulier apparaît dans ce cadre comme particulièrement ambigu, pour une organisation dont les mécanismes et structures internes compliquent et facilitent dans le même temps une cooptation de l'organisation, ou son intégration complète dans la coalition démocrate.

DSA se trouve dès lors à un carrefour idéologique, où l'hybridation de ses positions et la morphologie de ses discours doivent constamment se recalibrer face aux réalités changeantes de son environnement politique. En naviguant entre ses aspirations socialistes et les exigences pragmatiques de la politique électorale, DSA illustre finalement comment certaines idéologies contestataires peuvent être marquées par une certaine fluidité morphologique. Celle-ci permet la mise en œuvre d'agencements conceptuels flexibles, qui facilitent l'adaptation aux contingences du contexte politique. Le risque d'un éloignement progressif de ses racines socialistes se pose cependant, à mesure que ces adaptations entraînent une simplification de son discours, ou une assimilation progressive aux cadres de mobilisation et de conceptualisation politique *liberal*.

Conclusion générale

L'objectif général de cette thèse a été d'observer la réémergence et l'évolution du socialisme états-unien au travers du cas des *Democratic Socialists of America*, de 2017 à 2023. Il s'agissait d'analyser la manière avec laquelle DSA a affirmé et maintenu une position socialiste forte face aux difficultés et aux complexités des dynamiques politiques contemporaines, particulièrement en lien avec le Parti démocrate. L'objectif était également de mettre en lumière certains des enjeux propres au débat opposant « identité » et « classe » au sein de la gauche états-unienne, dans ses relations aux grands ensembles idéologiques du socialisme et du *liberalism,* ainsi qu'à des évolutions politiques, démographiques et électorales plus larges. Ce travail a mobilisé un cadre théorique et méthodologique interdisciplinaire, incluant un ensemble de méthodes qualitatives liées à un corpus de textes militants contemporains et à des entretiens menés avec un ensemble de militants de l'organisation. Celui-ci a permis une analyse approfondie à la fois du cadre idéologique et des réalités pratiques affrontées par l'organisation. En s'appuyant sur une riche littérature universitaire du point de vue de l'analyse des idéologies et des sciences politiques et historiques, cette thèse fournit une base conceptuelle pour explorer la nature complexe du socialisme états-unien contemporain.

. Retour sur le développement de la thèse et ses contributions à la recherche

Cette thèse est donc organisée en trois parties distinctes, s'appuyant chacune sur un aspect de notre argumentation générale. Une première partie s'est dans ce cadre concentrée sur le contexte politique de notre objet de recherche. Elle a mis en place les fondations de notre étude, en analysant le paysage politique au sein duquel le socialisme états-unien a réémergé au 21e siècle. Son chapitre 1 a permis de mettre en évidence la manière dont une prise de pouvoir idéologique interne, ainsi que de larges changements démographiques et électoraux matérialisés le plus pleinement à la fin du 20e siècle, ont déplacé le Parti démocrate vers des positions « économiquement » conservatrices et « culturellement » *liberal*, participant à une recomposition du *liberalism* états-unien. Il a également permis une analyse de la coalition « en sablier » du Parti démocrate, en mettant l'accent sur les contradictions internes de cette alliance trans-classe. Le chapitre 2 a quant à lui montré de quelle manière l'opposition au *liberalism* en général et au Parti démocrate en particulier a été structurante dans la réémergence du socialisme dans la décennie 2010, et comment les termes du débat opposant « identité » et « classe » ont eux-mêmes structuré, lors de cette période, l'opposition nouvelle entre socialisme et *liberalism*. Le mouvement socialiste naissant est alors apparu comme possédant ses propres références conceptuelles vis-à-vis de l'articulation « identité/classe », décontestant d'un point de vue morphologique la position *liberal* hégémonique sur ces questions. Nous avons ensuite montré la position relativement modérée de DSA dans ce débat, autant du point de vue de ses positions officielles que de celui des membres que nous avons pu interroger.

Une seconde partie s'est focalisée sur le cadre idéologique et théorique de notre objet de recherche, au travers d'une analyse des socialisme et *liberalism* états-uniens sous l'angle de la question « identitaire ». Elle a poursuivi la réflexion engagée dans la partie précédente et initié une analyse idéologique approfondie, qui a mis en lumière les tensions et les convergences existant entre les deux courants de pensée. Le chapitre 3 a notamment montré en quoi socialisme et libéralisme (incluant, bien sûr, le *liberalism*) sont idéologiquement liés, mais concurrents, du point de vue de l'interprétation de leurs concepts fondamentaux. Il a également montré qu'il est possible de définir de manière substantielle et pertinente le concept de « politiques identitaires », le différenciant de ses usages le plus souvent polémiques. Le chapitre 4 a permis de montrer le caractère néolibéral, au sens foucaldien du terme, du Parti démocrate, depuis sa période de transformation idéologique mentionnée au chapitre 1. Il a ensuite montré de quelles manières la structure interne du Parti démocrate le rendait plus sensible aux modalités fonctionnelles des politiques identitaires, ainsi que son évolution partielle vers ces dernières, qui a pu atteindre un pic lors de la présidentielle de 2016. Le chapitre 5 a quant à lui mis en évidence, dans l'histoire du socialisme états-unien, une certaine emphase sur l'articulation entre « identité » et « classe » malgré d'importantes insuffisances politiques, ainsi que l'importance renouvelée de ces formes de luttes après la période de la *New Left* et du mouvement des droits civiques. Certains courants contestataires liés à notre type idéal des politiques identitaires ont alors pu être analysées, et situées dans leurs premières itérations à la décennie 1970.

Une troisième et dernière partie s'est penchée sur les dynamiques organisationnelles et idéologiques internes à DSA. Elle a analysé comment celles-ci influencent les stratégies politiques et la cohérence idéologique de l'organisation dans ses liens avec son environnement politique immédiat. Le chapitre 6 a notamment montré comment la structure et la nature multi-tendancielle de DSA favorise une importante diversité idéologique et une formalisation des conflits au sein de caucus. Ces conflits idéologiques ont alors pu être analysés comme liés à des questions de stratégie immédiate, elle-même liée à un environnement politique plus large et au rapport de l'organisation au *liberalism* hégémonique de la gauche états-unienne. Dans ce cadre, la question du débat des politiques identitaires a été présentée comme se rapportant à la stratégie électorale de DSA et à la question de la « classe ouvrière blanche », qui traverse également les deux parties précédentes. Le chapitre 7 a pu montrer le caractère relativement vague de la notion de « socialisme démocratique », mais également ses racines historiques aux États-Unis, liant pour DSA identification idéologique et mémoire institutionnelle. Il a ensuite mis en lumière la manière dont DSA présente une forme relativement nouvelle ou contemporaine de socialisme, au travers d'une emphase sur la démocratie et d'un éloignement vis-à-vis des conceptions anciennes et ouvriéristes du prolétariat. Il a finalement identifié

certaines fonctions organisationnelles de ce caractère ambigu du socialisme démocratique, montrant comment celui-ci permet également à DSA de maintenir une unité face à son importante diversité, tout en l'exposant à une certaine porosité idéologique. Le chapitre 8 poursuit ces réflexions, en montrant de quelles manières ces risques de dilution idéologique sont encouragés par une dynamique de professionnalisation au sein de l'organisation, en parallèle avec le secteur des organisations non-gouvernementales ou à but non-lucratif. Nous montrons ensuite comment la décentralisation de l'organisation et une certaine forme de faiblesse politique et organisationnelle problématise certaines aspirations institutionnelles de DSA, ainsi que sa dépendance au Parti démocrate dans ses projets électoraux. Cette dépendance est finalement présentée comme d'autant plus renforcée par le prisme d'une éventuelle « stratégie populiste » et, à nouveau, du sujet de la « classe ouvrière blanche ». Dans ce cadre, les orientations politiques et électorales de DSA sont apparues comme subordonnées à celles du Parti démocrate, en dépit d'éventuelles volontés ou théorisations contraires. Si DSA a développé une forte indépendance idéologique vis-à-vis du Parti démocrate, comme nous avons pu le montrer au cours de ces trois parties, cette indépendance faiblit lorsque la position idéologique est liée à des questions de stratégie immédiate ou de capacité politique, ce qui est bien souvent le cas, comme nous l'avons vu dans le chapitre 6.

Les résultats de cette thèse mettent en lumière des aspects importants des conditions de développement du socialisme contemporain aux États-Unis, et de DSA en particulier. Ces aspects ont trait aux différentes dimensions de notre recherche, qui se déclinent en contributions théoriques et empiriques aux études sur le socialisme contemporain et les mouvements de gauche aux États-Unis. Nous détaillons ici certaines de ces contributions principales.

Une de ces dimensions a trait à l'identification de changements démographiques et électoraux substantiels qui ont modifié l'orientation idéologique du Parti démocrate et, dans une certaine mesure, les orientations stratégiques du mouvement socialiste. La thèse démontre comment ces changements ont conduit à une recomposition de la coalition démocrate qui perturbe les alignements traditionnels et met en évidence le besoin de nouveaux cadres pour comprendre le comportement politique de ces divers groupes d'électeurs. Si ce constat n'est en lui-même pas nouveau dans le champ des sciences politiques états-uniennes, son application à l'analyse idéologique du paysage politique contemporain constitue un apport original à la recherche et offre une perspective nouvelle sur les évolutions programmatiques d'acteurs institutionnels émergents comme DSA ou bien majeurs, comme le Parti démocrate. Sont ainsi mises en évidence les tensions idéologiques et stratégiques qui traversent DSA et ses interactions avec le Parti démocrate, tandis que des cadres d'analyse renouvelés sont proposés pour comprendre les mutations idéologiques contemporaines. Une seconde

contribution essentielle de ce travail est liée à notre exploration de la notion de politiques identitaires. L'objectif a été d'analyser cette notion, non pas pour s'inscrire dans les débats polémiques qui l'entourent, mais pour l'examiner comme un objet théorique distinct. Cette approche, rarement adoptée dans la littérature, permet de renouveler l'analyse scientifique de cette question. En proposant une définition idéal-typique de cette notion particulièrement vague et polémique et en appliquant ce type idéal à des analyses empiriques précises, la thèse permet de clarifier les débats entourant ces politiques identitaires dans le contexte des mouvements de gauche aux États-Unis. Elle met également en lumière les différentes manières dont ces formes de politique influencent certaines délimitations idéologiques majeures, en premier lieu celles qui opposent socialisme et *liberalism*. Ce travail apporte donc une contribution à la compréhension des dynamiques idéologiques contemporaines et à leur expression « réelle » dans des mouvements ou organisations politiques états-uniennes.

Enfin, notre analyse des dynamiques organisationnelles et idéologiques internes à DSA constitue un troisième ensemble de contributions à la recherche. Dans un premier temps, nous avons pu montrer comment la structure interne de DSA favorise une importante diversité idéologique, correspondant à sa volonté de se former en « grande tente » rassemblant une diversité de courants mais qui peuvent également engendrer des frictions idéologiques, compromettant l'unité et l'efficacité du mouvement. Nous mettons en lumière dans ce travail un ensemble de mécanismes organisationnels et discursifs qui permettent à DSA de contrebalancer ces tensions, jouant un rôle crucial dans la préservation de cette unité. Ainsi, cette recherche offre une contribution originale en démontrant comment la diversité idéologique, loin d'être un simple facteur de division, peut également être intégrée de manière productive au sein d'un cadre organisationnel cohérent. Cette dynamique enrichit notre compréhension des organisations politiques en montrant comment elles peuvent naviguer ces tensions internes, tout en renforçant leur cohésion et leur capacité d'action collective. La thèse met également en lumière les défis stratégiques et organisationnels auxquels DSA est confrontée, notamment dans sa relation complexe avec le Parti démocrate. Bien que DSA soit formellement indépendante, son succès électoral et son influence politique dépendent souvent d'une coopération avec « l'establishment » démocrate et ses approches électorales principales. DSA conserve alors une autonomie idéologique, mais ses stratégies sont fréquemment façonnées par des réalités politiques immédiates, et la nécessité de s'adapter aux demandes de la coalition démocrate. Cette dépendance stratégique soulève des questions cruciales sur la capacité de DSA à maintenir son identité socialiste tout en naviguant à travers les contraintes électorales et politiques imposées par le Parti démocrate. La tension entre la préservation d'une ligne idéologique cohérente et la réalisation de gains poli-

tiques pragmatiques constitue un défi récurrent pour l'organisation, visible dans ses soutiens électoraux, qui tendent parfois vers des positions plus modérées ou réformistes. La thèse apporte alors sa contribution aux études portant sur la politique électorale et les partis politiques en mettant en lumière les dynamiques complexes des « tiers partis » opérant au sein de systèmes bipartisans. Par le biais de son cadre d'analyse idéologique, la thèse souligne les difficultés stratégiques rencontrées par des mouvements comme DSA, qui doivent équilibrer leurs engagements idéologiques avec la nécessité pragmatique de former des alliances politiques afin d'exercer une influence. Elle enrichit également la recherche existante sur les coalitions partisanes et les stratégies électorales, en illustrant comment des organisations contestataires peuvent influencer la politique traditionnelle, tout en étant limitées par la domination institutionnelle des grands partis. Cette recherche ouvre la voie à une compréhension plus profonde des moyens par lesquels les mouvements politiques contestataires peuvent naviguer à l'intérieur des structures de partis traditionnels radicalement sans perdre leur cohérence idéologique.

. Limites de la thèse et perspectives de recherche

Cette thèse apporte un certain nombre de contributions à la recherche par une approche théorique et méthodologique originale, ainsi qu'un objet d'étude relativement nouveau dans le champ des mouvements sociaux et politiques états-uniens. Il est cependant important de reconnaître certaines de ses limites. La reconnaissance de ces dernières permet alors de contextualiser nos résultats mais également de mettre en lumière de possibles orientations de recherche futures.

L'une de ces principales limites a trait à notre approche méthodologique, s'appuyant fortement sur un ensemble de méthodes qualitatives et conditionnant nécessairement la nature et la portée de nos résultats. Si cette approche a pu apporter une certaine richesse contextuelle à notre recherche, elle peut ne pas saisir l'ensemble des dimensions liées, notamment, à la croissance et à l'influence politique de DSA. Par exemple, l'analyse de la composition démographique de l'organisation, de ses résultats politiques concrets ou de ses tendances idéologiques plus larges pourrait bénéficier de manière significative d'une étude quantitative approfondie, questionnant ou ne s'appuyant pas nécessairement sur les données fournies par DSA. En parallèle, si nos entretiens ont pu fournir des perspectives précieuses de la part d'acteurs contemporains du mouvement, la portée limitée de notre échantillon et la nature de notre terrain peuvent restreindre la généralisation des résultats leur étant liés. Notre échantillon, bien qu'il soit riche en expériences et en réflexions de membres, ne couvre pas nécessairement l'ensemble des voix militantes au sein de DSA, en particulier celles des membres les moins visibles ou engagés. Si notre terrain, par sa nature « virtuelle », nous a permis

de couvrir une zone géographique importante, il peut également avoir créé des biais en excluant certaines perspectives militantes. Pour surmonter ces limites, des recherches futures pourraient envisager d'élargir les méthodes mixtes, combinant des approches qualitatives et quantitatives, ainsi que des enquêtes sur le terrain dans des contextes variés ou plus localisés.

Notre approche théorique, qui se focalise sur une analyse idéologique du socialisme réémergeant aux États-Unis, contient également certaines limites. Bien que cette perspective permette d'explorer en profondeur les différentes nuances et courants du socialisme contemporain, elle peut également restreindre notre capacité à appréhender d'autres dimensions importantes du mouvement. Les apports de la sociologie des mouvements sociaux, en premier lieu, mais également de cadres plus traditionnellement liés aux sciences politiques, pourraient enrichir notre compréhension en apportant des éléments d'analyse complémentaires. En intégrant des concepts liés à ces divers cadres théoriques, nous pourrions mieux saisir comment DSA navigue dans un paysage politique complexe et en constante évolution. Par ailleurs, une attention particulière à l'évolution historique, au sein de la gauche états-unienne, ayant façonné le retour du socialisme aux États-Unis offrirait une vue plus holistique des défis et des opportunités auxquels le mouvement est confronté. Cette approche historique, qui pourrait s'appuyer sur des fonds d'archives importants, permettrait non seulement d'éclairer les enjeux contemporains, mais également de mieux saisir comment les héritages des mouvements antérieurs continuent d'influencer les stratégies et les discours actuels au sein de DSA. En somme, une intégration de perspectives pluridisciplinaires et historiques enrichirait encore notre analyse du socialisme réémergent, en approfondissant la complexité des interactions entre idéologie, action collective et contexte politique. Cela ouvrirait également le chemin à de futures recherches qui pourraient examiner les implications de ces dynamiques pour la trajectoire du socialisme aux États-Unis dans les années à venir.

Notre cadre chronologique et son contexte général constituent une troisième dimension des limites de ce travail. Cette thèse se concentre en effet sur un cadre chronologique spécifique (2017-2023) qui marque une période relativement unique dans l'histoire politique des États-Unis, caractérisée notamment par la réémergence rapide d'un mouvement socialiste, la présidence Trump et la pandémie de COVID-19. Si cette période constitue pour ces raisons un cadre chronologique privilégié, il pourrait également ne pas représenter pleinement les tendances plus larges et le « temps long » qui façonnent le socialisme et plus généralement les mouvements politiques et sociaux aux États-Unis. Une analyse historique portant sur l'organisation pourrait alors fournir des indications supplémentaires sur la façon dont DSA s'inscrit dans un continuum plus vaste de la pensée et de l'activisme socialistes dans l'histoire du pays. Plus généralement, des recherches futures pourraient

bénéficier d'une approche longitudinale, qui examinerait l'évolution de DSA et de mouvements similaires sur une période prolongée, saisissant ainsi les variations et les constantes dans les idéologies et les pratiques. Une telle étude permettrait de mieux comprendre comment DSA réagit aux défis changeants et comment elle adapte ses stratégies en fonction des contextes politiques, sociaux et économiques fluctuants. Enfin, cette approche pourrait également éclairer les effets d'événements majeurs sur l'évolution de DSA et des mouvements de gauche en général, en révélant comment les crises, les changements de leadership et les transformations sociales influencent la trajectoire d'un mouvement. En somme, intégrer une dimension chronologique plus étendue à notre analyse permettrait de mieux saisir la complexité du socialisme contemporain aux États-Unis et de contextualiser les enjeux actuels au sein d'un cadre historique plus large.

Plusieurs pistes de recherche supplémentaires pourraient être également suivies pour approfondir les connaissances portant sur l'organisation et le contexte plus large du socialisme états-unien. Comme évoqué plus haut, ces recherches futures pourraient d'abord intégrer des méthodologies quantitatives afin d'évaluer l'impact de DSA sur les résultats électoraux, la démographie de ses membres ou l'opinion publique en général. En analysant par exemple des tendances de vote dans des circonscriptions représentées par des candidats soutenus par DSA, des chercheurs pourraient mesurer l'efficacité des stratégies socialistes au sein du Parti démocrate. Également, la collecte et l'analyse de données démographiques sur les membres de l'organisation pourraient fournir des indications sur son attrait général et ses modalités de croissance, ce qui permettrait une compréhension plus complète de la base militante du socialisme états-unien. Des recherches comparatives pourraient également être menées pour examiner DSA par rapport à d'autres mouvements de gauche, tant aux États-Unis qu'au niveau international. En analysant les similitudes et les différences dans les structures organisationnelles, les stratégies et les cadres idéologiques, la recherche pourrait alors mieux comprendre les facteurs qui influencent le succès ou l'échec des mouvements socialistes. Des recherches longitudinales pourraient également suivre l'évolution de DSA sur un temps plus long, en analysant comment ses stratégies, son idéologie et la perception du public à son encontre changent en réponse aux évolutions du paysage politique. De telles études pourraient donner un aperçu de la résilience et de l'adaptabilité de l'organisation, en examinant d'autant plus en profondeur la manière dont elle répond aux défis électoraux, aux conflits internes ou à des tendances socio-économiques plus larges. Enfin, avec l'importance croissante des plateformes numériques dans l'organisation et la mobilisation des mouvements politiques en général et de DSA en particulier, de futures recherches pourraient explorer le rôle de l'activisme numérique dans l'élaboration des stratégies et de la portée de l'organisation. L'étude de la manière dont les médias sociaux et des commu-

nautés en ligne influencent le recrutement et la participation active de nouveaux membres, mais également le discours politique plus large de DSA, pourrait donner des indications précieuses sur les dynamiques contemporaines du militantisme de gauche. Il serait pertinent d'examiner par exemple comment ces outils numériques facilitent la formation de réseaux militants et la construction de solidarités entre les membres, renforçant ou non la participation « hors ligne » au sein du mouvement. Ces recherches pourraient ainsi éclairer les interactions entre le militantisme « virtuel » et « réel », notamment en analysant les retombées des mobilisations en ligne sur les actions et les initiatives locales.

Ces différentes pistes de recherche ouvrent la voie à une exploration plus approfondie des résultats de notre thèse. La pluralité des approches concernant l'analyse du socialisme aux États-Unis et de ses pratiques politiques concrètes, notamment au sein d'organisations telles que DSA, constitue une étape indispensable pour appréhender pleinement la complexité de cet objet d'étude et des enjeux sociétaux qu'il implique. L'avenir du socialisme états-unien reste bien sûr à écrire, mais avant tout par ses acteurs principaux : des activistes provenant de DSA mais aussi d'organisations variées qui contribuent, par leur travail militant quotidien, à redéfinir les contours du socialisme dans le contexte contemporain. Le socialisme états-unien, qui nous l'espérons apparaît à l'issue de cette thèse comme un ensemble idéologique dynamique et en constante redéfinition, représente un espace d'expérimentation où se croisent théories politiques et pratiques militantes, chacune nourrissant l'autre. La jeunesse de la « nouvelle DSA », mais également désormais de la majorité de ses membres, ouvre une voie favorable à une dynamique d'apprentissage collectif et à un tel espace d'expérimentation.

Pour ces raisons, il nous semble pertinent de conclure ce travail avec une citation de Michael Harrington, cofondateur historique de DSA. Formulée quelques années avant la création de l'organisation, celle-ci nous semble résonner avec d'autant plus de force aujourd'hui : « le socialisme est aujourd'hui le rêve d'une majorité de l'humanité ... Et pourtant, après plus d'un siècle, il n'est encore qu'un commencement ; une tâche à accomplir et pas un destin à attendre[1] ».

1 Michael Harrington, cité dans Michael Novak, « Fragments of the Century, by Michael Harrington », *Commentary*, mai 1974. Notre traduction (*Socialism is today the dream of a majority of mankind ... And yet, after more than a century, it is still beginning, a task to be accomplished, not a destiny to be awaited*.)

Bibliographie

Sources primaires[1]

Documents institutionnels

Central Jersey DSA. « Resolved: Endorsing & Enforcing Railroad Workers' Right to Strike ». *Central Jersey Democratic Socialists of America* (blog), 8 janvier 2023. https://medium.com/central-jersey-democratic-socialists-of-america/resolved-endorsing-enforcing-railroad-workers-right-to-strike-67d942ad1371.

Congressional Research Service. « The Evolving Congress ». Washington D.C.: Library of Congress, décembre 2014.

Democratic National Committee. « Who We Serve ». Democrats. Consulté le 17 mai 2023. https://democrats.org/who-we-are/who-we-serve/.

Democratic Party. « Where We Stand - Party Platform ». Democrats. Consulté le 25 février 2023. https://democrats.org/where-we-stand/party-platform/.

Democratic Party Platform Committee. « 1992 Democratic Party Platform - A New Covenant with the American People ». Washington D.C.: Democratic National Committee, 1992.

———. « 2008 Democratic Party Platform - Renewing America's Promise ». Washington D.C.: Democratic National Committee, 13 août 2008.

———. « 2012 Democratic National Platform - Moving America Forward ». Washington D.C.: Democratic National Committee, juillet 2012.

———. « 2016 Democratic Party Platform ». Washington D.C.: Democratic National Committee, 21 juillet 2016.

———. « 2020 Democratic Party Platform ». Washington D.C.: Democratic National Committee, 27 juillet 2020.

DSA Fund. « About Us – DSA Fund ». fund.dsausa.org. Consulté le 15 août 2024. https://fund.dsausa.org/about-us/.

DSA Growth & Development Committee. « DSA Member Survey Report », 2021.

DSA Growth & Development Committee, Kristian Hernandez, et Beth Huang. « Growth and Development Committee 2023 Report to the DSA National Convention ». Democratic Socialists of America (DSA), 2023.

DSA Los Angeles. « Become a Branch Organizer ». dsa-la.org. Consulté le 19 juillet 2024. https://dsa-la.org/become-a-branch-organizer/.

———. « The DSA-LA Organizing Institute ». dsa-la.org. Consulté le 19 juillet 2024. https://dsa-la.org/the-dsa-la-organizing-institute/.

1 La thématisation des sources primaires dans cette bibliographie suit celle exposée dans notre introduction, partie présentation du corpus et du cadre méthodologique.

DSA NEC. « Past Endorsements – DSA National Electoral Commission ». Consulté le 5 septembre 2024. https://electoral.dsausa.org/our-campaigns/past-endorsements/.

DSA NPC. « NPC Draft - copy for members - 2023 DSA Budget », mars 2023.

DSA NPEC. « Why the Working Class? » DSA Political Education, 31 janvier 2023. https://dsa-education.pubpub.org/pub/why-the-working-class/release/6.

DSA USA. « 2017 Resolutions », 2017.

———. « 2019 Resolutions », 2019.

———. « 2021 Resolutions », 2021

———. « 2023 Convention Results », 2023.

———. « Chapters ». Democratic Socialists of America (DSA). Consulté le 28 mars 2024. https://www.dsausa.org/chapters/.

———. « DSA 2019 National Political Committee Candidates », juillet 2019.

———. « DSA Constitution & Bylaws ». Democratic Socialists of America (DSA). Consulté le 16 août 2024. https://www.dsausa.org/about-us/constitution/.

———. « DSA Political Platform ». dsausa.org. Consulté le 8 novembre 2023. https://www.dsausa.org/dsa-political-platform-from-2021-convention/.

———. « DSA Stands in Solidarity with Rail Workers ». Democratic Socialists of America (DSA), 30 novembre 2022. https://www.dsausa.org/statements/dsa-stands-in-solidarity-with-rail-workers/.

———. « DSA Training Programs and Library ». dsausa.org. Consulté le 19 juillet 2024. https://www.dsausa.org/trainings/.

———. « Leadership and Structure ». Democratic Socialists of America (DSA). Consulté le 28 mars 2024. https://www.dsausa.org/about-us/structure/.

———. « No Shortcuts to Building Power: A National Book Discussion Series with Jane McAlevey ». dsausa.org. Consulté le 19 juillet 2024. https://www.dsausa.org/no-shortcuts-to-building-power/.

———. « On the Question of Expelling Congressman Bowman ». Democratic Socialists of America (DSA), 2 décembre 2021. https://www.dsausa.org/statements/on-the-question-of-expelling-rep-bowman/.

———. « Organizing for Power ». dsausa.org. Consulté le 19 juillet 2024. https://www.dsausa.org/organizing4power/.

———. « Resistance Rising: Socialist Strategy in the Age of Political Revolution ». Democratic Socialists of America (DSA), 25 juin 2016.

———. « Status of DSA National Endorsement for Rep. Ocasio-Cortez ». Democratic Socialists of America (DSA). Consulté le 29 juillet 2024. https://www.dsausa.org/statements/status-of-dsa-national-endorsement-for-rep-ocasio-cortez/.

———. « What Is Democratic Socialism? » dsausa.org. Consulté le 6 juin 2024. https://www.dsausa.org/about-us/what-is-democratic-socialism/.

DSA USA, Neal Meyer, et Sean Monahan. « Resolution to leave the Socialist International and initiate a DSA-wide discussion on international work », 2017. https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/dsausa/pages/1660/attachments/original/1446064880/Resolution_to_leave_the_SI.pdf?1446064880.

Friends of Bernie Sanders. « Corporate Accountability and Democracy ». Bernie Sanders Official Website. Consulté le 12 juin 2024. https://berniesanders.com/issues/corporate-accountability-and-democracy/.

Gore, Al. « From Red Tape to Results : Creating a Government that Works better and Costs less ». Washington D.C.: Government Printing Office, 7 septembre 1993.

———. « The Best Kept Secrets in Government ». Washington D.C.: Government Printing Office, septembre 1996.

Labour Party. « New Labour, New Life for Britain ». Labour Party Manifesto - General Election 1997. London, 1997.

Las Vegas DSA. « Structured Organizing Conversations - A Virtual Training ». Las Vegas DSA. Consulté le 19 juillet 2024. https://lvdsa.org/events/structured-organizing-conversations/.

National Security Council et Records Management Office. « Declassified documents concerning Tony Blair - ID 2009-0816-M ». *William J. Clinton Presidential Library & Museum*, 12 septembre 2015.

New York State Socialists in Office. « About the State Socialists in Office ». New York State Socialists in Office. Consulté le 29 juillet 2024. https://www.newyorksocialistsinoffice.com/about.

Obama, Barack. « Remarks by the President to the Annual Conference of the American Medical Association ». *The White House - Office of the Press Secretary*, 15 juin 2009.

Palestine Solidarity Working Group. « DSA BDS and Palestine Solidarity Working Group Formally Calls For The Expulsion of Rep. » *Medium* (blog), 30 novembre 2021. https://medium.com/@PalestineSWG/dsa-bds-working-group-formally-calls-for-the-expulsion-of-rep-jamaal-bowman-fa92eba6854a.

Peters, Gerhard. « Political Party Platforms of Parties Receiving Electoral Votes ». *The American Presidency Project*, University of California, 2020.

Seattle DSA. « Seattle DSA Socialist Organizer Guidebook », avril 2021.

Seattle DSA Workplace Organizing Collective. « 9 Steps to Getting Organized at Work », s. d.

Svart, Maria. « A Farewell from the National Director ». Democratic Socialists of America (DSA), 16 janvier 2024. https://www.dsausa.org/news/a-farewell-from-the-national-director/.

The New York State Senate. « NY State Senate Bill 2023-S7590 », 7 juillet 2023. https://www.nysenate.gov/legislation/bills/2023/S7590.

YDSA. « Cutting the Issue - Building a Strong Chapter », 2020.

Publications militantes

Abbott, Jared. « The Two Paths of Democratic Socialism: Coalition and Confrontation ». *Jacobin Magazine*, 8 novembre 2020.

Abbott, Jared, et Dustin Guastella. « A Socialist Party in Our Time? » *Catalyst* 3, no 2 (2019).

Abbott, Jared, et Bhaskar Sunkara. « Commonsense Solidarity: How a Working-Class Coalition Can Be Built, and Maintained ». *Jacobin Magazine*, 9 novembre 2021.

Abed-Rabbo, Jamal, D.L. Jacobs, Harold Meyerson, et Matthew Strupp. « Panel – The politics of the Democratic Socialists of America ». *Platypus Review 162* (décembre 2023).

Ackerman, Seth. « A Blueprint for a New Party ». *Jacobin Magazine*, 11 août 2016.

Adler-Bell, Sam. « Can DSA Go the Distance? » *Dissent Magazine*, Automne 2022.

Administration of William J. Clinton. « Remarks at a Democratic Leadership Council Gala, October 13, 1999 ». United States Government Publishing Office.

Afrosocialist and Socialists of Color Caucus. « Response to the Philly DSA, NYC Lower Manhattan branch and Adolph Reed ». *Google Docs*, mai 2020. https://docs.google.com/document/d/1GnMhl9Mi1UKKbBdX2ygsbAOT9IBlzfrtlPmoxDtdJ5k/edit?usp=embed_facebook.

Allen, Theodore W. *The Invention of the White Race*. New York: Verso, 1994.

Allison-Natale, Samuel, et Sophia Nova. « DSA Should Re-Endorse AOC as a Rallying Point for Democratic Socialism ». *Democratic Left*, 28 mai 2024.

Anderson, William L. « How Identity Politics Is Changing Universities ». *Mises Institute* (blog), 18 mai 2018. https://mises.org/wire/how-identity-politics-changing-universities.

Aschoff, Nicole. « Class Brought to Life ». *Jacobin Magazine*, 11 juillet 2014.

Bell, Daniel. *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*. New York: Basic Books, 1976.

Bernstein, Edouard. *Les présupposés du socialisme*. Paris: Éditions du seuil, 1974.

Bhattarai, Shuvu et Marxist Unity Group. « Unite the Pro-Party Wing to Revolutionize the DSA! » *Cosmonaut*, 4 mars 2023.

Blair, Diane D. « Interview with Robert O. (Bob) Boorstin ». *Diane D. Blair Papers (MC 1632)*. Little Rock: University of Arkansas, 19 novembre 1992.

Blanc, Eric. « The Ballot and the Break ». *Jacobin Magazine*, 4 décembre 2017.

———. « The Birth of the Labour Party Has Many Lessons for Socialists Today ». *Jacobin Magazine*, 15 février 2021.

———. « The Fall and Future of Social Democracy ». *Labour / Le Travail 88* (2021): 128-42.

———. « We Should Focus on Scaling Up Working-Class Power, Not Debating the Dirty Break ». *The Call*, 6 août 2021.

Blanc, Eric, et Jeremy Gong. « How Class Should Be Central ». *Jacobin Magazine*, 21 novembre 2018.

Bock-Cote, Mathieu. *La Révolution racialiste, et autres virus idéologique*s. Paris: Presses de la Cité, 2021.

Bookchin, Murray. *Social Anarchism Or Lifestyle Anarchism: The Unbridgeable Chasm*. Chico: AK Press, 1995.

Braunstein, Jean-François. *La religion woke*. Paris: Grasset, 2022.

Bread & Roses DSA. « Where We Stand ». bread&rosesDSA.org. Consulté le 27 avril 2024. https://breadandrosesdsa.org/where-we-stand/#against-oppression.

Bullington, Joseph. « For Democrats, the Road to Victory in 2020 Runs Through Rural America. This Report Offers a Road Map ». *In These Times*, 30 janvier 2020.

Butler, Stuart M. « Assuring Affordable Health Care for All Americans ». The Heritage Lectures. Washington D.C.: The Heritage Foundation, 2 octobre 1989.

Campbell, Bradley, et Jason Manning. *The Rise of Victimhood Culture: Microaggressions, Safe Spaces, and the New Culture Wars*. Berlin: Springer, 2018.

Canon, Emily Mikhail and Waleeta. « The Fight For Abortion Is Class Struggle ». *Midwest Socialist* (blog), 22 juin 2022. https://midwestsocialist.com/2022/06/22/abortion-is-class-struggle/.

Canon, Ramsin. « Let's Reinvigorate the Dirty Break ». *Socialist Forum*, Hiver 2022.

———. « Mass Organizations and NGOs in a Socialist Movement ». *Midwest Socialist* (blog), 24 décembre 2019. https://midwestsocialist.com/2019/12/24/mass-organizations-and-ngos-in-a-socialist-movement/.

Carmichael, Stokely, et Charles V. Hamilton. *Black Power: The Politics of Liberation in America.* New York: Vintage Books, 1967.

Chibber, Vivek. *Capitalism and Class Struggle - The ABCs of Capitalism*. New York: Jacobin Foundation, 2018.

———. *The Class Matrix: Social Theory After the Cultural Turn.* Cambridge: Harvard University Press, 2022.

Chicago Women's Liberation Union. *Socialist Feminism: A Strategy for the Women's Movement*. Chicago: Hyde Park Chapter, Chicago Women's Liberation Union, 1972.

Cochrane, Christopher. *Left and Right: The Small World of Political Ideas.* Kingston: McGill-Queen's Press, 2015.

Cooper, D.B. « It's All About That Base: A Dossier on the Base-Building Trend ». *The Left Wind,* 16 mars 2018. https://theleftwind.org/2018/03/16/its-all-about-that-base-a-dossier-on-the-base-building-trend/.

Data For Progress. « The New Progressive Agenda Project ». DataForProgress.org. Consulté le 5 septembre 2024. https://www.dataforprogress.org/the-new-progressive-agenda.

Day, Meagan. « Tribunes for Socialism: Reflections on DSA and Electoral Politics ». *Verso* (blog), 5 février 2019. https://www.versobooks.com/blogs/news/4228-tribunes-for-socialism-reflections-on-dsa-and-electoral-politics.

Democratic Leadership Council. « The New Orleans Declaration: A Democratic Agenda for the 1990s ». *Mainstream Democrat* 2, no 2 (mai 1990).

Denvir, Daniel, Barbara J. Fields, et Karen E. Fields. « Beyond "Race Relations" ». *Jacobin Magazine*, 17 janvier 2018.

Denvir, Daniel, et Sarah Jones. « The Root of Appalachia's Problems ». *Jacobin Magazine*, 15 juin 2017.

Dobbs, Andrew. « Flirting with Liberals: A Critical Examination of Democratic Socialists of America (DSA) ». *Hampton Institute* (blog), 8 février 2018. https://www.hamptonthink.org/read/flirting-with-liberals-a-critical-examination-of-democratic-socialists-of-america-dsa.

Doescher, Tim. « Woke Corporate Capitalism ». *The Heritage Foundation* (blog), 12 avril 2021. https://www.heritage.org/progressivism/heritage-explains/woke-corporate-capitalism.

DSA Libertarian Socialist Caucus. « Points of Unity of the Libertarian Socialist Caucus ». Democratic Socialists of America's Libertarian Socialist Caucus, 19 février 2024. https://dsa-lsc.org/lsc-pou/.

DSA Momentum. « Platform ». Consulté le 23 avril 2024. http://www.dsamomentum.org/.

———. « Who We Are ». DSA Momentum. Consulté le 6 septembre 2024. http://www.dsamomentum.org/.

Duhalde, David. « It's Party Time ». *Dissent Magazine*, Hiver 2020.

———. « Maria Svart Built DSA ». *Democratic Left*, 19 mars 2024.

———. « Moving Beyond the Dirty Stay ». *The Agitator*, 29 décembre 2023.

———. « Talking Strategy with DSA Leaders ». *The Agitator*, 16 juin 2023.

———. « U.S. Elected Socialists Just Held Their Largest Gathering in Nearly 40 Years ». *In These Times,* 29 juin 2023.

Engels, Friedrich. *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État.* Paris: Éditions sociales, 1971.

Fernández, Natasha. « Why We're Socialists, Not "Progressives" ». *Jacobin Magazine*, 7 janvier 2019.

———. « Why We're Socialists, Not "Progressives" ». *Jacobin Magazine*, 7 janvier 2019.

Fields, Barbara J., et Karen E. Fields. *Racecraft: The Soul of Inequality in American Life.* Londres: Verso Books, 2022.

Finnin, Michael. « There Is No Democracy without Participation ». *Medium* (blog), 2 novembre 2017. https://medium.com/@michaelfinnin/there-is-no-democracy-without-participation-c1a1c310349b.

Firestone, Shulamith, éd. *Notes from the First Year.* New York: New York Radical Women, 1968.

———. *The Dialectic of Sex: The Case for Feminist Revolution.* New York: Bantam Books, 1970.

Flacks, Dick, Kristian Hernandez, Daraka Larimore-Hall, et David Duhalde. « Talking Strategy with DSA Leaders ». *Socialist Forum*, 2023.

Frase, Peter. « Stay Classy ». *Jacobin Magazine*, 26 juin 2014.

Fraser, Nancy. « Against Progressive Neoliberalism, A New Progressive Populism ». *Dissent Magazine*, 28 janvier 2017.

Fraser, Nancy, et Liza Featherstone. « Why Bernie Is the True Feminist Choice ». *Jacobin Magazine*, 10 février 2020.

French, Nick. « Marxism Doesn't Equal "Wokeness." But If You Oppose Oppression, You Should Be a Marxist. » *Jacobin Magazine*, 25 avril 2023.

From, Al. « Hey Mom – What's a New Democrat? » *Washington Post*, 6 juin 1993.

———. « Recruiting Bill Clinton ». *The Atlantic*, 3 décembre 2013.

———. « The New Democrat Decade ». *New* Democrat, janvier 1999.

———. *The New Democrats and the Return to Power.* New York: St. Martin's Publishing Group, 2013.

Frost, Amber A'Lee. « The Necessity of Political Vulgarity ». *Current Affairs*, 25 août 2016.

Fukuyama, Francis. « Against Identity Politics: The New Tribalism and the Crisis of Democracy ». *Foreign Affairs 97*, no 5 (2018): 90-114.

Gabby, Laura, et Sofia C. « Discipline in DSA and the BDS Controversy ». *The Call*, 20 mars 2022.

Galston, William A., et Elaine C. Kamarck. « Five Realities That Will Shape 21st Century Politics ». *Blueprint Magazine*, septembre 1998.

Galston, William, et Elaine Cuilla Kamarck. « The Politics of Evasion: Democrats and the Presidency ». *Progressive Policy Institute*, septembre 1989.

Gamble, Joelle, Paul Mason, Bryce Covert, William Darity Jr, et Peter Barnes. « What Will Kill Neoliberalism? » *The Nation*, 4 mai 2017.

Giddens, Anthony. *The Third Way: The Renewal of Social Democracy.* Londres: Polity Press, 1998.

Gitlin, Todd. « The Left, Lost in the Politics of Identity ». *Harper's Magazine,* septembre 1993.

———. *The Twilight of Common Dreams: Why America Is Wracked by Culture Wars*. New York: Holt Paperbacks, 1996.

Glazer, Nathan. *We Are All Multiculturalists Now*. Cambridge: Harvard University Press, 1998.

Gong, Jeremy. « Race, Class, and Socialist Strategy ». *The Call*, 30 août 2018.

———. « The Rank-and-File Strategy Is Political ». *The Call*, 1er février 2022.

Gong, Jeremy, Sarah Mason, Magally Miranda Alcazar, Arielle Sallai, et René Christian Moya. « America's New Left ». *New Left Review*, 24 mai 2019.

Graeber, David. « David Graeber: On Playing By The Rules – The Strange Success Of #Occupy-WallStreet ». *Naked Capitalism* (blog), 19 octobre 2011. https://www.nakedcapitalism.com/2011/10/david-graeber-on-playing-by-the-rules--the-strange-success-of-occupy-wall-street.html.

Gray, Briahna. « Beware the Race Reductionist ». *The Intercept*, 26 août 2018.

Grayson, L. « Endorsing AOC Is a Bridge to Nowhere ». *Red Star*, 17 mai 2024.

Groundwork DSA. « Tasks & Perspectives ». Groundwork: Towards a Socialist Future. Consulté le 27 avril 2024. https://www.groundworkdsa.com/tasks-perspectives.

Guastella, Dustin. « To End Police Violence Fund Public Goods and Raise Wages ». *Nonsite*, juillet 2020. https://nonsite.org/policing-symposium/.

———. « White-Collar Populism ». *Jacobin Magazine*, 25 novembre 2019.

Haider, Asad. *Mistaken Identity: Race and Class in the Age of Trump*. New York: Verso, 2018.

Haney Lopez, Ian, et Matt Morrison. « Understanding What Makes Donald Trump Voters Tick: Is It Just Racism? » *In These Times*, 7 avril 2016.

Hannah-Jones, Nikole. *The 1619 Project: A New American Origin Story*. New York: Random House, 2021.

Harrington, Michael. *Socialism: Past and Future*. New York: Arcade Publishing, 1989.

———. *The Long-Distance Runner: An Autobiography*. New York: Holt, 1988.

Hayek, Friedrich. *The Constitution of Liberty*. Chicago: University of Chicago Press, 1978.

Heideman, Paul. « Class Rules Everything Around Me ». *Jacobin Magazine*, 3 mai 2019.

———. « Class Rules Everything Around Me ». *Jacobin Magazine*,

Hernández, Alexander. « The Case for Realignment ». *Socialist Forum*, Automne 2022.

Honneth, Axel. *L'idée du socialisme. Un essai d'actualisation*. Paris: Gallimard, 2017.

Ignatiev, Noel et Chicago Revolutionary League. « Without a Science of Navigation We Cannot Sail in Stormy Seas ». In *Debate Within SDS: RYM II Vs. Weatherman*, édité par Radical Education Project Collective. Detroit: Radical Education Project, 1969.

INCITE! Incite! Women of Color Against Violence. « Beyond the Non-Profit Industrial Complex ». INCITE!, 1er août 2018. https://incite-national.org/beyond-the-non-profit-industrial-complex/.

———. *The Revolution Will Not Be Funded: Beyond the Non-Profit Industrial Complex*. Boston: South End Press, 2007.

Inglehart, Ronald. *Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton: Princeton University Press, 1989.

Jäger, Anton. « We Bet the House on Left Populism — and Lost ». *Jacobin Magazine*, 25 novembre 2019.

Johnson, Cedric. « The Panthers Can't Save Us Now ». *Catalyst* 1, no 1 (2017).

Jones, Beverly, et Judith Brown. « Toward a Female Liberation Movement ». *Center for Digital Research in the Humanities*, University of Nebraska-Lincoln, 1968.

Jost, John T., et Brenda Major. *The Psychology of Legitimacy: Emerging Perspectives on Ideology, Justice, and Intergroup Relations*. Cambridge: Cambridge University Press, 2001.

Judis, John B., et Ruy Teixeira. *The Emerging Democratic Majority*. New York: Simon and Schuster, 2002.

Jung, Moon-Kie, et João H. Costa Vargas, éd. *Antiblackness*. Durham: Duke University Press, 2021.

Karin, Ashley, Bill Ayers, Bernardine Dohrn, et John Jacobs. « You Don't Need A Weatherman To Know Which Way The Wind Blows ». In *Debate Within SDS: RYM II Vs. Weatherman*, édité par Radical Education Project Collective. Detroit: Radical Education Project, 1969.

Karp, Matt. « Bernie Sanders's Five-Year War ». *Jacobin Magazine*, 28 août 2020.

———. « Is This the Future Liberals Want? » *Jacobin Magazine*, 25 novembre 2019.

———. « The Popular Populist ». *Jacobin Magazine*, 18 octobre 2016.

Kautsky, Karl. *Le chemin du pouvoir.* Éditions anthropos. Paris, 1969.

Kelly, Kim. « Bernie Sanders Shares His Plan for a Working Class Revolution ». *Teen Vogue*, 7 octobre 2019.

Kimmerle, Stephan. « Staff-Driven Socialists of America? » *Reform and Revolution*, 29 janvier 2023.

L, Jack, et Isaac KD. « Stuck in a Loop? » *Socialist Forum*, Printemps 2022.

Laclau, Ernesto. *La raison populiste*. Paris: Éditions du seuil, 2008.

Lake Smith, Aaron. « We Must Learn to Embrace Populism ». *Jacobin Magazine*, 1er janvier 2020.

Lancaster, Roger. « Identity Politics Can Only Get Us So Far ». *Jacobin Magazine*, 3 août 2017.

Laponce, J. A. *Left and Right: The Topography of Political Perceptions*. Toronto: University of Toronto Press, 1981.

Lenchner, Charles. « Bernie versus Hillary: Building an Outsider Left Inside the Democratic Party ». *New Labor Forum* 24, no 3 (1 septembre 2015): 62-67.

———. « DSA's Factions Explained ». *Medium* (blog), 6 décembre 2020. https://pplswar.medium.com/dsas-factions-explained-6b5b1b1addea.

Lewis, Sam. « Don't Derail DSA's Electoral Project ». *The Agitator*, 11 juillet 2023.

———. « DSA Needs Rules for Paid Political Leadership ». *Socialist Forum*, Printemps 2024.

LILAC Philly DSA. « LILAC's Response to the Steering Committee of Philly DSA ». *Medium* (blog), 14 septembre 2018. https://medium.com/@lilac.phillydsa/lilacs-response-to-the-steering-committee-of-philly-dsa-1e56be385bb3.

Lilla, Mark. *The Once and Future Liberal: After Identity Politics*. New York: Harper, 2017.

Lipset, Seymour Martin. *Political Man: The Social Bases of Politics - Expanded and Updated Edition*. Baltimore: Johns Hopkins University, 1985.

Lott, Eric. « Boomer Liberalism ». *Transition*, no 78 (1998): 24-44.

Magubane, Zine. « The Class Politics of Race ». *Jacobin Magazine*, 21 décembre 2023.

Mahon, Griffin. « Why DSA Should Elect Its Most Powerful Position ». *The Call*, 28 juillet 2021.

Maisano, Chris. « Democracy's Morbid Symptoms ». *Catalyst* 3, n° 2 (t 2019): [en ligne].

———. « The "Crisis of Democracy" Around the World Is a Crisis of the Working Class ». *Jacobin Magazine*, 30 mars 2020.

———. « The New "Culture of Poverty" ». *Catalyst* 1, n° 2 (juillet 2017)

Marcetic, Branco. « Actually, the Democrats Don't Care About Identity ». *Jacobin Magazine*, 9 mars 2019.

———. « Democrats Were Dithering on Railworkers' Rights. The Left Just Forced Their Hand. » *Jacobin Magazine*, 30 novembre 2022.

———. « Only When It Suits Them ». *Jacobin Magazine*, 2 février 2018.

Marx, Karl. *Sur la question juive*. Paris: La Fabrique, 2006.

Marxist Unity Group. « Points of Unity and Immediate Tasks ». marxistunity.com. Consulté le 30 mai 2024. https://www.marxistunity.com.

McCarthy, Michael A. « Economic Democracy, If We Can Keep It ». *Jacobin Magazine*, 30 mai 2019.

McElwee, Sean. « All about That Base ». *The Outline*, 16 février 2018.

Mellins, Sam. « Inside the NYC Democratic Socialists' Powerhouse Electoral Machine ». *Jacobin Magazine*, 10 décembre 2020.

Meyer, Alex Pellitteri, Nick Conder, and Neal. « Act Like an Independent Party ». *The Call*, 2 août 2023.

Meyer, Neal. « 1,000 Days in the New DSA ». *The Call*, 21 octobre 2019.

Meyerson, Harold. « What the Socialists Just Did—and Why ». *The American Prospect*, 9 août 2019.

Michaels, Walter Benn. « Against Diversity ». *New Left Review*, n° 52 (1 août 2008): 33-36.

Mohandesi, Salar. « Identity Crisis ». *Viewpoint Magazine*, 2017.

Moody, Kim. « The rank and file strategy: Building a socialist movement in the US ». *Solidarity*, 2000.

———. « Who Put Trump in the White House? » *Jacobin Magazine*, 1er novembre 2017.

Moos, Olivier. « The Great Awokening : Réveil militant, Justice Sociale et Religion ». *Études et Analyses*, n° 43 (2020).

Morales, Ramsin Canon and Diego. « Building a Multiracial Working Class Organization in Chicago and Beyond ». *Midwest Socialist* (blog), 25 septembre 2019. https://midwestsocialist.com/2019/09/25/building-a-multiracial-working-class-organization-in-chicago-and-beyond/.

Mouffe, Chantal, et Íñigo Errejón. *Construire un peuple. Pour une radicalisation de la démocratie*. Paris: Les éditions du cerf, 2017.

Mouffe, Chantal, et Ernesto Laclau. *Hégémonie et stratégie socialiste: Vers une radicalisation de la démocratie*. Paris: Fayard, 2019.

Naschek, Melissa. « The Identity Mistake ». *Jacobin Magazine*, 28 août 2018.

Naschek, Melissa, et Benjamin Y. Fong. « NGOism: The Politics of the Third Sector ». *Catalyst* 5, n° 1 (Printemps 2021): [en ligne].

National Organization for Women (N.O.W.). « Bill of Rights, 1968 ». *Harvard University Library Web Archive Collection Service*.

Nelson, Robbie. « Bernie and Class Politics ». *The Call*, 6 décembre 2018.

Obama, Barack. *The Audacity of Hope*. New York: Vintage Books, 2006.

Obama Foundation. « MBK Alliance: Eight Years of Impact ». Obama Foundation. Consulté le 15 avril 2023. https://www.obama.org/mbka/eighth-anniversary/.

Oduor, John-Baptiste. « Did Elites Really Take Over Identity Politics? » *Jacobin Magazine*, 27 mai 2022.

O'Hare, Kate Richards. « "Nigger" Equality ». *National Rip-Saw*, 1912.

Osborne, David E., Robert Silverberg, et Ted A. Gaebler. *Reinventing Government: How The Entrepreneurial Spirit Is Transforming The Public Sector*. New York: Basic Books, 1992.

Ostrowski, Marius S. « The ideological morphology of left–centre–right ». *Journal of Political Ideologies* 28, n° 1 (2 janvier 2023): 1-15.

Pan, J.C., Cale Brooks, Melissa Naschek, et Benjamin Y. Fong. « NGOism Serves the Status Quo ». *Jacobin Magazine*, 14 juin 2021.

Parenti, Christian. « Listening to Trump ». *Jacobin Magazine*, 22 novembre 2016.

Parkinson, Donald. « The Fight for a Marxist Program in the DSA ». *Cosmonaut*, 27 octobre 2021.

Pauly, Mark V. « The Economics of Moral Hazard: Comment ». *The American Economic Review* 58, n° 3 (1968): 531-37.

Philly Socialists. « Where Does the March End? Base-Building and Mass Action as Discrete Moments in a Singular Process ». *The Philadelphia Partisan*, 23 août 2017.

PoC Brake Light Organizers. « Give PoC Comrades a “Brake” ». Google Docs, octobre 2017. https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdWmX8L38a7pTLgA2J6d9ptqdIMgumxjOsor8ff-hYTz33r_LA/viewform?usp=embed_facebook.

Post, Charlie, et Ashley Smith. « The U.S. Left at a Strategic Impasse ». *Tempest*, 10 janvier 2022.

Prakash, Varshini, et Guido Girgenti. *Winning the Green New Deal: Why We Must, How We Can*. New York: Simon and Schuster, 2020.

Rader, Katherine. « How to Stop Progressives From Losing the Working Class ». *The Nation*, 11 novembre 2021.

Raya. « What’s going on in East Bay DSA? » *Medium* (blog), 13 janvier 2018. https://medium.com/@Aufhebongrip/whats-going-on-in-east-bay-dsa-b905cb19f8ef.

Red Labor Caucus. « The Clean Break ». Google Docs, 2023. https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSe87QSUInotQ6zcV_J96B0h6C_FgsNduKOE6nPa3qS_NLExoQ/viewform?usp=embed_facebook.

Red Star. « Points of Unity ». Red Star Caucus, 8 février 2019. https://redstarcaucus.org/points-of-unity/.

Redstockings. « Redstockings Manifesto ». *Archives for Action*, 1969.

Reed, Adolph. « Antiracism: a neoliberal alternative to a left ». *Dialectical Anthropology* 42, n° 2 (2018): 105-15.

———. « Marx, Race, and Neoliberalism ». *New Labor Forum* 22, n° 1 (1er janvier 2013): 49-57.

———. *Class Notes: Posing As Politics and Other Thoughts on the American Scene*. New York: The New Press, 2001.

———. « Opinion | Which Side Are You On? » *Common Dreams*, 23 décembre 2018.

Reed, Bruce. « Bruce Reed Oral History - William J. Clinton Presidential History Project ». Interview. *Miller Center*, University of Virginia, février 2004.

Reed, Touré. *Toward Freedom: The Case Against Race Reductionism*. London: Verso Books, 2020.

———. « Why Liberals Separate Race from Class ». *Jacobin Magazine*, 22 août 2015.

Reform & Revolution. « What We Stand For », 31 juillet 2019. https://reformandrevolution.org/2019/07/30/what-we-stand-for/.

Reich, Robert B. *Locked in the Cabinet*. New York: Alfred A. Knopf, 1997.

Richardson, Kevin. « Multiracial Organizing: Neither Class Reductionism nor Race Essentialism ». *The Agitator*, 30 juillet 2021.

Rustin, Bayard. « “Black Power” and Coalition Politics ». *Commentary*, 1er septembre 1966.

S., Will. « A Revolutionary Position for DSA ». *Zenith*, 27 juillet 2023.

Saad, Gad. *Les nouveaux virus de la pensée. Wokisme, cancel culture, racialisme... et autres idéologies qui tuent le bon sens*. Limoges: FYP Editions, 2022.

Sanders, Bernie. *The Speech: On Corporate Greed and the Decline of Our Middle Class*. New York: PublicAffairs, 2011.

———. « Remarks Announcing Candidacy for President in Burlington, Vermont ». *The American Presidency Project*, University of California, 26 mai 2015.

Schwartz, Samuel E. « OP-ED: Identities Mistaken: Where the Rubber Meets the Road ». *Democratic Left*, 6 septembre 2018.

Schweitzer, Oren. « I Miss the Old AOC ». *Democratic Left*, 19 juin 2024.

Sernatinger, Andrew. « DSA: What’s going on May 2022 ». *Patreon* (blog), 20 mai 2022. https://www.patreon.com/posts/dsa-whats-going-66672230.

———. « Inside Baseball: What the 2019 Convention Vote Data Tells Us About the DSA Membership ». *Medium* (blog), 20 octobre 2019. https://andrew-sernatinger.medium.com/inside-baseball-what-the-2019-convention-vote-data-tells-us-about-the-dsa-membership-6172cccfc366.

———. « Three (And a Half) Socialist Electoral Strategies ». *Midwest Socialist* (blog), 26 mai 2020. https://midwestsocialist.com/2020/05/26/three-and-a-half-socialist-electoral-strategies/.

Sernatinger, Andy. « The DSA Moment Is Over ». *Tempest*, 12 septembre 2023.

Sessions, David. « The Right’s Phony Class War ». *Jacobin Magazine*, 7 août 2019.

Shahid, Waleed. « America in Populist Times: An Interview With Chantal Mouffe ». *The Nation*, 15 décembre 2016.

Socialist Forum Editorial Committee. « Editorial Note: The Question of Political Revolution ». *Socialist Forum*, Automne 2018.

Socialist Majority Caucus. « Our Shared Principles ». Socialist Majority. Consulté le 27 avril 2024. https://www.socialistmajority.com/oursharedprinciples.

Springfield, Bryce. « An Introduction to the Internal Politics of DSA ». *The Princeton Progressive*, 23 novembre 2023.

Stanley, Matthew E., et Paul M. Renfro. « The Reactionary Heartland Is a Myth ». *Dissent Magazine*, 18 septembre 2019.

Stephens, R. l. « Editorial: The Mistaken Universalism ». *Democratic Left*, 4 septembre 2018.

Stout, Christopher T. *The Case for Identity Politics: Polarization, Demographic Change, and Racial Appeals*. Charlottesville: University of Virginia Press, 2020.

Sundaresh, Jaya. « The 2019 DSA Convention: Showdown at the Caucus Corral ». *Current Affairs*, 3 août 2019.

Sunkara, Bhaskar. « From Socialism to Populism and Back ». *Jacobin Magazine*, Automne 2019.

———. « The Left in Purgatory ». *Jacobin Magazine*, 15 février 2022.

Sunkara, Bhaskar, et Ezra Klein. « Don't Blame Polarization ». *Jacobin Magazine*, 11 septembre 2020.

Sunkara, Bhaskar, et Walter Benn Michaels. « Let Them Eat Diversity ». *Jacobin Magazine*, 1er janvier 2011.

Svoboda, Megan. « What Are Class-Struggle Elections? » *The Call*, 16 juillet 2019.

———. « Why We Fight for Medicare for All ». *The Call*, 26 octobre 2018.

Sw, Will. « A Revolutionary Position for DSA ». *Zenith*, 27 juillet 2023.

Taj, Ali, et Malik Kenan. « To Fight Racism, the Left Should Revive Its Universalist Tradition ». *Jacobin Magazine*, 25 juillet 2023.

Tempest. « The Party Question in DSA - A Tempest Collective Public Event ». Tempest, 24 mars 2021.

The Center for Working-Class Politics. « Commonsense Solidarity: How a Working-Class Coalition Can Be Built, and Maintained », septembre 2021.

———. « Trump's Kryptonite: How Progressives Can Win Back the Working Class », juin 2023.

United Steelworkers. « A Brief, 90-Year History of Republicans Calling Democrats 'Socialists' ». *United Steelworkers* (blog), 8 mars 2019. https://m.usw.org/blog/2019/a-brief-90-year-history-of-republicans-calling-democrats-socialists.

Venizelos, Giorgos, et Yannis Stavrakakis. « Left-Populism Is Down but Not Out ». *Jacobin Magazine*, 22 mars 2020.

Walzer, Michael. « Minority Rites ». *Dissent Magazine*, 1996.

West, Cornel. « Pity the Sad Legacy of Barack Obama ». *The Guardian*, 9 janvier 2017.

Wilderson III, Frank B. *Afropessimism*. New York: Liveright Publishing, 2020.

Articles de presse

Applebome, Peter. « The Rising G.O.P. Tide Overwhelms the Democratic Levees in the South ». *The New York Times*, 11 novembre 1994.

Bade, Rachael, et Heather Caygle. « Exasperated Democrats Try to Rein in Ocasio-Cortez ». *POLITICO*, 11 janvier 2019.

Baird, Robert P. « The ABCs of Jacobin ». *Columbia Journalism Review*, 2 janvier 2019.

Beauchamp, Zack. « Identity Politics Isn't Hurting Liberalism. It's Saving It. » *Vox*, 20 février 2020.

Birenbaum, Gabby. « Ocasio-Cortez Builds Political Army, and a Fundraising Machine to Match ». *The Hill*, 21 juin 2020.

Bowles, Nellie. « The Pied Pipers of the Dirtbag Left Want to Lead Everyone to Bernie Sanders ». *The New York Times*, 29 février 2020.

Broder, David S. « Hill Liberals Launch Democratic Coalition ». *Washington Post*, 14 mai 1990.

Brodey, Sam. « How Keith Ellison Made the Congressional Progressive Caucus into a Political Force That Matters ». *MinnPost*, 21 juillet 2015.

Burns, Alexander. « There Is a Revolution on the Left. Democrats Are Bracing. » *The New York Times*, 21 juillet 2018.

Bush, Daniel. « "Symbolism Isn't Enough." Black Democrats in Milwaukee Question Whether Biden Victory Would Bring Real Change ». *PBS NewsHour*, 30 octobre 2020.

Cahn, Emily. « The Bros Who Love Bernie Sanders Have Become a Sexist Mob ». *Mashable*, 29 janvier 2016.

Carter, Zachary D. « Clinton Aide: Protesters Don't Want $15 An Hour ». *HuffPost*, 13 février 2017.

Causey, Mike. « Yep, He Really Said It ». *Washington Post*, 19 juin 1992.

Chait, Jonathan. « The Pragmatic Tradition of African-American Voters ». *New York Magazine*, 6 avril 2016.

Charles, J. Brian. « Why Conservatives Are Bothered by the New York Times' Project on Slavery ». *Vox*, 19 août 2019.

Clinton, Bill. « Opinion | How We Ended Welfare, Together ». *The New York Times*, 22 août 2006.

Clinton, Hillary. « Transcript: Hillary Clinton's Speech at the Democratic Convention ». *The New York Times*, 29 juillet 2016.

Cohen, Patricia. « 'Culture of Poverty' Makes a Comeback ». *The New York Times*, 18 octobre 2010.

Cohn, Nate. « How Educational Differences Are Widening America's Political Rift ». *The New York Times*, 8 septembre 2021.

Dam, Andrew Van. « The Unluckiest Generation in U.S. History ». *Washington Post*, 5 juin 2020.

deBoer, Freddie. « AOC Is Just a Regular Old Democrat Now ». *New York Magazine*, 25 juillet 2023.

Di Placido, Dani. « Tucker Carlson Is, Once Again, Mad About 'Woke M&Ms' ». *Forbes*, 13 janvier 2023.

Edsall, Thomas B. « Clinton and Blair Envision a 'Third Way' International Movement ». *Washington Post*, 28 juin 1998.

———. « Show of Party Unity Masks Scar of Ideological Battle ». *Washington Post*, 13 juillet 1992.

Ehrenfreund, Max. « Democratic Socialism Might Be Inevitable in America, Even If Bernie Sanders Loses ». *Washington Post*, 1er février 2016.

Enlow, Courtney. « An All-Caps Explosion of Feelings Regarding the Liberal Backlash Against Hillary Clinton ». *Pajiba*, 18 mai 2016.

Fandos, Nicholas. « The Secretive Court Fight Roiling New York's Democratic Socialists ». *The New York Times*, 25 janvier 2024.

Flegenheimer, Matt, Rebecca R. Ruiz, et Nellie Bowles. « Bernie Sanders and His Internet Army ». *The New York Times*, 27 janvier 2020.

Flood, Alison. « "Socialism" the Most Looked-up Word of 2015 on Merriam-Webster ». *The Guardian*, 16 décembre 2015.

Freedlander, David. « Drinking Enemies: Two Cocktail Parties That Reveal the Schism in the Millennial Left ». *Politico Magazine*, 4 novembre 2022.

Friedersdorf, Conor. « A Conversation About Black Lives Matter and Bernie Sanders ». *The Atlantic*, 21 août 2015.

Friedman, Thomas L. « Stock Market Diplomacy; Clinton's Foreign Policy Includes a Regard For How a Move Plays in Global Trading ». *The New York Times*, 6 avril 1994.

Garcia-Navarro, Lulu, Victoria DeFrancesco Soto, et Christina Greer. « How Important Are The Black And Latino Votes In This Election? » *NPR*, 8 mars 2020.

Gibson, Brittany. « The Politician as Organizer ». *The American Prospect*, 15 octobre 2020.

Goldberg, Michelle. « Opinion | The Millennial Socialists Are Coming ». *The New York Times*, 30 juin 2018.

Goldenberg, Sally, et Janaki Chadha. « Democratic Socialists Look to Take over New York's Powerful Labor Unions ». *POLITICO*, 14 août 2019.

Goldfarb, Zachary A. « In Meetings with Young Black Men, Obama Tries to Leave a Mark ». *Washington Post*, 9 février 2014.

Grayson, Nathan. « The Twitch Hack Revealed Much More than Streamer Salaries. Here Are 4 New Takeaways. » *Washington Post*, 11 octobre 2021.

Grim, Ryan. « It's Not Just White People: Democrats Are Losing Normal Voters of All Races ». *The Intercept*, 15 novembre 2021.

———. « It's Not Just White People: Democrats Are Losing Normal Voters of All Races ». *The Intercept*, 15 novembre 2021.

Haberman, Maggie, Jeremy W. Peters, et Peter Baker. « In Battle for Trump's Heart and Mind, It's Bannon vs. Kushner ». *The New York Times*, 7 avril 2017.

Harper's Magazine. « A Letter on Justice and Open Debate ». 7 juillet 2020.

Harris, Leslie M. « I Helped Fact-Check the 1619 Project. The Times Ignored Me. » *POLITICO*, 6 mars 2020.

Hartman, Andrew. « The Millennial Left's War against Liberalism ». *Washington Post*, 20 juillet 2017.

Helmore, Edward. « 'Dirtbag Left' Takes Aim at Clinton Supporters ». *The Guardian*, 22 juillet 2017.

Heyward, Anna. « Since Trump's Victory, Democratic Socialists of America Has Become a Budding Political Force ». *The Nation*, 21 décembre 2017.

Hopkins, David A. « Analysis | Are Republicans and Big Business Headed for a Breakup? » *Washington Post*, 20 octobre 2022.

Horowitz, Jason. « Bernie Sanders May Hear the Word "Socialist" More, From Democrats ». *The New York Times*, 8 avril 2016.

Hulse, Carl. « The Pelosi Era Comes to a Close ». *The New York Times*, 3 janvier 2023.

Isidore, Chris. « America May Dodge a Crippling Rail Strike. Here's How We Got Here ». *CNN*, 30 novembre 2022.

Karp, Matt, et Dustin Guastella. « Message to Democrats: Embrace Economic Bread-and-Butter Issues to Win ». *The Guardian*, 9 novembre 2021.

Kassel, Matthew. « Bowman Staffer Penned Second Letter to Assure DSA over Congressman's Israel Position ». *Jewish Insider*, 26 mai 2022.

———. « Socialist Staffer on Jamaal Bowman's Team Details Congressman's Efforts to Placate DSA ». *Jewish Insider*, 23 mai 2022.

Khalid, Asma. « Republicans' White Working-Class Trap: A Growing Reliance ». *NPR*, 18 janvier 2016.

Kight, Stef W. « A Look inside the Most Diverse Congress in History ». *Axios*, 3 janvier 2019.

Klein, Ezra. « An Interview with Mark Pauly, Father of the Individual Mandate ». *Washington Post*, 1er février 2011.

Krieg, Gregory. « "We Want to Democratize Everything": Inside DSA's Rise with Its Leader ». *CNN*, 17 juillet 2018.

Kurtzleben, Danielle, et Kenny Malone. « What You Need To Know About The Democratic Socialists Of America ». *NPR*, 26 juillet 2018.

Lambert, Hannah Ray. « Woke Culture, Victim Mentality Present Danger to American Society, Retired Navy SEAL Says ». *Fox News*, 14 février 2023.

Lee, Carol, et Jonathan Martin. « Obama: "I Am a New Democrat" ». *POLITICO*, 10 mars 2009.

Leonhardt, David. « How Democrats Can Win Workers ». *The New York Times*, 13 juin 2023.

Levitz, Eric. « How the Diploma Divide Is Remaking American Politics ». *New York Magazine*, 19 octobre 2022.

Lewis, Anthony. « Opinion | Abroad at Home; Black and White ». *The New York Times*, 18 juin 1992.

Lilla, Mark. « Opinion | The End of Identity Liberalism ». *The New York Times*, 18 novembre 2016.

Lind, Dara. « The "Bernie Bro" Debate in the 2016 Primary, Explained ». *Vox*, 4 février 2016.

———. « Why Bernie Sanders Doesn't Talk about Race ». *Vox*, 27 mai 2015.

Lind, Michael. « Obama: Last of the "New Democrats"? » *Salon*, 30 octobre 2012.

Luce, Edward. « Clinton v Sanders: an authentic confrontation ». *Financial Times*, 12 octobre 2015.

Lussenhop, Jessica. « Bernie Sanders Supporters Get a Bad Reputation Online ». *BBC News*, 28 janvier 2016.

Marantz, Andrew. « The Post-Dirtbag Left ». *The New Yorker*, 26 juillet 2021.

Marche, Stephen. « The White Man Pathology: Inside the Fandom of Sanders and Trump ». *The Guardian*, 10 janvier 2016.

Marcos, Cristina. « 115th Congress Will Be Most Racially Diverse in History ». *The Hill*, 17 novembre 2016.

Marcotte, Amanda. « Let's Storm the Sanders' He-Man Women-Haters Club: Hillary Plays the Gender Card, While Bernie Fans Rage ». *Salon*, 26 octobre 2015.

Massoglia, Anna. « 'Dark Money' Groups Aligned with Party Leadership Steer Hundreds of Millions of Dollars into 2022 Federal Elections ». *OpenSecrets News*, 4 novembre 2022.

Matthews, Dylan. « Inside Jacobin ». *Vox*, 21 mars 2016.

McWilliams, David. « Quantitative Easing Was the Father of Millennial Socialism ». *Financial Times*, 1er mars 2019.

Melillo, Gianna. « 118th Congress Is Most Racially Diverse to Date ». *The Hill*, 9 janvier 2023.

Meyer, Robinson. « Here Comes the Berniebro ». *The Atlantic*, 17 octobre 2015.

Montgomery, David. « How Americans Label Their Own Political Identities ». YouGov. *YouGov* (blog), 12 octobre 2023.

Myers, Fraser. « Meet the Anti-Woke Left ». *Spiked*, 6 juillet 2019.

N, P, et R. « Transcript: Barack Obama's Speech on Race ». *NPR*, 18 mars 2008, sect. Election 2008.

Nast, Condé. « Chapo Trap House: Socialism for the Extremely Online ». *Vanity Fair*, 10 septembre 2018.

Obama, Barack. « Barack Obama's Keynote Address at the 2004 Democratic National Convention ». *PBS NewsHour*, 27 juillet 2004.

Otterbein, Holly. « Bernie's pollster dishes on the path to beat Trump ». *POLITICO*, 19 février 2019.

———. « Marianne Williamson Is Back — to Talk about Forming a Third Party ». *POLITICO*, 19 août 2020.

Packer, George. « Hillary Clinton and the Populist Revolt ». *The New Yorker*, 24 octobre 2016.

Parnes, Amie. « Bernie Sanders Socialism Moves to Democratic Mainstream ». *The Hill*, 17 août 2018.

Powell, Michael. « A Black Marxist Scholar Wanted to Talk About Race. It Ignited a Fury. » *The New York Times*, 14 août 2020.

Prokop, Andrew. « The White House Power Struggle between Steve Bannon and the "Globalists," Explained ». *Vox*, 14 avril 2017.

Reisman, Nick. « This Socialist Just Became an Establishment Favorite ». *POLITICO*, 23 août 2024.

Roque, Lucas. « Over Politics? Hold Up, the People's Party Wants You ». *YR Media*, 13 octobre 2020.

Rosenthal, Andrew. « Lee Atwater's "Southern Strategy" Interview ». *The New York Times*, 14 novembre 2012.

Rueb, Emily S., et Derrick Bryson Taylor. « Obama on Call-Out Culture: 'That's Not Activism' ». *The New York Times*, 31 octobre 2019.

Salazar, Miguel. « Do America's Socialists Have a Race Problem? » *The New Republic*, 20 décembre 2018.

Schueler, McKenna. « Richie Floyd Is Florida's First Open Socialist Elected in a Century • Protean Magazine ». *Protean Magazine*, 5 novembre 2021.

Schuessler, Jennifer. « A Young Publisher Takes Marx Into the Mainstream ». *The New York Times*, 20 janvier 2013.

Shepard, Steven. « Bernie Sanders Might Have an Electability Problem ». *POLITICO*, 29 janvier 2016..

Silverstein, Jake. « An Update to The 1619 Project ». *The New York Times*, 11 mars 2020.

———. « We Respond to the Historians Who Critiqued The 1619 Project ». *The New York Times*, 20 décembre 2019.

Simonson, Joe. « It's Time to Retire the 'Progressive' Label ». *National Review*, 28 juillet 2017.

Smith, Ben. « Obama and the Left, '95 Edition ». *POLITICO*, 29 mars 2010.

Spencer, Keith A. « "Chapo Guide to Revolution" Hints at a Burgeoning Leftist Culture Going Mainstream ». *Salon*, 6 août 2018.

Starr, Paul. « Why Democrats Should Beware Sanders' Socialism ». *Politico Magazine*, 22 février 2016.

Sterne, Peter. « Here's How the DSA Keeps Its Lawmakers in Line ». *City & State NY*, 5 juillet 2022.

Stewart, Emily. « We Are (Still) the 99 Percent ». *Vox*, 23 avril 2019.

Thompson, Alex. « Podcasts Are Becoming the Left's Right-Wing Talk Radio ». *Vice News*, 31 août 2017.

Thompson, Alex, et Holly Otterbein. « The "new" AOC Divides the Left ». *POLITICO*, 30 mars 2020.

Traister, Rebecca. « The Bernie Bros vs. the Hillarybots ». *The Cut*, 6 novembre 2015.

Valle, Gaby Del. « The Alexandria Ocasio-Cortez You Don't Know ». *The New York Times*, 4 mai 2024.

Wall Street Journal Graphics. « How Hillary Clinton Won the Democratic Nomination Over Bernie Sanders ». Wall Street Journal, 7 juin 2016.

Walsh, Joan. « White Progressives' Racial Myopia: Why Their Colorblindness Fails Minorities -- and the Left ». *Salon*, 1er juin 2015.

Wang, Vivian. « In New York, the Far Left Is Targeting a Close Ally ». *The New York Times*, 19 septembre 2019,.

Weigel, David. « Clinton in Nevada: 'Not Everything Is about an Economic Theory' ». *Washington Post*, 26 novembre 2021.

West, Cornel. « Ta-Nehisi Coates Is the Neoliberal Face of the Black Freedom Struggle ». *The Guardian*, 17 décembre 2017.

Williams, Zach. « The Party of Gentrifiers Is Moving into Brooklyn ». *City & State NY*, 11 octobre 2019.

Witt, Stephen. « The Art of White Privilege ». *PoliticsNY*, 23 juin 2020.

Wu, Nicholas, et Jordain Carney. « From Agitator to Insider: The Evolution of AOC ». *POLITICO*, 2 avril 2023.

Yglesias, Matthew. « Bernieworld's Reaction to Super Tuesday's Defeat, Explained ». *Vox*, 5 mars 2020.

Zeeshan Aleem. « The Myth of the White Bernie Bro Has Quietly Vanished ». *MSNBC*, 9 août 2021.

Zuylen-Wood, Simon van. « When Did Everyone Become a Socialist? » *Intelligencer*, 3 mars 2019.

Contenu audiovisuel

@AOC. « Alexandria Ocasio-Cortez sur X : "@ryangrim Yes, and not just national leadership either..." » *Twitter*, 1er décembre 2022. https://twitter.com/AOC/status/1598383401647898625.

Biederman, Felix, Matt Christman, et Will Menaker. « Tha Saga Begins », *Chapo Trap House* (podcast), épisode 1. 1er mars 2016.

Clinton (William J.) Presidential Campaign. « Bill Clinton Presidential Campaign Announcement ». C-SPAN. C-SPAN, 3 octobre 1992. https://www.c-span.org/video/?21803-1/governor-bill-clinton-d-ar-presidential-campaign-announcement.

@DemSocialists. « DSA sur Twitter: Abortion is wrongly classified... » *Twitter*, 20 mai 2022. https://twitter.com/DemSocialists/status/1527733805158645760.

@HillaryClinton. « Hillary Clinton sur Twitter: to every little girl who dreams big... » *Twitter*, 8 juin 2016. https://twitter.com/HillaryClinton/status/740349871073398785.

Jacobin. « Amber Frost and Matt Christman on Cancel Culture ». Youtube, 21 juin 2020. https://www.youtube.com/watch?v=R2WG4mbm5w0.

———. « Antiracism Can't Overcome Capitalism — Adolph Reed & Walter Benn Michaels ». Youtube, 5 août 2021. https://www.youtube.com/watch?v=QYuzFZfsxEY.

———. « Rescuing the Left From Its Obsession With Culture — Vivek Chibber ». Youtube, 13 février 2022. https://www.youtube.com/watch?v=EQ5gLuk06TU.

———. « Stop Calling Picnics "Racist." Please. » Youtube, 16 juillet 2021. https://www.youtube.com/watch?v=09d9fu-BBXU.

———. « The Absurdity of "White Supremacy Culture" ». Youtube, 2 juillet 2021. https://www.youtube.com/watch?v=vqV3ARvuymY.

———. « The Trouble With Equity ». Youtube, 24 décembre 2021. https://www.youtube.com/watch?v=KzOFARjsJOo.

———. « Wokeness Is Hurting Democrats ». Youtube, 3 mai 2021. https://www.youtube.com/watch?v=bgVCGjIj4xo.

Nekrasova, Dasha, Anna Khachiyan, et Meg Murnane. « No Man's Land », *Red Scare* (podcast), épisode 2. 5 avril 2018.

Reform & Revolution. « DSA Adrift? - A Discussion with R&R, B&R, MUG and Tempest ». Youtube, 15 janvier 2023. https://www.youtube.com/watch?v=lvaO7anen1w.

Stephan Kimmerle. « Putting the Break in the Dirty Break | Panel Discussion organized by DSA Caucus Reform & Revolution ». Youtube, 28 mars 2021. https://www.youtube.com/watch?v=yS8eW83NGEk.

Données quantitatives

Bureau of Labor Statistics. « Employment in Political Organizations : The Economics Daily ». Consulté le 1er septembre 2024. https://www.bls.gov/opub/ted/2020/employment-in-political-organizations.htm.

———. « Household Data Series Union Membership Tables : U.S. Bureau of Labor Statistics ». Consulté le 7 avril 2023. https://www.bls.gov/cps/cpslutabs.htm.

———. « Nonprofit Sector Research Data ». Bureau of Labor Statistics. Consulté le 1er septembre 2024. https://www.bls.gov/bdm/nonprofits/nonprofits.htm.

———. « Union Membership Rate Declines in 2021, Returns to 2019 Rate of 10.3 Percent ». Consulté le 7 février 2023. https://www.bls.gov/opub/ted/2022/union-membership-rate-declines-in-2021-returns-to-2019-rate-of-10-3-percent.htm.

Center For Responsive Politics. « Interest Groups ». OpenSecrets. Consulté le 2 février 2023. https://www.opensecrets.org/industries/.

Gregory, James N. « Communist Party membership by Districts 1922-1950 - Mapping American Social Movements ». Mapping American Social Movement Through the 20th Century.

Gregory, James N., et Rebecca Flores. « Socialist Party Membership by States 1904-1940 - Mapping American Social Movements ». Mapping American Social Movement Through the 20th Century.

Sources secondaires

Abramowitz, Alan I. « It's Only You and Me and We Just Disagree: The Ideological Foundations of Affective Polarization ». *The Forum* 19, nº 3 (1er décembre 2021): 349-64.

Abramowitz, Alan, et Jennifer McCoy. « United States: Racial Resentment, Negative Partisanship, and Polarization in Trump's America ». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 681, nº 1 (janvier 2019): 137-56.

Abrams, Brian. *Obama: An Oral History*. Seattle: Little A, 2018.

Agarwal, Rajender, Olena Mazurenko, et Nir Menachemi. « High-Deductible Health Plans Reduce Health Care Cost And Utilization, Including Use Of Needed Preventive Services ». *Health Affairs* 36, nº 10 (octobre 2017): 1762-68.

Alcoff, Linda. « Cultural Feminism versus Post-Structuralism: The Identity Crisis in Feminist Theory ». *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 13, nº 3 (avril 1988): 405-36.

Alexander, Jonathan. « Beyond identity: Queer values and community ». *Journal of Gay, Lesbian, & Bisexual Identity* 4 (1999): 293-314.

Allen, Amy. *The End of Progress: Decolonizing the Normative Foundations of Critical Theory*. New York: Columbia University Press, 2016.

Allitt, Patrick. « The Forgotten Heritage of American Christian Socialism ». *American Political Thought* 9, nº 4 (septembre 2020): 629-35.

Anomaly, Jonathan, et Filipe Nobre Faria. « Can Liberalism Last? Demographic Demise and the Future of Liberalism ». *Social Philosophy and Policy* à paraître (s. d.).

Aragonès, Enriqueta, et Zvika Neeman. « Strategic Ambiguity in Electoral Competition ». *Journal of Theoretical Politics* 12, nº 2 (1er avril 2000): 183-204.

Arora, Maneesh. « Which Race Card? Understanding Racial Appeals in U.S. Politics ». UC Irvine, 2019.

Ashleigh, Ervin. « Do Black Lives Really Matter? Public Opinion and Candidate Response ». Thèse de doctorat, University of Texas, 2022.

Atkins, Curtis Gene. « Forging a New Democratic Party: The Politics of the Third Way From Clinton to Obama ». Thèse de doctorat, York University, 2015.

Audard, Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme?: éthique, politique, société*. Paris: Gallimard, 2009.

Baccini, Leonardo, et Steven Weymouth. « Gone For Good: Deindustrialization, White Voter Backlash, and US Presidential Voting ». *American Political Science Review* 115, nº 2 (17 janvier 2021): 550-67.

Baer, Kenneth S. *Reinventing Democrats: The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*. Lawrence: University Press of Kansas, 2000.

Balunović, Filip, et Ivica Mladenović. « Reflecting the Past, Envisioning the Future: The Journey of 'Democratic Socialism' ». *Filozofija i Društvo/Philosophy and Society* 34, nº 4 (26 décembre 2023): 528-49.

Banet-Weiser, Sarah. *Empowered: Popular Feminism and Popular Misogyny*. Durham: Duke University Press, 2018.

Bardin, Laurence. *L'analyse de contenu*. Paris: Presses Universitaires de France, 2013.

Barnes, Christopher C. « Democratic Socialists on Social Media: Cohesion, Fragmentation, and Normative Strategies ». *tripleC: Communication, Capitalism & Critique. Open Access Journal for a Global Sustainable Information Society* 18, nº 1 (13 janvier 2020): 32-47.

Barnes, Tiffany D., et Erin C. Cassese. « American Party Women: A Look at the Gender Gap within Parties ». *Political Research Quarterly* 70, nº 1 (1er mars 2017): 127-41.

Barnett, Brian S, Ariana E Nesbit, et Renee M Sorrentino. « The Transgender Bathroom Debate at the Intersection of Politics, Law, Ethics, and Science ». *The Journal of the American Academy of Psychiatry and the Law* 46, nº 2 (2018).

Baxandall, Rosalyn. « Precursors and Bridges: Was the CPUSA Unique? » *Science & Society* 66, nº 4 (décembre 2002): 500-505.

Béja, Alice, et Mathieu Bonzom. « Jacobin, projet intellectuel et politique. Entretien avec Mathieu Bonzom ». *Transatlantica*, nº 2 (27 novembre 2021).

Bell, Daniel. « VI. The Golden Age of American Socialism ». In *Marxian Socialism in the United States*, 55-81. Ithaca: Cornell University Press, 1995.

Bell, Duncan. « What Is Liberalism? » *Political Theory* 42, nº 6 (2014): 682-715.

Benefiel, Charlana, et Christopher J. Williams. « Taking Official Positions: How Public Policy Preferences Influence the Platforms of Parties in the United States ». *Electoral Studies* 57 (1er février 2019): 71-78.

Bénoit, Francis-Paul. *La démocratie libérale*. Paris: Presses Universitaires de France, 1978.

Bernheim, B. Douglas, et Michael D. Whinston. « Incomplete Contracts and Strategic Ambiguity ». *The American Economic Review* 88, nº 4 (1998): 902-32.

Bernier, Lynne, et Lelan McLemore. « "Reinventing government". Une réforme de l'État à la mode américaine ». *Sciences de la Société* 43, nº 1 (1998): 111-30.

Bernstein, Mary. « Identity Politics ». *Annual Review of Sociology* 31 (2005): 47-74.

Bernstein, Serge, éd. *La démocratie libérale*. Paris: Presses Universitaires de France, 1998.

Best, Jacqueline. « Economic Wishful Thinking and the Democratic Crisis ». *Current History* 117, nº 802 (2018): 291-97.

Bickford, Susan. « Reconfiguring Pluralism: Identity and Institutions in the Inegalitarian Polity ». *American Journal of Political Science* 43, nº 1 (1999): 86-108.

Bidet, Éric. « L'insoutenable grand écart de l'économie sociale et solidaire ». *Revue du MAUSS* 21, nº 1 (2003): 162-78.

Bidet, Jacques. « Le Sujet Interpellé: Au-Delà D'althusser Et De Butler ». *Actuel Marx*, nº 61 (2017): 184-201.

Birch, Jonah. « The Rise of Socialism in the United States: American "Exceptionalism" and the Left After 2016 ». In *Reflections on Socialism in the Twenty-First Century: Facing Market Liberalism, Rising Inequalities and the Environmental Imperative*, édité par Claes Brundenius, 103-30. Cham: Springer International Publishing, 2020.

Bissett, Jim. *Agrarian Socialism in America: Marx, Jefferson, and Jesus in the Oklahoma Countryside, 1904-1920*. Norman: University of Oklahoma Press, 1999.

Black, Earl, et Merle Black. *The Rise of Southern Republicans*. Cambridge: Harvard University Press, 2002.

Black, Gordon S. « A Theory of Professionalization in Politics ». *American Political Science Review* 64, nº 3 (septembre 1970): 865-78.

Blumenthal, David, Melinda Abrams, et Rachel Nuzum. « The Affordable Care Act at 5 Years ». *New England Journal of Medicine* 372, nº 25 (18 juin 2015): 2451-58.

Boggs, James. « The Myth and Irrationality of Black Capitalism ». *The Review of Black Political Economy* 1, nº 1 (1er mars 1970): 27-35.

Bonnet, Stéphane. « Florence Hulak, L'Histoire libérale de la modernité. Race, nation, classe, Paris, PUF, 2023, 336 p., 18 €. » *La Pensée* 418, nº 2 (18 juin 2024): 171-73.

Bourdieu, Pierre. « La représentation politique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 36, nº 1 (1981): 3-24.

Bouvier, Gwen. « Racist Call-Outs and Cancel Culture on Twitter: The Limitations of the Platform's Ability to Define Issues of Social Justice ». *Discourse, Context & Media* 38 (1er décembre 2020): 100-431.

Bracke, Sarah, et María Puig de la Bellacasa. « Le féminisme du positionnement. Héritages et perspectives contemporaines ». *Cahiers du Genre* 54, no 1 (2013): 45-66.

Bräuninger, Thomas, et Nathalie Giger. « Strategic Ambiguity of Party Positions in Multi-Party Competition ». *Political Science Research and Methods* 6, no 3 (juillet 2018): 527-48.

Breines, Winifred. « Whose New Left? » *The Journal of American History* 75, no 2 (1988): 528-45.

Brenner, Johanna, et Nancy Fraser. « What Is Progressive Neoliberalism?: A Debate ». *Dissent* 64, no 2 (2017): 130-130.

Brewer, Mark D., et Jeffrey M. Stonecash. *Dynamics of American Political Parties*. New York: Cambridge University Press, 2009.

Brick, Howard, et Christopher Phelps. *Radicals in America*. Cambridge: Cambridge University Press, 2015.

Brissaud, Constantin. « Du social au « sociétal ». Les indicateurs sociaux et le renouveau du libéralism aux États-Unis (1965-1975) ». *Genèses* 133, no 4 (2023): 94-112.

Brown, Wendy. « American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization ». *Political Theory* 34, no 6 (2006): 690-714.

———. « Neo-liberalism and the End of Liberal Democracy ». *Theory & Event* 7, no 1 (2003).

———. *States of Injury: Power and Freedom in Late Modernity*. Princeton: Princeton University Press, 2020.

———. « Suffering the Paradoxes of Rights ». In *Left Legalism/Left Critique*, édité par Janet Halley, 420-34. Durham, NC: Duke University Press, 2002.

———. *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*. Cambridge: MIT Press, 2015.

———. « Wounded Attachments ». *Political Theory* 21, no 3 (1993): 390-410.

Brown, Wendy, et Janet Halley. « Introduction ». In *Left Legalism/Left Critique*, I-38. Durham: Duke University Press, 2002.

———, éd. *Left Legalism/Left Critique*. Durham, NC: Duke University Press, 2002.

Brummett, John. *Highwire: From the Backroads to the Beltway-The Education ofBill Clinton*. Westport: Hyperion, 1995.

Brunet, Valentine. « John Stuart Mill et les révolutions françaises, 1789-1848 ». *La Révolution française*, nº 25 (28 novembre 2023).

Bucci, Laura C, et Kevin Reuning. « The State of Labor in the Democratic Party Coalition ». *Party Politics* 27, nº 6 (1er novembre 2021): 1243-53.

Buhle, Mari Jo. *Women and American Socialism, 1870-1920*. Champaign: University of Illinois Press, 1983.

Buhle, Paul. *Marxism in the United States: A History of the American Left*. Londres: Verso Books, 2013.

Burke, Kenneth. *A Grammar of Motives*. Berkeley: University of California Press, 1969.

Burkett, Maxine. « Strategic Voting and African-Americans: True Vote, True Representation, True Power for the Black Community ». *Michigan Journal of Race and Law* 8, nº 2 (1er janvier 2003): 425-69.

Burns, Dave. « The Soul of Socialism: Christianity, Civilization, and Citizenship in the Thought of Eugene Debs ». *Labor* 5, nº 2 (1er mai 2008): 83-116.

Bush, Harold K. « A Brief History of PC, With Annotated Bibliography ». *American Studies International* 33, nº 1 (1995): 42-64.

Butler, Judith. *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*. New York: Routledge, 1999.

———. « Merely Cultural ». *Social Text*, nº 52/53 (1997): 265-77.

Calhoun, Craig. « “New Social Movements” of the Early Nineteenth Century ». *Social Science History* 17, nº 3 (1993): 385-427.

———. « Social Theory and the Politics of Identity ». In *Social Theory and the Politics of Identity*, édité par Craig Calhoun. Oxford: Blackwell, 1994.

Cammaerts, Bart. « The Abnormalisation of Social Justice: The ‘Anti-Woke Culture War’ Discourse in the UK ». *Discourse & Society* 33, nº 6 (1er novembre 2022): 730-43.

Cantelli, Fabrizio. « La pensée politique anti-essentialiste de Chantal Mouffe ». *Revue du MAUSS* 19, nº 1 (2002): 191-200.

Carnes, Nicholas, et Noam Lupu. « The White Working Class and the 2016 Election ». *Perspectives on Politics* 19, nº 1 (mars 2021): 55-72.

Cassese, Erin C., et Mirya R. Holman. « Playing the Woman Card: Ambivalent Sexism in the 2016 U.S. Presidential Race ». *Political Psychology* 40, nº 1 (2019): 55-74.

Cervulle, Maxime. « La conscience dominante. Rapports sociaux de race et subjectivation ». *Cahiers du Genre* 53, n° 2 (2012): 37-54.

Chasin, Alexandra. *Selling Out: The Gay and Lesbian Movement Goes to Market*. New York: Palgrave, 2000.

Chevrollier, Léa. « De Occupy Wall Street à Bernie Sanders : le populisme comme vecteur de démocratisation. » *Crises et Société*, n° 2 (26 mars 2023).

Chun Tie, Ylona, Melanie Birks, et Karen Francis. « Grounded Theory Research: A Design Framework for Novice Researchers ». *SAGE Open Medicine* 7 (1er janvier 2019): 2050312118822927.

Cimaglio, Christopher. « Contested Majority: The Representation Of The White Working Class In Us Politics From The 1930s To The 1990s ». Thèse de doctorat, University of Pennsylvania, 2018.

Clark, Meredith D. « DRAG THEM: A Brief Etymology of so-Called "Cancel Culture" ». *Communication and the Public* 5, n° 3-4 (septembre 2020): 88-92.

Clegg, Stewart R., David Courpasson, et Nelson Phillips. *Power and Organizations*. Thousand Oaks: SAGE, 2006.

Clements, Julie. « Participatory Democracy : The Bridge from Civil Rights to Women 's Liberation ». *The Public Purpose* 1, n° 1 (2003): 5-25.

Clemons, Jared Kennedy. « The Privatization of Racial Responsibility: A Materialist Analysis of Contemporary White Antiracism Under Neoliberal Capitalism ». Thèse de doctorat, Duke University, 2022.

Cloutier-Roy, Christophe. « De Ted Kennedy à Bernie Sanders: l'évolution du libéralisme au sénat des États-Unis et le développement politique américain, 1969-2018 ». Thèse de doctorat, Université du Québec, 2020.

Coenen-Huther, Jacques. « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique ». *Revue française de sociologie* 44, n° 3 (2003): 531-47.

Cohen, Jean L. « Does Voluntary Association Make Democracy Work? » In *Diversity and Its Discontents: Cultural Conflict and Common Ground in Contemporary American Society*, édité par Neil J. Smelser et Jeffrey C. Alexander, 263-92. Princeton: Princeton University Press, 1999.

———. « Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements ». *Social Research: An International Quarterly* 52, n° 4 (1985): 184-87.

Collins, Jodie. « Women, the Family, and Sexuality in U.S. Communist Party Publications: Refashioning Marxism for the Popular Front Era ». In *Marxism and America*, édité par Christopher Phelps et Robin Vandome, 95-118. Manchester: Manchester University Press, 2021.

Connolly, William E. *Identity/Difference: Democratic Negotiations of Political Paradox*. Ithaca: Cornell University Press, 2002.

———. *Pluralism in Political Analysis*. New Brunswick: Routledge, 2010.

Converse, Philip E. « The nature of belief systems in mass publics (1964) ». *Critical Review* 18, nº 1-3 (1er janvier 2006): 1-74.

Cooper, Christopher A., et H. Gibbs Knotts. « Defining Dixie: A State-Level Measure of the Modern Political South ». *American Review of Politics* 25 (1er avril 2004): 25-39.

Coste, Françoise. « "Women, Ladies, Girls, Gals…": Ronald Reagan and the Evolution of Gender Roles in the United States ». *Miranda. Revue Pluridisciplinaire Du Monde Anglophone*, nº 12 (24 février 2016).

Crozier, Michel, et Erhard Friedberg. *L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective*. Paris: Éditions du seuil, 1977.

Cunningham, Frank. « Marxism and Class Reductionism ». *Philosophie et Culture: Actes Du XVIIe Congrès Mondial de Philosophie* 1 (1er juillet 1986): 267-87.

Cuono, Massimo. « Bureaucratiser l'inégal, l'extraordinaire, le particulier. Paternalisme et dépolitisation à l'époque néolibérale ». In *La bureaucratisation néolibérale*, édité par Béatrice Hibou, 177-202. Paris: La Découverte, 2013.

Daguerre, Anne. « The Obama Administration's Vision ». In *Obama's Welfare Legacy*, 41-56. Policy Press, 2017.

D'Anieri, Paul, Claire Ernst, et Elizabeth Kier. « New Social Movements in Historical Perspective ». *Comparative Politics* 22, nº 4 (1990): 445-58.

Dardot, Pierre, et Christian Laval. *La nouvelle raison du monde: Essai sur la société néolibérale*. Paris: La Découverte, 2020.

Décuré, Nicole. « Le Choix Intolérable, Ou l'évolution Des Mouvements Féministes Aux Etats-Unis ». Thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, 1974.

Demazière, Didier. « Typologie et description. À propos de l'intelligibilité des expériences vécues ». *Sociologie* 4, nº 3 (2013): 333-47.

Devinatz, Victor G. « Left-Wing SPA-Led and CPUSA-Led Unions and Worker Organizations as the Vanguard of U.S. Social Democracy's Left-Wing, Circa 1935 to 1950 ». *Labor Studies Journal* 44, nº 1 (1er mars 2019): 60-78.

Diaz Sierra, Sergio Pablo. « The Role of Coherence in the Development of Ideologies ». Thèse de doctorat, Ohio State University, 2017.

Dorrien, Gary. « Michael Harrington and the "Left Wing of the Possible" ». *CrossCurrents* 60, nº 2 (2010): 257-82.

Dortier, Jean-François. « Marx et la sociologie ». In *La sociologie*, 33-41. Auxerre: Éditions Sciences Humaines, 2009.

Drutman, Lee. *The Business of America Is Lobbying: How Corporations Became Politicized and Politics Became More Corporate*. Oxford University Press, 2015.

« Du socialisme en Amérique – Séminaire de recherche sur les Etats-Unis », 3 septembre 2024. https://dsa.hypotheses.org/.

Dyer-Witheford, Nick. « Left Populism and Platform Capitalism ». *tripleC: Communication, Capitalism & Critique. Open Access Journal for a Global Sustainable Information Society* 18, nº 1 (13 janvier 2020): 116-31.

Dynan, Karen, Douglas Elmendorf, et Daniel Sichel. « The Evolution of Household Income Volatility ». *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy* 12, nº 2 (18 décembre 2012).

Echols, Alice. « Cultural Feminism: Feminist Capitalism and the Anti-Pornography Movement ». *Social Text*, nº 7 (1983): 34-53.

———. *Daring to Be Bad: Radical Feminism in America, 1967-1975*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1989.

Eidlin, Barry, et Micah Uetricht. « The Problem of Workplace Democracy ». *New Labor Forum* 27, nº 1 (janvier 2018): 70-79.

Eisenberg, Eric. *Strategic Ambiguities: Essays on Communication, Organization, and Identity*. Thousand Oaks: SAGE Publications, 2007.

———. « Ambiguity as strategy in organizational communication ». *Communication Monographs* 51, nº 3 (1er septembre 1984): 227-42.

Elliott, Rebecca. « Generationalism: Understanding the Difference between What Generations Are and What Generations Do ». *The Sociological Review Magazine*, 5 octobre 2021

Ellwood, P. M., et A. C. Enthoven. « "Responsible Choices": The Jackson Hole Group Plan for Health Reform ». *Health Affairs (Project Hope)* 14, nº 2 (1995): 24-39.

Enke, Finn. *Finding the Movement: Sexuality, Contested Space, and Feminist Activism*. Radical Perspectives. Durham: Duke University Press, 2007.

Fairclough, Norman. *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*. Harlow: Pearson, 2010.

Farber, Henry S, Daniel Herbst, Ilyana Kuziemko, et Suresh Naidu. « Unions and Inequality over the Twentieth Century: New Evidence from Survey Data* ». *The Quarterly Journal of Economics* 136, nº 3 (1er août 2021): 1325-85.

Farred, Grant. « Endgame Identity? Mapping the New Left Roots of Identity Politics ». *New Literary History* 31, nº 4 (2000): 627-48.

Fassin, Éric. « Good Cop, Bad Cop Modèle et contre-modèle américains dans le discours libéral français depuis les années 1980 ». *Raisons politiques* 1, nº 1 (2001): 77-87.

Faulkenbury, Evan. « "An Uncommon Meeting of Minds": The Council for United Civil Rights Leadership in the Black Freedom Struggle, 1963–1967 ». *The Journal of African American History* 104, nº 3 (juin 2019): 392-414.

Feldstein, Martin S. « The Welfare Loss of Excess Health Insurance ». *Journal of Political Economy* 81, nº 2 (1973): 251-80.

Ferranti, Michelle. « Review Essay: Race and the Politics of Suburbanization ». *Journal of Urban History* 35, nº 3 (1er mars 2009): 449-56.

Fillieule, Olivier. « Political Socialization and Social Movements ». In *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, 1-7. Hoboken: John Wiley & Sons, 2022.

Firth, Rhiannon. *Disaster Anarchy.* Londres: Pluto Press, 2022.

Fondimare, Elsa. « La mobilisation de l'égalité formelle contre les mesures tendant à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes : le droit de la non-discrimination contre les femmes ? » *La Revue des droits de l'homme. Revue du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux*, nº 11 (18 janvier 2017).

Ford, Richard Thompson. « Beyond "Difference": A Reluctant Critique of Legal Identity Politics ». In *Left Legalism/Left Critique*, édité par Wendy Brown et Janet Halley, 38-79. Durham: Duke University Press, 2002.

Foucault, Michel. *Naissance de la biopolitique: cours au Collège de France (1978-1979)*. Paris: Gallimard, 2004.

Francia, Peter L. « Assessing the Labor-Democratic Party Alliance: A One-Sided Relationship? » *Polity*, 31 mai 2010.

Frank, Thomas. *Listen, Liberal: Or, What Ever Happened to the Party of the People?* New York: Metropolitan Books, 2016.

———. *What's the Matter with Kansas?: How Conservatives Won the Heart of America*. New York: Metropolitan Books, 2004.

Fraser, Nancy. « From Progressive Neoliberalism to Trump – and Beyond ». In *Identity Trumps Socialism*, édité par Marc James Léger, 99-114. Londres: Routledge, 2023.

———. « Heterosexism, Misrecognition, and Capitalism: A Response to Judith Butler ». *Social Text*, nº 52/53 (1997): 279-89.

———. *Redistribution or Recognition?: A Political-Philosophical Exchange*. New édition. London: Verso, 2004.

Freeden, Michael. *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach*. Oxford: Oxford University Press, 1998.

———. *Ideology Studies: New Advances and Interpretations*. New York: Routledge, 2021.

———.« Liberalisms and Socialisms: Recalibrating Some Analytical Criteria ». In *Liberalism and Socialism since the Nineteenth Century - Tensions, Exchanges, and Convergences*, édité par Stéphane Guy, Ecem Okan, Vanessa Boullet, et Jeremy Tranmer, 17-36. Cham: Palgrave Macmillan, 2023.

Friend, C. « The Democratic Road to Socialism (Again): Strategies of Anglo-American Democratic Socialism 2015-2020 ». Thèse de doctorat, University of Oxford, 2022.

Frymer, Paul. *Uneasy Alliances: Race and Party Competition in America*. Princeton: Princeton University Press, 1999.

Gachon, Nicolas. *Bernie Sanders's Democratic Socialism: Holding Utopia Accountable*. Gewerbestrasse: Springer Nature, 2021.

Gaffney, Adam. « The Neoliberal Turn in American Health Care ». *International Journal of Health Services* 45, n° 1 (1er janvier 2015): 33-52.

Galbraith, James K. *The Predator State: How Conservatives Abandoned the Free Market and Why Liberals Should Too*. New York: Simon and Schuster, 2008.

Galston, William A. « Two Concepts of Liberalism ». *Ethics* 105, n° 3 (avril 1995): 516-34.

Ganz, Marshall. *Why David Sometimes Wins: Leadership, Organization, and Strategy in the California Farm Worker Movement*. Oxford: Oxford University Press, 2010.

Gaughan, Anthony J. « Was the Democratic Nominations Rigged? A Reexamination of the Clinton-Sanders Presidential Race ». *University of Florida Journal of Law & Public Policy* 29, n° 3 (2019): 309-537.

Geismer, Lily. *Left Behind: The Democrats' Failed Attempt to Solve Inequality*. New York: PublicAffairs, 2022.

Gelman, Andrew, Lane Kenworthy, et Yu-Sung Su. « Income Inequality and Partisan Voting in the United States ». *Social Science Quarterly* 91, n° 5 (2010): 1203-19.

Georges, Martin. « Retour à Bernstein ! Sur l'actualité éditoriale d'Eduard Bernstein et les raisons d'un succès ». *Actuel Marx* 70, n° 2 (2021): 168-82.

Germany, Kent B. *New Orleans After the Promises: Poverty, Citizenship, and the Search for the Great Society*. Athens: University of Georgia Press, 2007.

Gerteis, Joseph. *Class and the Color Line: Interracial Class Coalition in the Knights of Labor and the Populist Movement*. Durham: Duke University Press, 2007.

———. « The Possession of Civic Virtue: Movement Narratives of Race and Class in the Knights of Labor ». *American Journal of Sociology* 108, nº 3 (novembre 2002): 580-615.

Gethin, Amory, Clara Martinez-Toledano, et Thomas Piketty. « Brahmin Left Versus Merchant Right: Changing Political Cleavages in 21 Western Democracies, 1948-2020 ». *The Quarterly Journal of Economics* 137, nº 1 (2022): 1-48.

Geyman, John P. « A Five-Year Assessment of the Affordable Care Act: Market Forces Still Trump the Common Good in U.S. Health Care ». *International Journal of Health Services: Planning, Administration, Evaluation* 45, nº 2 (2015): 209-25.

Gitlin, Todd. *The Sixties: Years of Hope, Days of Rage*. New York: Bantam Books, 1993.

Goldfield, Michael. « Race and the CIO: The Possibilities for Racial Egalitarianism during the 1930s and 1940s ». *International Labor and Working-Class History*, nº 44 (1993): 1-32.

Goldfield, Michael, et Amy Bromsen. « The Changing Landscape of US Unions in Historical and Theoretical Perspective ». *Annual Review of Political Science* 16, nº 1 (2013): 231-57.

Gomez-Muller, Alfredo. « Les communautariens et la critique de l'individualisme libéral, Alasdair MacIntyre, Charles Taylor, Michael Walzer ». In *Histoire raisonnée de la philosophie morale et politique*, 672-81. Paris: La Découverte, 2001.

Gonzalez, Paula Lobato. « "NGOization": From Activism to Advocacy ». *E-International Relations* (blog), 15 juillet 2021.

Gooch, Donald. « From Consensus to Conflict: Political Polarization, the Culture War, and Gay Rights ». In *American Political Parties Under Pressure: Strategic Adaptations for a Changing Electorate*, édité par Chapman Rackaway et Laurie L. Rice, 77-121. New York: Springer, 2017.

Gordon, Rachel A. *Regression Analysis for the Social Sciences*. 2 édition. New York: Routledge, 2015.

Gorman, Robert A. « Michael Harrington's Proposals for Democratic Socialism in the United States ». *Soundings: An Interdisciplinary Journal* 87, nº 3/4 (Fall/Winter 2004): 455-79.

Gosse, V. *Rethinking the New Left: An Interpretative History*. New York: Springer, 2016.

Gosse, Van. « Black Power: "A Nation Within a Nation?" » In *Rethinking the New Left: An Interpretative History*, édité par Van Gosse, 111-29. New York: Palgrave Macmillan US, 2005.

———. « Women's Liberation and Second-Wave Feminism: "The Personal Is Political" ». In *Rethinking the New Left: An Interpretative History*, édité par Van Gosse, 153-70. New York: Palgrave Macmillan US, 2005.

Grande, Edgar, Hanspeter Kriesi, Martin Dolezal, Romain Lachat, Simon Bornschier, et Timotheos Frey, éd. « Globalization and its impact on national spaces of competition ». In *West European Politics in the Age of Globalization*, 3-22. Cambridge: Cambridge University Press, 2008.

Grasso, Linda M. « Differently Radical: Suffrage Issues and Feminist Ideas in the Crisis and the Masses ». *American Journalism* 36, nº 1 (2 janvier 2019): 71-98.

Gregory, James N. « Remapping the American Left: A History of Radical Discontinuity ». *Labor* 17, nº 2 (1 mai 2020): 11-45.

Grenier, Jean-Yves, et André Orléan. « Michel Foucault, l'économie politique et le libéralisme ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 62, nº 5 (1 octobre 2007): 1155-82.

Grim, Ryan. *The Squad: AOC and the Hope of a Political Revolution*. New York: Henry Holt and Company, 2023.

Gross, Daniel. *Bull Run: Wall Street, The Democrats And The New Politics Of Personal Finance*. New York: PublicAffairs, 2000.

Grossmann, Matthew, et David A. Hopkins. *Asymmetric Politics: Ideological Republicans and Group Interest Democrats*. Oxford: Oxford University Press, 2016.

Gruber, Jonathan. « Health Care Reform Is a "Three-Legged Stool" ». Center for American Progress, 5 août 2010.

Gutmann, Amy. *Identity in Democracy*. Princeton: Princeton University Press, 2009.

Habermas, Jürgen. « New Social Movements ». *Telos* 1981, nº 49 (21 septembre 1981): 33-37.

Hale, Jon F. « The Making of the New Democrats ». *Political Science Quarterly* 110, nº 2 (1995): 207-32.

Halévy, Élie. *Histoire du socialisme européen*. Paris: Gallimard, 1974.

Hall, Stuart. « The Neo-Liberal Revolution ». *Cultural Studies* 25, nº 6 (1 novembre 2011): 705-28.

Hall, Stuart, Chas Critcher, Tony Jefferson, John Clarke, et Brian Roberts. *Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order*. London: Palgrave, 1978.

Hancock, Ange-Marie. *The Politics of Disgust: The Public Identity of the Welfare Queen*. New York: NYU Press, 2004.

Hanisch, Carol. « The Personal Is Political ». In *Notes from the Second Year: Women's Liberation: Major Writings of the Radical Feminists*, édité par Shulamith Firestone. New York: New York Radical Women, 1970.

Harris, Cheryl. « Whiteness as Property ». In *Critical Race Theory: The Key Writings That Formed the Movement*, édité par Kimberlé Crenshaw, Neil Gotanda, Gary Peller, et Kendall Thomas, 276-91. New York: The New Press, 1995.

Harris, Daniel. *The Rise and Fall of Gay Culture*. New York: Hyperion, 1999.

Hartman, Andrew. *A War for the Soul of America: A History of the Culture Wars*. Chicago: University of Chicago Press, 2015.

Harvey, David. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press, 2007.

Hayat, Samuel, et Yves Sintomer. « Repenser la représentation politique ». *Raisons politiques* 50, nº 2 (2013): 5-11.

Hearn, Julie. « The "NGO-Isation" of Kenyan Society: USAID & the Restructuring of Health Care ». *Review of African Political Economy* 25, nº 75 (1998): 89-100.

Heller, Monica. *Codeswitching: Anthropological and Sociolinguistic Perspectives*. Berlin: De Gruyter Mouton, 2010.

Heyes, Cressida. « Identity Politics ». In *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, édité par Edward N. Zalta, Fall 2020. Metaphysics Research Lab, Stanford University, 2020. https://plato.stanford.edu/archives/fall2020/entries/identity-politics/.

Hilton, Adam. « Organized for Democracy? Left Challenges Inside the Democratic Party ». *Socialist Register* 54 (2018): 99-129.

Hines, Sally. « The feminist frontier: on trans and feminism ». *Journal of Gender Studies* 28, nº 2 (17 février 2019): 145-57.

Hobsbawm, Eric. « Identity Politics and the Left ». *New Left Review*, nº I/217 (1 juin 1996): 38-47.

Hochschild, Arlie Russell. *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*. New York: The New Press, 2018.

Holmes, Alison. *The Third Way: Globalisation's Legacy*. Leicester: Troubador Publishing Ltd, 2009.

Honneth, Axel. « Recognition or Redistribution? » *Theory, Culture & Society* 18, nº 2-3 (1 juin 2001): 43-55.

Huston, John H., et Roger W. Spencer. « The Wealth Effects of Quantitative Easing ». *Atlantic Economic Journal* 44, nº 4 (1 décembre 2016): 471-86.

Imai, Kosuke. *Quantitative Social Science: An Introduction*. Princeton: Princeton University Press, 2017.

InfluenceWatch. « Democratic Socialists of America (DSA) ». InfluenceWatch. Consulté le 31 mai 2024. https://www.influencewatch.org/non-profit/democratic-socialists-of-america/.

Inwood, Joshua F.J. « Neoliberal racism: the 'Southern Strategy' and the expanding geographies of white supremacy ». *Social & Cultural Geography* 16, nº 4 (19 mai 2015): 407-23.

Isserman, Maurice. *The Other American: The Life Of Michael Harrington*. New York: PublicAffairs, 2000.

Jacobs, David. « Rising Income Inequality in the U.S. Was Fuelled by Ronald Reagan's Attacks on Union Strength, and Continued by Bill Clinton's Financial Deregulation ». LSE American Politics and Policy. *London School of Economics & Political Science* (blog), 12 août 2014. http://blogs.lse.ac.uk/usappblog/.

Jardina, Ashley. *White Identity Politics*. Cambridge Studies in Public Opinion and Political Psychology. Cambridge: Cambridge University Press, 2019.

Jeangirard, Thomas. « De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate : la gauche états-unienne face au défi du bipartisme ». *Représentations dans le monde anglophone* 2021, nº 2 (décembre 2021): 81-100.

Jelen, Ted G. « Public Attitudes Toward Abortion and LGBTQ Issues: A Dynamic Analysis of Region and Partisanship ». *SAGE Open* 7, nº 1 (1er janvier 2017): 2158244017697362.

Jelfs, Tim. « Will the Revolution Be Podcast?: Marxism and the Culture of "Millennial Socialism" in the United States ». In *Marxism and America*, 241-63. Manchester University Press, 2021.

Jennings, M. Kent. « Ideological Thinking Among Mass Publics and Political Elites ». *The Public Opinion Quarterly* 56, nº 4 (1992): 419-41.

Joannes, Marie. « Joe Biden, de l'obsession anti-Trump à l'indifférence. Analyse de la communication de Joe Biden pendant la campagne présidentielle de 2020 et durant ses 100 premiers jours en tant que président des États-Unis ». Thèse de doctorat, Université de Liège, 2021.

Johnson, Cedric. « Panther Nostalgia as History: Black against Empire: The History and Politics of the Black Panther Party ». *New Labor Forum* 23, nº 2 (1 mai 2014): 112-15.

Johnson, Timothy. « "Death for Negro lynching!" The Communist Party, USA's Position on the African American Question ». *American Communist History* 7, nº 2 (1 décembre 2008): 243-54.

Jones, Bradley. « Trends in Party Affiliation among Demographic Groups ». *Pew Research Center - U.S. Politics & Policy* (blog), 20 mars 2018. https://www.pewresearch.org/politics/2018/03/20/1-trends-in-party-affiliation-among-demographic-groups/.

Jong, Sara de, et Susanne Kimm. « The co-optation of feminisms: a research agenda ». *International Feminist Journal of Politics* 19, nº 2 (3 avril 2017): 185-200.

Joseph, Ralina L. *Postracial Resistance: Black Women, Media, and the Uses of Strategic Ambiguity*. New York: NYU Press, 2018.

Joshi, Devin K. « A New Conceptualization of the Political Left and Right: One Dimension, Multiple Domains ». *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de Science Politique* 54, nº 3 (septembre 2021): 534-54.

Jost, John T., et Brenda Major. *The Psychology of Legitimacy: Emerging Perspectives on Ideology, Justice, and Intergroup Relations*. Cambridge: Cambridge University Press, 2001.

Jousse, Emmanuel. « Du révisionnisme d'Eduard Bernstein au réformisme d'Albert Thomas (1896-1914) ». *Les cahiers Irice* 2, nº 2 (2008): 39-52.

Kapoor, Camille. « Defining diversity: the evolution of diversity ». Édité par Juan M Madera et Camile E Kapoor. *Worldwide Hospitality and Tourism Themes* 3, nº 4 (1 janvier 2011): 284-93.

Karsenti, Bruno, et Cyril Lemieux. *Socialisme et sociologie*. Paris: Éditions de l'EHESS, 2019.

Kazin, Michael. *American Dreamers: How the Left Changed a Nation*. New York: Random House, 2012.

———. *The Populist Persuasion: An American History*. New York: Basic Books, 1995.

Kelley, Robin D. G. *Freedom Dreams: The Black Radical Imagination*. Boston: Beacon Press, 2002.

———. *Hammer and Hoe: Alabama Communists During the Great Depression*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1990.

Kellstedt, Lyman A. « From Bible Belt to Sunbelt: Plain-Folk Religion, Grassroots Politics, and the Rise of Evangelical Conservatism ». *Political Science Quarterly* 127, nº 1 (22 mars 2012): 162-64.

Kennedy, David W. « The Critique of Rights in Critical Legal Studies ». In *Left Legalism/Left Critique*, édité par Wendy Brown et Janet Halley, 178-229. Durham, NC: Duke University Press, 2002.

Kettl, Donald F. *Has Government Been « Reinvented »?* Washington D.C.: Center for Public Management, The Brookings Institution, 2000.

Keucheyan, Razmig, Jean-Numa Ducange, et Stéphanie Roza, éd. *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe siècle*. Paris: Presses Universitaires de France, 2021.

———. « Introduction ». In *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe siècle*, édité par Razmig Keucheyan, Jean-Numa Ducange, et Stéphanie Roza, 11-23. Paris: Presses Universitaires de France, 2021.

Kidd, Quentin. « The Real (Lack of) Difference between Republicans and Democrats: A Computer Word Score Analysis of Party Platforms, 1996–2004 ». *PS: Political Science & Politics* 41, nº 3 (juillet 2008): 519-25.

Kim, Eunji, Yphtach Lelkes, et Joshua McCrain. « Measuring dynamic media bias ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* 119, nº 32 (9 août 2022): e2202197119.

Kitch, Carolyn. « Revisiting the Not-So-Radical Radicalism of The Masses ». *Journal of Magazine Media* 19, nº 1 (2019): 111-13.

Kitschelt, Herbert P., et Philipp Rehm. « Secular Partisan Realignment in the United States: The Socioeconomic Reconfiguration of White Partisan Support since the New Deal Era ». *Politics & Society* 47, nº 3 (1 septembre 2019): 425-79.

Klandermans, P. G. « Identity Politics and Politicized Identities: Identity Processes and the Dynamics of Protest ». *Political Psychology* 35, nº 1 (2014): 1-22.

Kose, M. Ayhan, Naotaka Sugawara, et Marco E. Terrones. « Global Recessions ». *CAMA Working Paper*, nº 10/2020 (10 février 2020).

Koselleck, Reinhart. *The Practice of Conceptual History: Timing History, Spacint Concepts*. Stanford: Stanford University Press, 2002.

Kriesi, H., E. Grande, R. Lachat, M. Dolezal, Simon Bornschier, et T. Frey. *West European Politics in the Age of Globalization*. *Kriesi, H; Grande, E; Lachat, R; Dolezal, M; Bornschier, Simon; Frey, T (2008). West European Politics in the Age of Globalization. Cambridge, UK: Cambridge University Press.* Cambridge: Cambridge University Press, 2008.

Kurtzleben, Danielle. « More And More Democrats Embrace The "Progressive" Label. Here's Why ». *NPR*, 13 septembre 2021.

Kuziemko, Ilyana, et Ebonya Washington. « Why Did the Democrats Lose the South? Bringing New Data to an Old Debate ». *American Economic Review* 108, nº 10 (octobre 2018): 2830-67.

Ladd, Everett Carl Jr., et Charles D. Hadley. *Transformations of the American Party System*. New York: Norton, 1978.

Lang, Sabine. *NGOs, Civil Society, and the Public Sphere*. Cambridge: Cambridge University Press, 2013.

———. « The NGOization of Feminism: Institutionalization and Institution Building within the German Women's Movements ». In *Transitions, Environments, Translations*, édité par Joan W. Scott, Cora Kaplan, et Deborah Keates, 101-20. Londres: Routledge, 1997.

Larmarange, Joseph, Julien Barnier, Julien Biaudet, François Briatte, Milan Bouchet-Valat, Ewen Gallic, Frédérique Giraud, *et al*. *analyse-R. Introduction à l'analyse d'enquêtes avec R et Rstudio*, 2019.

Lassiter, Matthew. *The Silent Majority: Suburban Politics in the Sunbelt South*. Princeton: Princeton University Press, 2013.

Laurent, Alain. *Le libéralisme américain: histoire d'un détournement*. Paris: Belles Lettres, 2006.

Lazzeri, Christian. « Reconnaissance et redistribution ? : Repenser le modèle dualiste de Nancy Fraser ». In *La reconnaissance aujourd'hui*, édité par Alain Caillé, 171-225. Paris: CNRS Éditions, 2016..

Le Blanc, Paul. « Freedom Budget: The Promise of the Civil Rights Movement for Economic Justice ». *WorkingUSA* 16, nº 1 (2013): 43-58..

Le Doeuff, Michèle. « Colloque féministe à New York :Le Deuxiéme Sexe trente ans aprés ». *Questions Féministes*, nº 7 (1980): 103-9.

Lenin, Vladimir Illitch. « Speech on Affiliation to the British Labour Party - August 6 ». In *Collected Works*, 31:260-61. Moscou: Progress Publishers, 1966.

Levey, Geoffrey Brahm. « What Is Living and What Is Dead in Multiculturalism ». *Ethnicities* 9, nº 1 (1er mars 2009): 75-93.

Levine, Susan. « Labor's True Woman: Domesticity and Equal Rights in the Knights of Labor ». *The Journal of American History* 70, nº 2 (1983): 323-39.

Levy, Jonah David. « Citizen Socialism : The Political Philosophy of Eugene Debs and Jean Jaures ». Cambridge: Center for International Studies, Massachusetts Institute of Technology, 1988.

Lewis-Beck, Michael S. « Forty years of publishing in quantitative methodology ». In *The Oxford Handbook of Political Methodology*, édité par J.M. Box-Steffensmeier, H.E. Brady, et D. Collier, 814-27. New York: Oxford University Press, 2008.

Lewis-Beck, Michael S., William G. Jacoby, Helmut Norpoth, Herbert F. Weisberg, et Philip E. Converse. *The American Voter Revisited*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 2008.

Lichtenstein, Nelson. *State of the Union: A Century of American Labor*. Princeton: Princeton University Press, 2013.

Lieberman, Robert C., et Suzanne Mettler. « The Crisis of American Democracy in Historical Context ». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 708, nº 1 (1er juillet 2023): 122-36.

Linton, Simi. *Claiming Disability: Knowledge and Identity*. New York: New York University Press, 1998.

Lipset, Seymour Martin, et Gary Marks. *It Didn't Happen Here: Why Socialism Failed in the United States*. New York: W.W. Norton & Company, 2000.

Llorente, Renzo. « Marx's Concept of "Universal Class": A Rehabilitation ». *Science & Society* 77, nº 4 (octobre 2013): 536-60.

Loggins, Jared, et Andrew J. Douglas. *Prophet of Discontent: Martin Luther King Jr. and the Critique of Racial Capitalism*. Athens: University of Georgia Press, 2021.

Lojkine, Alice Vincent, Ulysse. « Réformisme ou révolution ? Lire et (re)découvrir Rosa Luxemburg ». *CONTRETEMPS* (blog), 8 octobre 2021. https://www.contretemps.eu/rosa-luxemburg-reformisme-revolution-socialisme/.

López, Antonio R. « "We Know What the Pigs Don't Like": The Formation and Solidarity of the Original Rainbow Coalition ». *Journal of African American Studies* 23, nº 4 (1 décembre 2019): 476-518.

Lopez, Ian Haney. *Dog Whistle Politics: How Coded Racial Appeals Have Reinvented Racism and Wrecked the Middle Class*. Oxford: Oxford University Press, 2014.

Loss, Christopher P. « “Women’s studies is in a lot of ways—consciousness raising”: The educational origins of identity politics ». *History of Psychology* 14 (2011): 287-310.

Lowery, Grady. « The Rise of the Democratic Socialists of America: A Qualitative Analysis of the Contributing Factors to Insurgent Mobilization ». Thèse de doctorat, University of Tennessee, 2020.

Ma, Debbie S., Danita Hohl, et Justin Kantner. « The Politics of Identity: The Unexpected Role of Political Orientation on Racial Categorizations of Kamala Harris ». *Analyses of Social Issues and Public Policy* 21, nº 1 (2021): 99-120.

MacKinnon, Catharine A. *Feminism Unmodified: Discourses on Life and Law*. Cambridge: Harvard University Press, 1988.

Maguire, Lori. « The Search for a “New” Rhetoric of the Left: A Look at Strategies of the Democrats and Labour ». In *Domestic Policy Discourse in the US and the UK in the ‘New World Order’*, édité par Lori Maguire, 57-86. Newcastle-upon-Tyne: Cambridge Scholars Publishing, 2010.

Mahoudeau, Alex. *La Panique woke*. Paris: Textuel, 2022.

Mair, Peter. *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy*. Londres: Verso Books, 2023.

Major, Aaron. « Race, Labor and Postbellum Capitalism in Du Bois’s ‘The Negro Worker in America’ ». *Critical Sociology* 49, nº 3 (1 mai 2023): 383-93.

Malik, Kenan. « L’émergence d’une politique des identités blanche ». *Revue du MAUSS* 59, nº 1 (2022): 27-38.

Manent, Pierre. *Les libéraux*. Paris: Gallimard, 2001.

Manza, Jeff, Michael Hout, et Clem Brooks. « Class Voting in Capitalist Democracies Since World War II: Dealignment, Realignment, or Trendless Fluctuation? » *Annual Review of Sociology* 21, nº Volume 21, 1995 (1 août 1995): 137-62.

Marin-Lamellet, Jean-Louis. « “Now Will Someone Kindly Tell Me What Is Her Proper Sphere?” Woman Suffrage, Women’s Political Participation, and the Populist Movement ». *Transatlantica. Revue d’études Américaines. American Studies Journal*, nº 1 (4 mai 2022).

Mason, Paul. *Why It’s Kicking Off Everywhere: The New Global Revolutions*. Londres: Verso Books, 2012.

Mastrangelo, Frankie. « Theorizing #Girlboss Culture: Mediated Neoliberal Feminisms from Influencers to Multi-level Marketing Schemes ». Thèse de doctorat, Virginia Commonwealth University, 2021.

Mayer, William G. « The Swing Voter in American Presidential Elections ». *American Politics Research* 35, nº 3 (mai 2007): 358-88.

Maynard, Jonathan Leader. « A map of the field of ideological analysis ». *Journal of Political Ideologies* 18, nº 3 (1 octobre 2013): 299-327..

Mazurenko, Olena, Melinda J.B. Buntin, et Nir Menachemi. « High-Deductible Health Plans and Prevention ». *Annual Review of Public Health* 40, nº 1 (2019): 411-21.

McCartin, Joseph A. « Bargaining for the Common Good ». *Dissent* 63, nº 2 (2016): 128-35.

McConnell-Sidorick, Sharon, et American Federation of Full-Fashioned Hosiery Workers. *Silk Stockings and Socialism: Philadelphia's Radical Hosiery Workers from the Jazz Age to the New Deal*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2017.

McIntyre, Richard. « Democratic Socialism ». *Rethinking Marxism* 35, nº 1 (2 janvier 2023): 24-35.

Mcmillian, John, et Paul Buhle, éd. *New Left Revisited*. Philadelphie: Temple University Press, 2003.

Mead, Julie F. « Devilish Details: Exploring Features of Charter School Statutes That Blur the Public/Private Distinction ». *Harvard Journal on Legislation* 40 (2003): 349.

Meade, Rachel. « Populist Narratives from Below: Occupy Wall Street and the Tea Party ». *IdeAs. Idées d'Amériques*, nº 14 (1 octobre 2019).

Medvic, Stephen K. « Old Democrats in New Clothing?: An Ideological Analysis of a Democratic Party Faction ». *Party Politics* 13, nº 5 (septembre 2007): 587-609.

Merle, Jean-Christophe. « Libéralisme, égalitarisme et droits sociaux. De l'égalité des revenus à une réelle égalité des chances ». In *Questions au libéralisme*, par Chantal Mouffe, Rudolf Visker, Robert Cobbaut, Robert Castel, Anne-Marie Dillens, Otfried Höffe, et Benoît Jadot, 87-107. Bruxelles: Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles, 1998.

Michaels, Walter Benn. *The Trouble With Diversity: How We Learned to Love Identity and Ignore Inequality*. New York: Holt McDougal, 2007.

Michéa, Jean-Claude. *L'Empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*. Paris: Flammarion, 2016.

Mike Conczal. « Towards a Liberal Critique of Left Neo-Liberalism Policy ». *Rortybomb* (blog), 20 juillet 2011. https://rortybomb.wordpress.com/2011/07/20/towards-a-liberal-critique-of-left-neo-liberalisms-policy-objectives/.

Milchman, Alan. « Max Weber on Capitalism, Socialism and Democracy ». *Socialism and Democracy* 4, nº 2 (1 juillet 1988): 97-119.

Miles, Sara. *How to Hack a Party Line: The Democrats and Silicon Valley*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2015.

Milkis, Sidney M., et Jerome M. Mileur, éd. *The Great Society and the High Tide of Liberalism*. Amherst: University of Massachusetts Press, 2005.

Milkman, Ruth. « A New Political Generation: Millennials and the Post-2008 Wave of Protest ». *American Sociological Review* 82, nº 1 (1er février 2017): 1-31.

Mill, John Stuart. *Sur le socialisme*. Paris: Les Belles Lettres, 2016.

Miller, Sally M. « For White Men Only: The Socialist Party of America and Issues of Gender, Ethnicity and Race ». *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era* 2, nº 3 (2003): 283-302.

Mintzberg, Henry. *The Structuring of Organizations: A Synthesis of the Research*. Hoboken: Prentice-Hall, 2009.

Misset, Séverine. « L'organisation bureaucratique ». In *Introduction à la sociologie des organisations*, 67-79. Paris: Armand Colin, 2017.

Moeschler, Jacques, et Antoine Auchlin. « Les actes de langage ». In *Introduction à la linguistique contemporaine*, 4e éd.:159-66. Paris: Armand Colin, 2023.

Moran, Marie. *Identity and Capitalism*. Los Angeles: SAGE Publications Ltd, 2014.

———. « (Un)Troubling Identity Politics: A Cultural Materialist Intervention ». *European Journal of Social Theory* 23, nº 2 (1 mai 2020): 258-77.

Morris, Aldon D. « A Retrospective on the Civil Rights Movement: Political and Intellectual Landmarks ». *Annual Review of Sociology* 25, nº 1 (1999): 517-39.

Moses, Wilson J. *Classical Black Nationalism: From the American Revolution to Marcus Garvey*. New York: NYU Press, 1996.

Mudge, Stephanie L. *Leftism Reinvented: Western Parties from Socialism to Neoliberalism*. Cambridge: Harvard University Press, 2018.

Mueller, Carol. « Ella Baker and the origins of "participatory democracy" ». In *The Black Studies Reader*, édité par Jacqueline Bobo, Cynthia Hudley, et Claudine Michel, 79-91. New York: Routledge, 2004.

Nelson, Michael. « Redividing Government: National Elections in the Clinton Years and Beyond ». In *42: Inside the Presidency of Bill Clinton*, édité par Barbara A. Perry, Russell L. Riley, et Michael Nelson, 25-46. Cornell University Press, 2016.

Nemo, Philippe. *Histoire des idées politiques aux temps modernes et contemporains*. Paris: Presses universitaires de France, 2013.

Neveu, Érik. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: La Découverte, 2011.

Newhouse, Joseph P., et Rand Corporation Insurance Experiment Group. *Free for All?: Lessons from the Rand Health Insurance Experiment*. Cambridge: Harvard University Press, 1993.

Newlove, Chris James. « Review: Vivek Chibber – “The Class Matrix: Social Theory after the Cultural Turn” ». *Marx & Philosophy Review of Books* (blog), 27 août 2023. https://marxandphilosophy.org.uk/reviews/21163_the-class-matrix-social-theory-after-the-cultural-turn-by-vivek-chibber-reviewed-by-chris-james-newlove/.

Ngozi-Brown, Scot. « The Us Organization, Maulana Karenga, and Conflict with the Black Panther Party: A Critique of Sectarian Influences on Historical Discourse ». *Journal of Black Studies* 28, nº 2 (1997): 157-70.

Nicaise, Sarah. « Imbrication des rapports sociaux de domination dans l’engagement «gouine» ». *Raison présente* 186, nº 1 (2013): 49-60.

Nicholson, Linda. *Identity Before Identity Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 2008.

Noël, Alain, et Jean-Philippe Thérien. *La gauche et la droite: un débat sans frontières*. Montréal: Presses de l’Université de Montréal, 2010.

Norpoth, Helmut, et Jerrold G. Rusk. « Partisan Dealignment in the American Electorate: Itemizing the Deductions since 1964 ». *American Political Science Review* 76, nº 3 (septembre 1982): 522-37.

Nyman, John A. « American Health Policy: Cracks in the Foundation ». *Journal of Health Politics, Policy and Law* 32, nº 5 (octobre 2007): 759-83.

Oberschall, Anthony. *Social Conflict and Social Movements*. N.J: Prentice Hall, 1972.

Orléan, André. « Le néolibéralisme entre théorie et pratique. Entretien avec André Orléan ». *Cahiers philosophiques* 133, nº 2 (2013): 9-20.

O’Shea, Tom. « Eugene Debs and the Socialist Republic ». *Political Theory* 50, nº 6 (1 décembre 2022): 861-88.

Ostfeld, Mara Cecilia. « The New White Flight?: The Effects of Political Appeals to Latinos on White Democrats ». *Political Behavior* 41, nº 3 (1 septembre 2019): 561-82.

Ostrowski, Marius S. « The ideological morphology of left–centre–right ». *Journal of Political Ideologies* 28, nº 1 (2 janvier 2023): 1-15.

Palier, Bruno. « Vers un État d’investissement social. Pistes pour une redéfinition de la protection sociale ». *Informations sociales* 128, nº 8 (2005): 118-28.

Panagopoulos, Costas. « Changing Campaign Strategies in U.S. Presidential Elections ». *Party Politics* 22, nº 2 (1 mars 2016): 179-90.

Pavelchievici, Ruxandra. « La “Révolution conservatrice” dans l’ordre socio-économique américain : mécanismes, trajectoire et forces en présence ». In *Refaire l’Amérique : Imaginaire et histoire des États-Unis*, édité par Didier Aubert et Hélène Quanquin, 143-64. Paris: Presses Sorbonne Nouvelle, 2018.

Pelopidas, Benoît, Didier Chaudet, et Florent Parmentier. « Les néoconservateurs, anciens et modernes ». In *L'Empire au miroir*, 23-54. Genève: Librairie Droz, 2007.

Persily, Nathaniel, Robert Bauer, et Benjamin Ginsberg. « Campaign Finance in the United States: Assessing an Era of Fundamental Change ». Washington D.C.: Bipartisan Policy Center, janvier 2018. https://bipartisanpolicy.org/download/?file=/wp-content/uploads/2019/03/BPC-Democracy-Campaign-Finance-in-the-United-States.pdf.

Peterson, E. Wesley F. « Is Economic Inequality Really a Problem? A Review of the Arguments ». *Social Sciences* 6, nº 4 (décembre 2017): 147.

Petitjean, Clément. *Occupation: Organizer: A Critical History of Community Organizing in America*. Chicago: Haymarket Books, 2023.

Pew Research Center. « In Changing U.S. Electorate, Race and Education Remain Stark Dividing Lines », 2 juin 2020. https://www.pewresearch.org/politics/2020/06/02/in-changing-u-s-electorate-race-and-education-remain-stark-dividing-lines/.

Phillips, Anne. « Defending Equality of Outcome ». *Journal of Political Philosophy* 12, nº 1 (2004): 1-19.

Pichardo, Nelson A. « New Social Movements: A Critical Review ». *Annual Review of Sociology* 23 (1997): 411-30.

Pierceson, Jason. « Democratic Party ». In *LGBTQ Americans in the U.S. Political System: An Encyclopedia of Activists, Voters, Candidates, and Officeholders*, édité par Jason Pierceson, 128-30. Santa Barbara: ABC-CLIO, 2019.

Pierson, Paul. « American Hybrid: Donald Trump and the Strange Merger of Populism and Plutocracy ». *The British Journal of Sociology* 68, nº S1 (2017): S105-19.

Piketty, Thomas. « Brahmin Left vs Merchant Right: Rising Inequality & the Changing Structure of Political Conflict ». PSE Working Papers, 2018. https://ideas.repec.org//p/hal/psewpa/hal-02878211.html.

Piliawsky, Monte. « Racism or Realpolitik? The Clinton Administration and African-Americans ». *The Black Scholar* 24, nº 2 (1994): 2-10.

Pinkham, Doug. « Is the Republican Party Still Pro-Business? » *Public Affairs Council* (blog). Consulté le 5 mars 2023. https://pac.org/impact/democrats-more-pro-business.

Pleck, Elizabeth. « Kwanzaa: The Making of a Black Nationalist Tradition, 1966-1990 ». *Journal of American Ethnic History* 20, nº 4 (2001): 3-28.

Płudowski, Tomasz. « Gender and race in American presidential campaign spots in 1952–2020 ». In *Gender and LGBTQ Issues in Election Processes*, 78-96. London: Routledge, 2022.

Porta, Donatella della, Joseba Fernández, Hara Kouki, et Lorenzo Mosca. *Movement Parties Against Austerity*. Hoboken: John Wiley & Sons, 2017.

Portwood-Stacer, Laura. *Lifestyle Politics and Radical Activism*. Orange: Bloomsbury Publishing USA, 2013.

Putnam, Robert D. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon and Schuster, 2000.

Randles, Jennifer, et Kerry Woodward. « Learning to Labor, Love, and Live: Shaping the Good Neoliberal Citizen in State Work and Marriage Programs ». *Sociological Perspectives* 61, nº 1 (2018): 39-56.

Raphael, Jody. *Saving Bernice: Battered Women, Welfare, and Poverty*. Northeastern University Press, 2015.

Rapp, Thomas. « Obamacare : genèse, bilan, futur ». *Politique étrangère* Automne, nº 3 (2017): 139-51.

Redeaux, Monique. « The Culture of Poverty Reloaded ». *Monthly Review* 63, nº 3 (10 juillet 2011): 96.

Reed, Touré. « Black Exceptionalism and the Militant Capitulation to Economic Inequality ». *New Politics* XVII, nº 2 (décembre 2019).

Rehmann, Jan. « Bernie Sanders and the Hegemonic Crisis of Neoliberal Capitalism: What Next? » *Socialism and Democracy* 30, nº 3 (1 septembre 2016): 1-11.

Reich, Wendelin, et Dimitris Michailakis. « The Notion of Equal Opportunity in Political Communication. A Theoretical Analysis ». *Revue française des affaires sociales*, nº 2 (2005): 49-60.

Richomme, Olivier. « It's the identity, stupid ». *Pouvoirs* 172, nº 1 (16 janvier 2020): 99-110.

———. « La classification « ethno-raciale » des Statistiques démographiques aux États-Unis ». *Annales de démographie historique* 113, nº 1 (1 août 2007): 177-202.

Rimlinger, Constance. « Féminin sacré et sensibilité écoféministe. Pourquoi certaines femmes ont toujours besoin de la Déesse ». *Sociologie* 12, nº 1 (2021): 77-91.

Rimmerman, Craig A. *The Lesbian and Gay Movements: Assimilation or Liberation?* Boulder: Westview Press, 2007.

Robert, André Désiré, et Annick Bouillaguet. *L'analyse de contenu*. Paris: Presses Universitaires de France, 2007.

Robinson, Dean E. *Black Nationalism in American Politics and Thought*. Cambridge: Cambridge University Press, 2001.

———. « Black Power Nationalism as Ethnic Pluralism: Postwar Liberalism's Ethnic Paradigm in Black Radicalism ». In *Renewing Black Intellectual History*, 184-215. New York: Routledge, 2010.

Robinson, Nathan James. « Hostile Territory: Mobilizing Resources and Finding Opportunities in the Contemporary U.S. Democratic Socialist Movement ». Harvard University, 2022.

Rosenberg, Callie. « A Party in Shambles: African Americans, The Communist Party, and the Crisis of 1956 ». Thèse de doctorat, University of Chicago, 2021.

Rosenstone, Steven J., et John Mark Hansen. *Mobilization, Participation, and Democracy in America*. Londres: Longman, 2003.

Ross, Jack. *The Socialist Party of America: A Complete History*. Lincoln: University of Nebraska Press, 2015.

Rossinow, Doug. *Visions of Progress: The Left-Liberal Tradition in America*. Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 2009.

Roza, Stéphanie. « Lumières ». In *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe siècle*, édité par Razmig Keucheyan, Jean-Numa Ducange, et Stéphanie Roza, 318-27. Paris: Presses Universitaires de France, 2021.

Rubin, Gayle. « The Traffic in Women: Notes on the "Political Economy" of Sex ». In *Toward an Anthropology of Women*, édité par Rayna R. Reiter, 157-210. New York: Monthly Review Press, 1975.

Rynhold, Jonathan. « Democrats' Attitudes toward the Israeli-Palestinian Conflict ». *Middle East Policy* 27, n° 4 (1 décembre 2020): 48-61.

Saint-Upéry, Marc. « Les Noirs doivent-ils être représentés par des Noirs et les femmes par des femmes ? Un oui mesuré ». *Raisons politiques* 50, n° 2 (2013): 53-77.

Sauvêtre, Pierre. « Michel Foucault : problématisation et transformation des institutions ». *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 17 (1 novembre 2009): 165-77.

Sawicki, Frédéric, et Johanna Siméant. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français ». *Sociologie du travail* 51, n° Vol. 51-n° 1 (1er janvier 2009): 97-125.

Schaeffer, Katherine. « The Changing Face of Congress in 8 Charts ». Pew Research Center, 7 février 2023. https://www.pewresearch.org/short-reads/2023/02/07/the-changing-face-of-congress/.

Schaller, Zachary. « Decomposing the Decline of Unions: Revisiting Sectoral and Regional Shifts ». *ILR Review* 76, n° 2 (1 mars 2023): 387-411.

Schecter, Cliff. « Extremely Motivated: The Republican Party's March to the Right ». *Fordham Urban Law Journal* 29, n° 4 (1 janvier 2002): 1663.

Scheiring, Gábor, et Anne-Marie Jeannet. « New Perspectives on Deindustrialization as Socio-Economic Disintegration ». *SASE - Society for the Advancement of Socio-Economics* (blog), 16 juin 2022. https://sase.org/blog/new-perspectives-on-deindustrialization-as-socio-economic-disintegration/.

Schiller-Merkens, Simone. « Prefiguring an Alternative Economy: Understanding Prefigurative Organizing and Its Struggles ». *Organization* 31, nº 3 (1 avril 2024): 458-76.

Schneider, Elizabeth. « The Dialectic of Rights and Politics: Perspectives from the Women's movement ». *New York University Law Review* 61, nº 4 (1 octobre 1986): 589-653.

Schubert, Karsten. « Identity Politics and the Democratization of Democracy: Oscillations between Power and Reason in Radical Democratic and Standpoint Theory ». *Constellations* n/a, nº n/a (29 septembre 2023).

Seaton, Wallis Anne. « The Labour of Feminist Performance: Postfeminism, Authenticity, and Celebrity in Contemporary Representations of Girlhood on Screen ». Thèse de doctorat, Keele University, 2018.

Sefton, Tom, et Holly Sutherland. « Inequality and Poverty under New Labour ». In *A More Equal Society?*, édité par John Hills et Kitty Stewart, 231-50. Bristol: Policy Press, 2005.

Seidman, Irving. *Interviewing As Qualitative Research: A Guide for Researchers in Education and the Social Sciences*. New York: Teachers' College Press, 2013.

Shafer, Byron E. *Quiet Revolution: Struggle for the Democratic Party and the Shaping of Post-Reform Politics*. New York: Russell Sage Foundation, 1983.

Shaffer, Robert. « Socialism in the United States: Hidden in Plain Sight ». *Social Education* 80, nº 1 (1er janvier 2016): 31-35.

Siebers, Tobin. « Disability Studies and the Future of Identity Politics ». In *Identity Politics Reconsidered*, édité par Linda Martín Alcoff, Michael Hames-García, Satya P. Mohanty, et Paula M. L. Moya, 10-30. New York: Palgrave Macmillan US, 2006.

Skinner, Quentin. *Visions of Politics: Volume 1, Regarding Method*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002.

Slagle, R. Anthony. « In defense of queer nation: From identity politics to a politics of difference ». *Western Journal of Communication* 59, nº 2 (1 juin 1995): 85-102.

Slobodian, Quinn. « The meanings of Western Maoism in the global 1960s ». In *The Routledge Handbook of the Global Sixties*, édité par Chen Jian, Martin Klimke, Masha Kirasirova, Mary Nolan, Marilyn Young, et Waley-Cohen, 61-73. New York: Routledge, 2018.

Small, Mario Luis, David J. Harding, et Michèle Lamont. « Reconsidering Culture and Poverty ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 629, nº 1 (mai 2010): 6-27.

Smith, Charles Anthony. « The Electoral Capture of Gay and Lesbian Americans: Evidence and Implications from the 2004 Election ». In *Studies in Law, Politics and Society*, édité par Austin Sarat, 40:103-21. New York: Emerald Group Publishing Limited, 2007.

Smith, Rogers M., et Desmond S. King. « Barack Obama and the Future of American Racial Politics ». *Du Bois Review: Social Science Research on Race* 6, nº 1 (2009): 25-35.

Snow, Richard. « The New Left Revisited: A Look at Recent Literature ». *Journal of American Studies* 19, nº 2 (1985): 239-54.

Snyder, Patrick. « Le Mouvement de la déesse : controverses dans le champ académique féministe ». *Nouvelles Questions Féministes* 38, nº 1 (2019): 70-85.

Sobande, Francesca. « Woke-washing: "intersectional" femvertising and branding "woke" bravery ». *European Journal of Marketing* 54, nº 11 (1 janvier 2019): 2723-45.

Somers, Margaret R. « The Narrative Constitution of Identity: A Relational and Network Approach ». *Theory and Society* 23, nº 5 (1994): 605-49.

Spradley, James P. *The Ethnographic Interview*. New York: Wadsworth Publishing Co Inc, 1979.

Squire, Peverill. « Legislative Professionalisation and Legislative Careers in the United States ». In *Political Careers in Europe: Career Patterns in Multi-Level Systems*, édité par Michael Edinger et Stefan Jahr, 205-24. Baden-Baden: Nomos, 2015.

Squires, Graham, et Stephen Hall. « Lesson (Un)Learning in Spatially Targeted Fiscal Incentive Policy: Enterprise Zones (England) and Empowerment Zones (United States) ». *Land Use Policy* 33 (1 juillet 2013): 81-89.

Stanford, Maxwell C. « Revolutionary Action Movement (RAM): A Case Study of an Urban Revolutionary Movement in Western Capitalist Society ». Thèse de doctorat, University of Atlanta, 1986.

Starr, Paul. *Remedy and Reaction: The Peculiar American Struggle over Health Care Reform*. New Haven London: Yale University Press, 2011.

Steger, Manfred B., et Ravi K. Roy. « First-wave neoliberalism in the 1980s: Reaganomics and Thatcherism ». In *Neoliberalism: A Very Short Introduction*, édité par Manfred B. Steger et Ravi K. Roy, 21-50. Oxford: Oxford University Press, 2010.

Stiegler, Barbara. *« Il faut s'adapter ». Sur un nouvel impératif politique*. Paris: Gallimard, 2019.

Stival, Monica Loyola. « Le sujet du (néo)libéralisme ». *Le foucaldien* 4, nº 1 (16 novembre 2018): 1-16.

Strauss, Sylvia. « Gender, Class, and Race in Utopia ». *Nineteenth-Century Literature Criticism* 86 (30 novembre 1999).

Strijbis, Oliver. « Deindustrialization Fosters Ethnonationalism; a Comparative Analysis of Ethnonational Parties in Western Europe, 1918–2018 ». *European Political Science Review* 15, nº 2 (mai 2023): 177-93.

Swers, Michele L., et Stella M. Rouse. « Descriptive Representation: Understanding the Impact of Identity on Substantive Representation of Group Interests ». In *The Oxford Handbook of the American Congress*, édité par George C. Edwards, Frances E. Lee, et Eric Schickler, 0. Oxford University Press, 2011.

Tarragoni, Federico. *L'esprit démocratique du populisme*. Paris: La Découverte, 2019.

Tarrow, Sidney, et David S. Meyer. « Challenges of the Anti-Trump Movement ». *PARTECIPAZIONE E CONFLITTO* 11, n° 3 (18 février 2019): 614-45.

Taylor, Charles. « The Politics of Recognition ». In *Multiculturalism: Examining the Politics of Recognition*, par Kwame Anthony Appiah, Jürgen Habermas, Stephen C. Rockefeller, Michael Walzer, et Susan Wolf, 25-75. édité par Amy Gutmann. Princeton: Princeton University Press, 1994.

Taylor Hill, Sam. « Unraveling the White Working-Class Conundrum: A Closer Look at Its Utility and Pitfalls ». *Ethnicities*, 18 mars 2024.

Tella, Rafael Di, et Julio J. Rotemberg. « Populism and the Return of the "Paranoid Style": Some Evidence and a Simple Model of Demand for Incompetence as Insurance against Elite Betrayal ». *Journal of Comparative Economics* 46, n° 4 (1 décembre 2018): 988-1005.

Terren, Ludovic, et Rosa Borge. « Echo Chambers on Social Media: A Systematic Review of the Literature ». *Review of Communication Research* 9 (15 mars 2021): 99-118.

The Cook Political Report. « 2022 Cook PVI[SM]: State Map and List ». Cook Political Report, 12 juillet 2022. https://www.cookpolitical.com/cook-pvi/2022-partisan-voting-index/state-map-and-list.

———. « 2023 Cook PVI[SM]: District Map and List (118th Congress) ». Cook Political Report, 5 avril 2023. https://www.cookpolitical.com/cook-pvi/2023-partisan-voting-index/118-district-map-and-list.

Thomas, Jean-Paul. « Socialisme ». In *Dictionnaire de philosophie politique*, édité par Philippe Raynaud et Stéphane Rials, 718-24. Paris: Presses universitaires de France, 2005.

Thompson, E. P. « The Peculiarities Of The English ». *Socialist Register* 2 (19 mars 1965).

Tiberj, Vincent. « Une marée populiste ? Retour sur les situations américaine et française ». In *En quête d'alternatives*, 144-50. Paris: La Découverte, 2017.

Tilly, Charles. *Social Movements, 1768-2004*. Boulder: Paradigm Publishers, 2004.

Timonen, Virpi, Geraldine Foley, et Catherine Conlon. « Challenges When Using Grounded Theory: A Pragmatic Introduction to Doing GT Research ». *International Journal of Qualitative Methods* 17, n° 1 (1er décembre 2018): 1609406918758086.

Tinland, Olivier. « Présentation du numéro ». *Philosophie* 122, n° 3 (5 juin 2014): 3-8.

Touraine, Alain. *La voix et le regard: Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: Seuil, 1978.

Tufekci, Zeynep. *Twitter and Tear Gas: The Power and Fragility of Networked Protest*. New Haven: Yale University Press, 2017.

Ugarte, Rodrigo. « Racial Capitalism and Democratic Crisis ». *Items - Social Science Research Council* (blog). Consulté le 12 juillet 2024. https://items.ssrc.org/race-capitalism/racial-capitalism-and-democratic-crisis/.

Urban, Dennis J. « The Women of SNCC: Struggle, Sexism, and the Emergence of Feminist Consciousness, 1960-66 ». *International Social Science Review* 77, nº 3/4 (2002): 185-90.

Utych, Stephen M. « Man Bites Blue Dog: Are Moderates Really More Electable than Ideologues? » *The Journal of Politics* 82, nº 1 (janvier 2020): 392-96.

Vinsonneau, Geneviève. « Le développement des notions de culture et d'identité : un itinéraire ambigu ». *Carrefours de l'éducation* 14, nº 2 (2002): 2-20.

Waitzkin, Howard, et Ida Hellander. « The History and Future of Neoliberal Health Reform: Obamacare and Its Predecessors ». *International Journal of Health Services* 46, nº 4 (1 octobre 2016): 747-66.

Wasserstrom, Jeffrey N. « The Chinese Revolution and Contemporary Paradoxes ». In *Human Rights and Revolutions*, édité par Jeffrey N. Wasserstrom, Greg Grandin, et Lynn Hunt, 21-45. Lanham: Rowman & Littlefield, 2007.

Watkins, John P. « Quantitative Easing as a Means of Reducing Unemployment: A New Version of Trickle-Down Economics ». *Journal of Economic Issues* 48, nº 2 (1 juin 2014): 431-40.

Weber, Florence, et Stéphane Beaud. *Guide de l'enquête de terrain*. Paris: La Découverte, 2010.

Weber, Leonard J. « The Christian Ethics of Norman Thomas, Socialist ». Thèse de doctorat, McMaster University, 1974.

Weigand, Kate. *Red Feminism: American Communism and the Making of Women's Liberation*. Baltimore: John Hopkins University Press, 2001.

White, John Kenneth. *Barack Obama's America: How New Conceptions of Race, Family, and Religion Ended the Reagan Era*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 2009.

Wilkison, Kyle G., et David Cullen. « The Communist Party of the United States and African American Political Candidates ». In *African Americans and the Presidency*, édité par Bruce A. Glasrud et Cary D. Wintz, 30-46. Londres: Routledge, 2009.

Winston, David. « Placing Priority: How Issues Mattered More than Demographics in the 2016 Election ». Democracy Fund Voter Study Group, 1er décembre 2017. https://www.voterstudygroup.org/publication/placing-priority.

Witcher, Marcus M. *Getting Right with Reagan: The Struggle for True Conservatism, 1980-2016*. Lawrence: University Press of Kansas, 2019.

Wolcott, Victoria W. « Radical Nonviolence, Interracial Utopias, and the Congress of Racial Equality in the Early Civil Rights Movement ». *Journal of Civil and Human Rights* 4, nº 2 (1 décembre 2018): 31-61.

Wolfe, Alan, et Jytte Klausen. « Identity Politics and the Welfare State ». *Social Philosophy and Policy* 14, nº 2 (1997): 231-55.

Wolin, Sheldon S. *Democracy Incorporated: Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism*. Princeton: Princeton University Press, 2017.

Wright, Amy Nathan. « Civil Rights "Unfinished Business": Poverty, Race, and the 1968 Poor People's Campaign ». Thèse de doctorat, University of Texas, 2007.

Wright, Erik Olin. *Class Counts: Comparative Studies in Class Analysis*. Cambridge University Press, 1997.

———. « Foundations of a neo-Marxist class analysis ». In *Approaches to Class Analysis*, édité par Erik Olin Wright, 4-30. Cambridge: Cambridge University Press, 2005.

Wright, Gavin. « Voting Rights, Deindustrialization, and Republican Ascendancy in the South ». *Working Papers Series, Institute for New Economic Thinking*,15 septembre 2020. https://ideas.repec.org//p/thk/wpaper/inetwp135.html.

Wurst, Christina. « Bread and Plots: Conspiracy Theories and the Rhetorical Style of Political Influencer Communities on YouTube ». *Media and Communication* 10, nº 4 (29 novembre 2022): 213-23.

Zanoni, Amy. « Remembering Welfare as We Knew It: Understanding Neoliberalism through Histories of Welfare ». *Journal of Policy History* 35, nº 1 (janvier 2023): 118-58.

Zecker, Robert. *A Road to Peace and Freedom: The International Workers Order and the Struggle for Economic Justice and Civil Rights, 1930-1954*. Philadelphie: Temple University Press, 2018.

Ziliak, James P. « Temporary Assistance for Needy Families ». In *Economics of Means-Tested Transfer Programs in the United States, Volume I*, édité par Robert A. Moffitt, 303-93. Chicago: University of Chicago Press, 2016.

Annexes

. 1. Données démographiques de DSA

Ces informations ont été collectées et analysées par un comité national de l'organisation nommé le *Growth and Development Committee*, dans un travail réalisé tous les deux ans par l'envoi d'un questionnaire à l'ensemble des membres en amont de la convention nationale. Ces questionnaires sont volontaires et déclaratifs et, pour l'année 2021, ont été remplies par 13,6 % des adhérents. Ces données, qui nous ont été fournies par plusieurs enquêtés, n'ont cependant pas été récupérées auprès du rapport exhaustif de 2021 mais d'un document de synthèse[1]. Les informations présentées sont donc nécessairement fragmentaires.

1. Nombre d'adhérents

Année	Adhérents
2015	6 200
2016	11 000
2017	32 000
2018	55 000
2019	56 000
2020	87 000
2021	95 000
2022	83 000
2023	78 000

Nombre de membres de l'organisation, par année (données récoltées au mois de décembre).

2. Taille des sections locales/répartition géographique

Taille des sections (2023)	
Type de section	**% du total**
Petite (1-100 adhérents)	50 %
Moyenne (101-500 adhérents)	38 %
Large (plus de 500 adhérents)	12 %

Types de résidence des adhérents (2021)	
Type de résidence	**% du total**
Rurale	9 %
Péri-urbaine	34 %
Urbaine	57 %

Répartition des sections locales selon leur nombre d'adhérents, en 2023 ; répartition des adhérents selon leur zones de résidence, en 2021.

1 Les informations des tableaux 1 et 2 proviennent d'un rapport de 2023 de ce comité, également fourni par l'un de nos enquêtés (Kristian Hernandez et Beth Huang, *Growth and Development Committee 2023 Report to the DSA National Convention*, Democratic Socialists of America (DSA), 2023). L'ensemble des données des tableaux suivants proviennent quant à elles d'une synthèse de rapport de 2021 (Growth and Development Committee, *2021 DSA Member Survey Report*, 2021).

3. Découpage générationnel

	1991	2013	2017	2021
Nés entre 1997-2010			3 %	13 %
Nés entre 1980-1996		7 %	59 %	60 %
Nés entre 1965-1979	6 %	10 %	12 %	12 %
Nés entre 1946-1964	41 %	40 %	15 %	12 %
Nés entre 1925-1945	27 %	38 %	11 %	3 %
Nés entre 1914-1924	27 %	5 %	1 %	

Proportion des membres de l'organisation appartenant à diverses « cohortes » d'âge, par année de réalisation d'enquêtes internes.

4. Diversité ethnique/raciale

	1991	2013	2017	2021
Blanche	92 %	96 %	89 %	85 %
Hispanique	1 %	3 %	7 %	9 %
Asiatique	0,5 %	1 %	3 %	5 %
Noire	1 %	2 %	2 %	4 %
Moyen-orientale			2 %	2 %
Native-américaine	2 %	3 %	1 %	2 %
Multi-ethnique		6 %	5 %	9 %
Aucune / Pas de réponse	3 %	4 %	2 %	3 %

Proportion des membres de l'organisation s'identifiant à diverses identités ethniques ou raciales, par année de réalisation d'enquêtes internes.

5. Diversité sexuelle/de genre

Identités de genre	
	2021
Homme	64 %
Femme	27 %
Non-binaire ou autre	10 %

Orientation sexuelle LGBTQIA+			
	2013	2017	2021
Non / Pas de réponse	90 %	82 %	78 %
Oui	10 %	18 %	32 %

Proportion des membres de l'organisation s'identifiant à diverses identités de genre et orientations sexuelles, par année de réalisation d'enquêtes internes.

6. Niveaux de revenus et de diplôme

Revenus annuels	
	2021
Pas de réponse	8,1 %
Moins de 20 000 $	9,5 %
20 000 - 39 999 $	16,3 %
40 000 - 59 999 $	16,8 %
60 000 - 79 999 $	14,2 %
80 000 - 99 999 $	10,1 %
100 000 - 149 999 $	13,7 %
150 000 - 199 999 $	6,2 %
Plus de 200 000 $	5,2 %

Diplômes	
	2021
Pas de réponse	0,6 %
Lycée (non validé)	1,1 %
Diplôme du secondaire	7,5 %
Associates Degree	5,1 %
Université (non validé)	9,8 %
Bachelors Degree	40,8 %
Master's Degree	24 %
Doctorat	11,1 %

Proportion des membres de l'organisation appartenant à diverses tranches de niveaux de revenus et possédant un ou plusieurs diplômes, par année de réalisation d'enquêtes internes.

7. Découpage socio-professionnel

	2013	**2017**	**2021**
Enseignement/professorat/recherche	11 %	12 %	10 %
Employés et/ou cadres (*white collar*)	3 %	21 %	13 %
Nouvelles technologies			9 %
Organisations à but non-lucratif (*nonprofit*)	3 %	7 %	7 %
Fonction publique (fédérale, d'état, locale)	4 %	7 %	7 %
Secteur tertiaire (*retail/food/other*)	2 %	5 %	6 %
Soins médicaux et assistance sociale		3 %	6 %
Travailleurs indépendants	3 %	5 %	5 %
Ouvriers (*blue collar*)	2 %	3 %	4 %
Arts, édition, spectacles vivants	3 %	5 %	4 %
Organisations politiques/syndicales	1 %	3 %	4 %
Sans emploi/handicap/à la retraite	67 %	20 %	15 %
Étudiants	2 %	9 %	8 %

Proportion des membres de l'organisation occupant des emplois dans divers secteurs d'activités, par année de réalisation d'enquêtes internes.

8. Syndicalisation

	2013	2017	2021
Oui	31 %	20 %	21 %
Non / Pas de réponse	69 %	80 %	3 %

Proportion des membres de l'organisation de plus de 24 et en activité professionnelle syndiquée, par année de réalisation d'enquêtes internes.

9. Année d'engagement dans l'organisation

	2017	2021
Dans l'année et demie ayant précédé	81 %	50 %
Il y a plus longtemps / Pas de réponse	19 %	50 %

Proportion des membres de l'organisation ayant déclaré avoir rejoint l'organisation dans l'année et demie ayant précédé, par année de réalisation d'enquêtes internes.

10. Niveaux d'engagement dans l'organisation

	2021
Lis les emails de DSA	85 %
Est abonné aux comptes de réseaux sociaux de DSA	70 %
Se rend aux réunions de section	52 %
Milite au sein de groupes de travails/comités de section	34 %
Se rend à des évènements ou réunions d'éducation politique	32 %
Participe aux campagnes ou projets de sections locales	28 %
Participe aux formations dispensées par les sections locales	20 %
Occupe un rôle formel de direction/coordination dans sa section locale	16 %
Participe aux formations ou évènements dispensés par l'organisation nationale	15 %
Milite dans des campagnes initiées au niveau national	7 %
Milite au sein de groupes de travails/comités nationaux	7 %
Occupe un rôle formel de direction/coordination au niveau national	2 %
Aucune forme d'engagement	5 %

Proportion des membres de l'organisation ayant déclaré réaliser régulièrement l'une de ces activités, en 2021.

. 2. Composition de l'échantillon d'enquêtés

Ces informations, déclaratives, ont été récoltées au travers d'un bref questionnaire précédant le plus souvent les entretiens en visioconférence. Par souci d'anonymisation, nous avons englobé les variables d'âge et d'emploi au sein de larges catégories, informées par celles de l'INSEE, en nous appuyant sur les nomenclatures fournies par cette dernière pour les catégories professionnelles..

(a) Pseudonyme ; **(b)** État de résidence ; **(c)** tranche d'âge ; **(d)** identité de genre ; **(e)** identité ethnique/raciale ; **(f)** diplôme du supérieur (*BA+*) ; **(g)** CSP ; **(h)** arrivée dans DSA après 2016.

(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)
Charlotte	Arizona	30-34	Femme	Blanche	Oui	Cadre et prof. int. sup.	Non
Ethan	Californie	30-34	Homme	Blanche	Oui	Employés	Non
Leo	Floride	25-29	Homme	Blanche	Oui	Prof. intermédiaires	Oui
Max	Floride	25-29	NB	Hispanique	Oui	Employés	Oui
Brianna	Floride	30-34	Femme	Noire	Oui	Prof. intermédiaires	Non
Steve	Floride	30-34	Homme	Noire	Oui	Prof. Intermédiaires	Oui
Aiden	Floride	30-34	Homme	Blanche	Oui	Cadre et prof. int. sup.	Non
Oliver	Floride	30-34	Homme	Blanche	Oui	Employés	Non
Andrea	Floride	25-29	Femme	Hispanique	Non	Employés	Oui
William	Louisiane	25-29	Homme	Noire	Oui	Employés	Oui
Gabriel	New York	30-34	Homme	Blanche	Oui	Cadre et prof. int. sup.	Non
Daniel	New York	35-39	Homme	Hispanique	Oui	Cadre et prof. int. sup.	Non
Carlos	New York	70-74	Homme	Hispanique	Non	Cadre et prof. int. sup.	Non
Frances	New York	25-29	Femme	Blanche	Oui	Prof. intermédiaires	Non
Charles	New York	70-74	Homme	Blanche	Oui	Cadre et prof. int. sup.	Non
Jessica	New York	30-34	Femme	Blanche	Oui	Prof. intermédiaires	Oui
Pete	Pennsyl-vanie	30-34	NB	Blanche	Oui	Cadre et prof. int. sup.	Oui
Mark	Pennsyl-vanie	30-34	Homme	Blanche	Oui	Cadre et prof. int. sup.	Non
Chris	Pennsyl-vanie	45-49	Homme	Blanche	Non	Ouvriers	Non
Sophia	Pennsyl-vanie	25-29	Femme	Hispanique	Oui	Prof. intermédiaires	Oui
Josh	Pennsyl-vanie	30-34	Homme	Noire	Oui	Employés	Oui

. 3. Formulaire de consentement éclairé

.

INFORMED CONSENT FORM

Project description :

A series of qualitative interviews in the context of a study of the political left in the United States through one of its main organization : the Democratic Socialists of America (DSA). As part of a political science/American studies PhD dissertation, funded by the University of Orléans and the Ministry for Research and Higher Education. The material from the interviews might also be used for related research work (scientific journal article, monography, colloquium or scientific conference).

Project leader :

Thomas Jeangirard (University of Orléans, REMELICE research Unit - EA4709).

Research location :

Online videoconferencing.

Researcher’s commitment :

As the principal investigator, he commits to conduct this research according to ethical and deontological provisions, to protect the physical, psychological and social integrity of individuals throughout the research and to ensure the confidentiality of the information collected. The researcher also commits to provide participants with all support to mitigate any negative effects that may result from participation in this research.

Your rights to confidentiality :

All information collected in these interviews will be treated anonymously and will remain confidential. It will be kept in a computer file in accordance with the French law "informatique et liberté" of January 6, 1978, modified in 2004. The results obtained from the processing of these interviews may be published in scientific journals but the identity of the participants will not be re-

vealed and no information that could reveal your identity will be disclosed.

Your rights to withdraw from the research at any time :

Participation in this study is completely voluntary. Please be aware that even if you decide to complete this series of interviews, you may stop at any time, without explanation, and none of your data will be processed until the final recording has been completed. Moreover, in accordance with the law "informatique et libertés" of January 6, 1978 modified in 2004, you have the right to access and rectify information concerning your person, which you can exercise by contacting the researcher (contact information below).

Your rights to ask questions at any time :

You may ask questions about the research at any time by contacting the researcher by email (thomas.jeangirard@univ-orleans.fr) or phone (+336******09).

Diffusion:

The results of this research may be published in a PhD dissertation, monography, scientific journals, or at scientific conferences.

Consent to participation :

By signing this document, you certify that you have read and understood the above information and have been informed that you are free to withdraw your consent or withdraw from this research at any time without prejudice.

I have read and understood the above information and willingly agree to participate in this research.

Date :

Signatures :

The participant *The principal investigator*

. 4. Guide d'entretien 1

➢ Entretiens biographiques

Récit biographique et genèse de l'engagement politique	*Staying on the theme of your political commitment, could you tell me about your life before joining DSA?*
Moments charnières et agents socialisateurs dans la formation de la conscience politique	*Can you think of specific events or situations from your past that shaped your political thinking?* *Looking back, do you think certain individuals or groups had an influence on your political identity?*
Trajectoire éducative et impact de la socialisation scolaire sur le positionnement politique	*Did you go to college? If so, how influential do you think that experience was on your political development?*
Points d'ancrage politiques à travers les revendications et les expériences pratiques	*Can you give some examples of specific policies or political issues that have significantly influenced your political views?*
Sociabilités politiques et ancrages relationnels avant et après l'adhésion militante	*Before joining DSA, were you familiar with other leftists in your social circle or family?* *Since joining DSA, have you made new friends or lost old ones because of your involvement?*
Continuités, ruptures et bifurcations idéologiques dans le parcours politique	*Looking back, do you feel you've always leaned toward the left? Have you experienced periods of doubt or even major shifts in your political opinions?*
Développement de l'identité politique et processus de légitimation personnelle	*As you've developed politically, do you think you've become more confident in your views?*
Temporalité de l'engagement et évolution de la centralité du politique dans le parcours de vie	*Would you say politics has become a more important part of your life over time?*
Perception de l'impact individuel et collectif dans la configuration politique nationale	*How significant do you think your political engagement, and that of your comrades, is within the broader U.S. political landscape?*
Diversité des pratiques d'engagement et d'expression politique	*Apart from your involvement in DSA, are there other ways in which you express your political beliefs?*
Positionnement idéologique et identification aux familles politiques contemporaines	*How would you describe your political position?*
Conceptualisations subjectives des idéologies et interprétation des luttes identitaires	*How do you personally define the term "socialism"? What about "democratic socialism"?* *What are your thoughts on the term "identity politics"? Do you think the issues it brings up have influenced your political development?*

. 5. Guide d'entretien 2

- Entretiens ethnographiques

Processus d'auto-désignation et construction identitaire au sein du collectif militant	*how do you refer to yourself within the organization? (volunteer, activist, member, rank-and-file, organizer, etc.)*
Répertoires d'action collective et modes de participation dans l'organisation	*What kinds of activities are you involved in within the organization?* *Are there any other activities you're part of? Could you list as many as come to mind?*
Routines militantes et scénarios d'interaction au sein de l'organisation	*Could you describe a typical day, evening, or any regular experience you have at DSA?* *You mentioned that you do XXX. Can you walk me through what you typically do when you're involved in that activity?*
Formes de sociabilité militante et dynamique des relations intra-organisationnelles	*How would you describe your relationship with the other members you know?* *How would you characterize the relationships between members in general?* *Would you consider any of the other members as friends? Have you made new friends since joining the DSA?*
Hiérarchies internes et structures relationnelles de pouvoir	*Is there a hierarchy among members in the organization, based on roles or levels of commitment within, say, a given chapter?* *Would you describe the relationships between members as more horizontal or vertical?*
Ouverture organisationnelle et relations avec l'extérieur	*How open do you think the organization is to the outside world, whether at the local or national level?*
Imbrication de l'engagement militant et des sphères personnelle et professionnelle	*How does your activism fit into your personal or professional life?* *Would you say you keep your activism, and more broadly your political beliefs, separate from your personal and professional life?*
Perceptions des coûts et bénéfices de l'engagement militant	*Beyond what we've already talked about, do you see any specific advantages or disadvantages in being part of this organization?*
Interdépendances organisationnelles et relations multi-scalaires	*Could you describe how your chapter interacts with others in the state, or even beyond?* *What about your chapter's relationship with the national structure? Is that important to you?* *What about your chapter's relationships with other local or national organizations? Could you give me some examples?*

. 6. Exemple d'entretien individuel : entretien 1

- Oliver, Tampa, 25 octobre 2021. Entretien biographique.

Thomas Jeangirard : *So, let's begin with my first question : it's a very open-ended question, um, but while staying in the theme of your political commitment I'd like you to tell me about your life before joining DSA*

Oliver : *Sure, um, well, I was born in Jacksonville, Florida, which is in the northeast of the state, to a military family. We moved around a lot, went to California for about two and a half years, came back to Jacksonville, and eventually settled here in Tampa, where there's an Air Force base called MacDill Air Force Base. It's actually a TGA location or it contains Central Command and Special Operations Command. So, I'll be honest that to this day I still don't know entirely what these do, but it's why I'm in Tampa.*

I was raised in a fairly conservative household that wasn't evangelical Christian or anything like that, but we were decently religious, believed that the U.S. was a force for good in the world, you know, we're patriotic, things like that. I almost started—I went into, in high school, what's called JROTC, which is, I believe, Junior Reserve Officer Training Corps, or something like that. Okay, um, basically just preparation for the military in high school.

And I think it was already by my year, you know, what kind of the issues were with the military: the authoritarian structure, dogmatic; there wasn't a lot of room for open thought. I think part of what sparked my feeling about wanting something different was actually a book on Buddhism I read that kind of made me start to question a lot of the Christian ideology I'd been, like, you know, raised with.

But more so than just Christianity as a whole, it kind of led me to think like maybe, like, the Christianity I've been taught isn't necessarily, like, you know, the right way to go or whatever. That had me starting to think a lot. I guess I should also back up and just say that, like, when the Iraq War and Afghanistan War happened, I wasn't automatically pro-military in that situation. And part of that was the influence of my father, part of it, you know, probably my own independent thoughts.

But, you know, even my father, you know, many years in the military was, you know, speaking out about it, saying that this is wrong, this is not the right thing to do. I think the Afghanistan War might have been different; you know, I thought it was the right thing to do. But Iraq just, you know, to him felt like something that, you know, didn't have anything to do with this situation; it was just, you know, an oil grab sort of thing.

Yeah, um, so, you know, I kind of had this trajectory of moving from slowly conservative to more and more, like, liberal. And then I went to a hippie college, essentially, you know, New College of Florida; it's in Sarasota. Um, I went there for about two years and eventually dropped out. But I, you know, was exposed to a lot of things I had been exposed to, you know, more liberal ideas and things like that, and then also genuinely the less, especially through, like, gender studies and, you know, things like that.

Um, so that's about kind of the direct reaction of, like, my young adult life before really, like, coming to the left. And, like, I guess the main place that I encountered those ideas was the chapter of Food Not Bombs, which is, like, a national organization here in the United States that started in the 1980s around the anti-nuclear movement, okay, and anti-war movement. And basically, the idea—I believe it started in San Francisco in the Bay Area on the West Coast—and the main idea was that, you know, we spend—it is often cited, like, Martin Luther King Jr.'s kind of famous quote here in the United States. I don't know if you all have heard it in France, but it essentially goes that, um, you know, a nation that spends more and more on, um, you know, military expenditures than it does on the social welfare of its people is approaching...

Um, and also decried the three evils of militarism, racism, and economic exploitation. Um, and so, you know, like a lot of the literature I was exposed to, like, you know, exposed me to stuff like that. You know, just like, "Oh, Martin Luther King Jr., somebody that we've been taught, you know, taught about love and kindness and reconciling." And, you know, things like that. He was talking about political issues but about, you know, how we distribute resources.

Um, and so, being exposed to that sort of stuff and, I'd say, like, more viscerally the simple fact of, like—what—like, I should explain: the student takes food that is going to be thrown away, um, and redistributes it to homeless people, and that's the idea of Food Not Bombs. We need to redistribute more to social welfare.

And so the protest movement, at least in the context that I had it in Sarasota, it was mostly just giving food to homeless people, um, that, you know, food that would have gone away. And in the process of that, you know, we came up against wealthy condo owners in the downtown Sarasota area that wanted to restrict homeless people's movement in the park; they wanted to impose new restrictions, um, bust them out of the city.

At a certain point, you know, like I started going to city council meetings where they were advocating these things, and the city council actually removed the park benches from the parks so that the homeless could not sleep there anymore. Sarasota is a fairly elderly, um, area, so it also just meant that older people couldn't sit down. You know, a loss for everyone.

Um, so it was my first experience with, like, you know, maybe capitalism is not very good at distributing resources because they would come across these dumpsters of food that just, you know, had like just fresh produce, like anything. Everybody can think this is a great meal.

TJ : *Sorry - how old were you at that point ?*

O : *At that point, I was um 20. This was early, or like January 2011. Okay, may so yeah, I was like late 20s. Um, so then at that point I also dropped out of school. Um, and after that, I tried to start like with the nut bombs in my home city of Tampa. Um, and if you have a general picture of the timeline of events in the U.S., you'll know that October 2011 is when Occupy Wall Street started. Yeah, it was an interesting time to kind of be a dropout and be, you know, radicalized, you know, on the left. I should also say that through my feminist philosophy class, I was exposed to anarchism. Um, and that was kind of my first understanding of like political theory or whatever, like radical political theory. Part of it helped that I grew up with punks, you know, which was, you know, anarcho-punks, like people that were more in the music scene, but I never really encountered his actual politics.*

So when Occupy Wall Street started, it's very much an accident, but a friend of a friend on my social media on Facebook had this poster that they had, you know, up next to a picture of their cat. You know, they were taking a picture of their cat, like doing the kind of like hunchback, like general strike sort of pose. I didn't recognize that at first, but you know, she just posted it with like general strike and then like the pyramid of the capitalist system in the background image of that, you know, posters unfamiliar, but it's this classic IWW poster, you know, that, yeah, I think, yeah, yeah.

Um, and I saw that and I was like, "What's this?" And so I reached out very, like I looked into the Industrial Workers of the World. I thought they were still an active union. Um, I looked into a little bit of their history and I just decided I want to join this. You know, it seems, this seems interesting. Um, so I reached out on Facebook, was going to meet up with them in a, um, you know, at a cafe or something. And, um, yeah, that like weekend from what I remember was the weekend that um, two women were barricaded in a street near Zuccotti Park during the Occupy Wall Street protest. And they were, you know, amazed. And, you know, this was 2011, so it was still like going viral was not as much of a thing. Um, it hadn't happened as much. So this was just blowing up. This was like going everywhere, like I was seeing it all the time, of these, like, yeah, there were women being assaulted by the police, and it made me so furious. And I was like, "I know I need to go out to this." And I heard that like in Tampa we were organized. I wanna say this was like October first, maybe a little bit later, but it happened. I ended up like talking with IWW people about meeting up in the park. That was my first time really like going to any sort of mass

gathering was with that, was by Wall Street.

Yeah. Um, and so I kind of met IWW people and Occupy Wall Street people on the same day. Um, and I was very much involved. Very most of the details of it, you know, Occupy Tampa essentially was, I think was the longest running Occupy in the Southeast. I could be wrong on that, but I believe it is because we had the Republican National Convention coming to um, Tampa in September 2012, I was saying. Um, but basically we lasted as far as like an organized, you know, constituency, I think mostly like through that fall. Um, the committed core that was still around after that, like a lot of people had been arrested. Um, there's kind of this quixotic, like, like, uh, I think 31 people getting arrested for trying to occupy the park in downtown Tampa. And it was, it was very, it was very badly done, poorly organized. A lot of like silly thinking went into it. I unfortunately for myself was not there. Um, I think I just had to work for something. Yeah, but I said maybe you just thought it was a bad idea. Um, but regardless, like, you know, a lot of people got arrested, a lot of people felt disenchanted and kind of dropped out to the committed core that was still around in January 2012. Um, you know, we had relocated to a park that a local strip club magnet owner had. They just, um, the weirdest name is Joe Redner. He's, I'm not sure if you're familiar with what the term libertarian means in the United States.

Yeah. Yeah, it's kind of that kind of libertarian, like sort of, you know, just I don't like the government and, yeah, I don't like roads and so on. Yeah. Um, so we, yeah, so we were fortunate enough to have a park. Um, we, uh, you know, were able to hold that down. And then I moved back to Sarasota actually, um, around this time, seriously about an hour or so. Um, so I would come up periodically just to like help with RNC planning, but I mostly tried to be more involved with IWW. Um, and I went to my first training in I think May of 2012, and then later my second one is December 2012. And those trainings were basically, we have something called the organizer training 101. Um, I'll actually, I'll grab a quick article that describes it in case it's helpful. Um, but basically, oh yeah, here we go. But basically like after attending these trainings, they gave an overview of how to organize like my workplace and how to, um, you know, take action, like build a union at work.

I would say that like I gave it some attempts, but um, I didn't know what I was doing and it didn't really work out. Um, so I stopped being as involved with IW for a while, and I mostly just like worked and tried to like get through school. And I would say like those few years were largely, I, I was not back at New College, but I was around a lot of people who were. And I spent a lot of time with people, you know, who were on the left, who were mostly students. We would sometimes do, I would help out with campus stuff. Um, so you know, there's a lot of different things that I was involved in. Um, oh man, I'm sorry, I'm realizing there's like, there's a few different threads to this story. So I guess I'll just say that like probably the biggest thing was I got involved

with the Student Farmworker Alliance. Was website, sorry, the Student Farmworker Alliance. Okay. Um, and this was part of a group or, or this is a student group that was basically acting in solidarity with migrant farmworkers. Um, in the United States, we have about, I think two million, two to three million undocumented or 200 million migrant farmworkers. Um, people that work for fields and work different crops and travel around the country.

Um, the overwhelming majority are either Mexican or Central American, but there are also some Jamaican, Haitian, like Caribbean workers. And I think somewhere between 85 to 90% are undocumented. Um, our immigration system does not really account for them for the most part. There are some that are called H2A or guest workers that have a special view that would be here.

There's a group in southwest Florida called the Coalition of Immokalee Workers. I'll write that out because it's kind of an interesting name. Uh, I'm not with a seminal word because that's the infinite people that lived here.

Um, so yeah, the Student Farmworker Alliance held a Encuentro, which is like a, uh, Spanish very like gathering or, you know, large, um, you know, inspired by the Zapatistas' use of the term. Um, and so essentially what we, what I learned, you know, was a lot of like student organizing, how to stand in solidarity with the Coalition of Immokalee Workers campaign. They mostly had a corporate campaign targeting major corporations and, you know, wanted to have these corporations commit to certain changes in the field for farmworkers. So I spent maybe about eight years with them, like doing work. I spent three years on their steering committee. Um, and yeah, I got involved like, you know, through their national network, um, mostly on a local level. Like I would help organize protests in Sarasota. I would, um, be involved with, um, yeah, I would be involved with like the student group there. I think we called ourselves at first Students Working for Equal Rights, um, which was part of like a national statewide sort of group, but we really had no contact with the statewide group. So eventually I think we changed ourselves to Students Targeting Oppressive Powers.

Um, yeah, so right. Anyway, we basically, we mostly do CIW protests like in solidarity or we would go to what was called the School of the Americas Watch, which is Fort Benning, Georgia. I want to say, um, it's about an eight-hour drive from Sarasota, and I think we went three years in a row while I was down there. Um, we would attend like workshops and, you know, see what, you know, the Latin American left had to offer or like, you know, what they were struggling with.

TJ : *Sorry, isn't the School of America some sort of, uh, military training facility?* [*yeah, yeah*] *So you protested that thing, right?*

O : *Um, the School of the Americas goes back, I don't remember exactly how far it goes back,*

but it's kind of the, I would say it's the right now it's called WINSEC, I want to say. Um, that's the name for it. It used to be called the School of the Americas. I think they still call it SOA Watch, um, like as a movement that like, you know, protests it. Uh, they called the school of the assassins. Um, essentially its role, I think it's been like the late 60s, I want to say that it was operating. Um, essentially its role has been to train up paramilitary organizations, assassins, right, from death squads, even drug cartel members, um, to destabilize regimes, to, you know, interfere in Latin America. Um, so yeah, I think that, yeah, I mean, I think just being exposed to the history of, you know, my country's like involvement in Latin American politics, like in really deadly, you know, ways, like that really, um, further radicalized me or further like kind of made me, um, you know, think through a lot of stuff. I also, I don't know how important it is, but I guess around this time I also was getting involved in like left-leaning social media groups, um, basically referred to as left book because it's literally left on Facebook.

Yeah, so being exposed to new ideas for, you know, a while, like I, a lot of it was like Marxism, but also, you know, anarchism and just, you know, other IWW members like talking about, you know, different political questions. Um, I think I also got very interested in labor history through that, and, you know, now that's a lot of my current focus. Um, so I guess I moved back to Sarasota, or excuse me, back to Tampa in 2015. Um, I would say that like, oh, I guess we should also say in Sarasota that we did do a few specific to the campus sort of stuff. It was at New College of Florida. We like had some stuff where we tried to reform the police on campus. Um, we had, um, we had an incident in 2012 where, um, it's a very, it's very strange, maybe fascinating story. Um, a man named Derek Black lived attending New College. Um, Derek Black is, we did not know this at the time, but Derek Black was the um, godson, I want to say, of David Duke, um, a prominent member of, you know, the far-right Ku Klux Klan. Um, and then his father, David Black, or I forget his name, something, but who's the founder of the website Stormfront, which is a right-wing, you know, KKK affiliated, uh, website, the white supremacist website. Um, and so anyway, we, Derek Black had been basically raised from birth to a white supremacist, and so when we found this out, like, you know, a lot of people were understandably very outraged and, you know, started to like socially ostracize him. And there's a very fascinating piece in the Washington Post you can read more about it. I think there's even a book now and I need to read it eventually, but it basically talks about how like a Jewish member of our campus, um, was, uh, they like basically invited him to Shabbat dinners, and they would have, you know, conversations about like some of the stuff that, you know, he believed, and he also seemed to have been already starting to like question some of his beliefs like before he got to um, New College because he, you know, picked a very liberal school, you know, it has very little reputation, um, and he also has been studying, let's say, medieval history.

Um, and the thing that stuck out to me from the Washington Post was him saying that like he, when he learned like the extent to which like Arab and Islamic society had basically saved some of the primary achievements of Western civilization and expanded upon them, things like that, you know, there was no way to justify like the white supremacist accounts of history than, you know, exposed to. Um, so anyway, it's just, that's all to say that like in February 2012, um, that had happened. There had also been some other incidents of like racial hatred or animosity that had shown up on campus, like a member of student government even and then like displaying a Confederate flag on this storm.

So I guess that's also there that, like, essentially the biggest student movement thing that I was involved in was. After that, there were a few things that had happened. There's also an incident, I think maybe the triggering event—the real thing that set it off—was, like, um, somebody had written a racial slur (and I don't want to say the word because it starts with an "n" and ends with an "r") in the common area, like, the cafeteria, and then like kind of a hangout common area next to it. They had written it on a bulletin or whatever. It was just a lot of stuff like that.

So students started mobilizing; a lot of them were mostly upperclassmen—people in their fourth years—and a lot of them had organizing experience. One of them, my friend Claire, she was a key organizer, and she ended up actually working for the Coalition of Immokalee Workers. So I was mostly a witness to a lot of this stuff, but they basically organized within a few days to shut down classes for a day and to bring a speaker from the Southern Poverty Law Center, which is like a civil rights nonprofit based in Tennessee—I forget exactly where—but, you know, we mobilized to basically shut down classes for a day, bring this facilitator in, and have a campus-wide conversation.

Now, this is a very small campus with about 800 students, but it still would have been a very large task to do. So, you know, people went to an administrative meeting or a faculty meeting to advocate for this or really demand it. They mobilized, like, flyers around campus; they did a lot of wonderful grassroots work to make it happen. On my side, like, I had been involved in student fundings down there at that point, so I offered to help provide food. Initially, they were like, "Oh, I'm sure we can get some student funding for it," and funding completely fell through.

So we organized a team, I think about 10 people, seriously. We basically had a team go north and a team go south, and we hit up, like, literally every dumpster in the area, grabbed fresh produce and other food, and made enough food for I think 200 people. So I mostly focused on that aspect. We had this campus-wide shutdown one day—I forget exactly when, but it was in February—and we basically, like, I would say that most of the natural science students did not come out, mostly the STEM—like, engineering—but then, you know, a lot of the people in the humanities

and social sciences did attend. I think there were over 200 students, faculty, and staff there.

And it was, yeah, a pretty monumental event that, like, you know, just managed to, um, I think change the culture of the campus and at least showed that, like, people are curious about this stuff. Anyway, so that's kind of the Sarasota chapter of my life. I may take a break, or I can keep going with Tampa.

TJ : *As you feel will be best.*

O : *Um, I, you know, I mean, I'd grown up there, but I, um, and I, you know, spent some time back there, got involved with Occupy, things like that. I've been going back and forth a little bit for the past few years, but this time I really moved back to Tampa.*

I, uh, I guess at this point I started to, like, I was still involved with the Coalition of Immokalee Workers. I was still involved with the Industrial Workers of the World, or I had actually decided to kind of get back into it, and I believe we started a branch of the Industrial Workers of the World in, I want to say, 2016, maybe 2017. Um, either way, I, you know, started to get back involved with that.

Um, and around this time, you know, like, uh, the Trump administration is kind of on the horizon. You know, like, we didn't realize it was a threat until I want to say early 2016. Maybe there were people who were more prescient than I was who were able to pick it out before then, but I think around then we started to see that as a looming threat or whatever. But I would say that, like, you know, just to be honest, I don't think we saw it—I mean, I don't think a lot of us saw it coming. At least I did not really see it, like, as a full threat until election night.

Um, so, yeah. Oh, that's all right. The Bernie Sanders came in with starting off, yeah. So around this time, I was mostly not interested in electoral politics. Um, and, you know, to a certain extent, I guess I'm still, you know, it's still not my bag, you know, even though I pay attention to it a lot more.

Um, but I basically, yeah, I was basically focused on, like, kind of building up our branch—building up the Industrial Workers of the World. Um, as a union, we're a little bit strange because most labor unions in the United States are part of either one of the two main federations: the American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) or the Change to Win Federation. Um, the AFL-CIO is much bigger. The Change to Win Federation does have, like, the Teamsters and the Service Employees International Union and, like, some other very important unions.

Um, the Industrial Workers of the World is an independent one, um, you know, not an affi-

liate with either federation. Um, it's also explicitly anti-capitalist. Um, but also, like, more critically, I think is that, like, a lot of this membership is built from, um, like, like, anybody can join. Like, anybody can be an at-large member, or they can be a part of a branch that is just a regional grouping.

Yeah, and so we don't have as many, as far as our actual top floor. Um, there are some, like, very notable exceptions, but for the most part, a lot of us are not organized into shops, you know, and so it's very difficult. A lot of people join unions, you know, because you join it through organizing your workplace, or you join it through, um, uh, you know, already being in a unionized workplace. Um, I'm going to—when I started the post office job, it'll probably be my first ever, like, union job, you know, a job where I've, you know, the union has the presence in the workplace.

Um, for the most part, we also don't tend to sign contracts, um, or like collective bargaining agreements, um, which are pretty standard. When we do, we also tend to avoid, um, finding something called a no-strike clause, which, um, basically prohibits sort of industrial action for the duration of the contract.

Yeah, so I guess I give all that context to basically say that, like, my strategy—or kind of our strategy, of like people that I had known in Tampa for a long time—was to build up a general membership branch, like a sort of regional body of essentially, like, industry members that were committed to doing workplace organizing. So that, like, we would have kind of a team of people who do. I would say that I also didn't really know what I was doing at this point. Um, and I think that, you know, I'm skipping ahead a bit to, like, where I'm at as a present, but a lot of what I'm doing right now is trying to attempt to correct for some of these mistakes.

Um, basically, a lot of the unions aren't very good at giving outside support to people creating these branches and creating, essentially, a structured organizing committee that is, like, capable of following up with leads—like, people that come to us asking for help supporting, like, organizing the workplace—and like mentoring them through the process and helping them, you know, have conversations with their co-workers and identify, you know, how they can move forward in their campaign. So at the time, we didn't know a lot of this stuff or we didn't have a lot of this happening, but you know, we built it anyway.

We, you know, had a big training in 2017. A lot of new people came in through that. Um, we started working on helping some workers organize. Uh, well, actually, I started trying to organize my workplace in 2017. Um, small restaurant, very, like, you know, I think only about 25 people. Um, but through that process, I also got to, like, know Guatemalans more directly. Um, I've come to learn there are a lot of Central Americans and Mexicans that work in the restaurant industry

here in Tampa, but I'm sure pretty much generally across the United States, it seems to be.

Um, so I started learning Spanish at that point and, like, you know, just trying to, you know, kind of build more connections there. Um, at this point, I also was offered a job as an archivist—like, institutional historian for the Coalition of Immokalee Workers—so I went and did that for eight months. Um, of course, I had to leave the workplace campaign behind, but that was a very interesting experience because I was able to kind of connect, like I mentioned before, kind of a growing love of, like, labor history to something very concrete that I could help out with and, you know, work on.

Um, and yeah, I would say in that process I learned a lot of things about, you know, labor history. Uh, you know, very Florida is a very strange state, um, in a lot of ways. Uh, we actually have a reputation as being, like, kind of America's, like, weird, you know, cousin—like, we don't talk to that part of the family sort of thing—partly because we're, like, the third biggest state and we have these very open, like, transparent laws called sunshine state laws that we, like, when somebody gets arrested for basically anything, that, like, information can be leaked to the press, you know, really, really quickly. We'll have, like, stories like "Florida Man Throws..."

TJ : *That's where the "Florida Man" meme comes from…*

O : *Yeah, right.*

Um, but we also have a really fascinating civil rights history and labor history here. Yeah, Martin Luther King actually, uh, was arrested in Saint Augustine, which is, um, I think the oldest city in the U.S., actually, um, originally colonized by Spanish. Um, and we also just had, yeah, I mean, like, through the farmworker archives, like, I learned that, like, you know, it seems obvious, but, you know, like, like, I had learned farmworker history, you know, years prior as just being kind of like, "Well, you know, they're Mexicans here," like, at least back in the 80s, and, um, you know, we—like, like, wages have been pretty much stagnant from them. That's sort of the campaign overview that was given to me by the Coalition Workers, and that's all true, but it made me realize that, like, you know, just maybe I haven't put in my head before, like, "Oh yeah, there's a long farmworker history here, a lot of that back to slavery and to Jim Crow."

Um, but, you know, that a lot of different ethnic and national groups have passed through here. Um, in the 30s, it was actually mostly Oklahomans and, um, like, people from the state of Oklahoma and people from, I want to say, like, you know, kind of California, like, the Dust Bowl era. A lot of people, you know, from that area of the country, mostly white people, um, you know, came to Florida to work, um, tomatoes, citrus, sugar cane.

And then in the 40s, late 40s, we started a program called the guest worker program, and

from what I can tell, it's actually the first kind of, uh, like, program of its kind that imported Jamaicans. Um, not exclusively, some of them came from other Caribbean islands, but I think 80% were Jamaican.

And they came and worked the sugar fields in Lake Okeechobee, which is the largest body of water in Florida. Um, they worked, like, these massive sugarcane fields, um, and it was, it was tantamount to slavery. It was, it was, um, very much like deportable labor. Like, you could, you could, if you complained about anything, about safety, about pay, you could be put on the next bus out to, uh, Kingston.

And, um, so it made it, you know, very hard, you know, to speak up about stuff, and also pay was not very good. Um, and, you know, people would live on-site, like, on, you know, on these housing that was on-site. They'd maybe go into town to the city of Belgrade, like, like a week or once every two weeks, rather.

Um, and the most striking thing for me was that, like, uh, the Jamaican farm workers would have to, uh, grow crops on the edge of the field, um, which is what their ancestors had to do in Jamaican slavery. Um, anyway, so just, just very—I learned a lot through that process of, like, you know, as an archivist, you know, learned more about the recent history and about the, yeah, like to, you know, 2010. Um, but it also made me realize kind of the broader context of Florida as a state, you know, just kind of as a socialist living in Florida.

It never really made a lot of sense to me, or rather it hadn't, it didn't feel like a lot of still inspired from. Um, but I also would say that, like, you know, I learned that Tampa has a very interesting history as well. Um, we have a lot of Cuban, uh, Sicilian, Spanish immigrants that came here in the early—well, the late 19th century, early 20th century.

And that was very inspirational for me because a lot of them were working in the cigar factories and espoused very radical politics. Um, many of the Cubans, for example, um, were very much inspired by the Cuban Revolution and were, like, trying to make it happen. Um, José Martí, like, the national hero of Cuba, came to Tampa, stayed here, and, uh, in Ybor City, which is the immigrant neighborhood.

*And they, you know, also, you know, formed unions—um, specifically anarchist unions against the American Federation of Labor, um, led unions. And, you know, they, they also had this tradition of what was called the *lectores*, the readers, who would, um, essentially, like, you know, everybody would be working, you know, making hand-rolled cigars, and while they were doing this, somebody on a pedestal would be reading out a book to them.*

And sometimes it was a newspaper article, sometimes it was a novella or a novel, other

times it was radical literature, like Marx or forms, sometimes it was even just, you know, Shakespeare, you know, actual literature. Um, and, you know, throughout all this, like, a lot of people who would maybe, like, a lot of people who just had no opportunity to learn how to read or write became very highly educated, right, making, you know, a lot of these workers some of the most educated.

Um, and this is something completely built by the working class. Um, so again, you know, just as somebody who came from, like, from a kind of well-off family, like, you know, sort of descended into more of a working-class strata, um, and felt, you know, like there wasn't much here, you know, that felt inspiring of, like, collective struggle to improve.

But I guess, like, through kind of this maybe quixotic, you know, personal journey of, like, you know, these different experiences, I've definitely learned that there's, like, a lot of collective action throughout the state's history to be inspired by.

Um, so I guess I'll just conclude by just wrapping up, like, when I came back in 2018, I continued trying to organize my workplace. Um, I was very much disenchanted by a lot of the internal debates happening in the IWW at the time. They're a little bit, they might be a little esoteric, but I guess they were connected to national events.

Um, we had a faction of the union that wanted to turn it into more like street battle sort of thing—like anti-fascist—in response to, um, the, you know, the election of Donald Trump. Um, and we had, you know, a faction, you know, that I felt closer to being, you know, like, or I wouldn't say I had affection initially, but I, you know, grew closer to one, you know, um, that wanted to focus on, you know, organizing our workplaces that we would be capable of taking industrial action that could, like, actually, you know, hurt the Trump regime.

You know, like, we, we also are a very tiny union, and so it felt like it had to be realistic about what we could actually do in this situation and try to focus on where we could be most effective.

TJ : *So, how does that work if you're an IWW member and you join a workplace but uh, let's say that workplace already has a union. Do you join that one ?*

O : *Yeah, so that's called, um, it says—so the IWW permits what's called dual carding. Um, basically, that means that you can have, you know, a mainstream union, and you can join that, and you can also join the IWW.*

There are some unions that explicitly say, like, you can't do that. Um, I believe the International Brotherhood of Electrical Workers might say that—I could be wrong. Um, they're a big

electrician union. Anyway, there are some unions that do disallow that, but most don't really have anything in their constitution about it.

Um, my union—or the union that I will be joining when I join the United States Postal Service—is the American Postal Workers Union. Um, I would be joining that alongside, like, maintaining my IWW membership. That would be a dual carding.

I think, for the most part, like, we don't have, like, a unified policy on this sort of thing, but I think for the most part, IWWs that join mainstream unions, like, we try to… Well, I guess there's different schools of thought. The way that I think about it is that the two unions are trying to do different things. Um, the IWW is not necessarily trying to replace the mainstream union. The mainstream union is focused on the formal collective bargaining process through the legal, you know, routes, um, and then also doing something called grievance handling, which essentially means that when your workplace is organized, um, the union members elect stewards, and stewards are there to enforce the contract.

So let's say I work 10 hours, um, and I'm supposed to get eight hours of regular time. Then for 10 hours, I would have, like, two that would be time and a half. But they didn't pay me time and a half for those two hours; they paid me just regular.

So you go to the stewards to file a grievance. Um, they have some discretion about whether they compile grievances. Um, some labor law, like, you know, you have certain rights as a rank-and-file member to say that, like, um, the steward wasn't representing me properly or wouldn't take on my grievance. Um, but some stuff just legitimately is not able to be serviced under the contract.

Um, but the steward in that case would file a grievance, and that grievance would be, I guess, negotiated with management, um, to a point that, like, you know, a resolution is found. Now that one's a pretty easy one, um, so, you know, it could probably have a resolution really quickly, but some grievances take a long time. Um, and, you know, they can be actually so lengthy that, like, you know, certain issues keep happening.

Yeah, and it's kind of like justice delayed is justice denied. So that's sort of the IWW critique, I guess. Um, and this is, like, with the BWI and, uh, sorry, that's a steward thing. It's an IWW thing. No more unions have stewards; that's, like, pretty much most unions in the United States.

Yeah, right. Sorry, it's fine. We actually do have some campaigns that have stewards. Um, there's one in Chicago called the Building Co-Workers Union. It's a very small shop—it was 33 workers—and then I think management laid off, like, 11. Um, it's a very strange story because they basically rehired. They laid off 11 workers, and then they hired, like, four or five managers

because managers can't be covered by labor law.

Um, it basically meant that, like, they tried to tip the balance more toward the management side. You know, like, you would have, like, less union work, but then it makes it very top-heavy because you have a lot of people—like, I think it was something like you have one boss for every two workers.

Anyway, but they do have stewards. Um, they basically... I guess I'll explain the shop committee model. The IWW—what we do instead is we will elect, um, let's say we've had a successful campaign in the workplace. Um, and we're both operating publicly in that workplace.

Um, the shop committee will basically—or rather the members of that shop will elect a committee. Um, that committee might be, like, if it's like 25 workers, maybe it's, you know, five workers that are on the shop committee. Um, and that shop committee will meet regularly—maybe it's every week, maybe it's every two weeks, maybe it's even just every month—but they will, you know, enforce what the workers want to see in the workplace.

Um, we do actually sign contracts sometimes, but we did, um, signing no-strike clauses. Um, we forbid something called use checkoff districts, which is basically, um, the employer directly deducts the union dues and gives the union. Um, so we try not to ever have, like, union dues pass to the hands of the employer.

Management's rights clauses are another thing. They're called, uh, or they're basically saying that, like, anything that's not covered in this contract is, um, expressly under the right of management to, um, direct it. Yeah. Um, so we tend to not sign contracts with that either.

Um, but anyway, the Deal Typical case is a good example of, like, we signed a contract that has no-strike clauses, no dues checkoff, no management rights. Um, and they elected a shop committee, and that shop committee actually accessed stewards for the contract. However, when we do have stewards, um, we do this regardless of whether we have stewards or not. We're, you know, kind of figuring this model out a little bit as we go, um, but a lot of it is based on, like, IWW history.

Instead of having, um, stewards take this grievance and then, like, go talk about it with management, or maybe talk with management with the group worker, we form grievance committees, or we, like, take direct action in the workplace to solve the grievance as a group.

So let's say a woman in the shop has had her hours reduced. She's working 40 hours a week, and now she's only working 20 for a couple of weeks. And she has worked there for a long time, so she has seniority—it's not like she's just a new person—and she wants this to be resolved. So

she went to management about it herself, and, uh, you know, they didn't do anything about it.

So in filing the grievance, um, you know, it might take a long time to resolve that. It might not really get anywhere, and it's also very individualized. So for the IWW, what we do is we'll bring it up in the next shop committee meeting, um, and we'll plan how we'll take action on it.

And so maybe we all stop what we're doing for 15 minutes and go talk to management, like, during a busy time, you know, creating emotional pressure of, like, having, like, a lot of workers talking to you at once, but also economic pressure, like, you know, stuff not getting done on time.

TJ : *Okay and so, um, are you still an IWW member, even if you're unemployed, in-between jobs and so on ?*

O : *Right, yeah. If you're a student unemployed, the only things that we explicitly reject, I think, are, um, police officers and, like, federal agents—um, like federal law enforcement agents, rather—um, and bosses, okay? People that can hire and fire. Um, and then I want to say we have some stuff about being, like, a landlord or, like, financial data.*

Yeah, but we have some—it's a little wonky. Like, we have exception clauses about it because there are a lot of people here in the United States who, like, work and then might, like, run out of room from time to time.

Like slumlords—like, people who just exploit, you know, dozens of people.

TJ : *Right, and so you don't uh, play guitars in jail like in the 19th century right ?*

O : *No, it's funny though because I ended up in jail at one point, I guess. Um, I guess I forgot about this, but I, um, it's not that big of a deal. I was in an environmental protest in 2014—maybe 2015, 2014. And, uh, I was just, like, next to people who had, like, locked their arms into this large, heavy thing to prevent doors from being opened to this office. Um, it was like a mountain-top removal company, and, uh, I was arrested. I was going to jail for, I think, five days and then later had to go back for another four days.*

But while I was there - [*you spent five days in jail for being at a protest?*] *Yeah, and then another four days, so I guess nine days in total. So, right. Um, but while I was there, there was a copy of—um, I think I actually have a copy right here—People's History of the United States by Howard Zinn.*

And so, I read about the IWW. I had already known the story a little bit, but, like, yeah, I got to, like, read it for real and read about Zinn and, like, him reading about socialism in jail.

TJ : *That's great. And so, when did you join DSA ?*

O : *Uh, actually, yeah, I joined DSA, and I want to say in 2018 when I came back to Tampa. Um, and so I had been—yeah, I basically—I kind of seen, like, when I was living in—I was working at the Coalition of Immokalee Workers office. I was living in Immokalee, and Immokalee is a very small town, like maybe 30,000 people, so there wasn't a chapter really around at that point. Now there actually is. There's one in Fort Myers; it's just called Southwest Florida DSA, so it covers the whole region. I could have joined that if it was around back then, but it wasn't.*

But when I came back to Tampa, I was like, "Oh, I might as well join." I went to the first meeting that I could. Actually, before that, it was pretty cool—we had a CIW protest come through town as I was getting back to Tampa. My first event with any DSA people was them coming out to our protest, and I was very impressed. You know, there were a lot of solid people.

Because, you know, I had been a marshal—like, you know, wearing the yellow vest to direct people across the street and stuff like that—many times before, but we didn't really have anybody else to do it. We needed a team of people, so a lot of the DSA people stepped up. They were like, "Oh, how can we help?" We gave them yellow vests, and they helped direct the march during that event.

A right-wing protester showed up—like, somebody, some Trumper that had his camera and was filming, for like, I don't know how many people. But he was just being very disruptive and getting in our faces. This was a very family-friendly kind of protest too; you know, we had a lot of kids there. It was just very unpleasant and maybe kind of ratcheted up the tension of the situation. A lot of the DSA people were very good at shielding him from everybody else and keeping him away.

Anyway, I had a very good impression of the organization from the start. I was also saying that my experiences in Occupy made me feel like DSA was kind of another generation of that; it's all like a gathering space for almost like a temperature check of where the left was at that current time. And I would honestly say that it feels like an improvement. You know, it's nice to have everybody under one organization rather than this disparate sort of moment where we all gathered in a park. The fact that we're dues-funded and not funded by major foundations is also a big change.

I think a lot of the protest movement in the United States, or just movements in general, has been very, what I would call, "non-profitized." Yeah, we're just funded by large foundations, and the fact that DSA is not is a big deal. So I joined, I like, you know, mid-2018. I got involved with some of the meetings. I felt a little ambivalent about the organization from the start because I was

impressed, but I also felt skeptical about the electoral route.

Even after seeing Bernie's campaign—maybe especially after seeing Bernie's campaign—because, you know, Bernie was already sort of a compromise candidate, just very much wanting to reenact FDR's New Deal. Which, you know, is all good. At the time, I was like, "Yeah, I mean, that would be good to happen," but I'm not going to put a lot of energy into it.

Seeing where we are locally, it felt like the Democratic Party was kind of a looming force, like we were just going to be doing the work of the Democrats, and I didn't want to. So I wanted to see some reform in the organization. I joined a caucus for a bit that was devoted to trying to make us more focused on getting outside of the activist left and trying to focus on building bases in the community, maybe through tenant organizing or workplace organizing, to give us a stronger constitution.

For a lot of reasons, that did not go really well. I've been in caucuses before, and I think they can be very useful if they are geared toward achieving a specific political purpose and then dissolve. But I thought at that point my experience with that was like it just devolved into personal interpersonal fighting, and we really didn't accomplish much. So I actually left the organization for a time. Well, I should say I joined the steering committee for a bit; I was their secretary of Tampa DSA. That was, you know, I would say I had a good experience with that; it was just trying to keep up the administration of the organization, help us accomplish some new projects we were working on.

But I left it initially or at that point; I think I was also just trying to focus more on organizing my own workplace. I got a little bit involved with that. I was able to get a workplace committee going for a bit, and at one point, I even helped with a walkout. A lot of us walked out on our boss when he was being abusive toward us. But then I guess I'll just fast forward a bit to the pandemic.

[Interruption pour problème technique]

TJ : *So, you were talking about the pandemic.*

O : *Yes, so the pandemic, you know, very much separated a lot of things. I was still working at a restaurant, and I was furloughed, which had never happened to me. I had never been laid off with the expectation of returning. I had to deal with the Florida unemployment system, which was an absolute nightmare. I would say that the state spent $78 million on a website that crashed within the first day. It was clearly a crony situation by the previous governor.*

Yeah, I finally did get unemployment, but millions of people had the exact same experience I

did. So, also, I think with the George Floyd protests that emerged, the total combination of just this sudden disruption of all of our daily lives, this quarantining for weeks and weeks, and this sudden realization that society is way closer to collapse than I had maybe considered before—or maybe like seen before—opened up a lot of political possibilities and problems.

So with the George Floyd protests, you know, I mean, I can only speak for myself, but I think generally, like, my generation or just U.S. society had been watching African Americans be killed at the hands of police or by vigilantes for going on, I think, eight years at that point. One thing I've learned through studying the civil rights movement is that police brutality and violence against Black people at the hands of police goes back pretty far. It was always a sort of demand on the table to reform the police. But since 2012, there had just been these incidents that kept popping up in the news, like the Ground shooting. I didn't mention that, but definitely that sort of thing changed. I was definitely going to protests and things like that at that point.

But this just felt so qualitatively different. This was just leaps and bounds away from anything that happened before. The most palpable thing was just the size; there were just thousands of people in the streets. There were ordinary people—people who were maybe not political. It didn't seem like, you know, I remember going to a protest and seeing people from my high school there, or not people I recognized, but people who had, you know, my high school's name on their shirts. Stuff like that. Young people, younger than me, like 17 and 18-year-olds, but also very old people, you know, from all different races and backgrounds.

The violence that we were met with by the police—the violent response—was just incredible. My first march was a peaceful march downtown. Again, there were thousands of people—people with kids in strollers. And then they deteriorated us; they shot up tear gas canisters. I actually ran into my co-worker from the restaurant where I worked at the time while it was happening. We had to run into a nearby restaurant, just to escape.

TJ : *Is this uncommon in those protests, to be tear-gassed ?*

O : *tear gas does happen, like in occupy, is the thing that happened. but, and then I'd seen it happen. I guess maybe personally I had not witnessed it, like I'd seen it on videos and things like that, but this was the first time it was really deployed. Also, there in situations where I'd seen tear gaskets be deployed, it was like very clear that it was like a militant protest. You know, this wasn't like, like it was like, well it was either a militant protest like, you know, black bloc sort of thing or it was, you know, just like riots, you know, like civil disorder.*

And then I think, yeah, I guess I guess thinking about it, I don't think I had seen something like that even at the Republican National Convention in 2012, which I didn't mention before. But

like when that happened, there was I think there was a huge militarized presence by the place. It was like 5,000 extra police officers, but and, you know, they had like heavy-duty equipment and armory and even like an LRAD cannon, like you know concentrated sound.

They actually like kind of showed force but they didn't really, they had had a soft hand, I guess. And anyway, yeah, like here in the George Floyd protests, like here in Tampa and then just all across the United States, like the police kind of went on an attack. Like it was, it was almost like a national coordinated attack. And I guess thinking about it, I haven't really considered like how that even happened. Maybe it's the police unions do something, I'm not sure, but like maybe it's federal law enforcement like help them do it. But whatever it was that was going on at the time also reminded me of occupy because occupy in December 2011, there was a national, you know, police like push back, you know, like against the occupiers. And that mostly, I think almost all the occupiers said we were, we were one of the few that like stayed around.

And so anyway, the next few days were just chaos. It was just constant protests; there were, you know, back and forth street battles. I actually almost ended up getting kettled one protest that I showed up to and just narrowly got away.

TJ : *Hm, sorry, what does "kettled" means ?*

O : *I'm sorry, "kettled" is a street protest term that comes from, like, um, well just describe the situation because it's a great example. We were walking down a path that seemed like it was clear of police. We were going to this park; it was, you know, called Circle Park. It's just like this circular area, and I was a little bit ahead of the rest of the crowd. I had a bicycle, so I was able to, like, you know, move a little bit quicker. As I was getting there, police from every direction showed up, you know, like, and just simple—yeah, yeah, so that's being kettled. Um, another example might be if, like, you're going down a four-way street or whatever, and they've got, like, all three blocked.*

TJ : *Oh yeah, right !*

O : *Um, I think that's about it. Oh, oh, that's right! Okay, so I was just gonna say that I rejoined DSA in the midst of those, um, and partly it just felt like, you know, the reasons I had left initially were mostly just personal stress, um, like interpersonal conflict. A lot of that stuff had gone away; a lot of, like, focusing into the organization locally. There was solid administration leadership, and it was also just like, you know, it's in the middle of a struggle. It might as well join, you know, an organized force that, like, is working around this.*

TJ : *And did you find the same people than you used to see before ?*

O : *Yeah, there were some people who had moved on, um, and there were a lot of new people as well, um, which is very nice to see. Like, it's definitely— I don't know the actual membership numbers right now; they might be a little bit inflated, but I think in Tampa we have like 300 or so.*

And how many active members do you think that is? Very little. And, you know, this is maybe getting into, like, the current, you know, state of where I'm at, but I would say we have maybe 25, something like that.

And so I feel like my first—like, I'm going to run for our steering committee next year, and I'm going to, um, kind of like focus on education building, like reaching in and, like, kind of building up the structure. And we have, like, you know, more active numbers when you call the sleeping members the members, right? These payment members— we have a few different terms. We sometimes call, like, we call them active or inactive members, um, sometimes we say, um, paper members.

TJ : *So you've been active in the left since at least 2011, you participated in Occupy Wall Street, in the IWW, in the Student Farmworker Audience and so on, and so, as such how do you feel about DSA - I guess most people around you in that group are kind of new to activism, so how do you feel, uh, with the experience that you have?*

O : *Yeah, it's a good question. Um, I would say over the past few months, in fact, I've actually been thinking about how I almost feel, I guess, the term—like I guess I would say awkward—or like I'm sort of in an interesting position where I don't feel like I know a lot or I don't feel like I have, like, a roadmap to figuring out how we, as the left, rebuild ourselves, like, you know, seek power and things like that. Um, I feel like I know a little.*

And so, like, for people that are just starting out, I guess I've come to realize that I have a sort of responsibility to start acting like, you know, a mentor or a coach or like somebody that can, like, build up their skills. Um, in the IW, we've had a lot of conversations, like, over many years about the idea of replacing yourself—about, like, you know, you're not—you shouldn't make yourself be somebody who is irreplaceable, you know, seen as special or, you know, just super talented or whatever.

Part of it, like, what's giving me kind of focus or, like, helps me think about this is, um, in the civil rights movement in the 1960s, we had two major organizations. We had the Southern Christian Leadership Conference and the Student Nonviolent Coordinating Committee. And there were other important organizations, but I think they're a good contrast. The Southern Christian Leadership Conference, led by Martin Luther King Jr., um, you know, advocated this approach of mass, like, non-violent civil disobedience, um, capturing media attention and, you know, kind of

galvanizing the conscience and support of Northern, uh, liberals or civil rights supporters.

And, you know, I think the tactics worked, um, but the Student Nonviolent Coordinating Committee focused on, like, grassroots organizing and on, like, talking to ordinary people and, um, you know, getting the experiences of ordinary people. And, like, a woman who emerged out of that, Fannie Lou Hamer— or Hamer? Camera? Dana Lou Payne—um, she was a sharecropper. Uh, I'm not sure if you're familiar with sharecropping ?

TJ : *Please tell me about it*

O :

So sharecropping is like, uh, after the Civil War, um, there was a period of Reconstruction for about 12 years that, uh, was mostly focused on, you know, rebuilding the South. And depending on who you talk to or, like, who you know during the events, like, you know, what they wanted to be, uh, you're emancipating the slaves—like, making them full citizens and franchises to vote, and with economic rights, or with just, like, reinforcing, like, a new version of Southern society where, you know, you know, we're enslaved again in all the same. Um, and that latter version is the one that won.

Now, um, but one of the promises, like, you know, you'll—you might hear it's like 40 acres and a mule. That comes from, like, I forget which officer said that, but, you know, basically it was a promise to the former slaves that, like, each slave would receive a parcel of land; we would break up the old, uh, major plantations of the South, and now it's the new freedom.

And anyway, this didn't happen. Um, instead, you know, you had penal labor, like, um, convict leasing. That's what it's called. Um, you know, people basically leased out to these, uh, plantations to work on them again. Um, and anyway, one arrangement that emerged was called sharecropping, which would basically be a landlord would own the land and then allow a family to live on it and work the land, and if you keep some of, um, the food, like enough to feed themselves, but the landlord would get the rest of the product and sell it.

Um, and so sharecropping was kind of like peasantry… Yeah, so anyway, she was a sharecropper. She came and spoke, um, some congressional sort of thing, and she actually spoke after Martin Luther King Jr., and she described the conditions in the South. And, like, you know, later a commentator would say, like, Lyndon B. Johnson was, you know, the president of this time, was way more afraid of Fannie Lou Hamer than he was of Martin Luther King Jr.

Um, anyway, I—I—one of the diversions, just to say that, like, a lot of the philosophy undergirding, um, uh, the Student Nonviolent Coordinating Committee, sometimes called SNCC, was this idea of replacing yourself—of, like, building people up, mentoring people, educating people,

like, leading from below and creating new leaders. You know, like, like, uh, the Wobblies used to say, like, we are all leaders. You know, like, we, yeah, in Occupy we would say, like, we have no leaders, and I like to think about it like in the reverse direction. Rather, like, we need leaders, but we are all just like—we can all step up, build ourselves up, and, like, build up each other to intervene.

And so when I think of myself as a veteran or whatever, I—I guess I want to think of, like, how I can most be a force multiplier. You know, like, like use, um, stories and experiences, um, lessons, um, you know, distill these things for people that they can learn them as well. Um, I think part of the—I—I think a big part of that is just formal education, like, like, you know, doing workshops and trainings and things like that. Some of it is also mentoring people through tasks. So, um, you know, if you've never written a press release, like a—a statement to give to the press about a protest that we're doing, um, you know, I could help mentor those people. You know, I've been on— that's right.

Um, and I'm not the only person with skills in our chapter. We have, like, a lot of different skills that we can, like, pass around. But I think that that's—that's the role of people like me, you know, veterans or whatever. I would also say that, like, since I have, like, a particular passion for history, um, or maybe, you know, it's like just learned, uh, through experience that, you know, I also—I think, like, drawing out some of that history and making it, like—because a lot of the times, like, historic or, like, this historical, I had to kind of, like, dig around for it, or I kind of, like, stumbled in the dark through it.

And there's ways to make the history more easily felt, you know, through images and, and maybe more up-to-date writing on it, even videos and things like that. So I guess that's how I see my role is to be kind of what, you know, SNCC's, um, uh, mentor, uh, her—yeah, I guess like key advisor Ella Baker. She was, like, talking about, like, I think, yeah, she played very well. She said, like, we need not a—a movement of—we need not a—a leader-based movement, but a movement-based leaders—like, yeah, we need to be grounded in the movement itself.

Um, anyway, but I think that's—that's the way I see my role. It's like being like, how can I take all of my mistakes and then, like, a few of my successes or whatever, and like, I can distill all those experiences down to, like, here, let me—let me help you with this. Let me, like, you know, guide you through some of this. And I don't have all the answers; I just, like, might be able to, like, help you not, you know, uh, hit your head against the wall.

. 7. Exemple d'entretien individuel : entretien 2

- Chris, Pittsburgh, 11 septembre 2021. Entretien ethnographique.

Thomas Jeangirard :	*So, let me begin with a simple question: how would you refer to yourself within the organization, or what would you call yourself?*
Chris :	*Um, do you mean like, am I a leader or...?*
TJ :	*Yeah, a leader, volunteer, activist, organizer?*
C :	*I really haven't... so I've only been in the organization since the beginning of the year, so I don't know if I could really classify myself as anything other than one of the more currently active members. You know, where that falls in terms of an activist or leadership role, I really don't know.*
TJ :	*Right, do you have a leadership role? Are you elected to something?*
C :	*No, not currently.*
TJ :	*So, from what I understood, there are elected leadership roles, and there are also roles that are more informal, but in some ways, they can feel like leadership roles, just more informally?*
C :	*Yeah, that... there seems to be that going on.* *I would almost say, as far as informal roles, it's people that are fairly active in the organization who don't necessarily have an official title, but there are certainly members who are unofficially pretty active and leading the group.*
TJ :	*Right, and do you consider yourself as one of these people?*
C :	*Not really, just because I haven't been in the organization that long. But, um, there would be some sort of core group of people within a given chapter—the most active, the most motivated—who would take on such roles.* *And I think the pandemic has actually been influencing—and this is only my perspective because I was not a member pre-pandemic—but the sense that I get is the pandemic has kind of influenced how the group has been operating as a whole. It seems like there were probably people who were a lot more active, and then the pandemic started, and things went virtual. A certain percentage sort of just dropped out. At least, they might still be dues-paying members, but they've dropped out of actually participating. Versus, I think there are some people who, once things became virtual, found it easier to participate to a certain extent.*
TJ :	*So using virtual tools reshaped this in some way?*

C :	*Yes, and I think this is always in flux at the moment and will be in flux for a while. But the last general meeting we had, they did a hybrid meeting where we actually did meet in person, but they streamed it online as well.* *I think we're going back to all virtual again, but honestly, that model is probably not bad moving forward, just because the people that can't necessarily make the time to drive to the physical location, or aren't physically capable, it gives them an avenue to some sort of participation. So, I think in that sense, technology could be beneficial.*
TJ :	*You weren't there before the pandemic, but do you think there were more people in those meetings before, or after, or during?*
C :	*I actually don't know. I've never actually talked to anybody who's been a member longer than I have about that particular topic.*
TJ :	*Right. So, what types of activities are you involved in, in the chapter ?*
C :	*At least in the Pittsburgh DSA, I think each local chapter is probably organized a little bit differently, and they all have various projects going on. I still don't have a great sense of what the national organization is really up to as a whole, but locally, I've been involved in the Political Education Committee. They do a monthly reading group where we pick a socialist writer and have a discussion.* *What else are we up to... The Political Education Committee is also tasked with doing segments for the general meeting — just a 25-30 minute educational segment on whatever topic people seem to be interested in.*
TJ :	*And how many people are in this committee?*
C :	*I'd say we… roughly get eight to ten people monthly that are actively participating.*
TJ :	*Right, and so in this committee, you organize the, uh, the readings? [Yes] and you also organize the segments for the meetings, right?*
C :	*Yes, we get together and talk about it, and so on, talk about the upcoming topics and then sort of work out the logistics of it—who do we need to contact, do we need to do any research for anything, stuff like that. We're also working on, uh, I guess they've decided to title it the, uh... what is it, Socialist Night School. The Pittsburgh chapter is doing something on imperialism specifically, so we're working on some sort of presentation with a discussion based on various aspects of imperialism. We actually just sent out a questionnaire to the general body, you know, asking what specifically about imperialism they're interested in, so we tried to make the content as*

	democratically chosen as possible.
TJ :	*Right, and so, in the committee after that, you decide on the actual content of what you will be doing?*
C :	*For me, education is kind of an offshoot of that—that's where the idea was first germinated. And then that sort of turned into its own separate thing, and it's just a few people. So for that particular project, it's not actually organized through the political education committee anymore; it's more informal. We just say, "Hey, we're going to cover this particular section of Capital," and then sort of work out people's schedules so we can actually sit down and record.*
TJ :	*Right, is it that the one you talked about during the last [chapter] meeting?*
C :	*Oh no, that's actually a different podcast, which I'm a part of as well. That's a totally separate group or subcommittee. The committee structure can get a little confusing because there seem to be a few core committees with, maybe not a lot, but various other side projects branching off of that, and the current program we're using to, I guess communicate and organize online, is a little confusing.*
TJ :	*And so for these type of projects, how does that work, you decide uh, you know, with some friends or comrades to make that podcast, and you branch it to the to the chapter afterwards?*
C :	*Yes, um, the podcast that was promoted at the last general meeting is more a general information platform for various work that the, uh, the organization itself is doing. It's, um, sort of a vehicle to keep everybody more informed of what's going on.*
TJ :	*So, um, are there any other activities?*
C :	*Uh, yes, we have a mutual aid project going on which actually just got started last weekend. We're preparing breakfast for, I guess, anybody that wants it. We partnered with another organization called Feed the Hood, and, uh, that group, their main focus is food insecurity. So we've, I guess, started distributing breakfast every Sunday to whoever wants it.* *So the, uh, the physical Pittsburgh DSA chapter building is in Wilkinsburg, which is not part of the city. It's a suburb right outside of the city, but it's a, it's definitely an impoverished neighborhood. So the idea is to try to target areas where that would be needed most. Okay, and, uh, they had some success. We got out 60-70 meals last week. I thought it went pretty well.* *Yeah, there was pretty good participation last week. Myself and another member actually helped. The individual who runs Feed the Hood is a trained chef, so we assisted him in the kitchen making all the meals, and then they were taken over to the, uh, the chapter's building and*

	distributed from there.
TJ :	*Right, and were people receptive to the socialist aspect of, uh...*
C :	*That wasn't really played up too much, uh, at least this past week. And I think there's still a few things that need to be tweaked as far as the actual execution goes. I, I think the idea is to eventually maybe low-key try to promote some socialist ideas but not be too, uh, in-your-face about it.*
TJ :	*And to what extent is DSA integrated in those neighborhoods. Do people know you? Do you know the community?*
C :	*Not as much as they could be. And again, I think the pandemic certainly worked against that. But they also had, the chapter has, a community garden there, not too far away. So at least in the, uh, immediate area of the chapter location, I think there is some awareness of the community of the DSA.*
TJ :	*Right, and so that's the first time the chapter is doing mutual aid, or maybe you stopped during the pandemic?*
C :	*Um, to my knowledge, they have, um, free pantries set up, just a, like, a box with a door on it that people will drop off food and other various goods that anybody can pick up. But yeah, as far as that specific type of mutual aid, at least to my knowledge, that's the first time that something like that has happened since the pandemic started.*
TJ :	*And if I remember, you said that you had to do some canvassing or phone calls this week as well?*
C :	*In regards, um… let me think... As far as the, uh, breakfast program goes, some people — I did not participate in this — some people were passing out flyers in that neighborhood around the, uh, the chapter location just with information about that.* *I may have also been referring to the political canvassing that we're currently doing with people we've endorsed for local political races.*
TJ :	*Okay, so you make phone calls to members of the electorate?*
C :	*Yes. I actually didn't do anything this week because I'm sick, but yes, that's the idea. And there are... I would say, as far as ongoing chapter projects go, I believe they call it the Elections and Pressure Committee. I think they have the most people being drawn to that particular work.*
TJ :	*Right, obviously. Could you describe a typical morning doing that, for example?*

C :	*No, I couldn't because I haven't done it before. And, uh, I did sign up to do it and I will do it, but I have a different view on electoral politics. So, my stance on that is it does make some difference and it's something that the chapter is supporting, so I will do a little bit to support it. But I think personally — and this is not speaking for the chapter as a whole — personally, I think there are better ways to, uh, spend your free time and energy.*
TJ :	*Right, in that case it's local candidates?*
C :	*Right, yes. In the past, I do believe they have endorsed state candidates, but currently it's just local.*
TJ :	*Do you see a difference between electing uh, socialists in local position and electing socialists in state-wide or federal positions…?*
C :	*Um… Honestly, I don't know because there really haven't been that many socialists elected to, uh, too many positions in this country. And I think Bernie Sanders and the, uh, the Squad and people like that — I think they raised the profile of socialism, but, you know, it's still a small percentage.* *I think it can make a difference on a local level, depending on the actual location. I mean, if you get one socialist-leaning candidate in a city council where the other 10 members are moderate Democrats, is it going to make that much of a difference, other than the optics of it?*
TJ :	*Um, so are there other activities that you're participating in?*
C :	*No, that's about all i'm involved with at the moment.*
TJ :	*So, what are you reading right now in your reading group?*
C :	*Um, I actually missed the last one, so I don't remember what that is. The one coming up for next month is a to-be-determined excerpt by Murray Bookchin.* *I guess I was not privy to this because of when I joined, but the structure is that they sort of plan out various authors for an entire year and then kind of work through that. So it's always... Bookchin is, uh, often described as an anarchist.*
TJ :	*Yes, is it often radical writers like that?*
C :	*It's pretty much typically all radical writers. I mean, I don't know if I think his ideas are radical, but at least he's considered — by the mean — by the mainstream, he's considered so.*
TJ :	*Um, so could you describe a typical evening? Is it during the evening by the way?*

C :	*Yes.* *Generally, what happens is somebody will volunteer to, uh, lead the discussion. There might be a 10 or 15-minute presentation about the author or about the piece in general. It's not all, you know, it's not a whole book, but it's probably more like a chapter of somebody's work. And the person who's facilitating might have some general discussion questions lined up, but it's not really a very formal thing where, you know, we're going to get through all these questions. It's sort of an organic discussion.*
TJ :	*And so how many people are there typically?*
C :	*That usually draws between 10 and 15 people every month.*
TJ :	*Right, and so I'm trying to imagine the thing. So you're in a room, uh, maybe in a circle, something like that…*
C :	*I couldn't tell you because it's been a bunch of boxes on the computer screen that's up. I think generally, yes, that would be what they would be doing, and everyone is participating in the discussion, uh, for the most part. I think every month there are a few people that might not be comfortable speaking, or they're just there to listen, but generally, yes, most people.*
TJ :	*So do you see a link between this activity or reading groups and other activities, such as the podcast?*
C :	*Yeah, I think there's a need for political education, as it were. I think it just raises people's interest in the topics.* *That doesn't necessarily apply to every author, but I think some can be beneficial to other things that are ongoing.*
TJ :	*And do you feel a consensus, in terms of political theory, between members after this?*
C :	*I think for the most part, um, I think there, you know, you get into some disagreements over theory. I have noticed that there are a lot of members who are in academia—grad students, professors—and they might already have a good amount of knowledge on certain authors and topics, where I feel sometimes they'll get into high-level discussions that I don't personally find that interesting. But, you know, they might be arguing over very fine points that, to me, are irrelevant in the larger scheme of things [Right] and I find that kind of interesting just to watch intellectuals go at it.*
TJ :	*You mentioned a lot of members are in academia, would you say that's a big proportion of*

	the chapter?
C :	*I think so, um, it's kind of interesting that, you know, the uh, socialist movement in the United States or, um, let's narrow that down to the DSA in Pittsburgh, the majority of the members do seem to be in academia.* *Um, far fewer people that are actively participating in the DSA seem to be in what you might classify as the working class. And that's not to say that I don't view people in academia as members of the working class, but the traditional blue-collar working class.*
TJ :	*And you're part of that working class, right?*
C :	*Yeah I started out as a chimney sweep and sort of shifted into repairing chimneys, and then that just shifted into masonry in general, and in the chapter there are at least a decent number of people that are in the service industry as well—waitresses, things like that.*
TJ :	*So, uh, talking about the other members, I think last time we talked a bit about, you know, relationships between members. Could you describe maybe more in detail the nature of your relationship with the other?*
C :	*I found it to be pretty positive. Um, I think some of that has to do with, again, so much of this seems to be influenced by the pandemic. It, uh, seems like the people that were active in leadership and trying to keep things afloat, if you will, during the pandemic, seem to be genuinely happy to have an influx of new members, which I think this past presidential election cycle did drive a good bit of membership. So, actually, most of the people that I've become friendly with, I think, are newer members from, you know, pretty much around the past presidential election and on.*
TJ :	*So, you would consider some other members your friends now?*
C :	*Yeah, I think we're getting there.*
TJ :	*Great, and so you're a bit older than the other people that I met from your chapter, are you actually one of the few of your age?*
C :	*Yeah as far as I can tell, um, again, I don't know for sure. There may have been people closer to my age that were more active when the structure was different, but yeah, I think generally—and it's a little different interacting with, say, a generation below me. I think there are some things that I might not have been used to that I had to sort of figure out. Yeah, that's a different culture, you know? ... I, I'm still not used to, uh, the amount of living online, if you will, that*

	some people are into.
TJ :	*Yeah I see! And from what you've seen how would you describe the nature of the relationship between members?*
C :	*I think it ranges from somewhat transactional to the opposite spectrum, where I think there is a small clique of people that, at least in the current leadership, um, I can see where some people might find that a little off-putting. Um, I think some of that was just driven by the fact that people were confused about what to do and how to keep things going during lockdowns and switching to a virtual model, which is another thing. I think a lot of people that are involved in colleges and universities around here are more comfortable dealing with the virtual model just because I think they're more used to it.*
TJ :	*You said some relationships are transactional. Could you expand on that?*
C :	*Just, let's say somebody's in a certain position of authority. I guess they probably wouldn't like the term authority, but somebody's in a leadership position and somebody else is, say, running a committee, and while I might not consider them friends, they interact on behalf of the organization ... I honestly have not really come across any real conflict between anyone.*
TJ :	*right so um last time you mentioned a formal and also an informal hierarchy…?*
C :	*Yeah, it's, I mean, there is a certain sense of a slight top-down structure, but I think in general, the whole organization runs on a more informal hierarchical structure. Um, for example, the, uh, the podcasts that I got involved with, it wasn't like, uh, there was some big formal process to get these things started. It was more, hey, we want to do this, there's a couple of people interested, and, uh, honestly, because no real chapter resources were being used, I think somebody asked somebody in leadership if it was fine, and then, yeah, sure, whatever, we don't care.* *When you do get into a situation where you're actually requesting funds, it does become a little more structured.*
TJ :	*What kind of those situation would you recall ?*
C :	*The, uh, the mutual aid breakfast program we do required a little bit of funding for that to cover material costs and rental of a commercial kitchen space on a date or, you know, hourly basis.*
TJ :	*right so uh yeah i hope by the way how does your activism fit into your personal or professional life um*

C :	*I mean, it's– I, I, I live in an area where i don't feel like, um, i'm on the defensive for my political beliefs in general, and my place of employment … Uh, the owner of the company is a friend of mine, I don't know that he shares the exact same views as I do but he doesn't care either*
TJ :	*Right, um, so you're lucky enough to be friends with your employer but would it be an issue in your line of work, to you know, try to unionize for example ?*
C :	*Unfortunately, the idea of starting a union at my place of employment wouldn't fly because there are two other employees besides myself, um, now say if I was at a larger company that was not unionized and I started trying to organize, I think just in general in this country that would be a problem, stronger union movement in your lineup … traditionally there has been um, that that's eroding quickly the uh … like you were saying earlier, the uh, working class … if you will, has been moving towards the right and there's lots of anti-union propaganda that floats around, specifically in the skilled trades. Just interacting with other carpenters, electricians, plumbers, things like that, i've noticed the shift from the idea that, you know, we're stronger together and being collectively organized is a good thing to, you know, just off-handed comments about how unions are lazy and they just want to take people's money*
TJ :	*Aren't skilled trades strong unions in the US?*
C :	*Yeah, I don't know, I have personal problems with a lot of the skilled trade unions in the United States. I don't think... I think they were, for lack of a better term, never as revolutionary as they should have been. They've traditionally not been too considerate towards minorities or women, and that has changed over time to a certain extent, but, you know, I think that unions in this country in general would be a lot stronger if, say, at the turn of the 20th century, instead of just focusing on better wages for white men, they would have taken a whole worker approach, where they were trying to support minorities and women.* *I think the IWW probably had the best idea as far as unionism goes, but they got branded as commies and, while they're still around, they're not very big.*
TJ :	*All right, and in your chapter in Pittsburgh, do you work with unions at all?*
C :	*We do. There is a, uh, I believe it's called the Labor Committee, which... I have not gone to any of their meetings, but they do support various union drives.* *I believe the faculty at the University of Pittsburgh is currently doing a union vote right now, and the chapter's been supporting that.*
TJ :	*Okay, so these committees, you know, political education committees, labor committees, you*

	can join if you want just by going to the meeting?
C :	*It's pretty informal. It's, um, you know, go to a meeting, and if, uh, I guess if you feel like you want to get involved with their activities, you can. I don't know at what point you consider yourself part of the committee, I guess it's kind of whatever.*
TJ :	*So, you go to two, three, four meetings, and informally, you become a member of the committee?*
C :	*Yeah, there's no formal vetting process for who becomes part of the committee.* *And again, this is all Pittsburgh-specific. How they do things in different chapters, I don't know.*
TJ :	*Right, so you said that your activism, your political thinking, uh, was integrated into your personal life. So, you, how does it work? Do you speak about politics with your friends, your family, and so on?*
C :	*Yeah, well for example, at work, um, one of my co-workers shares very similar views, so honestly, it's just sort of an echo chamber most of the day.* *I'd say my friends outside of the DSA, I would call them all liberal Democrats, so I think a lot of our views are similar. I do occasionally get some pushback on some of my personal beliefs, you know, they'll say it's, you know, it's a little too radical or, you know, "that could never happen in this country," stuff like that.* *I've had a friend or two saying the, uh, the thought of reallocating funds from police departments to other social services isn't necessarily a great idea, or at least politically it's a bad idea, like the Democrats will lose elections and shit like that.*
TJ :	*Some sort of strategic thinking - electoral strategic thinking?*
C :	*Yeah, it's, it's more... honestly, I don't think it ends up really addressing the concerns of, uh, the everyday citizenry of this country. I think you get into this mindset of strategic political thinking where the Democrats will organize around certain issues that they don't really have any genuine interest in changing. It's for optics and fundraising, and I think the people that call themselves Democrats or actually identify as Democrats fall into that mindset without even necessarily thinking about it.*
TJ :	*Right. From what I understood, you know the word "liberal" is getting thrown around, uh, quite a lot, but do Democrats really call themselves liberals?*

C :	*I think in general, yes. Yeah, I, I have noticed that more recently, a lot of Democrats or a certain segment of the Democratic Party have switched to using the term "progressive" as opposed to "liberal," and I think that's to, uh, try to set themselves apart, I guess.*
TJ :	*Uh, how do you personally view the 'progressive' label?*
C :	*Oh, um, I guess at least from the lens of the United States, uh, when somebody tells me that they're progressive, in my mind it conjures ideas of slow, incremental change inside the political system. Which, you know, it's the, uh, the short-sighted thinking of, "Well, we can't radically change anything, so we'll, you know, throw some crumbs every couple of years."* *Um, at least that's how I feel. I, you know, I'm not saying I'm ready for a radical armed revolution—I don't know if that's necessarily the way to go—but I think progressivism in the United States is, at least in my opinion, uh, somebody who believes that the system is inherently good and it just needs the right people inside of it to shepherd it along in a better direction.*
TJ :	*Okay, and do people in your chapter call themselves progressives?*
C :	*I have no idea, I, I've not heard anybody consider themselves or call themselves progressive…* *To be honest, when I hear the word progressive, I think of the insurance company because they run commercials non-stop. And, you know, progressive policies—there's an insurer, a car insurance company, that's called Progressive Insurance that always has ads on. So I hear the word progressive and, you know, the propaganda has just filtered into my head, and I think of insurance first.*
TJ :	*Right, um.. So, aside from what we've talked about so far, could you describe the relationship of your chapter with others in the states or even outside, if you, if you can?*
C :	*That's—I don't think I've been in the chapter long enough to have a good sense of that. What I get, what I've sort of decided, is there are individual members in our chapter that are active in the national DSA on various committees through the national. There's no real statewide collaboration between various chapters that I know of. I mean, I think individuals might have contact with other chapters, but…*
TJ :	*And are you in contact with uh, other activists from other- from another state?*
C :	*Yeah, I've taken it upon myself just to reach out online to a few people, and not even necessarily in any official capacity, just honestly for the hell of it.*

TJ :	*Right, so on Twitter or something like that?*
C :	*Yeah, Twitter, just like that.*
TJ :	*Okay, so it's just informal, friendly relationships.*
C :	*Yeah, yeah.*
TJ :	*Yeah, and do you know about your chapter's relationship with the national organization?*
C :	*To some extent…* *I'm still figuring that one out. I know there have been hostilities from—or between the two in the past. I don't know what they're exactly about. Some of that came up this past summer. We had our national—the national DSA had its national convention, and I heard people murmuring about conflicts we've had with national in the past, but, you know, I never actually asked anybody about it.*
TJ :	*Alright, and who would be the person in the national organization who talks with the chapter? Do you know? Not the name, but, you know, the role?*
C :	*I don't know. I'm sure that exists out there. I've actually personally been more focused on getting to know the ins and outs of the local chapter. I haven't really branched out into the relationship with the national chapter.*
TJ :	*Alright, thanks. I've got one last question if you had, uh, if you have time [Sure] I noticed only a few women and a few people of color in the chapter meetings, would you say that it's linked to… the composition of the organization?*
C :	*I think so, yes. That is one of the big critiques of the DSA in general—that it's not a very diverse group, at least as far as minorities. In my own personal experience in Pittsburgh, I think the men versus women ratio seems fairly equal.* *Nationally, I don't know. I mean, you know, we still live in a very patriarchal society, so I think just societal tendencies—left, right, center—it's male-driven. So, you're probably going to get more white men responding because they just feel more comfortable being in that space and talking about themselves, I guess. I don't know.* *As far as minority participation in DSA, I think—and this is a critique of my own—I don't know. I think that leftist or socialist organizations in this country can be too ideologically rigid. You know, we don't want to align ourselves with any other organization if they don't declare themselves avowed socialists. I think you get into very problematic territory when you start trying*

	to be ideologically pure, especially in this country. *Specifically, because the Black community has a completely different experience—sure, there are lots of Black Marxists out there, but in general, the population is not that. Maybe you find a Black-run organization that identifies as, you know, progressive Democrats or Democrats or whatever. But I think if you generally share the same goals, I don't see any reason why you shouldn't work to align yourselves with people like that.*
TJ :	*The DSA seems to be a very open organization regarding purity, ideological purity, and so on though?*
C :	*It is. I think what I was just talking about—that's not to say that the DSA doesn't try to be as inviting as possible. I think that's just a general trend in the United States itself. These are tendencies that, while we might say, "Oh, that's not me," some of it is working on a subconscious level. This is a very segregated society. A lot of the situation is more a matter of proximity. If you live in an affluent white suburb, you're not going to interact with minorities on a very regular basis, so you have tendencies to feel uncomfortable around cultures that are different.*
TJ :	*And there's also a lack of diversity in terms of social class and locaations, as we spoke about, you know, the working class…*
C :	*Yeah, I think that is the case, but I don't know. I can't speak to that specifically. I do think there is a tendency in this country with… socialist organizations to draw in a more academic crowd. And some of it, too, is that if you're wealthier in this country, you have more free time to potentially pursue something like this. And what segment of the population is wealthier in this country?*

Les nouvelles formes du socialisme aux États-Unis : enjeux idéologiques et stratégiques chez les *Democratic Socialists of America*

Résumé :

La décennie 2010 a vu la résurgence d'un mouvement socialiste aux États-Unis, nourrie par l'augmentation des inégalités et l'hégémonie de politiques « centristes », souvent qualifiées de néolibérales, au sein du Parti démocrate depuis la fin du 20e siècle. L'organisation des *Democratic Socialists of America* (DSA) a alors émergé comme un acteur central de ce mouvement suite à un important accroissement d'adhérents après la campagne de primaires présidentielles de Bernie Sanders et l'élection de Donald Trump en 2016. C'est dans ce contexte général que s'inscrit ce travail de thèse, qui vise à analyser les transformations idéologiques et organisationnelles de DSA, de 2017 à 2023. L'objet principal de cette thèse porte sur la résurgence contemporaine de courants socialistes aux États-Unis, au travers du cas de DSA. Elle cherche à analyser les caractéristiques idéologiques de ce socialisme en relation avec son environnement politique plus large, et particulièrement avec le « *liberalism* », pris dans son sens états-unien et représenté en premier lieu par le Parti démocrate. La question d'un débat autour du terme de « politiques identitaires » (*identity politics*) au sein des milieux militants et de la gauche institutionnelle du pays offre alors un cadre d'analyse privilégié pour analyser ce socialisme dans ses rapports avec le *liberalism* démocrate. Ce travail montre alors de quelle manière l'organisation a réussi à maintenir une unité organisationnelle et idéologique au cours de sa croissance récente, tout en s'adaptant à un environnement états-unien marqué par un ensemble de contraintes politiques et institutionnelles complexes. Il explore également l'intégration par DSA des buts historiques du socialisme à des réalités politiques, démographiques et organisationnelles nouvelles. Cette thèse vise ainsi à apporter une contribution originale aux champs des études anglophones, des sciences politiques et de l'histoire des idées, en proposant une analyse nouvelle de la manière dont un courant socialiste contemporain peut concevoir ses objectifs et son action dans le contexte politique états-unien, en particulier au vu de ses interactions avec le Parti démocrate et la gauche institutionnelle du pays au sens large. L'objectif plus large est de permettre une meilleure compréhension des défis et des opportunités auxquelles sont confrontées des organisations politiques contestataires aux États-Unis, et de mettre en lumière le potentiel de croissance des politiques socialistes ainsi que leurs capacités à remodeler le paysage politique états-unien au 21e siècle.

Mots clés : DSA, socialisme, libéralisme, États-Unis, idéologie, mouvements politiques.

Evolving forms of socialism in the United States: ideological and strategic stakes for the *Democratic Socialists of America*

Summary :

The 2010s witnessed the resurgence of a socialist movement in the United States, fueled by rising inequality and the dominance of "centrist" policies – often labeled as neoliberal – within the Democratic Party since the late 20th century. The Democratic Socialists of America (DSA) emerged as a central actor in this movement following a significant increase in membership after Bernie Sanders' presidential primary campaign and the election of Donald Trump in 2016. It is within this general context that this dissertation is situated, aiming to analyze the ideological and organizational transformations of DSA from 2017 to 2023. The primary focus of this dissertation is the contemporary resurgence of socialist currents in the United States, as illustrated through the case of DSA. It seeks to analyze the ideological characteristics of this socialism in relation to its broader political environment, particularly with respect to liberalism (understood in its American sense) and primarily represented by the Democratic Party. The debate surrounding "identity politics" within activist circles and the institutional left in the U.S. offers a key framework for conducting an ideational analysis of this socialism and its relationship to Democratic liberalism. This dissertation shows how the organization has managed to maintain organizational and ideological unity during its recent growth, while adapting to a U.S. environment marked by a set of complex political and institutional constraints. It explores DSA's integration of the historical goals of socialism with new political, demographic, and organizational realities, and highlights how strategic, organizational and ideological stakes and dynamics interact within the organization. This research aims to make an original contribution to the fields of American Studies, political science, and the history of ideas. It offers a fresh analysis of how a contemporary socialist movement can operate within the U.S. political context, particularly in light of its interactions with the Democratic Party and the broader institutional left. It provides a deeper understanding of the challenges and opportunities faced by oppositional political organizations in the U.S. and highlights the potential for the growth of socialist politics, as well as their capacity to reshape the American political landscape in the 21st century.

Keywords : DSA, socialism, liberalism, United-States, ideology, political movements.